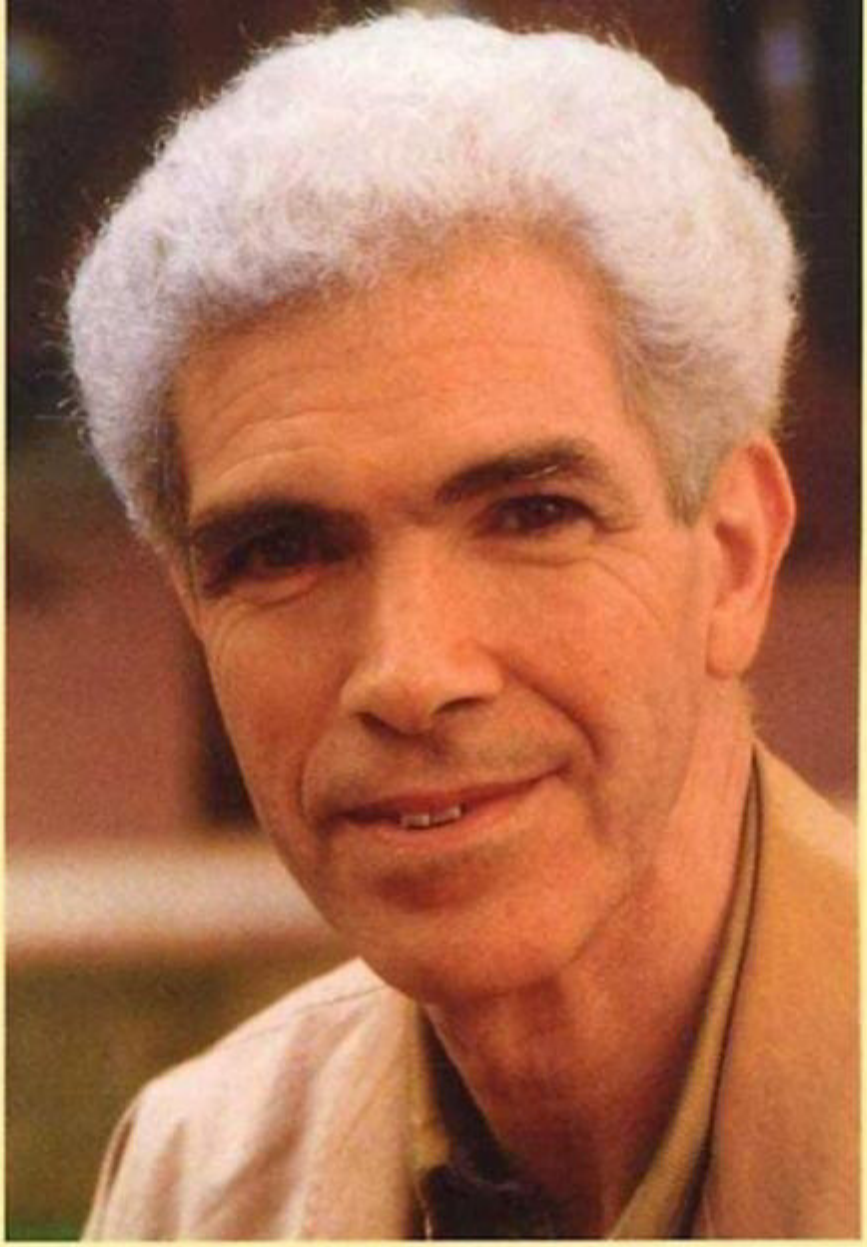


Mohammed Harbi

Une vie debout

Mémoires politiques

Tome 1 : 1945-1962

LA DÉCOUVERTE

cahiers libres

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020
10:17 - © La Découverte

Du même auteur

Aux origines du FLN. Le populisme révolutionnaire en Algérie, Christian Bourgois, Paris, 1975.

Le FLN, mirage et réalité. Des origines à la prise du pouvoir (1945-1962), Éditions Jeune Afrique, Paris, 1980 (et Naqd-Enal, Alger, 1993).

Les Archives de la révolution algérienne, Éditions Jeune Afrique, Paris, 1981.

1954, la guerre commence en Algérie, Complexe, Bruxelles, 1984 (rééditions : 1989, 1998).

L'Algérie et son destin. Croyants ou citoyens ouvrent des pistes de recherches nouvelles, Arcantère, Paris, 1992.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:17 - © La Découverte

Mohammed Harbi

Une vie debout

Mémoires politiques, tome 1 : 1945-1962

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
PARIS XIIIe
2001

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:17 - © La Découverte

D

Catalogage Électre-Bibliographie

HARBI, Mohammed
Une vie debout : Mémoires politiques I, 1945-1962 – Paris : La Découverte, 2001. – (Cahiers libres)
ISBN 978-2-707-13077-8

Rameau :	Algérie : 1945-1962 : récits personnels militants politiques : Algérie : biographies
Dewey :	920.6 : Biographies collectives. Biographies historiques. Biographies de l'Afrique 650 : Algérie
Public concerné :	Tout public

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur. Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 *bis*, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **À La Découverte**.

© Éditions La Découverte & Syros, Paris, 2001.

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:17 - © La Découverte

D

Avant-propos

Il me faut expliquer le sens de cette étrange entreprise — et qui paraîtra encore plus étrange à ceux qui me connaissent — de rédiger mes mémoires. Évidemment, le but que je vise n'a rien à voir avec des « confessions ». Je n'ai pas le goût de la confidence intime et, parlant de moi, je reste d'une certaine façon dans la logique de ce que furent mes choix et qui demeure l'axe de mes pratiques : une activité intellectuelle cherchant à rendre intelligible le présent de la société algérienne et une préoccupation politique visant à n'être pas seulement un observateur, mais aussi un acteur de l'histoire de son pays.

J'ai été militant, membre actif d'organisations et de partis. Je ne le suis plus. J'ai eu des responsabilités étatiques et n'en ai plus. Je suis passé des couloirs du pouvoir aux cellules des prisons et aux froideurs de l'exil. Ce parcours et ma distance à son égard ont rendu plus exigeante une sensibilité historienne, dont je dois dire qu'elle a toujours été mienne car je n'ai jamais perdu la conscience d'une historicité impliquant la longue durée, derrière le clapotis des urgences du présent et de la politique.

Alors, *quid* de ces mémoires ? À travers mon expérience, je veux comprendre la façon dont ont été vécus des événements d'autant plus importants qu'ils ont fait passer l'Algérie — et mon village en Algérie — d'un monde de tradition, vivant de façon complexe car travaillé par les effets de la modernisation, liée à la

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:19 - © La Découverte

colonisation, à une Algérie devenue État, sans tout à fait se consolider comme nation. Il s'agit d'éclairer des devenirs, non pas à partir d'un vécu particulier — bien qu'il se présente à la première personne — mais d'un vécu collectif. Je me fais, en quelque sorte, historien recueillant un témoignage — le mien — sur une époque ; et je me fais sociologue recueillant une « histoire de vie » pour accéder à la compréhension interne d'une société.

Ai-je réussi ?

L'obstacle de la confession et de la fascination narcissique qui me guettait dans ce retour à mon passé, j'ai voulu le lever en demandant à André Akoun, interlocuteur exigeant quoique — ou parce que — mon ami, d'imposer ses questions et ses critiques, de perpétuellement recentrer mon propos qui risquait d'osciller entre le discours abstrait, énoncé dans une langue de bois intellectuelle, et la pure complaisance à l'égard de soi-même. J'ai voulu ainsi mener à bien un travail que menaçaient bien des embûches et qui devait unir deux exigences : celle du témoignage d'un individu dans sa particularité, et celle du témoignage social à partir de ce point de vue particulier. Raconter non pas seulement une histoire, mais l'Histoire.

Je tiens à remercier Lydia Bouche, Anne Guérin et Elsa Raymond, qui ont eu la patience de déchiffrer et dactylographier mon écriture hiéroglyphique.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:19 - © La Découverte

D

1

Une enfance privilégiée

Je suis né à El-Arrouch le 16 juin 1933, dans une famille profondément imprégnée de l'importance de la fécondité. Mes parents ont eu sept enfants, dont cinq — trois garçons et deux filles — ont survécu ; et mes grands-parents en ont eu vingt, dont huit seulement ont survécu, le dernier ayant à peu près mon âge. Mon père, Brahim, s'est marié en 1931, à l'âge de vingt-cinq ans. Atteint par la variole, il avait mis longtemps à en guérir : ainsi s'explique ce mariage tardif aux yeux de sa génération.

Puissants par le nombre, les Harbi se répartissaient sur plusieurs communes : El-Arrouch, Saint-Charles (Djamel-Ramdane), Gastonville (Salah-Bouchaour) et Robertville (Medjez-Edchiche). Le lien de solidarité concerne la parenté directe et les alliances. Le tout forme un large réseau de relations familiales et d'obligations réciproques. Cette structure, en quelque sorte clanique, s'inscrit dans une généalogie traditionnelle qui n'est pas calquée sur l'état civil.

La loi du 23 mars 1882 promulgua l'établissement d'un état civil pour les Algériens musulmans. La dénomination familiale fut fixée après cette date. Elle apparaît au registre de la commune d'El-Arrouch en 1890. Selon mon grand-père, nous appartenons à la tribu des Beni-Mehenna (les fils de Mehenna). Mehenna, originaire des environs de Bougie,

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

s'était établi près de Collo. Ses fils s'emparèrent, sous le règne de Salah Bey (le gouverneur turc de Constantine de 1771 à 1792) et avec son accord, des terres des Arb Skikda. Leur tribu deviendra une tribu *makhzen*, dispensée de l'impôt et dominant les tribus *raïa* qui le payaient.

La carte des tribus de l'Est algérien en situe le territoire dans la région de Jemmapes (Azzaba). Il est limitrophe du massif des Zardezas. Le Service de « surveillance des indigènes » confirme ces dires et signale que nous appartenons à une « humble famille de *fellahs*[1] originaires de la commune mixte de Jemmapes ». Notre ascension sociale a donc commencé avec l'accès à la propriété privée consécutif au *senatus consulte* (décret impérial) de 1863.

Je parle de ma famille comme d'une tribu. Il s'agit d'une famille traditionnelle, dont les caractéristiques sont celles que décrit Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* : « Chez les peuples aristocratiques, la société ne connaît à vrai dire que le père. Elle ne tient les fils que par la main du père ; elle le gouverne et il les gouverne. Le père n'y a donc pas seulement un droit naturel. On lui donne un droit politique à commander. Il est l'auteur et le soutien de la famille ; il en est aussi le magistrat[2]. » Le père est, de surcroît, l'organe de la tradition, l'interprète de la coutume, l'arbitre des mœurs.

Groupement social régi par des règles de préséance et d'autorité, dans une inégalité permanente des conditions, fondée, plus que sur la loi, sur la coutume et la religion, matrices de toutes les allégeances, la famille traditionnelle ne met pas au centre la relation affective de l'amour paternel et de l'amour filial, mais l'obéissance et le respect, voire la crainte.

Est-ce à dire que je n'ai aucun souvenir de liens d'amour et d'affection ? Évidemment non, mais ils étaient sous la dépendance de la loi du groupe et de ses hiérarchies. La

1. Pour la commodité de la lecture, j'ai choisi la transcription française usuelle des mots arabes (et notamment le pluriel avec un s, ce qui n'a évidemment pas de sens en arabe). Par ailleurs, pour les personnes citées, j'ai indiqué systématiquement le prénom avant le nom, conformément aux usages de la conversation (alors que nombre de patronymes sont plus connus dans l'ordre inverse, celui de l'usage administratif pendant la colonisation, repris à son compte par l'Algérie indépendante, notamment pour les noms de rues).

2. Alexis DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, t. 2.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

relation d'amour, on la trouve du côté des femmes, qui ont à charge l'univers domestique. Il y a là quelque chose de particulier et que ne comprennent pas toujours ceux qui voient le vécu musulman à travers le seul filtre de la « condition de la femme en terre d'islam ». Ni les rapports père-mère-fils, ni du reste les rapports homme-femme, ne peuvent être saisis seulement en termes de fonctions codées. Ce qui n'enlève rien à l'intolérable de la condition féminine. La femme, plus que l'homme, vit en communauté fermée sur elle-même. La mère apprend à sa fille la manière d'échapper à la passivité qu'on attend d'elle, les détours, l'instrumentalisation des enfants, les moyens d'atténuer la puissance masculine.

Dans ma jeunesse, la vie des femmes n'était pas facile. Claustrées, elles travaillaient du matin au soir, faisaient le travail de boulangerie, de conserverie, de tissage, etc. On vivait en autosubsistance, on produisait et on transformait tout ce qui était nécessaire à la consommation. Les esprits n'ont commencé à évoluer qu'avec la scolarisation des filles. Restait ce savoir diplomatique qui régulait les rapports. Ma grand-mère négociait sans cesse les règles qui délimitaient ses pouvoirs avec mon grand-père ; ma mère agissait de même mais dans le secret de l'alcôve. Il m'est arrivé de suivre, en feignant le sommeil, ses conversations avec mon père. Elle m'apparut alors sous un autre jour. Elle n'était soumise que face aux autres.

La relation mère-fils est très forte. À cela plusieurs raisons. Le fils est une sorte de compensation au rôle subordonné de la femme, d'où un investissement maternel très profond. En retour, la mère attend de lui un attachement, une complicité. Quand ma mère a voulu que ma sœur Naziha acquière un métier après l'école primaire, elle n'a cessé d'intervenir auprès de moi, et moi auprès de mon père. La relation privilégiée n'est donc pas entre mari et femme mais entre fils et mère. La mère est dans notre société un être médiateur.

Mon père a peu compté dans les premières années de ma vie. Je ne l'ai découvert que plus tard, lorsque j'allai au collège. J'ai été élevé par une nourrice, Aïcha bint Abdallah Harbi, sous l'œil vigilant de ma mère, qui s'imposait par sa connaissance de la religion et par sa réserve. Elle avait une attitude aristocratique, parlait franchement et directement. Je pense que mon père l'aimait. Elle lui rendra un jour

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

hommage : « Votre père m'a laissée après sa mort dans la difficulté, mais il n'a jamais levé la main sur moi. » Il faut comprendre l'importance d'une telle remarque, car être battue était alors le lot le plus courant des femmes.

Refuge, ma mère savait être notre avocate auprès de mon père. Un jour — je devais avoir quatorze ans — mon père me surprit alors que je fumais un mégot que j'avais ramassé. Il me réprimanda et me tira l'oreille. Le lendemain ma mère me prit à part : « Ton père a laissé un paquet de cigarettes. Il ne veut pas que tu fumes des mégots. Quand tu voudras fumer, demande-le-moi. Je te donnerai des cigarettes. » Ainsi s'exprimait, par des voies compliquées, respectueuses des statuts, l'affection de nos parents, réelle, pudique. Je n'ai plus fumé avant longtemps.

Même si l'innovation arrivait par l'intermédiaire des hommes, les femmes ont joué un rôle fondamental dans la formation de la sensibilité. Ma mère n'a été touchée par l'acculturation que d'une manière limitée et indirecte. Les contes qu'elle me narrait, les dictons, les proverbes qu'elle me récitait — elle et non mon père — participaient d'un autre univers que celui dans lequel on évoluait au-dehors.

Elle m'a transmis, mais d'une manière incidente, des éléments de notre histoire nationale. Quand elle voulait m'obliger à dormir elle me disait : « Dors ou j'appelle Bijou qui va te manger. » Bijou, c'était Bugeaud, qui prenait ainsi le visage d'un ogre. C'est également elle qui m'a appris l'expression *birou 'arab* que je n'ai décodée que plus tard. Ma mère l'utilisait pour dire : « Il n'y aura pas de solution. » C'était une référence aux « Bureaux arabes », instruments créés dans l'Algérie de la conquête pour gérer le pays et dont l'expérience est à l'origine des Affaires indigènes au Maroc et des SAS (sections administratives spéciales) de la guerre d'Algérie.

J'ai appris avec elle des chansons contre la conscription qui datent du début du siècle, des chansons à la gloire du docteur Mohammed Salah Bendjelloul, leader de la Fédération des élus dans les années trente et plus connu, alors, qu'Abdelhamid Ben Badis, Messali Hadj ou Ferhat Abbas, son second. Une autre chanson de ma mère relatait les troubles antijuifs de Constantine de 1934 et permet de repérer les identifications

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

d'alors : il y était question des Kabyles, des étrangers à la ville (*berrania*) et des citadins (*beldiya*). Le souvenir de la ville close, protégée par ses murs, était encore vivace chez les ruraux.

La culture de la famille, où prime la solidarité entre frères et sœurs, je l'ai acquise avec ma mère. On a tort de parler d'ignorance au sujet des femmes. Comme celle des hommes, leur foi intègre le surnaturel et l'ici-bas, mais elle est plus marquée par la peur des maléfices, par la tradition piétiste de la soumission à la conduite divine, et par l'idée de la prédestination : « Ce qui est inscrit au front ne peut être contourné par la volonté humaine (en dialectal : *elli mektoub fi el jabîn ma yanhioua el yeddîn*). »

Mes tantes m'ont inculqué une forte dose de superstition, la croyance au mauvais œil, la peur de la solitude. Je comprends mieux aujourd'hui pourquoi on nous entassait dans les chambres du haut, laissant vides celles du bas. Elles m'ont inculqué aussi la nécessité de censurer toute source d'information susceptible d'entacher l'image familiale.

La place de ma mère était seconde dans la famille. Comme elle avait le même prénom que ma nourrice, il fut décidé, sans qu'on lui demandât son avis, qu'elle s'appellerait Zehaïra. Elle n'aimait pas les rencontres où la médisance alimentait les conversations, et on lui en voulait de se singulariser en les évitant, ne manquant pas de lui rappeler, à l'occasion, qu'elle n'était pas si « blanche », allusion qui se voulait perfide à son teint chocolaté.

L'évolution forcée et accélérée dans laquelle les Algériens se trouvèrent entraînés avec la colonisation me paraît importante à analyser : c'est la condition qui fut celle de mon père. Brahim était d'une obéissance déférente à l'égard de son père, et se conduisait en fils conformément à ce que lui dictait la tradition. Mais, fils soumis, il fut, en même temps, père libéral autant que l'époque le permettait. Cela fut particulièrement sensible lorsque nous nous installâmes à Skikda (Philippeville).

Ses relations avec nous, et particulièrement avec mes sœurs, évoluèrent à la façon de la famille démocratique que Tocqueville oppose à la famille aristocratique : « Les rapports du père et du fils deviennent plus intimes et plus doux ; la

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

règle et l'autorité s'y rencontrent moins ; la confiance et l'affection y sont souvent plus grandes et il semble que le lien naturel se resserre tandis que le lien social se détend[3]. »

Mon propre rapport avec mes enfants poursuit et achève cette évolution. Le seul lien entre nous est celui de l'affection réciproque qui peut unir des êtres libres. Ainsi, en trois générations, la vie intime de nombre d'Algériens est passée d'un statut pluriséculaire d'obéissance et de crainte, au statut des sociétés les plus avancées. Dans l'espace domestique de celles-ci, on a affaire aujourd'hui à des individus qui, s'ils acceptent encore l'autorité parentale (et la loi, de ce point de vue, est moins avancée que les mœurs), savent bien, quoi qu'ils en disent, que c'est une acceptation volontaire, intérieure et sans légitimité extérieure reconnue. Et, quoi qu'on en pense, cela est vrai aussi dans les familles et dans les couches où, politiquement, on se réfère à la tradition islamique et à ses lois.

Comment s'étonnerait-on, alors, des déchirements et des difficultés d'adaptation qui ont pu en résulter ? C'est ainsi qu'on vit naître et se développer, derrière le maintien apparent des rapports hiérarchiques entre aînés et cadets, une chose qui fit scandale aux yeux des aînés : les cadets se permettaient de leur demander des comptes sur leur comportement. Mon père ne l'a jamais fait avec son propre père ni avec son oncle, et quand j'allais me plaindre à lui d'une injustice commise par un oncle, il me répondait : « Il est plus âgé que toi. »

Il devait finir par changer. Je me souviens d'un jour où mon oncle Abdelaziz m'avait frappé plus que de raison. Je jouais avec des amis quand il arriva avec les siens. Il nous intima l'ordre de quitter le terrain de jeu et de lui laisser le ballon. Je refusai. Il me donna quelques coups de poing et me mit un œil au beurre noir. C'est à cette occasion que mon père décida, avec l'appui de mon grand-oncle Haouès, de quitter le domicile de mon grand-père et d'aller vivre à Skikda. J'avais alors seize ans.

Dois-je souligner que le rapport aîné-cadet était indépendant de la réussite sociale ? La richesse de mes parents était considérée par les autres comme collective. Ce qu'on leur

3. *Ibid.*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

reprochait parfois, c'était de ne pas respecter les devoirs de redistribution inhérents à une bonne situation. Mais Ma Sassia, ma grand-mère, était toujours là pour rappeler leurs devoirs à mon père et à mon grand-père.

La figure qui domine le clan familial est mon grand-oncle Ahmed, Baye Sidi (*baye*, chez les ruraux, signifie « mon père » ; par extension, ce titre est donné à toute personne que la parenté ou la hiérarchie rend respectable). Né en 1883, Ahmed était, aux yeux de tous, riches et pauvres, le symbole de l'influence et du prestige acquis dans le canton d'El-Arrouch et dont tous bénéficient. Il s'était élevé au-dessus du commun grâce à un enrichissement rapide, auquel son instruction — en arabe et en français — a certainement contribué. Conseiller municipal de 1908 à 1936, date de sa mort, à une époque où le collège électoral musulman [4] comprenait uniquement les propriétaires fonciers, les retraités civils et militaires et les bénéficiaires d'une patente, il assurera longtemps avec chaouch Tayeb Boukadoum, son ami d'abord, son adversaire politique ensuite, la confection des rôles et l'examen des réclamations des contribuables musulmans, l'établissement de listes de secours aux indigents, etc. Sa fiche signalétique, établie par le *Personnel des notables indigènes* (1910), souligne qu'il « emploie avec succès les méthodes de culture les plus perfectionnées ».

À cette époque, la scène politique n'était pas un marché ouvert et concurrentiel où les idées et les programmes

4. De 1848 à 1946, l'empire français, à l'exclusion des protectorats, inclut deux catégories d'habitants : les nationaux citoyens et les nationaux sujets. Les Algériens appartiennent à la seconde catégorie et sont soumis au statut de l'indigénat qui les prive de la majeure partie des droits civils et la totalité des droits et libertés publics. La représentation des « indigènes » dans les instances élues était rigoureusement limitée, et fonctionna toujours selon le principe du « double collège ».

Le décret du 6 février 1919 fit passer le corps électoral « indigène » de 5 090 à 106 000 personnes, soit 10,5 % de la population musulmane. En 1936, le projet Blum-Violette envisagea l'exercice des droits politiques des citoyens français pour les élites, mais il fut abandonné sous la pression des colons. Le 7 mai 1946, la loi Lamine Gueye ouvrit l'accès aux listes électorales à tous les Algériens à partir de vingt et un ans, et le 20 septembre 1947, le statut de l'Algérie voté par l'Assemblée nationale française (contre l'avis unanime des députés musulmans) créa une assemblée paritaire de 120 membres, 60 par collège (celui des colons français représentant environ un million de personnes, et celui des musulmans, environ neuf millions), sans introduire l'égalité de représentation dans les conseils municipaux et les conseils généraux.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

pouvaient rivaliser entre eux pour la conquête de l'adhésion populaire. Le véritable enjeu était la capacité qu'avait un individu, en fonction d'un entrecroisement de déterminations, de représenter la communauté. Cette fonction dépendait, entre autres, de la manière dont il s'insérait dans la structure sociale, de sa capacité à tisser des liens sociaux et personnels, à imposer des médiateurs algériens, empêchant ainsi l'administration d'avoir ses propres relais, afin de la tenir à distance.

Baye Sidi considérait l'imperméabilité du groupe comme la condition essentielle de sa défense face aux colons. À cet effet, il fit bloc avec Tayeb Boukadoum pour empêcher — en vain — la nomination, en 1920, d'un caïd natif d'El-Arrouch et demanda que le préfet choisisse un « indigène étranger à la commune ». Les colons, qui disposaient d'une majorité automatique, réussirent à imposer pour cette fonction Amar Bouzid, un enfant du village.

Il faut analyser dans son ambiguïté cette volonté d'opacité du groupe. On y trouve une solidarité face à l'environnement colonial. On y trouve aussi la primauté, reconnue comme naturelle, de la collectivité sur l'individu, et l'importance des structures traditionnelles. On considérait celles-ci comme la seule possibilité de survie identitaire dans un monde où la modernité était perçue comme destructrice du seul lien social qui vaille.

C'est dans cet espace que se développeront les diverses concurrences entre personnes et familles, qui marquent la vie politique algérienne d'alors. En compétition avec d'autres réseaux familiaux — les Bouzid, les Boukadoum — Baye Sidi sut se donner les moyens de son ambition. La défense de la religion et de la langue étant un élément essentiel de la notoriété et de la représentativité, il devait prendre avec ses amis, dont le cadi Derdour, l'initiative de la construction d'une mosquée. Inaugurée en présence de cheikh Ben Badis, le leader des oulémas (les docteurs de la loi musulmane), elle ne fut achevée qu'en 1929-1930. Soulignons, en passant, combien la conscience de l'authenticité était, d'abord et avant tout, celle de l'identité religieuse. Le politique devait relayer cette identité, parfois l'occulter, mais elle demeura toujours sous sa dépendance.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

La famille étant la structure sur laquelle on peut le mieux s'appuyer, Baye Sidi fit de son cousin germain et beau-frère Haouès — qui avait fréquenté le collège de Philippeville (Skikda) — son bras droit. Il devait l'associer à toutes ses démarches. C'est ainsi que Haouès, président de la *djemaa* d'El-Arrouch, puis conseiller municipal en 1935, fut élu conseiller général en 1937, dans le sillage de la Fédération des élus du docteur Bendjelloul. Comme Baye Sidi, il démissionnera en 1933 de sa fonction de président de la *djemaa* pour appuyer les revendications égalitaires de cette Fédération.

Les alliances matrimoniales étaient conclues avec des familles maraboutiques — les Fadel de Jemmapes (Azzaba) et les Kafi de M'souna (un douar d'El-Arrouch) — et des propriétaires fonciers — les Boutebène de Robertville. Ma mère appartenait au réseau familial des Kafi, Hassani et Khayat, qui avaient un ancêtre commun. C'étaient tous des lettrés en arabe, jurisconsultes (*fuqaha*), imams, muftis, interprètes, maîtres d'école coranique et enseignants, pendant les années cinquante, dans les écoles libres du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD)[5]. Nationalistes ottomans au début du siècle, ils avaient soutenu Bendjelloul et Ben Badis au cours des années vingt.

Mon grand-père maternel, cheikh Saïd Kafi, était de la même génération que Ben Badis. Mais alors que ce dernier suivait l'enseignement de cheikh Hamdane Lounissi, mon grand-père suivit celui de cheikh El Habibatni (Benmerzoug). Marchand de tissu et donc indépendant d'une administration qui gérait alors le culte, cheikh Saïd donnait souvent des consultations juridiques (*fetwa*) qui allaient à l'encontre de celles des cadis. Il fut, pour cela, inquiété. Il prit une part importante à la collecte des fonds destinée à édifier la mosquée d'El-Arrouch, et fut le guide spirituel de tous les dirigeants nationalistes du village, y compris Messaoud Boukadoum, futur député à l'Assemblée nationale française. Son frère aîné, Ahmed, ami intime de mon grand-oncle, était encore plus fortement engagé dans la vie publique. Imam

5. Fondé en 1946 à l'initiative de Messali Hadj, le MTLD poursuivit la lutte pour l'indépendance engagée par l'Étoile nord-africaine (1926-1937) et le Parti du peuple algérien (PPA, 1937-1946, clandestin à partir de 1939), tous deux dissous par le gouvernement français.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

d'El-Arrouch, il fut assigné à résidence surveillée à M'Sila, en 1915, pour avoir refusé d'accomplir les formalités rituelles d'inhumation de Khodja Ammar, un Algérien naturalisé français, et pour avoir incité la population à ne pas suivre son convoi funèbre : selon cheikh Ahmed Kafi, Ammar aurait tourné le dos à l'islam, de même que son fils aîné, tué lors de l'expédition des Dardanelles dans un combat contre les Turcs, donc contre des musulmans. Khodja Ammar devait donc être considéré comme apostat.

L'ambiguïté de ces « naturalisés » est à la mesure de la confusion des Algériens quant à leur identité, naviguant entre les exigences de l'urgence économique et le sentiment d'être infidèles à leurs origines. J'ai connu l'un d'entre eux, dont le fils, Salah, avait été berger chez nous avant de s'engager pour l'Indochine. Ce naturalisé sans grandes ressources finit sa vie dans la prière et la dévotion. Pourtant, le jour de sa mort, le curé fit sonner les cloches comme pour un chrétien, puisqu'il était « français ». On voit combien le religieux surdéterminait non seulement les musulmans mais la francité elle-même.

Baye Sidi était la référence de toute la famille, des riches comme des pauvres, eux aussi fascinés par le rang, car ils étaient davantage attachés à cette référence qui leur donnait le sentiment d'une reconnaissance sociale que leur pauvreté ne leur aurait pas accordée. C'était là une psychologie analogue à celle de ces « petits Blancs » pieds-noirs, fiers et arrogants.

De Baye Sidi, je garde le souvenir d'une scène de violence : il battait mon père. Nous hurlions, mon frère Mahmoud et moi, en nous agrippant à ses basques. Mes tantes Hosni et Fatima pleuraient. Ma grand-mère, Ma Sassia, appelait sur lui la malédiction de Dieu. Scène digne de l'Antiquité biblique. Plus tard, j'ai interrogé ma mère sur ce souvenir. Elle me raconta que Baye Sidi avait infligé une correction à Brahim parce que, lors de la tonte des moutons, celui-ci avait gardé par-devers lui la laine pour que nous en fassions des matelas. Or, ma grand-tante Leïla (Lelou), sa femme — qui appartenait à la famille des Maoui dont l'aïeul avait été expulsé en 1884 en Tunisie —, réclamait cette laine, estimant que c'était à elle d'en disposer.

Faisons ici une remarque : la tradition codifie les fonctions sociales de chacun des sexes en leur assignant une sphère

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

d'action spécifique. La vie publique est le domaine exclusif de l'homme. Mais la femme règne en maîtresse sur la vie domestique, jauge les besoins de chacun et décide de la manière d'y répondre. En gardant par-devers lui la laine, mon père mettait en cause les pouvoirs de sa tante et, indirectement, ceux de son oncle. C'est ce qui lui valut, à trente ans, une correction.

Quelques jours après cet incident, Baye Sidi décédait des suites d'un diabète, entraînant le fractionnement de l'autorité au sein du clan familial. Mon grand-père Salah, son principal héritier, prit sa succession à la direction de la cultuelle musulmane d'El-Arrouch en plus de sa fonction de conseiller municipal à Gastonville, aujourd'hui Salah-Bouchaour. Mon grand-oncle Haouès, qui devint conseiller général de Philippeville (Skikda) en 1937, représentera le clan au plan politique. Il avait l'avantage sur mon grand-père d'avoir fait des études secondaires au collège où il a connu les futurs leaders de la Fédération des élus, Ferhat Abbas et le docteur Mohammed Bendjelloul.

À partir de 1936, la famille se rassembla autour de Baye Salah : un « musulman » (*moslem*), disait-on de lui, c'est-à-dire un homme de devoir. Auréolé de respect, objet de respect et de crainte, il nous tenait tous à distance. Avec lui, la communication était médiatisée par Ma Sassia. Les rares paroles qu'il nous adressait apparaissaient, quand il ne s'agissait pas d'admonestations, comme des faveurs.

Croyant très pratiquant, Baye Salah assurait avec rigueur la censure des mœurs. Un jour, à l'exemple du théologien Ghazali (1058-1111) qui estimait qu'en brisant les instruments de musique il accomplissait un acte pieux, Baye Salah jeta à terre un gramophone que mon oncle Abdelaziz avait emprunté à son ami Alain Jacquier. Un autre jour, il faillit me fendre le crâne d'un coup de canne parce que j'avais osé porter un casque colonial. Il interdit à son fils Rachid un mariage mixte avec une fille de colon, Y. T. Acharné au travail, il respectait scrupuleusement les préceptes de la religion, prélevant chaque année sur les récoltes et sur le croît du troupeau la dîme à distribuer aux pauvres. Simple de mœurs et de manières, il n'avait, à l'égard des autres, ni morgue ni condescendance.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

Mon père, son fils aîné, qui avait acquis des biens personnels — entre autres une villa avec jardin et deux parcelles de terre situées aux abords immédiats du village et achetés en viager à Vincent, un colon alsacien sans progéniture —, aidait Baye Salah en gérant ses biens.

Ma Messaouda, l'une des deux épouses de Baye Sidi, incarnation de la sérénité et de la dévotion, vécut avec nous jusqu'à sa mort. Blonde aux yeux verts — on la disait d'origine azérie —, elle connaissait les recettes de médecine traditionnelle et délivrait toujours ses soins en invoquant Dieu, le Prophète et ses saints. En violation du droit musulman, sa part d'héritage fut accaparée par la famille.

Ma Sassia régnait sur la maison où vivaient sa bru, ma mère, deux tantes qui n'étaient pas encore mariées, et mes trois oncles : Yazid, Rachid et Abdelaziz. Ma Sassia tenait une place privilégiée dans la patriarchie. Elle appartenait au rameau familial de la descendance d'Ali Harbi [6]. Plus que les autres, ce rameau avait le sens de l'autorité et de la solidarité (*'asabiya*). Il comptait douze frères et sœurs, sans parler de leur nombreuse progéniture, ce qui lui conférait un poids particulier dans la famille.

Ma Sassia vivait et agissait conformément aux principes du « matrimoine », transférant à ses frères les moins bien dotés une fraction des ressources familiales. Mes oncles s'en accommodaient mal. Mon père, sur lequel elle exerçait un réel ascendant, l'acceptait mieux. Quand, cependant, elle n'arrivait pas à obtenir de lui quelque chose, elle savait demander l'appui de l'aînée de ses filles, ma tante Djamila, que Brahim adorait.

Rien n'échappait à Ma Sassia, qui avait ses informateurs parmi les contremaîtres, intervenait dans la gestion des conflits et régentait le travail domestique : les femmes s'occupaient de la basse-cour, de la laiterie, de la fabrication de vêtements féminins, surtout au moment de l'achat des tissus pour l'année, après les récoltes d'été. Lorsque le travail des champs exigeait une main-d'œuvre saisonnière, c'étaient elles, les femmes, qui préparaient, pour les ouvriers agricoles, les repas chauds ou froids selon les saisons. Ce qui les obligeait à se lever dès trois heures du matin. Comme elles ne pouvaient

6. Voir en annexe, p. 384.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

suffire à des tâches aussi nombreuses, elles étaient assistées par d'autres femmes, souvent rémunérées en nature.

L'attachement de la famille à la tradition s'exprimait par le souci de maintenir et préserver la stabilité des couples, quoi qu'il en coûtât parfois. Pas question de divorcer. Quant à la polygamie, elle était exceptionnelle comme, du reste, dans toute l'Algérie. Je n'en ai connu que deux cas dans ma famille, dont celui de mon grand-oncle Ahmed, qui prit une seconde épouse parce que la première était censée être stérile, alors que c'était lui. Le second cas est celui d'un autre grand-oncle : son épouse se suicida dès qu'il lui annonça son projet de se remarier parce qu'il n'avait eu avec elle que des filles.

Disposant d'une certaine richesse, Brahim, mon père, échappait aux contraintes les plus dirimantes du système patriarcal, à savoir la dépendance financière permanente, qui fut le lot de mes trois oncles paternels. Mariés, selon la coutume, par leurs parents, au cours des années 1940-1950, ces oncles se virent concéder, avec difficulté, une autonomie financière très relative, mais seulement quand il fallut amortir les tensions cachées, et surtout mettre fin aux détournements de biens en leur faveur, qui se produisaient avec la complicité d'ouvriers appartenant en majorité à la branche pauvre de la famille. Je souffrais profondément de cette situation et du ressentiment que mes frères et moi nous subissions, par ricochet, de la part de nos oncles. C'est que nous n'existions que par mon père. Je n'étais pas Mohammed Harbi mais Mohammed *ould* (fils de) Brahim.

Aîné du fils aîné, ma situation était paradoxale. L'essentiel de mes relations ne passait ni par mon père ni par ma mère, mais par ma nourrice et mes tantes. Celles-ci avaient un culte de la famille qui les incitait à me prévenir contre toute influence de la famille de ma mère, les Kafi. C'est par elles que je fus initié à la compétition pour les premiers rôles dans le village, notamment celle qui opposait les Boukadoum et les Harbi — compétition qui n'excluait ni l'amitié ni la complicité entre certains membres des deux familles.

Pour conclure cette géographie de mon milieu familial, j'ajoute que j'appartiens à deux lignées. La première s'est élevée socialement et a acquis un pouvoir économique fondé sur la propriété d'un grand domaine agricole et d'un important

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

patrimoine immobilier à El-Arrouch et à Skikda. Au cours des années quarante, dans le centre d'El-Arrouch, nous étions, avec les héritiers Jacquier, Delmato et Granier de Boisson, la famille la plus riche et la mieux dotée en matériel moderne. Des colons, comme les Tracqui et les Schlegel, avaient recours à nos services lors des battages. En fait, dans tous les domaines, la tradition et l'innovation s'appuyaient l'une sur l'autre. La frontière qui les séparait était floue. Les changements étaient perceptibles : on passait de l'agro-pastoralisme aux agrumes et aux cultures industrielles (coton, etc.). Mais plus que la motivation économique, ce qui comptait, pour mes grands-oncles Ahmed et Haouès, notamment, c'était l'influence et le prestige.

La seconde lignée est celle dont ma mère était issue. Autrefois fortunée, elle fut durement atteinte par la colonisation. Mais elle sut maintenir son influence religieuse et — ce qui comptait le plus pour elle — elle contribua à la préservation culturelle de la région par l'enseignement de la langue arabe et du Coran. Pour elle, tout — mœurs, moralité, politique — s'élaborait par référence à la religion.

Du côté paternel, le statut économique mérite d'être souligné. Mon grand-oncle Baye Sidi s'enrichit rapidement. Sa fortune était sans commune mesure avec celle de ses cousins, qui sont restés des propriétaires moyens. La structure du patrimoine de Baye Sidi est difficile à saisir. Il fut prêteur sur gages, pasteur-agriculteur et propriétaire d'immeubles. Pour « faire de l'argent », tous les moyens lui étaient bons. En ce sens, il était plus proche des élites traditionnelles que de la bourgeoisie moderne. Homme de son temps, il intégra la famille à sa stratégie d'ascension sociale, mais il se trouva prisonnier des exigences du népotisme et des solidarités familiales. Car la hiérarchie dans la famille ne s'identifie nullement à celle qu'induit le pouvoir économique.

Quelques exemples : avec ses oncles maternels, mon père ignorait le contrat écrit et devait avoir souvent recours à l'intercession de sa mère pour se faire rembourser les services qu'il assurait (battages, labours, etc.). Dans le même ordre d'idées, il contractait les emprunts en faveur des héritiers Salah Harbi ou cautionnait les oncles, ce qui nous valut à sa mort bien des difficultés financières.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

Si les solidarités familiales sont un moyen efficace pour constituer une faction, elles sont un handicap dans la gestion d'un patrimoine et un obstacle à la modernité économique, alors même qu'elles apparaissent comme un levier politique dans la course au pouvoir. D'autant qu'aux solidarités familiales s'ajoute le clientélisme, avec son corollaire, la conversion des ressources économiques en ressources politiques, ce qui suppose un élargissement constant de la richesse.

Ma famille usait de trois instruments — l'argent, le prestige et les services — pour se faire des clients. Ceux-ci se recrutaient parmi les « sans suffrages » et les petits propriétaires qui avaient besoin de matériel pour exploiter leurs terres. Le suffrage censitaire[7] les mettait dans la dépendance des riches. Pendant les années quarante, le clientélisme commençait, comme nous le verrons plus loin, à atteindre ses limites. L'élargissement de la famille, la diminution des ressources et la fin de l'autosubsistance ne permettant plus redistribution ni largesses, les clients prenaient leurs distances et cherchaient d'autres protecteurs.

De cette description du clientélisme de l'époque, on pourrait déduire que mon grand-oncle, ou mon père, jouaient sur plusieurs registres, dont celui des transactions avec l'administration coloniale. Mais il faut éviter, ici, les mythes simplificateurs du nationalisme.

Les hommes et les factions qui, dans la communauté algérienne, se disputaient, selon les circonstances, le pouvoir local ou régional et l'accès aux richesses, s'opposaient à l'administration ou sollicitaient son appui. Quant à l'administration coloniale, elle pouvait soit rechercher le contrôle direct des populations, soit éviter le face-à-face par le recours à des intermédiaires locaux susceptibles d'avoir une audience et une influence. Si les administrateurs pouvaient conclure un mariage de raison — qui, d'un côté comme de l'autre, cachait une suspicion profonde —, les colons, moins pragmatiques, n'aimaient pas les gens indépendants ni ces accords circonstanciels. C'est ainsi que, selon le Service de « surveillance politique des indigènes », mon grand-oncle Ahmed « a

7. Seuls votaient les Algériens qui possédaient des biens ou appartenaient à la fonction publique.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

incarné, durant toute sa vie, l'esprit d'opposition à l'administration française ».

De notre maison, je me souviens comme d'un espace de vie, mais aussi de tradition, bien que déjà la modernité s'y fût introduite. C'était une grande demeure de type mauresque construite au tout début du XXe siècle par des ouvriers amenés du Maroc. Elle se composait de deux niveaux. À l'entrée se trouvait un vestibule (*sqifa*) qui donnait directement, à gauche en y entrant, sur une sorte de salle à manger ; et à sa droite, sur un grand salon auquel les hôtes accédaient directement. Salon et salle à manger donnaient sur un patio (*wast eddar*) entouré de portiques à arcades ogivales, supportées par des colonnes. Au rez-de-chaussée, il y avait aussi cinq pièces dont une buanderie, des toilettes, une cuisine, un local pour les provisions où l'on stockait la semoule, l'huile, le miel, etc., pour l'année ; et un espace ouvert, mais couvert, où les femmes séjournaient l'été.

Au premier étage, une véranda immense donnait sur le jardin, propriété de mon père. Elle était fermée par des cloisons de verre opaque. On y mangeait en été. Il y avait encore à l'étage sept chambres à coucher, des toilettes et une salle de bains, exceptionnelle pour l'époque. La baignoire était munie de ses deux robinets, l'un pour l'eau chaude et l'autre pour l'eau froide, mais seul le second fonctionnait, l'eau chaude provenant de la cuisine. Seuls les chefs de ménage — mon grand-père et mon père, mais aussi l'aîné de mes oncles, Yazid (alors élève au lycée d'Aumale à Constantine) — avaient accès à la salle de bains et aux toilettes du haut. Femmes et enfants se lavaient en bas.

Les escaliers étaient en marbre, des faïences couvraient les murs, les boiseries des terrasses étaient sculptées. Il y avait, enfin, une cave (*dahliz*) qui donnait sur une cour par laquelle on accédait aux écuries. Ma grand-mère y élevait lapins et volaille.

Nous vivions là, nombreux. Dans la chambre voisine de celle de Brahim, couchaient les garçons — mes frères, Mahmoud et Noureddine, et moi — mais aussi des cousins qui allaient à l'école d'El-Arrouch et dont les parents habitaient la campagne. Mes sœurs Naziha et Hanifa étaient prises en charge par ma tante Fatima. Quant aux aides, deux ou trois

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

selon les périodes — dont une, Louisa, adoptée par mon père, était considérée comme notre sœur aînée —, elles vivaient avec Ma Messaouda, la première épouse de mon grand-oncle, qui était restée avec nous après le décès de son mari.

L'ameublement de la maison était sommaire. Le luxe apparaissait dans le choix de la vaisselle, des étoffes, des tapis, des cuivres, des couverts. On était là en terrain sûr. Le bon goût était sauvegardé. Il l'était moins dès que l'on innovait et qu'on imitait les mœurs européennes.

Enfants, nous aimions nous réfugier dans les écuries, modernes et bien entretenues. Nous y avions des chevaux, et des vaches importées de France. Ma Sassia, ma grand-mère, et Ma Messaouda les trayaient. On consommait une partie du lait. Le reste était battu. On gardait le beurre qu'on transformait en beurre fondu. On donnait le petit-lait aux nécessiteux qui chaque matin faisaient la queue devant la maison. Des scènes pénibles se déroulaient parfois quand un parent trouvait dans la file une tête qui ne lui plaisait pas et la chassait avec arrogance. J'avais honte, je me sauvais alors et me réfugiais auprès de Ma Messaouda, qui trouvait toujours un moyen détourné pour réparer les affronts faits aux pauvres.

L'éveil à la sexualité était précoce chez les enfants de la campagne. On inventait des histoires, on se masturbait ; certains, parfois, faisaient l'amour avec les animaux. Il faut dire qu'on assistait normalement aux saillies entre vaches et taureaux, chevaux et juments, en présence de nos parents.

J'ai quitté partiellement cet espace à douze ans pour aller au collège, et définitivement en 1949-1950 quand mon père s'installa à Skikda. Je n'avais jamais été à l'aise dans la grande famille. C'était une microsociété où l'on était déchiré entre des affections multiples et pas toujours compatibles ; il y avait souvent des conflits, des tensions. Certes, j'ai eu une enfance protégée mais je n'ai pas eu, à proprement parler, une enfance heureuse. Je fus bien plus heureux quand nous nous retrouvâmes à Skikda. Là, le poids des interdits diminua et mon père se comporta autrement qu'à El-Arrouch.

Comme on ne cessait de me le répéter et que, par ailleurs, on me chargeait de toutes les commissions, j'avais conscience d'être l'aîné du fils aîné. Mais la conscience d'être un homme ne s'est imposée à moi qu'au moment de la puberté, quand on

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

m'a enjoint de faire le ramadan et que, au cours des jeux, les filles ont commencé à prendre leurs distances à mon égard.

À El-Arrouch, la vie était rythmée par le jour du marché, le vendredi. Les notables, ce jour-là, s'endimanchaient et le repas était moins frugal que les autres jours. En général, nous mangions toujours du couscous le soir. De différentes manières, mais du couscous. À midi, c'était l'éternelle *chorba* et un *tajine*. Le dessert n'était pas dans nos mœurs. Les fruits arrivaient par cageots entiers. Ma grand-mère procédait à la répartition. On consommait tout en un jour et on attendait la prochaine livraison. Ma mère faisait souvent des gâteaux (*baklava, ghribia*, etc.). Mais quand ceux-ci revenaient du four, ma grand-mère en envoyait une grande partie à ses frères et neveux, plus nombreux que nous. Ma mère, qui les préparait, s'en plaignait à mon père. Celui-ci nous ramenait alors des pâtisseries de Skikda que nous mangions en cachette. Mais cela se savait et engendrait des frustrations.

Enfin, il y avait les fêtes : fêtes religieuses, circoncisions, mariages, mais aussi veillées funèbres, qui ordonnançaient la vie des femmes. Je n'aimais pas les fêtes. Ma mère était toujours à la tâche. Alors que les autres femmes s'occupaient de leurs enfants, ma mère venait nous faire manger quand il ne restait plus grand-chose. Pour moi, les fêtes, c'était un châtiment. Solitaire par tempérament et rebelle à ces effervescences, je n'arrivais pas à y participer pleinement. En revanche, plus tard, je devais me rendre avec plaisir aux fêtes populaires où il y avait de la musique, des chants et des danses. Mais je n'aimais pas les fêtes en famille ! Elles se résumaient à l'ostentation, à l'étalage de richesse, à des manifestations de *jahl* (paganisme), à en croire cheikh Saïd Kafi, mon grand-père maternel. Les enfants du village, qui n'étaient pas endimanchés (pas déguisés, devrait-on dire), se moquaient de nous et nous traitaient de « vantards », de « prétentieux », de « fils de riche », de « mercantis ».

Dans ma famille, la religion n'était pas une affaire de conscience. On y entrait en venant au monde. Être musulman n'impliquait ni engagement personnel ni acte de foi libre et délibéré. Les vérités de la foi tenaient moins de place que les règles de vie. L'islam était un héritage auquel on n'avait pas le droit de renoncer, et la vie du Prophète un modèle à

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

reproduire. On avait des formules pour tout. Quand on allait aux toilettes, lieux d'impureté, on énonçait des formules pour chasser les mauvais génies. J'en parle parce que aujourd'hui les islamistes ont remis tout cela en vogue, et ceux qui n'ont pas reçu l'éducation dont nous avons bénéficié sont désemparés devant ces manières.

Avec ma mère, je vivais ainsi dans un espace culturel populaire où la religion était un ensemble de codes, de gestes sans références normatives. Avec cheikh Saïd Kafi, mon grand-père, je passais à un moment réflexif qui est celui de la pensée de l'islam. Quand j'ai commencé à fréquenter l'école française à six ans, mon grand-père m'a pris chez lui et j'ai entamé l'apprentissage du Coran avec ma tante Khadidja Kafi. Un apprentissage intelligent et tout en douceur. Ma tante était très pédagogue et très gentille. Jamais un coup, jamais une taloche.

En revanche, à huit ans, je suis allé à l'école coranique. Ce fut là une grande rupture. D'abord parce qu'il fallait se lever tôt (à 6 h 30) pour y aller avant de me rendre à l'école française. Ensuite parce que le maître, Si Tayeb Kafi, nous lâchait toujours en retard ; sadique, il ne nous autorisait à partir qu'à la dernière minute. Il nous apostrophait ainsi tous les matins : « *Shab djahanama dhed el islam, edhabou…* (Partisans de l'enfer, adversaires de l'islam, fichez le camp…). » On arrivait en retard à l'école française, on recevait alors des coups de règle sur les doigts et on était submergé de ressentiment contre cheikh Tayeb. Un jour j'ai dit à mon père :

« Je ne veux plus y aller.

— Tu iras », me répondit-il.

Alors je suis allé voir cheikh Saïd et lui ai dit :

« Je ne veux plus apprendre le Coran avec Si Tayeb.

— Bien, répondit-il, tu viendras ici après l'école française. »

C'est ainsi que j'ai suivi des cours particuliers avec mon grand-père, en compagnie de son fils aîné, Chérif, et de son neveu, Lamine : je me suis familiarisé avec l'arabe classique, les commentaires du Coran et de la Sunna, l'histoire de l'islam. C'était plus stimulant. J'ai retrouvé l'enseignement de l'arabe au lycée et j'ai constaté qu'à la fin de ma classe de philo j'avais en arabe le niveau que j'avais acquis avec mon grand-père à l'âge de dix-onze ans. Il faut dire que je n'ai eu

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

que des enseignants incompétents sauf un, Bachir Messikh, de Collo, un ancien médersien, donc de formation bilingue.

Mais soyons juste, c'est au lycée que j'ai découvert la littérature arabe moderne, dans un ouvrage d'Henri Pérès, ce qui fit que, plus tard, je m'inscrivis à l'École des langues orientales.

L'école coranique était un lieu d'assujettissement. On y apprenait, en même temps que le Coran, l'obéissance passive et la soumission. Le maître favorisait les plus serviles et nous les donnait en exemple. Le plus déférent était le favori. On nous habituait à faire des cadeaux au maître, qui en réclamait parfois. Mais surtout il y avait les châtiments corporels. J'ai reçu la *falaqa* : on m'a garrotté les pieds et on m'a donné des coups de bâton !

À l'école française, c'était tout à fait différent. Le maître pouvait ne pas aimer un élève, mais s'il travaillait bien il le négligeait rarement. Il y avait aussi des punitions, mais d'une autre nature : des devoirs supplémentaires à faire chez soi, le piquet, des coups de règle. Il y avait surtout des normes. J'ai été frappé à l'école française deux fois par mon premier instituteur, Salah Bennikous, un ami intime de mon père qui venait manger tous les soirs à la maison parce qu'il n'y avait pas de restaurant correct à l'époque à El-Arrouch et que, quand il y avait des étrangers, la fonction de la grande maison était de les recevoir. Il m'a frappé une fois parce que j'étais distrait et une fois de manière injuste. Quand je l'ai rapporté à mon père il m'a dit : « C'est pour que les autres ne disent pas que tu es son favori parce qu'il vient manger chez nous. » C'était, en quelque sorte, mon tribut à l'hospitalité familiale.

À l'école coranique, l'enseignement était de pure mémoire. Il était efficace de ce point de vue. Je me souviens encore à présent de tout ce que j'ai appris par cœur. Bien sûr, on y apprenait le Coran sans le comprendre. À neuf ans, en 1942, on m'inscrivit à la *medersa* (école arabe) où un enseignant, Bachir Yahiaoui, m'initia à l'histoire et à la géographie de l'Algérie et du monde musulman. Cela dura une année, au cours de laquelle on nous invita à fréquenter la mosquée et à assister aux cours portant sur les dogmes. Cet enseignement, alimenté par les relations chaleureuses que je connus dans le scoutisme, sera décisif dans mes choix ultérieurs. J'étais arabe et musulman. Je devenais aussi algérien. Désormais, les

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

leçons d'histoire de l'Algérie dispensées à l'école française devaient glisser sur moi comme l'eau glisse sur un cygne. Je n'ai pas fréquenté la mosquée longtemps ; un copain, El Hachemi Zbaghdi, qu'on appelait Fernandel, y faisait le pitre pendant les prières. Nous, nous riions et nous amusions beaucoup. Un jour, nos aînés en ont eu marre et nous ont virés.

L'école primaire, à El-Arrouch, comprenait deux sections : une indigène et l'autre française. Dans la section française, il y avait les Français, certains fils de notables et aussi des filles musulmanes, car c'était une école mixte. À l'école indigène, il n'y avait que les garçons musulmans. J'ai passé trois ou quatre jours dans la section française, ce qui m'a permis de voir la différence. Tout y était mieux : les salles, les tables, le matériel. Je n'y suis resté que quelques jours parce que mon grand-oncle, dont le fils, Ali, était plus âgé que moi, avait donné ma place à ce dernier : « Mohammed est plus jeune : qu'il aille à l'école indigène et mon fils ira à l'école française pour rattraper son retard », avait dit oncle Haouès à mon père.

Mais l'école était une. Même si Français et musulmans avaient des cours de récréation séparées, il n'y avait rien de comparable à l'apartheid de l'Afrique du Sud. Les instituteurs ne fondaient pas leur attitude sur le racisme. Les réflexions de certains d'entre eux sur la « paresse naturelle » des Arabes, leur absentéisme, le faible statut accordé au travail, leur rapport au temps et j'en passe, me heurtaient et me blessaient. Les uns justifiaient ainsi leur prééminence ; les autres, comme M. et Mme Chabbas, manquaient seulement de compréhension ethnologique. Mais dans ma jeunesse, je ne faisais pas ce distinguo. D'abord parce que je n'en avais pas les moyens intellectuels, ensuite parce que le statut des Européens appelait une attitude manichéenne.

Une ou deux fois, mon institutrice, Mme Chabbas, m'a emmené chez elle jouer avec son fils Jacques, très correct à mon égard. Et sa collègue, Mme Brugirard, me faisait jouer avec sa nièce, Janine Alain. Mais je n'y retournais pas de moi-même. Je préférais jouer avec mon copain Majid Larabi, chez qui je pouvais aller sans crier gare et être accueilli simplement, alors que lui était toujours un peu gêné de venir chez moi, du fait de la différence sociale peut-être.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

C'est à l'école indigène que j'ai rencontré la société algérienne dans sa diversité sociale profonde. Là, j'ai pu constater comment vivaient réellement les gens. Les enfants étaient mal nourris et mal vêtus, souvent fouettés jusqu'au sang. Parfois des parents accompagnaient leurs enfants punis en disant à l'instituteur : « Toi tu tues, et moi j'enterre. » Certains élèves ne craignaient même plus les châtiments corporels et, à l'école, ils pouvaient se montrer cruels avec leurs camarades plus faibles.

Dans les maisons où j'ai pu entrer, l'eau courante était un luxe. Les gens vivaient à plusieurs dans une seule pièce. Chez beaucoup les rapports sexuels étaient une obsession du fait de la promiscuité, et les enfants se trouvaient parfois confrontés à la pédophilie des adultes.

L'attitude des parents vis-à-vis de l'école était à la fois paradoxale et rationnelle. Ils tenaient à scolariser leurs enfants, mais en même temps ils favorisaient eux-mêmes l'absentéisme. Par exemple, le vendredi, jour du marché, ils envoyaient les enfants préparer des brochettes, porter des cageots, ou accomplir toute autre tâche même faiblement rémunérée. Par la force des choses, l'école, dont pourtant on attendait beaucoup, passait toujours après.

L'école indigène fut le lieu de mon apprentissage social. J'ai gravé en moi l'image de ma première rentrée ; mon père m'amena, me tenant par la main. Des parents avaient apporté des poules destinées aux instituteurs pour obtenir l'inscription de leurs enfants. L'un d'eux se jeta aux pieds de mon père, qui lui dit : *« Aïb'alik*, tu ne dois pas faire ça. » Mais l'autre, remettant son fils à mon père, répondit : « Venant de toi, ils l'accepteront. » Effectivement, mon père obtint son inscription. C'est qu'il y avait peu de places, et pas assez de classes. Cet enfant que mon père avait réussi à inscrire grâce à Louis Chabbas, un instituteur originaire de Tarbes, est resté à peu près deux mois à l'école. Et il n'y est plus revenu. Je l'ai dit à mon père, qui m'a répondu : « Peut-être que son père n'a pas trouvé quelqu'un pour garder ses chèvres et ses moutons, il a besoin de son fils, cela passe avant. »

À l'école indigène, nos maîtres étaient tous français, sauf Salah Bennikous, qui d'ailleurs n'y resta pas longtemps. Ces maîtres sortaient tous de l'École normale. Nous eûmes deux couples d'instituteurs métropolitains. Les Chabbas étaient

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

basques et les Brugirard, franc-comtois. Ils ne parlaient pas arabe. M. Chabbas baragouinait un peu, faisait un effort pour apprendre. On respectait ces maîtres, on avait pour eux de la considération, tout particulièrement les Chabbas, parce qu'ils avaient un sens aigu de l'égalité. Certes, ils n'étaient pas épargnés par les préjugés, mais ils étaient dévoués et s'occupaient des enfants, indépendamment du rang social. Le docteur Ahcène Lazreg, ophtalmologue et futur recteur de l'université d'Oran, leur doit sa réussite : ils l'ont porté à bout de bras après l'avoir admis à l'école à un âge avancé.

Sorti des classes indigènes, je suis allé au cours moyen deuxième année et au cours supérieur avec les Français ; je constatais que je n'avais rien à leur envier quant à mes connaissances. Je fus classé parmi les meilleurs, alors même que je venais d'une classe indigène.

J'ai été scolarisé à une époque où la demande d'école était très forte et où, en même temps, les gens cherchaient à donner une extension à l'enseignement libre en arabe. Je n'étais pas confronté, comme les générations précédentes, à l'alternative école française ou *medersa* libre. On pouvait allier les deux. C'est ce que fit mon oncle Chérif Kafi qui, après le cours supérieur, est allé à la *medersa* d'El-Kettania à Constantine. L'école française n'était plus perçue comme une menace. À ma connaissance, le dernier à refuser l'école française fut Ali Kafi, futur colonel de l'ALN. Lorsque son oncle, Si Belkacem, inscrivit son fils Ahcène à l'école française, il y inscrivit en même temps Ali, son neveu. Mais le père d'Ali, Si El Hocine, s'y opposa : « Fais de ton fils un Français si tu veux, mais pas du mien. » Ali n'est donc pas allé à l'école française. Il a fait toutes ses études en arabe à El-Kettania, puis à la Zitouna de Tunis.

Beaucoup de gens dans les zones rurales avaient des réticences à envoyer leurs enfants dans les écoles françaises et préféraient des filières traditionnelles, mais cela venait peut-être aussi de l'éloignement de l'école et de la difficulté à trouver des familles où placer leurs enfants.

Je m'interroge pour savoir quel effet avait cette dualité de notre intimité et de notre sociabilité musulmane sur les enseignements que nous recevions enfants.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

L'école française et l'attitude de mon père m'incitèrent à rompre avec l'esprit de soumission. J'en prends conscience aujourd'hui. J'ai vécu dans la maison patriarcale où mon père acceptait des choses inacceptables, à cause de son père. Mais il ne me disait pas, alors, que ce qu'il faisait était bien ; il disait : « Je ne peux pas aller contre mon père. » Je trouvais cela insupportable. À l'école, tout devait avoir une justification rationnelle et ne pas être arbitraire. À la maison, il n'y avait rien à faire. On se heurtait à un mur. Les tabous l'emportaient.

Une institutrice, Jeanne Chabbas, personnifiait à mes yeux, plus que toute autre, ce rôle de l'école primaire. Elle m'initia à la lecture et me fit découvrir des dizaines de livres. C'est ainsi que je dévorais toute la « Bibliothèque verte ». Avec ces livres, je pénétrais dans un autre univers, sans rapport avec mon monde quotidien. Oscillant entre les deux, celui de l'idéel et celui du réel, je prenais plaisir à la solitude et je n'avais pas peur d'être seul. Lorsque je déclarai : « Je veux dormir seul », la réaction fut : « Comment va-t-il dormir seul ? Il y a les djinns, les esprits et tout… » Mais tout cela était fini pour moi parce que Mme Chabbas avait su s'attaquer aux superstitions d'une manière très fine. Loin de rendre ces croyances méprisables en les attribuant à l'arriération des « indigènes », elle les transformait en contes, en fictions et, comme elle aimait nous raconter aussi des contes français, nous n'avions pas l'impression d'être les seuls à avoir des superstitions. En France aussi cela existait.

Quand les gens m'ont prévenu qu'au cimetière il y avait des fantômes, j'ai voulu, par provocation, y aller, un soir de fête à Dhaïra — un lieu-dit des environs —, en compagnie de mon cousin Hafid. J'avais treize ou quatorze ans. J'étais évidemment mort de frayeur, mais je me répétais en traversant le cimetière : « Je n'ai pas peur. » Je n'ai jamais su m'ouvrir à la poésie que pouvaient contenir ces croyances ; je les rejetais sans nuances. Cela explique peut-être une certaine sécheresse rationaliste dans mon attitude à leur égard.

Autre chose que j'ai acquise à l'école, c'est la conviction que la nature pouvait être dominée par le travail. Ainsi que le goût — et le courage — de dire la vérité. Je n'avais pas peur de dire : « Voici comment est mon père, comment est mon oncle… » Voilà qui contrevenait aux lois sacrées de la

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

famille ! Quand je m'exprimais librement, ma tante Fatima s'enfuyait en criant : « *L'gouer klawah !* (Les Français l'ont mangé !). » Elle estimait que cette brutalité à dire les choses ne pouvait être que française. « Il dit ça de la famille, il va le dire dehors ! » Je crois que je prenais un plaisir pervers à la provoquer…

Concernant l'école, il faut se garder de simplifier. Elle ne poussait pas très loin le sens de l'individualisme, et demeurait communautaire. Ainsi, les élèves des classes indigènes devaient cultiver, le jeudi, le jardin de l'école, alors que les élèves européens n'y étaient pas astreints. Un jour, avec un copain, Youssef Kettouche, j'ai dit : « Il n'y a pas de raison », et je suis parti. Il y avait, pour nous surveiller, un mauvais élève de l'école française, Charlie Réfalo, dont le père tenait un bistrot. Il rapporta mon geste de rébellion et je fus puni. Mme Brugirard vint me chercher, me fit entrer chez elle, seul sans mon copain, et me proposa un goûter que je refusai. Quand je sortis, Kettouche me le reprocha : « Tu aurais dû le prendre, ce goûter, et me l'apporter. » Là-dessus mon père, à qui je racontai cette histoire, répliqua : « Quand on mange de la confiture chez soi, ce n'est pas difficile de refuser. »

Je crois en tout cas qu'El-Arrouch doit à la profonde empreinte de son école d'être devenu par la suite un centre puissant de nationalisme. Des dizaines d'élèves, dans ce petit village, avaient suivi le cours secondaire.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:20 - © La Découverte

D

2

Les années d'apprentissage

Né dans un village, j'en tire une grande partie de l'homme que je suis devenu. Ce n'est pas là un recours nostalgique aux fariboles sur l'authenticité. C'est un fait social lié à la forme d'existence d'une société traditionnelle — et c'était le cas de mon village. Mais c'est aussi dû à la spécificité d'El-Arrouch, ce qui justifie que j'en fasse une présentation rapide.

Ce qui caractérise le centre agricole d'El-Arrouch, dont les environs témoignent encore d'une occupation par les Romains, c'est l'ancienneté de la colonisation. Pendant la guerre de 1914-1918, il y eut vingt-neuf morts issus de ce village — vingt-quatre Algériens, cinq Européens —, et pendant la Seconde Guerre mondiale, six Algériens et trois Européens.

En 1838, c'était déjà un camp militaire dont l'existence fut à l'origine d'un courant migratoire provenant de différentes tribus : Achecha, Beni-Mehenna, Beni-Salah, Beni-Toufout, Mejajda, Ouled El Hadj, Taabna et Zeramna. Ces éléments sont venus s'ajouter aux survivants des contingents de colons établis en 1840, 1849 et 1856. La maladie en décima un grand nombre. Doté en 1848 d'une belle église — cédée après 1962 à l'État algérien par les autorités ecclésiastiques, puis détruite —, El-Arrouch avait attiré suffisamment d'Européens pour être érigé, en 1861, en commune de plein exercice. On

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

devait y adjoindre, dans l'intérêt des colons, quelques douars, dont ceux de M'Souna, de Ref-Ref..., aux fins d'élargir le cercle des contribuables.

Fait notable, une école fut très tôt implantée à El-Arrouch. Le boycottage de l'école française semble avoir duré ici — comme en Kabylie — moins longtemps que dans d'autres régions. Dans le village proprement dit, les Algériens dominaient, mais ils restaient minoritaires par rapport à la population des douars, véritable conservatoire de la tradition : acculturés, les El-Arrouchois (habitants d'El-Arrouch) restaient sous le regard des ruraux de la périphérie, dont dépendaient en partie leur audience et leur « bonne réputation ». L'attachement au passé demeurait très prégnant.

Parmi les sentiments durables, il y avait la fierté d'être « arabe et musulman ». En général, nous ne connaissions donc pas, à l'égard des Français, les complexes d'infériorité que nourrissaient d'autres compatriotes. Peut-être faut-il voir, dans cette appartenance à une algérianité confuse et en même temps sûre d'elle-même, un trait propre aux Constantinois — trait qui rendait simples, psychologiquement, les rapports avec les Français. Ceux-ci étaient perçus comme des étrangers avec lesquels l'Histoire nous faisait cohabiter, mais qui partiraient un jour. On ne se sentait pas déchiré intérieurement ; et on ne ressentait aucune perte d'identité à entrer en relation avec eux, ni même à s'enrichir de leur savoir. L'importance de la propriété algérienne et la très faible densité du peuplement européen dans la région contribuaient au renforcement de cette fierté identitaire.

Au collège Dominique-Luciani (qui deviendra lycée plus tard) de Skikda, où j'entrai comme interne en 1945, je découvris d'autres types de relations que celles d'El-Arrouch. Les rapports entre élèves étaient des rapports entre individus égaux. La violence y tenait une moins grande place. Un « grand » ne frappait pas un « petit » sans risquer une sanction, quand bien même il aurait eu raison. Chacun apprenait à se défendre en argumentant. L'espace du langage et du dialogue se substituait à celui de l'affrontement. Sans trop y réfléchir, je faisais l'expérience de rapports démocratiques, sous l'égide d'une loi — celle du lycée — et d'une autorité — celle du proviseur et de ses subordonnés qui tiraient leur

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

pouvoir de cette loi et d'aucune autre légitimité. Je percevais bien la différence entre l'internat et la *zaouïa* (centre religieux) de la confrérie des Hansala quand j'allais chez les Fadel à El-Haddarat, près de Jemmapes.

Je me trouvais bien au lycée. Si bien que, lors des courtes vacances de quatre ou cinq jours, j'évitais de rentrer chez moi. Quant aux grandes vacances, je m'arrangeais pour les passer ailleurs, soit à Collo, soit à Djidjelli. Il en fut ainsi jusqu'au jour où mon père s'installa à Skikda. En fait, ma véritable acculturation commença au lycée. Ce que j'y apprenais en matière d'hygiène comme en d'autres domaines, je le rapportais chez moi. Quand ma famille s'installa à Skikda, je demandai à mon père que nous déjeunions et dînions tous ensemble et en même temps. Il acquiesça. Seule ma mère résista faiblement, puis céda. Mais cette acculturation était dissociée du religieux. Elle ne nous paraissait nullement compromettre notre personnalité profonde et ne faisait pas de nous des Français. Mon père, entre autres, entretenait avec Alexis Jacquier, Nicolas Lepore, Henri Dimeglio… — avec des Français, donc — les relations amicales et suivies qu'exigeait la vie quotidienne. Mais si nos aînés demandaient à être leurs égaux, ce n'était pas pour devenir comme eux et que soit compromise notre communauté mais, bien au contraire, pour donner à celle-ci de nouveaux droits et moyens de s'affirmer comme telle.

La nostalgie de notre passé, quoique très vive, ne s'exprimait cependant qu'en matière de religion, et non pas à l'endroit du système politique précolonial. Ainsi, lorsque mon grand-père apprit mon adhésion au mouvement nationaliste, il me secoua en me tirant l'oreille — on m'a souvent tiré l'oreille quand j'étais jeune pour mieux me faire entendre raison — et me gronda : « Espèce d'âne, tu ne crains pas qu'on en revienne au système turc ? À l'époque, ni toi ni personne ne pouviez aller à Medjez-Edchiche (Robertville) sans être accompagnés d'une *mehalla* (force expéditionnaire). Aujourd'hui, un morveux comme toi peut prendre le cheval et aller à la ferme sans être ennuyé. » Dans la mémoire des gens, les Turcs étaient des guerriers valeureux. En revanche, le beylik (unité administrative et militaire de l'Empire ottoman) était perçu comme un pouvoir extérieur et prédateur qui humiliait les gens en exigeant d'eux l'impôt ; mais aussi

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

un pouvoir dans le cadre duquel on pouvait frauder sans complexes. On retrouve là une vieille tradition, celle des tribus qui assimilaient le paiement de l'impôt à une sujétion. On chantait pourtant les louanges de Salah Bey, qui gouverna Constantine de 1771 à 1792. Ce fut l'âge d'or du beylik, une période de sécurité et de prospérité.

Mais on ne saurait comparer cet âge d'or avec la colonisation française et ses « avantages » administratifs. Car il ne faut pas oublier que les Turcs ottomans étaient des musulmans et que leur légitimité religieuse n'était pas en cause. La France, elle, restait un « autre » absolu. Il demeure que les couches aisées, qu'elles fussent anciennes ou récentes, avaient l'obsession de la sécurité, acquis majeur, à leurs yeux, de la présence française, et le sentiment confus de ce que doit être un État.

Musulmans, fiers de l'être, Algériens, nous ignorions évidemment le sort que réservait l'Histoire à chacun de nous. Lycéen, je n'aurais jamais pensé qu'Abbès Youras, mon copain de sixième, irait un jour au maquis et y mourrait. Il fréquentait surtout des Européens qui étaient ses camarades de jeu. Je n'aurais jamais pensé que Bachir Bennaceur, qui ne voulait pas entendre parler du nationalisme, s'engagerait dans l'ALN et y deviendrait chef de la zone de Constantine ; que, dans ma famille, mes oncles maternels, Rachid et Salah Kafi, mourraient au maquis ; que Mohammed Harbi, notre contremaître, serait assassiné en août 1955 ; et qu'Aziz Harbi tomberait au combat à la même date.

D'une manière générale, à de rares exceptions près, même quand ils s'identifiaient au modèle français, les Algériens restaient porteurs d'une autre conception. L'altérité à l'égard des schémas occidentaux l'a toujours emporté sur la rupture à l'égard de la tradition. On pouvait, chez nous, opposer en apparence la morale, sur laquelle règnent des valeurs islamiques ou patriarcales, à la vision politique, technique et économique occidentalisée. Mais le plus souvent on restait dans l'entre-deux. La colonisation, certes, est une coupure, mais moins essentielle qu'il n'y paraît. L'historiographie est simplificatrice, qui aborde la colonisation en valorisant l'une ou l'autre des représentations suivantes.

La première est celle qui voit, dans l'histoire algérienne, un lent cheminement vers la francisation, et minimise ou passe

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

sous silence les limites de celle-ci. À cette vision s'oppose une autre, qui mesure avec plus de modestie et de réalisme la nature de l'action française et le leurre de la francisation. Les Algériens y apparaissent, alors, comme un bloc homogène ; on nie les effets de l'apport français et on discrédite, dans le même mouvement, la fraction « occidentalisée » des Algériens. Faut-il souligner à quel point ces deux visions contraires pèchent par schématisme ? La présence séculaire de la France s'est exercée sous des formes multiples et a agi sur une multitude de traditions, avec des résultats complexes et contradictoires.

Ainsi, plusieurs groupes sont-ils apparus peu à peu : tout d'abord une frange d'Algériens, marginaux et peu nombreux, qui cherchaient à s'assimiler aux Européens et dont le mimétisme culturel fut sans impact sur la société. Opposée à cette frange, campait la grande masse arabo-berbère, réfractaire à la colonisation. Enfin, il y avait le groupe des métis culturels auquel j'appartiens. À l'interface des deux principaux groupes — Européens et réfractaires —, celui-là était soumis à des pressions contradictoires, à une pluralité de conceptions et de réactions qui coexistaient sans se mêler. Ce maillon faible pouvait-il aller dans un sens ou dans un autre sans signer son arrêt de mort ? Il ne pouvait ni adopter une vision strictement communautaire, ni faire le choix de l'individuation sans se condamner à l'isolement.

Quoi qu'il en soit, le métissage culturel a favorisé le renouveau. L'héritage du passé ne s'est pas figé ; il s'est transformé et renouvelé. Cependant, du fait de la croissance démographique et de la poussée rurale, l'avancée vers la modernisation devait, telle la toile de Pénélope, être reprise en permanence. Avec l'indépendance, puis l'exode européen, s'est opérée évidemment une profonde modification dans l'équilibre qui régissait l'« Algérie française » : il y eut d'abord l'arrêt de l'occidentalisation spontanée, ensuite la défrancisation dont on peut parler aujourd'hui comme on a parlé de déromanisation.

Si j'insiste sur ce sentiment identitaire musulman, malgré l'acculturation européenne — et parfois renforcé et idéologisé par elle —, c'est qu'il formait le fond de notre personnalité, la mienne également et très fortement. C'est par ma mère que j'ai intégré mon appartenance à une généalogie et à une

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

communauté religieuse, *ummat Mohammed* (la meilleure des communautés). Avec mes tantes, cette appartenance se doublait d'une autre obsession : affaiblir et compromettre la filiation utérine et valoriser la famille paternelle. Je comprends mieux leur attitude aujourd'hui, constatant l'importance de la famille maternelle dans l'éducation, son rôle dans la formation de la personnalité de base centrée autour du référent religieux, toujours présent, et que le langage, les formules du savoir-vivre imposaient sans cesse. Le monde des femmes, nos éducatrices, était ainsi le principal conservatoire des préjugés. Ceux-ci présidaient, dès notre plus jeune âge, à nos rapports avec les juifs et les chrétiens.

Dominés conjoncturellement par eux, nous pensions que nous leur étions supérieurs parce que musulmans, qu'un jour on reconquerrait l'Andalousie et que le monde entier serait musulman. Les juifs étaient décrits comme des hommes rusés dont la ruse était toujours au service de la trahison et de la perfidie. Preuve en était qu'ils avaient « trahi » le Prophète. Et si tolérance il semblait y avoir dans nos relations avec eux, celle-ci était une attitude de circonstance sans mise en question de nos stéréotypes (de nature, alors, ethnocentrique et non raciste, faut-il le préciser ?).

C'est à mon père — qui ne connaissait d'autre valeur que le mérite et le travail — que je dois d'avoir pris mes distances à l'égard de ces préjugés. Les jugements portés contre les juifs et les chrétiens l'énervaient et l'irritaient très profondément : « Nous descendons tous d'Adam, chacun le révère à sa manière », aimait-il dire. De la même façon, il détestait entendre ce qui se disait contre les Kabyles et les Mozabites. C'était en tout cas son attitude vis-à-vis de nous, et son rôle d'éducateur. N'empêche que je l'ai vu souvent rester muet quand d'autres étalaient leurs préjugés. Une seule fois, il utilisa même, en ma présence, le terme « juif » d'une manière péjorative. L'anecdote vaut d'être contée. Un ami juif de Constantine, Guez, tailleur de son métier, avait besoin d'un crédit que la BNCI (Banque nationale pour le commerce et l'industrie) lui refusait. Je demandai à mon père d'intervenir en sa faveur. Il prit rendez-vous avec le directeur de la banque. Nous l'y avons accompagné. Comme le directeur ne le reçut pas à l'heure convenue, il s'impatienta et s'écria : « Ce juif nous fait attendre ! Il va voir ce qu'il va voir. » Guez partit

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

d'un grand éclat de rire. « On nous a appris tant de mauvaises choses, murmura mon père. Elles reviennent quand on se met en colère. »

Ainsi nous fut aussi inculqué un sentiment de supériorité et de mépris. D'autres musulmans en étaient également victimes, mais d'une tout autre manière. Il touchait, par exemple Mozabites et Kabyles, un certain nombre de tribus (les Beni-Adès, les Beni-Hadjérès), groupes nomades, gitans de l'islam algérien, où abondent les diseuses de bonne aventure. On nous apprit aussi à nous méfier des Noirs du Sud, considérés souvent comme des sorciers ou des magiciens, mais surtout exclus, quoique musulmans, parce que noirs. Préjugés très profondément enfouis et dont on n'avait pas toujours conscience. Je me souviens, dans mes premières années d'université, d'une discussion avec Abdelmalek Benhabylès sur les mariages mixtes, auxquels le MTLD n'était pas très favorable, bien que nombre de ses leaders et non des moindres — Messali Hadj, Belkacem Radjef, Moussa Boulkeroua entre autres — fussent mariés à des Françaises. Or, un médecin nationaliste, le docteur B., de Sidi-Bel-Abbès, décida d'épouser une Française. Aux remarques des membres du parti, il répondit : « Qui, parmi vous, me laisserait épouser sa sœur ? » Le seul qui aurait répondu fut Mostefaï Seghir : « Je n'ai pas de sœur, sinon je t'aurais accepté comme gendre. » Le docteur B. était un Noir. Ce fut là pour moi un choc. Nous vilipendions le racisme dont nous étions les victimes, mais en oubliant de balayer devant notre porte. Nous l'avons rarement fait.

Ce sont aussi les hommes — mon père et le garçon d'écurie qui appartenait de fait à la famille — qui m'ont appris à monter à cheval, à chasser. Très tôt, on m'a offert une carabine. On m'initia à la connaissance des plantes médicinales, des herbes consommables, et on m'invita à travailler aux champs. Mon père insistait pour que j'aille avec lui et m'expliquait tout ce qui avait trait à l'agriculture. Pourtant il ne voulait pas faire de moi un agriculteur et ne cessait de me répéter : « Il faut que tu réussisses à l'école, il faut que tu sortes de la condition d'agriculteur. C'est un travail trop ingrat. Regarde-moi ! Il y a des matins où je ne peux pas prononcer un seul mot parce que le ciel n'annonce aucune

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

pluie et que la terre a besoin de pluie. Je vis tout le temps sur les nerfs et je vous le fais payer. »

Quand je réfléchis aux principes qui régissaient notre éducation, je dois reconnaître que rien ne nous prédisposait à faire un retour critique sur soi. Nous étions insérés dans un tissu social aux mailles très serrées. Nous vivions sous surveillance constante, ce qui favorisait la communication oblique, l'opposition indirecte ou l'explosion violente et irrationnelle pour s'en arracher. Il y avait, dans cet apprentissage de la vie, une identification aveugle à la famille et à la collectivité, une discipline très dure dans ses méthodes, qui consistait, d'abord, à supporter placidement la souffrance. Rien qui préparât un individu à se déterminer par lui-même. Quant à l'idée qu'on nous donnait de l'islam et de sa grandeur, elle produisait un certain narcissisme où l'imaginaire se substituait au monde réel. La communauté dont on nous parlait en nous disant qu'elle était nôtre reposait sur un refus de voir la société algérienne telle qu'elle était réellement. Notre adolescence, marquée par une oscillation constante entre les pulsions érotiques et leur refoulement par les tabous et les impératifs du groupe, trouvait refuge dans l'univers sécurisant de la religion et de l'ordre patriarcal, dans une mystique du devoir et du sacrifice. Face à la difficulté, elle substituait des causes fantasmatiques, les « forces du mal », aux causes objectives.

L'école primaire m'a inculqué plusieurs choses qui n'ont pris un sens que plus tard. D'abord, je l'ai dit, le rejet de l'idée de prédestination, des pratiques superstitieuses et d'un monde surnaturel peuplé de djinns. Ensuite, l'école enracina en moi, sans détachement aucun, le culte de la science. Cet enracinement fut d'autant plus prégnant qu'il s'accomplissait à travers le merveilleux de l'humanité savante. La lecture de Jules Verne, par exemple, m'ouvrait des horizons. J'ai lu *Michel Strogoff, Vingt mille lieues sous les mers, Le Tour du monde en 80 jours*. Les autres lectures — Alexandre Dumas, Erckmann-Chatrian avec leurs livres patriotiques — ne m'ont pas autant impressionné. Une exception pour *Colomba* de Prosper Mérimée, où je retrouvais la description d'un univers proche du mien.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

L'école m'a appris aussi à m'interroger, à douter, à distinguer morale et religion, obéissance et soumission, faveur et droit. C'est-à-dire tout ce qui ne trouvait pas appui dans ma famille. En quelque sorte, elle faisait de nous des consciences structurellement duelles. On apprenait à l'école des choses dont il était interdit de parler à la maison. De ce fait, nos rapports aux idées étaient essentiellement utilitaires. Elles « rapportaient » ou « ne rapportaient pas ». Et le langage ajoutait à la confusion qui nous incitait à assimiler la France à l'Algérie sans souci de la réalité des choses.

Jusqu'à mon entrée à l'école, je ne connaissais d'autre société que la famille. L'école allait me projeter au-dehors. L'école indigène d'abord, dès 1939, puis l'école coranique, à partir de 1941. J'abordai la première alors que la Seconde Guerre mondiale commençait. Certains de nos instituteurs, le directeur de l'école M. Brugirard et M. Chabbas, furent rappelés comme réservistes. Leurs femmes prirent leur place dans les classes dont ils avaient la responsabilité. Je vécus alors deux histoires qui se croisaient et s'opposaient, celle de la France et celle de l'Algérie. Distinctes et liées.

Avec l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne, plusieurs membres de la famille furent rappelés sous les drapeaux, notamment mes grands-oncles paternels, Mohammed et Rabah. Le premier fut envoyé en Tunisie. Le second, plus jeune, devait partir en campagne en 1939 ; il ne connaîtrait la caserne qu'en août 1945, après avoir participé à la bataille de Monte Cassino en Italie, dont il revint décoré de la croix de guerre. On avait rarement de leurs nouvelles. Je revois encore leur mère, Ma Cherifa, en pleurs, implorer l'intercession en leur faveur du saint local, Sidi El Barka, dont mon oncle Leulmi gérait le lieu de culte situé sur nos terres.

Est-ce le sort de mes oncles qui inquiétait mon père ? Il avait perdu sa bonne humeur et devenait avare de sourires. Cela m'angoissait. Un jour, je l'ai entendu dire, agacé, à Hameïda Righi, un compagnon de mon grand-oncle Haouès : « Fais attention à ce que tu racontes, Louis Delmato est rancunier, il nous attend au tournant. » Intrigué, je rapportais ces propos à Allaoua « le Rouge », un grand roux filiforme qui faisait fonction de garçon d'écurie. « Les colons — me dit-il à voix basse — ont tout pris en main. Louis Delmato et son gendre, le pharmacien Henri Darruty, en veulent à Si El

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

Haouès et à votre famille parce que vous êtes les amis du docteur Ciavaldini. » En effet — mais je ne le compris que plus tard —, la déroute de la France divisa les Européens en deux camps, les vichystes et les anti-Allemands. Ces deux camps recoupaient, en partie, les adversaires du Front populaire des années 1936-1937 et les radicaux-socialistes. Les gros colons — Louis Delmato, Granier de Boisson, Albert Tracqui, Casabella et Pierre Schlegel — suivaient Pétain.

Sur ces dissensions entre Européens, vint se greffer la compétition entre musulmans pour la représentation au conseil municipal. Ma famille, qui avait suivi le docteur Bendjelloul, partisan en 1936 du projet Blum-Violette [1], était cataloguée par les colons comme favorable au Front populaire. Quand les pétainistes prirent la mairie en 1941, en lieu et place du docteur Ciavaldini et de ses amis, ils éliminèrent les partisans de Bendjelloul, qu'ils considéraient comme anti-Français. Par la force des choses, plus peut-être que par conviction, mon père se mit à défendre les gaullistes en catimini et à souhaiter la victoire des Alliés.

Il renforça les liens avec les familles des instituteurs rappelés. Souvent, Mme Chabbas et Mme Brugirard nous rendaient visite et par la même occasion s'approvisionnaient parfois en produits de la ferme, en huile notamment. Nous vivions quasiment en autosubsistance et nous avons manqué de produits comme le sucre, le café et le savon jusqu'en 1942. Après le débarquement américain, mon oncle Rachid, qui s'adonnait au marché noir, transforma l'écurie en stocks de produits de première nécessité.

Les El-Arrouchois suivaient la guerre à travers la radio. On se gaussait, dans la famille, des racontars du mari de tante Zina qui nous annonçait tous les jours l'arrivée des Allemands. Un speaker, Younès Bahri [2], qui jouait volontiers sur la corde antijuive, était très populaire. Mon père n'aimait ni Bahri ni son antisémitisme. Il hébergea un temps chez nous un marchand de céréales juif de Constantine. Tous les matins, on le voyait quitter la maison pour aller à la ferme avec mon père. Or, nombre de citadins venaient faire de l'équitation chez nous, mais le marchand juif passait inaperçu d'autant

1. Voir *supra*, chapitre 1, note 4, p. 13.
2. On devait découvrir plus tard qu'il était un agent anglais.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

plus facilement qu'il avait un physique du cru et parlait arabe. Après son départ, ma tante Fatima défit son matelas, en lava la laine et le tissu pour les « purifier »…

Ma participation à l'histoire de la France se déroulait surtout sur le terrain de l'école. Tous les matins, nous saluions les couleurs et chantions *Joli drapeau de France* et *Maréchal, nous voilà*. J'ai même assisté, comme tous les écoliers, au baptême du square d'El-Arrouch qu'on appela, sur l'initiative du maire, square du Maréchal-Pétain.

L'autre histoire, celle de l'Algérie, prit forme pour moi au cours des années 1943-1944 — j'avais dix ans. Nous fréquentions alors une *medersa* libre dans un local loué par cheikh Saïd Kafi à Saïd Aïssous, plus connu sous le nom de Hadj Ben Othmane. Cheikh Saïd Kerbouche avait en charge les filles ; Larbi Khayat, les garçons. L'enseignement de la langue arabe était dispensé — dans un local jouxtant la grande mosquée — par cheikh El Bachir Yahiaoui, dont j'étais l'élève.

Comme mon grand-père m'avait déjà initié à l'apprentissage de la langue et à l'histoire des quatre premiers califes, je ne fus guère désorienté. La *medersa* me stimulait moins que le scoutisme avec ses sorties au grand air, ses débats, l'apprentissage des chansons patriotiques avec Abderrahmane Kerbouche qui s'occupait des louveteaux et me fit chef de sizaine. L'une des chansons, composée par Ben Badis, commence ainsi : « Le peuple algérien est musulman et s'apparente aux Arabes. » Une autre, composée par Moufdi Zakaria, glorifie l'Étoile nord-africaine et son leader Messali Hadj. Parfois, l'apprentissage des chansons patriotiques était assuré par Si Larbi Demaghlatrous, futur délégué du MTLD à l'Assemblée algérienne. Son oncle, ami de la famille, était caïd.

C'est avec Abderrahmane Kerbouche que j'entendis parler pour la première fois des réformistes musulmans (*salafi*) du XIXe siècle, El Afghani, cheikh Abdou et Rachid Reda ; avec lui aussi je découvris qu'islam et christianisme interprétaient différemment la Trinité, la virginité de Marie, etc. En notre compagnie, mon grand-père évoquait plutôt les hommes de l'école de Médine, l'imam Malek (VIIIe siècle) et ses disciples Sahnoun et Sidi Khellil, et attirait notre attention sur

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

l'importance de la *maslaha* (bien commun), du *'urf* (usage) et de l'*'ada* (coutume).

C'est également dans le scoutisme que je fus initié à certains *hadiths* rabâchés par le réformisme musulman et repris par les nationalistes — comme « L'amour de la patrie fait partie de la foi » — ou des versets du Coran appelant à refuser tout déterminisme et tout fatalisme : « Dis : agissez ! Dieu jugera votre action ainsi que le Prophète et les croyants » ; et surtout : « Dieu ne changera l'état d'une communauté que si elle s'est préalablement réformée elle-même. » C'est au nom de ces versets que ma génération devait secouer le joug de la tutelle parentale. Avec cheikh Saïd, *'alim* (docteur de la loi) vertueux et austère, le pluralisme de la pensée islamique n'avait pas droit de cité ; il était soit refoulé, soit travesti en hérésie. Je l'appris souvent à mes dépens quand il m'admonestait et me traitait de *qtîm* — référence à la tribu des Kotama de l'Est algérien qui avaient participé, au Xe siècle, à la fondation de l'empire fatimide au Caire. Cheikh Saïd, orthodoxe sunnite, prenait ainsi ses distances vis-à-vis des chiites fatimides.

À partir de la fin 1942, les Américains installèrent un camp à El-Arrouch. Après l'élimination des pétainistes, mon grand-oncle Haouès retrouva le chemin du conseil municipal. Les contacts avec les soldats américains, leur générosité avec les enfants, modifièrent notre vision des Français. La perception des notables s'était modifiée aussi chez les jeunes. Ils n'acceptaient plus, comme leurs pères, d'être considérés avec morgue. Ils n'acceptaient plus d'être admonestés publiquement par leurs aînés, et ils osaient se rebeller. Je me rappelle qu'un jour mon grand-oncle Haouès se mit à sermonner Hamada Dieb, qui aurait manqué de respect à son frère aîné. Hamada l'écouta en silence mais, lorsque mon grand-oncle voulut le gifler, il lui retint la main et l'immobilisa. C'était un grand colosse que les soldats américains payaient pour se mesurer à eux. Ce jour-là, mon grand-père rentra à la maison et, narrant la scène à ma grand-mère, lui dit : « Encore un incident comme celui-là et nous perdrons tous la face. »

On parlait beaucoup de Messali Hadj, le leader du PPA interdit. Il personnifiait la « virilité » (*erradjla*). Un jour que les docteurs Mohammed Salah Bendjelloul et Smaïl Lakhdari passaient à El-Arrouch, les notables furent conviés à un

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

méchoui chez nous. Aux environs de la maison, une foule de gens les attendaient pour leur remettre, qui un placet, qui un dossier. Après leur départ, mon oncle Ahmed, adjudant en permission, m'interpella ainsi que mon frère Mahmoud :

« Je donne cinq sous à celui qui l'emportera dans la lutte. Qui est Messali et qui est Bendjelloul ?

— Je suis Messali », avons-nous répondu à l'unisson.

Mon jeune frère l'emporta, empochant les cinq sous qu'il me remit généreusement plus tard.

Ce qui reste dans mon souvenir, c'est le climat de ferveur de l'époque. Dire que je distinguais les forces qui structuraient l'Algérie, et ce qu'elles signifiaient, serait mensonger. Ma vision de la société restait manichéenne. D'un côté, il y avait les musulmans et de l'autre les chrétiens. Même si, dans la famille, on distinguait les amis de Bendjelloul de ceux de Ferhat Abbas, ceux du cheikh El Ibrahimi (disciple de Ben Badis), de ceux de Messali. C'est donc *a posteriori* que j'ai compris que ma génération fut élevée dans la démystification des valeurs françaises et la sublimation, non exempte de mystification, des valeurs arabo-islamiques.

Au cours de la guerre, j'eus à subir deux épreuves pénibles. En 1943, mon cousin Abderrahmane, qui avait terminé l'École normale, mourut noyé à l'issue d'une sortie avec des Européens, garçons et filles. Ma nourrice lui déroba la bague qu'il avait au doigt alors qu'on le ramenait à la maison, et la famille décida de la mettre en quarantaine. Ce fut pour moi très dur : je n'acceptai pas cette décision et l'enfreignis. Quand j'en informai ma mère, elle m'embrassa, me remit de l'argent pour ma nourrice et m'invita seulement à prendre des précautions pour m'éviter des ennuis.

La seconde épreuve fut la mort de cheikh Saïd Kafi. Diabétique, il nous avait quittés pour se faire soigner à Guelma par le docteur Smaïl Lakhdari. Il s'éteignit dans cette ville en janvier 1945, au domicile de son beau-père, Si Ali Hassani. À El-Arrouch, comme je l'ai dit, l'unité de la culture musulmane s'était faite autour de lui. Après sa mort, l'islam local se divisa en deux pôles : l'un autour des gestionnaires de la mosquée avec Saïd Aïssous, Hadj Ben Othmane et mon grand-père Salah Harbi ; l'autre, autour des gestionnaires de la *medersa* avec Si Saïd Kerbouche, Mohammed Salah Zbaghdi, Belkacem Kafi et Rabah Boukadoum. Cette division recoupait

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

aussi les luttes politiques entre les partisans du docteur Bendjelloul et ceux des Amis du manifeste et de la liberté (AML)[3].

Je préparais le concours d'entrée en sixième quand la guerre prit fin. Le 8 mai 1945, nos instituteurs nous rassemblèrent pour déposer des fleurs au monument aux morts. Nous nous dirigions vers ce monument lorsqu'à mi-chemin déboucha une foule nombreuse, drapeau du PPA déployé, avançant au son des tambours et des cymbales, et demandant la libération de Messali[4] et l'indépendance de l'Algérie. Je reconnus, en tête du cortège, cheikh Saïd Kerbouche, Chérif Boukadoum et les chefs scouts. Mon cousin Abdelaziz Kafi nous exhorta à rejoindre le cortège. Nous répondîmes à son appel, mais Mme Chabbas, notre institutrice, se précipita vers nous, en pleurant, pour nous barrer le chemin.

Le lendemain, on nous réunit dans la cour de l'école et on appela Abdelaziz pour lui signifier son renvoi. C'était le meilleur élève. Exclu de l'école, il ne trouva jamais de travail. Il devait vivoter avec son père comme marchand d'œufs. Le pouvoir colonial se souviendra de lui en 1955 pour l'envoyer dans un camp d'hébergement en même temps que mon oncle Chérif, alors enseignant dans une *medersa* libre.

Nous étions happés à notre insu par l'actualité. Le scoutisme nous avait, par la chanson, enseigné le patriotisme. Il exaltait le rôle de la jeunesse : « Nous sommes la jeunesse. Nous sommes l'avenir avec sa gloire sacrée. Nous avons la religion dans notre cœur et la lumière dans nos yeux. » Cependant, le village restait notre seul horizon.

Mes parents égrenaient les noms des personnes arrêtées par la gendarmerie. Ces arrestations me posaient un problème. On m'avait appris qu'aller en prison était un déshonneur. Pourtant, autour de moi, les arrestations ne suscitaient aucun

3. Créé le 14 mars 1944, le mouvement des AML était le fruit d'une alliance entre la fraction des élites algériennes qui se retrouvait derrière Ferhat Abbas (en février 1943, ce dernier avait lancé le « Manifeste du peuple algérien », préconisant un État algérien fédéré à la France) et le PPA de Messali Hadj. À l'instigation des militants messalistes, les AML allaient devenir rapidement une organisation de masse très engagée dans le combat nationaliste.

4. Six ans plus tôt, le 29 septembre 1939, le Parti du peuple algérien (PPA) avait été interdit par le gouvernement français et ses principaux dirigeants emprisonnés (dont Messali Hadj, détenu à Maison-Carrée-El-Harrach, dans la banlieue d'Alger).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

sentiment de honte. De l'angoisse et de la crainte, certes ! Surtout quand arrivèrent les nouvelles de Guelma et de Sétif. On évoquait certains noms avec respect, comme celui de Mohammed Abada, disciple de cheikh Saïd Kafi, qui devait être, par la suite, condamné à mort par contumace. Il se réfugia alors à Ouedsegguen, près de Télergma (Teleghma), où il vécut en toute sécurité dans la *zaouïa* d'Abderrahmane Ben Hamlaoui, lequel était lié par des liens de clientélisme à l'État colonial. Cette *zaouïa* constituait l'un des multiples pôles de la confrérie des Rahmania, principal acteur de l'insurrection de 1871 en Kabylie.

Au lendemain des manifestations, on vit arriver à El-Arrouch les tabors marocains (un corps de troupe), encadrés par des officiers français. Ils bivouaquaient dans un terrain vague situé entre notre villa et la maison des Benkara. La nuit, ils chantaient des chansons paillardes qui offusquaient les familles. Un jour, alors que je me trouvais devant la maison, mon père intervint auprès du capitaine français des tabors pour lui signaler que ses troupes dérogeaient à la bienséance et aux bonnes mœurs en chantant des chansons obscènes. Le capitaine l'envoya sur les roses. Visage fermé, furieux, mon père se retira, m'intimant énergiquement l'ordre de rentrer à la maison. Il m'y suivit et, pour se donner bonne contenance, interpella les femmes, menaçant de punir celles qui seraient tentées de regarder par la fenêtre. C'est que notre maison était d'un style mauresque bâtard ; de grandes fenêtres — en verre opaque, il est vrai — y remplaçaient les *moucharabiehs*. Un rituel bien rodé confiait aux aides le soin de les ouvrir et de les fermer. Cela n'empêchait nullement les autres femmes de les entrouvrir parfois pour suivre le spectacle de la rue, ce qui était mal vu car considéré comme une manière d'attirer l'attention des hommes de passage, voire de les provoquer.

Un autre jour, on apprit que le domicile de cheikh Saïd, mon grand-père maternel, décédé en janvier, avait été perquisitionné. Perquisitionner la maison d'un mort où il n'y avait que des enfants en bas âge… L'émotion fut grande. Les gendarmes cherchaient des documents, sachant que tous les leaders nationalistes locaux avaient été les élèves de cheikh Saïd. Mon père intervint auprès des gendarmes pour qu'on laissât sa belle-famille en paix. La crainte d'une insurrection

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

alarma les autorités coloniales, qui demandèrent aux notables d'aller prêcher le calme aux populations.

Baye Salah et Salah Ben Redouane (dit Boumrah), fils d'un ancien caïd, furent donc envoyés au douar Hababa et à Ouled-Messaoud, au-dessus du barrage des Zardezas. Les tribus de cette région étaient, disait-on, prêtes pour le djihad. Au moment de la conquête, elles s'étaient opposées aux troupes françaises et avaient attaqué le camp d'El-Arrouch.

Baye Salah comparait volontiers les émeutes du 8 mai 1945 à l'entreprise de Mokrani en 1871, « ce coquelet qui appela à la révolte alors que les signes annonciateurs de la volonté divine ne s'étaient pas encore manifestés (*fririj nada fi bouarreridj oua el hâl mazàl*) ». Reste à savoir comment devaient se manifester les signes annonciateurs de la volonté divine… Je me posais la question.

À El-Arrouch, le 8 mai s'était déroulé sans incident. Selon mon père, le docteur Ciavaldini y était pour quelque chose. Vinrent ensuite la tension, puis la répression. Les nouvelles alarmantes ne nous parvinrent pas de Skikda, notre pôle politique. Elles nous vinrent, en revanche, de Sétif et de Guelma. C'est Boukhenène qui raconta tout à mon grand-oncle Haouès. Boukhenène avait perdu ses deux jambes à la guerre de 14-18 (c'était ce qu'on appelait un « ami de la France »), et n'épousait pas du tout la cause nationaliste, mais il était désorienté par ce qu'il avait appris sur le traitement infligé aux populations de Kherrata.

Les événements de Guelma me touchaient plus directement. Si Ali Hassani, le père de Ma Kheira — la belle-mère de ma mère —, et son fils Mohammed Salah Hassani avaient été enlevés par les milices. On ne savait pas s'ils avaient été tués ou s'ils étaient seulement emprisonnés quelque part. Comme on ne se résignait pas à leur mort, on était attentif à la rumeur selon laquelle on les aurait vus dans la région de Constantine ou dans les environs de Guelma. Cependant, l'information sur les massacres aidant, vint le temps de la résignation, accompagnée de l'éternelle plainte de ceux qui ont dans leur famille des morts sans sépulture. C'étaient les premiers disparus dans notre famille. Après 1954, il y en aurait d'autres, dont Si El Hocine et Si Belkacem Kafi.

Le malheur renforce la solidarité familiale. La maison de mon grand-père devint un lieu de rencontre. Ma Kheira et sa

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

tante, Ma Zbeida, recevaient souvent la visite de Si Abderrahmane Hassani, interprète judiciaire à Skikda, oncle de la première, frère de la seconde et du défunt Si Ali. En l'écoutant, j'entendis parler pour la première fois du sous-préfet André Achiary, un gaulliste qui organisa des milices. La Fédération de France du FLN se souviendra de lui pendant la guerre d'indépendance : il échappera de peu à un attentat.

Le 8 mai 1945 ne représentera donc pas, pour moi, un mythe fondateur de la lutte armée, mais une épreuve familiale dont le souvenir ne cesserait de resurgir. Cette année-là, je repassai mon concours d'entrée en sixième à Skikda (Philippeville). Je l'avais déjà passé l'année précédente à Constantine et croyais avoir réussi mes épreuves. À l'annonce des résultats, mon nom ne figurait pas dans *La Dépêche de Constantine*. En octobre, le lycée d'Aumale (à Constantine) fit demander si j'avais renoncé à ma place. Le journal avait mal orthographié mon nom. J'avais donc réussi, mais mon père estima que mon trousseau n'étant pas prêt pour l'internat, il valait mieux renvoyer à plus tard l'entrée en sixième, après que j'eus passé mon certificat d'études, auquel il accordait plus d'importance qu'au brevet ou au baccalauréat. En cela, il était de sa génération, qui considérait le certificat d'études comme le diplôme qui ouvrait toutes les portes.

À la rentrée, je quittai El-Arrouch avec appréhension. Je m'y sentais en sécurité, moins dans ma famille qu'avec mes amis d'enfance, notamment Majid Larabi, fils d'un marchand de légumes qui, à quatorze ans, devint apprenti coiffeur ; et Chellouk Aïssa, coursier chez le receveur des contributions. C'est que le secondaire ne s'ouvrait qu'aux fils de familles aisées ou de fonctionnaires qui — à l'image de Yaïch, greffier ; de Dieb, employé d'hôpital ; ou de Harmel, employé d'huissier — attendaient tout de l'école.

Admis dans la section classique, j'ai commencé avant la rentrée mon initiation au latin avec le curé du village. Lors de mon premier cours, il m'a reproché de ne jamais le saluer et de cracher sur son passage. Je suivais, en cela, un conseil de ma tante Fatima.

Au collège de Skikda, j'avais comme condisciples algériens Hocine Bouzaher, fils d'un imam, le plus jeune et le plus doué d'entre nous. Son père, originaire de Biskra, officiait à

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

Guelma. Mes autres camarades se nommaient Hafidh Bennikous, fils de fonctionnaire de commune mixte ; Abbès Youras, fils d'un boucher de Skikda et originaire de Djidjelli ; Abdelhak Kouicem, fils d'un petit commerçant de Collo ; et Nasr-Eddine Abbas, originaire de Taher, fils d'un secrétaire de commune mixte et neveu de Ferhat Abbas. Dans ma promotion, je fus le seul, avec Abdelhak Kouicem mon aîné, à m'engager tôt dans le mouvement nationaliste. Mais tous mes condisciples devaient se retrouver dans la résistance après 1954. Kouicem et Youras y laisseront leur vie, Bennikous connaîtra la prison, Abbas sera l'un des responsables de la section universitaire de Paris, et Hocine Bouzaher fera partie de l'entourage de Boudiaf au Maroc.

Interne, j'avais des correspondants européens à Skikda : M. et Mme Boyancé, avec qui je sortais périodiquement pêcher en mer. Je constatais alors que je n'avais pas le pied marin. Mais l'échange avec eux avait un charme qui devait m'interdire à tout jamais de considérer la communauté européenne comme un seul bloc. De sorte que les tabous de ma société me devinrent plus difficiles à accepter.

L'entrée au collège constitua à maints égards une fracture importante. Et d'abord parce que je quittais le monde des femmes. Désormais, j'appartiendrais à mon père qui devait m'initier à l'art de la table et à l'élégance vestimentaire. Il exigeait en retour de bons résultats scolaires et insistait sur la nécessité d'acquérir des capacités intellectuelles pour se mesurer aux Français. Peine perdue. La politique avait pris d'assaut les murs du collège. Ils étaient lardés d'inscriptions : « Libérez Messali, Abbas et Brahimi », « Vive le PPA » ou « Constituante algérienne souveraine ». Ces mots d'ordre mobilisaient les grands du collège.

À partir de 1946, on vit arriver dans les classes supérieures des élèves venant d'autres collèges, de Sétif surtout. Parmi eux, figuraient Mohammed Benyahia et Bachir Ben Hadji de Djidjelli, Benhafid de Biskra, Belaïd Abdesslam de Périgotville (Aïn-el-Kebira). On savait que ce dernier — futur ministre et Premier ministre de l'Algérie indépendante — avait été arrêté en mai 1945 à Sétif. Son exemple nous servait de modèle, d'autant plus qu'il était un élève brillant.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

Mon horizon géographique s'élargit. Mes rencontres avec des jeunes d'autres villages, d'autres régions, m'initièrent au pays profond. À quatorze ans, je connaissais déjà les grandes villes de l'Est algérien : Constantine, Sétif, Annaba ; et à seize ans, je visitai Alger et sa région en compagnie de mon grand-oncle Haouès. Au cours de mes vacances à Collo, chez les Bouhadja, les Louchahi ou chez les Amrane, ou encore à Djidjelli chez les Cheriet, je fis la rencontre d'une pléiade de jeunes que le nationalisme attirait : Mohammed Bouhadja de Bouneghra (au-dessus de Bessombourg), Lamine Khène de Collo, Reda Malek de Bougie. *A posteriori*, il m'apparaît que si le sentiment national pointait partout, l'engagement restait parcimonieux. Pour beaucoup, il fallut attendre 1954, voire plus tard. C'est qu'il n'est pas simple, pour un lycéen, d'affronter les parents…

Mon entrée au collège avait desserré les contraintes familiales. Mes faits et gestes n'étaient plus soumis à surveillance de la même manière. Je pouvais sortir le soir, fréquenter discrètement les cafés, rendre visite à mes oncles maternels, Chérif, Hassan et Ali — qui étudiaient à la *medersa* d'El-Kettania de Constantine et militaient déjà au PPA —, passer des soirées à discuter avec mes voisins de quartier Salah El Gaci, Youssef Babouche, Chaabane Bouguerra (beau-frère de Youssef Zighout), dont aucun n'avait eu la chance d'aller au-delà du primaire. L'Algérie et son avenir hantaient nos esprits.

L'amnistie, en 1946, des détenus de mai 1945 avait changé l'atmosphère au village. À cette occasion, Ma Messaouda, au nom de la famille, rendit visite aux Boukadoum pour les complimenter. Je l'accompagnai à leur domicile, le panier d'offrandes en main. La même année, l'élection de Messaoud Boukadoum (dit Haouès[5]) comme député MTLD (on continuait à l'appeler PPA[6]) fit d'El-Arrouch un centre de rayonnement nationaliste. Certains des dirigeants du MTLD,

5. C'est sous ce surnom, le même que le prénom de mon grand-oncle, qu'il était connu ; pour éviter toute confusion dans la suite du récit, je réserverai l'usage de « Haouès » à mon grand-oncle.

6. Voir *supra*, chapitre 1, note 5, p. 15.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

comme le docteur Mohammed Lamine Debaghine et Djamel Derdour (un chirurgien-dentiste dont le père, ami de la famille, avait été cadi à El-Arrouch), y passèrent ou y séjournèrent. J'eus l'occasion de saluer Djamel Derdour en compagnie de mon père, qui bavarda un moment avec lui.

Je n'ai pas gardé des élections législatives de 1946 un souvenir précis, mis à part le ballet des notables venant chez nous s'entretenir avec le docteur Bendjelloul. Mais les péripéties des élections municipales d'octobre 1947 et des élections à l'Assemblée algérienne sont restées gravées dans ma mémoire, peut-être parce que les miens étaient directement impliqués. Impliqués, certes ; mais inconscients des bouleversements en cours, ils devaient se laisser surprendre par les petites flammes invisibles qui préparaient le grand embrasement. Leur statut social privilégié, leur attachement à la hiérarchie sociale, limitaient leur vision à un moment où les enjeux locaux et familiaux venaient se fondre dans le grand enjeu national. Ce n'était pas encore la fin des notables, mais c'était le début de leur effacement.

Les élections municipales mettaient en présence, d'une part, les partisans d'une égalité avec les Français, avec mon grand-oncle Haouès ; de l'autre, les partisans de l'indépendance, avec Messaoud Boukadoum, deux hommes de la même couche sociale.

Baye Sidi et Chaouch Tayeb Boukadoum, les patriarches des deux familles, avaient longtemps fait cause commune contre l'administration coloniale. Mais en 1934, Chaouch Tayeb Boukadoum connut de graves problèmes financiers et ses terres furent mises sous séquestre de 1935 à 1939. Cette situation embarrassante l'incita à assouplir son attitude politique. En 1935, il soutint, contre le docteur Bendjelloul, la candidature de Mokhtar Hadj Saïd, appuyée par l'administration. Il s'ensuivit une brouille avec Baye Sidi.

Cet épisode eut une suite : le remplacement de Tayeb Boukadoum par son fils aîné, Si Salah, au conseil municipal ; et la prééminence, à la fin des années trente, de la famille Harbi, dont le clan, selon le Service de « surveillance des indigènes », « détient [...] une grande influence dans les milieux indigènes de l'arrondissement de Philippeville ». Ses chefs étaient considérés comme les « adversaires déclarés de

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

l'administration française » et étiquetés oulémas [7] et membres du PPA, ce qu'ils n'étaient pas.

La situation devait changer par la suite, quand Messaoud Boukadoum adhéra, en 1934, à l'Étoile nord-africaine. (Phénomène rare à l'époque, il avait été envoyé à Paris suivre des cours d'électricité mécanique avec une bourse de l'État français.) Mais Messaoud ne devait prendre le pas sur son frère aîné, Si Salah, qu'après 1946. Autour de lui, s'organisa alors un réseau familial avec les Bouregaà.

La notoriété de Haouès était alors celle d'une famille en fin de course, ayant épuisé son capital symbolique en restant fidèle à un programme dépassé, celui du docteur Bendjelloul. Celle de Messaoud Boukadoum se nourrissait d'une nouvelle source de prestige social, le nationalisme. Elle s'affirmait dans un contexte marqué par des tensions multiples.

La première source de tension, dont les contours s'esquissent entre 1939 et 1946, est l'extrême précarité due à l'insécurité de l'emploi, à l'irrégularité des revenus et à la poussée démographique.

En 1936, El-Arrouch comptait 6 580 habitants dont 317 Européens. La répartition sociale s'établit ainsi : 68 familles très aisées (soit 5 % de la population) ; 164 familles aisées (soit 12 %) ; 549 familles de condition moyenne (soit 40 %) ; 244 familles pauvres (soit 18 %) ; et 348 familles très pauvres (soit 25 %).

Dans ce décompte, les familles aisées et de condition moyenne sont plus nombreuses que les familles pauvres. L'égalité avec les Français, que réclamaient les « assimilationnistes » dès 1936, était une idée mobilisatrice. L'idole des familles de condition moyenne était le docteur Bendjelloul. Une décennie plus tard, la population avait presque doublé. Le recensement de 1948 donnait à El-Arrouch 9 990 habitants. Les pauvres étaient devenus la majorité. Leur idole était Messali. Le mouvement qui les entraînait avait un aspect rédempteur prononcé. Ces pauvres ne condamnaient pas l'acquisition de la richesse, mais la tendance des riches à se dérober à leurs obligations caritatives et philanthropiques conformément à la religion.

7. Les « savants » musulmans, regroupés depuis 1931 au sein de l'Association des oulémas.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

La seconde source de tension résulte de l'inadéquation de la vision patriarcale du monde aux réalités nouvelles. La génération des cadets, défavorisée par les règles sociales en usage — à savoir l'indivision du patrimoine et la suprématie des aînés sur les cadets —, revendique une place. On assiste alors à une perte de contrôle des chefs de famille sur les jeunes. Une pléiade de jeunes végètent, condamnés à l'oisiveté : les Zbaghdi, les Hassani, les Ramdane, les Abdelli, les Boustaïla sont titulaires du certificat d'études ou ont fréquenté le cours complémentaire et le lycée sans aller plus loin. Ils ont vu s'installer au village, après 1945, la famille d'un ancien prisonnier italien qui s'intégra à la communauté européenne, épousant ses valeurs et son comportement. Ce fait, banal en soi, fait basculer dans une opposition rageuse ceux qui croient qu'il suffit de parler un français châtié, de s'identifier à la culture française et de fréquenter les Européens pour être admis au « club des civilisés ». Ces éléments rejoindront, dans l'opposition frontale à la colonisation, la cohorte plus nombreuse des élèves des *zaouïas* Rahmania et de la *medersa* d'El-Kettania de Constantine : les Bouzid, les Benafir, les Kadid, les Kafi, les Mehri.

Pour tous, le combat politique se cristallisait autour de la question de l'indépendance — solution, selon eux, à tous les maux —, alors que, pour mon grand-oncle Haouès et ses partisans, il s'agissait moins de politique que de prestige et d'influence.

La bataille pour les municipales commença pendant l'été. J'étais en vacances à El-Arrouch. Des lieux-dits Dhaïra et Bir-Estal, on apprenait que des émissaires sillonnaient les *douars* et diffusaient les mots d'ordre nationalistes. Ici et là, ils s'en prenaient aux « anciens » (*kebar el djemaâ*) qui tentaient de leur faire barrage. Mais leurs idées trouvaient une large audience, y compris dans les courants religieux jusque-là totalement étrangers au nationalisme. Ainsi, j'entendis mon grand-père s'étonner, devant Hadj Ben Othmane, l'un des notables d'El-Arrouch, que la propagande nationaliste rencontrât un écho chez les adeptes de la confrérie Rahmania, dont le chef était considéré comme profrançais. Il s'étonnait également des hésitations des chefs de confrérie, cheikh Si Lakani Fadel mis à part, à s'engager ouvertement aux côtés de Haouès.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

C'est que l'attente du salut était ancrée dans les cœurs. Le réveil de l'opinion la réactiva au détriment des puissants du jour. Pourtant, des hommes qui semblaient orienter les décisions, et entraînaient derrière eux toutes les victimes du déclassement social — les « voyous », les « gueux », *safalât al 'amma*, disait-on —, appartenaient à des familles aisées : les Boukadoum, les Kerbouche, les Nouara, les Bourriche. C'est ce qui fit dire à mon père : « Ils veulent notre place. »

L'accent mis sur les motivations personnelles occultait le mouvement général qui les emportait. En fait, le village se démocratisait. La considération particulière dont bénéficiaient certaines familles fut atteinte de plein fouet. La religion l'avait autrefois justifiée. En son nom, on la contestait désormais. Un homme capable de rendre service à ses semblables ne devait pas en être empêché du fait de sa pauvreté. L'honnêteté devait rester le seul critère d'accès aux charges publiques. Or, sur ce point, nombre de compagnons de mon grand-oncle n'étaient pas irréprochables. On lui fit donc grief d'avoir couvert ses amis qui s'étaient adonnés, pendant la guerre, au trafic de bons de ravitaillement.

La campagne électorale fut d'une rare violence. La jeune génération s'inspirait, non plus des pratiques des notables (banquets, conciliabules entre chefs de clans, distribution de présents et autres pratiques clientélistes), mais de modèles militants (formation de cortèges, meetings, tracts, affiches, recours aux symboles, hymnes et drapeau…). De Skikda, des groupes rompus à la propagande envahissaient El-Arrouch les jours de marché. Désorientés, les partisans de Haouès mobilisaient les ruraux armés de gourdins pour les empêcher d'agir. À partir de là, la violence fit son apparition. Mon cousin Mahmoud — qui portait le même prénom que mon frère cadet — eut la gorge tranchée à Skikda et échappa de peu à la mort. C'était au lendemain des élections que Haouès avait perdues.

Je me trouvais à El-Arrouch lorsque les résultats du vote furent annoncés. J'entendis des cris, des vivats, puis je vis mon grand-père arriver vers moi d'un pas pressé. « À la maison, vite », ordonna-t-il. Je le précédai en courant. À peine était-il arrivé qu'on entendit la foule célébrer la victoire nationaliste au son de la musique. Ils se dirigèrent vers le domicile

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

de mon grand-oncle absent, en chantant : « *Edinaha, edinaha* (Nous l'avons emporté). » On entendit alors un coup de feu. C'était ma grand-tante Ma Khadouja qui, comme on devait l'apprendre, après s'être déguisée en homme, était sortie sur le balcon et avait tiré un coup de fusil pour faire fuir les manifestants. Fille d'un propriétaire foncier de la région de Robertville (Medjez-Edhiche), elle savait, comme ma mère, manier le fusil. On leur avait appris à défendre le troupeau contre les voleurs en l'absence des hommes.

J'ai vécu les vacances de la Toussaint 1947 — j'avais quatorze ans — dans le déchirement. Des camarades de classe — Ali Zbaghdi, Chaabane Bouguerra — me tenaient des propos désagréables, au nom de la responsabilité collective de la famille. Mes sentiments personnels ne les intéressaient pas. Ma mère me rassura. « Souviens-toi, me dit-elle, la communauté (*el mella*) passe toujours avant la filiation (*nasab*), même s'il s'agit de ton propre père. Et comme tout le monde tu as deux familles, celle de ton père et celle de ta mère. » La sienne avait baigné de tout temps dans l'opposition à la colonisation.

Au village, mes amis se réjouissaient de la victoire du MTLD aux municipales. Quand je rapportai à Abdelhak Kouicem les propos qu'on m'avait tenus à El-Arrouch, il haussa les épaules. Garçon fier, d'une sensibilité à fleur de peau, Abdelhak était un fanatique de la chanson égyptienne — de Mohammed Abdelwahab surtout, dont il avait la voix grave. D'une année mon aîné, ouvert aux idées nationalistes, il rêvait de voir l'Algérie prendre le chemin de l'Égypte, terre d'élection de la *Nahda* (Renaissance).

Avec Abdelhak, je passais quelques instants le dimanche au salon de coiffure de Messaoud Kabrane, vétéran du nationalisme à Skikda. J'y découvrais le monde effervescent des militants, la gouaille et l'humour des Skikdi. On y évoquait le combat pour l'émancipation des pays d'Asie, de l'Indochine, de l'Indonésie, de l'Inde, de la Palestine, mais surtout l'action de la Ligue musulmane de Mohammed Ali Jinnah, le fondateur du Pakistan. Cette initiation orale aux mouvements des peuples colonisés accrut mon intérêt pour le nationalisme, que je devais longtemps confondre avec l'idée d'indépendance. Il n'y avait qu'un nationalisme, celui de Messali. Kouicem me le décrivait comme un « grand stratège », un « visionnaire ». Ce

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

portrait relevait manifestement d'une vision messianique. Je glanais mes références politiques au gré de mes rencontres, mais ma conscience sociale devait beaucoup aux réflexions que suscitaient en moi mes conversations avec mon père.

Les municipales avaient ébranlé le clan et provoqué des réactions diverses. Mon grand-oncle Haouès vivait dans l'espoir d'une revanche. La montée du nationalisme avait modifié l'attitude de l'administration à son égard, et comme sa défaite n'était pas écrasante, elle en fit son interlocuteur dans le canton. Ouvert à la modernisation, Haouès puisait toutefois sa substance intellectuelle dans les prises de position et les jugements de valeur de la fin du XIXe siècle : attaché à une société hiérarchique, il n'était pas à l'aise dans une société de masse et s'effrayait de tout bouleversement qui dégagerait de nouvelles élites. Lié pendant les années trente à des nationalistes tunisiens du vieux Destour, sensible au communautarisme patriotique, il se trouva, après 1940, dans l'incapacité de comprendre la conjoncture politique nouvelle. Il comprenait encore moins ses causes structurelles. Son intransigeance, son obstination n'incitaient pas son entourage à exprimer un avis ; elles étaient cependant plus propres à rendre craintifs les siens qu'à en imposer à ses adversaires.

Plus effacé que son oncle et moins autoritaire, mon père aimait le bien vivre et se plaignait d'activités politiques qui coûtaient cher en argent, en dons, en réceptions. Il réalisait que les temps n'étaient plus à une économie redistributive, mais à une économie de profit. Malin, il s'engagea dans cette voie en naviguant entre les extrêmes, sous la pression de mon grand-père, fidèle aux vieux liens de solidarité, et de mon oncle Yazid — revenu à El-Arrouch après plusieurs échecs au baccalauréat —, plus sensible aux impératifs d'une gestion rationnelle.

Entre 1944 et 1950, je vis mon père s'acheminer vers la modernisation du domaine. Il consacra quelques années à épierrer les terres situées le long du Saf-Saf, à les aménager, à les irriguer et y planter des agrumes. Il acquit un tracteur à chenilles pour reprendre des terres en location, situées en pente. Pour éviter les effets du népotisme et les interventions de ma grand-mère en faveur de la main-d'œuvre familiale, il recruta des Chaouias (ethnie de l'Est algérien) chassés des

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

hauts plateaux par des années de disette. « Les membres de la famille, disait mon père, il vaut mieux les entretenir. Si tu ne les surveilles pas de près, ils se dérobent au travail et recrutent une main-d'œuvre qu'ils payent en nature sur ton dos. »

Les changements en cours n'épargnaient personne. À son tour, le prolétariat agricole s'ouvrait aux temps nouveaux, mais la protestation restait encore individuelle. J'ai assisté à des scènes bouleversantes qui témoignent du grignotage du système de représentations traditionnelles et des structures mentales qui les charpentent. L'une d'elles m'a particulièrement marqué. Mais avant de la relater, signalons que les propriétaires algériens du village ne versaient pas encore aux ouvriers un salaire monétaire conforme aux lois du marché. L'embauche n'était pas libre. En général, les ouvriers faisaient partie de la clientèle. Contre une protection de plus en plus aléatoire, ils offraient leurs services en échange d'avantages en nature et en espèces.

J'ai pu vérifier que l'idée du salaire journalier s'est imposée pendant les années trente. Alors que les colons payaient leurs ouvriers, selon les cas et les catégories, à la journée, à la semaine ou au mois, les propriétaires algériens payaient le tout une fois l'an, en général après les battages. On déduisait du nombre de journées de travail les avances en nature (orge, blé, huile, mouton de l'Aïd, soins et médicaments…) et les avances en espèces — données généralement le vendredi, jour de marché —, avant de verser aux ouvriers le reliquat.

C'est en vertu de ces usages qu'un jour, à la fin des battages, Laïdi Babouche se présenta à mon père « pour faire les comptes ». C'était un colosse, d'une force herculéenne, avec des moustaches retroussées à l'anglaise, affable et toujours ponctuel au travail. Les calculs faits, il eut la surprise de constater que ses acomptes dépassaient son dû. « Tu ne me dois rien », dit mon père, sans le regarder. Le cadeau était amer. Laïdi déposa la binette qu'il tenait à la main et dit de sa voix grave : « C'est fini, je refuse de travailler pour manger seulement. Je ne veux plus d'avances, je veux un salaire au mois. » Et il partit, les yeux embués de larmes. C'était un voisin dont je connaissais bien la famille : son neveu était mon ami. Bouleversé, je me retirai précipitamment pour pleurer. Mon père était ennuyé. Le soir, il me dit : « Ne t'inquiète pas,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

je connais Laïdi, il reviendra. » De fait, il ne revint jamais plus : il s'en alla travailler chez Delmato.

Je n'avais pas quinze ans révolus quand se déroulèrent les élections à l'Assemblée algérienne d'avril 1948. Mon grand-oncle Haouès s'y présenta contre Chérif Boukadoum, un homme d'une fougue peu commune, cadet de Messaoud.

Officiellement, le MTLD ne participait aux élections que pour faire plébisciter son programme, l'élection d'une Constituante algérienne souveraine. Mais dans leur propagande orale, les activistes du mouvement assuraient les électeurs qu'un vote en faveur du MTLD déboucherait sur la proclamation de l'indépendance et l'expulsion des Français. En agissant ainsi, ils allaient dans le sens de la radicalisation du militantisme populaire, qui réclamait « tout ou rien ».

La campagne électorale traduisait les frémissements qui parcouraient la société et donnait un aperçu de ses symboles. Dans les marchés, des conteurs annonçaient l'arrivée d'un *Mahdi*, d'un homme providentiel. Son portrait correspondait à celui de Messali Hadj. En matière de propagande, la créativité jouait sur l'attente eschatologique. On assurait avoir vu le calife Ali juché sur un cheval blanc et brandissant son épée sur le mont des Toumiet. Ma mère m'avait appris les prophéties annonçant l'arrivée des « infidèles ». Resurgissaient désormais celles qui annonçaient leur départ.

Une grande effervescence s'empara d'El-Arrouch, coupé en deux. Face à l'opinion, les militants du MTLD s'imposaient comme les protecteurs de la religion et de ses fidèles en réactivant le principe de la *hisba* (censure des mœurs), et mettaient à l'ordre du jour le renversement des puissants, désignés comme « vendus », « eunuques », « hypocrites » (*bayou, khisyan, munafiqin*).

La terminologie coranique agissait puissamment sur les esprits. La revendication d'une justice millénariste s'affichait ouvertement. Finies, les plaintes feutrées, les doléances. Chacun évoquait ses griefs et se préparait au règlement de comptes. On ne voulait plus acquitter l'impôt, on parlait de démolir l'église. On tenait des réunions pour décider du partage des biens des colons et des « usuriers ». Un de nos voisins, Amor Karoui, dont la mère, Zohra Boulkartous, gérait

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

un *fondouk*[8] appartenant à un Européen, Fuchs, jura que ledit *fondouk* lui avait été promis lors d'une séance de répartition des biens.

À Saint-Charles (Djamel-Ramdane), commune du canton d'El-Arrouch, un propriétaire, M. B., céda à bas prix son verger à Sultana, un Européen d'origine maltaise, repoussant les offres plus alléchantes d'acquéreurs algériens. Tablant sur un exode des Européens et engagé opportunément dans le camp nationaliste, il espérait se réapproprier le verger. Ses calculs déçus, il se retourna contre le nationalisme.

Dans les propos de mes interlocuteurs abondaient les descriptions apocalyptiques des conséquences des divisions entre Algériens. On entrait, disait-on, dans une période où « les flots de sang atteindraient les genoux », où « le fils dénoncerait le père et le frère tuerait le frère ». L'exaltation, mais aussi l'angoisse et la fébrilité, provoquaient des « conversions » inattendues au nationalisme chez certains proxénètes, délinquants, etc. Ce qui était ressenti par les nantis comme une dérogation à la morale avait aux yeux des classes populaires le sens d'une rédemption, d'une grâce divine. L'identification à la personne de Messali devenait un signe de ralliement.

Dans le tourbillon qui nous emportait, il n'y avait pas de place pour l'interrogation. Il fallait agir d'abord et donner la preuve de sa capacité de sacrifice. Celui qu'on me demanda était à ma portée : détourner les paquets de bulletins de vote entreposés au bureau de mon grand-père. Je m'emparai d'un lot destiné aux douars des Zardezas. Avec Abdelkrim Hassani, un cousin, et Majid Djaballah, dont le père soutenait mon grand-oncle, je les jetai dans un ruisselet, Chaabet-Merrouche, à un kilomètre du village. Nous partîmes ensuite tous les trois, pour une tournée des bars à Skikda. Vers 19 heures, je rentrai à El-Arrouch, dégrisé par le voyage sur l'impériale.

Mon grand-père et mon père m'attendaient devant la porte. Je reçus une mémorable correction à coups de canne et de martinet. Ce fut la dernière. Le corps meurtri, je réintégrai, le lendemain lundi 4 avril, le collège en même temps que mon cousin Ali. Mon père, qui nous accompagnait, jeta mon argent de poche sur la banquette de la voiture. Je l'y laissai et rentrai

8. Sorte d'auberge où s'arrêtaient hommes et bêtes les jours de marché.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

au collège. À seize heures on m'appela au parloir. C'était mon père : « Tu n'es pas en âge de boire et de fréquenter des gens de l'âge de ton oncle. On ne tourne pas le dos à sa famille comme tu l'as fait. Sais-tu où sont passés les bulletins de vote volés ? » Avait-il compris que j'étais l'auteur du détournement ou cherchait-il simplement à me sonder ? Je restais silencieux. Il ajouta : « Tu peux faire de la politique, mais pas comme ça et pas maintenant. Pour l'instant, occupe-toi de tes études. N'oublie pas. Et ne compte pas sur l'héritage. » Je l'écoutais en silence. Il me remit alors mon argent de poche et repartit, visiblement éprouvé. J'étais troublé de le voir ainsi.

Les lendemains d'élection avaient un goût amer. À l'enthousiasme succédait le désenchantement. Chérif Boukadoum, candidat du MTLD à El-Arrouch, et Moussa Boulkeroua, candidat à Skikda, furent arrêtés, et les résultats truqués à l'issue de la campagne. Mince consolation : un El-Arrouchois, Si Larbi Demaghlatrous, fut proclamé élu à El-Milia. Il fallut se rendre à l'évidence : le monde des puissants ne connaîtrait pas encore son châtiment. À mon retour au village, pour les vacances d'été, la vague de xénophobie et la volonté de revanche sociale se tassaient. Les tensions s'apaisaient. Mes comparses, Abdelkrim Hassani et Majid Djaballah, n'avaient plus de rapports avec le MTLD.

C'est seulement des années plus tard que je comprendrai l'importance de l'expérience que j'ai vécue. Je fus entraîné dans un mouvement de masse d'une ampleur insoupçonnable. Pour y participer, aucune formalité n'était nécessaire. Il n'y avait aucune centralisation. La multiplicité de groupes, la clandestinité au sein du mouvement en déterminaient l'organisation fragmentée, qui rendait possible l'autogestion, laissant le champ libre à l'initiative et à l'autonomie des acteurs. Je réalise mieux aujourd'hui pourquoi, alors que nous faisions la tournée des bars, d'autres groupes que nous connaissions s'y rendaient également pour rappeler aux « bourgeois », arguments frappants à l'appui, leur devoir de musulmans. Mais sans le système de protection que les militants mirent en place pour affronter les coups, ce foisonnement d'initiatives aurait pu se diluer et rester sans suites politiques.

En comparaison de ses concurrents politiques, le MTLD manquait de ressources. Prenant exemple sur mes oncles, je

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

dérobais quelques quintaux de blé pour alimenter la caisse locale. Mon père me surveillait de près. Après bien des réticences, il avait fini par m'autoriser à sortir le soir. On était en pleine saison des mariages. Avec Babouche et El Gaci — qui devaient bientôt prendre le chemin de l'émigration en France —, je devins un habitué de ces mariages où, contre rémunération, les hommes de l'orchestre chantaient les mérites de Messali Hadj. Je connus la convivialité chaleureuse des fêtes populaires, et leurs drames. Une nuit, vers une heure du matin, alors qu'on attendait l'exhibition de la chemise tachée de sang, signe que la mariée était vierge, on entendit un grand brouhaha et on vit sortir la jeune femme en hurlant. Sa famille était promise à la honte et elle à une mort certaine — mort sociale dans le meilleur des cas, car le crime d'honneur était encore très ancré dans les mœurs.

L'incident entraîna de vives discussions. Les plus hardis d'entre nous trouvaient que le marié n'aurait pas dû agir ainsi, humiliant la famille. Mais aucun de nous ne mettait en cause le tabou de la virginité.

Tout ce monde de souvenirs, qui forme mes années d'apprentissage, ressuscite une Algérie aux liens multicolores où la religion était un vécu naturel et identitaire qui dictait ses codes et ses croyances, mais qui se conjuguait avec la volonté opiniâtre d'accéder à une modernité lente et sans déracinement. Le discours politique nationaliste devait faire écho à cette double aspiration. Mais la logique sociale et partisane devait conduire à l'idéologisation et à l'instrumentalisation de la religion en la faisant pénétrer dans l'espace politique, et cohabiter avec un discours public emprunté à la tradition démocratique et sociale des gauches françaises.

Ce qui avait été un mode de vie et de pensée, duel certes, mais sans rupture, deviendrait clivage, dans les consciences individuelles et dans la société, entre deux identités algériennes, sans élaboration d'un dépassement ou d'une synthèse, dans une sorte de schizophrénie. J'ai été un enfant, puis un adolescent, à la fois respectueux et rebelle. J'allais devenir un militant politique. Mutation vers la modernité et, dans le même temps, relatif rétrécissement dans un dogmatisme manichéen.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:21 - © La Découverte

D

3

D'El-Arrouch à Skikda

Je quittai donc El-Arrouch pour Skikda en octobre 1945. J'avais douze ans. Ce fut une étape importante de ma formation de militant. Je venais d'un village, et passer du village à la ville, ce n'est pas passer d'un village à un plus grand village. C'est connaître d'autres types de relations ou, du moins, l'espérer.

On arrive en ville avec le sentiment qu'on échappera enfin à la surveillance de la famille et qu'on y trouvera une plus grande liberté individuelle. Mais c'est un sentiment que la réalité relativise très vite. Le village est dans la ville. Le « quartier arabe » (*zekak 'arab*) est fréquenté par des gens venus des environs. Encore profondément liés à leur famille et leur clan, ils demeurent sous leur regard.

Moi qui habitais le quartier européen, je pouvais penser que mon sort serait différent. Erreur : je ne pouvais pas jouir d'un paisible anonymat car mon père était un notable connu. J'étais le fils Harbi. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, j'étais aussi sous surveillance. Les pieds-noirs différaient moins qu'ils ne le pensaient des Algériens musulmans : les uns comme les autres savaient repérer « qui est qui », « ce que fait le fils d'Untel ». Quand l'occasion s'en présentait — et elle ne manquait jamais de se présenter —, ils en parlaient aux parents. La ville n'était donc pas tout à fait l'endroit où

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

l'individu se libérait des liens de son groupe. Mais elle n'était pas non plus ce que craignaient les gens d'El-Arrouch : un lieu, sinon de perdition, du moins de perte d'identité.

Cette perception de la ville était, pour l'essentiel, une construction imaginaire. Je trouvai à Skikda une diversité d'hommes analogue à celle que je connaissais à El-Arrouch : traditionalistes confits en dévotion, déclassés libres de préjugés, et une frange d'« évolués » qui fréquentaient les bars, buvaient de l'alcool, etc. La seule différence qui me parût importante était le type de violence propre à la ville. À El-Arrouch, on nous mettait en garde sur ce point : on nous y répétait que les gens de la ville sont sournois, qu'ils donnent des coups en traître, par-derrière, et non des coups francs comme à la campagne.

Ce n'est pas que la violence fût absente au village. On s'en rendait bien compte les jours de marché, quand s'exprimaient les antagonismes entre groupes à l'occasion d'un jugement ou d'une transaction inaboutie. Mais c'était une violence intégrée, sans surprise, et non pas née de l'hétérogénéité des individus, d'une anomie plus marquée, d'un lien social plus ténu.

Venu, donc, d'un milieu villageois, j'étais influencé par les préjugés qu'on retrouve, du reste, chez les ruraux du monde entier. Or, j'allais découvrir que Skikda était, certes, une ville, mais tout autant une association de villages. Cette ville ne rompait pas avec la campagne. Ses citadins étaient des gens des villages, qui continuaient à vivre leur enracinement villageois et disaient, parlant d'eux-mêmes : « Je viens de Jemmapes, d'El-Arrouch... Je suis de telle tribu... » Ce qui conférait à Skikda un petit air de ville-transit. Les cafés qui encadraient plus ou moins la ville étaient tenus par des gens venus d'ailleurs, et dont les habitués venaient du même ailleurs. Skikda n'était pas véritablement un *melting-pot*, si ce n'est — et encore d'une manière relative — dans les classes moyennes.

Mais ces communautés urbaines n'avaient ni la force ni la structure des communautés villageoises d'origine. Elles étaient beaucoup plus fragiles, plus artificielles, plus imaginaires que réelles. On y voyait se dessiner, petit à petit, une loyauté particulière au quartier. Certes, chacun se référait toujours à ses origines ; mais observant le comportement d'un villageois récemment arrivé, ou de passage, on disait de lui :

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

« Ce n'est pas un Skikdi… » : on le considérait comme un étranger (*barrani*), un plouc perdu chez les citadins. C'était paradoxal. Un Skikdi d'El-Arrouch était d'El-Arrouch par rapport aux Skikdi d'autres origines ; mais il était de Skikda par rapport aux El-Arrouchois.

Skikda et ses militants allaient jouer un grand rôle dans ma vie. Il m'importe donc de présenter cette ville.

On aurait tort de procéder, à son propos, à un exercice de sociologie urbaine de type occidental. Car la ville, en Occident, est une réalité spécifique en rupture avec la campagne. Skikda, comme la plupart des villes algériennes, s'inscrit dans un continuum. En Occident, les villes ne se sont pas constituées au même rythme que dans les pays du tiers monde, où les groupes les plus anciennement urbanisés s'enlisent perpétuellement, car ils sont happés, d'une manière ou d'une autre, par les nouveaux arrivants, porteurs des valeurs qui étaient les leurs à l'origine et qui se trouvent ainsi perpétuellement réactivées. La ville ne parvient pas à installer, ni à faire triompher durablement des valeurs citadines, ni à les imposer aux divers arrivants.

Pour comprendre l'importance de ce phénomène, il suffit de voir combien diffèrent les nationalistes d'hier et les islamistes d'aujourd'hui. Du temps du PPA, le parti était créateur de nouvelles normes sociales. Ses emprunts culturels n'étaient perçus ni comme français ni comme occidentaux. Les principes religieux étaient relativisés et la vie quotidienne, ritualisée. L'imprégnation de la société sécularisée par l'islam appelle, comme toujours, un rejet du libéralisme et du conflit. Pendant les années quarante, la frontière entre pratiquants et non-pratiquants n'était pas considérée comme fondamentale.

L'antique Rusicada des Romains, dont dérive le nom arabe de Skikda, et que les Français appelèrent Philippeville, connut un brillant passé maritime dont témoigne la richesse de son patrimoine archéologique. M. Callède, notre professeur de dessin, nous le fit connaître et apprécier. Abandonné à lui-même par des populations agro-pastorales qui tournaient le dos à la mer, ce patrimoine fut en partie détruit par la conquête coloniale. « Ce que les Barbares et le temps lui-même n'avaient fait qu'en partie, militaires et fonctionnaires civils

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

l'ont achevé », écrivit Émile Ledermann [1]. Les gestionnaires de l'Algérie indépendante devaient suivre ce triste exemple, justifiant ainsi le jugement des vieux Skikdi qui les assimilent à des envahisseurs.

Ouverte sur la mer, la ville est prolongée d'un côté par l'antique port de Stora et de l'autre, par la cité balnéaire de Jeanne d'Arc (Ben M'hidi). Autour d'un ravin, comblé par le génie civil et devenu rue Nationale puis rue Georges-Clemenceau, longée par des arcades, la ville s'élève par gradins. Produit d'un urbanisme moderne, elle a longtemps vécu au rythme des intérêts et des initiatives des colons qui expropriè-rent les tribus et défrichèrent les plaines du Zeramna et du Saf-Saf. Le coût humain de telles entreprises fut élevé.

Cette présence des colons servit un temps, par contamination et dans un contexte de domination, la modernisation algérienne. Mais au cours des années quarante, la poussée démographique et l'exode rural aidant, la reconquête commença.

Composite, la société citadine que je découvris alors juxtaposait des collectivités divisées par le statut politique, la langue, la religion, et, naturellement, la diversité des statuts économiques. Le poids du critère ethnique dans la stratification sociale s'exprimait par la ségrégation de l'espace.

Comme tous les quartiers où les Algériens étaient nombreux, la « Cité indigène » — aux alentours du faubourg de l'Espérance — et les quartiers arabes grouillaient de monde. Y vivaient les plus pauvres, entassés dans de sordides taudis, livrant leurs enfants à la rue. Ces quartiers transpiraient la misère physiologique et morale. Les souffrances de caractère psychique n'étaient pas les moindres. Les attaches anciennes étant distendues, les rebelles au pouvoir colonial, qui baignaient dans une atmosphère de religiosité, devaient faire de ces espaces leurs fiefs, s'appuyant sur les liens et le vocabulaire religieux pour redonner confiance en eux-mêmes à des êtres immergés dans la précarité : cireurs, vendeurs à la sauvette, petits délinquants furent atteints par la grâce militante.

C'est à la « Cité indigène » que je découvris les exploits de Si Zeghdoud, un marabout qui se réclamait de l'émir

1. Émile LEDERMANN, *Philippeville et ses environs*, Philippeville, 1935.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Abdelkader et avait mené la vie dure aux troupes coloniales durant les premières décennies de la conquête. Il mourut au combat dans la nuit du 2 au 3 mars 1843. Sa tête fut exposée par l'armée française à Constantine, Skikda et El-Arrouch. C'est aussi à la « Cité indigène » que j'entendis parler des prédictions de Ben Aroua (Yahia), un derviche local, qui annonçait les temps de troubles « où les flots de sang arriveraient aux genoux » — propos alors colportés, de bouche à oreille, à Valée, Saint-Antoine, Damrémont, Praxbourg.

Les quartiers algériens n'étaient pas les seuls à transpirer la misère. Les quartiers italiens rappelaient à certains égards les rues pauvres de Naples : linge multicolore étendu aux fenêtres, fortes odeurs de poisson, absence d'hygiène, enfants aux vêtements rapiécés jouant pieds nus avec des balles de chiffon. Mais le climat psychologique y était différent. Les habitants des quartiers italiens appartenaient au camp des vainqueurs et avaient plus de chances de s'élever dans l'échelle sociale. Dès que son sort s'améliorait, une famille « italienne » quittait le quartier en y conservant, cependant, des liens de clientélisme électoral.

Les lignes de fracture au sein de la communauté européenne se reflétaient dans la vie associative, très dense à Skikda. Les associations regroupaient des personnes originaires des diverses régions de France métropolitaine et de Corse, mais aucune d'Italie ou de Malte.

Le statut colonial, mais aussi la religion, soudaient ces groupes les uns aux autres. À la procession du 15 août, qui attirait de nombreux badauds, pêcheurs d'origine italienne et maraîchers maltais communiaient dans la ferveur religieuse. Si les processions catholiques étaient mal vues, les fêtes des différentes communautés religieuses (Noël, l'Aïd, Yom Kippour) étaient favorablement accueillies par tous. Elles étaient souvent l'occasion d'échanges de pâtisseries maison entre voisins juifs, musulmans et chrétiens. C'est du moins ce qui se passait dans mon immeuble…

Il ne faut pas pour autant généraliser, ni conclure à une sorte de fraternisation égalitaire entre communautés. Le paradoxe — si c'en est un — est que l'individu, qu'il fût musulman, juif ou catholique, n'était jamais premier. Dans cet espace multi-communautaire et inégalitaire — car c'était avant tout

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

un espace colonial —, les classes moyennes entretenaient des relations privées faites de civilité et de respect mutuel, du moins lorsque la conjoncture n'inscrivait pas le quotidien dans la confrontation politique directe. Cependant, ces relations étaient parfois perturbées par des expressions racistes. À cette époque, les classes moyennes affichaient moins cette morgue coloniale dont nos aînés avaient conservé un souvenir cuisant. Dans les relations de voisinage, on observait une certaine retenue, mais il régnait aussi une certaine chaleur méditerranéenne.

Il faut saisir dans sa complexité et ses ambiguïtés le vécu de l'Algérie d'alors. Ce n'était ni cette amitié transcommunautaire dont les pieds-noirs devaient, par la suite, construire le mythe ; ni une oppression totalitaire cadencée par des interventions policières quotidiennes, par le contrôle de l'espace privé et par un apartheid organisé. Dès lors qu'elles ne faisaient pas ouvertement de politique, les classes moyennes, en particulier, vivaient sans grands drames.

Les classes populaires, les marginaux n'avaient pas cette chance. Du fait de leur exclusion sociale, entre autres, ils campaient à la lisière de la société et faisaient en permanence l'expérience du racisme. Mais il existait, même pour eux, des possibilités d'accommodement, de ruse avec le pouvoir et d'aménagement d'espaces de vie. Ce n'était pas le cas, il est vrai, dans les communes mixtes, mais cela l'était dans les villes — toujours à la condition que nulle action politique ou de résistance à l'arbitraire des caïds, des gardes forestiers, des gendarmes, n'apparût au grand jour, sauf à rencontrer alors le visage de la brutalité coloniale.

Ainsi, le souvenir de cette époque, s'il reste celui d'une société injuste, oppressive, dure et marquée par le déni de toute dignité nationale, peut aussi, en même temps, être le souvenir de moments heureux au quotidien. L'Algérie coloniale, ce n'était pas le ghetto de Varsovie. Ce n'était pas non plus l'apartheid.

Dans l'ensemble, entre Européens et musulmans, les rapports étaient essentiellement d'ordre professionnel. Au cours des années quarante, je n'ai eu connaissance que de deux mariages mixtes : celui du docteur Youssef Kessous et celui d'Abdallah Balaska, un agro-exportateur. Si l'on excepte quelques amitiés qui échappent au poids du racisme,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

les échanges les plus nombreux, familiers et conviviaux, entre Européens et Algériens étaient le fait de syndicalistes. Mais l'usine, l'atelier, le magasin, demeuraient pour chacun une référence moins prégnante que la communauté et le quartier. Ce qui n'interdisait pas, ici et là, la familiarité des retrouvailles au bar, à l'heure de l'apéritif ; des amitiés s'y nouaient parfois. Il arrivait très souvent qu'un Algérien passe et qu'un Européen l'interpelle : « Viens, je t'offre quelque chose. » Bien sûr, l'autre ne restait pas longtemps…

Dans l'immeuble où nous vivions, la famille Boudjellal mise à part, nous avions pour voisins des familles européennes. Entre nous, les échanges étaient à la fois chaleureux et distants. En période de tension politique, la gêne s'installait sans pour autant exclure le souci de l'autre. Ma sœur Hanifa m'a raconté que, pendant la guerre d'indépendance, lorsque les militaires vinrent se renseigner sur la présence d'« Arabes » dans l'immeuble, Mme Chiquel, notre voisine, femme de cheminot, fut interrogée : « Il n'y a pas d'Arabes », déclara-t-elle. Et le 20 août 1955, un autre voisin, Nicolas Lepore, artisan-tailleur, interdit à mon père de sortir de chez lui « parce que c'était dangereux », lui proposant de faire pour lui les commissions du jour.

Notre immeuble donnait à la fois sur la rue principale (Georges-Clemenceau) et sur la rue Théophile-Réguis, face à la caserne Pélissier d'où partirent, un jour, des tirailleurs sénégalais qui, après une rixe dans le quartier réservé, revinrent s'armer à la caserne, et tirèrent sur la population pour se venger. L'événement se produisit au lendemain du 8 mai 1945. On disait alors que les tirailleurs avaient agi avec l'assentiment de leurs officiers, qui voulaient intimider la population.

C'est dans le sport — comme s'il était un substitut du politique — qu'apparaissait avec le plus de force le sentiment d'appartenance communautaire. Il y avait à Skikda trois clubs importants : le Racing-Club de Philippeville (RCP), présidé par le docteur Comolli, l'Étoile de la jeunesse (EJP), présidée par le docteur Gette, et la Jeunesse sportive musulmane philippevilloise (JSMP), présidée par mon grand-oncle Haouès. Quand le Racing-Club ou l'Étoile de la jeunesse affrontaient des clubs musulmans d'autres villes, comme

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Guelma, Annaba, Sétif ou Constantine, les Skikdi soutenaient le club musulman et non celui de leur ville, et voyaient d'un mauvais œil la présence de joueurs musulmans au RCP ou à l'EJP. Cependant qu'au lycée un seul club réunissait des joueurs européens — Gianmarchi, Semper, Cholet — et algériens — Amar Gati, Chérif Beddaï, Khelil Cadi.

Ce qui différenciait Skikda de Constantine, c'était sa fascination pour le modèle européen, et l'influence quasi nulle des notables urbains et des oulémas. À Skikda, on définissait le peuple par opposition aux riches ; on le définissait également par la virilité (*erradjla*) et la bravoure : et on l'opposait aux bourgeois lâches, matérialistes, c'est-à-dire fascinés par les idéaux de consommation, prêts à sacrifier leur honneur et à renier leur communauté pour de menus avantages. Les bourgeois semblaient se singulariser par leur conception censitaire de la vie politique, leur condescendance à son égard, leur égoïsme. Ainsi s'explique le fossé mental qui séparait les bourgeois et le peuple. On le voyait bien à Skikda, où le ressentiment social n'épargnait pas les oulémas, dont le combat contre les superstitions populaires s'apparentait à celui de don Quichotte contre les moulins à vent. Au sein du folklore et à l'ombre de la religion, ces superstitions constituaient l'essentiel de la culture nationale. Si le MTLD rassemblait les masses, c'est parce qu'il ne s'attaquait jamais directement à cette religion populaire. Ainsi, c'est par milliers que les Skikdi se rendaient chaque année à Zef-Zef, près de Skikda, et à Ben Zouit, aux environs de Collo, pour honorer les saints locaux ; et tout en condamnant ces croyances en privé, les dirigeants du MTLD se mêlaient à la population et participaient à ces pèlerinages.

De 1945 à 1948, je fréquentais le quartier européen. Mon correspondant y habitait. J'allais aux cafés bordant la place de Marqué. J'y faisais des belotes, j'y prenais un verre, j'y jouais au ping-pong, ce qu'on ne pouvait pas faire dans la ville arabe. Mes loisirs n'étaient pas ceux de l'ensemble de mes camarades. Mes amis lycéens se distinguaient de moi par le milieu social et les goûts. Abdelhak Kouicem ne se hasardait dans le quartier européen que pour se rendre au cinéma, fréquenté assidûment par les enfants de familles aisées — comme Mokhtar Bouhadja, Bachir Bennaceur, Ahcène Cheriet et

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

moi-même. Mais à cette époque, les beaux quartiers n'étaient pour moi que des lieux de rendez-vous ou de transit.

Je passais des cafés européens aux cafés algériens, à la fois semblables — par la fonction de lien social qu'ils assuraient — et tellement différents. Au café européen, le comptoir jouait un grand rôle : on s'y accoudait, on y bavardait, on multipliait les tournées. Les femmes pouvaient y accompagner leur mari, parfois avec leurs enfants. Au café algérien, souvent moins éclairé, le comptoir était un lieu de passage et le rite des « tournées » offertes et multipliées était quasiment absent. La présence des femmes y était évidemment impensable : c'était un lieu d'hommes. On n'y consommait pas d'alcool mais exclusivement du thé, du café, des sirops. Souvent on y entendait de la musique égyptienne.

Qui dira l'importance de ces cafés, ces salons de coiffure et autres lieux qui constituaient des réseaux ? S'y manifestait la place centrale de la rue dans la sociabilité, dans la formation et la permanence des liens sociaux, et dans diverses formes de contrôle social.

Je découvrais la ville lentement. Le « quartier arabe » était considéré comme un quartier peu recommandable par ceux qui n'en étaient pas, et qu'effrayaient les « classes dangereuses ». En fait, ce n'était pas la Cour des miracles qu'on imaginait. Au contraire, les habitants y étaient soudés, beaucoup plus fortement qu'ailleurs, par des liens patriarcaux, des normes et coutumes. Mais il est vrai que des marginaux y évoluaient : petits délinquants, proxénètes, pickpockets, trafiquants…

La peur qui étreignait les passants issus d'autres quartiers résultait moins du danger réel qu'ils couraient, que du sentiment d'être étrangers et objets de méfiance. (Certes, on retrouvait cette méfiance aussi bien au village.) Bien sûr, des incidents se produisaient parfois à la « Cité indigène ». Un jour que je revenais du stade — circonstance exceptionnelle, car les matchs de foot ne m'intéressaient guère —, je traversai seul cette cité. Un groupe de jeunes m'entoura : « Ton fric ! » Je donnai les 25 francs que j'avais et m'en allai.

Un autre jour, un camarade se fit littéralement draguer par une jeune fille qui l'amena dans le bois de pins au-dessus de la ville. Surgirent alors deux gars : « Salaud ! Tu débauches ma

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

sœur… » C'était évidemment un coup monté avec la complicité de la fille. Mon copain prit ses jambes à son cou après avoir laissé son argent aux agresseurs. De tels déboires nous incitaient plutôt à nous déplacer en bande.

Mais ils nous changeaient, aussi, de la vie au village où tout le monde se connaissait et se saluait. De telles aventures y étaient inimaginables, ce qui expliquait, en partie, la peur des villageois. Et pourtant, à El-Arrouch aussi, quand les villageois avaient affaire à des gens venus des campagnes reculées, ils prenaient plaisir à leur jouer de mauvais tours, voire à les piller. De sorte que les victimes considéraient El-Arrouch comme les Arrouchois considéraient Skikda. Malgré tout, ce qui caractérisait les relations privées de l'époque, c'était cette espèce de symbiose entre chacun et les siens.

On m'avait inculqué la peur des grands rassemblements. Je l'ai vite surmontée. J'ai commencé à m'aventurer dans les cafés et les salons de coiffure, lieux où l'on pouvait mesurer l'influence du nationalisme populaire. J'ai d'abord fréquenté le café des frères Loukil, des parents par alliance. J'y retrouvais, en compagnie de Majid Loukil, une partie de la jeunesse philippevilloise. Hocine, cousin de Majid, gérant d'une station d'essence, me signalait les indicateurs de police qui stationnaient là aux aguets. De temps à autre, l'inspecteur de police Mahfoud Chelli passait subrepticement, jetait un coup d'œil alentour pour manifester sa présence, puis s'éclipsait.

Changeant de quartier, je me rendais vers la mosquée de Sidi Ali Dib, saint patron de la cité, et me mêlais aux militants qui se donnaient rendez-vous au café de Mohammed Djemaï, ex-fonctionnaire de la sous-préfecture, licencié pour son appartenance au MTLD.

J'y suis allé une première fois pour une séance de réconciliation avec un champion départemental de boxe, Ali Abdennour. L'histoire a son intérêt. En compagnie de Khaled Zitoun, j'avais fait le mur du lycée pour participer à une réunion. Nous rencontrâmes, sur le chemin du retour, une ravissante jeune fille. Khaled tenta de la draguer. Elle appela et nous vîmes approcher Ali Abdennour, un homme de stature imposante, en habit de peintre.

« Il vaut mieux nous excuser, dis-je à Khaled.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

— Laisse-moi faire », répondit-il.

À peine l'autre arrivait-il à sa hauteur qu'il lui décocha un coup avec sa tête, ainsi que des coups de poing. Nous détalâmes jusqu'au lycée…

Le dimanche suivant, Ali Abdennour nous attendait devant le lycée avec ses amis. Un militant courut avertir la direction locale du parti. Un syndicaliste, Gas Hanachi, vint nous chercher. Sous son autorité, au café de Mohammed Djemaï, nous nous réconciliâmes avec Abdennour. (Celui-ci devait mourir au maquis en 1955.)

Le dimanche, nous faisions la « tournée des popotes ». Au faubourg de l'Espérance, nous nous rendions au café d'Ali Tabouche, proche de la « Cité indigène » et point de départ de la manifestation de 8 mai 1945. S'y côtoyaient militants et petits notables des villages environnants à la recherche d'aventures. Plusieurs salons de coiffure, tenus par des conseillers municipaux MTLD, jalonnaient l'espace urbain. Nous allions chez Messaoud Kabrane pour nous initier à l'histoire locale du parti ; chez Ahmed Hamerlaïne pour les débats d'idées ; chez Didouche pour connaître la vie privée cachée des « évolués ». À partir de 1952, je tins moi-même salon chez Chérif Dernaoui, où travaillait mon oncle maternel, Mohammed Salah Kafi. J'y retrouvais les El-Arrouchois, ainsi que Mostefa Benchikha et Mabrouk Abda, militants de Guelma inscrits à l'École d'agriculture.

Avec Rabah Kaouane, je découvrais les lieux qui avaient marqué l'histoire du parti, notamment la maison d'Aïssa Boukerma, 8, rue Tisset, où, sur renseignement, la police devait, en août 1950, déterrer cinq mousquetons et quatre mitraillettes cachés dans le jardin. Trépané et devenu sourd après quinze jours de torture, Aïssa garda le silence, protégeant ainsi certains de ses camarades, impliqués comme lui dans des activités paramilitaires.

De temps à autre, nous nous risquions au hammam Tarfaya, lieu de convivialité où l'on rencontrait les sportifs du lycée, des externes, Chérif Beddaï, Belkacem Bouchouka, Hamid Hamrakroua, tous futurs médecins.

Tous ces noms, tous ces compagnons d'alors, j'essaie de les évoquer tels qu'ils étaient à l'époque, celle où leur avenir n'était pas écrit. Mais comment m'empêcher de superposer aux visages d'antan ceux du héros, du martyr ou de l'homme

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

habile que sont devenus tel et tel ? Parler d'eux, les nommer, c'est à la fois souligner comment une vie se transforme en destin et rappeler que, derrière des notions simples comme celle de « peuple », il y a des hommes, chacun avec son lot de courage ou de peur.

Avant d'évoquer mon entrée dans l'action militante et mon adhésion au MTLD, il me faut mieux situer, pour le lecteur, ce qui serait un chemin cahoteux, difficile, mais que je ne regrette pas. Mes incertitudes, mes naïvetés étaient nécessaires à mon apprentissage d'homme et de citoyen d'une cité qui restait à construire. Donc, j'ai adhéré au MTLD et suis devenu militant d'un parti. Mais qu'était ce *parti* ?

Peut-on le réduire à sa seule fonction d'instrument destiné à prendre ou à conserver le pouvoir, et ignorer qu'il était aussi une communauté de conviction, dont les membres partageaient, avec une intensité variable, le sentiment de leur appartenance ? Un producteur de messages, d'appels émouvants et mobilisateurs et de symboles partagés ? Cette dimension socio-affective du MTLD est d'autant plus importante que ce parti s'identifiait au peuple et charriait une conception organique de la société. Allah est Un, la Nation est Une, le Peuple est Un, la vérité est Une. Pourquoi donc plusieurs partis ? Dès lors que le MTLD voulut s'imposer comme l'incarnation de l'Un, le fusionnel l'emporta sur l'individualisme. Militants, nous nous faisions mystiques et sourds au discours de l'autre.

Les partis de ce type s'offrent, indépendamment de leur objectif, comme un lieu de sécurité affective et d'identité par l'inscription de l'adhérent dans un espace collectif fort. Ainsi en fut-il des partis ouvriers du XIXe siècle qui ripostaient — et pas seulement politiquement — à toutes les dépossessions, toutes les solitudes, toutes les errances, et qui offraient à la fois la chaleur d'un lieu et la haine de l'inhumain qu'incarnait l'Autre social. Cette dimension socio-affective, avec ce qu'elle implique pour la psychologie du militant, je l'ai évidemment connue, puisque je ne parvenais plus à distinguer vie privée et action politique.

Ma vie quotidienne devint inséparable de la structure organisationnelle dont j'étais membre. Pour moi, l'organisation n'était pas un instrument. Telle un père symbolique, elle

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

acquit à mes yeux une sorte de sacralité et engendra en moi — fidèle plutôt qu'adhérent — une double conscience : conscience *coupable*, car je me sentais toujours en dessous de ma tâche ; et conscience *triomphante*, car j'avais le sentiment d'être l'agent historique d'une cause sacrée. Et ma joie, notre joie militante, se nourrissait des cris de rage attendus de nos adversaires humiliés. Car nous vivions dans la certitude d'une victoire que ne sauraient contredire les aléas de la conjoncture.

Mais il serait erroné de déduire de ces ressemblances partisanes que le MTLD était identique aux mouvements idéologiques militants que furent, par exemple, les partis ouvriers d'Occident (et plus particulièrement les partis communistes européens), où le politique est autonome. Le MTLD s'inscrivait dans une société où le consensus était culturel et religieux avant d'être politique. Le parti n'était donc pas, à proprement parler, l'émetteur, le producteur de signes, il était en fait le médiateur des signes qui venaient d'un Ailleurs. Le parti était soutenu spirituellement par un implicite religieux ; il n'était pas fondateur, il n'instituait pas une communauté qui l'aurait précédé et qu'il aurait ratifiée. Il n'était donc pas le père d'une religion séculière.

La conséquence est d'importance. Les partis communistes, quand ils accédaient au pouvoir, voyaient dans leur idéologie leur légitimation et leur onction. En Algérie, quand le FLN établit son monopole politique, il n'imposa nullement la domination d'une idéologie (quelle idéologie ?) mais celle d'un groupe. La spiritualité de la société n'était pas investie dans le FLN, elle demeurait ailleurs : la société civile devait se différencier du politique, voire s'y opposer, en se tournant vers ce qui la cimentait, à savoir la religion, lieu où elle se réfugiait, loin du politique perçu comme une réalité purement contingente et extérieure.

Je devais retrouver tout cela tout au long de mon parcours. Si j'en ai pris progressivement conscience, c'est grâce à mon éducation et à ce que mon père avait su faire de moi : un homme suffisamment averti de ses responsabilités individuelles pour ne les déléguer à quiconque, pour refuser l'adhésion aveugle ; un homme animé d'une espèce de fierté qui lui interdit de se soumettre tant qu'il n'est pas convaincu. C'est là

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

une fierté aristocratique que je revendique, en hommage à mon père.

Il ne faut donc pas analyser le MTLD comme on analyserait le PCA (Parti communiste algérien). Le MTLD était moins un mouvement de proposition d'un nouveau type de société, qu'un mouvement de résistance ; et la population le voyait ainsi. Du reste, c'est aussi de cette façon qu'elle voyait les autres partis, dont elle déplorait l'éparpillement. Mon grand-père Salah, par exemple, donnait de l'argent à tous les partisans quêteurs. Un jour, après le passage d'Abbas Bencheikh El Hocine, qui quêtait pour les oulémas, arriva Mohammed Salah Bouslama, qui quêtait pour les communistes. Mon grand-père lui donna de l'argent et, souriant, lui déclara : « Je ne t'en donne pas autant qu'à lui. Et si tu mets mon nom dans votre journal, tu n'en auras plus. »

Contrairement au PCA, le MTLD n'avait pas de doctrine. Il avait des buts politiques qui, avec le FLN, allaient devenir des objectifs de guerre. Il n'existait pas, au MTLD, d'écoles de formation des cadres, lesquelles sont souvent, dans les mouvements idéologiques militants, des écoles de déracinement et de formation d'« hommes nouveaux », fonctionnaires mystiques d'une religion séculière. Nous empruntions facilement à d'autres des éléments hétéroclites de leur doctrine, et adoptions leurs méthodes lorsqu'elles nous semblaient efficaces. La vie du mouvement, son histoire, tenaient entièrement dans l'activité de ses membres. Leurs initiatives comme leurs méthodes variaient selon les individus et les milieux. Pour reprendre une boutade de Ramdane Abbane, l'un des leaders de la révolution, à qui on demandait en 1957 quelle était la ligne du FLN : « La ligne, vous la connaîtrez quand vous en sortirez. »

Ce n'est donc pas une réflexion politique qui m'amena au MTLD, à l'âge de quinze ans. Mon adhésion fut le fruit de mon patriotisme. J'étais profondément blessé par la situation coloniale qui rendait l'Algérien étranger en son propre pays, et je ressentais la présence française comme une occupation. (Ma culture de la Résistance française acquise dans l'après-guerre m'invitait à faire ce rapprochement. Je ne découvris que bien plus tard les pièges de l'analogie.)

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

J'étais indigné aussi par la fracture qui séparait les Algériens riches des pauvres : les nantis, qui faisaient la charité pour se donner bonne conscience ; et les autres, démunis de tout. Mon esprit opérait une symbiose entre libération nationale et révolution sociale. En vertu de cet amalgame confus, la colonisation française passait à mes yeux pour l'unique cause de la misère, de l'humiliation, et de l'état social du pays. D'où mon engagement dans un radicalisme nationaliste. Par une de ces ruses de la raison, les « Français d'Algérie », qui connaissaient en leur sein la même fracture sociale, allaient la dépasser, à l'aube de la guerre de libération, en se ralliant à un nationalisme de « petits Blancs » (à de notables exceptions près, qu'il serait injuste d'omettre).

La guerre d'Algérie serait aussi cela : une guerre entre un nationalisme authentique et un nationalisme artificiel. L'histoire ne sera pas tendre pour ces Français qui se pensaient si fortement d'Algérie, égarés qu'ils étaient par l'amour d'une terre qu'ils pensaient être la leur, et qui ne pouvait l'être.

À la fin des années quarante, nous avions le choix entre quatre courants organisés.

— L'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA), héritière des « Jeunes Algériens » du début du siècle, et de la Fédération des élus des années trente, qui aspiraient à la citoyenneté française. Dirigé par Ferhat Abbas, c'était un parti de personnalités. Il visait la formation d'un État associé à la France et se voulait mixte. Son comité central comprenait un Français, Roland Miette, mais les Européens ne se reconnaissaient pas en lui. À Skikda, il attirait les gros commerçants et une fraction de l'intelligentsia.

— Les réformistes musulmans : regroupés depuis 1931 dans l'Association des oulémas fondée par cheikh Abdelhamid Ben Badis, ils défendaient l'officialisation de la langue arabe, la séparation de l'État colonial et de l'islam, dont ils se voulaient les seuls représentants. Partisans d'une issue pacifique à la question nationale, ils adoptèrent dès 1946 la démarche politique de l'UDMA, tout en s'en démarquant radicalement sur le problème de la sécularisation.

— Le Parti communiste algérien : né officiellement en 1936, il était l'héritier de la Fédération algérienne du Parti communiste français. Composé d'Européens et de

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

musulmans, il souffrait de deux maux fondamentaux qui l'empêchaient d'appréhender correctement la question nationale : il avait une vision simpliste de la sociologie politique, du nationalisme et de la culture ; et son alignement inconditionnel sur le PCF lui imposa des analyses et des stratégies étrangères à la réalité algérienne. Ces faiblesses constitutives lui interdisaient de dominer les antagonismes ethniques de sa clientèle.

— Le populisme, représenté successivement par l'Étoile nord-africaine (ENA, 1926-1937), qui naquit du PCF mais se sépara radicalement de lui en 1933, puis par le Parti du peuple algérien (PPA, 1937-1946) et son double légal, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD, 1946-1954). Partisan de l'indépendance, ce parti avait pour fondateur et pour leader Messali Hadj.

Mon engagement s'inscrivit dans une conjoncture mobilisatrice, celle des années 1947-1948. Comme celui des jeunes qui m'entouraient, cet engagement était spontané, pour ainsi dire naturel. Mais il l'était parce que d'autres, avant nous, avaient réussi à faire du MTLD un mouvement de masse, contre lequel les moyens de la police et de l'administration devenaient inefficaces. Évidemment, nous avions aussi la volonté de rompre avec l'attitude de nos pères, de nous poser en nous opposant, comme toute nouvelle génération. Cependant, notre opposition ne se voulait pas rupture, mais aboutissement de l'action de nos pères, continuité en mouvement.

C'est ainsi que les lycéens eurent l'idée d'organiser les femmes de la ville. Ces femmes ne sortaient guère et étaient tenues à l'écart des vents nouveaux. Jusqu'alors, on s'était contenté de les faire cotiser. Nous comptions sur la scolarisation des filles pour faire accepter la suppression du voile et de la claustration. « Les dirigeants du parti doivent donner l'exemple », disait Messaoud Guedroudj, responsable local et marchand de lait de son état. C'est une lycéenne, Djamila Tahraoui, qui s'occupa des femmes, avec la sœur d'un clerc de notaire, Mlle Laouedj.

De même, des lycéens attirèrent énergiquement l'attention des responsables du parti sur la nécessité de suivre la scolarité des enfants des classes populaires dans les écoles françaises, et d'organiser des cours de soutien à leur intention. Ces cours,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

c'est moi qui les assurais : je gardais en mémoire l'enseignement de Mme Chabbas sur l'importance, pour les classes pauvres, de la promotion sociale par l'école.

Au lycée, notre influence était sans partage. Nous formions le projet de créer une association mixte de lycéens et de lycéennes. Une partie du personnel nous soutenait officieusement. Nous pouvions sortir la nuit sans problème. À partir de 1951, nous avions même des clés, grâce à Ahcène Rahem. Ce fils d'un agriculteur de Jemmapes (Azzaba) fut arrêté pour avoir écrit sur les murs des slogans favorables au MTLD, et échappa de justesse à la prison. À propos de la violence policière dont il fut victime lors de son interrogatoire, Ahcène évoqua Voltaire, son attitude dans l'affaire Calas et son *Traité sur la tolérance*. Ce qui valut à notre professeur de français une convocation à la sous-préfecture, où il dut s'expliquer sur son enseignement. Certains enseignants adhéraient à l'interprétation coloniale de la conquête de l'Algérie : nous chahutions leurs cours, ce qui les obligea à ne plus parler de cette conquête.

Comme beaucoup d'autres de mon âge, je devins un de ces jeunes disponibles que les militants organisés appelaient à la rescousse en cas de besoin. De fait, j'étais en attente d'une intégration qu'un grave accident différa. À la suite d'une chute de cheval, j'eus une triple fracture — dont une ouverte — au bras et à l'épaule gauche. Je mis des mois à m'en remettre.

« Je ne te demande pas de militer activement », me dit un jour Omar Saouli, élève de la classe de philo et originaire d'El-Milia. « Il te suffira de prendre le journal du MTLD, [à l'époque *Al Maghreb al arabi*]. Lis-le et fais-le circuler. Chaque lecteur devra verser le prix du journal. » Saouli me demanda également de « collecter de l'argent pour la Palestine arabe ». Au nom des lycéens, je devais enfin revendiquer, auprès du proviseur, M. Viala, un jour de congé pour l'Achoura, fête religieuse musulmane. Je m'attirai la réponse suivante : « Vous n'aurez pas de congé, et si vous n'êtes pas contents, allez vous plaindre à Ferhat Abbas ou à Messali. »

Cette même année 1949, Pierre Souyri arriva au lycée. Ce professeur d'histoire était alors de sensibilité trotskiste. Il devait plus tard faire partie de l'équipe de la revue *Socialisme ou Barbarie*, y publiant des articles sur la révolution chinoise

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

sous le pseudonyme de Pierre Brune, avant de quitter cette revue pour animer *Pouvoir ouvrier*. Ce sont les cours de Pierre Souyri qui éveillèrent mon esprit au marxisme. Pour nombre d'entre nous, il fut, sans d'ailleurs s'en rendre compte, une référence. Je devais le lui apprendre quand je le revis par hasard, un jour de 1957.

En 1950, Abdelhamid Maatallah, élève de math-élem, m'appela à la section lycéenne du MTLD. En juin 1951, je lui succédai à la tête de la section ; ma candidature au poste de responsable avait été proposée par Abdelhak Kouicem. Je fus élu à l'unanimité moins une voix, celle d'un outsider, Mahieddine Attoui, mon aîné, qui m'avait précédé au MTLD. On m'aurait choisi pour ma solidarité avec tous ceux qui avaient des difficultés à suivre les cours et que j'aidais. J'étais pourtant un élève moyen : mes professeurs trouvaient que je n'avais pas l'esprit scolaire. L'un d'eux, M. Shall, qui m'avait suggéré de suivre des cours de mathématiques avec lui, s'était heurté à un refus poli. Il se mit à me persécuter et m'affubla d'un sobriquet, « Ouistiti », que mes camarades reprirent un temps. « Votre sourire sarcastique m'agace », me disait-il. Il en agacerait bien d'autres après lui…

Je m'étais engagé sur la base d'idées sommaires : indépendance et lutte armée. Dans le feu de l'action, j'allais découvrir les problèmes de tactique — celui des alliances, par exemple — ou de société, de notre attitude face à la religion, des rapports entre les sexes, le problème, enfin, de la minorité européenne. Le recrutement, les collectes d'argent, la recherche de dons, les inscriptions murales, la participation au sabotage des meetings de nos adversaires politiques, accaparaient une grande partie de mon énergie. Je me souviens en particulier du jour où nous avons empêché Ferhat Abbas et l'un de ses lieutenants, Ahmed Boumendjel, de prendre la parole. Ils ont dû évacuer précipitamment la salle, sous les quolibets de la foule. La police laissa faire et ricana lorsque Boumendjel protégea Abbas en faisant rempart de son corps.

L'événement fit scandale. Les gens d'El-Milia et de Djidjelli réagirent, se divisant en clans, notamment au marché couvert. Pour apaiser les esprits, Guedroudj imputa l'incident aux « débordements » de la foule. Quelques jours plus tôt, le docteur Bendjelloul avait connu à Azzaba le même sort qu'Abbas.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Ce jour-là, les Skikdi avaient envahi la bourgade d'Azzaba sur l'instigation de Mohammed Gherbi, du MTLD. Au moment où Bendjelloul prenait la parole, Gherbi s'écria : « Regardez bien cet homme : en 1936, il voulait effacer notre identité et nous faire porter des chapeaux, comme les Français » — allusion à l'assimilation que préconisait Bendjelloul. À ces mots, l'assistance se rua sur la tribune. Dans la mêlée, cheikh Lakani Fadel, *mokkadem* (substitut du cheikh) de la confrérie des Hansala, perdit son burnous et son turban. Le caïd Maatallah s'esquiva. Avant d'en être les victimes, nous fûmes ainsi les acteurs de ce climat de violence et d'intolérance.

La notoriété de Bendjelloul avait pourtant éclipsé, pendant les années trente, celle de tous les autres leaders algériens, y compris Ben Badis. Resté fidèle à son idée d'assimilation de l'Algérie à la France, il se trouva dépassé au cours de la décennie suivante.

J'étais disponible pour tout, à n'importe quelle heure, toujours au détriment de ma scolarité ; bref, *je militais*. Toutefois, je ne suis jamais parvenu à imposer la pétition comme moyen d'action : « Laissons cela aux communistes », me disait-on. C'est à travers mon action militante que je découvris la ville, les solidarités nouvelles qui émergeaient, et qu'incarnait un mot magique : *nation*.

L'adhésion au parti se faisait selon un rite. On lui jurait fidélité sur le Coran. Cette procédure était épargnée aux lycéens. Il nous suffisait de prêter serment. Alors que dans les cellules de la ville, les réunions commençaient toujours par « Au nom de Dieu… », nous commencions les nôtres « sous la présidence d'honneur de Messali Hadj ». Nous devions cependant faire la preuve de notre capacité à prendre des risques. C'est ainsi qu'un jour Mohammed Gherbi, chef de la *daïra* (région) de Skikda en 1953, me demanda d'aller à la gare de Damrémont chercher des armes. Je m'y rendis et attendis en vain. Enfin, je vis arriver Gherbi, qui m'indiqua que l'opération avait été décommandée. Devenu plus tard un ami intime, il m'avoua que cette « mission » n'avait été qu'une mise à l'épreuve. Je m'en étais douté, et j'avais décidé de dispenser ceux que je recrutais de pareilles formalités.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Le volontarisme tenait une grande place dans ma démarche politique. J'étais fasciné par le rêve de la modernisation. Ma génération ne reculait pas devant l'idée d'engager notre peuple, fût-ce par la contrainte, contre ceux qui récusaient notre culte de la science, notre foi dans la raison et le progrès. Il nous fallait rattraper notre retard pour assurer à notre pays une place en tant qu'État dans le concert des nations, quitte à sacrifier une culture que les oulémas rattachaient à l'islam. Nous pensions naïvement que l'indépendance suffirait à opérer tous les bouleversements qu'exigeait ce projet et à fonder les libertés dont nous étions privés. Ce n'est donc pas par hasard que l'idée d'une modernisation autoritaire se trouvera intégrée à l'État algérien indépendant. Adolescent, j'ignorais que cette voie convenait parfaitement aux couches en voie d'ascension sociale, toutes tendues vers l'avenir. En associant l'amour du peuple et la transformation sociale à la doctrine positiviste, nous jetions en fait les bases d'une religion nouvelle.

Mais comment définir le peuple, si ce n'est par toutes les formes de luttes que je découvrais à Skikda ? L'exigence nationale et la revendication sociale étaient imbriquées dans un tout où le peuple affirmait son existence. On ne comprendrait rien à la psychologie ni à la politique algériennes si l'on ne tenait pas compte de cette réalité. Pour moi, la bourgeoisie n'incarnait pas seulement une condition sociale. Elle désignait l'ensemble de ceux qui éprouvaient à l'égard des Français un complexe d'infériorité, qui considéraient leur fréquentation comme une promotion et un signe de distinction, qui finissaient par ne plus percevoir le racisme dont ils étaient l'objet. Ils étaient en conflit avec un passé qu'ils ignoraient, un passé revu et corrigé par les vainqueurs. C'étaient des âmes serviles qui aspiraient à s'élever en faisant de leurs compatriotes des êtres soumis.

Cependant la distinction entre le peuple et ces « bourgeois » — dont ne me séparait qu'une frontière politique — me renvoyait inéluctablement à la religion. Comme beaucoup de bourgeois, j'ai vécu des mutations de croyance, de sensibilité, de mode de vie. Et je souhaitais que soient débattues ces mutations qui mettaient en cause les conservatismes. Or le MTLD estimait inutile, voire nuisible à son audience, toute discussion sur la religion.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Il arriva même, en 1951-1952, que suite à un voyage de Mourad Kiouane (frère d'un dirigeant du MTLD) au Pakistan, le responsable de la presse et de l'information du parti nous inondât de littérature religieuse. Certes, nous étions, d'une certaine manière, prisonniers d'une situation créée par la France : nous voulions obtenir pour l'islam la liberté religieuse qui lui était refusée, alors qu'elle était accordée au judaïsme et au christianisme. Et nous nous disions que la compétition avec les oulémas nécessitait quelques précautions. L'allégeance au parti nous imposait donc un discours sans lien avec nos convictions personnelles. Car les agnostiques étaient nombreux au lycée : les théories de Darwin et de Lamarck sur l'évolution des espèces avaient fait leur œuvre. Certains, dont j'étais, saisissaient le lien profond mais caché entre le principe d'autorité et la religion telle que nous la percevions.

Mais au sommet du parti, les dirigeants évitaient de clarifier, de s'affronter sur la question religieuse. Leur mutisme profitait à ceux qui en faisaient le fondement de leur politique. J'en étais conscient, mais le MTLD m'apparaissait alors, malgré ses limites et ses ambiguïtés, comme le seul mouvement capable de changer le cours des événements. Ce serait une erreur de croire que, pour nous, la religion était taboue. Pour autant, je ne partageais pas l'opinion des cyniques, qui estimaient que la religion était nécessaire au peuple ; et je n'approuvais pas non plus ceux qui en faisaient une arme contre le PCA, notre concurrent dans le monde du travail, sur l'importance duquel Pierre Souyri avait attiré mon attention.

En 1950 — j'avais dix-sept ans — je me liai avec deux militants affectés à l'action syndicale : Ahcène Bouzemioua, surnommé « Ahcène Camarade », pour la campagne suburbaine ; et Mohammed Gas (dit Hanachi), pour la ville.

J'arpentais avec Bouzemioua les fermes coloniales de Damrémont, Valée et Saint-Antoine, et plus particulièrement les domaines Barrot, Béni Béchir, Zef-Zef (qui seraient le théâtre, avec la cité minière de Filfila, de l'insurrection du 20 août 1955). Dans ces villages, les ouvriers agricoles constituaient à nos yeux une force sociale au service d'un patronat étranger. Hantée par la précarité du travail et l'irrégularité des

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

revenus, cette main-d'œuvre dépendait beaucoup des recruteurs intermédiaires. Bouzemioua me fit remarquer l'importance, de ce point de vue, des réseaux d'influence : l'action politique prenait largement appui sur la famille étendue et sur les alliances matrimoniales.

Plus que la foi, le langage de l'islam m'apparut comme une matrice importante dans la gestion de la vie quotidienne. Nos luttes éthiques et politiques prenaient le visage d'êtres en chair et en os, à la recherche d'une communauté nouvelle. Le MTLD était, pour ces ouvriers agricoles, à la fois un lieu de parole et un directeur de conscience. Mais ils ne le suivaient pas aveuglément. Un jour, à Damrémont, j'entendis un jeune homme aux allures de prédicateur dénoncer, dans un langage direct adapté à un public rural, l'« immobilisme de la direction » du parti. L'auditoire était ravi. Ce jeune homme s'appelait Hamadi Krouma. C'était un *fellah*. « Depuis plus d'une année, nous reprocha-t-il au cours d'une réunion, vous ne nous parlez que du Mémoire [2]. Or aujourd'hui, il y a une guerre à nos portes, celle du peuple tunisien. Qu'attendons-nous pour nous joindre à lui ? Doit-on vous croire quand vous parlez de l'unité du Maghreb ? » Lors de la scission du MTLD en 1954, Hamadi Krouma devait suivre Messali. Il passa ensuite au FLN, et mourut au combat.

En 1962, je devais apprendre que les gens de cette région, que j'avais sillonnée en 1951 et 1952, étaient passés au maquis par familles entières : cinq hommes chez les Zatout, six chez les Bouafia, trois chez les Sayoud, trois chez les Bekkouche…

Avec Mohammed Gas (dit Hanachi), je suivis en 1951 la grève des mineurs d'El-Alia, qui dura un mois. J'aidai Gas à mettre au point les résolutions destinées à l'Union locale de la CGT, alors contrôlée par le PCA. Gas était un vieux routier du syndicalisme. Personnage haut en couleur, au verbe tonitruant, il avait été chargé, en 1944, par le PPA, du noyautage des Jeunesses communistes. Intégré en 1947 à l'organisation paramilitaire du parti, l'OS (Organisation spéciale), il s'orienta à nouveau vers l'action syndicale en juillet 1950, après la répression contre l'OS. Il anima dans le Constantinois

2. Allusion à un document du MTLD de 1949, condamnant l'inclusion de l'Algérie dans le Pacte atlantique.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

un groupe de syndicalistes, dont Rabah Djeffal et Mohammed Maghlaoui (dit Laïfa). Ce dernier allait mettre sur pied les comités de chômeurs.

Au sein du parti, Gas s'opposait à ceux qui sous-estimaient le travail syndical. De sorte qu'on le soupçonnait de faire le jeu des communistes. En effet, le PCA contrôlait les syndicats, alors que son audience électorale atteignait à peine le dixième de celle du MTLD. Mais notre parti ne s'intéressait guère aux revendications concrètes.

Je soutenais la position de Gas auprès du chef de la *kasma* (section locale), Messaoud Guedroudj : il nous suffisait d'inciter nos partisans à entrer dans les syndicats, plaidais-je, et à s'acquitter à temps de leurs cotisations, pour l'emporter sur les communistes, puisqu'à la base nous étions largement majoritaires. Si au sommet du syndicat on retrouvait des communistes, c'était parce que leur clientèle — cheminots, postiers, agents hospitaliers — payait ses cotisations et assistait nombreuse aux congrès.

Nous engageâmes donc une campagne auprès des syndicats « Pâtes et boulangers », auprès des ouvriers agricoles, des dockers, des ouvriers primeuristes et des communaux, pour leur faire payer leurs cotisations. Des événements imprévus allaient nous faciliter la tâche.

Pour entraver la vente de notre journal, *L'Algérie libre*, qui avait pris la suite d'*Al Maghreb al arabi*, la police exerçait une pression constante sur les diffuseurs. À Collo, Amar Boukikaz fut arrêté avec cinquante exemplaires du journal. À Skikda, le 24 octobre 1952, Messaoud Guedroudj fut arrêté avec 1 100 exemplaires de *L'Algérie libre* en sa possession. Le chef de la *daïra* à l'époque, Abdelhafid Boussouf, condamné par contumace pour sa participation à l'organisation paramilitaire du MTLD, ordonna une riposte immédiate. Une manifestation fut organisée. Un policier tira sur la foule. Il y eut un mort, Saad Djaballah, qui tomba à quelques centimètres de mon frère Mahmoud. Il s'ensuivit des émeutes, à Skikda et ailleurs [3].

3. De ces émeutes, l'ancien directeur de la Sûreté en Algérie, Jean Vaujour, devait donner, dans un livre très documenté, *De la révolte à la révolution* (Albin Michel, Paris, 1985), une version inexacte. Les manifestants se dirigèrent vers le commissariat pour réclamer la libération de Guedroudj. Leurs intentions étaient pacifiques : ils avaient pour

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Le lendemain de la manifestation du 24 octobre, plusieurs conseillers municipaux et responsables locaux du MTLD furent arrêtés, parmi lesquels Mohammed Lahouel, Ahmed Hamerlaïne, Salah Saadi, Gas Hanachi… René Arrus, responsable syndical des cheminots et membre du PCA, avait été témoin du drame. Il refusa pourtant de témoigner en faveur des accusés, mettant son parti — qui devait l'exclure, pour racisme, en mars 1953 — en mauvaise posture face aux ouvriers musulmans qui lui étaient favorables.

Du fait du racisme de nombreux ouvriers européens, le PCA devait perdre, en décembre 1953, le contrôle de la CGT à Skikda. Plus que tout autre, ce syndicat était un lieu de contact entre Européens et musulmans. Mais à mesure que les luttes politiques et syndicales prenaient de l'ampleur, on assistait à une polarisation de l'une et l'autre communautés. Ce phénomène nous apparut clairement en mai 1952, lorsque les fonctionnaires et les cheminots européens — qui voulaient nous associer aux campagnes en faveur d'Henri Martin et de Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, poursuivis en France — refusèrent de participer à la grève de protestation contre la déportation de Messali. L'internationalisme était manifestement à sens unique. La clientèle européenne du PCA n'arrivait pas à raisonner ni à agir indépendamment du statut colonial de l'Algérie, et de la souveraineté de la France.

Le conflit avec l'intérêt national prit un tour nouveau à Skikda quand notre parti proposa d'interdire les mutations de fonctionnaires français en Algérie et d'arrêter l'immigration européenne afin de garantir des emplois aux Algériens musulmans. C'est dans cette confrontation avec les communistes — plus qu'avec l'UDMA ou les oulémas — que ma pensée politique mûrit et s'éloigna du prosélytisme messianique.

Le PCA faisait de l'union entre les partis un objectif important. Au lycée, son unique militant, Chebine, originaire de Bougie, nous harcelait dans ce sens. Que devions-nous, que

---

consigne d'éviter toute provocation. La colère s'empara d'eux au moment où la police tira. Le service d'ordre du parti fut alors débordé. Par ailleurs, *L'Algérie libre* était un journal autorisé — et non interdit — imprimé à Alger. Ahmed Mezerna, son directeur, était un ancien député. *L'Algérie libre* fut saisie dans plusieurs localités.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

pouvions-nous lui répondre ? Je me tournai vers Messaoud Guedroudj, chef de la section locale du MTLD, qui m'invita à prendre conseil auprès d'Abdallah Toumi.

Boulanger de son métier, autrefois ouvrier, Abdallah Toumi avait adhéré à l'Étoile nord-africaine en 1936. Au début des années cinquante, il se trouvait à Skikda avec Mohammed Lahouel, frère du secrétaire général du parti (Hocine Lahouel), et Messaoud Kabrane. Toumi était la mémoire de l'organisation. C'est par lui que j'appris la genèse de l'Étoile nord-africaine, dont il attribuait — de façon contestable — la paternité à Messali. Il m'exposa les divergences entre ce dernier et le PCF, les heurts au sujet de l'alliance au sein du Congrès musulman [4], en 1936 ; et les conflits entre les Amis de la démocratie [5] et les Amis du manifeste et de la liberté (AML) [6] en 1944. De ce qu'il me raconta, je tirai trois conclusions :

— le PCA n'est pas un parti algérien comme les autres, mais une excroissance du PCF ;

— il a toujours sacrifié les intérêts de l'Algérie à ceux de l'Union soviétique ;

— il ne cherche l'union avec le MTLD que pour l'attirer dans le giron de celle-ci.

Grâce à Pierre Souyri, qui analysait les problèmes dans une perspective internationaliste, je devais apporter des nuances et des ajouts à ce diagnostic, et me demander pourquoi des Algériens choisissaient malgré tout le PCA… Cependant, tout en admettant sa thèse selon laquelle notre lutte faisait partie d'une dynamique mondiale, celle du passage du capitalisme au socialisme, je restais dans le cadre d'un patriotisme communautaire.

À Skikda, la question de l'union des partis se posait dans un contexte politique et social particulier. Notre hégémonie politique était écrasante. Seul le club local de football, la Jeunesse sportive musulmane philippevilloise (JSMP), échappait à notre contrôle. Il était présidé, comme on l'a vu, par

4. Réunissant les oulémas, les communistes et les réformistes laïcs, le Congrès musulman soutenait le projet Blum-Violette, qui visait à accorder la nationalité française à près de 21 000 Algériens.

5. Qui regroupaient, sous la houlette du PCA, les partisans d'une stratégie strictement antifasciste, au détriment de la question nationale.

6. Voir *supra*, chapitre 2, note 3, p. 45.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

mon grand-oncle Haouès, élu par des joueurs dont beaucoup étaient nationalistes mais qui, tous, vivaient du club. Dans le parti, on les accusait de ce fait de « matérialisme sordide ». Cela nous amena à créer un club rival, le Widad Athletic philippevillois, dirigé par Bachir Boukadoum, receveur de car, et Mohammed Djemaï. Le WAP ne devait jamais supplanter la JSMP : il demeura un petit club.

Pour nos militants, l'idée d'unir le MTLD à des groupes peu représentatifs au plan local n'avait aucun sens puisque — disaient-ils — le peuple était avec nous. C'était oublier que Skikda et le Constantinois n'étaient pas l'Algérie. Par ailleurs, la répression qui s'était abattue sur le parti plaidait en faveur de l'union. Mais quelle union ?

La direction en fit son affaire. La fraude électorale qui marqua les élections législatives de juin 1951 l'obligea — il n'y a pas d'autre mot — à s'unir aux autres partis dans le cadre du Front algérien pour la défense et le respect des libertés (FADRL), dont la plate-forme se limitait à la défense des libertés. Chez les militants, ce fut un véritable tollé. La grogne n'épargna aucun secteur. « Nous sommes devenus un parti réformiste », disait-on ouvertement. Certains militants prirent leurs distances. Ce fut le cas du poète Ahcène Chebli, un ancien de l'OS qui appartenait à l'élite du parti et devait rejoindre le FLN dès 1954. D'autres refusèrent de mobiliser la population pour la faire participer aux meetings du FADRL, sauf quand il s'agissait de réunions de soutien à la Tunisie, où l'épreuve de force avec la France avait commencé.

Pour surmonter notre malaise, nous nous lançâmes dans un activisme débridé. Selon une directive de nos leaders, nos militants devaient accentuer la lutte contre la répression. Comme la directive était vague quant aux modalités de cette lutte, elle fut interprétée dans un sens radical. Plus question de laisser la police traquer les vendeurs à la sauvette. Un petit marchand de légumes, Redjem Sebti, plusieurs fois condamné à de légères peines de prison, se fit une spécialité de provoquer des attroupements à chaque intervention de la police. Dans la rue Valée, la rue Galbois, la rue Antoine-Bruno — artères commerçantes où la foule grossissait dans la journée du fait de l'afflux de la population des environs de Skikda —, un policier ne circulait plus seul, mais en patrouille et armé d'une mitraillette.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Mon père me somma de ne plus fréquenter ce « quartier dangereux ». Selon lui le maire de la ville, Paul-Dominique Benquet-Crevaux, politiquement lié à Jacques Chevallier (le maire d'Alger), œuvrait à la dissolution du MTLD. Ce qui n'empêcha pas Benquet-Crevaux, par la suite, lors de l'occupation de la boulangerie Rissano par des chômeurs, de confier au MTLD la distribution de l'aide communale aux pauvres (la « gestion de la crise sociale », dirait-on aujourd'hui).

Notre activisme dans la lutte contre la répression trouva un exutoire lorsqu'en 1952 l'administration pénitentiaire dispersa les militants de l'OS emprisonnés à Bougie, qui avaient entamé une grève de la faim. Un militant originaire de Tazmalt, Larbi Oulebsir, fut transféré à la prison de Skikda. Il en était à sa troisième semaine de grève. La fièvre s'empara de la ville. Les oulémas et l'UDMA soutenaient timidement la mobilisation populaire. Mais le PCA s'engagea à fond avec nous. Un de ses militants, Jean Jaffré, professeur de français, paya cher son engagement dans cette lutte : il fut arrêté et condamné à un mois de prison ferme. C'était une première : un militant européen, enseignant de surcroît, arrêté pour son soutien à des nationalistes ! Tout Skikda commenta l'événement.

Avec Messaoud Guedroudj, j'étais chargé d'organiser un meeting de protestation. L'engagement explicite de Jean Jaffré, avec qui je rédigeai le tract appelant au rassemblement, m'encouragea à solliciter la participation de Pierre Souyri. Il me donna son accord et, comme la police surveillait tous les mouvements des militants connus, il se chargea de l'édition des tracts qu'il alla récupérer en compagnie de son épouse Myriam, elle-même professeur au lycée de garçons.

La lutte pour l'obtention du statut de politiques pour les détenus de l'OS me permit d'entrer, pour la première fois, en contact avec un membre de la direction du parti. Un matin vers 7 heures, je me rendis à la gare en compagnie de Guedroudj pour accueillir Abderrahmane Kiouane qui venait, en tant qu'avocat, suivre l'affaire Oulebsir. Il était manifestement de mauvaise humeur : « Pour qui se prennent ces gens de l'OS ? Ils font ce qu'ils veulent, quand ils veulent, sans en référer à la direction. » J'étais sidéré. Guedroudj devait m'avouer son émoi. Mais au repas de midi, chez Abdallah

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Toumi, Kiouane changea d'attitude et nous entretint des difficultés qu'éprouvait la direction à maîtriser, faute de moyens humains et matériels, les problèmes posés par la répression.

Mes activités envenimaient peu à peu mes rapports avec ma famille et notamment mon père. Non seulement je m'étais engagé dans la voie nationaliste, mais mes frères Mahmoud et Noureddine m'y avaient rejoint. Je devenais un mauvais exemple. Ma mère, qui n'était pas de cet avis, me protégeait autant qu'elle le pouvait, et de toutes ses forces. Je ne lui facilitais certes pas la tâche. Un jour que les conscrits algériens étaient appelés devant le conseil de révision, je vis la police les mettre en rangs sans ménagement, en les houspillant. Prenant la parole, je les appelai à ne pas se laisser faire : « Ils vont se servir de vous pour leurs guerres et, en plus, ils vous donnent des coups. » Je fus emmené au commissariat et bouclé dans une cellule. Bien sûr, les propos racistes ne me furent pas épargnés : « Ce n'est pas parce que ta famille est riche que tu vas nous emmerder. Tu es un Arabe comme les autres. » Le racisme policier se doublait d'un ressentiment social.

Quelques heures plus tard, j'entendis mon grand-oncle Haouès, délégué à l'Assemblée algérienne, interpeller le commissaire principal à voix haute. Je fus libéré. Haouès, qui m'aimait beaucoup — il m'avait invité, en 1949, à passer quinze jours à Alger avec son fils Ali —, me jeta un regard noir : « Voilà ce qui arrive à ceux qui fréquentent les voyous. »

Les Européens qui connaissaient ma famille portaient sur moi un regard nouveau. Mon père me somma de cesser mes activités ou de prendre mes responsabilités. Je quittai la maison. Je devais être hébergé par un camarade du lycée, Ahcène Atek, puis par le chef de *daïra*, Mohammed Gherbi. Je mangeais des pois chiches matin et soir à la gargote de Guedroudj. Un jour, un restaurateur originaire d'El-Milia, Boukef, m'invita à déjeuner et m'ouvrit sa porte. J'appris plus tard qu'il le fit à la demande de mon père. Ma pénitence dura un mois. Quand mon père vit que je continuais à fréquenter le lycée et que j'étais inscrit au tableau d'honneur, il me proposa de rentrer à la maison. Il se résigna à accepter mon choix politique, du moins en apparence.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Mais un différend nous opposa lors de la visite de Messali Hadj à Skikda, en avril 1952. La section du lycée désigna Djamila Tahraoui pour nous représenter à la réception de ce dernier ; elle s'y rendit voilée. Craignant que je fasse partie de la délégation qui accueillerait Messali, mon père me demanda de ne pas assister à la réception. Je refusai. Il quitta la chambre, les larmes aux yeux. Après son départ, voulant sortir, je constatai qu'il m'avait enfermé à double tour. Du balcon, je vis une ville en folie. Jamais plus, même lors de l'indépendance, je ne verrai une foule aussi fervente, des hommes et des femmes dans un état second. Skikda était devenue une ville musulmane. Les quartiers réservés avaient fermé leurs portes. Les Européens s'étaient enfermés chez eux.

C'est que Skikda était, avec Guelma et Annaba, un bastion du nationalisme. Elle rayonnait sur ses environs immédiats, mais aussi sur des villes comme Batna — où le PCA devançait notre parti — et Constantine — où les oulémas et l'UDMA tenaient la dragée haute au MTLD (tout en ayant toujours recours à ses services lors des élections). Il y avait à Skikda de nombreux militants disponibles, toujours prêts à agir.

Le jour, les cafés du centre-ville étaient bondés. Cela facilitait ce que nous appelions des « meetings volants ». Nous n'avions pas besoin de prévoir les manifestations longtemps à l'avance. Deux heures suffisaient pour mobiliser. Pour des raisons de sécurité, nous préférions ces meetings improvisés — qui comportaient, certes, des risques de débordement — aux meetings préparés de longue date — qui se soldaient par des arrestations avant et après. La police surveillait spécialement certains endroits, par exemple l'entrée de la ville où étaient groupés les marchands de cycles. C'est par escouades entières, en effet, que les militants de Béni Béchir, Damrémont, etc., se dirigeaient à bicyclette vers Skikda pour se rendre aux meetings.

Après des incidents qui firent deux morts à Orléansville, l'arrestation de Messali Hadj et sa déportation à Niort en France, le 14 mai 1952, nous entraînèrent à nouveau dans le tourbillon de l'action. Le parti appela à une grève le 23 mai. Malgré tous nos efforts, les autres mouvements boudèrent ce mot d'ordre, à l'exception du PCA, qui nous soutint

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

timidement. Les oulémas et les partisans de Ferhat Abbas vivaient dans la hantise des événements de mai 1945 et ne voulaient à aucun prix les voir se reproduire. Ils nous reprochaient de « cultiver la violence », de « semer le désordre pour le désordre » et ils ne voyaient pas que l'Algérie coloniale craquait de toutes parts. Il est exact que nos militants n'étaient pas rigoureusement disciplinés. Mais comme Ahcène Chebli ne cessait de le répéter : « Le choix est simple : chevaucher la vague pour la maîtriser et l'orienter, ou laisser les explosions se faire sans nous et se retourner contre nous. »

Le 23 au matin, dès 6 heures, des perquisitions eurent lieu chez les principaux cadres. La police procéda à des arrestations. Malgré les intimidations, la grève fut totale chez les dockers, dans les boutiques du « quartier arabe » et celles du faubourg de l'Espérance. Dans les autres secteurs, le succès fut plus mitigé. Au lycée, les murs étaient recouverts d'inscriptions, ce qui déclencha une enquête de la PRG (police des Renseignements généraux). Sur la porte de la classe d'arabe où enseignait Mohammed Gati, conseiller général UDMA de Collo, nous avions écrit : « À bas les traîtres. » Notre intolérance accablait Gati. Il ne savait pas d'où venait le coup, mais il le pressentait. En classe, il proféra des menaces à notre endroit, puis, incapable de retenir son émotion : « Vous me faites perdre la face devant mes collègues », s'écria-t-il. Puis il commença son cours. Au lieu de nous éloigner, l'incident nous rapprocha : la communication s'établit entre nous. Le professeur Gati admit que l'UDMA échouait « à cause des colons » qui fermaient la voie à toute réforme ; mais il continua à rejeter la violence. Elle lui semblait inévitable, mais il ne la souhaitait pas.

La journée du 23 mai eut de graves conséquences sur la vie politique locale. L'opinion se divisa durablement. Le FADRL avait reçu un premier coup quand le PCA avait refusé, contre l'avis des nationalistes unanimes, de boycotter les élections cantonales d'avril 1951. Le second coup lui fut porté par l'UDMA et les oulémas, qui refusèrent de s'associer à la protestation contre la déportation de Messali, réactivant au sein du MTLD les vieilles haines dont ils faisaient l'objet. Lorsqu'en août 1955 je devais apprendre que Youssef Zighout (alors chef de l'ALN dans le Nord-Constantinois) avait ordonné l'élimination physique d'Abbas Allaoua, Chérif Hadj

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

Saïd, Abbas Bencheikh El Hocine et cheikh Mohammed Kheïreddine, tous anciens membres de l'UDMA, cet épisode me revint en mémoire.

Lycéen, je fus très vite aspiré vers le haut de l'appareil, sans pour autant lui appartenir. Je voyais régulièrement Abdelhafid Boussouf, chef de la *daïra*, au café de Hocine Louha, que fréquentaient les gens de l'UDMA. C'est Boussouf qui me recommanda de lire *Que faire ?* de Lénine et *L'Ère des organisateurs* de James Burnham. Nous nous sommes brouillés un jour de 1952 : Boussouf voulait exploiter contre Mohammed Gas un rapport calomnieux de la PRG qui taxait ce dernier de proxénète. (J'obtenais ces rapports de mon grand-oncle Ahmed, inspecteur de la PRG, qui me demandait de les mettre en bon français…)

Fin octobre 1952, je quittai Skikda après un échec au bac philo qu'expliquait mon activisme. Je laissai au lycée une section MTLD en forte croissance. Ses effectifs avaient doublé. Âgées de seize à dix-huit ans, de nouvelles recrues étaient arrivées d'El-Arrouch (avec Najib Kerbouche et mon frère Noureddine) ; d'Azzaba (avec Salah Boulaghlem et Brahim Zitouni) ; d'El-Milia (avec Saouli et Lebsir) ; de Skikda (avec Rachid Hassani) ; de Taher (avec Tahar Amamra) ; et enfin de Batna (avec Abdelhamid Lamrani et Abbès Gheziel). Avec ces jeunes, le MTLD se conciliait des groupes sociaux jusqu'alors réservés à son égard. Un radicalisme fait d'impatience et de protestation contre l'échec des nationalistes modérés s'emparait de la jeunesse étudiante. Elle se politisa dans des conditions nouvelles, et sous des formes différentes de celles de ses aînés. Elles devaient se révéler plus efficaces.

C'est désormais à Paris, au collège Sainte-Barbe, que j'allais poursuivre ma scolarité et mon militantisme. Mon père était à la fois triste et soulagé de me voir partir.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:23 - © La Découverte

D

4

La scission du MTLD

En septembre 1952, comparaissaient devant la cour d'appel d'Alger vingt-quatre patriotes, arrêtés en mai, suite à la journée de lutte contre la déportation de Messali Hadj. Quinze d'entre eux furent relaxés ; les neuf autres — dont un parent, Mostefa Hassani — furent condamnés. À El-Arrouch, la rumeur publique soupçonnait la colonie européenne — les frères Fondecave, les frères Kanapa et Pierre Schlegel — d'avoir organisé les milices destinées à réprimer les nationalistes. Ce refrain revenait régulièrement en période de tension.

Je voyais les nuages s'amonceler sur mon pays et gronder l'orage de la révolte. C'est pourquoi j'avais le cœur gros en quittant Skikda pour Paris. Se mêlaient en moi le sentiment confus de déserter le combat et celui d'en être exclu. Je laissais derrière moi mes amis, mes parents, tout un monde qui était le mien.

Toutefois, mon entourage et ma région retenaient moins mon attention que la situation dans les Aurès. Pour la seconde fois, au cours de l'été, ce massif avait été ratissé « afin d'en déloger les bandits ». Le but de ce déploiement de forces était de pourchasser les clandestins du MTLD et d'intimider la population. Une commission d'enquête anticolonialiste — où siégeaient Mustapha Ferroukhi, délégué du MTLD à

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

l'Assemblée algérienne, Laïd Lamrani, dirigeant communiste et Mostefa Ben Boulaïd — confirma ce diagnostic.

Les Aurès et la Kabylie étaient, dans notre imagination, les lieux d'où jaillirait l'étincelle. On rêvait du moment épique où, des montagnes, descendraient les patriotes armés et se réveillerait notre Algérie. Nous baignions dans l'anticipation lyrique. Tout était pour nous un signe annonciateur du grand jour.

L'abstention de notre parti à l'élection partielle de Constantine — laquelle devait, le 13 juillet 1952, désigner un député — nous avait laissé espérer que notre direction renonçait à la participation électorale que nous assimilions, à tort, au réformisme. Nous avons donc appelé à la grève des urnes et posté, aux abords des bureaux de vote, des équipes sur place, doublées d'équipes volantes, pour persuader les électeurs potentiels de ne pas voter. Combien de fois ai-je aperçu des connaissances qui, s'approchant du bureau de vote, rebroussaient chemin en nous voyant ! En fin de compte, 20 % seulement du corps électoral participèrent au scrutin.

Nous vivions dans l'attente messianique et les prophéties concernant le départ des Français recommencèrent à circuler, comme en 1947-1948.

La logique de reproduction du système colonial par lui-même fermait la porte à toute évolution pacifique. À notre grande déception, c'est l'immobilisme qui prévalait. En 1950, Jacques Chevallier, le maire d'Alger, qui analysait la situation internationale d'un point de vue atlantiste, avait attiré l'attention des Français d'Algérie sur l'urgence d'un changement, allant jusqu'à déclarer : « Dans le choix des hommes politiques [algériens], considérons aujourd'hui qu'il est plus sûr d'avoir auprès de soi des "demi-rebelles" que des domestiques [1]. » Ainsi faisait-il sien ce propos d'Augustin Berque, ancien directeur des Affaires indigènes : « L'art d'une domination, c'est d'assimiler ce qui pourrait lui être hostile… »

Mais assimiler qui ? L'UDMA de Ferhat Abbas, ouverte au changement par étapes, pensions-nous. Mais nous doutions de la capacité de Jacques Chevallier à déclencher le mouvement. Derrière lui se profilait l'ombre de Georges Blachette, propriétaire du *Journal d'Alger* et magnat de l'économie

1. *L'Écho d'Alger*, 11 avril 1950.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

coloniale (les Domaines lui avaient cédé pour un franc symbolique le monopole de l'exportation d'alfa). Ces hommes qui voulaient aménager le système colonial étaient-ils en mesure de s'imposer à la tendance intransigeante du parti colonial, menée entre autres par le sénateur Henri Borgeaud, dont les relais au Parlement français avaient réussi à neutraliser toute tentative d'ouverture, ô combien timide d'ailleurs ?

Notre réponse négative à cette question était aussi celle de notre parti. Pourtant les décisions de notre direction, prises dans le secret des délibérations, n'étaient pas faciles à comprendre. Nous ignorions que, depuis 1950, la bataille faisait rage autour des voies et moyens de la révolution. Certains dirigeants partaient, d'autres émergeaient, sans que nous sachions comment ni pourquoi. À notre niveau, au lycée, nous nous demandions si le temps n'était pas venu de faire un bilan du parti et de le doter d'une doctrine et d'un programme. Cette exigence, les dirigeants de la section locale de Skikda la partageaient avec nous.

Quant à moi, je partais pour la France dans le désordre des idées et la confusion des sentiments. J'embarquai pour Marseille sur un transatlantique, le *Président-de-Cazalet*. Le temps étant clément, la traversée s'annonçait belle. Mon grand-oncle m'avait offert un billet de première classe. Dans la salle de restaurant, disposée autour d'une piste de danse, je me sentais seul, comme en terre étrangère… J'avais l'impression que les Européens me jetaient des regards désapprobateurs. Très vite, je m'échappai de la première classe et rejoignis le pont où je me mêlai aux émigrés qui revenaient de vacances passées dans leurs villages, auprès de leurs familles.

Il y avait parmi eux un marabout de Beni-Ourtilane (Petite-Kabylie), qui pérorait sur les dangers de la vie en terre non musulmane. À cette époque, les confréries déléguaient en France des religieux qui devaient servir aux émigrés de directeurs de conscience, faire des collectes au profit des *zaouïas*, et aussi mettre en garde leurs anciennes ouailles contre les « mauvais bergers » — c'est-à-dire les nationalistes du MTLD.

J'entamai une conversation avec un groupe de travailleurs émigrés qui chantaient en chœur un chant d'exil nostalgique de Slimane Azzem, une sorte de Georges Brassens kabyle.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

À travers ces manœuvres du bâtiment, je découvris certains traits de l'émigration qui devaient, plus tard, me permettre de mieux les comprendre. À l'époque prévalait l'idée préconçue selon laquelle les travailleurs émigrés, ruraux le plus souvent, étaient plus soucieux de modernité que ceux qui restaient au pays. Ces travailleurs, que je devais connaître par la suite, me semblaient bien plus soucieux de conserver leurs repères identitaires. D'où leur attachement sentimental à l'islam, leur idéalisation des mœurs et coutumes algériennes, leur quasi-obsession d'un retour au pays natal. Avant même de fouler le sol français, il me sembla que les Algériens y constituaient une communauté séparée, avec leurs cafés, leurs hôtels, leurs restaurants. Je pensais toutefois que cette réalité ne valait que pour les ouvriers. J'allais me rendre compte qu'elle concernait toute l'émigration.

Cette réalité, je ne pus la constater lors de mon premier séjour à Paris : interne au collège Sainte-Barbe, j'y préparais mon baccalauréat. Je me promettais toutefois de rester fidèle à mes origines sans en être l'esclave, et de m'ouvrir au monde sans jamais être prisonnier d'un particularisme de ghetto. Ce sentiment apaisait la douleur de la séparation.

Arrivé à Marseille, je hélai un taxi pour me rendre à la gare Saint-Charles où je devais attendre quelques heures interminables avant de prendre le train pour Paris. Cette fois, j'étais seul. À travers la vitre, je regardais distraitement le paysage sans m'attarder aux contrastes avec la campagne algérienne, ni aux transformations qu'il subissait à mesure qu'on s'éloignait de la Méditerranée pour gagner le Nord. Je ressassais des questions sans réponses. Ma liberté m'angoissait. La peur de l'arrachement me taraudait. Je laissais derrière moi une amie qui avait choisi l'université d'Alger pour y suivre, après son premier bac, des études de sage-femme. La retrouverais-je ? Dans quelles conditions ? Notre séparation ne serait-elle que provisoire ? J'étais loin d'imaginer, alors, que je serais le premier à m'éloigner d'elle. Ce qui est sûr, c'est que je n'avais rien d'un Rastignac s'écriant : « À nous deux, Paris ! », ni d'un provincial (encore que l'Algérie fût alors une province française) montant à la capitale dans un esprit de conquête et de libération. La France n'était pas mon pays.

Arrivé à Paris, je déposai mes affaires au collège et, muni d'une lettre de détachement, je me rendis au siège de la

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

Fédération de France du MTLD, dans l'îlot Saint-Séverin. Dans ce quartier — d'aspect lépreux à l'époque — se mêlaient, à des degrés divers, émigrés, poètes, écrivains (« lettristes » surtout, qui affichaient leur littérature sur les murs) et clochards. C'était une petite Cour des miracles dans un morceau du vieux Paris. Le soir, des noceurs y venaient découvrir, au Tam-Tam, la danse du ventre, les chanteurs Blond-Blond et la jeune Ouarda.

La fédération siégeait dans un immeuble de quatre étages, vétuste et austère. On y accédait par un café-restaurant qu'une porte en fer séparait des bureaux. Les illégaux qui y travaillaient pouvaient, en cas de perquisition, s'enfuir par une terrasse.

La Fédération de France avait une aura particulière. C'est en France qu'était née l'Étoile nord-africaine (ENA), avant d'essaimer en Algérie. Les militants de la fédération, qui représentaient le quart des effectifs du MTLD, étaient organisés quasi militairement et faisaient bel effet dans les manifestations parisiennes du 1er Mai et du 14 Juillet. Le cortège algérien, distinct de ceux de la CGT et du PCF, avait ses propres mots d'ordre. Grossi par la présence de Français non conformistes (trotskistes, anarchistes, etc.), il donnait l'impression — voulue — d'une cohésion puissante, d'une redoutable discipline et d'une force irrésistible, prête à l'ultime combat. Ce cortège n'avait rien de commun avec ceux des Français, plus désordonnés, plus festifs.

Au comité central du MTLD, la Fédération de France disposait de cinq sièges sur trente. Elle était dirigée par une délégation permanente où figurait, entre autres, Abdallah Filali, un pionnier du nationalisme, impulsif comme l'indiquait son pseudonyme : Lekhfif (l'impulsif). À partir de 1952, les clandestins de l'OS, recherchés en Algérie — comme Ahmed (dit Ali) Mahsas, Mohammed Boudiaf, Mourad Didouche, Mohammed Maroc, Abderrahmane Guerras — étaient venus en France où ils vivaient avec de faux papiers. Ils estimaient, à tort ou à raison, que les dirigeants s'étaient débarrassés d'eux à bon compte.

Le chef de la délégation permanente, M'hammed Yazid (dit Zoubir), interdit de séjour à Paris, y habitait néanmoins, et publiait notre journal, *L'Algérie libre*, rue d'Enghien, dans les

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

locaux de *La Presse parisienne*. Le bureau fédéral, qui comprenait Mohammed Boudiaf, était sous le contrôle de Moussa Boulkeroua, fils d'un grand propriétaire terrien de Skikda, et l'un des premiers étudiants ralliés à l'ENA, durant les années trente. Je m'orientai vers lui, qui devait enregistrer ma mutation à Paris. Il me reçut rapidement. Son attitude me parut cependant froide et distante. Comme il s'approchait de moi, me dévisageant de très près, je compris que sa vue avait beaucoup baissé. Après cet entretien, je pris contact avec Amir Benaïssa qui proposa, fin novembre, ma candidature au bureau de l'Association des étudiants musulmans nord-africains de Paris (AEMNA). Je fus élu, mais la préfecture de police refusa d'homologuer mon élection car j'étais encore mineur. Mes camarades décidèrent que je siégerais quand même.

Désormais, j'allais évoluer entre trois pôles, tous situés au quartier Latin : le collège Sainte-Barbe, 4, rue Valette, le local de l'AEMNA, 115, boulevard Saint-Michel et le siège du parti, 22, rue Xavier-Privas.

Je n'évoquerai pas ma scolarité de cette année-là. Redoublant, je n'avais pas à m'y consacrer de façon excessive. En classe de philo, dont j'étais l'un des meilleurs élèves, je goûtais à l'ivresse de la polémique avec mon professeur, Denis Huysmans.

Au printemps 1953, je fis la connaissance de Gilberte Paignon au service des passeports de la préfecture de police, où nous faisions tous deux la queue. Trois mois plus tard, elle partit pour l'Angleterre. De là, elle m'avisa qu'elle était enceinte. Ainsi ma vie personnelle prenait un tour que je n'avais ni prévu ni voulu. Mon discours sur le célibat des militants engagés — « faites la révolution, pas l'amour » — se trouvait en porte à faux : je devenais père de famille et, de ce fait, le mariage s'imposait. Mes parents accueillirent mon « infortune » avec froideur mais, puisqu'un enfant devait naître, il n'y avait, selon eux, pas à tergiverser sur ce qui était mon devoir. Ce que je ferai, mais pas avant 1957.

Cela ne m'empêcha pas, pour l'heure, de me consacrer à la politique et aux loisirs. Contrairement à mes camarades de classe, je ne savais pas ce qu'était la « fièvre du samedi soir ». Quand je n'étais pas pris par les réunions, je retrouvais, dans

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

les quartiers excentrés de Barbès ou du Père-Lachaise, l'atmosphère chaleureuse des cafés de Skikda. Ou encore je lisais, j'allais au cinéma, au concert, au théâtre — et en particulier au TNP (Théâtre national populaire) de Jean Vilar. Gérard Philipe, Simone Signoret, Jean Ferrat étaient mes artistes préférés. Au fond, je vivais dans un espace culturel qui était celui de la gauche française, en particulier des communistes. Il me faut souligner ici le rôle que jouait le PCF dans la vie de la plupart des émigrés, indépendamment de toute adhésion à une ligne politique particulière : le PCF, c'était le vestibule d'une France qui les acceptait.

Mais je continuais à investir toute mon énergie dans l'activisme du parti. À la section universitaire de la Fédération de France, nous n'étions guère plus d'une quinzaine. L'âge moyen des militants était élevé. Certains, comme Djilali Djebbour, étudiant en médecine et surveillant général au collège Sainte-Barbe, ne participaient plus aux réunions. Nos aînés étaient usés par l'activité militante. Ils avaient été mis à contribution aux dépens de leurs études et de leur militantisme au sein du mouvement étudiant. Ce fut le cas en novembre 1946, lorsqu'arrivèrent à Paris les élus algériens au Parlement français : Djamel Derdour, Mohammed Khider, Lamine Debaghine, Ahmed Mezerna, Messaoud Boukadoum ; et lorsque Messali Hadj s'installa à Chantilly pour suivre les travaux de la sixième session des Nations unies, du 6 novembre 1951 au 10 février 1952.

Cependant, il faut chercher ailleurs la raison de la stagnation de la section universitaire, et de la faiblesse de son recrutement. Celles-ci tenaient essentiellement aux sentiments que nourrissaient les étudiants à l'égard de notre parti. Dans leur majorité, ils étaient persuadés que leur capital culturel leur conférait le droit naturel de diriger, et s'acharnaient à nous convaincre de l'incompétence des non-diplômés, de l'immaturité des masses, etc. L'idée que la compétence technique pût fonder la compétence sociale me dérangeait singulièrement. Mais il est vrai que nos objectifs, trop radicaux à leurs yeux, les éloignaient de nous.

Ils manifestaient un grand intérêt pour la production culturelle, alors que nous avions tendance à considérer la création artistique et littéraire comme un simple instrument du combat politique. Plus encore que les communistes, nous péchions par

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

simplisme. Avec des écrivains comme Mohammed Chérif Sahli et Mostefa Lacheraf, nous estimions que l'important, dans une œuvre, était la cause qu'elle servait. Je me remémore, non sans regrets, toutes les attaques que Mouloud Mammeri eut à subir de notre part lors de la publication, en 1952, de son roman *La Colline oubliée*. Nos réserves portaient moins sur la qualité littéraire de l'œuvre, qui nous intéressait peu, que sur ce qu'en diraient et en penseraient les représentants de la colonisation. On comprend mieux, à partir de ce cas précis, les problèmes des étudiants. L'inquiétude d'un Mohammed Arkoun, alors simple étudiant, quant à la politisation de la culture s'accompagnait d'une véritable angoisse quant au destin de l'intelligentsia algérienne : il voyait déjà dans notre approche de la culture un élément de coercition et de police des idées. Notre sectarisme aggravait son angoisse.

Minoritaire en nombre, notre parti monopolisait toutefois la représentation des étudiants algériens au sein de l'AEMNA. Sans l'appui des militants du Néo-Destour tunisien, notre liste pour l'élection du comité directeur n'avait aucune chance d'être élue. Pour donner à nos alliés l'impression que nous étions nombreux, Amir Benaïssa délivrait de fausses cartes de membre de notre association à des non-étudiants. Nous n'étions pas tous au courant de cette pratique. Je la découvris incidemment à la veille d'une assemblée générale. À l'entrée du local, Abdelkrim Chitour (futur ambassadeur de l'Algérie indépendante) procédait au contrôle des cartes lorsqu'un homme se présenta, imposant par sa stature. Il montra sa carte. Ironique, un tantinet rigolard, Chitour lui demanda de montrer aussi ses mains, tout en s'éloignant précipitamment. Ce procédé ne me plaisait pas. Chitour, qui connaissait l'individu, me confia qu'il n'était pas étudiant. (Je devais retrouver cet homme lors des premières négociations d'Évian : il était membre de notre service d'ordre.) Par la suite, Ahmed Sellami, élève d'une école d'ingénieurs et membre de notre section, me donna les noms de deux camarades, militants actifs, porteurs de fausses cartes d'étudiants délivrées à Nancy. L'un d'eux, permanent à la Fédération de France, occupa, en 1951-1952, le poste de secrétaire général de l'AEMNA.

Ces pratiques antidémocratiques devaient influencer de manière décisive notre mode de participation politique et la

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

compétition pour les postes de pouvoir. On les retrouvait sous d'autres formes chez nos adversaires, principalement les communistes. Contrairement à ce qu'en disent certains aujourd'hui, la question de la démocratie alimentait peu les conflits dans le monde étudiant maghrébin. Ceux qui en faisaient leur préoccupation première se tenaient en fait à l'écart des groupes politiques. Majoritaires en nombre, ils vivaient dans l'attente d'une situation privilégiée dans la société coloniale. Leur attitude contribuait à notre bonne conscience.

L'AEMNA était une organisation corporative d'étudiants nord-africains. Mais sur le terrain syndical, son efficacité était faible. Sa principale activité dans ce domaine était la gestion d'un restaurant universitaire qui sacrifiait peu aux règles de l'art culinaire, tout en respectant les interdits islamiques, ce qui lui attirait les étudiants originaires d'autres pays musulmans. On y voyait souvent Lamia Solh la Libanaise, toujours accompagnée de son chaperon, cheikh Salah Sobhi, et qui devait épouser le prince Abdallah du Maroc ; mais aussi Mokhtar Ould Dada, futur président de la Mauritanie, Mohammed Masmoudi et Moulay Ahmed El Alaoui, qui représentaient l'un, le Néo-Destour et l'autre, l'Istiqlal. Nous étions en contact les uns avec les autres. Mais notre intérêt pour les problèmes du monde arabe était limité. Nous n'aspirions aucunement à constituer un bloc islamique.

Si l'AEMNA s'intéressait peu à sa mission corporative, son activité politique allait dans le sens du nationalisme et se déroulait sous l'égide des partis, dans le va-et-vient de leurs conflits ou de leurs alliances. L'assassinat, le 6 décembre 1952, de Ferhat Hached, leader syndicaliste tunisien, et la déposition, le 20 août 1953, du sultan Mohammed Ben Youssef, firent de l'AEMNA la courroie de transmission des partis nationalistes. C'est justement à cause de son rôle politique qu'elle devint un enjeu majeur dans le conflit entre communistes et nationalistes.

À Paris, les communistes contrôlaient presque toutes les organisations étudiantes issues du monde colonisé. Le « comité anticolonialiste » et son journal, dirigé par Hassan Ababou et André Akoun, étaient sous leur influence. J'ai assisté à deux réunions de ce comité, auxquelles participaient

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

Annie Besse (devenue Kriegel), Suzanne de Brunhoff, Édouard de Lépine (un Martiniquais) et des leaders de la puissante Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF). Mais les questions d'Afrique du Nord y étaient secondaires comparées à celles qui occupaient alors une place centrale dans la politique du PCF et du mouvement communiste international : la Communauté européenne de défense (CED), les guerres de Corée et d'Indochine, l'impérialisme américain, la paix…

Dans nos rangs, la cause du Viêt-nam était perçue comme une cause communiste. Elle pâtissait de la tiédeur du PCF à l'égard des nationalistes maghrébins, toujours soupçonnés de lorgner vers les États-Unis, alors que, conformément aux directives de l'URSS, le PCF n'envisageait l'avenir du Maghreb que dans un cadre français réaménagé. Ainsi, en 1954, la défaite française à Diên Biên Phû, accueillie avec joie par nos militants de base, fut qualifiée de « malheureuse affaire » par Me Abderrahmane Kiouane, membre de la direction du MTLD et adjoint au maire d'Alger. Cependant que, au Caire, Mohammed Khider, chef de la délégation extérieure du MTLD, devait signer, à cette occasion, avec le Marocain Allal El Fassi (Istiqlal) et le Tunisien Ibrahim Tobbal (Néo-Destour), un appel aux États-Unis, de tonalité anticommuniste, afin qu'ils interviennent en faveur des nationalistes au Maghreb.

Mabrouk Belhocine [2] m'a assuré qu'en 1949, au moment de la défaite de Tchang Kaï-chek face au Parti communiste chinois, Benyoucef Ben Khedda, alors responsable de la commission de la presse et de l'information du MTLD, aurait rejeté un article célébrant le succès de Mao Tsé-toung parce que, disait-il, « notre sympathie ne peut aller qu'à des nationalistes ».

L'AEMNA était un obstacle à l'hégémonie totale du PCF, dont les militants disposaient de ces structures d'accueil qui manquaient à notre association. Présents aux comités d'attribution des chambres dans les maisons communautaires, les étudiants communistes disposaient de lieux de rencontres, organisaient des activités culturelles et des goguettes très conviviales dans les écoles et les universités.

2. Dont j'aurai l'occasion de reparler : voir *infra*, chapitre 6, p. 185.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

L'intelligentsia française secondait efficacement le PCF. Il est incontestable que le rayonnement des *Lettres françaises*, dirigées par Aragon, l'aura des grands professeurs membres du PCF — comme Jean Dresch, Pierre Georges, Maxime Rodinson — et d'écrivains comme Aimé Césaire, jouaient en faveur des communistes. À des intellectuels impatients de pénétrer une société qui les fascinait et dont ils voulaient se faire entendre, ils offraient un espace d'accueil qui ne pouvait que les séduire.

En 1953 et 1954, Marocains et Algériens jouissaient d'une influence accrue au sein de l'AEMNA. La progression des Marocains fut très forte. Les fils de la bourgeoisie commerçante et des grands notables — comme Al Hedi Messouak, Mohammed Tahiri, Hadj Nasser Belarbi, Hassan Ababou, etc. — militaient au PC marocain. Alliés du Parti démocratique de l'indépendance (PDI), les communistes marocains devaient finir par débaucher des militants nationalistes. C'est ainsi qu'en 1953-1954 la représentation marocaine échappa complètement à l'Istiqlal. Son délégué, Taïbi Benhima, demanda alors au Tunisien Najib Bouziri, président de l'AEMNA, d'invalider l'élection de Mohammed Jaïdi, militant rallié aux communistes, au motif que le PCM avait rompu le contrat passé avec l'Istiqlal et le PDI. C'est dans ces circonstances troubles que, avec le soutien de l'Istiqlal et du Néo-Destour, je fus appelé à remplacer Mohammed Jaïdi au secrétariat général de l'association.

La poussée des communistes algériens s'appuyait, quant à elle, sur des revendications sociales (logements, bourses, etc.). Dans l'ensemble, nos étudiants étaient de condition modeste et vivaient dans la précarité, contrairement aux étudiants marocains ou tunisiens. Les premiers disposaient d'un pavillon à la Cité universitaire ; les seconds, d'un immeuble de la rue Blainville, au quartier Latin. Les Algériens n'avaient accès qu'aux maisons communautaires ouvertes aux étudiants français — dont ils faisaient théoriquement partie — et, très rarement, à la Cité universitaire. Leurs études traînaient en longueur car leur vie était difficile. Certains, comme les Tlemcéniens Ahmed Inal et Mostefa Moghlem, avaient dû interrompre leurs études après le bac pour constituer un pécule qui leur permît d'entamer un cursus universitaire. D'autres travaillaient le soir aux Halles, alors situées au cœur de Paris,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

pour assurer leur survie. Je garde le souvenir d'un étudiant de Bordj-Bou-Arreridj, futur ambassadeur d'Algérie, qui, tenaillé par le besoin, releva un jour un défi en avalant d'un trait une bouteille entière de cognac. La scène se déroulait boulevard Saint-Michel, au Capoulade, café aujourd'hui disparu. Comme il avait gagné son pari, on le rétribua. Mais il dut être hospitalisé à l'Hôtel-Dieu, où les médecins lui firent comprendre qu'il aurait pu mourir ou contracter une cirrhose du foie…

Nous avions conscience qu'une vigoureuse action revendicative s'imposait d'urgence. Mais nous ne voyions dans cette action qu'un moyen d'asseoir notre hégémonie dans le monde étudiant. L'AEMNA n'était pour nous qu'une courroie de transmission. C'est de cette façon biaisée que nous raisonnions, ramenant tout à des questions de stratégie et d'organisation. Ce en quoi nous ne différions guère des organisations communistes.

En juillet 1952, à Alger, sous les auspices du MTLD, avait eu lieu une rencontre entre responsables étudiants et lycéens algériens, dans le but de créer une association nationale [3]. La direction, qui ne semblait pas avoir d'idée précise sur ce qu'il fallait entreprendre, s'en remit à nous. Présidée par Abdelhamid Mehri, membre du comité central, la réunion s'ouvrit sur une allocution d'Abderrahmane Kiouane. Deux propositions furent débattues : celle, faite par Amir Benaïssa, d'une Union musulmane des étudiants de l'ensemble du Maghreb (UMEM) ; et celle, formulée par Abdelmalek Benhabylès, d'une Union nationale algérienne.

La seconde proposition ne précisait pas si l'on devait ou non mettre l'accent sur notre appartenance musulmane. La première proposition, quant à elle, ne tenait pas compte du Néo-Destour, dont les adhérents avaient déjà créé l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET). Un comité de préparation du congrès du Néo-Destour était déjà à l'œuvre. Y

3. Participaient à cette réunion les représentants de l'université d'Alger et de Paris, des lycées de Constantine, de Skikda et du collège de Blida, des *medersas* franco-arabes, des universités islamiques de la Zitouna à Tunis, de la Karaouiyine de Fès et d'Al Azhar du Caire.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

figurait Taïeb, Tunisien de confession israélite, aux côtés de Mansour Moalla.

Constatant, avec inquiétude, que nous noyions notre faiblesse dans une alliance avec les nationalistes, j'en fis la remarque à Benaïssa, qui ne s'en souciait aucunement. Sa proposition était soutenue par les représentants des universités islamiques, de l'université d'Alger, dont Lamine Khène, et des lycées franco-musulmans (*medersas*), représentés par Tahar Gaïd. Il n'y eut aucun vote. Toutefois le projet d'une UMEM, formulé par Benaïssa, resta lettre morte : par la voix de ses représentants, le Néo-Destour fit savoir que l'heure était aux unions nationales.

À la rentrée 1952, une coalition — formée du PCA, de l'UDMA et des oulémas — prit, contre Belaïd Abdesslam (ancien président de l'AEMNA, fondée à Alger en 1919) et en son absence de l'assemblée générale, et contre ses partisans, la direction de l'AEMNA à Alger. À la même époque, les étudiants algériens communistes de France devenaient le pivot d'une vaste alliance contre nous. Le meneur en était Ahmed Inal, un Tlemcénien blond aux yeux pétillants de malice, au visage ouvert et souriant, révolté par la misère à laquelle son déclassement — il était fils d'un médecin décédé — le rendait sensible, et toujours porté à l'action. Il allait devenir un ami très cher et un martyr de la révolution. J'en reparlerai.

Le PCF organisait ses sympathisants étudiants venus des pays colonisés en « groupes de langues », selon leurs origines. Autour du « groupe de langue » algérien se retrouvaient, aux côtés des militants communistes, tous ceux qui considéraient notre objectif d'indépendance comme utopique, et rejetaient notre conception d'une nation arabo-musulmane. Pour les Algériens du PCF, l'adhésion au communisme se fondait sur un ensemble d'idées confuses : s'y mêlaient une aspiration à la liberté individuelle, affranchie des contraintes de la coutume, une volonté de laïcisation acquise à l'école française, et le souci d'être les acteurs de la modernisation de leur pays. Par le biais du communisme, ils se donnaient, de façon plus ou moins consciente, les moyens d'intérioriser le modèle français sans culpabiliser, puisqu'ils ne s'assimilaient pas aux Français. En adhérant au PC, ils s'inscrivaient dans un mouvement international et assumaient tous les idéaux de l'école républicaine, tout en s'affirmant

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

anticolonialistes. J'insiste sur le fait que la sympathie pour le mouvement communiste allait généralement de pair avec une volonté moderniste et laïque, contre la tradition, même si cette volonté s'exprimait dans un langage anticapitaliste et anti-impérialiste.

L'Union des étudiants algériens de Paris (UEAP) naquit en décembre 1953 de cette sensibilité, malgré l'opposition de notre parti alors en crise [4]. Juifs et Européens y furent admis. Les communistes veillèrent à ce qu'ils ne soient pas représentés à la direction pour ne pas effrayer les nationalistes qui se demandaient si, à la longue, leur poids dans l'université ne leur livrerait pas les rênes de l'union.

Si la politique se juge aux résultats, l'exclusivisme de notre parti qui détenait le monopole de la représentation à l'AEMNA nous avait bel et bien isolés. Nos sympathisants d'Aïn-Beïda [5] et de Djidjelli [6] ne nous avaient pas suivis. Malgré la victoire communiste, les jeux étaient loin d'être faits, et cela, pour deux raisons. D'une part, l'alliance contre nous était conjoncturelle et ne s'articulait pas sur des choix stables à cause des préventions idéologiques contre le communisme. D'autre part, les étudiants communistes qui manœuvraient avec habileté savaient que, à l'échelle nationale, le MTLD était prépondérant et qu'il ne fallait pas le pousser à la crispation dans les secteurs où il dominait. Aussi proposeraient-ils au cours de l'assemblée générale constitutive de l'UEAP une liste unique dans laquelle un tiers des postes nous étaient réservés. Nous avons rejeté cette proposition et nous n'avons pas participé au vote avec la volonté de reprendre l'offensive sur un terrain où nous nous sentions plus à l'aise, le terrain national, en amenant les communistes à s'engager en faveur de la tenue d'un congrès national des étudiants au mois de juillet 1954. Notre initiative créa une brèche dans le rassemblement autour des communistes. Ceux de nos alliés qui nous avaient fait défaut sur la création de l'UEAP se retrouvèrent à nos côtés. En sortant de l'isolement, nous

4. Voir en annexe, p. 386, le fac-similé de la « charte revendicative » adoptée par l'UEAP en février 1954.

5. Abdelhak Berrah, Lamine Habès et Abdallah Merrouche.

6. Salah Khalef, Hafid Boudjemaâ, Noureddine et Belkacem Sekfali.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

sauvions la face, ce qui nous permit d'accepter les postes qui nous avaient été réservés sur la liste unique.

Les étudiants communistes algériens n'avaient pas mesuré les conséquences de la concession qu'ils nous faisaient car le PCF dont ils dépendaient n'était pas favorable, comme nous le verrons plus loin, à l'idée d'une union nationale des étudiants algériens. Notre recul face aux communistes nous a instruits et nous a contraints à prendre conscience de la nécessité de réviser nos méthodes. Nous en avons débattu au sein d'un « collectif étudiants »[7] en présence de M'hammed Yazid. Nos échanges ont abouti à la révision de notre programme d'action en fonction de trois idées forces.

1) *Le rejet de toute référence à l'appartenance religieuse* : « Ce que la France nous refuse, c'est d'être Algériens, non d'être musulmans », soulignait M. Yazid. Une nouvelle conception de la citoyenneté algérienne émergeait au sein du MTLD. Des prises de position plus nuancées que la simple opposition communisme/anticommunisme s'ensuivraient.

2) *L'élargissement de nos alliances.* La guerre froide faisait de la question coloniale un enjeu d'importance pour l'audience des États-Unis et de l'URSS dans le monde arabe et musulman. Lorsqu'au début des années cinquante la Ligue des États arabes avait saisi les Nations unies de la question coloniale, les États-Unis s'étaient retrouvés dans une situation diplomatique qui les avait contraints à se démarquer de leurs alliés.

En France, l'évolution de la situation internationale et la prise de conscience de l'illégalité de la position du gouvernement contribuaient à réactiver le conflit entre la tradition libérale et les tendances conservatrices de la colonisation. Le Néo-Destour et l'Istiqlal devaient en bénéficier, mais nullement les nationalistes algériens. Autour d'eux se formaient, à contre-courant de l'opinion dominante dans les milieux bourgeois, des groupes de pression où émergèrent des socialistes : Jean Rous, Charles-André Julien, Robert Verdier et Alain Savary ; et des intellectuels catholiques comme Louis Massignon, François Mauriac et Robert Barrat. Leur engagement donna naissance, en juillet 1953, au Comité France-Maghreb. Daniel Guérin, intellectuel anarchiste, qui en fit partie, a

7. Direction de la section universitaire de la Fédération de France du MTLD.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

souligné l'adhésion à ce comité d'« impérialistes intelligents[8] », parmi lesquels François Mitterrand, qui avait réussi à séparer du PCF le Rassemblement démocratique africain (RDA) d'Houphouët-Boigny, et Louis Périllier, ancien résident général de la France en Tunisie. À l'initiative d'étudiants chrétiens et socialistes, des comités France-Maghreb virent le jour dans les universités et entrèrent en compétition avec les comités anti-impérialistes dominés par le PCF.

Amir Benaïssa souhaitait nous voir investir nos forces dans les comités France-Maghreb au détriment des comités anti-colonialistes où l'hégémonie du PCF se manifestait par l'exclusion de nos partenaires trotskistes qui défendaient à nos côtés l'idée d'indépendance. Je me suis opposé à lui parce que, animé par un anticommunisme idéologique, il perdait de vue que, malgré sa mollesse sur la question coloniale, le PCF, contrairement aux autres partis représentés au Parlement, était l'adversaire le plus résolu des lobbies colonialistes.

L'affrontement avec ses militants ne devait donc exclure ni des rapprochements tactiques, ni une convergence des mots d'ordre. Les propositions d'Amir Benaïssa présentaient l'inconvénient de nous créer des difficultés avec des organisations internationales telles que l'Union internationale des étudiants (UIE) et la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, qui étaient des lieux privilégiés pour nos contacts avec les forces anti-impérialistes. Yazid était de mon avis. Il lui reviendra de conclure la discussion sur nos rapports avec les communistes. Il le fit sur un ton humoristique : « Je vais dire à Léon Feix [membre du bureau politique du PCF, chargé des questions coloniales] de retenir ses troupes en milieu étudiant, s'il ne veut pas avoir d'ennuis avec nous dans les syndicats. »

3) *Transformation de notre bulletin*, L'Étudiant algérien, *en une publication ouverte et non réservée aux seuls militants*. La culture devait y occuper une position centrale. Notre deuxième congrès (3-4 avril 1953) s'était prononcé pour une « culture nationale, rattachée à la culture arabo-musulmane ». Cette formulation floue, révélatrice des tensions et divergences qui s'ébauchaient au sein des couches cultivées, gagnait à être définie d'une manière plus rigoureuse.

8. Daniel GUÉRIN, *Ci-gît le colonialisme*, Mouton, Paris-La Haye, 1973, p. 28.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

Voulait-on détacher la culture de ses racines religieuses ? Ou cherchait-on à éviter ce problème ? N'oublions pas qu'en ce temps-là nous ne vivions pas dans une atmosphère d'exclusivisme ethnique et de fondamentalisme religieux. Le problème en débat était de savoir comment promouvoir l'intégration et la cohésion nationale dans une Algérie multiethnique. Cette question était liée à la définition d'une communauté politique nouvelle.

Entre 1952 et 1954, lectures et échanges aidant, je me suis familiarisé avec l'histoire du socialisme, de ses organisations et de ses controverses. C'est sans doute pour cette raison que Yazid me désigna pour suivre le congrès des étudiants socialistes qui se tenait à Lyon. J'y fis la connaissance d'Olivier Burgelin, qui présidait alors la Fédération générale des étudiants en lettres (FGEL), de Michel Rocard, de Gérard Bélorgey, mais aussi d'autres délégués venus d'Europe occidentale et même de l'Inde. Je gardai leurs adresses et avec certains d'entre eux, des Belges notamment, je constituerai des réseaux de sympathie pour l'Algérie, après novembre 1954.

La passion des jeunes socialistes pour la Tunisie et le Maroc contrastait avec leur timidité à l'égard de l'Algérie. Malgré ses réserves à l'endroit des nationalistes, Gérard Bélorgey était alors le plus ouvert à notre cause. Je ne serai donc pas surpris lorsque, en 1957, il écrira dans *Le Monde*, sous le pseudonyme de Serge Adour [9], l'un des meilleurs articles contre la guerre que nous imposait son pays.

On me confia d'autres tâches : donner une conférence au Cercle Lénine (un groupe d'études du PCI) sur la culture en Algérie, représenter le MTLD à un congrès anti-impérialiste réuni à Bruxelles, sous la présidence d'Albert Housiaux, directeur du journal socialiste *Le Peuple*. Je devenais l'un des commis voyageurs du nationalisme algérien auprès des gauches européennes. En me frottant à elles, je réalisais combien était mineure la place de l'anticolonialisme dans leur esprit.

9. Serge Adour, « En Algérie : de l'utopie au totalitarisme », *Le Monde*, six articles publiés du 31 octobre au 6 novembre 1957.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

Je suis frappé, *a posteriori*, par l'importance qu'a eue dans mon cheminement ce passage au Cercle Lénine, le 26 février 1953. Jusqu'alors, je n'avais pris la parole que devant des auditoires de compatriotes et, le plus souvent, en arabe algérien. Dans cette langue, j'étais à mon aise. Et me voilà devant un parterre de militants français avertis, parmi lesquels — une fois n'est pas coutume — Daniel Guérin, qui venait de parcourir, trois mois durant, les pays du Maghreb. J'eus la désagréable impression que Yazid m'avait envoyé au casse-pipe. Pourquoi n'avait-il pas choisi Abdelmalek Benhabylès, le militant le plus averti de la section universitaire, qui s'était signalé par de bons articles sur la culture dans *Les Cahiers algériens* (revue éphémère lancée par notre parti en France) ? Avais-je été désigné à cause de mes sympathies pour la théorie marxiste ? Mais je n'en connaissais alors que l'alphabet. Je décidai de ne traiter que des « modèles explicites ou implicites des comportements acquis » et me jetai à l'eau.

Ces modèles étaient des points de repère qui me permettaient de décoder le vécu. Je parlai moins de *la* culture, concept trop vaste, que de *ma* culture, que j'imaginais à tort être celle de tous les Algériens. En définitive, je m'interrogeai, devant un auditoire compréhensif à mon égard, sur les raisons pour lesquelles la culture était un enjeu de premier ordre. Je mis en évidence les rapports hiérarchiques existant entre les langues et les cultures, celles du colonisateur et les nôtres. Je parlais alors de la culture au singulier, comme si cela allait de soi. Les interventions de la salle — concernant les rapports entre culture, politique et religion, et les résistances à l'innovation — me conduisirent ensuite à porter un regard critique sur les insuffisances de mon parti.

L'échange de vues avec Daniel Guérin se poursuivit dans la rue, puis au café. De la situation du Maghreb, nous sommes passés à l'histoire du mouvement social en Europe — au moment où s'étaient formés, face à la bourgeoisie, des partis socialistes à base ouvrière — et enfin à la révolution russe. Guérin évoqua Babeuf, Proudhon, Fourier, Marx, Bakounine… Il parlait avec passion. Séduit par la limpidité de son langage, la clarté de son esprit et sa force de conviction, je trouvais néanmoins abrupts ses jugements sur Marx, Lénine et Trotski.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

Il m'invita à lire les ouvrages de James Guillaume sur la Ière Internationale, les *Mémoires d'un révolutionnaire* de Victor Serge, *La Révolution inconnue* de Voline. Il me parla longuement de l'épopée de l'anarchiste Makhno et m'ouvrit sa bibliothèque. Je lui empruntais les ouvrages qu'il m'avait recommandés. Je consacrais des nuits entières à la lecture de ces livres qui m'ont ouvert les yeux sur le monde qui m'entourait. J'appris à voir comment, dans les luttes politiques au sein d'un même parti, s'imbriquaient rivalités personnelles, conflits de doctrine et enjeux de pouvoir. Désormais rétif à l'égard des discours qui évacuaient les conflits et les règles du jeu social, je réalisai aussi que je coexistais, au sein de mon propre parti, avec des compatriotes qui prenaient pour modèle Franco ou Hitler, et dont le comportement autoritaire étouffait tout débat. La vie intérieure de mon parti me parut bien décevante.

Un événement fâcheux devait rompre le charme de ma relation avec Guérin. Un jour que j'accompagnais M. Yazid au domicile de Mes Pierre et Renée Stibbe, avocats du Comité de soutien aux victimes de la répression (CSVR), Yazid me présenta à eux, ajoutant sur un ton grivois que Daniel Guérin cherchait à me séduire (il faisait allusion à son homosexualité). S'il chercha à me séduire, il le fit avec assez de retenue pour qu'à aucun moment je ne m'en sois aperçu. Agacé, Jacques Danos, un militant anticolonialiste présent chez les Stibbe, rapporta ces propos à Guérin que la remarque de Yazid irrita et blessa profondément. Il m'appela au téléphone et, croyant que je n'étais pas étranger à cette remarque, manifesta sa colère contre moi, avant d'admettre ma bonne foi et de s'apaiser. Malgré moi, nos rapports furent affectés par cet incident. Je perdis Daniel de vue jusqu'en 1962.

J'avais pourtant, grâce à lui, découvert la riche histoire de la Ière Internationale, étudié la théorie de la révolution permanente, notamment à travers son livre sur la Révolution française [10], et rencontré les thèses de *Socialisme et Barbarie* sur la Révolution russe de 1917… Bref, j'entrais dans un monde dont Pierre Souyri, mon professeur d'histoire à Skikda,

10. Daniel GUÉRIN, *La Lutte des classes sous la première République, 1793-1797*, Gallimard, Paris, 1968 (réédition).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

m'avait entrouvert les portes. Je découvrais également l'abondante littérature des Éditions Spartacus de René Lefeuvre.

Les communistes algériens ignoraient volontairement toute cette littérature qui nourrissait mes interventions et mes échanges avec eux. J'entendis d'ailleurs mon ami Jean-Claude Melki, alors militant communiste, murmurer un jour à Ahmed Inal : « Fais attention : ce type est dangereux ! » À leurs yeux, celui qui usait de l'analyse marxiste ou léniniste sans être inféodé au PCF sentait le soufre. Nous vivions alors une période très stalinienne : la méfiance des communistes envers ceux qui semblaient vouloir les déborder à gauche était pathologique et s'inscrivait dans une vision conspiratrice du monde.

Alors que le mouvement étudiant accaparait mon énergie, mon attention fut brutalement ramenée à la vie interne du MTLD. Le 27 décembre 1953, lors d'une conférence fédérale qui se tenait en présence de Hocine Lahouel — que nous prenions à tort pour le secrétaire général du parti, alors que c'était Ben Khedda —, Abdallah Filali, s'exprimant au nom de Messali Hadj, dénonça en termes vifs la « déviation réformiste du parti », brisant le mythe d'une direction unanime.

Il n'est pas question de donner ici un aperçu exhaustif d'une crise intervenue dans une situation incertaine, fragile, propice à toutes les audaces. Je l'ai fait dans mes ouvrages précédents à partir de la documentation disponible, sans considérer pour autant que le dossier était clos. En effet, les acteurs de cette crise continuent, parfois en toute bonne foi, à nous soustraire des données significatives la concernant. Alors que l'Histoire en marche ne cesse de nous poser de nouvelles questions. Aujourd'hui encore, militants et historiens débattent des diverses conséquences de la crise du MTLD sur le devenir de notre pays. Je commencerai donc par esquisser l'arrière-fond de cette crise avant d'en décrire les manifestations explicites, et de situer mes propres positions à l'époque.

Contrairement à des mythes que la recherche ne cesse d'éroder, notre mouvement ne s'est affirmé comme locomotive du nationalisme qu'autour de années quarante. C'est alors que les élites formées dans le sillage de la colonisation prirent conscience du caractère illusoire de la revendication d'une citoyenneté française. Mieux que tout autre, notre mouvement exprimait, par son implantation dans tout le corps social, les

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

contradictions algériennes. Il ne s'identifiait donc exclusivement ni aux classes populaires ni à la lutte des classes. Schématiquement, son élite politique se partageait en trois fractions :

— la fraction plébéienne des années trente, nourrie du succès du militantisme populaire ;

— la fraction arabophone où se retrouvaient nombreux les déçus du mouvement réformiste musulman ;

— la fraction francophone, acquise au modèle républicain, mais désireuse de sauver quelque chose de la tradition afin de s'y enraciner.

Au sein du MTLD, ces trois fractions ne s'affrontaient pas en permanence. Les compromis étaient fréquents. Certes, la cohabitation des fractions n'allait pas sans frictions ni malentendus, dans la mesure où elles relevaient de traditions différentes. Cependant la présence, au sommet, d'un chef charismatique, Messali Hadj, limitait les heurts. Reconnu de tous, Messali était l'objet, dans les classes populaires, d'une ferveur collective non exempte de religiosité. Nombre d'intellectuels considéraient pourtant le culte voué à Messali comme aliénant. Ils étaient d'autant plus sensibles à la critique qu'en faisaient les autres groupes politiques que Messali était présenté, non comme le leader d'un parti, mais comme le « chef national ».

Depuis 1945, ces critiques s'exprimaient à l'occasion de toutes les crises internes qui, chacune à sa façon, remettaient en cause soit la tradition populiste, soit le militantisme populaire axé sur une stratégie d'affrontement direct. La vieille élite plébéienne, pressentant que la direction du parti lui échapperait, devait revendiquer en vain la présidence à vie et le droit de veto pour Messali. Dès 1950, et notamment après la répression de l'OS, les dirigeants du parti — toujours cooptés — tendaient à écarter toute stratégie d'action directe. Les rapports avec les nationalistes modérés faisaient l'objet de discussions passionnées. Face à ceux qui soulignaient l'urgence d'un appel à tous les partis, à toute la société, s'opposaient ceux qui, avec Messali, considéraient que les nationalistes modérés ne constituaient pas une force politique crédible. L'union, d'accord, mais à une condition : que le parti n'y perde pas sa propre personnalité politique, et ne renonce

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

pas à l'agitation au sein du peuple. Une union, certes, mais avec hégémonie du parti.

Rejetée, cette première option devait être rediscutée en 1954, dans un contexte nouveau. Le deuxième congrès du MTLD, en avril 1953, avait adopté de nouveaux statuts empêchant son chef de s'opposer aux vœux d'une majorité. Ce congrès, qui aurait dû être celui de la clarification, marqua le début de la crise. Le même scénario devait se répéter au cours de notre histoire, au sein du FLN : au congrès de la Soummam [11] (1956), au congrès de Tripoli (1962) et au congrès d'Alger (1964).

Dans le climat tendu des années cinquante, les signes de malaise se multipliaient, alimentant doutes et questionnements sur la justesse de la politique de notre parti. Au lieu d'en élucider les causes et d'en tirer des conclusions politiques, nous en restions à l'anecdote. Les racines du malaise étaient pourtant évidentes. La possibilité pour une opposition de s'exprimer et de s'organiser librement étant exclue, il était illusoire de croire qu'on pouvait entrer pacifiquement et par étapes dans un processus de radicalisation politique. D'autant que dans les villes et les villages, le sentiment de victimisation ne faisait que croître, rendant inopérante toute politique dirigée par la recherche rationnelle d'un objectif. Manifestations et rassemblements pacifiques donnaient la mesure de la combativité des militants. Ils dégénéraient souvent en affrontements violents avec la police, faisant des blessés et des morts, y compris en France (dans le Nord-Pas-de-Calais en mai 1952, à Paris le 14 juillet 1953). Pourquoi gaspiller nos forces inutilement, nous demandions-nous ? Autant aller à l'affrontement.

Nombreux étaient les militants qui vivaient dans l'attente du jour J. Je l'ai constaté à Skikda lorsque les dirigeants locaux du parti me demandèrent, en août 1953, de donner une conférence sur le programme adopté au deuxième congrès du MTLD. Un ouvrier agricole, Mouloud Sayoud — surnommé Mau-Mau en raison de la fascination qu'exerçait sur lui l'insurrection des Kikuyu au Kenya —, m'aborda entouré de tout un groupe :

« Tu ne nous oublies pas ?

11. Voir *infra*, chapitre 6, p. 197.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

— À quel sujet ?

— Pour notre recrutement dans la paramilitaire », murmura-t-il sur le ton de la confidence.

À ses yeux, les termes « tactique » et « stratégie », utilisés dans mon exposé, annonçaient la préparation de la lutte armée.

Obsédée par la crainte d'un débordement et cherchant à éviter toute action prématurée, la direction du parti renforçait son contrôle sur l'appareil. La surveillance des cadres — assurée par Bachir Dekhli, surnommé Beria — s'accentuait, ce dont Mohammed Gherbi, chef de *daïra*, se plaignit auprès de moi. Gherbi m'informa également des sanctions infligées à Abdelhafid Boussouf et Safi Boudissa, accusés de travail fractionnel et suspendus de leurs activités.

Le segment plébéien était tout spécialement visé par cette surveillance policière. Amar Boudjerida, membre fondateur du PPA en 1937, attira mon attention, lors de son passage à Paris à l'automne 1953, sur la mise à l'écart de vieux cadres soupçonnés d'entretenir chez les militants le culte de l'agitation.

L'autre fraction suivie de près était celle des anciens de l'Organisation spéciale (OS). Découverte en mars 1950, à la suite d'une tentative d'enlèvement — commanditée par Mohammed Boudiaf — d'un militant en rupture de ban, l'OS fut démantelée par la répression, puis dissoute par la direction du parti. Des éléments de l'OS rescapés de la répression (comme Hocine Aït-Ahmed, Mourad Didouche, Larbi Ben M'hidi) ou évadés des prisons (comme Ahmed Ben Bella, Ahmed Mahsas, Youssef Zighout) furent envoyés, avec de faux papiers, au Caire, puis en France, puis dans les Aurès, en un mot : éloignés.

Messali exigeait les pleins pouvoirs. Le comité central du parti les lui refusa, mais, face au soulèvement de la base en faveur de Messali, il lui accorda, le 28 mars 1954, le droit d'organiser un congrès démocratique, tout en prenant des mesures pour l'empêcher de tirer profit de la situation. La plus importante de ces mesures consistait à favoriser le courant dit des « neutres ».

Les « neutres » formaient alors plusieurs groupes non coordonnés entre eux. Dans le Nord-Constantinois, ils étaient animés par des dirigeants locaux. Mohammed Boudiaf recruta parmi les permanents de l'appareil le groupe qui devait le

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

suivre. Dans un premier temps, ce fils de « famille de grande tente » du Hodna, fier et hautain, à la voix sourde et au verbe tranchant, ne mettait pas Messali en cause. Il avait chargé Filali de lui dire : « Si demain il y a un congrès, nous serons avec toi. » Mais ce projet d'un congrès ouvert à tous avorta. Boudiaf, avec la fougue qui le caractérisait, se retourna alors contre Messali.

Devenant, en avril 1954, l'allié des « centralistes » (partisans du comité central du parti) au sein du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) [12], il devait prendre ses distances avec eux en réunissant, le 3 juin, vingt et un anciens cadres de l'OS (vingt-deux, en comptant leur hôte). Ce « groupe des 22 » affirma son autonomie et mit en place une direction dans le but de déclencher l'insurrection. À ce noyau des « 22 », vinrent s'ajouter par la suite la délégation du MTLD au Caire et les chefs messalistes de Kabylie, Belkacem Krim et Amar Ouamrane [13]. De leur jonction allait naître le FLN.

La scission du MTLD fut consacrée par deux congrès distincts : celui des messalistes à Hornu (Belgique), du 14-16 juillet 1954 ; et celui des centralistes à Belcourt (le 15 août). Cette scission fit apparaître l'incompatibilité radicale entre le nationalisme populaire et le nationalisme élitaire des couches sociales issues de la colonisation. L'histoire contemporaine nous a fourni bien d'autres exemples de tels conflits.

Derrière ces affrontements entre factions, s'opposaient diverses forces sociales :

— du côté messaliste, on trouvait, en France, les émigrés, ouvriers et commerçants et, en Algérie, le monde prolétaire — dockers et mineurs notamment —, les artisans, boutiquiers, toute la masse flottante de la petite bourgeoisie citadine, et enfin la fraction populaire des élites arabophones qui

12. Le CRUA avait été créé à Alger le 23 mars 1954, dans le but proclamé de réconcilier les différentes tendances du MTLD pour engager tout le parti dans une insurrection. Le CRUA était le fruit d'une alliance entre certains centralistes et les cadres radicaux passés par l'OS.

13. Lors de la réunion du 3 juin 1954, la préparation de l'action armée avait été confiée à un comité de cinq membres (Mostefa Ben Boulaïd, Larbi M'hidi, Rabah Bitat, Mohammed Boudiaf, Mourad Didouche). C'est au cours de l'été que M. Boudiaf persuadait les chefs messalistes de la Kabylie, Belkacem Krim et Amar Ouamrane, de les rallier. Début septembre, le « comité des cinq » s'élargit à Krim et devint le « comité des six ».

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

revendiquait l'arabisation du parti, contre l'« accaparement du pouvoir » par les francophones ;

— du côté centraliste, se regroupaient l'intelligentsia (lycéens, étudiants, instituteurs, professions libérales, employés municipaux) et, d'une manière générale, la population la plus dégagée de la tradition, la plus hostile, malgré son attachement à l'islam, à la confusion du religieux et du politique, la plus liée au secteur moderne de l'économie et de la culture.

Ce clivage apparaissait surtout à la base. Mais au sommet, on retrouvait des éléments des mêmes groupes sociaux dans les deux tendances.

Doit-on analyser ce conflit, comme le ferait la vulgate marxiste, en termes de lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat, les centralistes incarnant la bourgeoisie ? Je ne le pense pas. Adaptée aux sociétés européennes, une telle lecture ne s'accorde pas à la réalité algérienne. Si l'on veut bien résister à l'explication économiste, on tiendra compte de la culture dans laquelle baigne une société, où elle se dit et se reconnaît : en l'occurrence, dans la tradition d'un islam populaire qui lui sert de ciment social. C'est dans cette tradition qu'il faut situer le langage et les pratiques des messalistes, c'est en elle que les innovations s'inscrivent. Qui veut se réapproprier le modèle occidental ne pourra le faire qu'au prix de remaniements et d'ajustements tenant compte de cette tradition, et non à ses dépens. Au cours des années soixante-dix, j'ai relu la *Guerre des paysans* de Friedrich Engels et découvert l'ouvrage d'Ernst Bloch, *Thomas Münzer, théologien de la révolution*. M'apparut alors le contenu social, pour les classes d'en bas, d'un mouvement « rédempteur » : un modèle de rupture avec un ordre insupportable. Dans le même ordre d'idées, notre mouvement nationaliste fit appel à l'idéologie islamique du sacrifice, réactiva des formes d'action collective, ignora le modèle de la lutte des classes, et même lui tourna le dos.

La crise du MTLD survenait à un moment difficile de mon existence personnelle. Mon logeur m'avait donné congé suite à un grave accident. Comme on le faisait souvent entre étudiants, j'avais prêté ma chambre à un ami pour le week-end. À mon insu, il y fit pratiquer un avortement. L'opération

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

échoua. Alertés, les voisins se plaignirent au propriétaire et je me retrouvai à la rue. Par ailleurs, Gilberte était rentrée d'Angleterre pour accoucher de notre fils aîné Émir, en février. Psychologiquement, je vivais en permanence dans l'inconfort. De quoi demain serait-il fait ? C'est dans ces conditions pénibles que je devais affronter, à partir de janvier 1954, la crise.

Réceptif aux critiques de Messali Hadj concernant la direction du MTLD, je fus choqué lorsqu'il demanda à disposer des pleins pouvoirs pour « redresser le parti ». Les centralistes, quant à eux, évoquaient à son propos un « culte de la personnalité ». J'étais sensible à cet argument. Les héritiers de Staline ne commençaient-ils pas, au même motif, à dénoncer le dictateur disparu un an plus tôt ? Mais cette analyse était somme toute superficielle. Militants d'une organisation au statut légal fragile, nous souffrions, quant à nous, d'une faiblesse originelle : dans l'attente d'événements décisifs, notre apprentissage militant se faisait dans le secret et la conspiration, dont nos dirigeants usaient et abusaient.

Aussi, quand ils invoquaient contre Messali les règles du jeu démocratique, ou quand les messalistes s'abritaient derrière la loi de la majorité, nous n'étions pas dupes. Nous aspirions à la démocratie pour tous, et non pour les seuls dirigeants, ainsi qu'au respect des droits des minoritaires. En conséquence, la section universitaire de Paris refusait toute allégeance à la personne de Messali Hadj et demandait la convocation d'un congrès de clarification. Le fils de Messali, Ali, se joignit à nous, avec des réserves. Il ne voulait pas croire que son père avait requis les pleins pouvoirs : « C'est contraire à tout ce que je sais de lui », affirmait-il. Par la suite, il se sépara de nous, suivi d'Amir Benaïssa et d'Ali Basta, tous deux étudiants en médecine.

La position de la section universitaire satisfaisait le comité central mais elle mécontentait les messalistes qui dépêchèrent une expédition punitive au siège de l'AEMNA de France (fondée en 1927). Abdallah Filali, le chef du commando, entra dans le bureau où je me trouvais aux côtés de Mohammed Larbi Madhi, qui était au téléphone. Filali lui enleva brutalement l'appareil des mains : « Tu appelles tes amis de la police ? » lui demanda-t-il avant d'arracher la prise. Ahuri, Madhi s'efforçait vainement de contenir son émotion. Filali se

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

dirigea ensuite vers la salle du restaurant où, devant les étudiants maghrébins médusés, tenus en respect par le commando, il prononça un bref discours, soulignant sa défiance à l'égard des « intellectuels, traîtres depuis toujours à la cause nationale ».

Cet anti-intellectualisme, j'en connaissais les origines pour en avoir été, avec d'autres produits de l'université française, un agent actif avant d'en devenir la victime. Au cours des années trente, les chefs du parti, aux prises avec des élites hostiles à l'intégration des classes populaires dans le jeu politique, avaient brossé les traits distinctifs des élus plébéiens : rejet du bourgeois corrompu par l'attachement aux biens matériels, croyance à la supériorité des non-éduqués sur les éduqués, glorification du peuple comme unique source de salut. Ces traits devinrent des composantes de notre comportement militant. Les mots « bourgeois » et « intellectuel » acquirent, indépendamment de tout contenu théorique et du contexte politique, une connotation péjorative.

Ces mots eurent plusieurs destins. Ils devaient être invoqués, en 1936, contre les assimilationnistes (qui prônaient, avec Bendjelloul, l'assimilation de l'Algérie à la France) ; puis, en 1946, contre les disciples de Ferhat Abbas. Mais en 1954, l'anti-intellectualisme ne visait plus seulement les intellectuels qui prétendaient diriger seuls le pays. Dans notre parti, il était aussi l'expression de la lutte pour le pouvoir entre différentes fractions de l'élite politique, annonçant les drames à venir des intellectuels algériens.

Au moment où Filali se retirait du local de l'AEMNA, Mohammed Naji (dit Antar), qui l'accompagnait, brutalisa un ancien président de l'AEMNA, Mohammed Benguettat, journaliste à *L'Algérie libre*. J'en fus profondément écœuré.

Entre la fin décembre 1953 et la fin mars 1954, j'ai vécu dans un état de tension extrême, à la limite de mes forces. Pour nous contraindre à épouser leurs thèses, les messalistes ne cessaient de nous menacer, bouleversant notre espace quotidien, nos habitudes. Nous devions apprendre à vivre autrement. La crise, nourrie par des conflits idéologiques, mais aussi et surtout par d'obscurs soucis de revanche sociale, d'ambitions personnelles et de règlements de comptes, se soldait par une dispersion totale de l'autorité, et par un

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

désarroi qui nous mettait à la merci de nouvelles confuses et contradictoires, de rumeurs aux effets ravageurs.

Ainsi, pour nous persuader de la vanité de notre opposition au courant majoritaire, les messalistes tentaient de nous faire croire qu'en Algérie la totalité des organisations avait rejoint le « Comité de salut public ». L'exagération était manifeste. Selon des amis de Skikda, joints par téléphone, les responsables de l'Est algérien, réunis à Constantine, avaient décidé de rester neutres et de bloquer les cotisations jusqu'à la tenue d'un congrès de clarification.

Face à l'évolution de la crise, les centralistes louvoyaient. La campagne d'explication, menée à Paris par Moundji Zin El Abidine et Mohammed Boudiaf, intervint trop tard : les militants désabusés ou sceptiques se taisaient en réunion. Une fois dehors, ils se réunissaient par petits groupes, selon leurs affinités de quartier ou de village, et engageaient des discussions animées.

À partir du 28 mars 1954, date de la prise du pouvoir par Messali, nous avons commencé paradoxalement à souffler un peu. Le « Comité de salut public » des messalistes s'empara des locaux du parti et de la presse, et s'employa, au nom de la discipline, à nous faire taire. Ma chambre à la maison communautaire du 60, rue de l'Arcade devint un lieu de rencontre où les membres de la délégation permanente de la Fédération se retrouvaient.

Cependant, la hantise de la police et des mouchards pesait sur nous. Un jour, je vis Mohammed Boudiaf dévaler les escaliers. Je me demandai pourquoi. M. Yazid me fournit l'explication. Innocemment, Moussa Boulkeroua, le malvoyant, avait mis le nez à la fenêtre pour s'assurer qu'il n'était pas filé, s'exposant ainsi au regard des passants. « Cet aveugle amène la police à ses trousses, s'écria Boudiaf, fulminant. Puis il lui indique l'endroit où nous nous trouvons ! » Boudiaf quitta précipitamment la chambre, suivi de Mourad Didouche.

J'entendis parler de Didouche pour la première fois par Saïd Belouachrani (dit Omar), membre du conseil confédéral de la CGT, à son retour du deuxième congrès du MTLD (avril 1953). M. Boudiaf lui avait donné les coordonnées de Didouche afin qu'il expose à celui-ci les positions des activistes. J'ai rencontré Didouche, qui avait été transféré en France, au domicile de Zidi Chergui, secrétaire général de

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

l'AEMNA. Il venait prendre un colis de gâteaux que ses parents lui avaient envoyé de Belcourt. Il l'ouvrit devant nous, et nous en offrit. Voyant combien je les appréciais, il prit l'habitude d'en mettre de côté pour moi chaque fois qu'il en recevait.

On le disait plutôt réservé. Vivant avec la prémonition de sa propre mort, il aimait pourtant rire et raconter des histoires drôles. Nous avons sympathisé et nous nous sommes retrouvés à plusieurs reprises dans un restaurant grec de la rue Grégoire-de-Tours dont il était un habitué.

Didouche appartenait à cette catégorie de révolutionnaires qui préfèrent faire appel aux sentiments du peuple et stimuler ses instincts plutôt que d'en appeler à sa raison. Il racontait avec force détails les subterfuges qu'il utilisait lors des campagnes électorales — qu'il avait menées dans la région de Boufarik — pour séduire les électeurs. Ouvert aux questions sociales, sa révolte se nourrissait de toutes les injustices dont le peuple était victime, y compris de la part de nos compatriotes. Son comportement tranchait avec la tartuferie et l'ascétisme ostentatoire de certains dirigeants.

La question de savoir si l'insurrection était vraiment le sujet du litige entre les factions me tourmentait. Je m'en étais ouvert à Didouche. « Messali a raison de souligner le manque de combativité de la direction, me disait-il. Filali nous a sollicités en son nom, Boudiaf et moi ; nous lui avons refusé notre soutien, parce que sur cette question de la lutte armée, fondamentale selon nous, il ne propose, lui non plus, rien de concret. »

Yazid a aussi influé sur mes choix. J'acquis la certitude, grâce aux confidences de Didouche, qu'il était favorable à l'action immédiate. Pris pour cible par Messali, le bruit courut un moment qu'on allait lui faire un sort. Yazid avait un sens aigu de l'analyse politique et savait se moquer de lui-même, ce qui atténuait un narcissisme par ailleurs agaçant. Je me sentais en confiance avec lui et je lui faisais part de mes doutes sur les choix du comité central. Ne prenait-il pas le risque d'appeler les cadres à déserter leurs postes, de casser la dynamique populaire ? Yazid tenta de me rassurer en ces termes : « Nous allons lancer une torpille en direction de Messali » (il faisait allusion à la création du CRUA). « Bientôt, il aura les

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

"lourds" dans les pattes » (les « lourds » étaient les anciens de l'OS).

J'étais sceptique. Boudiaf disait à qui voulait l'entendre que le comité central renvoyait l'insurrection aux calendes grecques et la subordonnait à la création de « soubassements » — organisations parallèles et courroies de transmission : syndicats, mouvements de jeunesse, de femmes, union de forces nationalistes, etc.

À l'affût d'informations, nous étions réduits à épier les allées et venues des dirigeants entre Alger et Niort, où résidait Messali. Paris était un lieu de passage obligé. Mostefa Ben Boulaïd et El Hachemi Hamoud [14] y transiteront. Membres tous deux du comité central, ils étaient connus pour leur radicalisme. Messali avait accepté de les recevoir alors qu'il avait fermé ses portes à leurs collègues. Nous fondions de grands espoirs sur leur démarche jusqu'au jour où nous avons appris que Messali rejetait leur proposition d'un congrès ouvert à ses adversaires. Submergés par la vague messaliste, les membres du comité central attribuèrent à l'« immaturité des masses » leur isolement.

L'explication, un peu courte, me sidérait. J'y voyais, d'une manière un peu schématique, l'expression d'une manifestation bourgeoise de méfiance à l'égard des masses. Le mouvement messaliste faisait preuve d'une capacité d'organisation et d'une combativité étonnantes, malgré l'abandon de leurs responsabilités par les « apparatchiks » acquis au comité central. Le mythe de Messali se révéla extrêmement solide. Je mis du temps à comprendre que ce mythe, forgé durant deux décennies d'épreuves, avait acquis une autonomie par rapport à l'audience du MTLD ; à comprendre également les avantages que pouvait tirer un chef charismatique d'une structure de direction soumise à la concurrence entre ses disciples. Je découvrais que la croyance en un système hiérarchisé de compétences m'inclinait à ne voir l'effervescence suscitée par la crise que sous l'angle du désordre. Or manifestement, la liberté d'agir laissée à des responsables de formation hétérogène et parfois rivaux avait accru, à court terme, la capacité du messalisme à attirer vers lui des énergies nouvelles.

14. Ce dernier mourra sous la torture en 1957, au cours de la bataille d'Alger.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

Après l'échec des démarches de Ben Boulaïd auprès de Messali, nos espoirs se reportèrent sur Boudiaf. Il disparut quelque temps en avril, réapparut puis disparut à nouveau. D'Alger où il se trouvait, il nous fit parvenir un bulletin, *Le Patriote*. Cette publication émanait d'un organisme qui défrayera la chronique : le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) nous appelait à la neutralité tout en axant ses critiques contre Messali. Ahmed Mahsas y vit une « manœuvre du comité central qui mènera droit à la scission » et nous adressa, à ce sujet, une mise en garde qui n'eut pas grand écho. Avec Belkacem Radjef, un vétéran des années trente, et Safi Boudissa, Mahsas encouragea la formation d'un courant « véritablement neutre ».

Nous étions en avril 1954. À cette date, les camps n'étaient pas encore nettement tranchés. Des passerelles existaient entre eux, grâce à Ahmed Mahsas et Mohamed Maroc, tous deux anciens membres de l'état-major de l'OS, et à une multitude d'arbitres autoproclamés. Mais leurs efforts restaient vains et leurs initiatives, sans prise sur le réel. Les passions politiques, les polémiques diffamatoires, avaient dressé un mur d'hostilité entre les frères d'armes. Messali traitait les dirigeants de *pachas* et les permanents qui les soutenaient, de *chaouchs* (valets).

« Moi, un *chaouch* ? fulminait Boudiaf de sa voix sourde et tranchante. Ce derviche me le paiera ! » Son ressentiment ne faiblit pas. Il tint parole, écartant toute idée d'une alliance avec Messali, même lorsque Hocine Ben Mili, un enseignant d'école libre dont il respectait l'autorité morale, lui recommanda, à la demande de Didouche, de ne pas s'aliéner Messali et de lancer l'insurrection en son nom. Après la guerre de libération, Boudiaf, exilé au Maroc, devait exprimer à Ben Mili son regret de ne l'avoir pas écouté.

La haine de Boudiaf pour Messali n'était pas que verbale. Son assassinat avait été programmé. Le secret en sera éventé en mai 1955 au moment de l'arrestation de Mourad Tarbouche, premier responsable du FLN en France. Me Yves Dechézelles, constitué par Messali pour le défendre, eut la surprise d'en trouver trace dans le dossier de police. Dévoré par le feu révolutionnaire et davantage porté à forcer qu'à convaincre, Boudiaf n'était attentif qu'à la noblesse des fins et n'hésitait pas à envisager des méthodes condamnables pour

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

les faire triompher. Il le regrettera plus tard, à en croire son ami de toujours, cheikh Hocine Ben Mili. L'isolement et la diffamation dont il a été l'objet l'auraient instruit.

Les mœurs politiques de l'époque n'épargnaient personne. Pour obtenir l'adhésion, on avait recours aux subterfuges et à l'intrigue, on propageait des rumeurs sans fondement, on calomniait l'adversaire. Messali, comme les autres, ne s'en privait pas. Par légèreté ou par malveillance, ses adversaires ne le ménageaient pas, le décrivant comme un être inculte, une « figure de décor », et distillaient sans compter leur venin contre lui. Ahmed Bouda, membre du comité central, mettait même en cause ses convictions religieuses : « Je l'ai vu prier sans avoir fait ses ablutions. » « Il a dit de sa femme qu'elle était la mère du peuple algérien. Une chrétienne peut-elle être la mère d'un peuple musulman ? » Etc.

Alors qu'en France les émigrés s'étaient massivement ralliés à Messali, en Algérie le ralliement variait selon les régions. J'ai pu le constater fin juin 1954, à Skikda, où j'étais chez moi, sur un terrain familier. Je sillonnais sa région pour évaluer la situation et y faire connaître mon point de vue. Je visitai Azzaba (Jemmapes), Guelma et El-Arrouch, où je m'entretins avec plusieurs camarades. Ali Mendjli, conseiller municipal et futur membre de l'état-major de l'ALN, était sévère à l'égard du comité central (CC) : il soupçonnait Hocine Lahouel — qui s'était plaint à lui de l'immaturité des masses — de mettre en doute le caractère révolutionnaire de la situation et la capacité du parti à l'exploiter avantageusement.

Partout où je passais, je défendais la tenue d'une conférence des minoritaires pour imposer un congrès démocratique à Messali. Nous n'étions pas nombreux à agir. Les membres du comité central se tenaient prudemment à l'arrière-plan. Quant aux responsables des sections locales du Nord-Constantinois, ils se disaient neutres, mais sans toujours l'être. Dans sa majorité, la base restait dans l'expectative.

À Skikda, les premiers craquements se produisirent lors des élections des délégués à une conférence nationale convoquée à l'initiative du CC et prévue pour le 1er juillet. La réunion était présidée par Messaoud Guedroudj, conseiller municipal et ancien chef de la *daïra* de Skikda. Je me tenais à sa droite. Le chef de la *kasma* locale, Bouzid Zerrouk (alors dit Kalala),

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

se tenait à sa gauche. Nous étions tous trois favorables au CC. Des partisans de Messali, qui s'étaient portés candidats, criaient en chœur : « Ne les laissez pas parler. Ils vont encore vous rouler. » Sûr de lui, Guedroudj s'adressa à eux en ces termes : « Taisez-vous, il y a dans cette assistance des gens qui ont des comptes à rendre ! » L'allusion visait un ancien membre de la *kasma* qui avait détourné de l'argent et qui mettait la situation à profit pour se remettre en selle. Le calme revint aussitôt. Le vote eut lieu à main levée. Les candidats favorables au CC l'emportèrent.

Quelques jours plus tard, nous partions pour Alger, où devait se tenir la conférence des cadres. J'y retrouvai M. L. Madhi et A. Benhabylès. La section universitaire de Paris s'étant dispersée, nous avions été conviés à y participer par le comité central. Mon père accepta mon départ en maugréant ; il n'avait plus de prise sur moi, mais je m'en voulais de l'éprouver.

La conférence des cadres me réservait des surprises. J'ai cru à une alliance entre le comité central et les activistes. Or les interventions que j'ai entendues n'allaient pas dans ce sens et mettaient plutôt l'accent sur leurs désaccords. Originaire d'Alger, Zoubir Bouadjadj interpella sur un ton vif le comité central, lui reprochant de trahir l'esprit du CRUA en voulant organiser un congrès. J'en ai déduit que les activistes étaient opposés à la tenue d'un congrès. Pourquoi ? Bouadjadj ne s'est pas exprimé davantage sur ce sujet. À côté de moi, Ali Mendjli me suggéra que les activistes ne pensaient à rien d'autre qu'à en découdre et que leur accord avec le CC n'avait été qu'un mariage provisoire. Il n'en dira pas plus. C'est Ramdane Bouchebouba, contrôleur général de l'organisation, qui donnera la réplique à Bouadjadj : « Le CRUA n'existe plus. Nous l'avons formé pour éviter la scission. Nous avons échoué. » J'ai alors compris pourquoi *Le Patriote* avait cessé sa parution et pourquoi lui avait été substitué un bulletin plus conforme à l'attitude du CC, *Le Militant*. Les noms des rédacteurs sont restés jusqu'à ce jour dans l'ombre. L'ouvrage de Benyoucef Ben Khedda sur les origines du FLN est muet à ce sujet [15].

15. Benyoucef Ben Khedda, *Les Origines du 1er novembre 1954*, Éditions Dahlab, Alger, 1989.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

La conférence s'est déroulée dans un climat de confusion et de méfiance. Dans toutes les questions débattues, la lutte armée est en filigrane. Pouvait-on en discuter ouvertement ? « On ne peut aborder ici une question aussi grave », répondit Ahmed Bouda. La majorité était de son avis, malgré l'insistance des Auressiens moins enclins à la prudence. L'accord pour la convocation d'un congrès réunit une très large majorité, mais la conférence était loin de constituer un bloc. Les militants séduits par les thèses activistes étaient en nombre, mais ils ignoraient comme moi que les activistes, hostiles à un congrès, s'étaient organisés à part dans le « comité des 22 » et s'étaient donné une direction.

Du 13 juillet au 15 août, je repartis en campagne pour obtenir l'appui des militants à la tenue du congrès prévu pour le 15 août à Alger. J'ai d'abord visité les environs de Skikda (Zef-Zef, El-Alia, Filfila) en compagnie de Guedroudj, pour instruire les militants des causes de la crise, de son déroulement et des positions des différentes composantes de notre parti, pour la dépasser. Une fois mon exposé terminé, j'ai sollicité leur avis. Il y eut un grand silence. Guedroudj, qui avait parlé avant moi, insista. Enfin, l'un d'eux demanda la parole pour mettre l'accent sur l'unité et poser une question sur les préalables à l'action. C'était Ali El Felfli, de son vrai nom Ali Bouhedja. À son assurance, j'ai compris qu'il parlait pour tous. C'était notre interlocuteur (il fera son chemin dans la résistance et finira général de l'Armée nationale populaire).

De ma tournée dans la zone rurale de Skikda, j'ai eu l'impression que notre parti n'avait pas réussi à inculquer à ses membres les idées qu'il cherchait à leur faire porter au peuple. Ses performances politiques étaient moins remarquables que ne le suggérait son audience, qu'il devait moins à son programme qu'à l'activisme communautaire de ses militants, toujours prêts à en découdre avec les adversaires désignés d'en haut. La propagande s'y faisait par des voies orales et se nourrissait de paraboles et de formules religieuses.

En fait, Messali avait ouvert des écluses que personne, à commencer par lui-même, ne pourrait plus refermer. Le comité central, qui comptait bien des personnages ambigus, ne maîtrisait plus rien, et on se vit obligé de radicaliser son langage pour s'adapter aux militants impatients d'agir. La situation lui imposait son propre engrenage. Le goût de la

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

conspiration et du secret jouait à son avantage. Aux yeux de nombreux militants, le CC passait pour favorable à l'action armée et se devait de brouiller les cartes et de garder ses intentions secrètes.

À la fin de la conférence, je repris le chemin de Skikda. Dans le train qui m'y menait, il y avait un grand nombre de délégués de l'Est algérien. J'étais dans un compartiment en compagnie de Madhi. Dans un compartiment voisin, Ben Boulaïd, Benhabylès et Guedroudj poursuivaient le débat sur la crise. Je me séparai de Madhi à Constantine, où il devait prendre une correspondance pour Souk-Ahras. Le lendemain, Yazid m'appela au téléphone chez notre voisine, Mme Azzopardi. Interprétant la crise du MTLD comme un scénario destiné à tromper la vigilance de l'administration coloniale, Madhi ne s'était pas rendu à Souk-Ahras. Il avait rebroussé chemin en direction d'Alger pour demander à Yazid de lui faire confiance et de le recruter parmi les futurs insurgés. Décidément, les cartes étaient bel et bien brouillées.

Personne ne se résignait pour autant à la scission.

Je me rendis ensuite à El-Arrouch. Dans ce village agricole, la controverse politique opposait centralistes et activistes. Ces derniers (Mahmoud Nafir, Mohammed Kadid, Ali Kafi), tous anciens étudiants de l'institut El Kettania de Constantine, appartenaient socialement à la petite bourgeoisie rurale. Entre eux et la section locale, la cassure était manifeste. Il était clair qu'aucun d'eux ne fondait un espoir quelconque sur une réconciliation entre les tendances du parti. Ali Kafi, désigné pour participer au congrès centraliste, se désista en faveur de Hamlaoui Mehri, futur maire du village. Mohammed Kadid, lui, exigeait le reversement des cotisations des activistes en possession de la *kasma*. Pour toute argumentation, il plaida le dénuement dans lequel la crise du parti avait jeté les illégaux et mentionna le nom de Youssef Zighout.

Son plaidoyer n'était pas convaincant. Chacun savait, à El-Arrouch, qu'après la disparition du CRUA les illégaux s'étaient résignés à agir en nom propre. Le chef de *daïra* qui représentait le comité central était opposé à la demande de Mohammed Kadid. Que faire ? Tout dépendait de l'attitude de Youssef Boukadoum qui gérait la caisse du parti. Nous étions lui et moi liés de longue date. Je n'ai pas eu de grandes

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

difficultés à le persuader que, pour ne pas se couper définitivement des illégaux et s'épargner les racontars, il valait mieux répondre positivement à la demande de Mohammed Kadid. Il fut donc convenu, en présence des membres de la *kasma*, de partager l'argent des cotisations proportionnellement à l'importance numérique des tendances.

Le congrès des centralistes se tint du 13 au 16 août, dans un garage à Belcourt. Ce fut une réédition de la conférence des cadres, avec cette différence que les activistes qui avaient attiré notre attention sur les divergences entre le comité central et Boudiaf avaient boycotté le congrès. Mais les militants qui pensaient comme eux étaient en nombre. Pour les rassurer sur la volonté révolutionnaire du CC, Yazid a introduit dans la résolution générale l'idée d'une « accélération du processus pour internationaliser le problème algérien ». Chacun crut comprendre qu'il s'agissait de la lutte armée. C'était une manœuvre habile, qui permit d'éviter les interrogations politiques majeures et de focaliser la discussion sur les modalités d'exercice du pouvoir dans le parti. Dans un parti où les contours d'une identité collective étaient flous et où les militants ne connaissaient pas grand-chose de son histoire, le monopole de la parole historique bénéficiait aux dirigeants. Ils usèrent sans scrupule de l'anecdote pour nous dresser des portraits peu flatteurs de leurs rivaux. Les prédispositions à la censure des comportements de l'auditoire les servaient.

Lors de l'élection du comité central, ma candidature fut proposée. Des délégués de Skikda et de la Fédération de France avaient pris cette initiative sans m'en aviser. Je n'étais pas prêt à assumer une aussi lourde responsabilité. Yazid s'opposa à ma candidature et proposa celle de Messaoud Guedroudj, qui fut élu. Il estimait que la direction avait trop favorisé par le passé l'élite intellectuelle au détriment des plébéiens et des ouvriers.

La commission des candidatures n'avait soumis à nos suffrages que deux tiers des membres du comité central, pour laisser à la direction à élire le soin de coopter le tiers restant. Cette procédure mettait selon moi le comité central à la merci de la direction ou d'un groupe occulte. Je m'y suis opposé, sans succès. Des années de clandestinité et d'existence semi-légale avaient créé une situation favorable aux jeux de coulisse et aux intrigues de minorités étroites. Les délégués

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

cédaient aux pressions psychologiques chaque fois qu'on invoquait, devant eux, la nécessité de sauvegarder l'appareil ou qu'on en appelait à leur vigilance contre les menées policières.

De retour à Skikda, une surprise désagréable nous attendait. La section locale, qui avait opté en faveur de la neutralité, n'avait pas compris pourquoi ses représentants, qui n'avaient pas participé au congrès des messalistes à Hornu, s'étaient rendus au congrès centraliste. Elle se retourna contre eux avec d'autant plus de violence que les militants s'étaient sentis bernés. Rabah Djeffal et Mohammed Maghlaoui (dit Laïfa), tous deux syndicalistes, et Hamadi Krouma, figure de proue de la périphérie urbaine, prirent la direction du mouvement de réaction. La section locale vola en éclats. La violence n'épargna aucun quartier de la ville. Tout le monde devait se soumettre aux partisans du vieux leader ou être désigné à leur vindicte. Des commandos venus des centres miniers de Filfila et El-Alia, des fermes coloniales, notamment le domaine Barrot, et des bidonvilles acquis au parti en 1950-1951, s'emparèrent des locaux et exigèrent la restitution des cotisations bloquées depuis le mois de mars.

C'est dans cette atmosphère troublée que Hocine Lahouel entreprit une tournée dans le Nord-Constantinois où les sections « neutres » étaient nombreuses, pour prendre contact avec les militants qui avaient été exclus ou s'étaient mis en réserve du parti. Ensemble, nous avons visité El-Arrouch, Collo, El-Eulma (Saint-Arnaud), mais je ne fus pas associé aux discussions qu'il a eues avec le docteur Lamine Debaghine et Messaoud Boukadoum. Je sus toutefois qu'ils avaient décliné l'offre de reprendre des activités aux côtés du CC.

Invité chez moi au cours de son séjour, Lahouel fut l'objet d'une manifestation d'hostilité de la part d'une cinquantaine de messalistes qui se rassemblèrent devant mon domicile pour le huer aux cris de « El Haouli ! El Haouli ! (Le veau !) ». Mon père, en colère, sortit pour les inviter au calme. Ils se retirèrent, après avoir brutalisé un marchand de cycles, Ghulam Bouafia, et endommagé son magasin. Sa famille, qui avait joué un rôle notable dans l'implantation du parti à Beni-Bechir, avait pris parti pour le CC. Les messalistes niaient la scission et revendiquaient le monopole du sigle MTLD.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

Quiconque ne les suivait pas dans cette voie était voué à la persécution. Nous étions traités avec mépris d'« agents de l'administration ». Cet activisme débridé révélait dans son excès de haine la prépondérance des éléments fanatisés. Le mouvement donnait l'illusion d'une grande cohésion et d'une force peu commune. Quatre mois plus tard, il n'en restait pas grand-chose. En passant à l'action, le FLN attirera massivement les messalistes dans son orbite, sans recourir à la terreur comme il l'a fait dans d'autres régions.

L'attitude des messalistes à Skikda au cours de l'été 1954 eut pour effet d'unir contre eux leurs différents adversaires. Après une légère accalmie, leurs groupes de choc intervinrent à nouveau en septembre pour empêcher la diffusion à la criée de notre nouveau journal, *La Nation*. La police laissa faire. Messaoud Guedroudj fut blessé et hospitalisé. Ali Zouiti, un des artisans de la réorganisation du PPA clandestin, après les massacres de mai 1945, fut trépané.

L'esprit « guerrier » qui caractérisait nos rapports avec les autres partis depuis 1946, rejeté par notre deuxième congrès, sera réactivé entre nous. L'usage de l'intimidation et de la force impressionna nombre de nos camarades du faubourg de l'Espérance, autrefois citadelle de notre parti. Des pionniers du militantisme populaire se désengagèrent. (En juin 1955, l'administration coloniale, ne prenant en compte que leur passé, les enverra dans des camps d'internement d'où ils ne seront libérés qu'après l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, en 1958.)

D'une manière encore imperceptible, les nouveaux venus en ville, liés au mouvement politique par leurs actes davantage que par des convictions politiques et vivant l'influence européenne comme une souillure, prenaient le pas sur les vieux citadins. La participation de la périphérie urbaine au jeu politique décupla leur force. J'ai observé le même phénomène à El-Arrouch. La révolution ne fera que l'accentuer et confirmer le recul des élites urbaines, ouvertes à la libre discussion des idées occidentales, au profit des élites rurales.

En octobre, les violences contre notre courant n'avaient pas encore cessé à Skikda. D'autres lieux, d'autres hommes en ont été victimes, à Oran, à Médéa, à Alger. J'ai eu mon lot d'insultes, mais je n'ai pas été agressé personnellement. Je me

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

suis permis, un jour, de m'interposer pour protéger de mon corps Mohammed Gherbi contre un commando messaliste dirigé par Mouloud Sayoud, notre ami commun, devenu notre adversaire. Cela a permis à Gherbi de se réfugier dans la pharmacie de M. Maleval, notre locataire. L'arrière de son local donnait sur la cour de notre maison. Sayoud s'en alla en maugréant contre les « gens sans foi ». Sa fidélité au messalisme ne résistera pas à l'épreuve du temps, pas plus que celle de Djeffal et de Maghlaoui, qui lui tourneront également le dos.

J'ai quitté Skikda en état de choc, éprouvé par le spectacle des camarades qui cédaient à l'intimidation. Je ne voyais pas encore que la barbarie nous menaçait. Je refusais de la voir et d'y croire.

De retour à Paris, je découvris à mon domicile des paquets du journal *La Nation*, organe centraliste, à diffuser. Vers la fin octobre, Tayeb Boulahrouf, membre du comité central, m'invita à une réunion qui se tenait dans les locaux de la CGT, rue de la Grange-aux-Belles. J'y retrouvai, à deux exceptions près, tout l'encadrement de l'ancienne Fédération de France du PPA-MTLD. Hocine Lahouel et M'hammed Yazid, en partance pour Le Caire, voulaient faire le point avec nous. À la fin de la réunion, Yazid nous prit à part, Madhi et moi : « Nous nous rendons au Caire, nous dit-il, pour obtenir de Ben Bella, de Khider et d'Aït-Ahmed le report de la date de l'insurrection. Si nous ne réussissons pas, vous êtes assez grands pour prendre vos responsabilités. »

Quelques jours plus tard, le 1er novembre 1954, commençait l'histoire d'une insurrection conduite par des anonymes.

J'ai souvent été interpellé sur les raisons de mon compagnonnage avec le comité central. Encore une fois, et contrairement à ce qu'on lit dans certains témoignages, je ne m'identifiais pas entièrement à lui. Mais il est des situations historiques où le cheminement solitaire condamne l'individu au rôle de simple spectateur. Ce rôle ne me convenait guère. Il s'agissait pour moi de choisir entre un courant qui se divisait en une multitude de groupes où chacun pouvait réfléchir en toute indépendance et se prononcer sur les questions débattues, hors de toute contrainte ; et un courant où quiconque ne souscrivait pas aux idées du chef était rejeté,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

combattu, calomnié. Comme d'autres aspirant à l'autonomie, j'ai trouvé chez les centralistes un cadre où mes idées n'étaient pas diabolisées, où l'on ne me demandait pas d'être un suiviste ou un scribe. Mon engagement dans ce courant fut critique, distancié, mais loyal.

Le messalisme me posait de redoutables problèmes théoriques et pratiques auxquels je n'étais pas préparé. Ma culture politique ne me permettait pas de comprendre le rôle des grands chefs dans des situations historiques données, et mon laïcisme m'incitait à occulter le fait religieux. À l'image des sociétés du tiers monde, l'Algérie n'obéissait pas à la même unité de temps que les sociétés européennes dont je tirais mes catégories d'analyse. Ce n'est qu'à la fin des années soixante, après bien des échecs, que je me suis penché sur la genèse et la structuration des processus politiques dans mon pays. Le messalisme m'apparut alors sous un autre jour.

J'ai été témoin de la genèse de formes politiques nouvelles dans laquelle — pour parler le langage de Montesquieu — les chefs font l'institution avant que les institutions ne forment des chefs. Le parti, c'était Messali. La personnalisation était au centre de sa vision politique : « Messali, disait-il de lui-même, a fait le nécessaire pour donner un prestige au parti, et cela est si vrai qu'on désigne souvent le parti pour parler de Messali et réciproquement Messali pour parler du parti. » Et il ajoutait, non sans irritation, à l'intention des dirigeants centralistes qui le traitaient d'aventurier : « L'histoire du parti qui relate ma vie suffit amplement pour édifier ceux qui ont pu être influencés par cette propagande. Que l'on relise ceux qui, encore l'année dernière, glorifiaient ma personne pour pouvoir s'en réclamer et se créer ainsi un prestige qui les a saoulés [16]. »

Cette attitude s'analyse en termes de mégalomanie, et révèle la prétention d'une personne à concentrer tout le pouvoir en ses seules mains. Je l'ai analysée ainsi en 1954. C'est ce que continue à faire mon aîné, Mostefa Lacheraf, qui, en deux anecdotes, a fait un sort au rôle historique de Messali [17]. Mais l'explication de Lacheraf par l'« incompétence » et la légèreté

16. Rapport au congrès d'Hornu, juillet 1954.

17. Mostefa LACHERAF, *Des Noms et des lieux. Mémoires d'une Algérie oubliée*, Casbah Éditions, Alger, 1998, p. 112 *sq.*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

du leader populiste n'est pas convaincante. Sauf à considérer la masse du MTLD comme un troupeau, l'autorité de Messali n'est analysable que pour partie en termes de charisme. Les problèmes qu'affrontait l'Algérie — construction d'un nouvel ordre politique, fondement de la légitimité, unité nationale, dépassement des clivages sociaux et régionaux — déterminaient, dans une certaine mesure, son leadership.

Dans une société comme la nôtre, confrontée au problème de la libération nationale, Messali était aux yeux du peuple l'homme qui n'avait jamais cédé, dût-il en souffrir. Et s'il a été tant aimé, c'est parce que sa démarche correspondait étroitement aux idéaux populaires algériens. On ne saurait en dire autant de ses adversaires, obsédés par la crainte des débordements du militantisme populaire et portés par leurs origines et leur formation à privilégier la mise en place d'appareils pour mieux contrôler le mouvement, et le soumettre à leurs choix et à leur rythme.

Déconcerté par l'usage de la violence entre militants, désorienté par des slogans de tonalité communautaire, j'ai interprété le mouvement messaliste d'une manière simpliste, « scientifique », comme on disait alors. La violence, je ne l'imputais certes pas à des directives. Je l'avais déjà vue à l'œuvre en 1948. Mais que les leaders s'en accommodent me troublait. En vérité, ils l'approuvaient et la couvraient. À preuve, la lettre de Moulay Merbah (qui deviendra secrétaire général du MTLD en juillet 1954) à Messali, datée du 10 mai 1954 : « Déjà hier, des militants de la Casbah ont fait spontanément une descente contre certains directionnistes soupçonnés aussi comme les auteurs du bulletin dont il est question [*Le Patriote*]. Ils ont, paraît-il, reçu une bonne raclée. Smaïl de Paris [il s'agit de M. Boudiaf] en a bien reçu pour son compte. Un des militants de la Casbah fut agressé par la suite, alors qu'il était seul. Il a été légèrement blessé à la tête. Mais la partie n'est pas encore terminée d'après ce que j'ai appris. »

L'agression contre Boudiaf me bouleversa. Recherché par la police depuis 1950, il fut abandonné sur la chaussée et n'échappa à l'arrestation que grâce à l'intervention de Ramdane Bouchebouba.

Les enjeux de pouvoir firent oublier les exigences propres à la lutte dans un pays sous étroite surveillance. Les chefs

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

messalistes exposèrent leurs militants aux coups de la police — qui recensa et interrogea les délégués au congrès d'Hornu —, à un moment où on parlait de radicalisation des combats. Cette légèreté me posait un problème.

Messali décréta ensuite la réhabilitation et la réintégration de militants « exclus » du parti. Certains d'entre eux, comme Bennaï Ouali, par exemple, une grande figure de la culture kabyle, étaient des patriotes sans tache. D'autres, en revanche, furent éloignés du MTLD pour des raisons tenant à l'honorabilité du parti. En les réintégrant, Messali donnait une prime à la corruption. La nocivité de ces corrompus devait se révéler au cours de la révolution, lorsque, bernant le MNA [18], ils apparaîtraient sous leur véritable jour, celui d'instruments des autorités coloniales.

Plus tard, quand j'attirai l'attention des responsables messalistes sur ce manque flagrant de vigilance, ils répondirent qu'on observait les mêmes phénomènes chez les activistes. Le comité central le savait et Hocine Lahouel m'affirmera, en février 1960, au Caire, qu'il avait vainement mis Boudiaf en garde contre Djilali Belhadj, membre de l'état-major de l'OS qui passa au service de la police française après son arrestation en 1950.

Le caractère « prolétarien » du mouvement messaliste — que défendait en France un parti d'obédience trotskiste, le PCI (Parti communiste international) de Pierre Boussel-Lambert — était une illusion. L'idée de l'indistinction des classes sociales était en fait commune à toutes les tendances du MTLD. L'opposition messalistes/centralistes ne peut donc être assimilée au clivage traditionnel gauche/droite. Dans l'état actuel des connaissances, il est difficile de voir dans le messalisme une « gauche » sociologiquement fondée et structurée. Une analyse de ce mouvement en termes de classes n'était pertinente ni avant ni après 1954. Sur certaines questions, comme les rapports entre les sexes ou la religion, la base messaliste était conservatrice. Dans les situations coloniales, l'anti-impérialisme n'est pas un phénomène simple. En lui convergent aussi bien des idées radicales que celles hostiles au

18. Mouvement national algérien, nouveau nom du parti de Messali Hadj (voir chapitre suivant).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

changement. Que le messalisme fût présent dans le monde ouvrier, en France notamment, ne signifiait pas qu'il se soit identifié à lui ; dans son encadrement, éléments des classes moyennes et professionnels de la politique donnaient le ton.

Il arrive, dans une vie militante, que l'expérience de terrain, l'intuition, l'observation, constituent une boussole plus fiable que la croyance dogmatique en une théorie. Dans de tels cas, la mise en cause d'un système interprétatif ne précède pas l'analyse d'une conjoncture, mais intervient après coup. C'est ce qui m'est advenu au cours de la scission du MTLD. Je constatais que le caractère prétendument universel de la condition prolétarienne des Algériens en France faisait oublier aux analystes les aspects originaux d'ouvriers émigrés au service d'un patronat étranger, coupés, du fait de leur culture et de leur position particulière dans la structure sociale, du monde ouvrier français. Au plan politique, l'impact de la rhétorique nationaliste et la subordination aux décisions d'un centre protégé par le cloisonnement et le secret ne sauraient favoriser l'esprit critique ou l'autonomie de prolétaires d'origine paysanne souvent récente et de culture patriarcale avec son idéal de la femme servante.

Les études dont nous disposons aujourd'hui sur le mouvement messaliste (de 1928 à 1962) montrent que la sélection des cadres a avantagé les groupes sociaux extérieurs au monde du travail. C'est la conséquence d'une vision unanimiste de la société. Les messalistes contestaient les bourgeois en tant qu'individus et non en tant que classe sociale. Jusqu'à la décomposition de leur mouvement en 1961, ils ont fait appel, pour les diriger, à des éléments issus des classes moyennes.

Pouvaient-ils d'ailleurs s'en passer ? Les faits ne permettent ni de répondre positivement à cette question ni d'évacuer l'impact des pesanteurs religieuses sur son développement. Loin de dissocier le politique du religieux, Messali jouait de leur confusion. Dans son rapport déjà cité au congrès d'Hornu, il écrivait : « Au point de vue islamique, j'ai fait œuvre de missionnaire avec mon costume arabe, sans chaussettes, sans cravate, j'ai expliqué le Coran, parlé de la civilisation arabe et des valeurs islamiques… » Et plus loin, il ajoutait : « Il faut revenir dans l'histoire aux origines du peuple, aux sources de sa foi et de ses valeurs. C'est sur la base de ce précieux héritage que doit s'édifier la formation

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

d'un peuple qui veut se débarrasser des servitudes coloniales. » La profession de foi est claire. On peut tout au plus en appeler au double langage et émettre l'hypothèse que l'islam, pour Messali, ne représentait pas un objectif en soi mais jouait un rôle fonctionnel dans le rassemblement et la cohésion du peuple algérien.

Reste que le mouvement d'opinion favorable à la radicalisation de l'action politique que Messali suscita porta un coup mortel au nationalisme élitaire et accéléra la marche vers l'insurrection. On pouvait distinguer plusieurs strates. D'abord la vieille garde fidèle au chef, peu apte à rompre avec ce que le passé représentait de positions acquises et de routine. Autour d'eux, rôdaient des éléments ambigus, prêts à tout pour passer au premier plan. Venaient ensuite les activistes, des hommes courageux et dévoués, plus patriotes que nationalistes, liés aux classes populaires et acquis à la dimension patrimoniale du leadership. Lorsqu'ils reçurent du chef suprême, charismatique, la permission d'attaquer et d'humilier les dirigeants qu'ils avaient sacralisés la veille, ils eurent le sentiment, avec cette sorte de révolution culturelle — bien avant celle de Mao —, d'accéder à la souveraineté, même si leurs faits et gestes étaient inspirés par une fraction bureaucratique, portée à la démagogie pour mieux canaliser leur désir de revanche sociale et leurs frustrations après les avoir exacerbés.

Le PPA-MTLD fut l'artisan d'une dynamique que le comité central tenta d'infléchir en fonction de ses propres perspectives, en plaçant son espoir dans un jeu politique normal. Mais il se montra incapable de penser l'évolution de l'Algérie et de briser, en s'appuyant sur le peuple, la « tradition de caste » des nouvelles élites pour donner un fondement à la cohésion nationale. « L'allergie [...] vis-à-vis des centralistes » que m'attribue Jean-Claude Vatin [19] n'était pas celle de l'acteur que je fus. Elle ne visait pas des individus, mais un groupe social, héritier direct des « évolués » (terme du colonisateur) dont il différait par la revendication claire à une nationalité algérienne.

19. Jean-Claude VATIN, *Histoire et société, l'Algérie politique*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1983, p. 334.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

Au nom de ses capacités culturelles, de son expérience et de son savoir-faire bureaucratique, ce groupe s'est adjugé la mission historique de civiliser le pays et de le libérer. Sa conception du progrès, de la nation et de l'État ne laissait au peuple d'autre choix que la soumission à son projet, lequel lui assurait une position dominante et faisait de lui le principal bénéficiaire virtuel de l'indépendance. Attaché à la définition de règles du jeu qu'il opposait à toute forme de leadership politique de type charismatique, il n'était pas pour autant démocrate. Toutes les modalités de représentation élaborées par les centralistes, au deuxième congrès du MTLD et après, montrent qu'ils étaient surtout soucieux de leur indépendance vis-à-vis des classes populaires, et de la fusion du parti et de l'intelligentsia.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:25 - © La Découverte

D

5

Du MTLD au FLN

Du 1er novembre 1954 au 13 avril 1958, date à laquelle je franchis la frontière belge pour gagner l'Allemagne, la France fut mon principal espace d'intervention. À la mi-novembre, Mourad Didouche mit en place à Skikda une cellule du FLN que rejoignit mon frère cadet, Mahmoud. En décembre, Didouche me fit parvenir une lettre où il me présentait la situation dans le Nord-Constantinois avec optimisme, et me demandait de transmettre un message à Ahmed Mahsas, l'un de ses anciens responsables à Alger-Belcourt. Je songeai alors à rejoindre Didouche, qui m'indiqua une boîte postale à El-Arrouch — un commerçant nommé Mech'mouch — où lui adresser mon courrier et promit de m'écrire à nouveau sous peu.

Didouche mourut au combat le 15 janvier 1955 dans la région de Condé-Smendou. Mahmoud l'avait vu pour la dernière fois au lendemain d'un attentat contre un policier organisé par Mohammed Maghlaoui, au nom du MNA. Sans nouvelles de Didouche — les autorités françaises avaient différé l'annonce de sa mort —, je résolus de rester en France et d'y mener un combat politique.

Dans les premiers mois de l'insurrection, la lutte n'affectait pas encore notre vie quotidienne. Notre regard politique n'était pas encore faussé par ces oppositions artificielles — et

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

qui devaient se figer au lendemain de l'indépendance — entre « politiques » et militaires, intérieur et extérieur. Il n'y avait pas de tâches nobles et d'autres qui l'étaient moins. L'acte de résistance s'exprimait de plusieurs manières : dissiper la confusion sur les origines de l'insurrection, faire connaître les objectifs du nationalisme algérien dans les réunions organisées par les anticolonialistes, tirer un tract, héberger un clandestin, envoyer de l'argent en Algérie en attendant l'implantation du FLN en France.

Nous sentions que de nombreux sans-parti, qui n'avaient pas jusqu'alors manifesté leur révolte contre le colonialisme, étaient disposés à répondre à l'appel de novembre, animés qu'ils étaient par quelque chose qui ne venait pas que de nous : le refus de l'humiliation, le désir d'exister en tant qu'Algériens. Je le voyais bien chez les enfants des couples mixtes, qui portaient des prénoms chrétiens, tels que Marc ou Philippe, et s'engageaient dans la résistance avec une ardeur peu commune.

Naturellement, les tâches qui attendaient les pionniers du mouvement, tous issus du MTLD, n'étaient pas simples. La raison est à chercher dans la contradiction entre les buts maximalistes du FLN-ALN et les conditions objectives que nous affrontions : éclatement de nos forces en tendances contrastées, divergences sur les formes à donner à l'union nationale ; faiblesse de l'écho de nos thèses dans l'opinion française, dont la majorité pensait tout au plus à favoriser l'application du statut de l'Algérie de 1947 ; poids de la France sur la scène internationale. Dans ces conditions, nul ne pouvait jauger avec certitude les évolutions à venir. La guerre allait nous instruire et révéler la réalité et les comportements politiques de nos compatriotes et de nos alliés.

Depuis les années trente, le mouvement national a eu à affronter deux questions : quelle solution donner au problème colonial ? Assimilation à la France, autonomie dans un cadre fédéral, ou indépendance ? Il fallait ensuite décider des moyens d'y parvenir : légalité ou lutte armée ? Toutes les tentatives de rassembler les Algériens sur une plate-forme commune ont achoppé sur ces questions.

La formule adoptée par les activistes du MTLD consistait à créer, à partir de militants politiques, une armée, l'ALN, à la doter d'un porte-voix, le FLN, et à monopoliser la

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

représentation des Algériens, en n'admettant ni concurrence ni contestation de son influence. Cette formule me heurtait de front. Ma conception de l'unité était conforme au principe selon lequel on devait « se battre ensemble et marcher séparément ». Mais les événements allaient se passer de mon assentiment et le FLN, imposer son projet de mobilisation autoritaire.

Je relaterai dans le présent chapitre les épisodes auxquels je fus mêlé entre novembre 1954 et juin 1956, date à laquelle je passai dans la clandestinité. Au cours de cette période, j'ai vécu la difficile émergence du FLN en France, et la bataille pour l'édification d'un mouvement étudiant à l'échelle nationale.

Les événements qui ont suivi le 1er novembre 1954 ne peuvent être saisis hors de leur contexte. Nous attendions de Hocine Lahouel et M'hammed Yazid des nouvelles de leur mission au Caire, lorsque la radio nous informa des signes précurseurs de l'incendie qui allait, sept années durant, embraser l'Algérie. Lahouel et Yazid avaient donc échoué dans leur tentative d'obtenir le report de la date de l'insurrection. Pris au dépourvu, il ne nous servait à rien de savoir comment cela était arrivé, il fallait décider, dans l'urgence, quoi faire. D'autant qu'après la dissolution de notre parti, dont se revendiquaient messalistes et centralistes, la répression commençait à frapper.

Fallait-il réunifier le parti ? À Paris, des émissaires aux mobiles différents — Mahsas, Saadoun, Mestari… — se livrèrent au jeu de la réconciliation. Tout en côtoyant les messalistes, Mahsas songeait à leur faire admettre la bannière du FLN. Entre le 1er et le 15 novembre, il avait déjà regroupé quelques militants, désigné des responsables dans les différentes régions de France. Saadoun, qui devait finir comme représentant à Londres du Mouvement national algérien (MNA, appellation nouvelle du courant messaliste [1]), pensait au contraire que les fondateurs du FLN devaient accepter le leadership du vieux chef. Boulahrouf et Ben M'hel, tous deux centralistes, étaient favorables à la réunification du MTLD, mais leurs contacts avec les messalistes n'eurent pas de suite.

1. Suite à la dissolution, le 5 novembre, du MTLD par le gouvernement français.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

Selon Amir Benaïssa, Boulahrouf et Ben M'hel réclamaient deux sièges à la direction du MTLD réunifié, alors que les messalistes ne leur en accordaient qu'un. Les messalistes visaient la récupération des membres du CC que le congrès d'Hornu n'avait pas exclus. Belaïd Abdesslam se vit offrir un siège au comité fédéral.

La dernière chance de réaliser un regroupement nationaliste [2] passait par la création d'un front d'organisations autonomes avec chacune son programme propre. Contrairement au FLN, le MNA semblait favorable à cette formule. Chargé de mission de Messali, mandaté pour rallier au MNA Aït-Ahmed, Khider et Ben Bella, Ahmed Mezerna envisagea deux étapes pour y parvenir : réconciliation des tendances du MTLD, puis élargissement du front national aux autres nationalistes (UDMA et oulémas). C'est dans cet esprit, m'a-t-il assuré, qu'il donna son aval, en compagnie de Khider et de Lahouel, autres parties prenantes au conflit interne du MTLD, à une circulaire aux militants faisant état de la naissance d'un Front de libération nationale. Boudiaf s'empara de cette circulaire pour nous faire part du ralliement du MNA au FLN.

Nous pensions que les divisions qui nous avaient déchirés étaient enfin surmontées quand on nous apprit que Messali désavouait Mezerna et même l'accusait de trahison. Dans l'ignorance des dessous des tractations menées au Caire, nous avons, sans état d'âme, imputé à Messali la responsabilité de l'échec d'une réconciliation. L'interprétation donnée par Messali à l'insurrection ne facilitait pas la clarification : encore sous le coup des menées du comité central contre lui [3], Messali l'assimilait à un « coup monté contre sa personne par les centralistes et leurs alliés [4] ». L'explication était un peu courte. Le but des insurgés était d'engager une guerre contre la France et de dépasser la scission du MTLD avec l'accord du CC et de Messali si possible, en les exposant à la répression pour s'emparer de la base militante si nécessaire.

Les combinaisons secrètes et les intrigues au sommet avaient créé une situation telle qu'aucun acteur ne pouvait se

2. Les fondateurs du FLN excluaient la participation du PCA à un front national.

3. Rappelons que le CC avait encouragé la création du CRUA et poussé les cadres permanents à démissionner en leur assurant six mois de salaire.

4. Daniel Guérin, *Ci-gît le colonialisme*, *op. cit.*, p. 58.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

targuer de la maîtriser. Messali réagissait en fonction de données qui dataient de mars-avril 1954. Il ignorait la dislocation du CRUA et les divergences entre les activistes et le CC. Personnellement, je le savais grâce aux confidences de Yazid. Mais ce que je ne savais pas, c'est que Lahouel et Yazid s'étaient engagés avec les activistes, au nom du comité central[5], à renoncer à la tenue d'un congrès et à faire quitter l'Algérie à ses membres pour internationaliser le problème algérien. Leur engagement fut résilié par le CC. En son sein, les meneurs de jeu — Lahouel, Ben Khedda, Kiouane, Abdelhamid Sid Ali et Yazid — ont géré la crise du MTLD en apprentis sorciers. Après avoir encouragé les activistes pour mettre Messali en difficulté, ils n'ont pas cessé de tergiverser et de ruser jusqu'au jour fatidique. Leur responsabilité dans l'émergence d'un modèle militaire n'est pas mince : en laissant les activistes seuls, ils ont abandonné, sans l'avoir prévu, le rôle principal dans la croissance du mouvement patriotique à une génération militante nouvelle, au caractère national limité. Son incorporation dans une structure militaire donnera naissance à une nouvelle force sociale, l'armée, qui sera l'élément décisif du processus de libération. Mais en 1954, une telle évolution n'était pas prévisible. Dans le milieu étudiant, où j'évoluais, le débat ne portait que sur les chances de réussite de l'insurrection.

La situation nouvelle inspira des stratégies contradictoires. L'irruption de la lutte armée dans le désordre politique d'une scission dont les effets n'étaient pas encore résorbés ne modifiera pas immédiatement l'échiquier politique.

Belaïd Abdesslam préconisait une période d'attente qui permettrait de voir un peu plus clair dans une situation chaotique. Le flou entretenu sur la direction du mouvement, qu'on situait en Égypte, motivait son attitude qu'exprimait à merveille cette formule assassine d'Abdelmalek Benhabylès : « La marmite est au Caire, le brasier en Algérie. Comment peut-on dès lors assurer la cuisson du plat ? »

En revanche, Mohammed Larbi Madhi prônait l'engagement immédiat dans le FLN, sans examen des questions

5. L'engagement avait été pris en Suisse au mois de juillet 1954, lors d'une entrevue entre Lahouel et Yazid d'un côté, Boudiaf, Ben Bella, Khider et Ben Boulaïd de l'autre.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

tactiques. De tous mes camarades de la section universitaire, c'est avec lui que j'avais le plus d'affinités. Sa civilité et son mépris de l'hypocrisie conventionnelle m'avaient séduit. Il croquait la vie à pleines dents, sans souci du qu'en-dira-t-on. Ses difficultés matérielles, qui l'empêchèrent de mener des études régulières, le conduisirent vers un ailleurs dont les contours se préciseront avec l'insurrection de novembre. Au cours de la crise du MTLD, nos entretiens, jusque-là confinés à des échanges sur les tâches pratiques, allaient porter sur des questions de doctrine. Mes remarques sur les aléas des mouvements interclassistes l'agaçaient et heurtaient sa sensibilité.

Cela ne m'a pas empêché de lui faire part, après novembre, de mes réserves sur les clairs-obscurs des textes fondateurs du FLN et d'abord sur les divergences qui apparaissaient en filigrane dans les documents que nous recevions du Caire et ceux qui nous parvenaient d'Alger. Par exemple, un document expédié du Caire et daté du 15 novembre revendiquait dans la continuité du programme du MTLD une Assemblée constituante souveraine qui donnerait à la France un « interlocuteur réellement représentatif ». Son élection, y était-il précisé, devait être précédée de mesures pour créer un climat de détente grâce à la libération des détenus politiques, à la cessation de la répression et des poursuites, et au respect, enfin, des libertés publiques fondamentales. En revanche, la proclamation du 1er novembre ne se référait nullement à l'idée de Constituante et, entre autres objectifs, mentionnait la « restauration d'un État [...] dans le cadre des principes islamiques ». Même assortie de la garantie du respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de religions, cette proclamation me paraissait ambiguë. Ben Bella s'en saisira plus tard pour contester le sécularisme relatif de la plate-forme de la Soummam.

La réticence du FLN à l'égard des luttes à objectifs limités me posait également un problème. Quiconque se souciait de la transformation de la société et non pas seulement de conquête de pouvoir ne pouvait être indifférent aux problèmes sociaux. Cette question qui méritait d'être posée me rapprochait des communistes Ahmed Inal, Jean-Claude Melki et Claude Sixou, qui avaient accueilli avec faveur la lutte armée, se démarquant ainsi à titre individuel de la position du PCF. Je

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

ne comprenais pas pourquoi nous devions renoncer de nous-mêmes, même après l'interdiction du MTLD, à utiliser plusieurs tactiques et à faire agir la société sur tous les fronts au lieu de ne nous appuyer que sur la guérilla.

Dès le mois de décembre, les individualités issues du MTLD favorables à un engagement inconditionnel dans le FLN commençaient à se dénombrer en secret. Tous ceux qui ne se retrouvaient pas dans leurs thèses étaient tenus à l'écart ou simplement instrumentalisés. Nous avons tenu fin 1954 ou début 1955 une réunion entre étudiants, près de la gare Saint-Lazare. N'y participèrent que des militants et des sympathisants proches des centralistes. Le débat envisagé pour dégager une attitude commune se réduisit à un dialogue de sourds entre Belaïd Abdesslam et Madhi. Ce dernier en savait moins qu'Abdesslam sur les péripéties ayant conduit à la scission puis à l'insurrection, mais il était convaincu de tout savoir et de tout comprendre, simplement parce que la stratégie d'attente d'Abdesslam lui était insupportable. De son côté, Abdesslam ne se rendait pas compte qu'on attendait de lui de nouveaux choix et non la réaffirmation de choix antérieurs. L'échange dégénéra. Nous dûmes écourter la réunion et nous séparer sans conclure. Mais l'argumentation de Madhi trouva un écho chez de jeunes militants, Mohammed Mokrane et Saïd Hadj Driss, qui se mettront très vite au service du FLN. Le lendemain de la réunion, Madhi me remit un texte dans lequel il appelait l'intelligentsia à « s'intégrer dans le courant positif qui fait mouvoir l'Algérie » et me demanda de le faire dactylographier et ronéotyper. Je me suis acquitté de cette tâche par amitié. J'ai gardé le manuscrit dans mes archives personnelles et je l'ai publié en 1975 [6].

La véhémence des propos échangés entre Madhi et Abdesslam me laissa un goût amer. Cibles du mouvement messaliste hier, nous avions appris à taire nos divergences pour faire face, et nous nous étions fixé des règles tacites dans nos relations. Désormais, ce n'était plus possible. Madhi me tiendra rigueur des observations dérangeantes que je lui ferai sur certains aspects de la politique du FLN. Par ailleurs, je vais me heurter à Abdesslam sur la conception de la nation, et tout

6. Mohammed Harbi, *Aux origines du FLN. Le populisme révolutionnaire en Algérie*, Christian Bourgois, Paris, 1975, p. 263-267.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

cela, avant même que nous nous retrouvions tous les deux, à nouveau, dans une même organisation, le FLN.

À vingt-six ans, Abdesslam avait déjà la trajectoire biographique d'un vétéran. Entraîné dans la tourmente des événements de mai 1945 alors qu'il était encore mineur, il en sortira profondément marqué et gardera une grande aversion pour les communistes comme pour les partisans de Ferhat Abbas ; les premiers pour avoir appelé à la répression avant de se raviser, les seconds pour avoir rompu le front nationaliste et imputé la responsabilité des émeutes au PPA. Originaire de la région de Sétif, Abdesslam connut l'épreuve de la solitude qu'il ne surmonta qu'en s'investissant corps et âme dans le militantisme. Chez lui, l'homme privé s'effaça devant l'homme public. Sa promotion au comité central du PPA-MTLD, en avril 1953, lui laissa un goût d'inachevé. C'est dans le mouvement étudiant, dont il deviendra, en œuvrant à la fondation de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) en juillet 1955, le guide incontesté, qu'il donnera sa pleine mesure. Sa pensée et son autorité primaient tout. Mais face à l'insurrection, il n'avait aucune orientation à offrir et il se mit en réserve, comme Abdelmalek Benhabylès, du mouvement politique.

Avant de se retirer, il me présenta Claudine Guillot — alors fiancée au docteur Pierre Chaulet —, qui assurait la liaison entre les membres du comité central (dont Mohammed Salah Louanchi, encore en liberté à Alger) et deux clandestins de Paris, M'hammed Ben M'hel et Tayeb Boulahrouf. Claudine était un émissaire discret, mais il ne fallait pas être grand clerc pour deviner, au fur et à mesure que le temps passait, que ses sympathies allaient au FLN. Elle avait une manière de répondre à mes objections qui ne trompait pas et s'évertuait à me décrire un échiquier politique sur lequel les forces anciennes étaient sans prise.

J'ai collaboré un trimestre tout au plus avec Boulahrouf et Ben M'hel. Notre heure était passée et nous en avions conscience. Nos moyens d'action étaient limités. Ils consistaient en la publication d'un bulletin, *L'Action algérienne*, de communiqués justifiant la lutte armée et diffusant des nouvelles en provenance d'Algérie. Mme Ben M'hel, collaboratrice du député de gauche socialiste André Philip, dactylographiait nos écrits. Notre activité rencontrait peu d'échos.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

Dans la presse, seuls s'y intéressaient Jean Rous à *Franc-Tireur*, Albert-Paul Lentin à *Libération* et l'équipe de *L'Observateur* avec Claude Bourdet et Gilles Martinet.

Sur le terrain algérien, la partie se jouait entre le FLN et le MNA. En 1955, c'est ce dernier mouvement qui a le plus bénéficié de l'action de la guérilla. Réprimé mais très actif, le MNA revendiquait la paternité de l'insurrection, s'annexait les dirigeants FLN comme Ben Boulaïd et Krim et organisait des manifestations devant l'Assemblée nationale française, des meetings volants dans les cafés, etc. La conjoncture lui permit d'élargir ses bases et de renflouer ses caisses. La générosité des émigrés était à la mesure de leurs espoirs dans la libération du pays, synonyme pour eux de retour dans leurs foyers. Le bruit courut que le MNA tenait des réunions où il exhibait des hommes en tenue militaire. La chose n'était pas certaine, mais dans ces circonstances, comme le disait l'historien Marc Bloch, « le mensonge consiste probablement assez souvent à reproduire, en le sachant faux, un récit sincèrement erroné [7] ».

Alors que le FLN avait commencé à se forger un support organique, le petit cercle que nous formions, Boulahrouf, Ben M'hel et moi, me laissait l'impression que nous nous accommodions d'une impasse. J'ai donc résolu de m'investir plus à fond dans les débats du mouvement étudiant. Les circonstances m'aidèrent à me déterminer. Un jour, sans crier gare, Boulahrouf et Ben M'hel me laissèrent sans nouvelles. Simple désinvolture ou rupture consécutive à mes divergences avec le courant arabo-islamique du mouvement étudiant ? Je ne l'ai jamais su. C'est dans ce contexte que l'idée de militer autrement dans le FLN fit son chemin dans mon esprit et que je remis le matériel de la section universitaire en ma possession à Mahsas.

Il serait faux de voir là quelque opportunisme. Le militantisme solitaire crispé dans l'attente de jours meilleurs ne convenait pas à mon tempérament. Ma résistance à la formulation par FLN de nos problèmes tenait à plusieurs facteurs.

7. Marc Bloch, *Extraits de récits de guerre (1914-1918)*, Allia, Paris, 1999.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

J'ai évoqué mon option en faveur d'une ligne d'union sans exclusive. L'occultation des contradictions de la société, l'exploitation naïve des déceptions engendrées par nos divisions, la militarisation du mouvement politique n'étaient pas non plus à mon goût. Mais que faire ? Le déclenchement de l'action armée répondait si exactement à l'exaspération algérienne et à l'attente messianique des militants qu'on ne pouvait que s'incliner devant l'esprit du temps, sauf à se trouver marginalisé, voire pris pour un déserteur. La perception brute de la violence coloniale déchaînée, la valorisation de la pratique opposée à la spéculation eurent raison de mes réserves.

Il y avait donc la volonté de servir, la médiocrité des perspectives en dehors de la guérilla et bien sûr l'insécurité. Cadres du MTLD, nous étions sous surveillance. Les forces de répression, PRG et DST, nous avaient à l'œil et tentaient de nous piéger. J'ai été personnellement l'objet d'une provocation grossière. Ahmed Djebbour, futur député « Algérie française », frappa un jour à ma porte au 60, rue de l'Arcade. Je ne le connaissais pas. Je l'avais croisé une fois, boulevard Saint-Michel, en compagnie de M'hammed Yazid. Djebbour tenait un télégramme à la main qui lui était, à l'en croire, destiné et qui était ainsi libellé :

« Rejoins-moi d'urgence à Tripoli — H'mimed. »

« Qui est ce H'mimed ? demandai-je.

— Ben Bella », me répondit-il, ajoutant : « Je cherche les frères pour me payer le voyage. Mets-moi en contact avec eux. »

D'instinct, je sentis le traquenard. Je lui rétorquai, l'air étonné — comme il dut le remarquer —, que je ne pouvais lui faciliter le contact avec le FLN pour la raison que je n'y appartenais pas. Contrarié, le visage fermé, il rebroussa chemin.

En France, début 1955, l'heure du rassemblement autour de la guérilla menée sous l'égide du FLN n'avait pas encore sonné. Ses partisans ne possédaient encore ni les réseaux, ni le degré d'organisation, ni les alliances qui allaient lui permettre de l'emporter sur le MNA. Les deux personnalités les plus habilitées à prendre en main le FLN étaient Ahmed Mahsas et Abderrahmane Guerras. Mohammed Boudiaf, qui avait eu avec eux quelques heurts, leur préféra Mourad

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

Tarbouche, un ancien responsable MTLD dans l'Est de la France [8].

Tarbouche me proposa d'entrer à la direction de la Fédération de France. Il avait fait une offre identique à deux personnalités nationalistes modérées, l'une du MTLD, le docteur Chawki Mostefaï, l'autre de l'UDMA, Me Ahmed Boumendjel. Il est bon de rappeler ce fait parce que, sous la houlette de Boudiaf, Tarbouche tentera d'introduire des « réformistes » à la direction du FLN, ce que Boudiaf et Ben Bella devaient précisément reprocher à Ramdane Abbane après le congrès de la Soummam du 20 août 1956.

Je rencontrai Tarbouche, à sa demande, au Grand Cluny, un café du quartier Latin aujourd'hui disparu. Il me parut excité, visiblement sous l'emprise de l'alcool. Je n'eus droit à aucune analyse politique, aucune évaluation de la situation sur le terrain, ni sur ses perspectives. La conversation porta uniquement sur mon recrutement. « Dans l'immédiat, m'expliqua-t-il, nous recevrons de la délégation extérieure du FLN nos salaires de permanents, et ceci pendant dix mois. Après, il nous faudra nous débrouiller avec les cotisations que nous ramasserons, et passer à la lutte armée. »

À mon grand étonnement, il plongea la main dans sa poche et en sortit une liasse de billets, qu'il me tendit, et que je refusai. Ce procédé cavalier et choquant fit resurgir en moi un vieux préjugé contre le professionnalisme politique. Je me contentai d'évoquer avec lui l'attitude de la colonie émigrée, massivement acquise au MNA, la nécessité de gagner sa confiance et d'entreprendre un travail politique auprès des Français. Mes propos ne semblaient pas intéresser Tarbouche. Il m'écouta distraitement, m'obligeant à écourter la conversation. « Compte sur moi pour effectuer un travail d'information, mais non pour devenir permanent », lui dis-je avant de le quitter.

J'appelai aussitôt le docteur Chawki Mostefaï, qui me reçut le lendemain à son cabinet, boulevard Voltaire. Il avait quitté la direction du MTLD en 1951, après avoir été mis en minorité au comité central sur une proposition, qu'il approuvait,

8. De Tarbouche et de ses premiers compagnons, Boudiaf devait dire injustement — après 1962, quand ils lui tournèrent le dos — qu'ils n'avaient adhéré au FLN que pour en devenir des permanents salariés.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

d'union avec l'UDMA et les oulémas. Ces mouvements exigeaient alors du PPA-MTLD le rejet de toute activité illégale, afin d'éviter une provocation comme celle qui avait abouti aux massacres de mai 1945.

Chaleureux, franc et direct, Chawki Mostefaï était le contraire d'un homme d'appareil. L'indépendance, à long terme, ne faisait aucun doute pour lui, mais la situation politique n'étant pas mûre, il prévoyait un passage par l'étape de l'autonomie. Les divisions des partis algériens, l'état de l'opinion française et internationale, ne permettaient pas, affirmait-il, d'aller plus loin. Les propos de Tarbouche lui semblaient simplistes et dangereux. En conséquence, il avait rejeté sa proposition, comme l'avait fait également Boumendjel.

Nous poursuivîmes notre conversation au Mabillon, à Saint-Germain-des-Prés, où nous sommes allés prendre un verre. Nous étions attablés à la terrasse lorsque vint à passer le bachagha Si El Hachemi Benchennouf, député à l'Assemblée nationale. Il portait redingote et chapeau, au lieu de l'habit traditionnel qui lui donnait plus fière allure. Il s'invita à notre table et orienta la conversation sur la situation politique. Il devait penser que le docteur Chawki Mostefaï était au courant de ce qui se tramait dans les coulisses du FLN [9]. « Je vais, nous dit-il sur un ton de confidence, chez Paul Reynaud. Il y aura quelques ministres. Si vous avez un message à transmettre, une proposition à faire, je suis à votre disposition. »

Cet allié de l'administration coloniale nous apportait ainsi la preuve que le nationalisme était devenu, pour les notabilités, incontournable. Le FLN n'en était encore qu'une expression parmi d'autres. Le capital de popularité de Messali n'était pas entamé. L'audience des autres mouvements non plus. Leur autonomie se traduisait par des différences d'approche, par la participation à des élections, par leurs contacts avec le gouverneur général Jacques Soustelle — nommé à Alger par Pierre Mendès France, alors président du Conseil —, dont les nationalistes modérés espéraient, tout en feignant le scepticisme, une ouverture politique.

9. Mal informé, comme nous tous, il attribuait l'insurrection au CRUA, ignorant que ce comité s'était dispersé dès le mois de juin au profit du « comité des 22 ».

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

J'ai en mémoire la colère de Belaïd Abdesslam contre le PCF, quand il permit par son vote en février 1955 la chute du gouvernement Mendès France : « L'Algérie n'a jamais compté pour lui », me confiait-il, exaspéré. En revanche, Mahsas condamnait dans le même temps et sans appel les contacts entre Jacques Soustelle et les personnalités nationalistes, dont le centraliste Hadj M'hammed Cherchalli et le messaliste Mohammed Ouagouag, qu'il accusait de trahison. Souvenirs mémorables…

En juin 1955, après l'arrestation de Mohammed Larbi Madhi, Amar Guettari me proposa une « permanence » : « En province, précisa-t-il, si tu ne veux pas rester à Paris, où tu es connu. Là-bas, tu serais en sécurité. » Il avait été cuisinier au Château Vert, un grand restaurant du bord de mer à Skikda. À la demande de M'hammed Yazid, je l'avais fait venir à Paris pour remplacer un militant indélicat à la direction d'un restaurant du parti situé 22, rue Xavier-Privas. De taille moyenne, un peu voûté et prématurément usé par la maladie, Guettari, courtois, doux et discret, était un gestionnaire efficace. Après son passage rue Xavier-Privas, on lui avait proposé de s'occuper d'un autre restaurant, rue Charbonnière à Barbès. C'est là que la scission du MTLD le surprit. Il se rangea du côté des « neutres ». Après novembre 1954, il contribuera avec d'autres militants à donner un support organique au FLN. Les questions politiques le préoccupaient peu, il estimait que le FLN était à créer et que cette tâche incombait aux militants du MTLD : « S'ils ne l'assument pas, d'autres le feront, pour le meilleur ou pour le pire. Il ne faudra pas venir le leur reprocher après. »

Ces propos devaient résonner longtemps à mes oreilles. Un peu partout, en France, des groupes virtuels attendaient de prendre forme.

Globalement, les premiers militants eurent à répondre à la question de savoir qui était à l'origine de l'action armée. Les tâches politiques étaient assumées par des personnalités du mouvement national et des étudiants non organisés au sein du FLN qui, dans le sillage d'Abdesslam, se démenaient pour informer l'opinion française sur la réalité du problème algérien. À côté des lobbies marocain et tunisien, imposants par le nombre et l'influence, le réseau de sympathisants dont nous

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

bénéficiions manquait d'assises. Fractionné, depuis la scission du MTLD, entre promessalistes et pro-FLN, ce réseau se limitait à quelques journalistes : Albert-Paul Lentin, Claude Estier, Claude Bourdet, Jean Rous, Gilles Martinet ; quelques avocats : Pierre Stibbe et Yves Dechézelles ; quelques écrivains : Daniel Guérin, Charles-André Julien, Francis Jeanson ; des intellectuels catholiques comme Robert Barrat ; des enseignants comme le géographe Jean Dresch et le mathématicien Laurent Schwarz. Les groupes les plus engagés en notre faveur étaient les trotskistes et les libertaires qui s'appuyaient sur des intellectuels de renom, tels Jean Cassou, André Breton et Michel Leiris.

Dans le gouvernement Mendès France, le dossier algérien ne figurait pas au calendrier des priorités. Des hommes politiques en vue ne connaissaient pas bien le dossier. J'eus l'occasion de le constater le 3 novembre 1954. Sur invitation de Michel Rocard, j'ai assisté à une conférence d'Alain Savary, dirigeant de la SFIO [10] et futur secrétaire d'État aux Affaires tunisiennes et marocaines, qui se déroula au local des Jeunesses socialistes, rue du Cardinal-Lemoine. Instructive à plus d'un égard, et d'abord quant au rapport de la France à la décolonisation, la conférence d'Alain Savary portait sur la situation en Tunisie et au Maroc. En l'écoutant, je réalisai que les représentants du Néo-Destour aux pourparlers franco-tunisiens négociaient, sans parvenir à leurs fins, le retour au traité du Bardo [11]. La France avait obtenu le maintien des situations acquises pour les fonctionnaires français ; le respect de la propriété des colons ; la représentation française aux municipalités et aux chambres économiques. Elle prétendait, enfin, au contrôle de la police. On était donc loin de l'autonomie interne.

Interrogé sur l'Algérie, Alain Savary fit sienne une interprétation de l'insurrection que reprendra *Le Monde* du 7 novembre 1954. Celle-ci était définie comme une « série de règlements de comptes entre fractions du MTLD » qui

10. Section française de l'Internationale ouvrière, ancêtre de l'actuel Parti socialiste.

11. Le 12 mai 1881, les troupes françaises imposaient au Bey le traité de protectorat, dit du Bardo, complété ultérieurement par la convention de La Marsa (juin 1883). Ce traité évoluera de fait vers une sorte de cosouveraineté.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

auraient mal tourné. Cette surprenante analyse, venant d'un décolonisateur, d'un homme à principes, d'un politique respectable, me fit mesurer l'étendue de la désinformation au sujet du mouvement nationaliste algérien ; et en même temps le fossé qui séparait notre exigence d'indépendance et l'attitude de l'*establishment* français. Elle soulevait également des questions de taille : comment la France comptait-elle gérer les crises tunisienne et marocaine en ignorant le contexte maghrébin ? Les ministres étaient-ils informés de toutes les données de la situation algérienne ? Les renseignements recueillis sur les origines du FLN étaient d'une grande précision, mais tout porte à croire que seul le ministre de l'Intérieur, en l'occurrence François Mitterrand, en disposait. Jacques Chevallier, maire d'Alger et secrétaire d'État à la Défense, n'était pas dans la confidence, si l'on en croit Jean Vaujour [12]. Nombre d'affaires ultérieures révéleront le cloisonnement de l'information entre les services de l'État.

Manifestement, les Français, hormis une mince frange, ne réagirent pas en termes politiques ni en connaissance de cause au déclenchement de l'insurrection armée. Aucune réponse crédible ne fut apportée par les grands partis à des événements majeurs comme le vote de l'état d'urgence (31 mars 1955), l'ouverture des camps d'internement (juin 1955), les massacres du 20 août 1955 ou le mouvement des rappelés (septembre-octobre 1955).

Principale force anticolonialiste, le PCF nageait dans l'ambiguïté et ne voulait pas « sacrifier le tout à la partie », autrement dit sacrifier la recherche d'un front unique avec la SFIO au soutien à la résistance algérienne. Ahmed Inal, persuadé que leur attitude résultait d'un manque d'information, me demanda de l'aider à convaincre les dirigeants communistes de parier sur la lutte armée. Je rencontrai donc Louis Baillot et Claude Poperen, tous deux membres du comité central. Ils m'écoutèrent poliment, promettant de faire part de mes analyses à leur direction.

Inal m'introduisit également auprès d'Élie Mignot, ancien secrétaire du PCA, encore immergé dans l'atmosphère des années trente et cadre en vue de la section coloniale. En guise d'explication de l'attitude du PCF, Mignot sortit d'un tiroir un

12. Jean VAUJOUR, *De la révolte à la révolution, op. cit.*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

volume des œuvres de Lénine et me lut un paragraphe sur l'« impatience petite-bourgeoise ». Sa prestation me rappela le directeur de la *medersa* ouléma de Skikda, cheikh Mohammed El Ghassiri, qui, pour me convaincre des dangers de l'extrémisme, me citait un *hadith* (un dit du Prophète) sur les vertus du « juste milieu ».

L'image de la France n'étant pas encore ternie, même dans les pays arabes, la conjoncture politique immédiate ne nous offrait pas de raisons d'espérer en une solution prochaine. Lors d'un entretien que Boulahrouf et moi avions eu avec Habib Bourguiba à l'Hôtel Intercontinental au moment de l'ouverture des négociations franco-tunisiennes, le leader tunisien nous conseilla de nous en tenir à la revendication de l'autonomie de l'Algérie comme première étape vers l'indépendance. « Vous êtes comptables du sang des Algériens, nous dit-il, il faut savoir l'économiser. » Nous en convenions mais, tout en approuvant ses propos, nous estimions que l'idée d'autonomie ne pouvait aboutir sans l'accord des maquisards ou contre leur avis. Il n'existe pas, dans l'histoire des sociétés, de situations à sens unique. Mais étant donné les facteurs qui présidaient au conflit franco-algérien et les conditions dans lesquelles s'était engagée la révolution nationale, l'idée d'autonomie ne trouvait pas beaucoup d'audience. Après l'avoir envisagée un moment, Ramdane Abbane dut y renoncer.

Après la guerre, les stratèges en chambre, bravaches après le succès, se focalisèrent sur les faits et gestes des fondateurs du FLN et qualifièrent de « réformistes » des positions qui ne l'étaient pas. La rétrospective fausse le regard. Parmi les données stratégiques favorables en 1955 à une issue rapide du conflit franco-algérien, il n'y avait que l'engagement des pays arabes et de l'Indonésie. Il fallait donc du temps, des moyens, une vision claire des perspectives, pour dépasser le conformisme politique qui régnait alors à propos de l'Algérie. Le retournement de l'opinion française et internationale en notre faveur n'était nullement prévisible dans un avenir proche. Les fondateurs du FLN en étaient encore à constituer une direction. La peur névrotique de l'échec les obsédait et renforçait leur sectarisme.

En France, le FLN croyait devoir rejeter toute activité, toute tactique, qui ne seraient pas subordonnées au mot d'ordre :

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

« Le pouvoir au bout du fusil. » Le 1er mai 1955, la Fédération de France du FLN s'adressait aux émigrés en ces termes : « L'heure est trop grave pour que nous puissions encore gaspiller l'énergie de nos militants dans une forme d'agitation stérile. L'armée de libération n'a besoin ni de slogans, ni de discours, ni de paroles. »

À en juger par ce message, le débat politique, l'action aux côtés des travailleurs français pour célébrer la fête du travail n'étaient que verbiage démobilisateur. Je demandai à Mohammed Larbi Madhi des explications à ce sujet. Selon Madhi, pourtant convaincu de l'intérêt d'une alliance entre les patriotes algériens et la gauche française, le FLN visait à détourner l'émigration du MNA, qui organisait des rassemblements de protestation à l'occasion du 1er Mai. Je lui fis remarquer que, par machiavélisme, la Fédération de France présentait une vision simpliste de la scène politique, celle d'un affrontement entre deux nations, deux armées. Il blêmit, protesta, puis dévia la conversation en me reprochant mon alliance, au sein du mouvement étudiant, avec les communistes et contre mes anciens camarades du MTLD.

Je me séparai de Madhi triste et contrarié. Je ne devais plus le revoir : arrêté à Paris en juin 1955, transféré à Alger, il devait être condamné à cinq ans de prison. Libéré en 1958, il fut lâchement abattu chez lui, à Souk-Ahras, par des gendarmes.

Toutes les forces politiques qui ne dépendaient pas de la guérilla sentaient la situation leur échapper et lorgnaient vers le FLN, qui trouva en Ramdane Abbane le cerveau politique qui lui manquait en Algérie. Les centralistes avaient pris contact avec lui et son leader Benyoucef Ben Khedda, de passage à Paris, voulait me consulter sur leur éventuel ralliement au FLN.

Arrêté pour avoir adressé, le 25 novembre 1954, une lettre ouverte de ton modéré au ministre de l'Intérieur François Mitterrand [13], et libéré le 14 avril 1955, Ben Khedda continua à agir dans l'ombre. Homme d'une grande dévotion et d'un dévouement sans égal, ce pharmacien sans officine, simple et

13. Cette lettre a été cosignée par deux délégués de l'Assemblée algérienne, membres du comité central, Mustapha Ferroukhi et Ahmed Bouda.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

calme, était doté d'une grande force intérieure. Lent à se décider, il revenait rarement sur ses pas une fois la décision prise. Les circonstances l'ont promu à de hautes responsabilités qu'un Machiavel eût sans doute mieux utilisées. Il fut au centre de deux crises, celle du MTLD en 1954, celle du FLN en 1962.

Le contexte dans lequel eut lieu la rencontre n'était pas des meilleurs. Le congrès fondateur de l'UGEMA (juillet 1955), au cours duquel — je vais y revenir — j'avais eu maille à partir avec des compagnons de lutte (Belaïd Abdesslam, Lamine Khène, Mohammed Benyahia, Abdelmalek Benhabylès), tous anciens centralistes et partisans d'une nation algérienne arabo-musulmane, m'avait fortement éprouvé. Messalistes et pro-FLN étaient de leur côté. J'étais d'une certaine manière amer, ce qui allait peser sur mon entretien avec Ben Khedda.

La rencontre eut lieu à la Cité universitaire, en face du café Le Babel. Nous discutions tout en marchant. J'étais sur mes gardes pour avoir longtemps ruminé le déroulement des faits qui nous avaient conduits à une insurrection engagée dans l'improvisation. D'une voix basse, comme si nous étions écoutés, Ben Khedda plaida la cause de l'adhésion au FLN : « On ne peut plus rester en marge, me dit-il. Qu'en penses-tu ? » Nous n'étions pas dans les mêmes dispositions d'esprit. Je voulais entendre de sa bouche une explication des erreurs du comité central qui nous avaient menés d'une lutte pour la démocratie dans le MTLD à une situation où nous en étions réduits à nous accommoder d'un mouvement autoritaire.

Je n'en ai pas eu. Je me suis alors évertué, avec la civilité qui a toujours empreint nos relations, à lui dire en quelques mots pourquoi l'idéologie nationaliste était inapte à comprendre et encore moins à résoudre les problèmes de toute la société. Je réaffirmais, face à lui, ma foi dans le marxisme comme l'aurait fait un croyant entrant en religion. Ben Khedda m'écouta en silence et se contenta de me dire : « Réfléchis encore. » Il ne désespérait donc pas de me voir changer d'avis. Je le quittai mal à l'aise avec moi-même. Je voulais exister en dehors des « centralistes ». Pourquoi ne pas lui avoir expliqué que j'étais déterminé à tracer mon chemin dans le FLN, indépendamment d'eux, et en connaissance de cause ?

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

Après une longue promenade qui me mena à Gentilly, j'ai rejoint Amar Guettari. Je l'hébergeais dans la chambre de mon ami Khaled Benmiloud à la Cité universitaire et je lui rapportai ma conversation avec Ben Khedda. « Tant mieux, dit-il, si les centralistes rejoignent le FLN. Comme Messali, ils ont fait faillite. » Cette idée de faillite m'agaçait. Je ne comprenais pas encore qu'elle allait servir aux dirigeants du FLN pour établir leur légitimité et aux nouveaux venus sans expérience, de se pousser en avant contre les « faillis » au nom d'une prétendue virginité. « Explique-moi, Amar, répondis-je sur le ton de la plaisanterie, comment une faillite peut aboutir à une insurrection ? » Mon intention était de l'amener à relativiser son jugement et à penser autrement les obstacles à la naissance d'une guerre de guérilla en cernant les forces sociales à l'origine de l'attentisme dans l'ensemble du mouvement national. Amar rit à gorge déployée puis, saisi d'une quinte de toux, s'approcha du lavabo. Un flot de sang jaillit de sa bouche. Son teint devint cireux. Il se savait tuberculeux et refusait de se soigner. Arrêté quelque temps après, il mourut en prison.

Homme de conviction, Guettari était ouvert à quiconque voulait contribuer à la libération du pays, quelles que fussent ses idées. Au travers d'un lent processus de maturation, il avait accumulé des idéaux qui lui firent abandonner un travail lucratif en Algérie pour une tâche de parti dans l'émigration. Il a sacrifié sa vie pour leur réalisation. C'est avec des hommes comme lui que la résistance s'est imposée à l'adversaire. Témoin de mes souffrances nerveuses dans les conflits qui divisaient le mouvement étudiant, il m'incitait à ne pas leur accorder trop d'importance. Ils en avaient pour moi : de la manière dont chacun définissait la communauté politique dépendait l'avenir des Algériens de toutes origines. La bataille pour la caractérisation de l'Algérie avait commencé avec la création de l'UEAP. Elle allait se poursuivre dans la lutte pour la création d'un syndicat national étudiant qui se déroulera tout au long du premier semestre de l'année 1955.

En 1990, l'historiographie du mouvement étudiant algérien s'est enrichie du témoignage de Belaïd Abdesslam [14]. Trop à

14. Belaïd Abdesslam, *Le Hasard et l'Histoire. Entretiens avec Mahfoud Bennoune et Ali El Kenz*, ENAG, Alger, 1990, tome 1, p. 89 *sq.*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

l'aise avec ses propres évidences, celui-ci cultive l'art de ne répondre qu'aux questions qu'il se pose à lui-même. Pour suivre avec profit sa version des circonstances qui présidèrent à la naissance de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), il faut avoir à l'esprit le débat pour la création de l'UEAP[15] et revenir brièvement sur les représentations de la nation qui avaient cours dans l'Algérie coloniale.

Le modèle colonialiste décrit l'Algérie comme une terre sans maîtres, ouverte à toutes les conquêtes, et l'État précolonial turc comme un État exploiteur et prédateur plaqué sur une mosaïque de communautés ou, comme on disait au XIXe siècle, de races sans homogénéité, opposées les unes aux autres.

Le modèle anticolonialiste français, lui, comporte deux interprétations. La première, marxiste « stalinienne », formulée en 1939 par Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, est fondée sur l'idée d'un *melting-pot* entre immigrants européens et autochtones « musulmans » présentés comme une mosaïque de communautés — un « habit d'Arlequin », disait Reda Malek, idéologue de l'UGEMA, pour tourner cette vision en dérision. Le postulat à la base de cette réflexion qui se voulait théorique faisait abstraction des facteurs d'unité entre musulmans et nourrissait l'illusion d'un brassage entre populations dans un cadre colonial. Sa fonction réelle était de subordonner l'émancipation de l'Algérie à la réalisation du socialisme en France.

C'est une telle réflexion qui contribua à figer les termes de la question. Il y aurait pu y avoir, après tout, un débat intéressant sur l'idée de « nation algérienne en formation », si l'on avait accepté de tenir compte de l'Histoire réelle. Celle-ci impliquait la dimension culturelle dominante, musulmane, de l'Algérie et aurait permis de poser le problème de la multiplicité des composantes ethniques, religieuses, linguistiques, autrement que sous la forme d'une société bigarrée et sans unité. Sur cette question, je devais publier par la suite, en 1958, alors que j'avais la responsabilité de l'information, un texte de mise au point mettant à nu les arrière-pensées du PCF. Je rédigeai ce texte avec André Akoun sous le titre : *Le PCF et la révolution algérienne.*

15. Voir *supra*, chapitre 4.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

Il m'arrive de me demander si j'ai su poser avec assez de clarté cette question de la diversité de la nation. Ainsi, les populations juive et européenne qui acceptaient d'être algériennes avaient le droit de considérer l'Algérie comme leur pays. Aucun courant, pas même celui des oulémas, ne leur contestait ce droit, ce qu'on fait semblant d'ignorer aujourd'hui.

Mais une autre question se posait également : celle du droit, pour un Algérien « de souche », de se voir reconnaître sa qualité d'Algérien tout en se revendiquant agnostique ou athée. Cette question aussi avait droit de cité. Peut-être l'ai-je alors laissée dans l'ombre, par facilité politique, en privilégiant celle des minorités non musulmanes.

Il aurait fallu aussi que certains progressistes et communistes, qui se revendiquaient du même combat que le mien, ne cèdent pas à l'illusion d'une modernité qu'ils concevaient comme une rupture totale avec le passé, comme l'avènement de l'an I d'une Algérie nouvelle. Cette illusion, qui les conduisait à identifier passé et traditions à un obscurantisme séculaire, donnait aux conservateurs l'avantage de se parer d'une histoire et d'une « authenticité » dont nous nous sommes privés.

On doit la seconde interprétation à l'historien Charles-André Julien [16]. Celui-ci reproche aux nationalistes de trop solliciter l'Histoire pour démontrer l'existence d'une nation algérienne avant 1830. Son argumentation fait appel à la définition de Renan, mettant l'accent sur la « communauté d'espérances » qui unit les Algériens dans la lutte contre la domination française et leur donne « vocation de nation ».

Les nationalistes se démarquent nettement de ces analyses. Pour schématiser, les oulémas assimilent communauté religieuse et nation : « Quand nous parlons de nation algérienne, souligne leur journal *Shihab*, nous voulons dire par là avant tout l'islam, car c'est l'élément fondamental du peuple [17]. » La nation est donc une communauté d'origine dont les repères sont la langue arabe et la religion.

16. Charles-André JULIEN, *L'Afrique du Nord en marche. Nationalisme musulman et souveraineté française*, Julliard, Paris, 5e édition, 1972, p. 251-255.

17. *Shihab*, mai 1937, p. 247.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

À l'image des oulémas, les nationalistes populistes culturalisent la nation tout en insistant sur l'idée de souveraineté populaire. Cependant, le problème de l'appartenance est posé en termes de nécessité objective de « substance » et non de choix. Les « Français involontaires », juifs et Européens qui se reconnaissent dans une patrie algérienne, restent français. Les musulmans qui la nient restent algériens. Dans cet ordre d'idée, l'opposition entre oulémas et nationalistes populistes était plus politique qu'idéologique. Ils exposaient fermement leur conception de la nation chaque fois qu'était soulevé le sort de la minorité européenne dans l'Algérie indépendante, sacralisant le consensus sur ce point, à telle enseigne que sa remise en cause était considérée comme une déviation.

Jusque dans les années quarante, la conception ethnoculturelle de la nation n'était contestée que par les élites nouvelles, fascinées par le modèle français, et qui ne comprenaient pas que sa transposition en Algérie se heurtait à des obstacles de taille, dont, entre autres, la situation coloniale. Quelques éléments de ces élites, originaires de Kabylie, redécouvraient, dans le sillage de la colonisation, l'héritage berbère comme d'autres et considéraient l'islam comme une « parenthèse malheureuse » dans le destin de l'Algérie. Or, une population qui avait fait de l'islam un lieu de résistance ne pouvait certes le rejeter ; mais toute une génération, à laquelle appartient Belaïd Abdesslam, déjà traumatisée par le fossé séparant les masses de l'intelligentsia, allait figer la conception ethnoculturelle de la nation élaborée au cours des années trente.

La rupture du consensus sur ce sujet intervint en 1949, lorsque des militants du PPA (Mabrouk Belhocine, Sadek Hadjérès et Yahia Henine) appelèrent à une redéfinition de la nation. Leur projet s'articulait autour de certains principes : démocratie, unité dans la diversité, multiculturalisme, « extension de la langue classique, développement des langues et des cultures populaires », reconnaissance des juifs algériens comme indigènes, attribution de la nationalité algérienne aux Européens dans la mesure « où ils se sentiront fils de la patrie algérienne et agiront en tant que tels [18] ». Cette approche levait le tabou de la religion sur l'interprétation de l'histoire algérienne.

18. *Soual*, n° 6, avril 1987, p. 177.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

Sans ce rappel, on ne pourrait rien comprendre aux divisions du mouvement estudiantin algérien dans les années cinquante. Avec la création en 1953 de l'Union des étudiants algériens de Paris (UEAP), je l'ai dit, l'idée d'un syndicat national ouvert aux Européens et aux juifs d'Algérie acquis à une nationalité algérienne s'était imposée. Belaïd Abdesslam considérait, quant à lui, qu'une telle formule favorisait les communistes, le seul parti pluricommunautaire. Il la remit donc en question, subordonnant l'appartenance au syndicat à l'adhésion à une conception ethnoculturelle de la nation, en mobilisant à ses côtés Ahmed Taleb (oulémas) et Layachi Yaker (UDMA). En lançant le débat sur ce terrain, Belaïd Abdesslam jetait un rideau de fumée sur ses véritables intentions : endiguer, dans l'immédiat, l'influence des étudiants communistes, briser la coalition qu'ils avaient constituée pour mettre un terme au monopole du MTLD, et introduire la religion comme facteur dans le débat politique.

C'est d'abord sur ce point que je me démarquai de lui, estimant que l'instrumentalisation de la religion jouait contre tous ceux qui se revendiquaient du marxisme, à commencer par moi-même. Ce n'est que par la suite que je me mêlai au débat sur la définition de la communauté politique. Reda Malek avait raison de souligner que le tissu social algérien n'était pas un « habit d'Arlequin » et de mettre l'accent sur le brassage entre Arabes et Berbères. Les communistes, dont Ahmed Inal, Aziz [19] Benmiloud, Mokrane Ould Aoudia et André Akoun, reconnaissaient en privé la légitimité de cette affirmation mais, par discipline, ils défendaient en public la réflexion théorique de Maurice Thorez.

Face à la coalition de ceux qui voulaient déconfessionaliser le futur syndicat étudiant et proposaient une UGEA (Union générale des étudiants algériens), les défenseurs de l'UGEMA (Union générale des étudiants *musulmans* algériens) procédaient constamment dans leurs critiques par amalgame. Si l'on critiquait la conception ethnoculturelle de la nation qui fermait la voie à l'option démocratique en sacrifiant les libertés individuelles, c'est qu'on défendait la position communiste. Si l'on considérait qu'il était inadéquat de postuler une continuité entre l'Algérie précoloniale et

19. Diminutif familier de Abdelaziz.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

coloniale, c'est qu'on récusait le legs du passé. Si l'on invitait les étudiants à tenir compte des stratégies d'affirmation identitaire en Kabylie, c'est qu'on adhérait à la théorie de Maurice Thorez. Dans leur obsession unitaire, nos interlocuteurs en arrivaient à oublier que notre seule ambition était de donner des bases stables à la communauté politique.

Quand Abdesslam soutient aujourd'hui que ce débat opposait communistes et nationalistes, il simplifie les faits. La coalition pro-UGEA était en fait composée de trois groupes : les communistes ; les étudiants favorables au multiculturalisme (comme Mohammed Arkoun, Abdelkrim Chitour, Hassan Aziz) ; et les nationaux progressistes (comme Salah Khelaf et moi-même), hostiles à la fermeture des frontières culturelles et à l'introduction de la symbolique religieuse dans le concept de nationalité. Trois facteurs nous ont desservis : l'inconsistance du libéralisme algérien, la subordination organique du « groupe de langue » algérien au PCF et, enfin, l'hostilité à notre cause des étudiants socialistes et catholiques de l'UNEF [20].

Théoriquement, l'UDMA était favorable au sécularisme. Mais au cours des débats, Layachi Yaker s'aligna sur les thèses d'Abdesslam aux côtés d'Ahmed Taleb. Son choix nous coupa de nos camarades d'Alger, entraînés par le docteur Sadek Saber. Certains de ses amis qui se trouvaient en France, comme Mustapha Francis et Ali Kara-Mostefa, nous soutenaient. Nous avons essayé d'infléchir la position de Yaker en sollicitant la médiation de Ferhat Abbas. Celui-ci nous reçut en compagnie du docteur Ahmed Francis (dirigeant des AML, puis de l'UDMA) en mai ou juin 1955, dans un hôtel du IIIe arrondissement, Le Plat d'Étain. Reda Malek et Mouloud Belaouane plaidèrent la cause de l'UGEMA, Inal et moi-même celle de l'UGEA. Visiblement embarrassé, Ferhat Abbas nous écouta, et conclut par ces mots : « Arrangez-vous entre vous, mes enfants. » Il ne développa pas les positions que nous lui connaissions à travers ses écrits, ce qui nous étonna fort. Lorsqu'en 1963, Ferhat Abbas, alors président de l'Assemblée nationale algérienne, soutint un code de la

20. Ces étudiants qui avaient soutenu les partisans d'une UGEMA connaissaient-ils tous les enjeux du débat ? Je l'ignore, ayant perdu tout contact avec eux à la fin décembre 1954.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

nationalité débarrassé du critère patriotique, où l'algérianité était définie par l'appartenance à la communauté musulmane, je rappelai à ceux qui s'en étonnaient cet épisode de 1955.

La dépendance du « groupe de langue algérien » à l'égard du PCF nous porta préjudice, elle aussi. Au moment de la création de l'UEAP, les communistes s'étaient engagés à œuvrer en faveur d'une Union nationale. Par la suite, ils nous proposèrent une Union fédérale des étudiants algériens en France. Pourquoi ce pas en arrière ? Je n'ai jamais pu obtenir d'explication à ce sujet. On peut imaginer — simple hypothèse — que le PCF ne tenait pas à voir naître une Union nationale qui concurrencerait l'UNEF. Pour obliger les étudiants communistes à tenir leurs engagements, nous avons exercé sur eux des pressions qui convergeaient avec celles des pro-UGEMA. Les communistes révisèrent donc leurs positions, mais « sans cesser de tergiverser », comme le notait Inal dans un rapport au PCF.

J'appris plus tard que la fédération de Paris du PCF, dont les étudiants communistes dépendaient, les avait laissés sans directives. Elle n'avait même pas avisé le PCA. C'est ainsi que, finalement, les communistes à Alger votèrent, contre nous, en faveur de la création de l'UGEMA. Je l'appris accidentellement par Ghouti Benmelha, étudiant à l'université d'Alger, lors de son passage à Paris en août 1955. J'eus à ce propos une franche explication avec Inal. Pour preuve de sa bonne foi, il me donna copie du rapport qu'il avait rédigé à l'intention de la section coloniale du PCF. À la suite de cette affaire, les étudiants communistes algériens demandèrent, selon Abdelaziz Benmiloud, à ne plus dépendre du PCF. Sadek Hadjérès (membre à l'époque du comité central du PCA) me confirmera ce témoignage en 1998.

Fin juillet 1955, les étudiants algériens tinrent deux congrès séparés. Nos camarades juifs et européens, qui ne voulaient pas endosser la responsabilité de la division du mouvement étudiant, renoncèrent à faire partie d'une UGEA. Nous proposâmes alors aux étudiants pro-UGEMA de renoncer à un sigle qui nous enfermerait, bon gré mal gré, dans le communautarisme. Nous nous heurtâmes à un refus. Abdesslam triomphait. Pour mener à bien son projet, il réussit à obtenir le concours financier et politique du MNA (son œuvre accomplie, il devait néanmoins se retourner contre lui). Il obtint

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

également le soutien de Madhi, lequel engageait un FLN encore en gestation.

Après le 20 août 1955, le développement de la guerre, beaucoup plus que notre situation provisoirement minoritaire, nous contraignit à rassembler nos énergies. Après de multiples consultations, menées de concert avec Salah Khelaf, président de l'UGEA, ses fondateurs décidèrent de ne pas déposer les statuts et de rendre à leurs partisans leur liberté. Nombre d'entre eux ne rallièrent pas l'UGEMA et s'investirent directement dans le FLN. Quant à nos camarades juifs et européens, ils répondirent tous à l'appel de la résistance et connurent les épreuves de la prison [21], de la désertion [22], de la grève des étudiants et de l'action dans les réseaux [23].

Le conflit du mouvement étudiant des années 1954-1955 fut souvent réactivé ultérieurement dans la compétition pour le pouvoir. Le témoignage d'Abdesslam est ainsi paru en 1990, à un moment où les tensions liées au territoire, à la culture, à la multiplication des critères définissant l'identité algérienne (islamité, arabité, berbérité…) fragilisaient l'État, aux prises avec des loyautés contradictoires. Je m'étonne qu'il n'ait apparemment tiré aucune leçon du passé…

Au terme de deux années d'engagement dans des luttes marquées du sceau de l'intolérance et de la haine — scission du MTLD, divisions du mouvement étudiant —, j'ai vécu une période d'abattement qui éprouva ma fraîcheur de sentiments. Mes illusions s'effondraient. Je revenais sur mes années d'adolescence, sans distractions, passées à battre la campagne pour attirer les ruraux au MTLD. Je pensais à ma situation personnelle, qui n'était pas brillante, à ma sécurité menacée.

Les autorités françaises ayant résilié mon sursis universitaire, les gendarmes vinrent en effet me chercher rue de l'Arcade pour m'emmener à la caserne. De son côté, la DST m'envoya deux convocations auxquelles je ne répondis pas ; je quittai toutefois mon logement. Dans la cave de l'immeuble, j'avais déposé une malle où se trouvaient les

21. André Bekkouche, Lucien Hanoun, Colette Grégoire (Anna Greki), Jean-Claude Melki, etc.

22. Claude Sixou.

23. André Akoun, Claude Ouazzana.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

rapports financiers de la Fédération de France du MTLD. Trop de noms figuraient sur ces documents. À mon grand regret, je décidai de les détruire. Salah Khelaf et Ahmed Sellami se chargèrent de cette tâche.

Grâce à Jean-Claude Melki, militant communiste de Constantine, j'obtins provisoirement une chambre — celle de l'architecte Alexandre Chemetov — à la Maison des lettres, 6, rue Férou. Je changeai de milieu. La famille Melki devint la mienne. Nous allions souvent dîner avec sa sœur Jeanne et son beau-frère Pierre Attal, dans des restaurants juifs constantinois où l'on pouvait écouter cheikh Raymond ou Mohammed Tahar Fergani.

Rue Férou, je côtoyais toute une colonie d'Algériens, tous de la région Ouest : Khaled Benmiloud, Rachid Benabadji, Abbas Zerdoumi, qui me présenta Louis Mermaz, futur ministre. Dans ce milieu, je me sentais en sécurité, protégé, entre autres par Maximin, le gardien de l'immeuble, et sa fille, dite La Comtesse. Maximin était anarchiste. Un jour de 1956, la DST venant à ma recherche, Maximin me fit une confidence ; il avait gardé des armes chez lui depuis la Libération : « Si tu les veux, prends-les. Quand Maurice Thorez a donné ordre aux résistants de rendre leurs armes, je ne l'ai pas suivi. Elles sont toujours là. »

À la Maison des lettres, je vis transiter des militants qui se préparaient à entrer dans la résistance armée : M'hammed Guermouche, de Sebdou, membre du comité central de l'UDMA, et qui allait mourir en héros ; le docteur Sadek Hadjérès, dirigeant du PCA, et Abdelkader Guerroudj, dirigeant des Combattants de la libération [24]. Ce dernier devait être arrêté et condamné à mort. Sauvé par la pression de l'opinion mobilisée par le PCF, il ne fut pas exécuté.

Je fis aussi connaissance avec un trio infernal — Malek Haddad, M'hammed Issiakhem et Kateb Yacine — porté sur la dive bouteille et dont la discrétion n'était pas la vertu première. Cela vaut surtout pour Malek Haddad, militant du PCA expulsé d'Algérie et qui vivait dans l'attente du jugement d'Aragon sur ses poèmes. Écorché vif, un tantinet homme de cour, il prenait plaisir à s'autoflageller pour se punir de son manque de sens politique : « Tu te rends compte,

24. Organisation communiste algérienne, qui devait rejoindre le FLN.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

me disait-il, je menais campagne contre la CED [Communauté européenne de défense], alors que depuis plusieurs mois les Algériens avaient pris les armes ! » Malek Haddad m'avait surnommé « Ma conscience ». Je l'invitai à ne jamais prononcer mon nom. Alors que la police était à mes trousses, il m'interpella, rue de Vaugirard, près du Sénat, en ces termes : « Hé, X 27 ! Tu es toujours dans l'ombre ? » Je continuai mon chemin sans me retourner.

M'hammed Issiakhem, peintre de grand talent, était d'une autre facture. Il portait toujours un carton rempli de gouaches qu'il échangeait contre quelques verres de vin. Il ne marchandait jamais. Mais comme il ne savait pas s'arrêter de boire, ses gouaches pouvaient coûter cher. Révolté contre tout ce qui était institué, refusant de se singulariser en tant qu'artiste, il se considérait comme un homme ordinaire. Déchiré intérieurement, en état d'explosion permanente, il me rappelait par moments les personnages de Dostoïevski. L'indépendance devait éroder légèrement son égalitarisme sans pour autant neutraliser sa violence qu'une infirmité — il était manchot — exacerbait. Il nous racontait avec humour comment son père lui avait infligé une raclée à coups de canne en apprenant qu'il allait s'inscrire aux Beaux-Arts et devenir peintre : « Quoi ? Pour faire ce métier-là, on n'a même pas besoin d'aller à l'école ! Et tu voudrais que je t'entretienne ? »

Kateb Yacine parlait en homme libre. Son admiration pour Staline dissimulait mal des tendances anarchisantes, un refus de l'organisation et de la discipline. Sur lui pesait la tragédie de mai 1945, qu'il avait vécue. À l'opposé de Malek Haddad, il s'exprimait souvent à contre-courant sur la religion, la culture, la question des langues. Il cherchait constamment, par la provocation, à arracher aux Algériens leur masque de pruderie.

Par-delà ces rencontres, le changement de milieu me fit du bien. J'appris à désacraliser l'organisation, n'y voyant plus qu'un cadre dans lequel on pouvait développer et échanger des idées. Je rencontrai des hommes avec lesquels je poussais plus loin la réflexion politique : Abdelaziz Benmiloud, André Akoun, etc. Entre eux et moi, régnait une confiance faite de solidarité et de réciprocité. Je les ai connus à une époque où les événements tels que la mort de Staline, l'insurrection du

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

1er novembre, les errements du PCF sur la question algérienne (et plus tard les mouvements des prolétariats de Pologne et de Hongrie contre la bureaucratie), incitaient au questionnement et frayaient la voie à une espèce nouvelle : les mal pensants du communisme.

À leur contact, je réalisai que ma brouille avec mes camarades du MTLD avait été un préalable à ma réconciliation avec moi-même et qu'elle m'avait permis de me libérer de ma déférence envers mes aînés en politique. Je ressentais le besoin d'une famille dans laquelle le géniteur et sa progéniture seraient égaux. Inconsciemment je cherchais à retrouver la relation égalitaire que j'avais avec mon père.

Les discussions et conflits autour de l'UGEMA et de l'UGEA à peine terminés, l'actualité nous prenait à la gorge. El-Arrouch, Skikda, berceaux de mon enfance et de mon adolescence, qui avaient perdu en juin leurs élites nationalistes envoyées dans les camps d'internement du Sud-Oranais, allaient être secouées par l'insurrection du 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois. Conséquence d'une répression démesurée, des centaines de Skikdi prirent le chemin de l'exil. Je vis arriver mon grand-oncle maternel, Abderrahmane Hassani, avec ses trois enfants, Rachid, Mahmoud et Abdallah, encore lycéens, ainsi que mon professeur d'arabe, Mohammed Gati. Le calme olympien de mon grand-oncle, amateur de kif, avait laissé place à l'effroi qui se lisait sur son visage quand il nous racontait les scènes d'horreur qu'il avait vécues. Il avait déjà perdu son frère et son neveu lors des massacres du 8 mai 1945 à Guelma. Il confondait, dans ses récits, les massacres d'hier et ceux d'aujourd'hui, passant de l'un à l'autre sans souci de cohérence. « Où s'arrêteront les colons ? » se demandait ce notable, interprète judiciaire et homme de grande culture qui ne manquait pas de déplorer les victimes européennes.

Le drame se rapprochait de moi, devenait tangible, réel. Je frissonnais. Accompagné d'un oncle, mon fils aîné Émir, âgé d'un an et demi, était arrivé la veille à Skikda. Que serait-il devenu s'il était arrivé un jour plus tard, comme ces ouvriers de Petite-Kabylie qui, en rentrant chez eux à Skikda, furent pris par hasard dans la tourmente et assassinés ?

À Paris, à Lyon, à Marseille, les Skikdi hébergèrent et nourrirent leurs compatriotes. Plusieurs d'entre eux devinrent des

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

cadres supérieurs du FLN. D'autres allaient chômer jusqu'au jour où les syndicats CGT, que nous ne manquions pas de solliciter, leur trouveraient du travail.

Insoumis, je dissimulais ma situation pour ne pas aider la rumeur à s'en emparer. En septembre, je quittai Paris pour Coulommiers, où André Akoun m'avait trouvé un poste de maître d'internat. J'en avisai aussitôt mon père qui, voulant arracher mon frère Noureddine à l'atmosphère de guerre de Skikda, l'envoya à Coulommiers. Ce dernier prépara donc dans mon lycée la seconde partie de son baccalauréat, option philosophie.

Le métier de maître d'internat n'était pas de tout repos. Les élèves en situation d'échec, renvoyés des lycées parisiens, étaient nombreux dans cet établissement. Je pris le parti de les laisser gérer eux-mêmes la discipline, comme je l'avais vu faire au collège Sainte-Barbe. J'intervenais donc rarement, et j'avais alors affaire à des individus isolés, jamais à l'ensemble des élèves.

Mon séjour à Coulommiers ne dura qu'un mois. Lors de la visite médicale, le médecin diagnostiqua chez moi un début de tuberculose. Je pense avoir été contaminé par Amar Guettari. Je fis mes adieux à mes collègues le jour où se tenait une réception en l'honneur d'André Dhôtel, un professeur de lettres qui venait d'obtenir le prix Femina pour son roman, *Le Pays où l'on n'arrive jamais*. De Coulommiers, je garde le souvenir de matinées brumeuses où, dans les cafés, autour du bar, les paysans en partant pour les champs se passaient des bouteilles d'un vin rouge dont l'odeur vous prenait à la gorge dès l'entrée, éclipsant avec violence celle du café.

De novembre 1955 à juin 1956, je séjournai au sanatorium universitaire de Bouffémont (Val-d'Oise). Le traitement qu'on nous administrait quotidiennement — streptomycine, PAS et Rimifon — nous fatiguait, alors que la passion politique nous incitait à nous dépenser sans compter. Les partis français y tenaient des cercles de réflexion. Je m'inscrivis au « cercle marxiste », affilié au PCF, pour combattre des activistes de l'Algérie française, cadres de l'usine Citroën, qui entretenaient le racisme au sana avec la bienveillance d'une partie du personnel soignant. Nous étions trois Algériens dans ces lieux. L'un de nous, Kerraz, fervent de poésie, fut

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

sauvagement agressé. Ainsi les tensions politiques ne nous furent pas épargnées.

Ma chambrée disposait de six lits, dont cinq occupés. Quatre des occupants appartenaient au « cercle marxiste », dont Guillemin, docteur en sciences politiques, était l'animateur. Dans la chambrée contiguë à la nôtre, logeait Fernando Arrabal, auteur dramatique espagnol à l'esprit caustique. Dans ses interventions à la radio du sana, ce fascinant personnage s'adonnait à son penchant pour la profanation. Il ne comprenait pas comment je pouvais à la fois fréquenter les communistes au « cercle marxiste » et flétrir leur attitude à l'égard des marxistes espagnols pendant la guerre civile. Il se contentait de sourire quand je lui expliquais que ce cercle n'était qu'un cadre dans lequel je développais mes idées. Je lui administrai la preuve de mon indépendance d'esprit en abordant sans complaisance, dans un exposé radiophonique sur les origines du conflit franco-algérien, l'attitude de la gauche parlementaire française, lors de l'interdiction de l'Étoile nord-africaine en 1936 et des massacres du 8 mai 1945.

Au « cercle marxiste », Guillemin estimait que je m'écartais du « droit chemin ». Je lui mis sous le nez les écrits de Maurice Thorez sur l'Algérie. Il en fut troublé. Il n'était pas homme à nier la réalité. Mais il craignait de « fournir des arguments aux détracteurs du parti ».

Il soutenait, non sans raison, que les militants algériens avaient tendance à se polariser sur les faits et gestes de leurs interlocuteurs français, gouvernants et opposants, au point de s'interdire toute analyse critique des dérives du FLN, qui faisaient peser de lourdes hypothèques sur la cause algérienne. Sauf à interpréter ses propos avec malveillance, à le soupçonner de vouloir justifier à tout prix le vote communiste, je ne pouvais rejeter cette partie de son argumentation. N'est-il pas malsain qu'aujourd'hui encore l'historiographie nationaliste continue à inscrire les pratiques du FLN dans une perspective eschatologique, à ignorer le politique comme moyen de construire des rapports de forces, et à rejeter tous les torts sur les forces politiques françaises ? Je trouvais normal que le PCF tînt son propre discours anti-impérialiste et ne s'aligne pas sur les positions du FLN. Mais en conférant des « pouvoirs spéciaux » à l'armée qui devait mener à bien la « pacification », le même PCF freinait la mobilisation contre

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

la guerre et donnait carte blanche à un pouvoir qui ne cessait de reculer sous la pression des ultras.

À cela, Guillemin répondait que je privilégiais l'indépendance sans tenir compte du contenu de classe de la lutte. Cette lecture ne me paraissait pas évidente. Désormais, pèserait sur moi à ses yeux le soupçon de vouloir faire de l'entrisme dans le PCF…

Fin mars, je prenais conscience, en me rendant à Paris, des bouleversements occasionnés par le vote des « pouvoirs spéciaux » par le PCF chez les « progressistes » algériens. Parmi eux, certains communistes avaient déchiré leur carte d'adhérent ; d'autres l'avaient rendue. Des compagnons de route s'adonnaient sans pudeur à une surenchère anticommuniste pour faire oublier leur passé. La déception engendrée par le vote des « pouvoirs spéciaux » devait peser sur les événements à venir : tous les espoirs étudiants allaient se porter sur le FLN. Pour ceux qui fondaient leur conduite sur une théorie, il n'était pas facile de suivre le stalinisme et les méandres de sa politique. Guillemin, lui, y parvenait.

Un jour, après une discussion qui l'énervait, celui-ci fut pris d'une violente quinte de toux qui le mena au bord de l'apoplexie. Emmené d'urgence en réanimation, il décéda quelque temps après. Dans la chambrée, la nouvelle de sa mort nous laissa sans voix. Nos échanges se limitaient à des regards angoissés. Ce souvenir cauchemardesque allait, de temps à autre, hanter mes nuits.

En mai 1956 — le 19, plus précisément —, à un mois de ma sortie du sanatorium, les étudiants algériens, qui collectivement n'avaient eu jusqu'alors que peu d'influence sur les événements, firent entendre leur voix. La section d'Alger de l'UGEMA lança une grève illimitée des cours et des examens et appela les étudiants à rejoindre l'ALN. À la base de cette initiative, il y avait le refus radical de coopérer avec la société coloniale et la volonté de paralyser le pays. Cette perspective me semblait aventureuse, d'une part, parce qu'elle faisait totalement abstraction de la situation sociale des classes urbaines qui, compte tenu de leurs conditions d'action et de résistance, ne pouvaient tenir aussi longtemps que les ruraux ; et, d'autre part, parce qu'elle reposait sur l'espoir d'une solution à court terme.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

Hostile à cette grève, que pouvais-je faire ? Je résolus de reprendre contact avec Abdesslam, après avoir obtenu une autorisation exceptionnelle de sortie du sanatorium. Notre rencontre eut lieu à La Chope (aujourd'hui Le Sorbon), rue des Écoles, en présence de Reda Malek et d'Abdelaziz Benmiloud. Abdesslam était sur le point de partir pour Alger. Je lui suggérai d'annoncer, avant son départ, une grève de solidarité limitée des sections de l'UGEMA en France avec les étudiants d'Alger. Il ne retint pas ma proposition, convaincu qu'il était d'amener les instigateurs algérois de la grève à revenir sur leur décision. Je remis par ailleurs à Abdesslam, à l'intention de la direction du FLN, une brochure intitulée *La Lutte armée selon les classiques du marxisme-léninisme*, élaborée par les résistants communistes français au cours de la Seconde Guerre mondiale.

La mission de Belaïd Abdesslam n'eut pas le succès escompté, et à son retour d'Alger nous fûmes appelés à entériner, lors d'une assemblée générale de l'UGEMA parisienne, la décision de la section d'Alger. J'assistai à cette assemblée, boycottée par les adversaires déclarés de la grève à Paris, qui se comptaient sur les doigts d'une main. Comme on prétendait que la suspension des études avait pour but de fournir des cadres au maquis, une voix dissidente, celle de Mohammed Mellah, osa s'exprimer : « Ce n'est pas vrai, dit-il. Je viens de Tunis, où l'on m'a empêché d'aller au maquis parce qu'on estimait préférable que je termine mes études. » Là-dessus, son cousin Tayeb Naït le ceintura, l'empêchant de poursuivre. La grève illimitée fut massivement votée.

Il s'agissait en fait moins de consentir à un mot d'ordre aventureux que de plébisciter le FLN. Mais nous prenions là, sans en avoir conscience, le risque le plus grave, celui de renoncer à notre liberté de jugement. L'initiative de cette grève était contraire à l'intérêt national ; mais cela n'effrayait pas nos dirigeants. Personnellement, je rachetai mon abdication en défendant les non-grévistes et en m'opposant à toute sanction à leur égard. Au cours de l'été 1956, Boulahrouf me laissa entendre qu'il avait même été question d'exécuter les récalcitrants qui avaient enfreint les ordres du FLN, notamment le docteur Abdallah Merrouche.

J'ai souvent insisté ultérieurement auprès de Boulahrouf pour que la question de la reprise des cours soit soumise au

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

comité fédéral. Au printemps 1957, la commission de presse du FLN revenait sur le sujet, avec beaucoup de précautions : « Les deux tiers environ des étudiants algériens se trouvent dans des universités françaises, écrivait-elle. La grève illimitée n'a pas tenu compte de leur situation, très différente de celle de leurs camarades d'Alger. La section d'Alger a réellement décidé de sa position. En France, les autres sections de l'UGEMA ont été obligées moralement de ratifier une décision qu'elles n'avaient pas prise elles-mêmes, et qui ne leur semblait pas une exigence de la situation.

« Pratiquant l'immobilisme politique depuis le début de la grève, l'UGEMA subit un processus de "bureaucratisation" et de démobilisation de la majorité des étudiants qui donne à l'orientation de la grève un caractère dramatique.

« La grève illimitée, lancée dans des circonstances confuses aux yeux des étudiants, a été mal orientée. Se situe-t-elle dans une ligne de non-coopération culturelle, c'est-à-dire d'un boycott de l'université et de l'école françaises ? Dans ce cas, il fallait en tirer toutes les conséquences et assumer les responsabilités qui en découlent. Une partie des étudiants voulaient et pouvaient rejoindre les rangs de l'ALN, mais les autres ne devaient-ils pas quitter la France dès le début de la grève et poursuivre leurs études ailleurs ? Autrement, la grève se situerait dans le cadre de l'utilisation provisoire de l'université française. [...] Dans ce cas, la grève ne peut être illimitée. [...] Si l'on opte pour la seconde solution, qui semble exprimer le sentiment général des étudiants, il sera facile de créer les conditions de reprise des études [25]. »

Au lendemain de l'assemblée générale de l'UGEMA à Paris, je m'apprêtais à rejoindre le sanatorium de Bouffémont, après un rendez-vous avec le professeur Mohammed Chérif Sahli, dans un café du boulevard Saint-Michel. Je me trouvais à ses côtés, à dix heures du matin, en compagnie d'Abdelaziz Benmiloud et d'un nommé Chaïeb, professeur d'arabe au lycée Henri-IV, lorsqu'une masse de policiers, les uns en tenue, les autres en civil, déboula sur le boulevard. C'était la rafle. M. C. Sahli y échappa en entamant une conversation avec une dame endimanchée. Sans même qu'on s'avisât de

25. Rapport au comité fédéral, avril 1957.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

vérifier nos papiers, nous fûmes, quant à nous, poussés dans un panier à salade, et dirigés vers le centre Beaujon [26]. Nous y étions près d'un millier, parqués là sans eau et sans nourriture, debout en plein soleil.

Les vérifications d'identité traînaient en longueur. Chaïeb attira l'attention d'un officier de police, lui précisant qu'il était professeur. Heureuse coïncidence : le fils de l'officier était un élève de Chaïeb au lycée Henri-IV. L'officier intervint en notre faveur, mais en vain. Vers minuit, les vérifications cessèrent ; ce fut ma chance. Embarqués à nouveau dans des fourgons de police, nous fûmes finalement abandonnés au pont de Neuilly. Mon identité et celle de mes amis ne furent pas vérifiées. C'est ainsi que j'échappai à l'arrestation ou au transfert à la caserne. Quelques jours plus tard, j'eus la confirmation qu'on me recherchait.

Le 6 juin, Rachid Bouayed, un étudiant en médecine, fut arrêté à Paris. Victime d'une erreur judiciaire, il fut néanmoins enfermé pendant vingt mois à la prison de Barberousse (Serkadji) puis au camp de Beni-Messous. Sa compagne prévint mes amis de la rue Férou que mon nom figurait sur la liste des personnes à transférer en Algérie.

Fin juin 1956, je quittai le sanatorium. J'y avais mis à profit mon repos forcé pour parfaire ma connaissance du mouvement ouvrier. Je choisissais mes lectures en fonction des impératifs de l'action immédiate. Deux thèmes retenaient particulièrement mon attention : le phénomène bureaucratique et l'articulation de la lutte pour l'émancipation sociale et de la lutte pour l'émancipation nationale. Je découvris les débats entre la gauche hollandaise (Gorter, Pannekoek), les bolcheviks (Lénine) et Rosa Luxemburg. Les problèmes auxquels était confronté mon propre pays m'éloignaient quelque peu des interprétations économistes. Les travaux de R. Michels et de Rakovski, le premier sur la bureaucratisation des organisations, le second sur les « dangers professionnels du pouvoir », contribuèrent à élargir mon horizon sur la nature du politique. La compagnie d'Honoré de Balzac, dont j'avalai la quasi-totalité des romans, humanisait ces lectures quelque peu arides. Je ne me doutais pas alors que je

26. Centre de tri où l'on vérifiait l'identité des Algériens.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

trouverais sur mon chemin des personnages balzaciens, notamment des Rastignac.

Recherché par la police pour mes antécédents politiques, je devais répondre à la question : que faire ? La Sécurité sociale me prenait en charge pendant ma convalescence. Grâce à Gosselin, un camarade du sanatorium qui aimait discuter avec moi de la philosophie de Hegel et de Marx, je pus disposer d'un appartement bourgeois au pied de la butte Montmartre, que je lui louais pour le prix d'une chambre de bonne. Il était décoré à la vietnamienne, car c'était le pied-à-terre d'un ancien cadre supérieur de la Banque d'Indochine. Dans une chambre consignée, se trouvait une armoire bourrée d'emprunts russes : la bourgeoisie n'avait pas perdu tout espoir de les monnayer un jour.

Mon logeur m'avait imposé une contrainte : héberger des amis en transit à Paris. Un jour, l'un d'eux me demanda de le laisser seul dans l'appartement. Il était l'amant d'une étudiante algérienne qui me connaissait. Elle devait se marier par la suite avec un compatriote. J'appris avec surprise que pour prouver qu'elle était vierge le jour de ses noces, elle s'était fait recoudre l'hymen. Une société qui impose à ses membres de telles contraintes manque nécessairement de santé morale.

Étant donné ma situation vis-à-vis des autorités françaises, mes amis me pressaient de quitter la France. Le docteur Mouloud Belaouane, qui avait succédé à Ahmed Taleb à la présidence de l'UGEMA, me proposa une bourse en Europe. Je déclinai son offre, ne voulant rien devoir à l'UGEMA, dont certains dirigeants faisaient courir le bruit que j'étais une « taupe » du Parti communiste, pour se propulser aux avant-postes. Leur vernis nationaliste, encore tout frais, ne se nourrissait pas que d'idéalisme. Intrigants, profitant de leur instruction pour occuper des postes avantageux, ils n'avaient rien perdu de l'arrogance de leur classe d'origine, qui était aussi la mienne.

Ali Lakhdari et Reda Malek ont su confiner nos divergences au terrain politique : mes relations avec eux étaient sereines. Avec Abdesslam, mes rapports s'amélioraient. À la manière de Max Weber, il distinguait la morale de la conviction, obéissant aux impératifs de la foi, et la morale de la responsabilité, soumise aux impératifs de l'action. C'est ainsi

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

qu'il fit appel à moi pour faire un exposé sur les questions économiques lors de la « conférence nationale étudiante pour la solution du problème algérien », organisée le 22 juillet 1956 de concert avec des étudiants français : François Borella, Jacques Julliard, Michel de la Fournière, Robert Chapuis et Olivier Burgelin.

Mais nous ne disposions plus, Abdesslam et moi, d'une langue commune pour nous expliquer et exprimer nos désaccords. À l'extérieur du cercle de fidèles qui l'entouraient, je ne m'irritais nullement de son obstination à vouloir résoudre tous les problèmes dans le cadre de la pensée nationaliste héritée du PPA. Il m'arrivait même, par souci de ne pas réactiver notre contentieux, de mettre un terme à nos discussions sur l'URSS quand il défendait Staline contre Trotski, « le réalisme contre l'utopie ». La distinction entre les thèses de Trotski — qui considérait l'URSS comme un État ouvrier dégénéré — et celles de *Socialisme ou Barbarie*— qui la considérait, et moi aussi, comme une forme de capitalisme bureaucratique — lui échappait. Reste que si nous nous heurtions sur la définition de la communauté politique algérienne, nous nous opposions tous deux à la représentation que donnait le colonisateur de notre pays ; et nous nous attachions à élaborer une nouvelle légitimité fondée sur un peuple libéré de la domination coloniale.

Nous n'étions pas seulement préoccupés par des problèmes de tactique à court terme. Souvent, nous nous retrouvions le soir autour de Mohammed Chérif Sahli, au café Le Départ, face au jardin du Luxembourg, avec Reda Malek et le Tunisien Tewfik Ben M'rad. Nous nous lancions alors dans de grands débats historico-politiques sur les interprétations de notre histoire, sur la nature de la société algérienne.

Nous étions marqués par les théories de l'évolution : les traditions n'étaient à nos yeux que des survivances à effacer au plus vite. Le modèle occidental nous fascinait et nous pensions naïvement que notre histoire aller répéter celle de l'Europe. M. C. Sahli allait plus loin. Il estimait que, à la veille de l'invasion coloniale, le capitalisme était déjà présent en germe en Algérie, ce qui lui permettait de rejeter le concept de « colonisabilité » forgé par Malek Bennabi — concept qui, selon Sahli, justifiait l'oppression coloniale. Discutable dans le contexte politique des années cinquante, ce concept avait

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

pourtant l'avantage de situer les maux inhérents à notre société et d'échapper à ce manichéisme qui consistait à les imputer tous au colonialisme.

Nous faisions nôtres les idées alors en vogue sur la modernisation. Mais nous divergions déjà sur le sujet de la transformation sociale. Abdesslam et Malek adhéraient totalement à l'idéologie de la construction nationale dont nous savons aujourd'hui qu'elle annonçait la confiscation de la révolution par les élites. J'insistais, quant à moi, sur les antagonismes sociaux et sur le rôle de la classe ouvrière, mais j'étais très peu sensible au symbolique et à la question religieuse.

L'entrée en clandestinité dès ma sortie du sanatorium devait changer le cours de ma vie. Marxiste dans un mouvement nationaliste, j'allais le plus souvent nager à contre-courant au milieu des traquenards et des soupçons de toutes sortes. Mais contrairement à nombre de compagnons qui évoluaient, comme moi, dans le milieu de la bureaucratie nationaliste, je n'ai jamais laissé attenter à ma dignité sans réagir. Que l'on soit dans le vrai ou dans l'erreur, le respect de soi reste la condition du libre choix.

Ma vie familiale allait être, elle aussi, bouleversée. Faute de moyens et avec l'accord de Gilberte, nos enfants Émir et Djamil furent envoyés à Skikda chez mes parents et y séjournèrent jusqu'en 1963.

En Algérie, mon frère Mahmoud fut arrêté au cours de l'hiver 1954-1955, en compagnie de Mohammed Kadid, dont j'ai déjà évoqué l'engagement, et libéré en même temps que son coaccusé. L'administration coloniale, encore sûre d'elle-même à cette époque, ne tenait pas à « humilier une famille de notables ». Mais le 20 août 1955, Mahmoud fit le coup de feu à l'Oued Ksab et échappa de peu à une deuxième arrestation. En 1956, il fut à nouveau inculpé (en même temps que mes grands-oncles Rabah et Mohammed), traduit en justice et acquitté grâce à une falsification de son dossier.

« J'ai perdu une fortune pour tirer Mahmoud de ce mauvais pas, se plaignit mon père auprès de moi en juillet 1956. Je n'en peux plus. Trouve-lui un travail en France, et qu'il dégage. » Je m'en remis à Saïd (Omar) Belouachrani, permanent de la CGT, qui me présenta André Tollet, familier de la question algérienne. Grâce à Tollet, Mahmoud, mécanicien spécialisé

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

en moteurs Diesel, devint ouvrier chez Renault à Boulogne-Billancourt. Il accepta avec empressement un travail déqualifié à la forge. Au bout d'un mois de cohabitation avec moi, il encaissa sa première paie et loua une chambre avec des collègues qui, comme lui, faisaient les trois-huit. Il me servait de boîte aux lettres : ainsi, le clandestin que j'étais pouvait toujours recevoir des nouvelles de la famille.

Mon second frère, Noureddine, permanent du FLN dans l'Isère, sera arrêté en 1958 et condamné à deux ans de prison (sa peine purgée, il sera interné au camp de Thol puis au Larzac en France et enfin à Saint-Leu en Algérie).

Je vis mon père pour la dernière fois lorsqu'il me rendit visite au sanatorium, au cours de l'hiver 1955-1956. Nous avons passé ensemble trois journées merveilleuses à Paris. Il voulait connaître cette grande capitale, ses monuments, ses spectacles et Pigalle dont lui avaient parlé ses amis pieds-noirs. Je l'accompagnai donc au Moulin Rouge. Nous n'étions plus père et fils, mais amis.

Il mourut en novembre 1960 d'une chute accidentelle dans un escalier. Abbas Bencheikh El Hocine apprit la nouvelle à Djeddah par des pèlerins et m'en informa en décembre 1961, lors d'une rencontre fortuite à Beyrouth [27]. Après la mort de mon père, et en notre absence, son patrimoine fut livré aux appétits de ceux de la famille que la guerre avait épargnés. Ainsi la guerre précipita le déclin social de notre famille autrefois puissante. Je n'en ressentis ni désillusion ni amertume.

27. Où je m'étais rendu pour procéder à l'installation de Messaoud Aït Chaâlal comme chef de mission du GPRA au Liban.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:27 - © La Découverte

D

6

La Fédération de France du FLN

Le retour à une vie normale ne fut pas simple pour moi. Comme je me fatiguais vite à ma sortie du sanatorium, mon médecin traitant, le docteur Joussaume, me recommandait de me ménager. On m'avait cherché, en vain, une place dans une maison de repos. Pour prévenir une éventuelle rechute de ma tuberculose, on me prescrivit un traitement de quatre mois, à base de Rimifon. Mais l'appel du militantisme était trop fort : je consacrai ma convalescence à l'activisme.

Clandestin, j'avais un autre regard sur la ville. Ce n'était plus tout à fait le Paris de ma vie étudiante ; c'était le Paris de tous les dangers. Certes, je ne versais pas dans la paranoïa et je savais que je n'étais pas l'ennemi numéro un de la police française. Mais il me fallait prévoir les aléas d'un contrôle d'identité inopiné. Surtout, il me fallait me méfier de ceux — et ce pouvaient être des Algériens — qui étaient aux aguets, avides d'en savoir plus sur ce qui se passait, et de s'en vanter. Il me fallait aussi éviter de compromettre ceux qui m'aidaient par amitié ou par conviction. C'était un autre Paris qui se dessinait, surréaliste, avec ses multiples visages, chacun étant fonction de ce qu'on y projetait, et des activités auxquelles on se livrait.

Je pourrais faire une topographie de mon nouveau Paris : il se décomposait en de nombreux points de rencontre,

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

différents selon les contacts à prendre. Il était rare qu'on revînt deux fois au même endroit. J'avais une prédilection pour les parcs, les cimetières, les jardins d'hôpitaux et, la nuit, les Halles de l'époque.

Même si j'y prenais parfois un plaisir romantique, ma clandestinité était politique et imposée par les circonstances. Mais bien d'autres optaient pour une clandestinité que rien ne justifiait, et qui dès lors tenait davantage du dilettantisme ou de l'alibi : elle leur permettait de se parer de mystère et d'afficher leur courage devant des dangers qui n'existaient pas. Alibi, elle leur permettait moins d'échapper aux autorités, à la police, que de dissimuler à leur famille des engagements qui auraient posé un problème, de placer sous le sceau de la discrétion des positions politiques qui les auraient définis. À ces facilités, ajoutons que la clandestinité inutile ainsi revendiquée permettait à la vie privée d'échapper au poids excessif des contraintes sociales, de faire coexister plusieurs vies avec plusieurs visages sans être taxé d'opportunisme.

Mais on ne peut accuser sans s'accuser soi-même, et pourquoi ne pas dire que mon militantisme facilita ma rupture avec ma femme et ma liaison avec Djenett Regui, que j'allais épouser par la suite ? Moins émotive que moi, Djenett partagea avec moi des années d'épreuves et de dangers. De nationalité tunisienne, de parents divorcés, elle avait grandi à Guelma où elle avait assisté aux événements du 8 mai 1945 qui coûtèrent la vie à ses deux oncles et à sa mère, Zohra Regui.

Mon itinéraire à la Fédération de France du FLN a fait l'objet de spéculations suscitées par l'hostilité ou le dissentiment. Dans un pays où les gens s'intéressent d'abord aux idées, aux principes, on ne prête pas attention aux détails. En Algérie, il en va autrement. C'est ainsi que, dans un libelle contre mon ouvrage *Le FLN, mirage et réalité*[1], qu'il publia après deux décennies de silence, un universitaire du nom de Mahfoud Bennoune attribue mon adhésion au FLN à Tayeb Boulahrouf. De son côté, Anne-Marie Louanchi — à qui j'avais livré, à sa demande et en présence des époux

1. Mohammed Harbi, *Le FLN, mirage et réalité. Des origines à la prise du pouvoir*, Jeune Afrique, Paris, 1980.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Goumghar, un témoignage sur l'action de son mari — reprend à son compte cette baliverne dans l'hagiographie qu'elle lui consacre, et écrit : « Mohammed Harbi, étudiant en géographie [en fait, en histoire], marginalisé par la constitution de l'UGEMA, un peu sur la réserve, ce ne sera qu'après l'arrestation de Salah qu'il sera structuré (*sic*) par Tayeb Boulahrouf dans la commission de presse et d'information [2]. »

Passons sur la confusion entre l'engagement dans la résistance anticoloniale et l'adhésion au FLN. Il est temps que l'histoire de l'Algérie et celle du FLN soient distinguées. C'est au nom de cet amalgame que des vétérans du mouvement national, des militants du MNA et du PCA se sont vus contester, à un moment donné, le statut de combattants de l'indépendance par des bureaucrates de l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM).

En vérité, mon appartenance au FLN est passée par plusieurs étapes. De 1955 à 1956, ma période de séjour au sanatorium exclue, mon apport au travail clandestin se limita à aider des cadres permanents (Amar Guettari, Bouzid Zerrouk, Messaoud Guedroudj, Moussa Boudiaf) à régler des problèmes pratiques. À une exception près, ils étaient tous de Skikda. J'appris à leur contact que la Fédération de France n'était pas un organe délibérant, mais une instance d'exécution. Il ne s'agissait donc pas de souligner les divergences d'idées, mais de faire partager son indépendance d'esprit à des hommes susceptibles d'apporter sur le terrain des correctifs à des directives parfois contestables, comme celle qui poussait à la répression de tout Algérien qui consommerait de l'alcool. Au cours de cette période, j'ai également donné dans divers milieux des conférences pour faire connaître les données du problème algérien.

Au mois d'août 1956, j'entre donc à la commission de presse et d'information (CPI) de la Fédération de France. Quand Mohammed Lebjaoui arrive en France pour en prendre la direction, je me vois attribuer des missions particulières. Lorsque Guy Mollet, le président du Conseil et leader de la SFIO, fait sa déclaration d'intention sur l'Algérie, dans laquelle il renouvelle son offre « inconditionnelle » de

2. Anne-Marie Louanchi, *Salah Louanchi, parcours d'un militant algérien*, Dahlab, Alger, 1999.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

cessez-le-feu et s'engage à organiser des élections au collège unique, avec garanties internationales, dans les trois mois qui suivent le retour au calme [3], Lebjaoui m'a convoqué au domicile de Youcef Hadj Hamou, conseiller de l'Union française, pour mettre au point une réponse, avec une dizaine de personnes. Ni Louanchi, ni Boulahrouf n'étaient présents. Lebjaoui nous annonça ce jour-là la création d'un secrétariat du comité fédéral. J'y ai été désigné en même temps que le professeur Mohammed Chérif Sahli et Reda Malek. Dans les faits, ce secrétariat ne vit jamais le jour. Après l'arrestation de Lebjaoui en février 1957, Reda Malek, dont le nom, comme le mien du reste, figurait sur une liste saisie par la police, quitta la France pour le Maroc.

Les erreurs accumulées dans leurs livres par Anne-Marie Louanchi et Ali Haroun sur mon itinéraire m'obligent à me porter au secours de mémoires sélectives ou oublieuses, et à fournir au lecteur deux autres précisions.

Contrairement à ce qu'a écrit Ali Haroun [4] (qui fut l'un des dirigeants de la Fédération de France du FLN), Moussa Boulkeroua et Abdelmalek Benhabylès n'ont jamais appartenu à la commission de presse. Je n'ai pas non plus été « invité à rejoindre Le Caire », injonction que je n'aurais pas respectée. En réalité, j'ai démissionné du comité fédéral en septembre 1958 et j'ai alors bénéficié d'une bourse du FLN de 300 francs suisses (l'équivalent, alors, de 300 francs français) par mois pour reprendre des études à l'université de Genève.

Mais revenons-en à ma vie avec le FLN. Bouzid Zerrouk (dit Ahcène) fut mon premier contact avec la Fédération de France. Je le rencontrai au quartier Latin en juillet 1956. Ancien membre de l'OS, chef de la branche « Routiers » des scouts musulmans algériens, il fut responsable, en 1954, de la *kasma* (section locale) de Skikda. Nous avions milité ensemble [5] et suivi le même chemin pendant la crise du

3. La solution que Guy Mollet propose comporte, selon sa déclaration, « l'égalité stricte des droits de tous les habitants de l'Algérie, quelles que soient leurs origines et leur religion, coexistence des communautés, large autonomie de gestion, tout en maintenant des liens indissolubles entre l'Algérie et la France métropolitaine ».

4. Ali HAROUN, *La 7e wilaya. La guerre du FLN en France, 1954-1962*, Seuil, Paris, 1986.

5. Voir *supra*, chapitre 4.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

MTLD. Zerrouk avait quitté Skikda, où il avait un emploi, après avoir miraculeusement échappé aux massacres du 20 août 1955. C'était un émigré politique. Son expérience le conduisit très vite à prendre en charge, avec Abdallah Menasria, l'organisation du FLN dans la région parisienne, sous l'autorité d'Ahmed Doum (dit Reda). Zerrouk m'informa de la présence à Paris de Salah Louanchi sans me dire que celui-ci dirigeait la Fédération de France. Je lui demandai de prendre un rendez-vous pour moi avec Louanchi. L'a-t-il fait ? Je l'ignore. Toujours est-il qu'il revint me voir, embarrassé, et me demanda s'il était exact que j'étais devenu communiste…

Je lui rappelai mon action auprès des syndicats de Skikda et lui expliquai mon attitude au cours des débats qui avaient agité le monde estudiantin. « Tu peux nous aider à rédiger des textes et à trouver des planques, me déclara-t-il alors, mais sois discret. »

Par l'intermédiaire de Zerrouk, je rencontrai Moussa Boudiaf (dit Hamdane), courtois et jovial, aux antipodes de son frère aîné Mohammed, alors hospitalisé au Maroc pour une tuberculose. C'était un blond aux yeux bleus, calme et d'humeur égale ; alors que Mohammed Boudiaf, brun, passionné, était toujours tendu et sur le qui-vive.

Hamdane avait la charge de membres d'un groupe de choc qui, recherchés, étaient condamnés, faute de « planque », à séjourner dans des hôtels, risquant l'arrestation à tout moment. J'en parlai à André Akoun, qui m'adressa à son beau-père, Louis Deroche, ingénieur communiste et ancien collaborateur de François Billoux. Je connaissais déjà Deroche. Cet homme chaleureux, d'une générosité sans limite, aimant rire et plaisanter, accepta sans l'ombre d'une hésitation. Il hébergeait alors Ali Yata, secrétaire général du Parti communiste marocain, et tenait table ouverte pour les exilés maghrébins. Chez Deroche, je rencontrai Abraham Serfaty, expulsé du Maroc par la Résidence sous le prétexte fallacieux qu'il était de nationalité brésilienne ; et Mohammed Ferhat, un Algérien du Maroc qui assurait à Radio-Budapest une émission en langue arabe à destination du Maghreb et du Moyen-Orient. Deroche me trouva deux planques. À cette époque, les actes de solidarité directe avec le FLN, tels qu'ils

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

devaient se développer plus tard avec les réseaux Jeanson, Curiel et les trotskistes, étaient plutôt rares.

Quelques jours plus tard, Deroche demanda à me voir d'urgence. Je le trouvai bouleversé, refoulant ses larmes à grand-peine. Son parti lui avait demandé de déloger rapidement les deux clandestins qu'il avait fait héberger chez des camarades à lui. À son corps défendant, Deroche s'exécuta. Désobéir lui était inconcevable, car il estimait que la ligne générale devait l'emporter sur les positions personnelles. Mais il en souffrait. Bien d'autres militants communistes ont connu les mêmes cas de conscience face aux directives de leur parti. Une semaine après avoir perdu sa planque, l'un des clandestins fut arrêté dans un hôtel.

Le troisième réseau auquel j'ai participé relevait de Messaoud Guedroudj, mon ami de Skikda, responsable du FLN dans le Nord de la France, supervisé par Fodil Bensalem (dit Noureddine). Comme Zerrouk, Messaoud était un émigré politique. Arrêté en décembre 1954, traduit en justice et acquitté, il fut libéré en août 1955 et se réfugia à Lyon après le 20 du même mois. Recruté comme permanent, il me demanda de lui trouver des cadres pour implanter le FLN dans le Nord de la France.

Pour pénétrer cette région et éviter d'y être repéré par les militants du MNA, je suggérai à Guedroudj de créer des relais en Belgique, où j'avais un ami, Roger Ramackers, avocat et militant socialiste. Pour nous rendre dans ce pays sans disposer de papiers en règle, nous traversions la frontière à pied, tôt le matin, avec les ouvriers. Nous nous rendions ensuite à Mons pour prendre le train de Bruxelles où nous attendait Ramackers. Celui-ci allait nous mettre en rapport avec Henri Vaume qui, avec sa femme Arlette, travaillait à la Radio-télévision belge (RTB). Tous deux militaient dans un parti trotskiste. Discrets et efficaces, ils nous procuraient de faux papiers, des armes, des planques. Ils respiraient tous les deux l'amour de la vie, et une grande fraîcheur d'esprit. Entre Vaume et Ramackers régnait une connivence conflictuelle. Fringant, faussement désinvolte, Roger l'hédoniste, qui savait déguster les plaisirs de l'existence au point de leur sacrifier en toute conscience ses ambitions politiques, se dépensa pour nous sans compter.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Un jour de l'été 1956, alors que nous avions des armes à faire entrer en France, il nous présenta l'un de ses familiers, le docteur Henri Duchateau, qui devait nous faire passer la frontière sans encombre et nous conduire à Paris. Nous nous arrêtâmes à Reims pour dîner. L'air jovial, Guedroudj, qui avait retrouvé toute son assurance, s'exclama : « Ah ! Que nous sommes bien chez nous ! » Ironique, Ramackers s'étonna : « Comment ? Nous avons pris tous ces risques pour te conduire *chez toi* ? Nous pensions qu'il s'agissait d'un territoire ennemi ! »

Nous avons ri tous les quatre sans prêter plus d'attention à cette curieuse expression. Et pourtant, à y bien réfléchir, un Marocain, un Tunisien l'auraient-ils employée ? Il n'y avait pas, chez l'Algérien, la moindre équivoque quant à sa volonté d'indépendance. L'expression résultait plutôt d'un long mariage qui, pour avoir été forcé, n'en avait pas moins produit une sorte de « confusion des sentiments ». Ainsi Jacques Berque écrivit-il pendant la guerre : « La France et l'Algérie ? On ne s'est pas entrelacé pendant cent trente ans sans que cela descende très profondément dans les âmes et dans les corps. » C'était vrai de notre génération, celle qui a su trancher les liens. Est-ce encore vrai aujourd'hui pour les nouvelles générations ?

À l'issue de cette équipée en Belgique, en arrivant vers minuit à Paris, avenue Trudaine, chez François Châtelet qui avait mis son appartement à notre disposition, nous l'y trouvâmes en compagnie d'Olivier Revault d'Allonnes [6]. Ce dernier voulait aborder avec nous l'évolution politique de l'Algérie et le conflit FLN/MNA. Ce conflit minait nos relations avec ces Français, alors très minoritaires, qui prenaient le risque de soutenir notre lutte, mais ne comprenaient pas cette guerre fratricide entre Messali, le vieux combattant, et le FLN. Les amateurs de stéréotypes croyaient à une réédition du conflit entre Staline et Trotski. Mais lequel était Staline et lequel, Trotski ? D'autres se demandaient lequel des deux adversaires se contenterait d'une révolution bourgeoise et lequel visait une révolution sociale. Et le rôle de la religion

6. François Châtelet, philosophe et membre du CNRS, et Olivier Revault d'Allonnes, professeur d'esthétique à la Sorbonne, étaient alors tous deux militants du PCF, en opposition avec la direction du parti.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

restait obscur, gênant pour les héritiers de la vieille tradition laïque de la Révolution française. Je reviendrai sur ces rapports entre notre lutte et ceux qui, en France, s'engagèrent à nos côtés en prenant des risques.

Notre discussion avec Châtelet et Revault d'Allonnes se poursuivit tard dans la nuit. Recru de fatigue, Guedroudj s'en alla aux toilettes, s'assit sur le trône et s'endormit. De loin, nous l'entendions ronfler…

C'est le 22 juillet 1956 que je rencontrai Salah Louanchi, près de la salle des Sociétés savantes où se tenait un colloque sur l'Algérie, auquel m'avait convié Abdesslam. J'avais connu Salah à Alger en 1953 ; il m'invita alors à La Pêcherie à plusieurs reprises et me présenta à Mahfoud Kaddache et Pierre Chaulet, son futur beau-frère. J'appréciais Louanchi et je pense que c'était réciproque. Il m'avait convaincu de l'importance de la revue *Consciences maghrébines*, que publiait, à Alger, André Mandouze, ancien du réseau Témoignage chrétien dans la résistance et professeur à l'université d'Alger. De nos conversations, j'ai retenu essentiellement son appréciation de la politique du MTLD à l'égard de la minorité européenne. Lors de son deuxième congrès, notre mouvement concéda que ce problème avait été sous-estimé et qu'on se devait de l'aborder autrement qu'on ne l'avait fait. Mais selon Louanchi, ce vœu n'était pas partagé par tous les militants du parti. C'était aussi mon opinion. Nous pensions donc que *Consciences maghrébines* pourrait devenir un vecteur pour la formation de nationalistes algériens d'origine européenne et pour l'indispensable diffusion d'idéaux démocratiques chez les nationalistes algériens de confession musulmane. C'est dans cet esprit qu'au cours de l'été 1954 j'avais accepté de diffuser la revue à Skikda, et c'est à Louanchi que j'envoyais, par l'intermédiaire de Zerrouk, le produit des ventes.

Je devais mieux connaître Louanchi après 1962 : intelligent et prudent, il avait des convictions mais pas assez de fermeté pour les défendre jusqu'au bout et en assumer les conséquences. Il freinait plus qu'il ne fouettait les énergies de son entourage et ses collaborateurs qui, l'estimant pour son caractère affable et son tact, s'en plaignaient. Salah n'était pas homme à se mettre en travers de ceux qui dirigent.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Mais revenons à l'été 1956. Suite à mon contact avec Bouzid Zerrouk (chef de wilaya dans la région parisienne), Louanchi me promit un rendez-vous. Je dus le relancer plusieurs fois avant de l'obtenir. Il me reçut avec tout un groupe d'anciens membres de la direction du MTLD : Salah Maïza, Moussa Boulkeroua, Larbi Demaghlatrous, Mustapha Ferroukhi (et peut-être — mais il se peut que sur ce point ma mémoire me trahisse — Belaïd Abdesslam). Nous souhaitions mettre notre expérience politique au service de la Fédération de France du FLN. En guise de réponse, Louanchi eut alors cette phrase qui nous laissa pantois : « Comme militants, c'est trop peu pour vous. Comme dirigeants, c'est complet. »

Salah Maïza, un ancien caïd et figure de proue du nationalisme à Sétif, était encore en état de choc quand je le revis le lendemain : « Salah, *ouldna* (notre fils), nous fait ça ! répétait-il sans cesse. Voilà plus d'une décennie que je n'ai pas bu une goutte d'alcool. Je vais le faire aujourd'hui, offre-moi un verre, Mohammed. » Nous l'invitâmes, Abdelaziz Benmiloud et moi, à La Reine Pédauque, restaurant autrefois illustre que le temps a déclassé.

Le tableau que nous avait brossé Louanchi de la situation politique était très optimiste : « La guerre ne dépassera pas le mois d'octobre », nous avait-il assuré. Dans la biographie consacrée à son mari, Anne-Marie Louanchi, s'appuyant sur des lettres qu'il lui avait adressées (8 février et 16 avril 1956), ainsi qu'à Abdelhamid Mehri (8 décembre 1956), fait preuve d'une mémoire très sélective et parfois trompeuse en écrivant : « Lorsqu'on lit, ici et là, que les dirigeants de la Fédération de France se faisaient des illusions sur les négociations secrètes que menait par ailleurs le gouvernement Guy Mollet, qu'ils en étaient "intoxiqués" et qu'ils faisaient partager leurs illusions à Alger, on se demande sur quoi se fondent de telles contrevérités. »

Le mot « contrevérités » se réfère à des propos de Belaïd Abdesslam qui fit état de l'optimisme de Louanchi quant à la solution imminente du problème algérien. Ces propos, dont je fus témoin, étaient exacts. Un rapport de Mabrouk Belhocine (en date du 8 février 1957) à la direction exécutive, le comité de coordination et d'exécution (CCE), confirme les dires d'Abdesslam. En voici un extrait : « Début juillet [1956], je rencontre Salah, qui ne me parle plus de l'ancien comité [il

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

s'agit d'un projet pour la presse] mais d'une commission juridique devant, sous la direction de B. [Mohammed Bedjaoui], rédiger un projet de Constitution algérienne. À ma remarque que cela n'était pas urgent, Salah m'affirme que la guerre ne dépassera pas le cap d'octobre. Cette "perspicacité" du représentant du FLN en France ne peut être passée sous silence. »

Il serait sans doute plus juste de dire que les positions de Louanchi ont varié selon les circonstances. Car les lettres pessimistes que cite A.-M. Louanchi furent rédigées à des moments qui n'autorisaient guère un dénouement favorable de la tragédie algérienne. La première a été écrite deux jours après le 6 février 1956, date à laquelle Guy Mollet céda aux ultras colonialistes ; la deuxième, un mois après le vote des « pouvoirs spéciaux » qui devait accélérer l'envoi de troupes en Algérie ; la troisième se situe après l'arraisonnement de l'avion des dirigeants algériens [7] et l'expédition de Suez (octobre 1956), qui nous révéla à la fois la pusillanimité du gouvernement Guy Mollet et les limites du recours à la force.

Avec le recul, il faut bien convenir que la Fédération de France n'a pas su mettre à profit les capacités politiques et les talents dont elle disposait. Est-ce parce que les premiers responsables sortaient usés et épuisés d'une scission éprouvante ? Ou parce que le choix des hommes, à partir d'Alger, ne tenait compte ni de l'environnement politique, ni des exigences nouvelles ? Toujours est-il que, après des tâtonnements inévitables, la gestion de la Fédération de France a été conduite sur le terrain dans l'improvisation la plus totale, dictée par les seules circonstances. Ce qui explique la genèse conflictuelle du FLN en France. Il serait injuste d'en déduire qu'entre 1954 et 1956 rien n'a été fait. Il reste que ce qui l'a été fut ignoré, parce que les dirigeants monopolisaient l'information et ne la faisaient pas circuler.

7. Le 22 octobre 1956, l'avion spécial de Royal Air Maroc qui transportait de Rabat à Tunis Ahmed Ben Bella, Mohammed Khider, Hocine Aït-Ahmed, Mohammed Boudiaf et le professeur Mostefa Lacheraf était contraint par l'armée française de se poser à Alger. Aussitôt arrêtés, les quatre dirigeants du FLN seront transférés en France et incarcérés à la prison de la Santé.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

J'ai été intégré fin août 1956 à l'appareil du FLN à la suite d'une rencontre fortuite, rue des Écoles, avec Fodil Bensalem, membre du comité fédéral et responsable de la région Est. Nous nous connaissions depuis 1952. D'une élégance recherchée, l'allure nonchalante, presque aristocratique, Bensalem se distinguait par sa réserve et son sens de la mesure. Je l'avais vu fin octobre 1954 pour la dernière fois dans une réunion de cadres centralistes. Il était manifestement pressé. « Où es-tu ? Que fais-tu ? » questionna Bensalem.

Je lui répondis : « Je milite à la base dans des réseaux en région parisienne depuis ma sortie de sanatorium. » Il était interloqué : « Arrête tes conneries. On a besoin de toi pour la presse. Je vais te prendre un rendez-vous avec Ahmed Taleb [8]. » Et il m'indiqua aussitôt le jour et l'heure. (Je ne devais plus le revoir avant 1962, au Maroc : arrêté en septembre 1956, il s'évadera de prison en juin 1961.)

Ahmed Taleb se présenta au rendez-vous à l'heure dite. Nous étions des adversaires politiques — lui venait de l'Association des oulémas, et moi du MTLD — mais l'homme, d'une grande civilité, était trop courtois pour manifester une quelconque distance ou me faire sentir sa supériorité hiérarchique.

Il présida à l'installation dans ses fonctions de la commission de la presse et de l'information (CPI) qui, dans l'esprit des dirigeants fédéraux, devait exclusivement assumer des tâches de propagande. Composée à l'origine de trois membres, Mohammed Chérif Sahli, Me Mabrouk Belhocine et moi-même, elle s'étoffa au fil du temps et s'élargit à Hadj M'hammed Cherchalli et Ahmed Hadj Ali fin 1956, puis à Abdelaziz Benmiloud au printemps 1957. Belhocine la quitta après l'arrestation du comité fédéral en février 1957 pour rejoindre Tunis, et Sahli fin 1957 pour renforcer les effectifs de la délégation extérieure. Je fis alors appel à Abdelaziz Benmiloud, recruté avec l'assentiment de Boulahrouf, responsable par intérim de la Fédération (printemps 1957). Quand je quittai la France avec Cherchalli et Benmiloud, Hadj Ali y resta sur décision d'Omar Boudaoud (le nouveau dirigeant de la Fédération) et contre mon gré. J'estimai l'ami « Corentin »

8. L'ancien président de l'UGEMA était devenu membre du comité fédéral de la Fédération de France du FLN.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

— c'était son pseudonyme — inapte au travail clandestin. En Allemagne, où s'installa la CPI à partir d'avril 1958, Boudaoud y affecta Abdelkrim Chitour, un vieil ami.

À l'exception de Hadj Cherchalli, j'ai connu tous les membres de la CPI avant leur adhésion au FLN. Nos parcours étaient différents. Ensemble, nous incarnions les convergences et les conflits du mouvement de libération. Mais la pluralité de nos insertions dans le champ politique n'a pas constitué un obstacle à notre volonté de donner un contenu précis à la politique du FLN.

L'itinéraire du professeur Sahli (1906-1989) était celui d'un nationaliste indépendant. C'était un ascète. Économe de ses deniers, il l'était aussi de ceux du FLN, au détriment parfois de nos relations publiques. Il m'avait été présenté en 1952 par Abdelmalek Benhabylès. Et ce qui m'a frappé en lui de prime abord, c'était son souci d'utiliser la connaissance du passé comme un moyen d'asseoir la légitimité du nationalisme. Je dois avouer que sa démarche m'a conquis et s'est frayé un chemin dans mon esprit. C'est avec lui que j'ai découvert l'ethnocentrisme en histoire et il me faudra du temps pour m'apercevoir que nous n'en étions pas exempts. Mes responsables, dans le MTLD, craignant sans doute que ses idées politiques ne déteignent sur moi, m'avaient mis en garde contre son « berbérisme ». Ils trouvaient que la revue *Ifriqiya* qu'il avait créée en 1938 et son ouvrage *Le Message de Yougourtha*[9] avaient un parfum d'antiarabisme, mais ce n'était pas mon avis. Nos amis communistes, dont Ahmed Inal, quant à eux, reprochaient à Sahli d'avoir prôné l'alliance avec le nazisme. Je ne les ai pas crus, jusqu'au jour où Mahmoud Abdoun, membre de la direction du PPA puis trésorier du FLN, qui me sollicita en 1987 pour l'aider à rédiger ses mémoires[10], me l'a confirmé. Le colonialisme a rendu un grand service au national-socialisme : il a conduit nombre d'Algériens dans les bras du nazisme ; à l'épreuve des faits, un réflexe de refus les en délivra.

---

9. Mohammed Chérif SAHLI, *Le Message de Yougourtha*, Ennahdha, Alger, 1947 (réédition : *L'Algérien en Europe*, 1968).

10. J'ai aidé Abdoun à faire le plan de son travail avant de le recommander à mon ami Dahou Djerbal pour suivre la mise au point de l'ouvrage, qui paraîtra en 1990 aux Éditions Dahlab sous le titre *Témoignage d'un militant nationaliste*.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Belhocine était un homme d'une autre facture. Pour qui s'intéresse à la culture politique des cadres nationalistes, son essai de redéfinition de la nation algérienne, élaboré en 1949 de concert avec le docteur Sadek Hadjérès et Me Yahia Henine, apparaît aujourd'hui comme une évidence. Cet essai partait du besoin de clarifier le débat sur la nation à l'intérieur du PPA. Censuré selon cette technique qui consiste à acheter les exemplaires en circulation pour en limiter la diffusion, il valut à ses auteurs l'anathème sous le prétexte qu'il propageait le « berbérisme ».

Ma rencontre avec Belhocine remonte au mois de juillet 1956. Nous avions échangé nos impressions respectives sur le débat entre partisans de l'UGEMA et de l'UGEA auquel son neveu Rachid (médecin de l'ALN en wilaya III, celui-ci mourra au combat le 26 novembre 1957) avait participé. La cristallisation d'attitudes conflictuelles concernant les langues et la sécularisation n'augurait, selon nous, rien de bon. Dans l'immédiat, la lutte contre le colonialisme pouvait occulter les problèmes. Mais après ? Nous avons débattu également du fonctionnement de la Fédération de France. Il n'était pas à notre goût. Peut-être parce que nous nous posions d'abord des problèmes politiques, peut-être aussi parce que nous avions déjà milité dans une organisation clandestine où on exigeait de la rigueur. Belhocine était arrivé en France en avril 1956, avec l'accord d'Abbane et de Ben Khedda. Grillé en Algérie pour avoir transporté des armes, il dut attendre plusieurs mois avant de recevoir une affectation ; ce fut à la CPI.

Le trajet de Hadj Cherchalli illustre la chute en enfer d'un dirigeant du PPA qui avait osé exprimer des doutes sur l'opportunité de l'insurrection dans une lettre à Khider. Il fut aussi du nombre des nationalistes qui, comme cheikh Kheïreddine, des oulémas, acceptèrent de rencontrer en avril 1955 le gouverneur général Jacques Soustelle. Abbane lui en tint rigueur et lorsqu'il arriva à Paris, ses anciens amis ne se privèrent pas de l'humilier avant qu'il ne soit versé à la CPI. C'était un véritable dictionnaire biographique, auprès duquel j'appris énormément sur la vie intérieure du PPA clandestin. Soupçonneux de nature, il m'accorda toute sa confiance. Nous marcherons longtemps ensemble en France, en Allemagne et plus tard en Tunisie.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Ahmed Hadj Ali venait quant à lui de l'UDMA, dont il avait été membre du bureau politique. Je l'ai croisé pour la première fois à Skikda, où l'avait conduit une campagne de souscription en faveur de *La République algérienne*, le journal de son parti. C'était un agnostique fortement imprégné des principes de la Révolution française et du scientisme. Ces deux phrases de Richard Wright, que je ne connaissais pas à l'époque, le résument parfaitement : « Je n'ai pas de religion dans le sens formel du terme. Et je n'ai pas d'autre race que celle qu'on m'impose. » Fier de son algérianité, Hadj Ali tenait en grande suspicion l'idéologie arabo-islamique qu'il rendait responsable de l'occultation du passé berbère de notre pays. Deux traits dont nous plaisantions avec bienveillance le singularisaient : une obsession de l'hygiène — il s'essuyait à l'alcool après chaque serrement de main — et une fringale de couscous qui faisait de lui un des meilleurs connaisseurs de la géographie des restaurants maghrébins de Paris. Je l'ai souvent mis en garde contre la fréquentation de ces restaurants, enjeux des luttes d'influence entre les militants du FLN et du MNA. Il se gaussait de mon avis, jusqu'au jour où l'établissement où il dînait avec des amis fut mitraillé par un commando armé.

Dernier de la cuvée : Abdelaziz Benmiloud, un compagnon et un ami très cher, dont j'ai déjà parlé et je reparlerai plus loin. Son recrutement donna lieu à des rumeurs malveillantes : on parla de noyautage communiste du FLN pour rappeler ses antécédents. Homme de grande culture, spirituel et enjoué, Benmiloud possédait l'art consommé du contact. Sa connaissance de *La Guerre prolongée* de Mao Tsé-toung nous fut très utile. Nous avions des liens étroits de complicité. (Mon affection lui resta acquise lorsque, plus tard, certaines de ses positions et attitudes me heurtèrent politiquement et moralement. Sa mort, en 1994, me plongea dans un deuil cruel. Sa vie avait pâti des contradictions où le plaçaient ses origines familiales féodales et son aspiration à la modernité, toutes deux incarnées par son père, le bachagha Si Khelladi, de l'oasis de Tiout, dans le Sud oranais, un homme de grande noblesse.)

Ce sont ces hommes que Tayeb Boulahrouf (dit Fadhel), membre du comité fédéral chargé de la CPI, devait diriger. Il fit de moi son agent de liaison : choix qui me posait un

D
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

problème. J'étais le plus jeune et, comme me le signala Benmiloud, on pouvait nous soupçonner, même sans raison, de constituer un « regroupement centraliste ». Je consultai donc les autres camarades avant de donner mon accord définitif. J'aurais préféré que la liaison entre le CPI et le comité fédéral fût assurée par Belhocine. Mais le courant entre Boulahrouf et Belhocine, dont l'humour à froid et les bons mots bien ajustés étaient ravageurs, passait mal et l'on pouvait craindre des étincelles.

Notre première réunion eut lieu en septembre 1956. Belhocine suggéra que la CPI s'occupât de toute l'information et de la propagande à usages interne et externe et qu'à chaque réunion Boulahrouf nous fît un rapport sur la situation politique afin d'orienter notre travail et de définir les tâches concrètes. Avec mille précautions, Boulahrouf et Louanchi nous firent comprendre que la commission était chargée uniquement de la rédaction de *Résistance algérienne* [11], série B (les séries A et C paraissant en Tunisie et au Maroc), et qu'au demeurant nous n'avions pas de moyens d'impression.

Il fallait donc résoudre cette question. Je proposai de sonder le PCF à ce sujet. J'y fus autorisé. Un communiste d'Oran, Claude Ouazzana, me mit en rapport avec la section coloniale qui me désigna Marcel Egretaud pour interlocuteur. Mon intention, en le retrouvant au parc Monceau où il m'avait donné rendez-vous, n'était pas de me limiter à demander au PCF de nous aider à imprimer *Résistance algérienne*, mais d'aborder également la question politique. D'un accord sur ce terrain dépendrait le soutien matériel que le PCF pourrait nous apporter. D'entrée de jeu, Egretaud attira mon attention sur le risque de dissolution qu'encourait le PCF si nos contacts venaient à être connus. Cela signifiait qu'ils devaient rester secrets. C'était aussi mon avis. Je pris donc acte de sa suggestion et lui proposai pour éviter toute fuite que nos rapports

11. Créé fin 1955, *Résistance algérienne*, le journal du FLN, était publié simultanément en Tunisie, au Maroc et en France. Il sera remplacé par *El Moujahid*, organe officiel du FLN, le 10 juin 1957.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

fussent confiés à des « hors cadres » faisant office d'agents de liaison [12].

Egretaud se plaignit ensuite des attaques du FLN contre les communistes. J'en convins et je lui fis part de mon sentiment personnel en lui expliquant qu'il fallait distinguer entre l'anticommunisme de nature idéologique qu'on retrouvait chez les cadres et l'anticommunisme politique qu'alimentaient les positions concrètes du PCF à des moments donnés de notre histoire commune : dissolution de l'Étoile nord-africaine en 1937, vote en faveur de Naegelen [13] à la présidence de la République en décembre 1953, vote des pouvoirs spéciaux en mars 1956, etc. J'estimais que des convergences avec le PCF étaient possibles et souhaitables, mais qu'elles ne pouvaient se produire et influer sur des reclassements politiques « à gauche » à l'intérieur du FLN que si le PCF soutenait notre cause en elle-même. La nature des liens futurs avec la France, c'était à nous d'en décider. Le PCF pouvait-il nous aider à assurer l'impression de notre journal ? Egretaud ne m'a pas donné une réponse claire : « Nos militants n'accepteront pas de prendre des risques pour imprimer des publications anticommunistes », me dit-il. Et de proposer un autre rendez-vous. Mon second interlocuteur était un membre du comité central, Georges Thévenin. Yazid m'en avait parlé au moment de la scission du MTLD : celui-ci lui avait proposé de prendre la tête d'une organisation progressiste de l'émigration, preuve que les mots d'ordre du PCF n'avaient pas de prise sur l'émigration.

Je rencontrai Thévenin à la sortie du métro Mairie de Montreuil. En signe de reconnaissance, je tenais *Paris-Match* bien visible à la main. Notre discussion ne fut rien d'autre qu'une répétition de celle que j'avais eue avec Egretaud. Le PCF désirait une rencontre à un haut niveau. Je sentais que je n'étais pas un interlocuteur valable. Je me référais comme ses dirigeants à une doctrine avec laquelle, quoi qu'ils en disent, ils étaient en porte à faux. J'ai fait ce que je devais faire pour

12. Les hors cadres étaient en général des hauts fonctionnaires secrètement communistes.

13. Gouverneur général de l'Algérie de 1947 à 1951, le socialiste Marcel-Edmond Naegelen avait utilisé tous les moyens légaux et illégaux pour tenter de briser le mouvement nationaliste. Son nom est resté associé à l'institutionnalisation du truquage électoral.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

empêcher la direction du PCF et la nôtre de se forger des alibis à l'usage de leurs militants. Je sortais du circuit pour être remplacé, selon Boulahrouf, par Ahmed Taleb. Le cloisonnement aidant, je n'ai rien su de leur rencontre. Une chose était sûre : la question des moyens d'impression était toujours en suspens.

C'est Jean Sénac, un poète de nature généreuse, Oranais de naissance, Algérien de cœur, qui m'aidera à la résoudre [14]. Ahmed Taleb et Layachi Yaker (futur ministre du Commerce après l'indépendance) me l'avaient présenté en 1953. Nous nous saluions chaleureusement, Sénac et moi, boulevard Saint-Germain, où je le croisais souvent. Un jour de cet automne 1956, il me proposa de prendre un café avec lui. Nous nous installâmes à l'Old Navy, bistrot que fréquentait Jacques Lanzmann, et dont l'écrivain Mourad Bourboune devait faire son quartier général. Sénac me dit l'importance qu'il attachait à un front culturel et me proposa de consacrer à la culture algérienne un numéro de la revue *Perspectives sur les lettres et les arts*, que Jean Subervie, un vieux résistant, publiait à Rodez. J'acceptai, et lui fis part de nos difficultés à trouver un imprimeur pour nos publications. Nous en avions un en Belgique, mais l'acheminement du journal vers Paris comportait des risques auxquels je ne voulais pas exposer une organisation encore fragile.

Une semaine plus tard, Sénac me donna une bonne nouvelle : Jean Subervie acceptait d'imprimer *Résistance algérienne* à Rodez. Je recrutai le docteur Abdelkader Kallache, militant PPA des années quarante (futur député, puis préfet, de Constantine), pour assurer la diffusion du journal et son transport en voiture du Sud-Ouest jusqu'à Paris.

En 1956, le travail clandestin en France n'était pas aisé. Les espaces dans lesquels évoluaient les émigrés étaient sous forte surveillance et nous manquions d'alliés susceptibles de nous aider à accomplir des tâches pratiques : hébergement de

14. Jean Sénac a été l'éditeur de deux revues littéraires parues en Algérie : *Soleil* en 1950 et *Terrasses* en 1953. En 1963, il participera à la fondation de l'Union des écrivains algériens aux côtés de Mouloud Mammeri et Mourad Bourboune. Après le 19 juin 1965, l'Algérie, sa patrie, se comportera avec lui comme une marâtre. Il meurt assassiné fin août 1973.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

militants recherchés, lieux de réunion, transport de nos publications, etc. Notre vision d'une société française indifférenciée et compréhensive, notre méconnaissance du fonctionnement des institutions et notre exclusivisme freinaient l'extension de notre audience dans les milieux traditionnellement anticolonialistes malgré l'impact de l'ouvrage de Colette et Francis Jeanson [15]. Membre de l'équipe des *Temps modernes*, Jeanson était lié à Sartre et avait, pour l'époque, une connaissance exhaustive de l'Algérie. Grâce à son travail et à ses contacts, il contribua grandement à faire reconnaître le FLN en tant qu'animateur de la résistance, mais de la résistance en Algérie. En France, quoique nous donnions du FLN une image démesurée et grossie pour ne pas alarmer nos partisans, il n'en allait pas de même. La violence de notre conflit avec le MNA hypothéquait le crédit de l'image que nous voulions donner de nous-mêmes. Nous en avions conscience à la CPI : « En France, note-t-elle en avril 1957 dans un rapport au CCE, on ne nous prend pas très au sérieux lorsque nous déclarons que le MNA a presque disparu. Notre capital "confiance et sérieux" pourrait être entamé. Comment expliquer les chocs quotidiens, les morts et les blessés ? »

La Fédération de France du FLN n'a pas encore trouvé son historien. L'ouvrage pionnier d'Ali Haroun exprime la version que voulaient en donner l'auteur et deux de ses collègues du comité fédéral, Amar Ladlani (alias Salah, alias Kaddour, alias Pedro) et Omar Boudaoud « qui en suivirent la rédaction sans discontinuer [16] » ; Rabah Bouaziz (alias Saïd), dont j'aurai à reparler, s'est abstenu d'y collaborer et a manifesté, en privé, avec moi, de sérieuses réserves. L'ouvrage d'Ali Haroun noie les questions politiques dans un exposé purement impressionniste des faits et ne s'interroge ni sur la stratégie ni sur la tactique qu'adopta le FLN en France, que ce soit à l'égard des Algériens ou des Français. Les circonstances historiques de la formation de la Fédération de France, le fonctionnement de son appareil, les luttes au sommet entre Alger et Le Caire, sources de tensions cachées et de manœuvres pour le contrôle de l'appareil et son alignement sur Alger, sont allégrement escamotés.

15. Colette et Francis JEANSON, *L'Algérie hors la loi*, Seuil, Paris, 1956.
16. Ali HAROUN, *La 7e wilaya*, *op. cit.*, p. 8.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Au moment où la CPI se mettait en place, la Fédération était aux prises avec une opposition activiste pressée de recourir à la violence contre les messalistes et contre la police française. Cette opposition disposait de réseaux à Marseille, Toulon, Arles, Grenoble, Paris, Charleville, Nevers, Sarreguemines et Forbach. À leur tête, il y avait des militants originaires de Kabylie, entre autres Saïd Mouzarine (dit Salah Mahboubi) et Ahmed Zmerli. Lors de la scission du MTLD, ces contestataires s'étaient opposés à la fois aux centralistes et aux messalistes et ne s'étaient pas prononcés, comme les leaders de la Kabylie, Krim et Ouamrane, et comme Mahsas, en faveur du CRUA. Or que constataient-ils ? À l'exception d'Ahmed Taleb, désigné au comité fédéral par Alger, les autres membres de la direction avaient été à un moment ou à un autre liés aux centralistes. Il n'en fallut pas plus à Mahboubi et Zmerli pour conclure à un hold-up des centralistes sur le FLN en France. À l'initiative d'Ahmed Doum (dit Reda), responsable de l'organisation, ils seront exclus et dénoncés comme « berbéristes ». Cette mini-crise dissimulait en fait la genèse mouvementée du FLN.

J'en eus connaissance en juillet 1956, date à laquelle Ahmed Zmerli, pressé de la résoudre, en appela à l'arbitrage de Belhocine en le priant de lui servir d'intermédiaire avec le comité fédéral. Je trouvais que Belhocine, qu'on affublait de la casquette « berbériste », avait du cran d'accepter cette mission périlleuse. C'est en fin de compte un dirigeant national, Abdelmalek Temam (dit Belkacem), de passage à Paris, qui dénoua l'affaire. Les dissidents furent réintégrés et leur leader, Saïd Mouzarine, maquisard et recherché en France, affecté à la délégation extérieure.

J'ai été témoin de la réintégration des militants dans le Nord de la France. À ma grande surprise, ils s'étaient organisés militairement et s'étaient armés de leur propre chef. Leurs responsables, qui rêvaient d'en découdre avec les messalistes, s'étaient même attribué des grades. Messaoud Guedroudj, qui dirigeait la wilaya du Nord, craignait des actions improvisées. Une définition plus claire du rôle de l'émigration et une organisation plus rigoureuse étaient indispensables. Il y avait, dans l'appareil, des hommes que la séparation entre tâches politiques et organisation d'un instrument de combat inquiétaient. Guedroudj s'en ouvrit à moi après l'arrestation

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

d'Ahmed Doum le 17 novembre 1956. Je lui suggérai de poser le problème au comité d'organisation. « Il n'y en a pas, me répondit-il. Comme chefs de wilaya, nous sommes traités en collecteurs de fonds. Une fois par mois, nous sommes convoqués à Paris pour remettre l'argent à un agent de liaison dans un couloir de métro. Au plan politique, c'est le vide. Dire que nous avons lutté des années pour obtenir du MTLD des statuts et un programme. Et maintenant, tout est à recommencer. »

Nous étions en novembre. Un congrès du FLN s'était tenu le 20 août dans la vallée de la Soummam et nous n'en savions rien. Toutefois, des rumeurs sur les luttes au sommet filtraient et nous parvenaient par bribes. Ce fut d'abord Moussa Boudiaf qui me fit part, en octobre, des divergences opposant Alger et Le Caire et m'invita à me rendre en Espagne pour y rencontrer son frère Mohammed. J'acceptai sans hésiter, tant le vide politique ambiant me paraissait inquiétant. Moussa me demanda des photos d'identité pour m'établir un passeport marocain. Mais le projet tomba à l'eau à cause de l'arrestation de Mohammed Boudiaf, le 22 octobre 1956.

Ce fut ensuite Me Ahmed Boumendjel qui m'entreprit pour solliciter ma participation à une réorganisation de la Fédération de France. On le disait proche d'Abbane. J'ai décliné son offre car je croyais dur comme fer que rien de stable ne se ferait à partir d'en haut. Par ailleurs, les efforts de Guedroudj pour réunir les chefs de wilaya et créer un comité d'organisation étaient sur le point d'aboutir. Je ne voulais pas les compromettre. En effet, la réunion se tint au domicile d'Ali Yata à Ivry, à l'insu du comité fédéral [17]. Décision fut prise de bloquer les cotisations et d'exiger la création d'un comité d'organisation. La nomination de Moussa Boulkeroua à la tête de la Fédération fut évoquée. Je déconseillais à Guedroudj cette solution. Alger tenait trop au contrôle de la Fédération de France pour s'incliner devant un fait accompli. Guedroudj ne m'écouta pas. Heureusement, Boulkeroua se désista. Finalement, la Fédération s'inclina : le comité d'organisation fut

17. Ce dirigeant du PC marocain, d'origine algérienne, nous a manifesté une solidarité sans faille. Son frère a été un des participants à la mise en place d'une usine clandestine de fabrication d'armes au Maroc. Il mourut en expérimentant un bazooka.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

créé lors d'une réunion qui se tint à Lyon en présence de Louanchi.

En novembre, à la veille de la nomination de Mohammed Lebjaoui à la place de Louanchi, la fronde s'apaisa. Flegmatique et doté d'un remarquable sang-froid, Abdelmalek Temam y contribua. Il avait l'art et la manière d'aseptiser les débats. Au cours d'une réunion de la CPI, il nous annonça la tenue d'un congrès et la mise en place d'organismes de direction : le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) et le Comité de coordination et d'exécution (CCE). Réuni à partir du 20 août 1956 dans la vallée de la Soummam, à l'initiative de Belkacem Krim, Larbi Ben M'hidi et Ramdane Abbane, ce congrès avait réuni seize délégués venus de différentes régions d'Algérie ; il avait permis l'adoption d'une plate-forme politique — affirmant la primauté du politique sur le militaire, de l'intérieur sur l'extérieur — et la réorganisation des structures de l'ALN. Le CCE devenait l'instance exécutive du FLN. Il était composé de cinq membres, Ramdane Abbane, Benyoucef Ben Khedda, Belkacem Krim, Larbi Ben M'hidi et Saad Dahlab. Le CNRA, composé de trente-quatre membres et dix suppléants, jouait le rôle de Parlement.

Temam éluda les conflits que le congrès avait suscités. Nous souhaitions une discussion sur les questions de stratégie : « Vos interrogations trouveront une réponse dans la plate-forme de la Soummam », nous répondait-il. Ainsi fonctionnait un mouvement où les décisions prises dans le secret des directions et le mystère de leurs conflits internes s'imposaient à chacun. La clandestinité n'expliquait pas tout, et ce mode de fonctionnement allait survivre à la guerre.

Nous exposâmes à Temam la situation paradoxale de notre CPI : censés alimenter la presse française en nouvelles et en données sur le problème algérien, nous ne disposions que de cette presse-là comme source d'information, si l'on excepte quelques confidences glanées ici et là. Nous demandions aussi que le contenu du journal fût laissé à la libre appréciation de ses rédacteurs. Mabrouk Belhocine dénonça l'« éternelle suspicion politique dont nous faisons l'objet » et l'illustra par le fait que « la commission de presse était dirigée par celui qui n'écrivait pas ». Nous exigions enfin que « cesse le caporalisme » dont était victime la Fédération de France du FLN.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Temam acquiesça et convint, du moins en partie, que « la situation de la Fédération était déplorable ».

En réalité, nos dirigeants n'attendaient de nous que propagande. Mais l'efficacité de notre travail butait sur deux questions, non dites mais pesantes : le rejet de toute procédure démocratique pour résoudre le problème algérien et l'affirmation du monopole politique du FLN.

La seule campagne d'envergure que nous ayons menée avec succès concernait l'affaire Djamila Bouhired [18]. Abdelaziz Benmiloud en fut le maître d'œuvre. Il rencontra Me Jacques Vergès et Georges Arnaud, l'auteur du *Salaire de la peur*, et eut l'intelligence de créer un comité maghrébin — composé de trois étudiantes : Fadila Sahraoui (Algérie), Selma Zmerli (Tunisie) et Mlle Laghzaoui (Maroc) — et de lui confier la responsabilité de la campagne. Nous mettions à la disposition du comité un budget de 200 000 anciens francs destiné à l'expédition, dans le monde entier, aux associations féminines, aux parlementaires, aux personnalités, du dossier de l'affaire Bouhired. À tous, le comité demandait d'intervenir auprès des autorités françaises. Le père d'Abdelaziz, le bachagha Si Khelladi, entretenait de bonnes relations avec le préfet Cherif Mecheri, secrétaire général de la présidence de la République, ce qui lui permit de nous fournir un véritable listing des interventions en faveur de Djamila Bouhired. Le sort de cette jeune femme a fait davantage pour populariser la question algérienne que des centaines de communiqués de guerre, et nous en étions conscients.

Nombre de nos projets se heurtaient à une vision étriquée de l'histoire algérienne. Nous voulions, par exemple, exposer à l'opinion française les raisons qui avaient contraint les Algériens à recourir à la lutte armée, et attirer son attention sur ses propres responsabilités dans la suprématie du « parti colonial ». Nous envisagions, à cet effet, de rééditer, comme le proposait Ahmed Hadj Ali, les discours et les interventions d'élus nationalistes à l'Assemblée nationale française ou à

18. Militante de la zone autonome d'Alger et collaboratrice de Yacef Saâdi, Djamila Bouhired avait déposé, le 30 septembre 1956, une bombe qui n'explosa pas dans le hall du Mauretania. Elle recruta Djamila Bouazza, qui, elle, déposa le 26 janvier suivant une bombe très meurtrière au Coq Hardi. Arrêtée en avril 1957, Djamila Bouhired sera condamnée à mort le 15 juillet 1957 (grâce à la campagne menée en sa faveur, elle ne sera pas exécutée). Son avocat était Jacques Vergès.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

l'Assemblée algérienne, et de procéder à un inventaire des positions des partis politiques français entre mai 1945 et novembre 1954. Mais la crainte de ressusciter les « fantômes du passé » — c'est-à-dire les chefs des partis d'avant 1954 — relégua ce projet aux oubliettes. Pourtant, nombre de ces « fantômes » étaient aux commandes du FLN…

De septembre 1956 à mai 1957, je travaillai sous les ordres de Tayeb Boulahrouf. Mince, élancé, ce fils de boulanger d'Annaba, au ton gouailleur, avait le sens de l'humour. Chez lui, comme chez certains de ses collègues centralistes, commençait à mûrir le sens étouffé de la liberté individuelle. Il savait séduire, possédait un incontestable talent de diplomate et des qualités humaines. À l'inverse de Salah Louanchi, il ne cherchait pas à tenir toutes les ficelles entre ses mains. Il se déchargea sur moi de la liaison avec Mustapha Ferroukhi, qui chapeautait un groupe de personnalités, parmi lesquelles Abderrahmane Farès ; et des relations avec Henri Curiel, qui me fit connaître Vercors en 1956.

Je n'ai pas eu de divergences sérieuses avec Boulahrouf : il avait l'art de l'esquive et savait éviter les questions gênantes. Averti des réalités de l'appareil, il lui arrivait cependant de défendre une vision manichéenne qu'il s'évertuait, par simple prudence, à faire partager sans trop y croire lui-même.

Ce fut le cas lors du massacre de Beni-Ilmane (Melouza) [19]. Dans un premier temps, nous en attribuâmes tous la responsabilité à l'armée française. Nous reprochions à nos amis, dont Me Pierre Stibbe, d'imputer ce massacre au FLN. Le refus du gouvernement français d'accepter une commission d'enquête internationale que demandait en vain M'hammed Yazid, notre délégué aux Nations unies, prouvait à nos yeux sa responsabilité dans le massacre. Mais l'émotion passée, le doute s'empara de moi. Je décidai de prendre rendez-vous avec Me Stibbe hors de son cabinet, et de m'expliquer avec lui. Selon Stibbe, le président de la République française, René Coty, qui s'était adressé à la nation pour condamner ce massacre, ne pouvait se compromettre dans la combine qui aurait consisté à l'attribuer faussement au FLN.

19. Le 28 mai 1957, 374 habitants du village de Beni-Ilmane (près de Melouza), sympathisants du MNA, furent massacrés par des combattants de l'ALN.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

En y réfléchissant, cet argument me parut convaincant. Dès lors, je devais prendre le risque de m'attaquer à des questions taboues : la stratégie du FLN et l'affrontement armé entre FLN et MNA. Comme Mohammed Lebjaoui, membre du CNRA, qui avait pris la direction de la Fédération en décembre 1956, insistait sur la « justesse des thèses de la plate-forme de la Soummam », je me repliai pour ne pas le heurter. Lebjaoui était bien disposé à mon égard. Nous avions en commun une conception non exclusive de la nation. Il m'avait été présenté par sa belle-sœur, Malika Ouzegane, que ne décourageaient pas les quolibets des hommes lorsqu'elle défendait la cause des femmes dans les assemblées générales étudiantes.

Lebjaoui avait de la prestance et beaucoup d'assurance. Trop, même. L'homme était capable de défendre ses idées à ses risques et périls. Contrairement à mes anciens camarades du MTLD, il n'avait pas été coulé dans le moule bureaucratique. Ce grand bourgeois — qui me reprocha amèrement l'emploi de ce terme pour le situer socialement — défendait sans complexe l'appartenance de la minorité juive à l'Algérie et entretenait avec son élite juive des relations de franche amitié. Sa démarche n'était pas tactique, comme elle le fut chez d'autres : il agissait ainsi par conviction profonde.

Lebjaoui masquait avec beaucoup de superbe un manque qui ne pardonnait pas dans notre situation : il n'avait pas les qualités d'un homme de l'ombre, ce qui devait le perdre ; il fut arrêté le 26 février 1957, un jour avant Louanchi. Et les hommes de son entourage, parachutés d'Alger — tels Hocine Mehdaoui, Brahim Sid Ali M'barek, Benyoucef Bensiam… —, n'avaient pas, comme lui, une expérience de la clandestinité.

Avant son arrestation, Lebjaoui avait mis en œuvre des projets que je lui avais soumis : la création d'une Amicale générale des travailleurs algériens (AGTA), d'un Comité des juifs algériens pour l'indépendance et de l'Organisation des intellectuels algériens.

Pour construire l'AGTA, je bénéficiai de la participation de Saïd Belouachrani (dit Omar), Safi Boudissa, Oujdi Damerdji, Rabah Nahar et Ahmed Mostefaoui. La question qui se posait à moi était de savoir s'il fallait créer en France une filiale de l'UGTA (syndicat créé par le FLN en Algérie en 1956),

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

comme le souhaitait Lebjaoui, ou une amicale d'ouvriers comme je le souhaitais. La seconde formule présentait l'avantage de ne pas déroger aux principes de l'internationalisme dont se prévalaient les syndicats français, et de permettre aux Algériens de prendre en charge les revendications spécifiques des ouvriers algériens, qu'elles fussent sociales ou politiques. Elle nous permettait par ailleurs de consolider notre position avec Saïd Belhouachrani à la CGT et Safi Boudissa à la CFTC, ou plutôt à sa tendance minoritaire, alors représentée par Eugène Descamps et Albert Detraz [20].

Le Comité des juifs algériens fut fondé début 1957 avec la participation de Claude Sixou (ingénieur), Pierre Ben Kemoun (médecin), Pierre Attal (professeur) et Daniel Allouche (un instituteur expulsé d'Algérie). Le communiqué annonçant la création de ce comité était accompagné d'un autre, qui contestait au Consistoire le droit de parler au nom de tous les juifs.

L'organisation intellectuelle algérienne resta à l'état de projet. Elle devait être confiée à un phtisiologue, le docteur Mahieddine Khelaf. Lui et moi avions pris rendez-vous le 27 février 1957 chez Youcef Hadj Hamou, conseiller de l'Union française, pour y rencontrer Lebjaoui. Arrivés à l'heure convenue, nous avons sonné plusieurs fois, puis frappé en vain à la porte. Nullement inquiets, nous nous sommes installés dans un café voisin. Nous n'avions pas encore commandé les consommations qu'un vendeur à la criée de *France-Soir* annonçait l'arrestation des dirigeants de la Fédération de France, dont Lebjaoui (Youcef Hadj Hamou avait également été pris dans la rafle). La police avait eu le bon goût de ne pas mettre en place une souricière. Nous étions donc saufs.

L'arrestation du comité fédéral était prévisible. La préparation de la grève générale de huit jours (28 janvier-3 février 1957), organisée, à l'occasion d'une session de l'ONU, pour démontrer l'adhésion de tout un peuple au FLN, donna lieu à de multiples réunions où les mesures de sécurité les plus élémentaires étaient ignorées.

20. Ces deux hommes devaient, par la suite, fonder la CFDT.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

Ces arrestations donnèrent lieu à des communiqués triomphalistes du gouvernement français. Le FLN, y affirma-t-on, était décapité. À vrai dire, trois membres du comité fédéral, Boulahrouf, Boumendjel et Ladlani, restaient en liberté. Mais ils ne pouvaient plus communiquer entre eux. Pendant ce temps, un mécontentement sourd se manifesta dans l'appareil et chez les cotisants, scandalisés par l'importance des sommes d'argent saisies lors des arrestations, et par le silence du comité fédéral.

Les responsables de la région parisienne, Bouzid Zerrouk et Abdallah Menasria, demandèrent à me voir. Ils voulaient une riposte à la propagande menée contre nous sur la base des informations policières. Je réunis la commission de presse, qui décida d'avoir recours à une ruse consistant à publier un communiqué antidaté — du 27 février, jour des arrestations — et signé « Le comité fédéral ». Je l'envoyai au journal *Le Monde*, qui décida de le publier.

Le texte était sous presse quand Ahmed Boumendjel rentra en contact avec Philippe Herreman, du *Monde*, pour lui remettre un autre communiqué. Quelle ne fut pas sa surprise d'apprendre que le comité fédéral s'était déjà manifesté. Pris au dépourvu, les membres encore en liberté s'étaient demandé si une autre équipe ne les avait pas mis au rancart ! Je dus donc rassurer Boumendjel et Boulahrouf lors d'une entrevue dans un café de la rue des Abbesses, au pied de la butte Montmartre. Cet épisode, qui venait s'ajouter à celui qui avait vu naître le comité d'organisation, n'a pas troublé outre mesure Boumendjel et Boulahrouf. En revanche, Amar Ladlani l'a mal vécu : ses adjoints, Zerrouk et Menasria, avaient dérogé au sacro-saint principe de la hiérarchie.

La vie de la Fédération reprit son cours sous la direction de Boulahrouf. Les coups frappés au début de l'hiver 1957 avaient été très durs. Dérogeant à toute règle, quelques cadres quittèrent de leur propre chef la France pour se reclasser avantageusement dans la délégation extérieure. D'autres, plus sérieusement menacés, demandèrent leur mutation ailleurs. Ce fut le cas de Belhocine. J'ai proposé à Boulahrouf son affectation comme délégué du FLN en Belgique. Boulahrouf acquiesça d'abord puis revint sur sa décision, sous la pression sans doute de l'organisation, qui voulait garder l'émigration algérienne en Belgique, et Belhocine avec, sous son

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

autorité directe. C'est alors que Belhocine se résolut à prendre le chemin de Tunis. Aurait-il accepté d'être sous l'autorité de Ladlani qu'il serait devenu l'auxiliaire d'un collecteur de fonds.

Boulahrouf assurait seulement un intérim à la direction de la Fédération. Le 10 juin, le CCE y nommait Omar Boudaoud. Boulahrouf nous quitta pour la Suisse, où le chef de la délégation extérieure le désigna pour représenter le FLN. Je le vis partir à regret. Malgré le flou qu'il entretenait savamment sur ses positions, c'était, dans le contexte algérien, un libéral au sens politique du terme. Il appliquait, autant que faire se peut, la politique du FLN en France. De l'ancien comité fédéral, il ne restait que Ladlani et Boumendjel. Ce dernier vivait dans l'exaspération depuis l'assassinat, déguisé en suicide, en mars de son frère Ali à Alger[21]. Conseiller de l'Union française, réputé pour sa modération, Boumendjel décida de son propre chef de quitter la France, donc sans nous en aviser. Avant son départ, il donna à un journal du soir une interview justifiant le terrorisme. Le comité fédéral, qui estimait ses propos inopportuns et son départ en Tunisie injustifié, demanda au CCE une sanction pour indiscipline, qu'il n'obtint jamais. Cet épisode dans la vie de la Fédération, comme d'autres qui le suivront, était révélateur du fonctionnement du FLN.

Notre nouveau responsable, Omar Boudaoud, avait été une figure du courant radical du PPA en Kabylie. Arrêté à plusieurs reprises, il avait émigré en France en 1952 après sa libération de prison où il avait été incarcéré pour son appartenance à l'OS. Il était gérant de café quand l'insurrection commença. Ce n'était pas forcément une situation enviable après novembre 1954, parce que la compétition entre le FLN et le MNA contraignait cafetiers et hôteliers à choisir leur camp. Boudaoud quitta la France en 1955 pour rejoindre son frère Mansour au Maroc et y revint en 1957 avec le grade de commandant de l'ALN. Ayant connu de trop près les pratiques policières des appareils d'Abdelhafid Boussouf, il était initié à la « cuisine » du FLN et avait acquis la certitude que s'opposer à la direction, c'est s'opposer à la révolution. Il

21. Cf. Paul Aussaresses, *Services spéciaux. Algérie 1955-1957*, Perrin, Paris, 2001, p. 173-177.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

a cru pouvoir inculquer cette idée à tout son entourage, ce qui n'était pas évident.

La première fois que j'ai rencontré Boudaoud, c'était fin juin au métro Solférino. Il était accompagné de Francis Jeanson et de Zine El Abidine Moundji. En homme de l'ombre, il m'avisa tout de suite qu'il était muni d'un passeport marocain au nom de Bennani. C'était une précaution utile en cas d'ennui.

La première réunion du comité fédéral eut lieu peu de temps après. Il me revint de trouver un lieu discret pour les retrouvailles de ses membres. Nous étions quatre nouveaux promus au CF : Messaoud Guedroudj s'était vu attribuer la logistique, Rabah Bouaziz (Saïd) l'organisation spéciale chargée de la lutte armée et du renseignement, Moundji les finances et les organisations parallèles, et moi-même, la presse et l'information. Dans une communication orale, Boudaoud nous mit au courant des buts que le CCE assignait à la Fédération de France.

Il s'agissait de soustraire la communauté algérienne à l'influence du MNA, de généraliser la participation financière des Algériens à l'effort de la guerre, d'organiser l'action armée sur le territoire français et, enfin, de sensibiliser l'opinion française à la réalité de la guerre d'indépendance. La communication de Boudaoud fut suivie d'un débat. J'ai soulevé pour ma part deux questions, l'une relative à la fonction politique de la Fédération de France, l'autre relative à ses méthodes de travail. Je voulais savoir si le rôle du comité fédéral consistait simplement à faciliter l'assimilation d'une politique décidée d'en haut, auquel cas les notions de base, de vie militante, de direction collective ne seraient qu'autant de trompe-l'œil ; ou si, plus proche du terrain que le CCE, le comité fédéral pouvait discuter ses directives et les aménager. En d'autres termes, la Fédération de France était-elle l'expression d'un mouvement politique ou l'appendice d'un appareil militaire ? La CPI, à qui je rendais compte de nos contacts et de mon travail à chaque réunion, voulait une clarification sur ce point. Je voulais également être éclairé sur le fonctionnement du comité fédéral : quelles étaient les attributions du chef de la Fédération et celles de ses collaborateurs ? La communication entre la base et le sommet fonctionnait-elle dans les deux sens ou à sens unique ?

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Moundji et Guedroudj ont compris mes questions et m'ont appuyé. Bouaziz a abondé dans mon sens avec beaucoup d'hésitations et en nuançant mes propos. Ladlani se tut. Quant à Boudaoud, le teint cramoisi, il dissimulait à peine son irritation et s'essayait à garder bonne contenance. Sa réponse ne porta que sur le fonctionnement du comité fédéral : « Nous sommes, dit-il, un organisme collégial. » Il ajouta que, en cas d'égalité des voix lors d'un vote, la sienne, en sa qualité de représentant du CCE, serait prépondérante. Je n'insistai pas. Nous avions besoin, avant toute discussion sur nos tâches respectives et sur le calendrier de travail, d'un état des lieux. Boudaoud estimait que la mise en place de l'OS était urgente et donc prioritaire. Ce nouvel organisme constituait avec la logistique un nouveau département qui nécessitait le transfert de certaines attributions du département de l'organisation. La CPI avait procédé à un bilan de ses activités au printemps 1957. De nous tous, le responsable de l'organisation, Ladlani, était le mieux placé pour faire le point sur l'état de la Fédération. Il s'y employa tout en procédant à des remaniements dans son appareil, d'où il élimina Bouzid Zerrouk et Abdallah Menasria, tous deux responsables de la région parisienne, au profit entre autres de Moussa Kébaïli (dit Derradji), qui deviendra son bras droit. La commission de la presse souhaitait une modification du style de travail, des correctifs sérieux à la compétition avec le MNA et une révision de notre attitude à l'égard de la gauche française dans son ensemble.

La composante humaine de la Fédération méritait d'être examinée de plus près. Des « éléments déclassés » peu recommandables y avaient été admis pour résoudre des problèmes pratiques : faux papiers, achat d'armes, etc. En août 1956 déjà, notre collègue Belhocine lançait un cri d'alarme à ce sujet dans le bulletin intérieur après l'arrestation d'un proxénète compromis dans un trafic d'armes à notre profit et qui prit pour avocat un homme politique d'extrême droite, Me Tixier-Vignancour, ce qui lui valut d'être relâché : « Ne rentre pas au FLN le premier venu. [...] Le militant représente l'organisation au sein de nos compatriotes, qu'il doit attirer, et aussi en face des Français, qu'il doit convaincre de notre valeur. C'est pourquoi tout militant doit avant tout être un homme digne, correct, d'une conduite irréprochable. Les aventuriers,

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

les escrocs, les trafiquants, les voyous ne sauraient en aucune façon trouver place dans notre organisation de lutte [22]. »

L'appel au changement concernait d'abord le recrutement. Le rapport d'Amar Ladlani, sur ce point, ne nous donnait pas satisfaction. « Chez nous aujourd'hui, soulignait-il, ce que nous appelons militant, adhérent, sympathisant est tout à fait différent des catégories "militant, sympathisant, adhérent" des organisations politiques. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas un programme à faire triompher, parce que le FLN n'est pas un parti d'opposition mais l'autorité officielle de l'Algérie qui dirige la lutte du peuple algérien contre l'occupant français. Cette situation donne au FLN le droit de lever l'impôt, de mobiliser, de rendre les jugements et de les faire exécuter.

« Le recrutement, donc, est différent de celui des organisations politiques ordinaires. Pour mener à bien sa tâche, préparer l'insurrection générale, et mener une tâche d'assainissement au sein de la masse par l'élimination des contre-révolutionnaires et des agents de l'ennemi.

« Certes, notre organisation se compose de militants, adhérents et sympathisants. En réalité, ces catégories ne sont utilisées, je le souligne, que pour assurer la réussite de l'appareil [23]. » Ce texte tournait le dos au principe de l'adhésion volontaire et s'inscrivait dans une problématique de type communautaire. Il était en contradiction totale avec mes idées. Je lui ai donc refusé ma caution avec l'appui de Moundji et de Guedroudj. J'avais conscience que son application ne pouvait se faire sans recours à la coercition sous ses formes feutrées (menace, intimidation) ou radicales (agression physique, exécution). Tout réfractaire devenait, *ipso facto*, un ennemi. Cette logique n'avait rien à voir avec celle d'une révolution.

Deux représentations du FLN circulaient pendant la guerre d'indépendance : celle — colonialiste — d'un groupe de « racketteurs » et de « bandits » ; et celle, que reprend Haroun, d'un parti révolutionnaire, hiérarchiquement structuré. Or, ces deux représentations sont fausses. Face à la

22. Bulletin intérieur n° 2, 2e série, p. 2.

23. Texte repris en partie dans le Bulletin intérieur de janvier 1958 sous le titre « Composition de l'organisation ».

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

France, la colonie algérienne faisait preuve d'une cohésion culturelle et religieuse qui faisait qu'un « frère », quel qu'il soit, est toujours supérieur à un étranger.

Ce serait donc une erreur de croire que seule la contrainte poussait l'Algérien vers le FLN. La connotation infamante du vocabulaire de la trahison et de l'ostracisme constituait un facteur puissant de rassemblement. Quelle que fût l'indignation que les pratiques des « apparatchiks » suscitaient, l'esprit communautaire l'emportait. C'était un ancrage indéracinable contre lequel, à l'épreuve des faits, la répression se révélera impuissante malgré son ampleur et ses méthodes inhumaines.

À travers l'ouvrage de Haroun, Boudaoud et Ladlani veulent nous faire croire que le FLN était hiérarchisé selon un principe politique et que cette hiérarchie était comprise et acceptée par tous. Cette image est fausse. Seule la masse de dévouements suscitée par la cause de libération nationale lui a donné une certaine crédibilité, car à l'intérieur de la communauté émigrée le FLN ne fonctionne nullement comme un parti révolutionnaire. On y trouve des rapports de pouvoir et d'influence où se mêlent relations personnelles, liens familiaux et régionaux. Il s'agit moins de rapports purement politiques que de rapports communautaires exprimés dans un langage moderne. Un « petit chef » s'opposait à un chef supérieur au nom de son propre pouvoir, comme le chef d'une mafia à un autre chef. Et ce que redoutait l'appareil du FLN, c'était qu'un autre mouvement, faisant appel au même type d'allégeance, pût s'opposer à lui. C'était là le fondement de l'hostilité au MNA.

De 1954 à 1956, l'appareil, de constitution encore récente, est fragilisé. Il a besoin de s'appuyer sur l'émigration pour s'enraciner et acquérir plus de cohésion et de rigueur face au MNA. Son encadrement vient du MTLD, ses adhérents aussi. Quelle qu'ait pu être leur confusion politique ou leur tendance à l'autoritarisme, ceux-ci sont loin d'avoir été bureaucratisés. Mais plusieurs facteurs vont pousser le FLN vers la militarisation. Il y eut d'abord sa prétention au monopole et la mise en œuvre du principe de l'adhésion obligatoire. Il y eut ensuite la rotation rapide, du fait de la répression, des cadres formés avant 1954 et, corrélativement, la montée de militants activistes sans véritable expérience politique, de purs exécutants

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

en quelque sorte. Il y eut enfin l'infiltration dans nos rangs de la police, notamment la DST [24].

À mesure que la Fédération de France progressait dans le « quadrillage » [25], elle devenait de moins en moins une organisation politique pour s'assimiler à la ramification d'un parti-État qui, comme toute institution de ce type, combine des moyens bureaucratiques, policiers et militaires et se constitue à la fois avec le peuple et contre lui. Selon la typologie des organisations établies par Gramsci, « il est simple exécuteur non délibérant, [c'est-à-dire…] techniquement un organe de police et son nom de "parti politique" est une pure métaphore à caractère mythologique [26] ».

Trois autres questions feront l'objet d'un débat au nouveau comité fédéral : la rivalité avec le MNA, l'ouverture d'un front militaire en France et les rapports avec les anticolonialistes français. Sur ces trois questions, j'estimais un changement de ligne indispensable car nos idéaux étaient en contradiction avec les moyens qu'imposaient nos dirigeants pour les faire triompher. Libertaire de conviction, j'avais pour objectif ultime l'affirmation d'un système de valeurs indépendant de toute domination et de toute exploitation et je me retrouvais dans une organisation où l'autoritarisme plébéien inculquait à chacun que le mal se convertit en bien sitôt qu'il se fait au nom de la révolution. Je souffrais du recours à des pratiques comme l'égorgement, les mutilations (nez ou oreilles coupés) et du discrédit que les tueries faisaient peser sur nous non pas auprès de ceux qui initient, taisent ou justifient les crimes dans lequel leur pays est impliqué, mais auprès de leurs opposants, nos amis.

---

24. L'« affaire Mourad » (de son vrai nom, Y.A.) révéla, en 1961, la gravité des infiltrations policières au plus haut niveau. Responsable de la wilaya du centre, Mourad, malmené par la DST lors d'une interpellation, accepta de coopérer avec elle ; il lui livra les noms de plusieurs responsables et lui indiqua les lieux de dépôt des collectes financières. Démasqué après le cessez-le-feu, il reconnut sa trahison. Après interrogatoire, rapports de ses victimes et évaluation des fonds détournés à son profit ou dilapidés, il sera exécuté.

25. Le responsable de l'organisation a emprunté ce vocable au lexique des armées coloniales.

26. Antonio Gramsci, cité par Hugues PORTELLI, *Gramsci et la question religieuse*, préface de Jean Cot, Anthropos, Paris, 1974, p. 49.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

La concurrence meurtrière avec le MNA devait cesser. Il ne faisait aucun doute pour moi que le conflit qui nous opposait à lui était inscrit dans la logique de la scission du MTLD. C'est pourquoi les méthodes utilisées par ses militants avant novembre ont masqué à mes yeux les conséquences que la volonté d'hégémonie du FLN imprimait aux rapports politiques entre Algériens. Aussi, quand au printemps 1955 un vieux militant du PPA, Saïfi, a été abattu dans son hôtel-restaurant du 13, rue au Maire, dans le 3e arrondissement de Paris, cet épisode s'est inscrit dans mon esprit comme l'événement annonciateur des luttes fratricides entre FLN et MNA. J'étais à cette époque dans l'ignorance totale des liquidations de militants et de responsables MNA qui avaient commencé en Kabylie. Les dirigeants du comité fédéral qui se sont succédé entre 1954 et 1956 étaient-ils, eux, informés ? Je n'en savais rien. Je n'ai qu'une certitude, je l'ai déjà évoquée [27], c'est que Mourad Tarbouche a bien reçu l'ordre de ses supérieurs d'attenter à la vie de Messali.

Chez Salah Louanchi, les attentats contre les militants du FLN créèrent de l'embarras. Des cadres de l'organisation l'avaient même soupçonné d'avoir conclu un *modus vivendi* avec les messalistes : ne pas répliquer aux actes de violence si les dirigeants du FLN en France étaient épargnés. C'était, à l'évidence, faux. Pourtant, des militants du FLN, s'estimant justifiés à agir par eux-mêmes et à organiser leur autodéfense, se mobilisèrent et cherchèrent à se procurer des armes pour frapper le MNA à la tête. À la CPI, nous étions alors quatre à les approuver, Belhocine, Benmiloud, Cherchalli et moi-même. Nous cédions au réflexe de volonté punitive sans nous rendre compte que, de représailles en représailles, nous prenions le risque d'ouvrir un avenir à l'ennemi qui sommeillait en nous, car l'idée de la terreur salvatrice faisait partie de notre héritage religieux.

Nous n'avons pas été les initiateurs de la violence contre le MNA. Mais nous lui avons donné, pendant une brève période (septembre 1956-avril 1957), notre caution. Nous le regretterons amèrement quand la coercition de masse commencera à frapper tout réfractaire à l'autorité du FLN. Au printemps 1957, donc, quand la CPI révisera son attitude sur le conflit

27. Voir *supra*, chapitre 4.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

qui nous opposait au MNA, Abdelaziz Benmiloud sera le premier à attirer notre attention sur le rapport entre la violence et la crise générale du corps social. Il avait compris, avant nous, que les règlements de comptes et autres conflits se greffaient sur les antagonismes liés aux luttes de légitimité et que leur politisation ne devait pas nous cacher leur véritable nature. Nous devions donc, disait-il, « épargner les souffrances évitables à nos compatriotes, économiser le potentiel humain et révolutionnaire de notre communauté et inculquer le respect de l'individu que le colonialisme a voulu dégrader et détruire en nous » (rapport de la CPI au CCE remis à Tayeb Boulahrouf en mars 1957).

De mon point de vue, Messali ne pouvait se prévaloir des torts du FLN et continuer à croire qu'il avait les moyens de mener la guerre sur deux fronts. Comme l'affaire Bellounis le mettra en évidence, ses partisans étaient acculés à la compromission avec le colonisateur [28]. N'étant pas porteur d'un projet différent de celui du FLN, Messali ne pouvait espérer jouer un rôle dans l'avenir qu'en préservant son image passée.

Comment aborder la question du MNA lors du débat au comité fédéral ? J'ai choisi d'exposer mon attitude en partant d'une hiérarchisation des tâches que le CCE nous avait assignées. Priorité devait être accordée au travail politique en direction de l'opinion française pour mettre en difficulté et isoler les partisans de la guerre. Dans cette optique, tout ce qui pouvait contrarier ce but devait être repensé. La main tendue aux anticolonialistes français ne pouvait faire l'impasse sur la nécessité de mettre un terme aux attentats entre Algériens. Deux de mes interlocuteurs français, prêts à s'engager activement à nos côtés, Vercors et le député progressiste Pierre Cot, allié du PCF au Parlement, qui avait demandé à Albert-Paul Lentin un contact avec nous, le souhaitaient vivement.

C'est à Ladlani, en tant que chef de l'organisation, que revint la charge de nous présenter le rapport sur le MNA. Je le citerai longuement ci-après au lieu de le résumer.

---

28. Personnalité du PPA en Kabylie, Mohammed Bellounis prend en 1955 la direction des maquis du MNA. Après le massacre de Beni-Ilmane (28 mai 1957), il contracte un accord avec l'armée française qui lui délimite, dans le Sud algérien, un territoire pour combattre le FLN. Le MNA ne se prononce pas publiquement sur cet accord. À la suite de frictions avec ses alliés français, Bellounis sera abattu le 14 juillet 1958.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Quel est l'état du MNA fin 1957 ? « Le MNA est partout, souligne Ladlani, car pour nous il existe sous plusieurs formes. Il y a d'abord l'organisation proprement dite avec sa structure et ses rouages, ensuite des groupes barricadés dans des établissements servant de "foyers", enfin des éléments éparpillés dans les localités. [...] Le MNA existe dans le Nord, l'Est et les Ardennes sauf à Denain [29], Reims et ses environs. Dans les régions sus-citées, les messalistes ont une influence au sein de la communauté algérienne au moins égale à la nôtre.

« Dans la région parisienne, quelques localités de banlieue sont signalées comme pouvant avoir une organisation (Montreuil et Argenteuil) ; dans le centre, ils tiennent à Clermont-Ferrand, Châteauroux et Montluçon ; quelques petits noyaux sont signalés dans la banlieue lyonnaise. Pour le reste, il y a ce que nous appelons les "foyers", qui généralement sont des établissements propriété du MNA (cafés, hôtels) et qui logent exclusivement leurs militants ; [...] tous les militants qui résident dans ces foyers sont utilisés comme cadres ou agresseurs. [...] Aucun élément ne peut entrer dans ces foyers. »

Les messalistes « ont une organisation plus rigide que la nôtre. Au début, elle maintenait les militants par la discipline et ces derniers temps par les menaces et la terreur. De cette façon, leur base reste stable et imperméable à la propagande du front. [...] Tout élément démoralisé ou voulant les quitter est abattu sur-le-champ ; d'une façon précise, ils entourent leur base d'un dispositif de choc et de mouchards à tel point que le militant de base ne peut ni souffler ni se soustraire à leur système ».

L'organisation que décrivait Ladlani était en fait en voie de construction dans le FLN. Il en était lui-même l'architecte, mais ne se rendait pas compte qu'ayant été coulé dans le même moule que ses adversaires, il reproduisait, à son insu, les pratiques rodées dans l'émigration par l'Étoile nord-africaine, le PPA et le MTLD. Il allait même les durcir en faisant obligation à tous les Algériens de s'acquitter d'une cotisation

29. L'implantation du FLN à Denain a été très meurtrière : de juin 1956 à novembre 1957, sept militants ont été abattus.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

calculée à partir du 1er novembre 1954 [30] et en mettant au point un système d'amendes imité des usages des *djemaas* en Kabylie.

À mes arguments qui situaient notre rivalité avec le MNA sur le terrain politique, Ladlani répondit : « Pour notre part, nous regrettons toujours que la lutte ne soit pas restée sur le plan politique, mais nous devons comprendre aussitôt que ce n'est pas possible étant donné que du côté des messalistes il n'existe aucun programme de ce genre. »

Pour lui, la chasse aux éléments non conformistes déclenchée par Messali depuis 1954 ne laissait au front qu'une seule voie d'existence, comme il l'expliquera dans un rapport en décembre 1957 : « La riposte aux messalistes avec les mêmes armes qu'ils utilisent, la force qui s'est avérée rentable [...]. Notre riposte excluait les fusillades, elle visait seulement les éléments dangereux et il est possible que de petits militants de base aient payé de leur vie, mais notre action visait les responsables, les éléments de choc et ceux qui les renseignent. » Ce rapport résume les positions que Ladlani, soutenu par Boudaoud, n'avait cessé de défendre depuis septembre 1957.

En premier lieu, c'était une contrevérité d'affirmer que Messali portait seul la responsabilité de la violence. Qu'il n'ait pas accepté le FLN comme organisation indépendante de son autorité et qu'il ait tout fait pour la récupérer et l'annexer, cela ne fait pas de doute et n'a pas été sans conséquence. Mais, pour ce qui concerne la France, le mois de juin 1957 avait vu s'esquisser une possibilité de sortir de l'engrenage des attentats. À cette date, des personnalités — dont Mahsas — ont tenté une médiation entre le FLN et le MNA. Messali a répondu à leur attente dans un appel à une trêve le 1er septembre 1957. Ses partisans l'ont observée, mais le FLN ne l'a pas acceptée.

Nous en avons discuté au comité fédéral. Pour Boudaoud, il s'agissait d'une manœuvre. Au cours de la discussion, j'ai proposé de vérifier la validité de son appréciation en procédant à un sondage. Moundji, que Lebjaoui avait éliminé du CF sous le prétexte qu'il avait des affinités avec les messalistes,

30. On appelait cette pratique l'« arriérage ». Même si un émigré ne se ralliait au FLN qu'en 1958, il lui fallait payer son dû à partir du 1er novembre 1954.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

était le plus indiqué pour le faire. Boudaoud et Ladlani s'étaient résignés, du bout des lèvres, à un contact avec Abdallah Filali, l'un des dirigeants du MNA et secrétaire général adjoint de l'USTA (Union des syndicats des travailleurs algériens, l'organisation syndicale du MNA). Mais un jour de septembre, Moundji, d'un naturel d'ordinaire calme et toujours courtois, se présenta à la réunion furieux contre Ladlani, qui l'avait fait filer par un groupe de choc. À quelles fins ? nous demandions-nous. Voulait-il localiser ainsi Filali pour le faire liquider ? Ladlani protesta de sa bonne foi, mais en baissant la tête et en fuyant notre regard. Quelques semaines plus tard, le 7 octobre, Abdallah Filali était victime d'un attentat et décédait peu après…

Le débat sur le MNA nous a en tout cas été utile. La discussion y était libre. Nous étions trois membres du comité fédéral sur six à ne pas nous accommoder de la politique du CCE. Guedroudj s'est joint à Moundji et à moi, après quelque hésitation. J'ai dû lui rappeler quelques drames dont il avait été témoin dans le Nord de la France et qui l'avaient horrifié. L'un d'eux mettait aux prises deux frères en litige pour un héritage, l'un militant du FLN, l'autre du MNA. Le premier égorgea son frère et convia à son domicile des lecteurs du Coran pour réciter à son chevet les prières rituelles. Côtoyant l'horreur et les nerfs à fleur de peau, se forcer à garder sa sérénité pour ne pas laisser un débat dégénérer n'est pas chose facile. C'est ainsi que nous avons pu arracher à nos collègues deux décisions.

La première : n'entreprendre aucune action contre le MNA sans que le comité fédéral en ait été saisi. Mais cette décision restera lettre morte et nous continuerons, comme par le passé, à demander des explications sur les faits portés à notre connaissance par la presse ou par des particuliers. Contrairement à ce qu'il affirmait, Ladlani ne maîtrisait totalement ni les groupes de choc ni les militants qui conduisaient les interrogatoires dans les caves des restaurants ou des hôtels. J'ai en mémoire un fait qui démontre à souhait comment les interdits peuvent tomber chez les « combattants du bon choix ». Il s'agit de l'assassinat d'un enfant qui fit les manchettes des journaux du soir. Vivement interpellé au comité fédéral, Ladlani commença par nous expliquer qu'il s'agissait d'un

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

agent de liaison entre deux établissements du MNA qui abritaient des groupes de choc, avant de s'engager, sous notre pression, à envisager des sanctions. Plus tard, je découvrirai dans les archives de la Fédération de France des années 1959-1962 (que m'avait remises un condisciple de lycée, Oubraham Boualem), un univers de type stalinien dont la clandestinité et le cloisonnement d'une organisation en temps de guerre ne permettent pas de mesurer l'ampleur.

Seconde décision : n'entreprendre aucune action anti-MNA sur un territoire autre que la France. En novembre 1957, à mon initiative, nous avons ainsi invité nos compatriotes à respecter la souveraineté de l'État belge. Le ministre de l'Intérieur, le socialiste Pierre Vermeylen, a accueilli notre appel avec faveur. Un entretien organisé par le professeur Legrève eut lieu entre Pierre Vermeylen, qui s'engagea à mettre fin aux refoulements de nos militants par la gendarmerie belge, et un représentant du FLN, Abdelaziz Benmiloud. Trois paragraphes de notre appel aux travailleurs algériens en Belgique méritent d'être cités.

« Le FLN vous demande :

« — de respecter le peuple belge et les lois qu'il s'est données, de ne jamais confondre notre situation avec celle de nos frères émigrés en France ; si la France est pour nous le pays oppresseur, la Belgique ne peut être confondue avec elle ;

« — de ne pas violer la légalité et de vous appuyer sur la classe ouvrière belge et ses organisations politiques et syndicales afin de défendre vos droits de travailleurs et d'étrangers ;

« — d'exclure toute violence, attentat ou bagarre, pour trancher les conflits d'opinion qui peuvent vous diviser. Le FLN a la certitude que vous saurez isoler et exclure de votre communauté tout individu qui aura recours à des méthodes de violence [31]. »

Ce communiqué légitimait le monopole du FLN et disqualifiait *a priori* le messalisme, mais il mettait le FLN en contradiction avec son exigence d'être partout le locuteur unique, malgré toutes les précautions prises par les adversaires d'une solution politique au conflit FLN-MNA. Malheureusement, il

31. *El Moudjahid*, tome 1, p. 200.

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

ne mettait pas fin à celui-ci. Cela ne dépendait pas du comité fédéral, mais du CCE, qui avait donné à Boudaoud la directive de faire tuer tous les dirigeants messalistes [32].

Ce que je reprocherais à Boudaoud, c'est d'avoir été le metteur en scène d'une tromperie hypocrite. Au moment où il avait accepté, en septembre, l'inscription du dossier MNA à l'ordre du jour, les assassinats de cadres du MNA qui agissaient au vu et au su de tous dans une semi-légalité au sein de l'USTA étaient à notre insu en préparation [33]. À l'ombre de la résistance, grandissait un type d'homme cynique, indifférent aux cris qui montaient de l'émigration. Le jour où les historiens se pencheront sérieusement sur la généalogie de la violence, il leur sera difficile de mettre cette période entre parenthèses. Les modalités par lesquelles les Algériens étaient déjà gouvernés alors ont fait dire à l'écrivain Mouloud Feraoun : « En attendant de conquérir le droit de vivre en hommes libres, nous avons déjà le droit de mourir en traîtres [34]. »

Quelle importance devions-nous accorder à l'opinion française dans notre lutte ? Pour qui a un regard pour voir ce qui l'entoure, il n'était pas difficile de constater que l'opinion française, dans sa grande majorité et sa représentation parlementaire, n'a pas su ou voulu prendre la mesure de la tragédie algérienne. Pour les émigrés que nous étions, l'écart du climat politique entre Alger et Paris tendait à se rétrécir. Les rafles, la chasse aux faciès, les détentions — qui n'épargnaient pas les Tunisiens et les Marocains —, les transferts de militants au camp de Beni-Messous, signes précurseurs des camps d'internement qui allaient s'ouvrir en France même, rythmaient notre vie quotidienne. La chaleur de la solidarité

32. Voir en annexe, p. 388, le fac-similé du procès-verbal de la réunion du CCE du 10 juin 1957, qui indique notamment, parmi les missions confiées au nouveau responsable de la Fédération de France : « Lutter contre le MNA, abattre tous les dirigeants de ce parti. »

33. Le 20 septembre 1957, Ahmed Semmache, responsable de l'USTA dans la région parisienne, est abattu. Suivront Mellouli Saïd, responsable de la section de l'USTA à la Régie Renault, et Hocine Maroc, le 24 septembre, puis Abdallah Filali, le 7 octobre, et Ahmed Bekhat, secrétaire général de l'USTA, assassiné le 28 octobre.

34. Mouloud FERAOUN, *Journal 1955-1962*, Seuil, Paris, 1962, p. 83.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

anticolonialiste ne touchait qu'une minorité de membres de l'appareil ou des intellectuels.

Face à cette situation, l'indifférence aux rapports de forces entre partisans et adversaires de la guerre gagna du terrain. Le petit bourgeois de culture française se résigna à épouser le modèle de l'individu en forte interdépendance avec la collectivité et prit ses distances à l'égard de l'intelligentsia de gauche française qui lui fournissait autrefois ses valeurs et ses repères. La geste du combat héroïque, le discours inquisitoire se substituèrent à l'efficacité. Faute de vision politique à long terme, le penchant à schématiser trouva une légitimité dans l'attitude de certains de nos partenaires de gauche qui, se mettant au-dessus de la mêlée, se réservèrent le rôle de peser sur les deux parties, le gouvernement français et le FLN, pour les amener à composer. Du coup, nos erreurs tactiques, sources de déboires, furent occultées.

Le ressentiment à l'égard de la gauche et de l'opinion française venait de loin. En décembre 1956 déjà, Lebjaoui m'avait fait part de l'amertume d'Abbane à l'égard des partis de gauche qui disaient représenter la classe ouvrière. Nos publications durcirent le ton. Nous abandonnions le terrain politique pour nous réfugier dans la propagande, avec ses dérives. On nous demanda de dénoncer nos meilleurs alliés, comme Claude Bourdet ou Daniel Guérin. Nous nous sommes tournés vers Boulahrouf pour éviter les excès. « Je suis d'accord avec vous, dit-il, mais je n'y peux rien. » L'ostracisme toucha aussi les avocats. Une note mettait en garde les militants contre certains défenseurs, Gisèle Halimi entre autres.

Après la réunion du CNRA au Caire en août 1957[35], Abbane, qui s'était pourtant élevé en 1956 contre l'organisation d'une embuscade contre des soldats du contingent à Sakamody — alors que l'Assemblée nationale débattait en France de l'Algérie —, engagea *El Moudjahid* dans une voie sectaire. La thèse d'une convergence d'intérêts entre les peuples algérien et français fut contestée. « En pays colonial, selon *El Moudjahid*, il y a entre le peuple colonisé et la classe ouvrière du pays colonialiste une communauté d'intérêts. L'histoire des guerres de libération est la non-vérification de cette

35. Où les « militaires » imposent leurs vues aux « politiques », dont Abbane (voir : Mohammed HARBI, *Le FLN, mirage et réalité*, *op. cit.*, p. 200 *sq*).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

thèse [36]. » Tout se passait comme si la convergence d'intérêts ne résultait pas d'un combat politique que nous pouvions soit favoriser, soit entraver. J'ai donc combattu cette thèse sans complexes au comité fédéral.

J'y démontrais, d'une part, que cette convergence était objective et donc indépendante du non-respect de ses devoirs internationalistes par la classe ouvrière française. Et, d'autre part, que nous nous devions d'éclairer celle-ci de la réalité de la convergence et de nos intérêts communs, pour nous en faire un allié. Faute de cela, en faisant de notre lutte une épreuve de force entre deux sociétés qu'aucune contradiction interne ne mine, nous n'aurions aucune chance d'affaiblir les partisans de la guerre. Sans compter que nous donnions du grain à moudre à ceux qui, dans la mouvance internationaliste, ne voyaient dans la guerre d'indépendance qu'une « révolution bourgeoise en retard » et excluaient toute coopération avec des « forces non prolétariennes ».

Pourtant, à travers rencontres, discussions et contacts, nous sentions que le temps où les adversaires de la guerre seraient amenés à s'engager à nos côtés, y compris en refusant de prendre les armes, comme l'avait fait le jeune communiste Alban Liechti en juillet 1956, ou en désertant, se profilait à l'horizon. Il nous fallait donc, disais-je à mes collègues du comité fédéral, instaurer des rapports de confiance avec nos partenaires français et comprendre, pour peu qu'ils s'engagent à nos côtés pour l'indépendance, qu'ils puissent maintenir à notre égard une distance critique. Réduire l'action militante contre la guerre à sa dimension clandestine, comme l'avait envisagé un temps Boudaoud, était une erreur. Et de démonter que nous n'avions pas su mettre en difficulté le PCF avec ses militants, ne serait-ce qu'en faisant connaître le retard de ses mots d'ordre par rapport à certains secteurs de la social-démocratie européenne et à d'autres partis communistes. Ali Yata m'avait assuré que son attitude suscitait malaise et interrogations et qu'il nous appartenait de les mettre à profit.

Fondamentalement, la guerre d'indépendance avait mis en relief le retard de la France dans la liquidation du

36. « Les intellectuels et les démocrates français devant la révolution algérienne », *El Moudjahid*, n° 14, 15 décembre 1957, p. 230. Voir également le n° 15 du 1er janvier 1958.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

colonialisme. Une partie de la Fédération, dont je me réclamais, était favorable à une régénérescence de la gauche française sur la base de la formation d'un mouvement consacré à la cause de l'anticolonialisme. C'est dans cette optique que j'envisageais le rôle de Vercors ou de Francis Jeanson. Mais le comité fédéral ne m'a pas suivi. Francis Jeanson a assumé des tâches que beaucoup d'autres pouvaient assurer à sa place, car l'action des militants français solidaires de notre cause était conçue d'une manière instrumentale en fonction de critères nationalistes. Elle n'ouvrait donc pas, comme beaucoup de militants généreux l'espéraient, sur le socialisme en France.

Dernière question examinée au comité fédéral : la lutte armée en France. L'ouverture d'un front y était envisagée de longue date. La CPI en fut saisie dès 1956. Dans un rapport rédigé après de multiples sondages, et transmis au CCE en mars 1957, elle empruntait des voies obliques pour ne pas s'isoler, tout en exprimant ses réserves : « L'action directe [...] sera sans aucun doute une étape nécessaire de la guerre de libération [...]. Elle doit être située dans le cadre de la stratégie générale de la révolution, c'est-à-dire liée à nos perspectives politico-militaires. Il semble que si l'on envisage une lutte de longue durée, [...] si le choix entre deux voies, la guerre prolongée ou la reconnaissance de l'indépendance, n'est pas devenu pour la France une exigence de la lutte, l'action directe doit être différée. Si l'on pense que le point de rupture est assez rapproché, c'est-à-dire que le rapport de forces politico-militaire va bientôt tourner en notre faveur, alors elle devient une nécessité immédiate pour accélérer cette évolution. [...] Les conséquences pour l'émigration seront, sans doute, très dures. Aussi n'avons-nous pas le droit de demander de lourds sacrifices pour des résultats militaires aléatoires. »

En conclusion, la CPI estimait que « les attentats contre les personnalités, comme méthode générale, seraient négatifs par leur portée », tout en concédant aux cadres de l'organisation que des représailles pourraient intervenir en cas d'assassinat de dirigeants du FLN. Cette concession ne fit pas l'unanimité : Mabrouk Belhocine et Ahmed Hadj Ali estimaient que le terrorisme sur les personnes « [indisposerait] l'opinion

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

publique française et [tournerait] contre [le FLN] les éléments aujourd'hui amis : progressistes, communistes qui sont déjà hésitants et chez qui couve un certain chauvinisme. [...] Les attentats individuels ne peuvent être décisifs dans la lutte actuelle ».

Le CCE n'avait pas attendu notre avis pour prendre une décision. Après la bataille d'Alger [37], devant la gravité de la situation, la politique du CCE, dictée par l'affolement, se résumait à la fuite en avant et au désir de revanche. Abbane, qui avait la Fédération de France dans son collimateur, la mit en accusation en termes très vifs en août 1957 : « Le FLN en France n'a jamais su se mettre au diapason de la lutte à l'intérieur du pays, écrivait-il. Cela tient au milieu dans lequel vivent les nôtres et aussi au tempérament des responsables qui sont passés à la tête de la Fédération de France et ont gardé l'esprit ex-MTLD qui ne raisonnait qu'en fonction des réactions de la gauche française [38]. »

Ce reproche visait principalement Salah Louanchi, mais Abbane omettait de signaler qu'il avait lui-même cautionné sa politique et qu'il avait partagé sa croyance en la négociation en 1956 et 1957, allant alors contre le sentiment de la majorité des militants en France. Mais sa préoccupation majeure était d'organiser des manifestations spectaculaires : « Nous devons, soulignait-il à l'intention des membres du CNRA, tout faire pour porter la guerre en France. Par des actes de sabotage, nous affaiblirons le potentiel de guerre de la France. Par l'attentat individuel contre les responsables de la politique française, nous rapprocherons la fin de la guerre [39]. »

Cette démarche allait dans le sens de l'exaspération des émigrés, secoués par les nouvelles tragiques qui leur parvenaient du pays. La CPI tenta, sans grand succès, d'alerter l'opinion française : « La prison, le camp, la misère, la torture, la mort même, n'empêcheront pas les Algériens de France de faire leur devoir. Mais si, jusqu'à ce jour, ils l'ont accompli sous des formes justes et mesurées et en traçant des limites à

37. De janvier à juin 1957, les 8 000 hommes de la 10e division de parachutistes, commandée par le général Jacques Massu, mènent avec une grande brutalité — l'usage de la torture est systématique, on compte plusieurs milliers de « disparus » — la répression à Alger et parviennent à détruire la « zone autonome d'Alger » du FLN.

38. Rapport du CCE au CNRA du 20 août 1957, Le Caire, document ronéoté.

39. *Ibid.*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

leur action par égard pour la population française, il peut n'en être plus de même si les mesures que recèlent en eux les pouvoirs spéciaux se faisaient jour. En étendant la guerre au territoire français, le gouvernement Bourgès-Lacoste obligera l'émigration algérienne à employer pour se défendre les moyens les plus adéquats. Sans doute n'est-il pas trop tard pour les Français lucides [...] d'avoir leur mot à dire. [...] C'est là un solennel avertissement[40]. »

Nous prêchions dans le désert et nous ne suscitions guère d'écho dans l'opinion française. Les chefs détenus à la Santé, Aït-Ahmed, Ben Bella, Boudiaf et Khider, saisis des projets du CCE, intervinrent dans le débat pour faire connaître leur opposition à l'action armée en France. Dans une note très ferme adressée au CCE en septembre ou octobre 1957, ils écrivaient notamment : « Nous avons appris que depuis quelque temps la Fédération de France avait reçu l'ordre de déclencher le terrorisme dans ce pays. Bien que cette décision ait été fort discutée dans le passé par les responsables de France qui la considéraient comme inapplicable ici, vous semblez la réitérer sans tenir compte des avis autorisés de certains frères, ni des conditions économiques, morales et humaines dans lesquelles vivent les émigrés algériens. Ces conditions déjà précaires sont rendues particulièrement graves par l'hostilité chauvine de toute une nation. [...] Nous avons pris sur nous de demander à la Fédération de France de surseoir à l'exécution de votre directive sur le terrorisme jusqu'à ce que vous ayez réexaminé cette grave question[41]... »

S'appuyant sur l'« exemple de l'émigration vietnamienne pendant la guerre d'Indochine », Aït-Ahmed, Ben Bella, Boudiaf et Khider attiraient l'attention du CCE sur le danger qu'il y avait à sous-estimer les tâches politiques en France, sans exclure toutefois le sabotage d'installations militaires.

Les discussions sur le rôle de la Fédération de France n'ont pas abouti à la réorientation salutaire que les militants

40. « Appel aux anticolonialistes français », *Résistance algérienne*, série B, août 1957. Cf. également, « Appel aux émigrés », tract ronéoté du 12 août 1957.

41. Voir en annexe, pp. 391-400, le fac-similé de cette note manuscrite, suivie d'une autre note, très sèche, de Mohammed Khider à Omar Ouamrane.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

politiques attendaient. Nous luttions à contre-courant tout en servant une politique qui n'avait pas notre adhésion. Étant donné le fonctionnement de l'organisation, seul Boudaoud, faute d'une participation réelle de la base à la conduite des affaires politiques, avait la possibilité de l'infléchir. Il a préféré agir en apparatchik et s'assurer une carrière. Toute contestation lui apparaissait comme une conspiration organisée contre lui. Or, Moundji, Guedroudj et moi-même ne formions ni une fraction ni un groupe. Je n'ai pas souvenir que nous nous soyons concertés préalablement un jour sur une question quelconque. Des trois, j'étais le seul à afficher ouvertement mon option pour le socialisme et, sur ce terrain, aucun de mes collègues ne me suivait.

Contre nous, Boudaoud allait se livrer à une série de manœuvres. Guedroudj était le plus visé d'entre nous. Il avait été la cheville ouvrière dans la formation du comité d'organisation et en connaissait les rouages. À l'épreuve des faits, il s'avéra que sa nomination au comité fédéral était un pas dans la voie de sa marginalisation. Il ne l'a pas immédiatement interprétée ainsi, mais il s'étonnait que son service se réduise à sa personne et qu'on ne lui donne pas les moyens humains et matériels de le mettre en place. Sa franchise brutale le desservait. Lors des réunions, les incidents ne manquaient pas. Tout se passait comme si, à l'intérieur du comité fédéral, il existait une direction parallèle. Boudaoud ne se privait pas, quand nos questions le gênaient, de consulter Ladlani et Bouaziz en kabyle avant de nous répondre. Guedroudj réagissait alors vivement et me reprochait de ne pas le soutenir. Excédé, je lui répondis un jour qu'il n'avait qu'à apprendre le kabyle. Pour endormir sa vigilance, Boudaoud lui annonça l'affectation de Bachir Boumaza au service de la logistique. « Surveille-le, lui conseilla-t-il, c'est un grand intrigant. — Je veux des militants pour m'aider et non pour les surveiller », rétorqua Guedroudj.

Le monde intérieur de la Fédération de France était en réalité construit sur la base d'une inégalité qui se reflétait jusque dans les moyens affectés aux services. Bouaziz, qui avait pour mission de former une « organisation spéciale » chargée de la lutte armée, dut souvent croiser le fer avec Ladlani pour faire appliquer les décisions concernant l'affectation des militants de l'organisation à l'OS.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Boudaoud se déplaçait beaucoup, soit à Tunis, soit au Caire, pour s'entretenir avec le CCE. Mais il ne nous informait guère qu'au compte-gouttes. Le 13 février 1958, il présenta à Krim Belkacem, responsable du département militaire au CCE, un rapport dont le but était d'obtenir un remaniement du comité fédéral. J'en eus une copie plusieurs mois plus tard, en août 1959. Ce rapport était révélateur du fonctionnement bureaucratique du FLN et obéissait à sa loi suprême : gérer les affaires au moyen de contacts secrets, hors de la présence des intéressés et sans qu'ils soient entendus. Moundji y était signalé comme un élément trouble et moi comme militant du Parti communiste. Boudaoud proposait donc à Krim notre remplacement et lui suggéra le nom d'Ali Haroun (Thami) pour prendre la direction de la CPI.

De retour en France, Boudaoud nous annonça que le CCE souhaitait nous voir transférer, pour des raisons de sécurité et en prévision de la lutte armée, le siège de la Fédération en Allemagne fédérale et nous demanda notre avis. Moundji, Guedroudj et moi n'y étions pas favorables. Pourquoi ? J'avais suivi de Paris les lendemains de la grève des huit jours à Alger[42] et j'avais pu constater le sauve-qui-peut qui avait suivi cette décision aventureuse. D'Alger, militants et cadres recherchés par la police ou simplement terrorisés par la brutalité de la répression arrivèrent par dizaines en France et témoignèrent des épreuves que connut la population et des scènes terribles qu'ils vécurent.

Cet épisode me marqua profondément. Je n'ai pas apprécié le départ du CCE en exil. Dans la perspective de l'ouverture d'un front armé en France, je ne me sentais pas le courage d'observer le champ de bataille de loin, avec des jumelles. Je savais par expérience qu'en politique la frontière entre la manifestation de force et la débandade en cas de mauvaise orientation est mince. Me revinrent aussi en mémoire les drames que connurent les militants du MTLD après la vague de répression menée par le socialiste Marcel-Edmond Naegelen en avril 1948. Mais en ce temps-là, au moins, les dirigeants savaient assumer la responsabilité de leurs actes.

42. Voir *supra*, p. 201.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

Le mois de mars 1958 vit l'arrestation de Moundji. Nous l'avons attendu une vingtaine de minutes à une réunion avant de quitter les lieux par précaution. Moundji était une belle âme. C'était un idéaliste algérien typique des années quarante, comme le furent ses amis de Belcourt, Mohammed Belouizdad, premier chef de l'Organisation spéciale, et Mourad Didouche. Je lui enviais son calme face à l'adversité. Il se sentait isolé et épié pour n'avoir pas partagé avec nos souverains la haine de Messali, dont il mesurait sans hargne les torts, comme on le fait entre compagnons de lutte.

Quelque temps plus tard, Guedroudj était envoyé en mission au Maroc. Il était, en fait, porteur d'une lettre de cachet[43]. Dès son arrivée, il fut interné au camp d'entraînement de Larache pour « complot ». Le chef de la Fédération du FLN au Maroc demanda à Boudaoud un rapport sur ledit complot. Il ne le reçut jamais. Et pour cause… Guedroudj fut libéré quelques mois plus tard, après une visite des membres du CNRA. Sollicité pour prendre à nouveau des responsabilités, il choisit de rester à l'écart. La Fédération de France connut une épuration silencieuse. Tous les cadres qui avaient assisté avec Ladlani à la réunion d'Ivry furent écartés. Comme ailleurs, la théorie du complot servira d'idéologie pour justifier le pouvoir d'incarcérer et de tuer et pour expliquer les purges.

43. Ce fut aussi le cas d'Amara Mansouri, responsable de la région parisienne.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:29 - © La Découverte

D

7

Le moment européen

Je quittai la France le 13 avril 1958 dans une grande ambivalence de sentiments. Il y avait, bien sûr, le soulagement d'en finir avec une vie de pourchassé, d'autant que j'étais considéré comme déserteur, mon sursis ayant été cassé, et que je n'avais évidemment pas rejoint l'armée. La police me cherchait partout où, selon ses renseignements, je pouvais me trouver. Je quittais donc un pays où je me sentais gibier, traqué, et échappais aux chasseurs pour mieux poursuivre la guerre contre une France dont le visage répressif, colonial, était hideux.

Mais c'était aussi un départ pour l'exil. Je quittais Paris où j'étais venu étudier, dont j'avais fréquenté l'université et où je laissais tant de souvenirs, tant d'amis — dont François Châtelet, pour ne citer que l'un des plus influents… Je quittais un pays dont la langue, la culture, étaient devenues partie intégrante de moi-même. C'était l'autre France, à la tradition révolutionnaire, où j'avais puisé les idées qui validaient et éclairaient mon combat. Sans oublier le sana, où j'avais approfondi le marxisme dont je me réclamais.

Décidément, il y avait bien deux France et l'une d'elles avait profondément pénétré mon histoire pour mieux dénoncer l'autre. Pourtant, dans cette France sévissait un certain provincialisme hexagonal qu'inconsciemment je

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

subissais. Mes séjours en Europe, en Allemagne surtout, allaient me faire prendre mes distances vis-à-vis de cette arrogance française, sans que soient pour autant compromis tous les acquis d'une culture qui s'ouvre sur l'universel.

Au moment du départ, je connaissais déjà la nostalgie d'un Paris dont les rues, les cafés, les musées m'étaient familiers. Dans chaque coin était ancré un souvenir qui n'était pas nécessairement politique : un sourire de femme, une rencontre, des discussions sur n'importe quoi dans la chaleur des amitiés plurielles, françaises, antillaises, africaines, arabes… Et aussi ces plages de qualité de vie qui demeuraient sous la fureur du temps…

C'est un militant trotskiste américain, Jerry Mangan, qui nous fit franchir la frontière allemande, au volant d'une voiture qu'il conduisait avec un admirable sang-froid, tout en étant complètement ivre. J'étais porteur d'un faux passeport que m'avait fabriqué, à l'ambassade de Tunisie à Paris, Hedi Baccouche (futur directeur du Néo-Destour puis Premier ministre de Ben Ali). Selma Zmerli, qui m'accompagnait en Allemagne *via* la Belgique, était elle-même tunisienne. Le passage à la frontière belge se fit sans impair. Un seul moment d'émotion ponctua notre voyage : notre guide nous indiqua qu'il s'était trompé de chemin et que nous étions à nouveau en France. Mais il n'y eut aucun contrôle.

À Bruxelles, nous fûmes hébergés par Roger Ramackers. J'ai déjà évoqué la silhouette de cet ami — qui l'est toujours. Nous nous étions rencontrés en 1953, à un congrès anti-impérialiste, où je prédisais que le colonialisme français, en nous fermant toutes les issues, allait créer, en Algérie, une situation explosive qui aboutirait à un « nouveau Vietnam ». Ramackers avait apprécié mon intervention.

En Belgique, essentiellement à Liège, je découvris intensément la vie sur une authentique terre d'asile et de liberté. Les gens étaient sensibles aux mouvements du tiers monde, et leurs réactions, lorsqu'ils furent confrontés au problème du Congo, furent bien différentes de celles des Français face à la décolonisation. Quand je compare mes relations avec les socialistes français et celles avec les socialistes belges, force m'est de constater que si une culture partagée m'a facilité le contact avec les Français, l'idéologie coloniale constituait un obstacle insurmontable. Il faut dire que nous étions, que j'étais

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

moi-même, un maximaliste, fixant le seul horizon de l'indépendance, alors que l'opinion française en restait à l'application honnête du statut de l'Algérie. Tout au plus concevait-on l'autonomie de mon pays. Dans ce contexte, était-il irresponsable d'exiger l'indépendance ? Était-il responsable de la refuser ? Il semble que l'Histoire ait tranché.

Arrivé à Aix-la-Chapelle, muni de mon passeport de complaisance, confortablement installé dans le salon d'un hôtel, je me laissai aller au souvenir des dangers auxquels j'avais échappé durant ces derniers mois. D'abord ce contrôle de police, vers une heure du matin, quai de Javel, dans un taxi, en compagnie de Djenett. Elle était d'une humeur massacrante parce que je l'avais laissée attendre dans un café alors qu'elle n'avait pas un sou pour payer sa consommation. Ayant laissé la réunion s'éterniser sans penser à elle, je ne l'avais rejointe qu'à l'heure de la fermeture du café. Pris en faute, je me tassai dans un coin de la banquette. Brusquement, le chauffeur de taxi décéléra, puis freina. Devant nous, un barrage. Deux policiers, armés de mitraillettes, encadrèrent la voiture. Djenett fut la première contrôlée. Un autre policier me scrutait de pied en cap.

« De quelle nationalité êtes-vous ? demanda-t-il.

— Algérien », répondis-je sans hésiter.

J'avais manifestement perdu mon sang-froid. Bizarrement, ma bévue joua en ma faveur. Peut-être que ma tenue — manteau gris anthracite, col d'astrakan — avait impressionné ce policier. Soulagé, je l'entendis dire à son collègue : « C'est un Argentin. » Il n'avait même pas vérifié mon identité. Je regardai Djenett. Je lus de la pitié dans ses yeux. À mon tour j'étais furieux. Nous avons regagné notre domicile sans mot dire. Chacun se glissa dans le lit en tournant ostensiblement le dos à l'autre.

Notre sécurité était à la merci des circonstances. Le conflit entre le FLN et le MNA la livrait à tous les hasards : Paris était quadrillé par la police, qui tentait de faire face aux attentats et actions armées des uns et des autres, dont nous n'étions pas informés, nous exposant aux risques de rafles. Comme ce jour où notre secrétaire, Fatima Zohra Farhi, une fille d'une décontraction rare, future collaboratrice de Boulahrouf à l'ambassade de Rome, nous remit un paquet de tracts. Nous sortions

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

d'une réunion, Benmiloud, Hadj Cherchalli, Hadj Ali et moi. À la hauteur du métro La Motte-Piquet-Grenelle, nous entendîmes le bruit d'une fusillade. Nous nous précipitâmes vers la station en suivant le mouvement de la foule. Trop tard. La police gardait les issues. Nous revînmes en arrière et nous glissâmes dans un taxi. Mais le quartier était bouclé. Un CRS qui assurait le contrôle jeta un coup d'œil dans le taxi. Sur le siège avant se tenait Hadj Ali avec son physique d'homme du Nord. « Circulez », ordonna le CRS au chauffeur de taxi. Mais celui-ci, ayant remarqué notre trouble et nous ayant entendus parler arabe, hésitait à démarrer. « Circulez », répéta fermement le CRS. La voiture repartit. Nous étions sauvés.

La prudence et le respect des normes de sécurité n'étaient pas toujours au rendez-vous, comme ce dimanche matin où Boudaoud devait rencontrer quelqu'un. J'avais fait appel à Akli Rahal pour nous conduire. Ce fils de grand bourgeois assurait toutes les missions qu'on lui confiait avec beaucoup de flegme. Mal réveillé, il s'engagea rue de Rivoli à contresens. Notre escapade aurait pu se terminer dans un commissariat. Heureusement, Paris se réveille tard le dimanche.

Je ne pouvais m'empêcher de ressasser tous nos débats au sein de la commission de la presse — discussions dont le CCE aurait pu tirer profit — et notamment cette communication d'Abdelaziz Benmiloud où il montrait que, faute de prendre en considération la situation économique des différentes classes sociales, la direction de la révolution ne pouvait comprendre leurs comportements politiques, et les diverses manières dont elles pourraient servir de soutien à l'ALN. Abdelaziz montrait que les ruraux vivaient dans un environnement favorable à un effort collectif prolongé dans la guerre. Ce n'était pas le cas des couches populaires urbaines, dont le travail dépendait d'employeurs européens. Passant en revue les modèles de révolutions (française, russe, chinoise), Abdelaziz dégageait la spécificité de la révolution algérienne. L'idée de la lutte armée avait mûri au sein d'une stratégie à dominante urbaine et s'était répandue dans le monde rural. C'était la conséquence du poids de la minorité européenne dans les villes et de la conquête du monde rural, qui ne pouvait être que militaire. C'est seulement dans ce monde rural que

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

l'on pouvait créer, et enraciner durablement, un appareil, mais à une condition impérative : ne pas le lier à un territoire particulier, pour éviter les coups de la répression. Cet appareil se devait d'être itinérant. En revanche, le terrorisme urbain de caractère « publicitaire », orienté indistinctement contre tous les Européens, ne pouvait que se retourner contre la révolution. Vision prémonitoire s'il en fut, exposée au moment des premières grèves nationales de 1956.

D'autres scènes, d'autres débats, auraient pu me revenir à l'esprit si on ne m'avait pas appelé au téléphone. Michel Raptis désirait me voir le lendemain au buffet de la gare.

Nos chemins s'étaient déjà croisés au domicile d'un militant syndicaliste de Renault, Henri Benoît, au lendemain de la naissance de l'AGTA [1]. Grand, élancé, les tempes grisonnantes, invariablement vêtu d'un blazer et d'un pantalon gris, Pablo (pseudonyme de Raptis) était un ingénieur grec né en Égypte, à Alexandrie. Membre du secrétariat de la IVe Internationale (trotskiste), il était le produit d'une époque où l'idéalisme, les convictions et la générosité forgeaient le destin des hommes. Il aimait l'aventure et avait horreur de n'être qu'un spectateur engagé. Il frôla plus d'une fois la mort et m'avoua, un jour qu'il était en veine de confidences, qu'il avait peur de mourir dans son lit comme un vulgaire bourgeois. Je ne connais pas d'autres marxistes qui, comme lui, aient sacralisé la révolution algérienne. « Il me faut savoir, me dit-il lors de notre première entrevue, ce que vous attendez de nous. Nos moyens sont limités, mais nous ferons tout ce que nous pourrons. » L'aide de Pablo était totalement dépourvue d'arrière-pensées.

Le 13 mai 1958, alors que Paris était quadrillé par les CRS et l'armée [2], Raptis devait porter à l'ambassade d'Allemagne deux valises pleines d'argent que Jacob Monetta, conseiller social désigné par le syndicat Deutschergewertschaftsbund (DGB) travaillant à l'ambassade, devait par la suite transférer à Francfort. Raptis fit le déplacement avec André Akoun, alors sous les drapeaux, et qui détenait lesdites valises chez lui. Raptis me raconta plus tard que, au volant de la voiture, Akoun avait fait preuve d'une totale inconscience, se jouant

1. Voir *supra*, chapitre 6, p. 200.
2. Voir *infra*, p. 232.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

des cordons de militaires qu'ils croisèrent place de la Concorde. « Il ne sait pas ce qu'est la clandestinité, il reste un étudiant », maugréa Raptis. Et je le comprenais, moi qui avais dû apprendre le « métier » de clandestin. L'Algérie doit beaucoup à la IVe Internationale et notamment la mise en place d'une usine d'armement au Maroc.

L'objet de ma rencontre avec Pablo était de mettre au point la collaboration entre la section allemande de la IVe Internationale et la Fédération de France. Il vint accompagné d'Ernest Mandel (dit Germain). D'un optimisme sans bornes, Germain était chaleureux mais sobre de comportement, à la manière des hommes du Nord.

Raptis attira mon attention sur le respect des normes de sécurité et des engagements pris avec des camarades allemands. Pendant qu'il parlait, Mandel scrutait les visages et jetait des coups d'œil furtifs à droite et à gauche. Il sortit de son silence pour s'enquérir des tendances existant au sein du FLN, de leur position sur la question agraire, sur les capacités politiques des différentes classes. Il me semblait avoir une vue sommaire de la sociologie politique algérienne. Il la voyait à travers des concepts dont l'adéquation aux réalités posait problème. Cependant, il comprenait bien que, dans les pays du tiers monde, les organisations baignaient dans des rapports sociaux qui ne se présentaient pas toujours de façon politique.

Fin avril, je m'installai à Cologne dans un hôtel, puis dans un petit logement de banlieue. Le propriétaire des lieux m'indiqua qu'il savait qui j'étais. Par ailleurs, il fouillait mes affaires en mon absence. J'en conclus que les autorités allemandes toléraient tacitement mon séjour. Mais pour me mettre à l'abri de toute surprise, je troquai rapidement mon passeport tunisien contre un passeport marocain, établi cette fois à mon nom.

En mai, deux de mes collaborateurs — Benmiloud et Cherchalli —, que Boudaoud avait choisis sans m'avoir consulté, me rejoignirent, suivis quelque temps après par Abdelkrim Chitour. Journaliste à la chaîne kabyle de la radio à Paris, ce dernier en avait démissionné, comme tous ses collègues algériens, à la demande de la Fédération qui préconisait une politique de rupture. On reste perplexe devant une telle décision

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

quand on songe aux possibilités ouvertes par la radio en matière de communication politique et de renforcement du lien national dans l'émigration.

Au sein de l'appareil du FLN, la Fédération de France prenait de plus en plus d'importance. Le département des relations extérieures du FLN au Caire fit appel à elle pour lui fournir des cadres. Ils furent « hébergés » à l'ambassade de Tunisie à Bonn, où Mondher Ben Ammar mettait des bureaux à leur disposition.

Hafid Keramane dirigeait la représentation du FLN à Bonn avec, autour de lui, Saïd Mouzarine (service consulaire), Oubraham Boualem et Boualem Stambouli (service de la désertion des militaires algériens stationnés en Allemagne), ainsi que Naït Mouloud Kassem (Ligue arabe). Aucun d'eux ne m'était inconnu. Oubraham avait fait ses classes en même temps que moi au lycée de Skikda. (Il croyait agir dans l'ombre. Mais le jour de l'indépendance, il organisa un repas à l'intention de ses voisins allemands et se présenta à eux comme militant algérien ; ce qu'ils savaient déjà, par la police.)

Un vent glacial soufflait le jour où je rencontrai Georg Jungclass, responsable de la section allemande de la IVe Internationale. Son regard s'arrêta sur moi comme pour m'observer, puis il me sourit et me prit dans ses bras en m'appelant « camarade ». Notre première conversation se déroula en anglais, langue que je n'avais pas pratiquée depuis des années. Je cherchais péniblement les mots qui se dérobaient. Aussi Georg eut-il l'amabilité de faire appel à une interprète de Düsseldorf, Ingunn Alvermann, dont le charme, le tact, la gentillesse et la disponibilité me firent aimer l'Allemagne.

Georg avait à cœur de me faire connaître son itinéraire politique et celui de sa femme Lenny, ainsi que la lutte des internationalistes anti-Komintern contre le nazisme. Il me raconta son exil en Norvège, le drame des intellectuels qui, comme Walter Benjamin et Stefan Zweig, avaient fui leur patrie pour ne pas se soumettre, et, désespérés, s'étaient suicidés. Je m'aperçus vite, et avec consternation, que j'avais sur l'Allemagne des idées bien sommaires. J'avais adopté, certes involontairement, l'attitude manichéenne, quelque peu hystérique,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

qui caractérisait l'approche du problème allemand par la gauche française (et surtout par le PCF).

Mes conversations avec Georg, à la fois vaincu et victime, m'ont persuadé que dans le patrimoine de la gauche française gisaient beaucoup de stéréotypes. À l'instar du philosophe Karl Jaspers, j'appris à distinguer les culpabilités criminelles, politiques, morales et métaphysiques. J'avais déjà écarté la thèse de la responsabilité collective, que soutenaient bon nombre de mes compatriotes à l'égard des Français. Les propos de Georg confortaient ma position. Je remettais également en question les thèses sur la continuité de l'histoire allemande depuis Luther et sur la renaissance du militarisme. En Allemagne, le désir de réunifier RFA et RDA donnait une force particulière au pacifisme. La Loi fondamentale reconnaissait l'objection de conscience et l'éducation civique des soldats de la Bundeswehr leur donnait les moyens d'invoquer la clause de conscience.

En un mot, la démocratie allemande — « formelle », disions-nous alors — n'était pas un mythe. C'est sur la France, à cause de la guerre d'Algérie, que planait la menace autoritaire. Georg, lui, s'inquiétait d'une autre menace : la social-démocratie projetait d'abandonner toute référence au marxisme, de se transformer en partie du « peuple tout entier » et de se réconcilier avec les Églises. Naturellement, Georg était hostile à une telle révision doctrinale, s'appuyant, pour la contrecarrer, sur le professeur Wolfgang Abendroth, un dirigeant du SPD. Mais celui-ci devait me dire un jour qu'il n'avait pas trouvé dans le syndicat unique, la DGB — qui regroupait chrétiens, libéraux et socialistes —, les forces nécessaires pour faire avorter un projet que Herbert Wehner, ancien communiste, défendait énergiquement.

Au SPD, mon premier interlocuteur fut Hans Jurgen Wischnewski, que je rencontrai au domicile de Georg. Très introduit dans la classe politique, ce député à l'esprit vif, futur ministre des Affaires arabes, avait en tête un véritable répertoire des personnalités favorables à la cause algérienne, toutes tendances confondues. Il m'apprit combien était impopulaire la politique française dans les milieux de l'OTAN, et m'éclaira sur le capital de sympathie que le FLN avait acquis auprès de l'opinion allemande en libérant les légionnaires

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

faits prisonniers par l'ALN. Je facilitai les contacts de Wischnewski avec notre mission, mais ne le revis plus par la suite. Je respectais d'une manière stricte la division des tâches. Tout le monde ne procédait pas de la même manière…

Le travail politique nous laissait du temps libre, pas suffisamment pour pratiquer un tourisme dont nous n'avions pas les moyens, mais assez pour assister à des concerts dans ce pays qui baignait dans la « grande musique ». Assez aussi pour cuisiner comme à Paris où j'avais initié Djenett à cet art. Car notre enfer n'était plus la surveillance policière, mais l'« art » culinaire germanique. Trop de crème fraîche, trop de sucre. Nous avons déniché quelques restaurants italiens et chinois, mais nos bourses étaient trop maigres pour les fréquenter souvent.

Né à la campagne, j'étais plus friand de paysages et de contacts humains qu'attiré par les monuments. Mais il y en avait à Cologne, où la guerre avait épargné une magnifique cathédrale gothique du XIIIe siècle, et d'autres églises datant du Moyen Âge que j'ai visitées. Cependant, je préférais descendre le Rhin en bateau à partir de Bad Godesberg où nous recevait, dans une ambiance toute marocaine, notre ami Hadj Nasser Belarbi, conseiller d'ambassade à Bonn. Hadj Nasser avait conservé des liens avec un de nos compatriotes, Aziz Hassan, futur ambassadeur d'Algérie. Aziz avait été fonctionnaire à Alger, au gouvernement général, où il travaillait avec Salah Bouakouir (qui allait être assassiné par l'OAS). Je le fis venir en Allemagne pour l'intégrer à notre représentation. C'était un perfectionniste, et l'un de nos meilleurs connaisseurs des pays occidentaux. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il parlait l'anglais (avec l'accent d'Oxford), l'allemand et le suédois ; en Égypte, il devait apprendre très vite l'arabe classique. Il n'a pas eu, hélas, la carrière qu'il méritait dans l'Algérie indépendante.

Le 13 mai 1958, je me trouvais donc en Allemagne. Je réunis aussitôt la commission de la presse pour analyser l'événement [3] et proposer au comité fédéral une position

3. Le 13 mai 1958, une manifestation monstre des Français d'Algérie a lieu en plein cœur d'Alger, pour protester contre les intentions du gouvernement de la IVe République de négocier avec le FLN. À l'initiative du général Massu, un « Comité de salut public »

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

susceptible de peser sur la situation. À dire vrai, la réaction de l'armée et des Européens d'Algérie contre la IVe République ne nous prenait pas au dépourvu. Depuis l'offre anglo-américaine de bons offices, annoncée en février, nous nous attendions à un tel sursaut, destiné à éviter l'internationalisation du conflit franco-algérien. Mais personne n'avait prévu que ce sursaut prendrait la forme d'un putsch. Nous avions une certitude : les divers courants de la gauche institutionnelle, n'ayant jamais su ou pu surmonter leurs clivages, ni définir la place, dans leur stratégie, de la lutte contre la guerre, n'étaient pas en état de faire face.

Nous devions donc faire comprendre à nos partenaires français que nous ne cherchions pas à subordonner leurs objectifs à notre stratégie, mais que nous souhaitions discuter avec eux d'une solution de paix. L'analyse de la commission de la presse n'avait rien d'alarmiste. Nous récusions l'idée d'une évolution de la France vers un régime de type fasciste ou militaire. Nous croyions plutôt à la possibilité d'un mendésisme sans Mendès, mais d'allure plus autoritaire. Nous souhaitions que le CCE prenne position rapidement, car notre inquiétude était grande : combien de nos compatriotes étaient enfermés dans les camps et les prisons de France ? Toutefois, compte tenu des modalités de fonctionnement du CCE qui favorisaient l'attentisme, nous avions la conviction qu'il préférerait, comme toujours, temporiser.

Nous voulions réagir sans attendre une consultation avec le CCE. Boudaoud prit ses responsabilités et me donna son accord. Je lui soumis un appel aux démocrates français le 16 mai, le 17 nous le rendions public. On y lisait en conclusion : « La situation actuelle démontre la nécessité de la jonction entre le mouvement anticolonialiste français et l'émigration algérienne pour hâter le dénouement d'un problème qui leur est commun. Assumant ses responsabilités devant l'Histoire et devant les peuples, la Fédération de France du FLN se déclare disposée à prendre les contacts nécessaires en vue d'étudier concrètement les modalités d'une

---

est créé à Alger, qui réclame le retour au pouvoir du général de Gaulle pour sortir la France du « bourbier algérien ». Le 1er juin, de Gaulle sera investi à la présidence du Conseil par le président René Coty. Le 28 septembre, de Gaulle fera approuver par référendum la Constitution qui fonde la Ve République.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

action commune. » Nos dirigeants réagirent diversement à notre appel qui tournait le dos aux thèses développées dans *El Moudjahid* le 15 décembre 1957…

À en croire Boudaoud, Laurent Casanova, membre du bureau politique du PCF et proche de Maurice Thorez, demanda à Francis Jeanson, animateur de réseaux de soutien au FLN, de prendre contact avec la Fédération de France. Une rencontre était prévue, mais elle n'eut pas lieu. Sans doute l'évolution politique, favorable à l'accession au pouvoir du général de Gaulle, incita-t-elle le PCF à changer d'avis. Jeanson comptait sur Casanova pour infléchir la position du PCF sur l'Algérie. Il analysait mal, me semblait-il, la nature réelle de ce parti et sa stratégie, en l'identifiant, à l'instar de Sartre, à la classe ouvrière. Lorsque, le 15 février 1958, je rendis public le texte intitulé *Le PCF et la révolution algérienne*, dont j'ai déjà parlé [4], Jeanson et Hélène Cuénat, sa collaboratrice, critiquèrent mon initiative et la jugèrent inopportune.

Huit jours plus tard, le 25 mai, tombait un communiqué de la Fédération qui, implicitement, désavouait l'appel du 17 mai. On y rappelait le vote des pouvoirs spéciaux, « avec l'aval des communistes », « l'accord […] unanime entre Paris et Alger, entre les tenants de la "légalité républicaine" et les prétendants à la dictature militaire ». Le texte se concluait ainsi : « L'expérience, longue et cruelle, que nous avons faite de la "démocratie française", [son] comportement séculaire vis-à-vis des colonisés, nous commandent une vigilance permanente. C'est pourquoi nous ne recommanderons jamais assez à nos compatriotes de demeurer en éveil pour déjouer les manœuvres de l'adversaire et parer à toute éventualité [5]. »

Que s'était-il passé ? Comment interpréter ce revirement ? Tout en minimisant sa portée, Boudaoud, interrogé, m'en donna l'explication. Selon ses dires, Aït-Ahmed, Ben Bella et Khider auraient apprécié notre prise de position, mais trois membres de CCE, Ferhat Abbas, le docteur Debaghine et Abdelhafid Boussouf l'auraient désavouée et auraient estimé qu'elle reflétait les idées des communistes, ce qui était contraire à une politique de non-immixtion dans les affaires

4. Voir *supra*, chapitre 5, p. 157.
5. *FLN, Documents*, édité par la Fédération de France du FLN, n° 1, janvier 1959.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

françaises. Bien évidemment, j'étais tenu pour seul responsable du « faux pas » de la Fédération. Mais cela, Boudaoud s'était bien gardé de me le dire ; comme souvent, je l'appris par la bande.

Pourtant, le communiqué du 17 mai n'avait pas épuisé toutes ses ressources. En contradiction avec sa visée première, il constituera désormais une pièce du dossier d'accusation de la gauche française : en novembre 1960, un article d'*El Moudjahid* évoquera la « grande peur de la gauche française en mai 1958 » en soulignant que l'appel du 17 mai « a été repoussé et les organisations démocratiques françaises ont préféré s'accommoder de la situation nouvelle. L'union du peuple français se refit miraculeusement sur le dos des Algériens [6] ».

En luttant pour des idées à visage découvert, je ne me rendais pas compte que le tandem Boudaoud-Ladlani me percevait comme un prétendant à la direction. Ils étaient incapables de concevoir que l'appel à un changement de ligne avec eux et non contre eux fût désintéressé.

Une fois le comité fédéral installé en Allemagne, Boudaoud changea d'attitude à mon égard et laissa libre cours à ses réflexes autoritaires. La discussion contradictoire l'agaçait et les heurts se multipliaient entre nous. J'avais l'impression qu'il les provoquait. Un jour, j'ai consommé de la bière en présence du docteur Lamine Debaghine, de passage à Bonn. Au comité fédéral, personne ne s'en privait, même si la règle était de punir d'amendes la consommation d'alcool, moins pour défendre l'islam que pour fidéliser les militants et, par ricochet, remplir les caisses. Devant mes collègues qui écoutaient, les yeux baissés, j'entendis Boudaoud me reprocher d'avoir manqué de respect au docteur Debaghine. Je notais là un trait de la petite bourgeoisie algérienne schizophrène, encline à croire qu'on peut séculariser et sortir de la tradition sans l'assumer ouvertement.

Un autre jour, je fus sommé de ne pas adresser la parole à Mahsas. Arrêté à Tunis sur ordre du colonel Ouamrane pour avoir contesté le congrès de la Soummam au nom de Ben

6. « L'émigration et la révolution », *El Moudjahid*, n° 72, 1er novembre 1960, tome III, p. 275.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

Bella, Mahsas avait réussi à s'enfuir vers l'Allemagne (à Cologne) avec la complicité du directeur de la Sûreté tunisienne, Driss Guiga, qui le savait promis à une mort certaine. Non seulement je ne me pliai pas à l'injonction du chef de la Fédération, mais je conviai Mahsas à une réunion de la CPI pour nous donner sa version du conflit entre le CCE et Ben Bella.

La coupe était déjà pleine quand survint un incident qui témoignait de l'irresponsabilité qu'un chef d'appareil, soustrait à tout contrôle, peut manifester dans ses activités. Boudaoud m'avait demandé, en dehors d'une réunion du comité fédéral, de prendre contact avec Georg Jungclass : il nous fallait acheter une Opel grand modèle que nous devions aménager pour expédier des armes en Algérie. Jungclass avait besoin d'un délai pour trouver un prête-nom, mais Boudaoud plaida l'urgence : le mécanicien n'était disponible que pour un temps déterminé ; et si on n'avait pas la voiture, l'affaire serait ratée. Jungclass se résigna à acquérir la voiture au nom de sa femme Lenny, ce qui n'était pas très prudent. Deux jours plus tard, la police se présenta au domicile de Georg Jungclass : la voiture avait été accidentée sur l'autoroute de Francfort. Le conducteur et sa passagère étaient tous deux en état d'ébriété. Hors de lui, Jungclass passa sa colère sur moi : « Vous n'êtes pas des révolutionnaires ! Vous êtes des bourgeois ! Je plains votre peuple. » Comme je ne trouvais rien à redire, j'ai fait le dos rond. Me voyant désorienté, il se calma avant de me donner l'accolade pour me rassurer.

Quelques jours après l'accident de voiture, je revis Boudaoud. L'air jovial, il m'annonça que la Fédération de France allait être reconnue comme wilaya et se verrait attribuer en conséquence une représentation au CNRA. Il me notifia dans le même temps mon remplacement à la CPI par Ali Haroun. En guise d'explication, il m'informa de mon affectation à la logistique : « On a besoin de toi pour ce service », me dit-il, embarrassé.

En avril, lors de mon passage en Belgique, j'avais en effet mené à bien une transaction pour la livraison d'un important lot d'armes avec l'usine de Herstall. Henri Vaume m'avait servi d'intermédiaire avec un trafiquant d'armes. Mais l'homme n'était pas disposé à renouveler l'opération : l'organisation avait tardé à enlever la marchandise, l'exposant au

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

danger d'être découvert. Il me fallait prospecter ailleurs, en Hollande, où Sal Santen me servit de guide [7]. Je revins bredouille, l'exploration à Rotterdam auprès des différents trafiquants n'avait rien donné.

À mon retour à Cologne, Benmiloud m'informa des rumeurs qui circulaient à Paris sur la nature du remaniement du comité fédéral. Attribuées à Moussa Kebaïli, bras droit de Ladlani à Paris, ces rumeurs annonçaient l'éviction des marxistes des postes de responsabilité. Au moment où j'en pris connaissance, me parvint également la nouvelle de l'arrestation de Messaoud Guedroudj et Amara Mansouri.

Le processus d'épuration de la Fédération de France m'apparut alors en pleine lumière. Me revint à l'esprit une question perfide que m'avait posée Boudaoud à la veille de notre départ en Allemagne : « Tu connais Gherbi ? — Oui, répondis-je. — Je pense à le faire monter au comité fédéral. » Originaire de la région de Skikda, Mohammed Gherbi était responsable de la wilaya du centre [8]. Nous nous étions perdus de vue depuis le mois d'août 1954 [9]. Mais en fonction de la loi du tribalisme politique qui animait mon responsable, il avait été situé, non pas en fonction de ses idées, mais de ses origines régionales. En fait, Boudaoud cherchait à m'éliminer et, du coup, à se débarrasser des membres de la Fédération originaires de ma région dont il pensait qu'ils seraient de ce fait mes alliés contre lui.

Que faire face à des pairs plus rompus à l'intrigue et aux stratagèmes qu'à des visions politiques ? Riposter ? Comment et avec quelles forces ? J'étais coupé de la masse des militants et des cadres. En appeler au CCE ? Il fallait emprunter la voie hiérarchique et passer par Boudaoud qui était à la fois juge et partie. Au demeurant, la Fédération n'avait connu aucun contrôle depuis la visite de Temam à Paris au cours de l'été 1956 (voir chapitre précédent). Cela signifiait que le chef de la Fédération donnait toute satisfaction à ses supérieurs :

7. Sal Santen sera mêlé plus tard, avec Michel Raptis, à une affaire de fabrication de fausse monnaie en liaison avec la Fédération de France ; il sera arrêté le 10 juin 1960.

8. En France, le FLN était structuré en quatre wilayas : wilaya I (Paris-centre), wilaya II (Paris-périphérie), wilaya III (Centre-Lyon-Grenoble-Saint-Étienne) et wilaya IV (Nord et Est).

9. Voir *supra*, chapitres 3 et 4.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

les progrès réalisés dans l'embrigadement des émigrés et l'importance des rentrées financières plaidaient en sa faveur. C'était cela qui importait à la direction.

C'est alors que l'idée de ma démission commença à mûrir en moi. Vers la fin juin 1958, le CCE nous demanda ce que nous pensions de la formation d'un gouvernement provisoire. Nous y étions favorables. Quelles formules devions-nous adopter ? C'est à moi que le comité fédéral confia la tâche de rapporter sur cette question. J'ai passé en revue trois formules :

— la transformation du CCE en gouvernement ;

— un gouvernement composé de membres du CCE et de techniciens ; dans cette perspective, les membres du CCE devraient renoncer à leur présence à la direction politique suprême ;

— un gouvernement formé exclusivement de techniciens.

Le comité fédéral retint la deuxième formule. Selon Boudaoud, Lakhdar Bentobbal (Si Abdallah), chef du département de l'Intérieur et donc responsable des fédérations du FLN en France, au Maroc et en Tunisie, en était partisan. Mais cette solution ne fut pas retenue au sommet : la totalité des membres du CCE fut intégrée au Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) lors de sa création, le 19 septembre 1958. À chaque crise ultérieure, la formule que nous avions proposée sera évoquée. L'état-major de l'ALN la reprendra à son compte en septembre 1961. J'ai la conviction que si le CCE l'avait adoptée, le conflit entre le gouvernement et l'armée nous aurait été, peut-être, évité.

En juillet 1958, le collège militaire du CCE [10] décida de porter la guerre en territoire français. Abbane, on l'a vu, l'avait envisagé fin 1956. Rabah Bouaziz fut dépêché de la wilaya IV (Algérois) pour la préparer. L'ouverture d'un front militaire en France intervenait à un moment où la guérilla stagnait et où l'autorité des chefs militaires était contestée. Les motifs qui l'inspiraient — montrer que la résistance avait encore des réserves — étaient inavouables face à l'opinion militante. On l'a donc présentée comme une étape dans la

10. Composé de Belkacem Krim, Lakhdar Bentobbal, Abdelhafid Boussouf, Mahmoud Chérif et Amar Ouamrane.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

radicalisation de la guerre, alors qu'il s'agissait d'une fuite en avant. Sur ce point, s'impose plus que jamais aujourd'hui une réécriture des causes ayant mené, selon l'histoire officielle, le collège militaire du CCE à prendre alors une initiative qui risquait d'ébranler une des rares organisations en ascension. Seul, jusqu'à présent, Bentobbal a eu, dans ses Mémoires inédits, le courage de s'engager dans cette voie.

J'étais à Cologne, en ce mois de juillet 1958, lorsque le comité fédéral y a fait venir les chefs de wilaya de France en vue de préparer l'épreuve de force qui s'annonçait. Ali Haroun, alors responsable de la CPI, y participait. Mais dans son ouvrage sur la Fédération de France (publié en 1986), il ne mentionne pas ma présence parmi les participants à cette réunion [11]. S'agit-il d'un simple oubli ou d'une occultation délibérée ? Qu'on me pardonne si je me trompe, mais je pense que l'omission était voulue : les questions que j'ai posées au cours de cette réunion de responsables, qui se contentaient d'être de simples exécutants, semblaient déranger encore près de trente ans plus tard. Je les rappellerai ici brièvement.

Ma première question portait sur la politique dans laquelle s'insérait l'ouverture d'un front militaire sur le sol français, la seconde sur les objectifs visés. Je me référais bien sûr à la nature de ces objectifs, car nous étions, que nous le voulions ou non, comptables du sang des innocents, algériens et français, et non du choix des lieux. Cautionner une décision aussi importante sans se poser de questions politiques et sans éclaircissements sur la nature des opérations me semblait indigne d'un révolutionnaire. Je détestais, par ailleurs, les « combattants » qui manipulaient volontiers un vocabulaire radical, alors que leurs paroles juraient avec leur vie personnelle, généralement fort bien adaptée à une société triviale.

Boudaoud ne répondit pas à ma première question et il invoqua le secret pour éluder la seconde. Personne ne réagit, comme si tout cela allait de soi. Dans l'ordre du jour, figuraient les dispositions à prendre par les quatre wilayas de France. Celle du Nord posait un problème particulier : la DST, après l'avoir longtemps surveillée, venait de la démanteler. L'agent de liaison du chef de la wilaya Smaïn Manaa (dit Spoutnik), Cécile Decugis, n'avait pas encore été arrêtée.

11. Ali HAROUN, *La 7e wilaya*, *op. cit.*, p. 90 *sq.*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

Manaa se demandait si elle n'avait pas été épargnée à dessein par la DST pour servir de lièvre. Il ne se trompait pas : Cécile Decugis sera, en sa qualité d'agent de liaison du chef de l'organisation, arrêtée quelques jours plus tard.

Ladlani exigea pourtant de Manaa qu'il rejoigne son poste immédiatement après la réunion de Cologne. Il savait pertinemment que ce n'était pas prudent, d'autant plus que, affecté d'une rage de dent, le visage enflé, Manaa n'était pas en mesure d'accomplir la mission qu'on attendait de lui. Son adjoint, Ahmed Benattig [12], un jeune homme d'une grande audace rompu au travail clandestin, était en mesure de le remplacer provisoirement. Je suis intervenu dans ce sens, mais Ladlani ne l'entendait pas ainsi. Son but était autre : il avait une dent contre Manaa. Une affaire privée, qu'il n'est pas nécessaire de relater, les avait opposés. Et il se saisissait de la situation difficile dans laquelle se retrouvait son collaborateur pour l'éliminer. Manaa, qui n'avait rien compris à la manœuvre dont il était l'objet, s'était lancé dans une explication sur les préparatifs de son retour en France, sur son déguisement, etc.

La version que nous donne dans son livre Ali Haroun sur l'échange de propos entre Ladlani et Manaa manque d'objectivité. Il écrit : « Dans la capitale belge où se tient l'Exposition universelle, Kaddour Ladlani apprend que "Spoutnik", le chef de la wilaya du Nord, semble traîner la patte. Il s'en inquiète d'autant plus que le temps presse, et que cette wilaya, où le MNA est encore puissant, ne sera pas aisée à mettre en branle. En réponse, "Spoutnik" explique qu'il entend, pour des raisons de sécurité, se déguiser en… curé de façon à avoir les coudées franches, au cours de l'action à venir. Et pour compléter son déguisement, il étudie le catéchisme ! "L'ami, marmonne Kaddour, qui avait quelques doutes sur les convictions de son subordonné, une sérieuse instruction religieuse demande sans doute plus d'un mois. Il vaut mieux rester à Bruxelles pour la parfaire." Ainsi sera aussitôt désigné Benaïssa Souami, dit "J3", au poste de chef de la wilaya IV [13]. »

12. Condamné à mort par contumace à Alger, Ahmed Benattig avait été affecté à la Fédération de France, sous le nom de Benaïssa Souami. Pour sa chance, il sera arrêté en France sous ce nom.

13. Ali HAROUN, *La 7e wilaya*, *op. cit.*, p. 91-92.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

Si nous voulons retrouver le vrai Manaa, nous devons nous reporter à son itinéraire politique. C'était un radical, un homme d'action dont les idées et les sentiments ont commencé à s'affirmer au cours de la Seconde Guerre mondiale à El-Kseur, dans la vallée de la Soummam. L'esprit de solidarité et d'égalité, la sécurité pour tous, autant que l'hostilité à la domination étrangère, l'orientèrent vers le PPA. Recherché pour ses activités politiques, il se porta volontaire en 1948 pour la Palestine et transita par le Rif marocain d'où il embarqua pour se rendre à Gaza, où il fut enrôlé sous les ordres d'officiers égyptiens. Parti en Orient avec des convictions panarabes, il en revint déçu, après avoir pris la mesure de la gangrène qui rongeait les classes dirigeantes arabes. Le Maghreb devint dès lors son seul horizon. Attaché au patrimoine culturel kabyle, il se joignit aux étudiants — Sadek Hadjérès, Mabrouk Belhocine, etc. — qui contestaient la stratégie et le mode de fonctionnement antidémocratique du MTLD, dont il fut exclu pour « berbéro-matérialisme ». Manaa se rendit alors clandestinement en France, muni de faux papiers car il était toujours recherché. Son intérêt pour la condition des classes populaires et pour la réforme sociale l'amena à militer au PCF, dont il sera exclu pour nationalisme. Il se rendit alors en Tunisie et demanda à être enrôlé dans l'ALN pour partir en Kabylie. Mais les portes se fermèrent devant lui. Il retourna en France et accéda rapidement à de grandes responsabilités au sein du FLN.

Son itinéraire était celui d'un rebelle qui avait le sentiment de la responsabilité pesant sur les « éduqués ». Il était parfois excessif, mais en lui s'alliaient le cran physique et le courage intellectuel. C'était cela que ses concurrents ne lui pardonnaient pas…

En quittant la réunion des cadres de la Fédération à Cologne le 25 juillet, ma décision de quitter le CF était prise. J'étais dans un appareil où n'existait aucune règle du jeu. Au plan politique, l'émigration m'apparaissait comme un gage entre les mains d'une direction qui ne se posait, à aucun moment, le problème de son avenir. Des hommes que j'avais connus humbles et modestes, comme l'était autrefois Ladlani, changeaient de personnalité. Tout se passait déjà comme si l'appareil du FLN formait une société à part dans la grande société

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

algérienne. J'y ai tenu tant que j'ai cru pouvoir y semer avec d'autres, plus nombreux en bas que dans les sommets, des germes d'esprit critique, de liberté et de responsabilité. Mais j'étais en train de perdre mon âme. Il faut aussi, dans certaines situations, songer à préserver son équilibre pour penser autrement tout en servant son pays. L'absence de règles du jeu, qui caractérisait la Fédération de France, existait dans tous les appareils de la résistance, à commencer par le CCE, où la vie politique se réduisait parfois à des intrigues sanglantes.

Depuis la réunion du CNRA d'août 1957 (voir chapitre précédent), l'essentiel pour la faction dirigeante était de brider les institutions représentatives. Le poids du monde rural explique la facilité avec laquelle les résistants s'accommodèrent d'un système autoritaire. Peu de temps avant l'annonce de la formation d'un gouvernement provisoire, le 19 septembre 1958, Ben Khedda, Dahlab et Benyahia, en transit à Cologne en direction de Londres, nous informèrent d'un événement qui nous bouleversa tous : l'assassinat d'Abbane.

La politique de la mort qui frappait les messalistes et certaines franges du peuple atteignait le FLN lui-même : on nous avait menti quand on avait voulu nous faire croire que Ramdane Abbane avait été tué dans un accrochage avec l'ennemi en territoire algérien. Cinq colonels [14] avaient décidé de l'emprisonner au Maroc (Bentobbal avait été chargé de l'entraîner dans un guet-apens en prétextant le règlement de problèmes urgents avec le roi du Maroc). Mais trois d'entre eux, Abdelhafid Boussouf, Mahmoud Chérif et Belkacem Krim, étaient revenus de leur propre chef sur la décision prise, transformant la sentence de détention en sentence de mort : des séides tuèrent Abbane par strangulation, consacrant au plus haut niveau les pratiques mafieuses.

Pourquoi cet assassinat ? « Vous êtes des criminels », aurait dit Abbane à Krim Belkacem quand lui furent relatées, à sa sortie de prison, les conditions dans lesquelles avait été déclenchée l'insurrection. Il s'y rallia pourtant et se fixa comme tâche de rassembler des forces politiques éparses pour isoler l'ennemi et politiser en profondeur une insurrection

14. Lakhdar Bentobbal, Abdelhafid Boussouf, Mahmoud Chérif, Belkacem Krim et Omar Ouamrane.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

populiste en rupture avec un mouvement national en crise. Il ne s'y prit pas toujours avec le tact voulu, multipliant les obstacles à la tâche qu'il s'était assignée. Les ambitions de pouvoir de ses partenaires ne cessaient de le contrarier. Abbane n'acceptait pas la définition dominante et méprisante que les chefs militaires avaient de l'élite politique. Il crut pouvoir utiliser leurs rivalités et rallier une partie d'entre eux en présentant ses rivaux, Krim, Boussouf et Bentobbal, comme des arrivistes prêts à transiger sur l'objectif de l'indépendance.

Sans leur accord et contre eux, il posa publiquement le principe de l'indépendance comme préalable à toute négociation avec la France. Son sort était dès lors scellé. Était-il possible, au vu de la situation, de dissocier l'arbitraire et la violence dans nos rangs de la paranoïa du pouvoir ? Je ne le croyais pas. L'affaire Abbane a provoqué en moi un choc. C'est dans ce contexte que j'ai offert ma démission. Benmiloud ne comprenait pas mon geste. Après le passage à l'action armée en France, le 25 août 1958, dont les conséquences sur l'émigration furent moins graves que je ne le prévoyais (et que ne le seront les manifestations pacifiques d'octobre 1961), la Fédération était devenue la vitrine de la résistance. Mais je n'en tins pas compte.

Boudaoud exigea des explications en présence de nos collègues silencieux. Devais-je les lui fournir ? Le combat était inégal et à son avantage. Je résolus de partir sur la pointe des pieds, invoquant simplement mon désir de reprendre des études. Je n'étais pas fier de moi. Au cours de la réunion, Boudaoud proféra des menaces à mon égard, au cas où je dévoilerais les secrets de la Fédération. Quels secrets ? J'en savais davantage sur la vie du FLN en lisant *Les Rebelles algériens* de Serge Bromberger[15], la *Revue militaire d'information* (publiée par les services de l'armée française) ou le journal *Le Bled* (journal d'action psychologique de l'armée française), qu'en recueillant des informations dans les rares textes, destinés à la presse, qui nous avaient été transmis par la direction…

15. Serge BROMBERGER, *Les Rebelles algériens*, Plon, Paris, 1958.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

Après l'Allemagne, la Suisse. Je m'y rendis fin septembre 1958 en compagnie de Hadj Cherchalli, nommé à la direction du cabinet de Benyoucef Ben Khedda, alors ministre des Affaires sociales du GPRA. Soulagé de ne plus exercer de responsabilités à la Fédération de France, je n'étais pas pour autant libre à son égard, puisque je dépendais encore d'elle pour ma bourse.

Je m'établis à Genève où je retrouvai un ancien camarade de parti, Ali Lakhdari, futur ambassadeur, dont la femme, Josette, enseignait les lettres dans un établissement français d'Annemasse. Au moment où j'arrivais à Genève, Boulahrouf quittait la Suisse pour l'Italie. Mohammed Abdelwahab (futur député de Mostaganem) lui succéda comme responsable du FLN en Suisse. Dès son arrivée, il demanda à Chérif Faydi, responsable de la section des étudiants algériens du FLN, de surveiller mes contacts et de lui rapporter mes propos. Faydi refusa net d'accomplir cette besogne et m'en avisa.

Redevenu étudiant, j'étais dispensé de toute participation à la vie interne du FLN. Je m'inscrivis à l'université de Genève où j'entrai directement en deuxième année de sciences économiques, sans être dispensé, comme je l'aurais souhaité, de repasser les examens de première année.

J'avais besoin d'un permis de séjour. Je fis donc ma demande de carte de résidence au service des étrangers. Convoqué pour une audition, je fus soumis à un interrogatoire en règle sur ma vie personnelle et mon itinéraire politique. Au vu des questions qu'on me posait, je réalisai que la police suisse était en possession de mon dossier français. L'entretien terminé, l'officier de police me dit, sur un ton raide et peu amène, qu'on m'autorisait à demeurer en Suisse mais sans permis de séjour. Me voilà sans papiers, à la merci d'une expulsion ! J'en demandai la raison à l'officier de police.

« Vous êtes un terroriste et un assassin, me dit-il.

— C'est faux ! » rétorquai-je dans un souffle.

Mais cette remarque me blessait étrangement. Pas seulement parce qu'elle donnait de moi une image insoutenable et erronée (mais, après tout, c'était l'image qu'en donnait un ennemi), mais aussi pour une raison plus obscure : en tant que dirigeant, je devais assumer la responsabilité indirecte de

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

certains actes, de certaines exécutions sommaires que je condamnais.

Par un curieux retournement de l'Histoire, ce même officier de police devait être affecté à l'équipe chargée de notre protection lors des premières négociations d'Évian, en mai 1961. À ce titre, il nous accompagna, Reda Malek et moi, lorsque nous nous rendîmes à Genève pour y faire des courses. Au retour — pendant que Reda Malek tentait d'écarter Simon Malley, futur fondateur d'*Afrique-Asie*, qui voulait monter dans notre voiture afin de pénétrer sans laissez-passer dans notre résidence du Bois d'Avault — je lançai, souriant, à notre cicerone : « Alors, vous assurez maintenant la protection de terroristes ? » Pour toute réponse, il me renvoya un sourire crispé.

C'est à Genève que j'ai appris par un avocat algérien, ancien camarade de lycée, l'arrestation quelques mois plus tôt de mon frère Noureddine. Je remis à son intention 100 francs suisses à l'avocat. Noureddine n'en vit jamais la couleur. Le patriotisme a parfois ses limites…

De mon séjour suisse, je n'ai pas gardé un souvenir impérissable. La beauté de ses paysages, ses lacs, ses montagnes, la propreté de ses villes, exercent certes un charme particulier ; la main de l'homme a su y dominer la nature et lui imposer son cachet, sans rien abîmer. Mais tant de beauté ne compensait pas, à mes yeux, le manque de contacts humains. Ceux-ci étaient plus faciles à Lausanne qu'à Genève, où s'étaient installés les dirigeants de l'UGEMA. Je les avais rencontrés pour la dernière fois à Cologne lors d'une réunion convoquée par le comité fédéral qui avait décidé de limiter les activités de l'UGEMA à la représentation extérieure, laissant à la section universitaire du FLN la gestion des affaires étudiantes. J'avais défendu l'autonomie totale de l'UGEMA, malgré mes liens amicaux avec les responsables de la section universitaire (Saïd Hadj Driss, Mohammed Mokrane, El Hachemi Soualili). Mais la question avait été tranchée avant même d'être débattue.

En conflit avec l'UNEF, l'UGEMA trouvait un appui dans les associations étudiantes des pays occidentaux, dont la Suisse, et chez les étudiants, nombreux à soutenir leurs camarades algériens. Le rayonnement de la révolution rejaillissait sur ceux-ci et leur conférait une certaine auréole.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

Je séjournai quelques jours à Gstaad en compagnie de Djenett et de ses amies venues de Paris. Je visitai le Tessin. Je m'arrêtai longuement à Locarno parce que cette station évoquait pour moi le souvenir d'un pacte dont Aristide Briand fut coauteur, et des espérances pacifistes de 1925.

Peut-être parce que mon comportement était forgé par des années de clandestinité, ce qui m'impressionna le plus en Suisse, c'était la forme et l'étendue du contrôle social. Chacun surveillait les faits et gestes du voisin. Le calvinisme, qui s'exprimait par la présence de la Bible dans tous les hôtels, m'apparaissait comme une religion au service de l'ordre, fortement marquée par l'hypocrisie conventionnelle.

Cet épisode suisse reste lié, dans ma mémoire, à l'un de ces moments de désespoir que je devais encore connaître ultérieurement, parfois. Je m'interrogeais sur moi-même, me demandant si je ne provoquais pas, en partie, les ruptures avec les milieux dans lesquels j'évoluais : « Tu cherches toujours des histoires. » On me l'avait souvent répété. Toutefois, je n'y avais guère prêté attention, attribuant ces critiques au conformisme de mes interlocuteurs. Mais venant après les controverses estudiantines de 1955, ma démission de la Fédération de France m'affectait au plus profond de moi-même, et cette petite phrase me revenait comme un refrain lancinant. Orgueil ou dignité ? Je ne laissais rien paraître de ces incertitudes (qui portaient sur mon comportement, mais nullement sur mes analyses politiques).

En avril 1959, je reçus une lettre de M'hammed Yazid, alors ministre de l'Information du GPRA, me proposant d'entrer dans son cabinet. Cette offre coïncidait avec l'arrivée à Tunis du colonel Ali Kafi, remplaçant de Lakhdar Bentobbal, ministre de l'Intérieur du GPRA, à la tête de la wilaya II (Nord-Constantinois).

J'ai avec Ali Kafi un lien de parenté par ma mère, qu'il appelait affectueusement « ma sœur ». Selon l'usage, j'appelais Kafi « mon oncle » (*khali*). Nous avions milité dans le même mouvement, mais nos chemins s'étaient séparés au moment de la scission du MTLD : je soutenais les centralistes, alors qu'Ali s'en était distancié. Le chef de *daïra* Brahim Hachani (dit Si Mahmoud), un homme ouvert, l'avait écarté d'une réunion au début de la crise, au motif que les détenus

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

politiques (Ali Kafi venait de passer quelques mois en détention) devaient, à leur sortie de prison, subir au préalable un examen probatoire. C'était la règle. Ali s'en offusqua, semble-t-il, bien que les militants d'El-Arrouch lui aient témoigné leur confiance en l'élisant pour les représenter au congrès du courant centraliste (août 1954). Il ne s'y rendit pas et se désista en faveur de Hamlaoui Mehri, son condisciple à la *medersa* d'El-Kettania et futur maire de notre village.

J'avais appris le départ d'Ali au maquis après le vote de la loi sur l'état d'urgence (4 avril 1955) alors que des gendarmes étaient allés le quérir à la *medersa* de Skikda où il enseignait. Je n'avais plus eu de ses nouvelles depuis et je me réjouissais de le savoir en vie. Mais sa présence à Tunis n'était pour rien dans le choix que j'ai fait de répondre positivement à la proposition de Yazid. Vu mes précédents déboires, je me suis longtemps interrogé sur la conduite à tenir. Finalement, j'acceptai son offre, persuadé que le FLN, malgré ses limites, restait le levier de la résistance. Si logiquement fondées que fussent mes réserves sur ses hommes et sur ses choix, la conjoncture historique m'imposait une alternative cruelle : renouer avec le service actif ou accepter une marginalisation qui me déprimait tellement. La lecture des journaux torturait sans cesse mon amour-propre.

Je quittai donc Genève pour Tunis, devenue, après Alger et Le Caire, la capitale de l'Algérie en guerre. Réfugiés et exilés politiques en provenance des milieux les plus divers s'y côtoyaient. La logique de leur adhésion au FLN n'était pas toujours évidente et expliquait, à bien des égards, le peu d'impact qu'ils avaient sur la réalité politique. Les idées souvent floues qu'affichaient des personnes apparemment engagées permettaient rarement de prévoir leur attitude face aux événements.

Djenett avait accepté de me suivre à Tunis avec difficulté. Elle avait à mon égard un ressentiment que je refusais mais qu'au fond de moi je comprenais. La séparation avait laissé des traces. Je suis dans ma vie privée d'un tempérament libertin au sens premier de ce terme, qui n'est pas synonyme de débauche mais d'amoureux de la liberté, la mienne et celle des autres. Je subordonnais par ailleurs tout au militantisme, avec ce que cela suppose de surdité à l'égard de ceux qui m'entouraient. J'avais le sentiment de me retrouver dans une

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

situation que j'avais déjà connue avec d'autres compagnes. Mais ce n'était qu'apparence. J'avais un très fort attachement à Djenett et un amour qui ne me faisait pas concevoir l'échec de notre relation. Djenett a une personnalité rebelle, fantasque, qui ne fera jamais d'elle une ombre soumise. C'est aussi une femme d'une urbanité exquise et d'une éducation pénétrée du sens de l'égalité. Nous avons fait une longue route ensemble qui ne fut pas toujours un long fleuve tranquille, mais elle sut chaque fois être là malgré les risques — elle a été une fois gardée et interrogée par la police française à la frontière avec l'Allemagne — et malgré nos incompréhensions. Et puis il y avait notre fille Mona : elle ne voulait pas s'en séparer, ni quitter Paris, abandonner son logement et son travail à l'ambassade de Tunisie pour l'inconnu ; Mona qui fera que, en Égypte, on m'appellera Abou Mona. Je me souviens que j'avais pensé, avec un humour politique qui me surprit, que dans l'Orient arabe on disait familièrement *Abou* (père de), alors que chez moi on disait plutôt *Ould* (fils de) : comme si on se définissait, d'un côté, par son avenir, son futur, ses enfants et, de l'autre, par l'origine, le passé, les ancêtres. Mais ce n'était là que dissertation sur des apparences. Djenett quitta Mona à regret. Mes trois autres enfants, Émir, Djamil et Reda, vivaient à Skikda avec mes parents. Je n'avais pas choisi librement de m'en séparer pour mener une vie nomade. Je n'avais plus revu l'Algérie depuis l'insurrection.

Mon foyer, c'était l'exil. Je côtoyais, à chaque changement de lieu, des êtres dont la diversité défiait toute classification. Ces êtres, hommes et femmes, vivaient dangereusement. Comme nous. L'Europe n'était pas un havre de paix. Le terrorisme d'État français y sévissait. Les services secrets étaient à nos trousses. Akli Aïssiou en Belgique, Méziane Aït Ahcène à Bonn, Abdelkader Aïssi à Francfort, Tayeb Boulahrouf à Rome ont été victimes d'attentats. Seul Akli Aïssiou y laissa la vie.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:31 - © La Découverte

D

8

Au cabinet de Belkacem Krim

Dès l'arrivée à l'aéroport de Tunis, où m'attendait Hadj Cherchalli, je fus frappé par la floraison de portraits de Bourguiba — petits, moyens et grands — tapissant murs et panneaux. Autour de moi, j'entendais, avec beaucoup d'émotion, parler l'arabe. Je réalisai alors à quel point l'Algérie me manquait.

J'abordais la Tunisie avec des idées bien arrêtées. Les orientations de Bourguiba n'étaient pas toujours à mon goût. J'appréciais sa rupture avec l'esprit religieux. Les conditions politiques de la naissance du régime, la victoire sur la domination étrangère, favorisaient des mesures audacieuses. Il osait les prendre. Comme d'autres leaders du monde musulman, et jusqu'en 1956, Bourguiba avait utilisé l'islam comme instrument de lutte contre la colonisation. On ignore le plus souvent qu'il avait soutenu, pendant les années trente, les adversaires de Tahar El Haddad, partisan de l'émancipation des femmes. Le revirement du « combattant suprême » était le bienvenu. L'interdiction de la polygamie (août 1956), la nationalisation du système judiciaire (1957) et des *habous* (biens religieux), la fonctionnarisation des clercs (juillet 1956) et enfin les campagnes, pour la lutte contre le sous-développement, contre le jeûne du Ramadan, le hissaient au niveau d'Atatürk, qui était pour ma génération la référence moderniste par

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

excellence. Je ne réalisais pas alors qu'il ne s'agissait pas d'une sécularisation comme en Occident, mais d'une prise de contrôle de la religion par l'État qui s'arrogeait ainsi le pouvoir de définir, selon ses intérêts du moment, la culture, le bien et le mal, le licite et l'illicite.

D'autres choix de Bourguiba heurtaient mes convictions : sa volonté, par exemple, de transformer les organisations syndicales — UGET (Union générale des étudiants tunisiens) et UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) — en simples courroies de transmission du Néo-Destour et de sa politique au Maghreb.

En 1955 déjà, Hafedh Tarmiz, secrétaire général de l'UGET, m'avait prévenu contre l'autoritarisme de Bourguiba, qui lui avait demandé de modifier la composition du bureau de son organisation, démocratiquement élu par un congrès : le poids des Sahéliens (originaires du Sahel, la province du Centre-Est) au détriment des Tunisois lui semblait préjudiciable au mouvement étudiant. Tarmiz admit qu'il y avait là un problème mais refusa d'exaucer le vœu de Bourguiba. Celui-ci le renvoya alors de sa suite à l'Hôtel Intercontinental en l'accablant de quolibets.

Un an plus tard, en septembre 1956, Bourguiba intervint au sixième congrès de l'UGTT pour éliminer Ahmed Ben Salah et les partisans de l'autonomie syndicale, et remplaça celui-ci par Ahmed Tlili à la direction du syndicat.

Autre point de désaccord avec Bourguiba : le processus par lequel pourrait se réaliser l'unité maghrébine. Cette espérance mobilisatrice avait des précédents dans l'Histoire : les empires almoravide (1056-1167) et almohade (*al muwahedun*, 1130-1269). Réactivée au cours des années vingt par la IIIe Internationale, dont les dirigeants souhaitaient attirer les mouvements nationaux d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, et déstabiliser l'empire colonial français, cette espérance évolua dans un sens que ne prévoyaient pas les communistes, en donnant aux nationalismes locaux une dimension régionale. Les communistes s'en détournèrent au profit d'un autre projet, axé sur une « alliance démocratique » entre la France, ses colonies et ses protectorats.

Dans la mouvance nationaliste, deux tendances s'affrontaient sur la question de l'unité maghrébine. Le PPA algérien

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

préconisait une seule politique pour les trois pays, et le recours à la lutte armée. Le Néo-Destour tunisien et l'Istiqlal marocain privilégiaient une simple harmonisation des politiques des trois partis et un appel au dialogue pour résoudre le contentieux avec la France. Ces divergences avaient paralysé le Bureau du Maghreb arabe, créé au Caire le 18 mars 1947, puis le Comité de libération du Maghreb arabe, lancé le 6 janvier 1948 sous l'égide de l'émir Abdelkrim et animé, en 1954, par Allal El Fassi (Istiqlal), Salah Ben Youssef (Néo-Destour) et Mohammed Khider (PPA).

La construction d'un destin commun se révéla bien vite lézardée. En avril 1954, l'Égypte, qui contrôlait la Ligue des États arabes, décida, sous la houlette de Gamal Abd El Nasser, d'englober le Maghreb dans une stratégie arabe unifiée. S'ensuivirent des divergences entre le nationalisme arabe dans sa version nassérienne et les nationalismes territoriaux du Maghreb. Le contexte s'y prêtait. Bourguiba accepta l'autonomie interne au moment où l'Algérie et le Maroc entraient dans la lutte armée, et fit exclure Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo-Destour, hostile à cette orientation. Le Comité de libération du Maghreb arabe prit fait et cause pour Ben Youssef : « Réuni sous la présidence de Si Allal El Fassi (Maroc) et en présence de Mohammed Khider (Algérie) et d'Ibrahim Tobbal (Tunisie), le Comité de libération du Maghreb arabe a prononcé l'exclusion de M. Habib Bourguiba et des membres du bureau politique du Néo-Destour. »

L'idée d'un front commun permanent avait divisé le Néo-Destour, comme aussi l'Istiqlal. Le leader de ce dernier, Allal El Fassi, n'était pas suivi par son parti. La situation se clarifia lorsque la France décida de reconnaître l'indépendance du Maroc (mars 1956), puis de la Tunisie, pour mieux concentrer ses efforts militaires sur l'Algérie. L'idée d'un commandement commun de la lutte armée au Maghreb, ratifiée sous les auspices de l'Égypte en février 1956, par Ahmed Ben Bella (Algérie), le docteur Abdelkrim Khatib et Mehdi Ben Aboud (Maroc) ainsi que Tahar Lassoued (Tunisie), devint de fait caduque. La direction du FLN à Alger en tira les conséquences. Ses délégués (Mohammed Lebjaoui et Ahmed Taleb) et les dirigeants du Néo-Destour (Bourguiba, Bahi Ladgham, Mongi Slim, Mohammed Masmoudi, Béchir Ben Yahmed), lors d'une entrevue en avril 1956, épousèrent la

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

démarche bourguibiste. Désormais, le FLN aurait pour souci majeur d'empêcher la France de mettre à profit sa présence militaire dans les pays limitrophes, d'être consacré par ses voisins comme seul porte-parole du peuple algérien, et de tirer avantage de leur indépendance pour mener à bien son propre combat. Les années 1954-1959 furent celles d'une grande fermentation politique au Maghreb, mais aussi, malheureusement, d'une grande stérilité intellectuelle au sein des organisations politiques des trois pays.

La réflexion théorique restait donc confinée à des cercles restreints où les idées circulaient de bouche à oreille. C'est encore une fois de concert avec Abdelaziz Benmiloud et le docteur Azzedine M'barek (un trotskiste qui devait par la suite rallier le Néo-Destour) que je passai au crible de la critique — dans un texte qui circula sous le manteau — la vision des élites dirigeantes nationalistes maghrébines.

Il manquait à cette vision, trop portée sur les idées générales et le sentimentalisme, une définition des bases sociales du mouvement panmaghrébin, de son contenu et de la nature de sa direction. Selon notre analyse, les élites potentiellement bourgeoises étaient, dans les trois pays, le support des égoïsmes nationaux. C'était surtout en Tunisie, où elles avaient choisi le camp occidental, qu'elles avaient pris conscience d'elles-mêmes. Tous les nationalismes territoriaux pensaient séparément la question nationale et l'unité du Maghreb. Or, c'est en les prenant ensemble qu'on pouvait trouver une solution à la question des frontières, soulevée dès 1956 par le Marocain Allal El Fassi. Dans cet esprit, nous envisagions la création, aux frontières, de zones de souveraineté et d'exploitation communes des richesses sahariennes, avec la participation de la France. En 1960, je devais soumettre cette formule à l'appréciation de Mehdi Ben Barka, qui la considéra comme une « issue possible ».

Nous inscrivions la construction du Maghreb dans une perspective socialiste : son moteur serait un bloc formé de la classe ouvrière, des paysans sans terre et de l'intelligentsia. Nous pensions que sans adéquation entre libération nationale et libération sociale, sans démocratie, sans respect des minorités et sans projet commun de développement, l'avènement d'un Maghreb uni resterait un vœu pieux.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

À l'inverse des nationalistes, nous n'occultions ni les antagonismes sociaux ni la diversité du monde arabe. Mais nous idéalisions les classes ouvrières du Maghreb, sans tenir compte des modes de formation de chacune d'elles. Nous leur prêtions une volonté qu'elles n'avaient pas : celle de conquérir la société, alors que leurs organisations syndicales ne tournaient le dos au stalinisme que pour servir de force d'appoint à l'ascension des classes moyennes.

Comment se situer par rapport au nassérisme ? Sous son impulsion, la vague anti-impérialiste gagnait, de proche en proche, tous les pays arabes. Mais nous récusions l'idée que l'Égypte fût, pour ces pays, ce que l'URSS était pour les pays « socialistes », un État-pivot, car nous refusions l'hégémonie égyptienne. Le nassérisme était pourtant appréciable sur deux points fondamentaux : d'une part, selon Nasser, la légitimité des dirigeants arabes et de leurs régimes reposait, entre autres, sur leur soutien à la révolution algérienne ; d'autre part, l'Égypte protégeait l'Algérie contre les éventuelles pressions pro-occidentales de ses voisins. Nos partenaires maghrébins étaient conscients des risques qu'ils courraient en enfreignant ouvertement le principe de solidarité avec notre mouvement national.

Mais la règle imposée par l'Égypte se retournait contre elle chaque fois qu'elle s'ingérait dans la conduite de la révolution algérienne. Il en fut ainsi en 1956 quand Ben Bella, allié de l'Égypte, fut éliminé de la direction du FLN ; et en novembre 1958, lorsque l'Égypte soutint la tentative du colonel Amouri de renverser le GPRA (voir chapitre suivant). Dans les deux cas, Nasser dut reculer devant les protestations des autres États arabes.

Quoique n'ayant jamais vécu en Tunisie, j'étais un familier de ce pays, tant par l'histoire de ma famille que par les liens que j'avais noués à Paris avec les étudiants qui allaient constituer l'*establishment* tunisien. La topographie de la capitale m'était connue par les récits de mon père qui s'y rendait en vacances d'été et en rapportait, pour lui et pour mon grand-père, les vêtements traditionnels que l'artisanat constantinois, moribond, ne produisait plus. Mon père nous décrivait les lieux fréquentés par les Algériens à Bab Souika et Bab Saadoun. Pour les notables de l'Est algérien, le pôle

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

d'attraction intellectuel n'était pas Alger mais Tunis, la porte ouverte sur l'Orient d'où venait la Lumière.

Alors que nous quittions l'aéroport, Hadj Cherchalli me résuma la situation : « Je ne sais pas si je dois te souhaiter la bienvenue, me glissa-t-il à l'oreille. La direction est en pleine crise. On attend les colonels pour la résoudre. » Mi-sarcastique, mi-sérieux, il ajouta : « Pour t'aider à t'y retrouver dans ce puzzle, Marx ne suffira pas. Il te faudra aussi le Prophète et Freud. » J'appréciai la délicatesse de cette mise en garde contre des œillères qui m'empêcheraient d'appréhender correctement la réalité.

Mes retrouvailles avec M'hammed Yazid, ministre de l'Information du GPRA, furent chaleureuses. Il me semblait que nous nous étions quittés la veille. Yazid monopolisant la parole, j'eus quelque peine à lui relater mon cheminement depuis octobre 1954, mais je n'en éprouvais aucune frustration. « Qu'en est-il de la crise de la direction ? demandai-je. — Rien de grave, répondit Yazid. Ça va s'arranger. » Et, comme je l'interrogeais sur nos perspectives : « La colonisation, c'est fini. La France ne pourra pas naviguer longtemps à contre-courant. Elle sera contrainte de négocier. Quand ? Cela dépend aussi de nous ! »

On nous installa, Djenett et moi, dans un modeste hôtel du centre-ville, le Transatlantique. Exposée au soleil, notre chambre était une véritable étuve. Yazid nous invita plusieurs fois chez lui, où nous fîmes connaissance avec sa femme, Olivia La Guardia, une Américaine expansive et libre de ses propos qui n'hésitait pas à manifester sa différence, avec tact et aisance. Yazid me présenta ses principaux collaborateurs : Frantz Fanon, Ahmed Boumendjel (membre du CNRA), Pierre Chaulet (directeur du centre de documentation), Reda Malek (directeur d'*El Moudjahid* en langue française), Abdallah Cheriet (directeur d'*El Moudjahid* en langue arabe) et Sadek dit Mahieddine Moussaoui (directeur du service cinéma). Me Mohammed Hadj Hamou dirigeait le cabinet. C'était un brave homme issu d'une famille bourgeoise algérienne. Pris dans la tourmente de la crise de 1962, étranger au monde des jeux pervers et de l'intrigue, il allait se retrouver, sans l'avoir cherché ni voulu, ministre de l'Information en 1962.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

Je m'apprêtais à rejoindre l'équipe de Yazid quand Bentobbal d'abord, Krim ensuite, manifestèrent le désir de me confier des responsabilités dans leurs ministères respectifs (l'Intérieur pour Bentobbal, les Forces armées pour Krim). Bentobbal s'estimait prioritaire car la Fédération de France, dont je dépendais théoriquement, relevait de son autorité. Krim cherchait un directeur pour son cabinet civil. Le poste était vacant depuis la nomination du docteur Chawki Mostefaï à la mission du GPRA à Tunis.

On se souvient qu'Omar Boudaoud, désirant me remplacer à la Fédération de France par Ali Haroun, avait obtenu l'assentiment de Krim. Comment dès lors interpréter l'empressement du ministre à recruter dans son cabinet un militant qui lui avait été présenté comme un « ancien membre du Parti communiste » ? Mon recrutement s'inscrivait en fait dans une stratégie destinée à s'attirer les faveurs d'Ali Kafi. Je l'avais compris mais, impatient d'intégrer l'appareil militaire et d'y faire connaître les idées socialistes, je balayai d'un revers de main les mises en garde d'Ali Kafi quant aux intentions de Krim. Je ne mesurais pas les ennuis que j'aurais à affronter en contrecarrant son plan et je fis tout pour éviter une affectation au ministère de l'Intérieur. J'y comptais pourtant des amis que j'avais connus avant novembre 1954 et avec qui j'avais alors partagé certaines idées. Je citerai, entre autres, Brahim Hachani, mon chef de *daïra* à Skikda ; Mustapha Ferroukhi et Salah Maïza, dont j'ai déjà parlé [1] ; Abdelmajid Rafa, de Souk-Ahras, qui exerçait les fonctions de juge à la base de Tunis ; et Tayeb Thaalibi (dit Allal), membre du CNRA. Abderrazak Chentouf, directeur de cabinet de Bentobbal, devait faciliter mon détachement au ministère des Forces armées, tout en me prévenant amicalement des risques que je prenais.

Mes premiers pas dans ce ministère me fournirent quelques indications sur son fonctionnement. On m'affubla du titre pompeux de directeur du cabinet civil, une coquille vide sans véritable existence institutionnelle. Je fus reçu, dès mon entrée en fonction, par le commandant Mouloud Idir, directeur du cabinet militaire, ancien officier de l'armée française, dont il avait déserté en septembre 1956 pour rejoindre au Caire la délégation extérieure du FLN. Je dépendrais de lui, me dit-il,

1. Voir *supra*, chapitre 6, p. 185.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

« même pour les crayons, la gomme et les fournitures indispensables » à mon travail. Le personnage semblait sorti tout droit de *Messieurs les Ronds-de-cuir* de Courteline.

Il me remit les clés d'une villa située au Belvédère, loin du ministère, et qui devait me servir de bureau après avoir été celui d'Ali Hamdi, membre du conseil de la wilaya I, soupçonné de vouloir mettre « ses troupes » au service d'Abbane et assassiné en même temps que lui. Manifestement, je ne devais pas être en contact avec la bureaucratie du ministère, caste fermée aux « étrangers ». Les postes de confiance y étaient réservés aux éléments originaires de Kabylie et aux déserteurs de l'armée française (les DAF). Cette situation tenait à la personnalité du commandant Idir, à la fois DAF et kabyle. Ce constat peut choquer ceux qui fondent le projet national sur le regret des pesanteurs régionales. Mais dans l'Algérie des années cinquante, la nationalisation de la société était loin d'être acquise.

Krim n'avait pas défini mes prérogatives, pas plus qu'il ne m'avait accordé le rendez-vous que je lui demandais. Je l'abordai donc un jour dans le parking du ministère. Il tenait dans ses bras le petit Hacène, fils d'Abbane, qu'accompagnait son beau-père, le colonel Slimane Dehilès, ancien chauffeur de taxi à Paris, le seul officier qui, lors de la réunion du CNRA d'août 1957, avait apporté son soutien à Abbane. Cette vision de l'un des responsables de l'assassinat d'Abbane jouant avec le fils de ce dernier me troubla profondément. Krim le remarqua-t-il ? Toujours est-il qu'il se déroba, prétextant un calendrier chargé, et m'invita à discuter de mon travail avec le commandant Idir.

Celui-ci passait pour la cheville ouvrière du clan Krim, un groupe informel où l'on retrouvait les officiers des wilayas III et IV : Saïd Mohammedi, seul à détenir encore une responsabilité dans l'armée en tant que chef de l'état-major Est ; les colonels Amar Ouamrane, Dehilès et Mohammed Yazourène (dit Si Saïd) ainsi que le commandant Kaci (de son vrai nom Mohammed Hamaï). Tous membres du CNRA, ils formaient le premier cercle. À ce clan s'identifiaient plusieurs cadres (tels Me Arezki Bouzida et le docteur Ahcène Oucharef, dont j'avais fait la connaissance en 1957, à Paris où ils transitaient avant de rejoindre Tunis). D'autres y étaient associés contre leur gré, du seul fait qu'ils étaient originaires de Kabylie :

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

Me Mabrouk Belhocine, directeur de cabinet de Mahmoud Chérif, ministre de l'Armement, les commandants Omar Oussedik et Rabah Zerrari (dit Azzedine). Belhocine et Oussedik étaient mes amis. Nous échangions souvent nos points de vue sur la situation politique et partagions l'idée d'un État unitaire décentralisé, solution, selon nous, au problème des régionalismes.

Les hommes que je viens d'évoquer n'avaient ni les mêmes affinités ni les mêmes idées. Les frontières du clan étaient floues et perméables. Le commandant Idir y était contesté, et Krim ne se privait pas de le sermonner en présence de ses partisans. Sans Krim, il n'était rien.

Idir était un personnage complexe. Ses interlocuteurs le décrivaient de manières si différentes que seule l'évocation de son nom laissait imaginer qu'il s'agissait du même homme. Mielleux avec les uns, arrogant avec les autres, il avait la foi démonstrative et interrompait volontiers un entretien pour se retirer dans la prière. On s'en gaussait dans son entourage. On racontait qu'il affirmait avoir vu en rêve « s'ouvrir les portes du paradis pour y laisser entrer Belkacem Krim et Saïd Mohammedi ».

Officier de renseignement, il en avait les mœurs. Dans son bureau, un écriteau : « Les murs ont des oreilles. » Les siennes étaient partout. Les plantons du ministère, des *djounouds* (soldats) placés par ses soins, lui rendaient compte des activités de leurs supérieurs. Pour échapper à la surveillance d'Idir, M'hammed Yazid s'était séparé de ses propres plantons et leur avait substitué des hommes originaires de Blida, sa ville natale. L'un des Blidéens s'aperçut qu'Olivia Yazid et Djenett étaient suivies alors qu'elles faisaient leurs courses ensemble. Yazid interpela le commandant Idir :

« Tu fais suivre ma femme, maintenant ?

— Non, répondit Idir, c'est Mme Harbi qu'on suit. »

J'ai pu repérer quatre personnes affectées à ma propre surveillance : deux chauffeurs, un militant du PPA des années quarante (homme d'affaires lié à Hadj Cherchalli) et une femme missionnée pour tenter de me séduire. Chez le commandant Idir, le zèle religieux et le quadrillage policier allaient de pair. Contrairement à la majorité des cadres, je ne me résignai pas à les subir.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

« Tu vas t'attirer des histoires. Sois plus prudent », me conseillait Ben Khedda. « Ne te laisse pas faire par cet agent français », m'adjurait le colonel Benaouda, lequel ne portait pas Idir dans son cœur. En 1955, alors qu'il servait encore dans l'armée française, dans le Constantinois, ce dernier aurait, selon lui, ramassé chez les campagnards les armes de chasse en leur possession. Sa réputation militaire était surfaite : en 1957, son expédition à la tête d'un détachement de l'ALN au Sahara, du côté du Fezzan, avait été un fiasco. Le colonel Ouamrane avait dû y mettre un terme, à la demande des autorités libyennes.

J'écoutais Benaouda en silence. J'appréciais la sympathie qu'il me témoignait ; cependant, je considérais le commandant Idir comme un patriote, arrogant et suffisant, certes, prompt à étaler sa supériorité de professionnel, mais non comme un agent infiltré dans l'ALN, comme je l'avais souvent entendu dire. En tant que membre du « groupe des 22 »[2], Benaouda appartenait, de surcroît, à l'élite des chefs historiques du FLN, qui bénéficiaient du privilège de l'immunité. Il lui était plus facile de pester contre le commandant Idir que de se pencher sur la nature du système dont ses compagnons étaient les maîtres d'œuvre.

Je connaissais Benaouda de réputation. Ma section de lycée avait vécu comme un haut fait d'armes son évasion de la prison d'Annaba, en 1952, en compagnie de Zighout. Mais par la suite, son image s'était écornée à mes yeux en raison de désagréables souvenirs qu'il avait laissés à Beni-Béchir, où le parti lui avait trouvé une planque.

Mes rapports avec Idir étaient médiocres et je ne savais comment les améliorer. Dans son entourage se trouvait un vieil ami à moi, mon condisciple au collège Sainte-Barbe, Hocine Zatout, originaire d'Oued-Amizour, qui aurait pu m'aider à mieux comprendre Idir. Mais Zatout me fuyait. Je compris plus tard pourquoi : il ne voulait pas se trouver dans l'obligation de rapporter nos conversations.

En juillet, Idir me convoqua dans son bureau pour m'annoncer, sur un ton patelin, que notre coopération allait commencer : « Je vais t'affecter un secrétaire-dactylo, le lieutenant Ferhat. » Il tint parole. Quelques jours après, il m'invita

2. Voir *supra*, chapitre 4, p. 116.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

à l'accompagner au siège de l'état-major Est. Des *djounouds* de la région des Nememcha venaient de se mutiner[3]. Soupçonnés d'être à l'origine de cette agitation, le commandant Salah Ben Ali Smaëli et ses officiers furent arrêtés sur ordre du capitaine Ahmed Benchérif, un officier qui avait déserté l'armée française avec ses hommes, en juillet 1957.

J'avais déjà rencontré ce dernier lors d'un repas en juillet 1959 à Tunis chez un vieil ami, Omar Cheriet, héritier d'une famille qui exploitait les lignes de car Djidjelli-Skikda, Djidjellli-Constantine, Djidjelli-Bougie. Parmi les convives, se trouvaient Reda Malek, beau-frère de Cheriet ; Mohammed Benyahia, membre du CNRA ; le capitaine Sadek Guellal, le capitaine Azzedine Ben M'barek qui, blessé, venait de quitter le maquis de Mila ; et le capitaine Mohammed Zerguini, affecté à l'instruction des troupes originaires des Nememcha (wilaya I). Je remarquai l'assurance de Zerguini, qui faisait l'éloge des vertus militaires. Plus loquace, son collègue Benchérif intervenait à tout propos, coupant la parole aux uns et aux autres. Le verbe haut, il nous haranguait presque, nous pressant de rejoindre l'armée, l'« avenir du pays ». L'écoutant, je me retrouvais adolescent au marché d'El-Arrouch pendant les années quarante, quand les agents recruteurs des tirailleurs algériens, fanfare en tête, vantaient, devant les ruraux attirés par la *nouba*, les avantages de l'engagement…

Invité par Idir à visiter l'état-major à la frontière, je montai avec lui, et avec le docteur Mohammed Seghir Nekkache, dans la voiture personnelle de Krim, une Mercedes conduite par l'un de ses hommes de confiance, Amar Guerram, qui devait nous emmener à Ghardimaou.

Je connaissais le docteur Nekkache de réputation. Nationaliste, il était apprécié, dans un milieu où l'on n'est pas toujours tendre pour les médecins, pour son dévouement aux pauvres, qu'il soignait gratuitement (ministre de Ben Bella jusqu'en juin 1965, persécuté pour ses opinions ensuite, il mourra comme il avait vécu, à la limite du dénuement). Nekkache dirigeait alors le service de santé de l'ALN, mais ses prérogatives s'étendaient bien au-delà : il était l'un des animateurs d'un réseau parallèle de renseignement pour le compte de Krim.

3. Voir *infra*, chapitre 9, p. 274.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

À l'arrière de la voiture, Nekkache était assis à ma gauche, cependant qu'Idir se trouvait à ma droite. Nous discutions à bâtons rompus de la vie en Tunisie lorsqu'à voix basse Nekkache, soudain grave, s'adressa à moi : « La révolution est en difficulté. Nous avons besoin d'unifier l'armée et nous comptons sur toi pour nous aider avec le colonel Kafi. Tu as la direction du cabinet civil. Le commandant Idir songe à te confier aussi le département de l'action psychologique[4]. Tu auras un budget de dix millions [d'anciens francs]. Tu en feras ce que tu voudras. »

Le ciel me tombait sur la tête. Le rétroviseur me renvoya une image blême. Mon recrutement aux Forces armées prenait sens : en me proposant un nouveau poste de responsabilité, on me demandait implicitement en échange d'être l'œil du ministère auprès du chef de la wilaya II. Pendant que Nekkache parlait, Idir m'observait du coin de l'œil. J'essayai d'attirer son regard : il se déroba. Je m'apprêtais à répondre lorsque, interrompant un lourd silence, Idir, paternel, déclara : « Tu as tout ton temps pour réfléchir, mon fils. »

Idir devait par la suite revenir à la charge en recourant au chantage. Après la carotte, il montra le bâton. Il est intéressant de relater la manière dont il s'y est pris. La lecture de publications consacrées à la guerre m'amenait à fréquenter le centre de documentation du ministère de l'Information, réalisé grâce aux efforts du docteur Pierre Chaulet, qui lui consacrait le peu de temps dont il disposait en dehors de son travail à l'hôpital.

Au centre de documentation, je rencontrai Monique Laks — militante trotskiste et future enseignante à l'université de Bordeaux —, qui y travaillait ; et son compagnon, Michel Mazières, anticolonialiste français qui avait choisi l'insoumission. Dans ce centre, les services de Boussouf, alors ministre des Liaisons et Communications, avaient introduit un agent. Je remarquai que celui-ci, peu discret, suivait mes faits et gestes, notant les documents que je consultais, quittant son bureau pour écouter mes conversations avec Monique. Il allait passer à la petite histoire dans des circonstances rocambolesques : il avait pour mission de dérober des documents dans

4. Du ministère des Forces armées ; son objectif était, par divers moyens, de remonter le moral des troupes de l'ALN stationnées aux frontières de la Tunisie et de mener des actions de « démoralisation » des soldats français.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

le bureau de Yazid. Pris sur le fait, il fut mis aux arrêts par ceux-là mêmes qui lui avaient confié cette besogne…

Invités un soir à dîner chez Monique Laks, nous devions, Djenett et moi, passer la nuit chez elle. La soirée s'était terminée tard et nous habitions dans un studio de banlieue, à Zahra (Saint-Germain). Un taxi nous aurait coûté trop cher. Cette soirée donna lieu à un rapport de police m'accusant de communiquer des informations au Parti communiste français.

Ce coup bas me valut le « conseil de discipline ». Qu'on n'aille pas imaginer une institution appliquant un règlement. On se tromperait. J'étais appelé à comparaître devant Krim pour me défendre d'une accusation dont le but manifeste était d'obtenir mon allégeance. Le commandant Idir ne s'embarrassa pas d'explications pour me le faire comprendre : « Je peux arranger ça », me glissa-t-il à l'oreille avant ma comparution. Je feignis de ne pas comprendre. On peut évaluer, à l'aune de ce qui est advenu depuis, le rôle joué par les mœurs policières dans la sélection des élites politiques algériennes.

Comment déjouer la provocation sans céder à l'intimidation ? Je devais faire face, mais la riposte devait être adaptée. Il ne fallait surtout pas en laisser l'initiative aux adversaires de Krim. Je ne voulais pas devenir un enjeu dans une lutte entre les chefs. Sur le conseil d'Omar Oussedik, j'alertai les amis de Krim, Me Boumendjel, Me Bouzida et le colonel Ouamrane. J'informai également Ali Kafi en le priant de ne pas intervenir. Une grande partie de l'*establishment* était au courant de mes déboires avec le ministère. On déplorait généralement les procédés utilisés contre moi ; mais les gens avaient intériorisé le principe d'obéissance et ne semblaient pas prêts à réagir contre le recours à l'arbitraire dans la conduite des affaires publiques. Chacun devait donc défendre sa dignité comme il le pouvait. Les stratégies individuelles primaient sur l'idéal. Au fond d'eux-mêmes, les cadres, dans leur majorité, considéraient les règles établies au sein des instances du mouvement de libération comme une simple façade ; et ils attendaient d'avoir plus de pouvoir pour régler leurs comptes.

Ma comparution devant Krim se termina par un « non-lieu ». Il s'était contenté d'évoquer, sans commentaire, l'accusation dont je faisais l'objet. Il ne réagit pas quand je plaidai la thèse de la provocation. Il esquissa un sourire et me donna congé.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

Krim me semblait alors au sommet de sa carrière. Lorsqu'en 1954 avait éclaté le conflit entre Messali et le comité central du PPA-MTLD, Krim s'était rangé derrière le vieux leader. En août 1954, il lui tourna le dos, sans pour autant se découvrir. En décembre 1954, il se fit financer par le MNA, avec lequel il rompit toutes relations en 1955. Quand Messali réalisa que Krim jouait double jeu, il lui opposa Mohammed Bellounis en Basse-Kabylie et Larbi Oulebsir [5], un leader charismatique, en Petite-Kabylie. Mais il était déjà trop tard. La voie vers un destin national s'ouvrait à Krim.

Par peur du berbérisme, Didouche ne voulait pas que la région d'origine de Krim, la Kabylie, soit érigée en zone militaire distincte. Krim s'en était souvenu et, pour éviter de se voir un jour accoler l'étiquette berbériste, il assuma la responsabilité de l'assassinat, en 1957, des leaders du culturalisme berbère Bennaï Ouali et Amar Ould Hamouda, cousin et adversaire du colonel Amirouche (commandant de la wilaya III, la Kabylie). Diligenté par le colonel Ouamrane, Rabah Bouaziz conseilla à Omar Oussedik de rejoindre le maquis dans l'Algérois et non en Kabylie. Sans ce conseil, le sort d'Oussedik eût été scellé comme celui de ses amis, acteurs de la crise de 1949 [6].

Dirigeant doté d'une formidable énergie, remarquable organisateur, Krim plaçait, avec le concours d'Ouamrane, ses clients à la tête de la wilaya IV (Algérois) et de la wilaya VI (Sud). Krim apparaissait alors comme le plus avisé des chefs militaires. Après l'exécution par l'armée française, en mars 1957, de Larbi Ben M'hidi, il restait le seul membre du « comité des six » [7] en liberté. Mais il ne devait s'en prévaloir qu'après son départ d'Algérie (en avril 1957), revendiquant alors le leadership du FLN et éliminant son seul concurrent de poids, Ramdane Abbane, architecte de l'union des anciens partis (le MNA excepté) autour du FLN.

La pratique politique de Krim fut profondément marquée par son itinéraire d'homme traqué entre 1947 et 1954. En

5. Ancien militant de l'OS. J'ai évoqué plus haut (voir *supra*, chapitre 3) sa grève de la faim en 1952. Il a été assassiné en 1956 au Maroc, où il était allé chercher des armes, par les hommes de main du FLN.

6. Voir *supra*, chapitre 5, p. 159.

7. Voir *supra*, chapitre 4, p. 116.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

l'évoquant aujourd'hui, je pense aux réflexions que Bakounine attribuait à Netchaïev, traqué lui aussi : « La vérité, la confiance réciproque, la véritable et puissante solidarité n'existent que parmi une dizaine de personnes qui constituent le Saint des Saints de la société. Tout le reste doit servir comme une arme aveugle. [...] Il est permis, et il est même obligatoire de les tromper, de les compromettre et, en cas de nécessité, de les faire périr [8]. »

Krim avait tenté de se servir de moi sans y réussir. Ma résistance se révélait payante, mais je n'avais pas encore gagné sa confiance. En revanche, je me trouvais dans un site d'observation stratégique. Je ne me contentais pas d'accumuler des notes et de nouer des relations avec les officiers. Je rédigeais rapport sur rapport à l'intention de Krim, qui ne me demandait rien. « Fais-le manger avec une petite cuiller, sinon tu risques de l'étouffer », plaisantait Mohammed Benyahia, mon ancien condisciple au collège de Skikda. Cependant, Krim finit par s'intéresser à mes travaux sur la France et sur la politique algérienne du général de Gaulle. Après en avoir pris connaissance, il en discutait avec moi et devenait plus ouvert et plus communicatif.

Mais la suspicion de connivence avec les chefs du Nord-Constantinois continuait à peser sur moi. Boussouf et Bentobbal — qui composaient avec Krim le « triumvirat » dirigeant l'ALN — me soupçonnaient aussi d'être communiste, ce que je ne démentais pas. Je continuais, malgré mes déboires, à me réclamer du marxisme et à défendre le principe d'une alliance avec toutes les forces qui se réclamaient du socialisme.

Je n'hésitai pas non plus à poser à Krim le problème du rapatriement et de l'intégration à l'ALN des soldats algériens qui avaient déserté l'armée française pendant la guerre d'Indochine, entre 1946 et 1954, pour rallier le Vietminh. Le gouvernement vietnamien avait soulevé cette question lors de la visite à Hanoï du commandant Omar Oussedik ; il réitéra en juin 1959 sa proposition par lettre. En août, Krim finit par y répondre favorablement, mais sans donner suite. Étrange

8. Cité par Franco VENTURI, *Les Intellectuels, le peuple et la révolution : histoire du populisme russe au XIXe siècle*, Gallimard, Paris, 1972, tome 1, p. 663.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

révolution que celle qui accueille les déserteurs ayant servi l'armée coloniale en Indochine, en Tunisie et à Suez en 1956, et qui refuse ceux qui avaient rejoint auparavant la résistance vietnamienne ! Ces soldats dont on craignait, pour l'ALN, la contamination communiste ne devaient rentrer en Algérie qu'en 1965, avec femmes et enfants, que certains d'entre eux abandonnèrent dans les rues d'Alger afin de rejoindre leur douar et de s'y remarier. Ce fut l'un des plus grands scandales humains de l'Algérie indépendante, qui en a connu tant.

Krim ne voulut jamais aborder avec moi la question militaire. Je l'y incitais pourtant en lui faisant part des thèses développées par les services d'action psychologique de l'armée française, et de leurs informations sur la situation aux frontières. Le regard de Krim se faisait alors sombre et dissuasif. Il prenait ses distances, comme pour me dire : « Je te vois venir ! » Comme tous les chefs militaires, quel que fût leur clan, il devait penser qu'aborder le sujet reviendrait à admettre qu'on ne savait pas y faire face.

À l'exception notable du colonel Lotfi, les chefs militaires dénigraient, dans leur discours, les « politiques », l'esprit critique, le libre arbitre et la théorie. Mais qu'en était-il de ces « politiques » ? À vouloir les classer en fonction de leur appartenance avant novembre 1954, on aboutirait à une appréciation superficielle de l'état des forces en présence. Ces politiques formaient des groupes d'affinités que les militaires croyaient — à tort — unis. Parmi les anciens centralistes, par exemple, Yazid et Ben Khedda n'étaient pas sur la même longueur d'ondes. Mehri faisait bloc avec Ahmed Francis et Ferhat Abbas : « Ainsi il découvre le beau monde », commentait Saad Dahlab (ancien membre du CCE), qui s'en amusait. Les anciens de l'UGEMA, eux, étaient très proches de la sensibilité centraliste. Enfin, deux figures marquantes polarisaient autour d'elles des groupements informels : Abbas et Ben Khedda.

Pour autant que j'aie pu en juger, les chefs militaires eux-mêmes faisaient leur apprentissage politique en se frottant aux civils. En 1954, les leaders activistes qui avaient engagé la lutte armée s'étaient inscrits en rupture avec les organisations existantes du mouvement nationaliste, sans disposer pour autant des moyens, intellectuels ou humains, de se substituer à elles. Or, les politiques constituaient indéniablement le pôle national de l'insurrection. Aucun d'eux ne disposait d'un fief

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

régional ou d'une wilaya, aucun ne songeait à y prendre appui. Abbane avait vite compris que la révolution devait s'assurer la collaboration de ceux-là mêmes que les activistes accusaient d'avoir mené le mouvement dans l'impasse. Ce fut le grand mérite d'Abbane — et je m'étonne qu'il ne soit toujours pas reconnu aujourd'hui. Il est vrai que les politiques s'étaient ralliés au FLN parce que la France ne leur laissait pas d'autre solution. Mais il n'est pas interdit de penser qu'ils voulaient aussi éviter le pire et que sans eux le succès de l'entreprise n'était pas garanti.

Deux figures marquantes de l'ancienne classe politique étaient donc susceptibles, en 1959, d'exploiter à leur profit une conjoncture défavorable au triumvirat dirigeant l'ALN : Ferhat Abbas et Benyoucef Ben Khedda.

Selon Abbas, l'action armée avait atteint ses limites ; on entrait donc dans une phase politique. Las de la guerre, notables et bourgeois en exil lorgnaient de son côté et reprenaient à leur compte les publications françaises qui considéraient la lutte armée comme un obstacle à la négociation. J'ai contesté leur point de vue. Reda Malek, quant à lui, dénonça dans un éditorial d'*El Moudjahid* les détracteurs de la lutte armée [9]. Nous luttions contre la démoralisation afin de prévenir l'émergence d'une « troisième force », à mi-chemin entre le FLN et les colonialistes, à laquelle Abbas n'était pas défavorable. Il devait même tenter de faire de cette troisième force une ressource politique à l'intérieur du FLN. Avec Ahmed Francis, il encouragea secrètement le sénateur Chérif Benhabylès à la diriger, à l'insu du GPRA, sans mesurer à quel danger il l'exposait. Avisé des contacts entre ces trois hommes, le triumvirat ordonna à la Fédération de France d'assassiner Benhabylès. Ce qui fut fait à Vichy, en août 1959. Selon la rumeur, le général de Gaulle en fit grief à Ferhat Abbas et le raya de sa liste d'interlocuteurs crédibles.

Ben Khedda, quant à lui, liait les questions politiques et militaires. Il plaidait pour la primauté du front intérieur et pour l'adoption d'un programme minimum : réforme agraire, émancipation des femmes, industrialisation dans le cadre

9. Reda MALEK, « Le rôle de la lutte armée », *El Moudjahid*, n° 53-54, 1er novembre 1959.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

d'une économie planifiée. Je l'aidai indirectement à défendre ces idées en rédigeant à son intention, en juillet 1959, un rapport qu'il soumit au GPRA. Ben Khedda n'était ni marxiste ni prochinois, comme certains l'ont écrit. Plus croyant que citoyen, c'était un nationaliste radical, hostile à la lutte des classes. Comme Saïd Mohammedi, il était prêt à accepter tous les concours pour la libération du pays et il m'apparaissait, par certains côtés, comme le dépositaire du testament politique d'Abbane et le garant d'une certaine fermeté politique au cours d'éventuelles négociations avec la France. Je le soutiendrai donc lorsqu'il s'élèvera contre les orientations de Ferhat Abbas, et tout particulièrement quand ce dernier sera écarté du gouvernement en août 1961 (avant d'être appelé à la présidence de l'Assemblée nationale en septembre 1962).

Dans la perspective d'une négociation, le redressement du front intérieur était primordial. Dans un rapport sur le plan de Constantine (3 juillet 1959) [10], je suggérai à Krim de :

« — mettre notre appareil en état de soutenir une guerre de longue durée et pour cela préparer sérieusement la bataille des arrières. Qu'est-ce que les arrières dans une guerre révolutionnaire ? C'est l'opinion publique. Celle de l'ennemi autant que la nôtre. C'est du côté où ces opinions pencheront que se dessinera la victoire ;

« — joindre à l'objectif de l'indépendance la perspective d'une révolution sociale. Le congrès de la Soummam a proclamé que le peuple algérien voulait faire une révolution, c'est-à-dire reconstruire la société sur des bases favorables aux couches du peuple les plus opprimées : les couches paysannes. Tout en menant la guerre, nous devons engager des transformations économiques, proclamer et prendre des mesures qui, même si elles ne sont pas toujours réalisables sur place, nous permettront de garder le contact avec le peuple en donnant un autre sens à la lutte. L'astuce du général de Gaulle ne consiste-t-elle pas à proclamer la nécessité d'une transformation sociale dans le cadre français ? C'est là une initiative

10. En octobre 1958, le général de Gaulle avait annoncé à Constantine un ambitieux plan de développement économique et social pour l'Algérie, prévoyant 15 milliards de francs de grands travaux, la scolarisation progressive des jeunes musulmans, etc.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

qui devrait nous faire réfléchir et dont nous devons au plus tôt tirer des conclusions [11]. »

De Gaulle nous donnait à choisir entre trois solutions : la francisation, l'association, ou l'indépendance. Ses propositions provoquèrent une sourde agitation dans la colonie algérienne de Tunisie. Les stratèges en chambre, qui rôdaient autour des dirigeants et rêvaient d'occuper le premier rang, se manifestaient bruyamment, insensibles à l'affaiblissement de l'ALN sous les coups de boutoir de l'armée française. Chacun voulait donner son avis. Les partisans de l'association, nombreux, ne se présentaient pas à visage découvert. Leurs textes, dactylographiés mais non signés, s'entassaient sur le bureau de Krim. À deux mois de la déclaration du général de Gaulle du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination du peuple algérien. Mon analyse de la conjoncture n'avait pas anticipé sa volonté d'entrer en négociation avec le FLN. De l'ouverture gaullienne, j'attendais moins des négociations immédiates que l'accélération des discussions entre les chefs de wilaya sur le redressement du mouvement. Il fallait commencer par là, même si les négociations se préparaient. Le 5 décembre 1959, quelques jours avant la réunion du CNRA, j'esquissai à l'intention de Krim les bases concrètes d'un compromis avec la France. J'avais rédigé mon rapport à la suite de multiples échanges avec Reda Malek, Mohammed Benyahia, Mabrouk Belhocine et Omar Oussedik, mais aussi avec des journalistes qui couvraient, depuis Tunis, la guerre d'indépendance et formaient ce qu'on appelait alors le « Maghreb Circus ». Voici les conclusions de ce rapport.

« Le but que devra s'assigner le Gouvernement provisoire de la République algérienne devra être au minimum la reconnaissance par le Gouvernement français d'un État algérien, politiquement indépendant ; les questions posées par la minorité européenne, l'armée française, les investissements au Sahara seraient abordées dans le cadre de cette indépendance politique.

« Les avantages d'une pareille solution sont multiples.

« Elle est la seule pratiquement viable. Car elle ne ferme pas la voie à une évolution vers un régime authentiquement national, libre de ses choix sur le plan interne comme externe.

11. Document dactylographié, 2 pages.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

« L'autodétermination ainsi entendue, il peut y avoir alors une dynamique de la négociation qui, compte tenu des négociateurs (GPRA), des garants (l'ALN), des possibilités de manœuvre offertes par la situation internationale, pourra mener directement à l'indépendance politique.

« Les garanties que nous aurons données à la France montreront apparemment que de Gaulle aura conservé l'essentiel : base militaire sur le plan stratégique (Mers-el-Kébir, par exemple, présence économique au Sahara).

« Le problème des Français d'Algérie reste le plus épineux. Il nous faut dire avec courage que nous n'avons pas toujours abordé cette question sans passion. Dans les faits, nous avons sous-estimé l'obstacle que leur regroupement derrière les colons présentait pour une solution conforme aux aspirations de notre peuple. Reconnaître cette erreur est une nécessité. L'attitude qui consiste à opposer aux slogans des colons l'offre du choix entre la nationalité française et la nationalité algérienne ne permet pas, à elle seule, d'opérer les différenciations possibles au sein de la communauté européenne. Notre action dans les villes doit être réorientée de façon à permettre une action politique en profondeur dans les milieux français d'Algérie. Les garanties quant à leur sort dans une Algérie libre doivent être données dès aujourd'hui, mais pas seulement en paroles. C'est sur cette base que nous pourrons aborder correctement le problème de la communauté européenne [...].

« Elle suppose également que le Gouvernement provisoire de la République algérienne ait des assises solides lui permettant de tirer le maximum des négociations. Pour cela, les conditions fondamentales sont claires : ce sont la transformation des structures du Front de libération nationale en tant que mouvement révolutionnaire, l'établissement de nouveaux rapports entre les organismes gouvernementaux et le FLN ; l'élaboration d'une véritable politique étrangère et militaire ; la définition d'une orientation politique générale, indispensable pour l'homogénéité du Front de libération nationale comme pour la liaison avec le peuple. »

Nos faiblesses internes étaient l'atout principal du général de Gaulle. Il me semblait toutefois acquis que rien ne pourrait se faire sans accord avec le GPRA, et que des élections sans son assentiment ne donneraient pas à la France un

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

interlocuteur crédible. J'essayai de convaincre Krim que si une voie s'ouvrait vers une solution de compromis, celle-ci serait longue à mettre en place. Notre tâche — j'y revenais toujours — consistait à nous organiser autrement, à préparer avec sérieux les dossiers de la négociation et à éviter l'improvisation. Sur ce point, notre retard était flagrant, mais nous ne manquions pas de forces intellectuelles pour le combler.

Le docteur Ahmed Francis y avait songé et avait créé une commission de travail composée de cadres algériens ayant exercé dans l'administration tunisienne : Mostefaï Seghir, Mabrouk Belhocine, Claude Sixou, Me Ali Abdelmoumen et Me Youssef Mansour.

Krim avait une idée fixe : savoir, de manière précise, par quelles étapes passerait le compromis. Et il s'étonnait que je n'eusse pas de réponse à cette question. « Boumendjel non plus ne sait pas », regrettait-il. Les deux hommes se voyaient souvent, parfois en compagnie de Jean Amrouche (écrivain français d'origine kabyle, gaulliste engagé aux côtés du FLN), mais j'ignorais tout de leurs entretiens. Je craignais, à tort, que Boumendjel et Amrouche ne poussent Krim à la précipitation. Omar Oussedik me rassura : « Là où Boussouf et Bentobbal n'iront pas, Krim n'ira pas non plus. Ce qui intéresse Krim, c'est de jouer les premiers rôles. » Dans une négociation, peut-être, pensais-je, s'il était bien entouré ; mais à la tête de l'armée, les choses me semblaient, sans que j'en fusse absolument sûr, compromises pour lui.

On n'allait pas tarder à le savoir. Depuis le mois d'août, les militaires étaient en conclave — celui-ci devait durer cent dix jours [12]… Nous assistions à leurs querelles en « spectateurs engagés ». Si le spectacle qu'ils nous offraient était décevant, leurs errements ne devaient pas nous décourager ni atteindre nos convictions. L'avenir de notre peuple, saigné par ses ennemis et par les siens, nous servait de boussole.

12. Voir Mohammed Harbi, *Le FLN, mirage et réalité*, *op. cit.*, p. 248 *sq.*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/30/2020 10:37 - © La Découverte

D

9

Vers une armée-État

Un vent chaud soufflait sur Tunis en cet été 1959, portant loin les exhalaisons fétides du lac qui jouxte la ville. Pour autant, ce désagrément ne fut rien à côté des tourments que nous infligeait une situation de crise d'une mobilité extrême, confuse dans son déroulement. La réunion des dix colonels de l'ALN entama à la mi-août ses travaux dans une ambiance morose [1]. Désormais, dans les réseaux et les cercles qui gravitaient autour des dirigeants, les pronostics porteraient sur les chances d'évolution du système. Le renouvellement du triumvirat Boussouf-Bentobbal-Krim étant exclu, l'attention se focaliserait sur ses conflits réels ou supposés. Peu nombreux étaient ceux qui mettaient au centre de leur réflexion les relations du FLN-ALN avec la société. Le recrutement massif de supplétifs algériens [2] et l'effondrement des relais urbains

1. L'Assemblée était composée de trois ministres militaires, Krim, Bentobbal, Boussouf ; des chefs des états-majors Est et Ouest, Saïd Mohammedi et Houari Boumediène, et de cinq chefs ou représentants des wilayas, Hadj Lakhdar Abidi (wilaya I), Ali Kafi (wilaya II), Mohammed Yazourène dit Si Saïd (wilaya III), Slimane Dehilès dit Si Saddek (wilaya IV) et Boudghène Ben Ali Lotfi (wilaya V). La wilaya VI n'était pas représentée.

2. Cf. à ce sujet l'excellente étude de Charles-Robert AGERON, « Supplétifs algériens dans la guerre d'Algérie », *Vingtième siècle*, n° 48, oct.-nov. 1995, p. 3-20. Il faut remarquer que la défense du colonialisme n'était pas, à quelques exceptions près, dont le bachagha Boualem, le motif de l'engagement des supplétifs dans la guerre. Les communautés rurales auxquelles ils appartenaient réagissaient soit à l'arbitraire du FLN-ALN,

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

posaient des problèmes qui appelaient une réponse. Avant sa mort au combat (le 29 mars 1959), le colonel Amirouche, chef de la wilaya III, avait pensé à la réactivation de la résistance civile dans les villes et proposé une intervention du GPRA auprès de la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) en vue de la légalisation des syndicats UGTA.

Sa proposition témoignait, d'une certaine façon, des limites de l'activisme militaire. Dans les confins algéro-tunisiens, la direction de l'armée était un enjeu entre le ministère et certains officiers qui s'étaient taillé des fiefs en s'appuyant sur des *djounouds* recrutés dans leur clan ou dans leur région. Or la tentative de prise de pouvoir de Krim dépendait de sa capacité à réaliser l'unité de l'armée, à élaborer une stratégie militaire et à coordonner des attaques simultanées sur la frontière algéro-tunisienne. De ce fait, la résistance au brassage des contingents des wilayas était légitimement considérée comme une opération de retardement qui bénéficiait à l'armée française.

Le ministère des Forces armées avait des atouts en sa possession, l'attribution des finances et des armes et sa qualité d'interlocuteur de l'État tunisien. Il ne parvenait cependant pas à se faire obéir. Des coteries incontrôlées manipulaient des sommes considérables sans rendre compte de leur usage. Un gestionnaire des finances, le lieutenant Mohammed Ben Mohammed, m'a assuré au mois de juillet 1959 qu'un responsable de la wilaya I avait encaissé en quelques mois une somme de plusieurs dizaines de millions dont il n'a eu aucune justification. Par ailleurs, l'armement acquis au prix de difficultés énormes n'était pas entretenu et se détériorait dans les dépôts. L'envergure des problèmes et leur technicité dépassaient la capacité d'officiers « autogalonnés » sans connaissances militaires. Au printemps 1959, l'état-major Est en était encore à parer au plus pressé et à manœuvrer sans cesse pour résister aux dangers du chaos. Comment en était-on arrivé là ? Quelle était la source du désordre ?

---

soit à des pressions militaires françaises. Elles n'avaient pas de projet politique autonome et pouvaient donc s'accommoder d'une double allégeance, à l'ALN et à l'armée française.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

Contrairement à ce que son idéologie officielle laissait croire, le FLN n'était ni un parti de cadres, ni un mouvement de masse comme l'était le MTLD. Deux traits l'en distinguaient. D'une part, l'adhésion ne reposait pas seulement sur le principe du volontariat et, d'autre part, la fonction de ses membres, à l'exception d'une minorité très étroite — une « espèce d'oligarchie » composée des chefs historiques —, n'était pas de définir la politique à suivre, mais d'exécuter les ordres. Les dogmes qui régissaient la communauté musulmane en temps de guerre déterminaient les pratiques et les formes de mobilisation. Mais celles-ci dépendaient aussi de la nature du tissu social.

Là où l'évolution économique a modifié les structures, comme à l'ouest du pays, la différenciation du politique avec les autres champs de l'activité sociale a enregistré des progrès significatifs. Cela bénéficiera aux premiers chefs de la wilaya V, Larbi Ben M'hidi (novembre 1954-août 1956) et Abdelhafid Boussouf (novembre 1954-août 1957). Installés au Maroc, au Nador d'abord, à Oujda ensuite, ils mirent en place les instruments qui ont permis la prise en charge, l'encadrement et l'intégration des forces mobilisées par l'insurrection, y compris la grande masse des messalistes, hégémoniques en Oranie avant 1954. Favorisée par l'adhésion et le recrutement forcé d'éléments instruits, originaires en partie de familles algériennes qui gravitaient autour du Makhzen, la culture étatique s'imposa, non sans soubresauts ni répression [3]. Il y eut des mouvements protestataires, celui du capitaine Mahmoud Arbaoui, ancien d'Indochine formé à l'école militaire de Cherchell, ou celui du capitaine Tahar Hamaïdia, dit Zoubir, ancien d'Indochine également. Mais les revendications de ces acteurs avaient pour objet l'incompétence et le laxisme du commandement. Ces deux officiers invoquaient, l'un « l'incompétence et le laxisme du commandement » de la wilaya, l'autre l'incapacité de ce même commandement à lui fournir l'armement dont il avait besoin.

Dans les confins algéro-tunisiens, le cloisonnement entre les wilayas et la segmentation à l'intérieur d'une seule wilaya — comme c'était le cas dans les Aurès-Nememcha —

3. Cf. Mohammed Arab BESSAOUD, *Heureux les martyrs qui n'ont rien vu*, Imprimerie Cary, Colombes (France), 1963.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

n'étaient pas encore dépassés. Dans ce contexte, les officiers restaient soumis au jeu des forces centrifuges. Fortement imprégnés par des identités collectives, ils voyaient en Krim le chef d'un clan régional aspirant à l'hégémonie de la wilaya III sur l'appareil militaire.

Le climat de suspicion qui régnait au sommet a fait échouer une première tentative de dépassement du « wilayisme » : la création, en avril 1958, d'un organisme coordonnateur, le comité opérationnel militaire (COM). Cet organisme s'appuyait sur deux états-majors, l'un couvrant l'Algérie occidentale (wilayas IV, V et VI) et dirigé par le colonel Houari Boumediène avec le colonel Dehilès comme collaborateur, l'autre couvrant l'Algérie orientale (wilayas I, II et III) et dirigé par le colonel Saïd Mohammedi assisté de Mohammed Amouri (wilaya I), Amar Benaouda (wilaya II) et Amara Bouglez (base de l'Est, zone de Souk-Ahras-La Calle). Faute d'entente entre ses membres, l'état-major Est échoua dans sa mission. En septembre 1958, ses membres furent sanctionnés et exilés dans les capitales des pays arabes. Mais l'exil de Saïd Mohammedi (appelé à nouveau à diriger seul l'état-major Est) et d'Amar Benaouda, l'un proche de Krim, l'autre de Bentobbal, fut de courte durée. Quant à l'ostracisme contre Bouglez et Amouri, il fut maintenu.

Cette discrimination suscita une levée de boucliers de leurs officiers, qui refusèrent de reconnaître l'état-major Est, de collaborer avec les déserteurs algériens de l'armée française (DAF) et d'exécuter les ordres de Krim, qui leur enjoignait de rentrer en Algérie avec leurs hommes. Leurs chefs, le colonel Abdallah Nouaoura (de la wilaya I) et le commandant Mohammed Aouechria, savaient qu'ils s'exposaient à des sanctions et prirent les devants en fomentant un complot pour renverser le GPRA avec l'accord du colonel Amouri — rentré clandestinement en Tunisie — et l'appui de l'Égypte. Leur projet éventé, ils furent arrêtés par la garde nationale tunisienne sur ordre du président Bourguiba, soucieux d'éviter tout affrontement entre Algériens sur son territoire. Les acteurs les plus en vue furent jugés et exécutés [4] et leurs

4. Le colonel Amouri, le colonel Nouaoura, le commandant Aouechria et le capitaine Ali Zeghdani, dit Mostefa Lakhal.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

partisans emprisonnés et torturés [5]. La discipline n'en fut pas pour autant rétablie. Sommé de se plier à l'autorité de l'état-major Est, un chef de bataillon, Ali Hambli, entra en dissidence et se réfugia dans le Djebel Sidi Ahmed. Poursuivi par la garde nationale tunisienne et l'ALN, il se rendit avec ses hommes à l'armée française, le 21 mars 1959.

Contrairement à une idée reçue que j'ai partagée à la fin des années cinquante, le bilan de Krim ne comportait pas que des échecs. Avec l'appui de Bentobbal et Boussouf et l'aide de l'État tunisien, il réussit à mettre au pas les meneurs d'hommes qui, par leur position, se définissaient dans une configuration clanique ou étroitement régionale : Larbi Taleb, du Souf (printemps 1957) ; Amara Bouglez et Mohammed Aouechria, de la base de l'Est (1958) ; Mohammed Amouri et Abdallah Nouaoura des Aurès (1958) ; Salah Ben Ali Smaëli, des Nememcha (1959). Dans le temps même où il était réputé parler au nom de l'hégémonisme kabyle, il ouvrait en fait la voie d'une transition des despotismes décentralisés au centralisme autoritaire, ôtait toute marge de manœuvre aux forces tentées par la dissidence et canalisait leurs revendications à l'intérieur d'un État minimal.

L'armée française l'a, sans l'avoir voulu, aidé. La quasi-étanchéité des lignes défensives qu'elle avait mises en place (la « ligne Morice ») ne permettait plus en effet aux contingents des confins algéro-tunisiens de franchir aisément la frontière pour rejoindre leur zone d'influence et se faire entretenir par la population. Matériellement, ils dépendaient donc en tout du ministère des Forces armées : Krim avait désormais les mains libres pour créer une armée. Boussouf et Bentobbal le soutenaient, malgré les réserves d'un entourage qu'inquiétaient les aspirations de Krim à un pouvoir fort. Sûrs de leur autorité sur les wilayas II et V et les troupes installées au Maroc, ils estimaient n'avoir rien à craindre. Ce qu'ils redoutaient par-dessus tout, c'était l'effondrement du front intérieur, que le colonel Amirouche pensait éviter en mobilisant les wilayas pour affirmer la primauté de l'intérieur et centraliser ses forces. Mais ses efforts ne furent pas couronnés de

5. Citons, entre autres, Abdallah Belhouchet, Ahmed Draïa, Chouichi Laïssani et Mohammed Chérif Messaadia.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

succès : la rencontre qu'il organisa en décembre 1958 entre les wilayas n'en réunit autour de lui que quatre sur six — le Nord-Constantinois et l'Oranie ne furent pas au rendez-vous. Est-ce à cause d'une convergence Krim-Amirouche pour s'emparer de l'appareil militaire, comme l'a affirmé Ali Kafi[6] ? Les preuves d'une machination manquent, mais une chose est certaine, les wilayas II et V étaient hostiles à des mesures susceptibles de mettre en danger les bases régionales du pouvoir que Bentobbal et Boussouf avaient acquises au centre.

Ruse de l'histoire, la politique française, involontairement, contraindra donc nos dirigeants à briser les particularismes qui faisaient barrage à la construction d'une armée à l'extérieur du pays. Les mesures défensives prises par les stratèges français pour bloquer l'acheminement des armes et isoler le maquis de ses bases arrières en Tunisie finirent par porter leurs fruits. Les détachements de l'ALN, signalés dès le franchissement des frontières par un dispositif technique d'alerte et de localisation, devaient traverser des champs de mines et combattre les troupes françaises pour faire parvenir aux wilayas des armes et des munitions transportées à dos d'homme[7]. Et en octobre 1958, la ligne Morice fut renforcée par un second barrage défensif, la « ligne Challe », construite pour prévenir les infiltrations en direction de La Calle, de l'Ouenza et du Kouif et permettre à l'armée coloniale d'occuper l'espace entre les deux lignes, d'abord en y multipliant les pistes, ensuite en regroupant les populations autour de postes fortifiés gérés par des Sections administratives spécialisées (SAS).

La ligne Morice bloqua en Tunisie des troupes administrativement rattachées à l'intérieur. Malgré ses efforts, le ministère des Forces armées ne trouva pas auprès de ces forces essentiellement rurales une base disciplinée pour faciliter le brassage des combattants. Pire, le franchissement en force des barrages, ordonné par un commandement mal conseillé par des professionnels irresponsables, provoqua une saignée : il y

6. Ali Kafi, *Mémoires du président Ali Kafi*, tome 1, *Du militant politique au chef militaire, 1946-1962*, Éditions Casbah, Alger, 1999.

7. Voir le témoignage bouleversant de Mohammed Benyahia, *La Conjuration au pouvoir*, Arcantère, Paris, 1988, p. 31 *sq*.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

eut 6 000 morts, selon le colonel Ouamrane [8] — un chiffre à vérifier. Face aux conséquences de cette erreur tragique sur le moral des *djounouds*, le ministère des Forces armées ne trouva d'indulgence que parmi les dirigeants des wilayas représentées à la direction, celles du Nord-Constantinois et de la Kabylie.

À l'acharnement au combat des détachements de patriotes volontaires succéda bientôt la démoralisation de jeunes recrues, des adolescents souvent, sans instruction militaire ni expérience militante.

La crise de la société rurale, aggravée par une sale guerre banalisant le massacre froid et massif de civils sans défense, poussa dans les rangs de la résistance une grande quantité de recrues, dont des déclassés aux mœurs rudes, d'autant plus avides qu'une longue expérience leur avait enseigné l'instabilité de leur position. Des partisans, sorte de *condottiere*, les ont enrôlés, plus pour faire nombre et marchander des subsides et du pouvoir auprès du département de la guerre que pour combattre. Les responsables militaires comme Bentobbal n'étaient pas dupes des raisons de cet afflux massif de recrues ; la guerre étant une grande dévoreuse d'hommes, ils caressaient l'espoir d'en faire un jour des combattants, mais il leur faudrait lutter pour ne pas être submergés. Ils y réussiront avec le temps, au prix de dégâts considérables, tant pour la qualité humaine des appareils que pour le lien du FLN avec le peuple.

Pour assimiler cette masse hétéroclite et lui donner du mordant, il fallait du temps. Mais celui-ci manquait, car la démoralisation et le mouvement d'insubordination prenaient de l'ampleur. Des témoignages de *djounouds* présents sur le terrain m'ont édifié à ce sujet. L'un d'eux était Ahmed Bouderba. Je l'ai connu chez un cadre du ministère des Affaires sociales. Responsable sanitaire de la frontière sud, il vivait en contact permanent avec les *djounouds*. Il me fit part de ses observations avec beaucoup de précautions, en insistant sur le fait que ses propos n'avaient rien à voir avec le

8. Rapport au CCE du 8 juillet 1958, reproduit dans Mohammed HARBI, *Les Archives de la révolution algérienne*, Jeune Afrique, Paris, 1981, p. 189-193.

D
© La Découverte - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - جامعة تلمسان - www.cairn.info تم تنزيل الوثيقة من

défaitisme. Je comprenais sa prudence : Bouderba avait été auparavant responsable du service de santé dans la wilaya III ; arrêté, il avait été élargi grâce à des interventions auprès de l'autorité. Le fait était rare, mais certaines familles, dont la sienne, avaient gardé un certain crédit (un de ses ascendants, marchand maure, installé à Marseille avant 1830, avait été mêlé aux événements ayant marqué la conquête française) [9]. Enfant de la grande bourgeoisie francisée, Ahmed Bouderba — il sera ambassadeur puis préfet après la libération — entretenait des rapports confiants avec le colonel Saïd Mohammedi. Il lui avait signalé que dans le camp de Garn Halfaya, où séjournaient huit cents *djounouds*, près de la moitié d'entre eux s'étaient présentés à la consultation. Il avait constaté que nombre d'éléments se blessaient intentionnellement et demandaient à être réformés. D'autres se plaignaient d'actions mal préparées. Un bataillon de la base de l'Est aurait ainsi enregistré 70 blessés en un quart d'heure. Le docteur Braham Ghyat m'a confirmé les dires de Bouderba. J'ai moi-même pris la mesure de la démoralisation des *djounouds* en m'entretenant avec des officiers à la frontière [10].

Un enchaînement de circonstances m'a amené à accompagner en opération le lieutenant Kemal Ouartsi, parent par alliance de Djenett. Originaire de Guelma, Kemal avait grandi dans une famille marquée par le souvenir des massacres du 8 mai 1945. Son oncle Mabrouk, président de la section locale des Amis du manifeste et de la liberté (AML), et son frère aîné Ahmed avaient été pris en otage et fusillés. Après la grève des cours et des examens lancée par les étudiants de l'UGEMA (19 mai 1956), il avait quitté le lycée, comme avant lui son frère Smaïn, pour rejoindre le maquis. Évacué vers la Tunisie, il fut envoyé à l'Académie militaire de Damas et en revint officier.

J'ai obtenu du commandant Idir l'autorisation d'accompagner Kemal et ses *djounouds* en opération sur la ligne Challe. À l'intendance, où j'ai troqué mes habits civils contre une

9. Mostefa LACHERAF, « Sens d'une révolution », *Les Temps modernes*, sept.-oct. 1956 ; *Algérie, nation et société*, François Maspero, Paris, 1965, p. 160.

10. Abdelhamid Brahimi, Abderrazak Bouhara, Abdelaziz Kara, Larbi Si Lahcène, Ahmed Aggoun, Halfaya Athmane, Abdelghani Zouani, Hocine Benmallem, etc.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

tenue militaire, j'ai fait la connaissance d'un futur membre du Conseil de la Révolution, le colonel Saïd Abid — alors lieutenant —, qui la dirigeait. Il m'a fourni une carabine américaine et le lendemain, au petit matin, je prenais le chemin de la ligne Challe. Tard dans l'après-midi, nous fîmes halte dans une casemate aménagée à quelques kilomètres de l'endroit où les *djounouds* devaient sectionner les fils barbelés. Depuis longtemps, je n'avais pas fait d'aussi longues marches en terrain accidenté. Tewfik Bouattoura, responsable de l'action psychologique au ministère, avait les pieds en sang. Recru de fatigue, je me restaurai rapidement avec des conserves et m'endormis. Pas longtemps : je me réveillai une heure plus tard en me grattant tout le corps ; la casemate grouillait de poux. Tôt le lendemain matin, je m'écartai de la troupe pour secouer mes vêtements.

On repartit d'un pas alerte. Chemin faisant, nos rangs s'éclaircissaient. Des *djounouds* qui refusaient le combat nous quittaient et disparaissaient dans la nature. Kemal ne fit rien contre eux. « Ces questions se règlent politiquement », me dit-il.

Arrivé à destination, il déploya ses effectifs de façon qu'ils protègent le commando chargé de saboter la ligne Challe, et il engagea l'action. La riposte française fut immédiate. Les *djounouds* évacuèrent rapidement un blessé. L'action dura tout au plus une demi-heure. Le temps me parut pourtant bien long.

De retour au Kef, le village frontalier où était stationné l'état-major, le commandant Idir me raconta à sa façon et avec force détails l'opération, ou plutôt l'exercice, auquel j'avais assisté. Selon ses dires, « deux cents mètres de fils barbelés » auraient été sectionnés, « deux tanks immobilisés », etc. J'en eus le souffle coupé. « Idir s'étonne que je ne publie pas ses communiqués, me confia Yazid. En les additionnant, on croirait que nous avons décimé l'armée française. »

Le découragement empruntait différentes formes. Les « éduqués » quittaient l'ALN et demandaient à reprendre leurs études. Les adolescents, autrefois activistes, cédaient souvent au cynisme, surtout quand ils voyaient des aigrefins mener grand train et ne pas participer au combat aux côtés de leurs subordonnés. Abdelaziz Kara a vu des *djounouds*

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

déchirer leurs Pataugas et en demander des neuves : « Notre gouvernement est riche », chuchotaient les railleurs.

Comment mettre un terme à la décomposition des forces armées ? L'état-major Est, conseillé par le commandant Idir, ne cessera de préconiser des mesures d'urgence. Au mois d'avril 1959, le lieutenant Aït Si Mohammed suggéra au colonel Saïd Mohammedi une épuration. Ce lycéen, fils d'un notable kabyle, installé en wilaya I, était connu pour sa bravoure et sa franchise. Son plan proposait d'éloigner de leurs unités les responsables en place et de leur confier d'autres responsabilités au sein des services, de remplacer les petits cadres en place (aspirants, sergents, sous-chefs des unités) par ceux formés dans les écoles de cadres « pour faire des unités stationnées à cheval sur la frontière [...] de véritables pions sur l'échiquier [11] ». Ce plan était assorti de mesures militaires prévoyant l'utilisation d'un armement semi-lourd, de pièces antiaériennes maniables et prévoyait une offensive au cours de l'été pour « tenir en haleine l'armée française », faciliter la « dislocation des grandes unités à l'intérieur » et revenir à la guérilla.

Rompre avec ce que la situation représentait de positions acquises et de routine n'était pas simple et soulevait la question de savoir quels étaient les éléments ou les forces capables d'organiser et d'imposer le changement. Cette question, je n'ai pas arrêté de me la poser depuis mon entrée au ministère des Forces armées. Dans *Le FLN, mirage et réalité*, j'ai esquissé une typologie du corps des officiers et défini la manière dont chaque groupe envisageait la construction d'une armée nationale [12]. J'y reviens aujourd'hui en reprenant mes analyses à la lumière des remarques qui m'ont été faites — on les trouvait schématiques — et des polémiques récentes entre le colonel Ali Kafi, le général Khaled Nezzar, le commandant Rabah Boutella et l'ancien Premier ministre Abdelhamid Brahimi [13]. Ces polémiques réactivent de vieux débats

11. Rapport du lieutenant Aït Si Mohammed au colonel Saïd Mohammedi (avril 1959).

12. Mohammed Harbi, *Le FLN, mirage et réalité*, *op. cit.*, p. 266.

13. Cf. *El Watan* des 20 et 27 mars 2000, où figure une intervention d'un ancien DAF, le commandant Rabah Boutella. Cf. également Abdelhamid Brahimi, *Aux origines de la tragédie algérienne (1958-2000). Témoignage sur Hizb França*, Hoggar, Genève, 2000.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

pour justifier des prises de position différentes sur la crise des années quatre-vingt-dix.

À la frontière, l'élite militaire comprend en 1959 quatre groupes d'intérêts. Je n'évoquerai ici que les éléments qui, par leur attitude sur les questions posées à la résistance, sont intervenus comme porte-parole de groupes latents pour influer sur les décisions du ministère. Le premier groupe est représenté par des militants du MTLD ayant pris position avant novembre 1954 en faveur de la lutte armée. Le dénominateur commun à ce groupe, dont le commandant Ali Mendjli est la figure de proue, est le sentiment d'une plus grande légitimité que celle des autres groupes et la volonté de transposer dans l'armée les pratiques acquises dans leur parti. Le caractère administratif plutôt que politique de l'armée n'est pas à leur goût. Ce ne sont pas des acteurs passifs, et ils n'hésitent pas à parler haut et fort chaque fois qu'ils l'estiment nécessaire.

Le deuxième groupe comprend des *djounouds* qui ont fait leur expérience dans l'armée française en Indochine. On y trouve par exemple des hommes qui ont déserté l'armée française en Tunisie pour rejoindre les partisans (*fellaghas*) comme Athmane en 1954, d'autres qui ont déserté en 1956 en Algérie même, comme le capitaine Abderrahmane Bensalem, d'autres encore qui ont rejoint l'ALN après leur démobilisation (Chadli Bendjedid, Salah Soufi). Petits cadres dans l'armée française, caporaux, sergents, adjudants comme Belhouchet au mieux, ils ont connu une promotion rapide dans l'ALN. Ces patriotes sont des rescapés des purges qui ont affecté la base de l'Est après le complot Amouri et ont gardé à l'égard du ministère et de ses conseillers une rancune tenace. Peu initiés aux questions politiques, ils ont des aspirations vagues et générales, sauf en ce qui concerne leur statut, et invoquent le principe de l'ancienneté pour garder le pas sur les officiers déserteurs de l'armée française ralliés entre fin 1957 et 1958. Leurs qualités de meneurs d'hommes connaissant parfaitement le terrain en font des cadres difficiles à remplacer.

Le troisième groupe est celui des officiers formés dans les académies militaires arabes, les lieutenants Abdelhamid Brahimi, Abderrazak Bouhara, Kemal Ouartsi et Abdelaziz Kara, respectivement originaires de Mila, Collo, Oued-Zenati, ainsi que les futurs généraux Hocine Benmallem et

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

Larbi Si Lahcène, originaires eux de Kabylie. Ces officiers ont en commun la conviction que le processus de construction d'une armée ne peut être que singulier. Les trois premiers cités déplorent le « régionalisme du ministère », qui aurait choisi les élèves aviateurs essentiellement dans la wilaya III. D'une manière générale, leurs itinéraires personnels et familiaux s'inscrivent dans l'histoire des mouvements nationalistes. Entrés dans la guerre en passant des bancs des collèges aux détachements armés des wilayas, leurs choix quant à leur avenir ne sont pas encore fixés. Ils luttent pour en finir avec la colonisation sans aucune volonté de carrière à construire. Ainsi s'explique leur réaction virulente à la proposition des déserteurs (DAF), lors d'une réunion au camp de Garn Halfaya en avril 1959, de faire bloc pour prendre le contrôle de l'armée. Leur idéalisme les prédisposait au sacrifice et les empêchait encore d'envisager le pouvoir [14].

Abdelhamid Brahimi et Abderrazak Bouhara croyaient ferme que de leur génération sortirait un homme nouveau dont les qualités seraient le devoir, l'héroïsme et l'esprit de sacrifice. Ils étaient imprégnés de l'idée qu'une mission particulière revenait à l'Algérie au Maghreb, une mission qui faisait des Algériens le peuple messianique qui, par son histoire, avait acquis le droit d'exiger de ses voisins et de l'Afrique une solidarité inconditionnelle.

Enfin, dernier groupe, celui des officiers qui désertèrent l'armée française pour se rendre en Tunisie. L'ambition patriotique n'a pas épargné cette catégorie de l'intelligentsia. C'était un groupe original que je n'ai pas côtoyé de très près, mais où je distinguais une différence de sensibilité entre la génération qui avait l'expérience de la guerre (Mohammed Allahoum, Zerguini, Boutella, Chabou, Hoffmann, etc.) et celle qui sortait des écoles (Aggoun, Abdelmajid Allahoum, Abdelhamid Latreche, Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, etc.).

14. Sur la proposition des DAF aux « officiers du Moyen-Orient », voir mon ouvrage *Le FLN, mirage et réalité*, *op. cit.*, p. 231. Abdelhamid Brahimi en a fait une relation plus complète. Selon lui, les officiers qui ont participé à la réunion de Garn Halfaya sont : du côté DAF, Slimane Hoffmann, Abdelmajid Allahoum, Abdenour Bekka, Larbi Belkheir, Mostefa Ben Msabih, Abdelmalek Guennaïzia, Madaoui et Rachid Mediouni ; du côté officiers du Moyen-Orient, Hocine Benmallem, Abdelhamid Brahimi, Kemal Ouartsi et Larbi Si Lahcène (cf. Abdelhamid Brahimi, *Aux origines de la tragédie algérienne*, *op. cit.*).

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

Je n'en donne pas ici une liste exhaustive. Ce qui caractérise le mieux ce groupe, c'est sa technicité, son souci de la hiérarchie, son esprit de corps et son attachement à l'autonomie corporative.

Ces déserteurs (DAF) préconisèrent donc la rupture totale avec les camps de réfugiés et la population tunisienne, les sanctions contre toute entorse à la hiérarchie et à la discipline et la condamnation des solidarités qui n'étaient pas orientées vers l'État-nation. Ils cultivaient l'idée que l'armée était la plus nationale des institutions et le lieu privilégié du patriotisme, comme ils l'avaient appris dans l'armée française, et ils assignaient à l'élite militaire des tâches limitées et bien définies. Plus sécularisés que les autres officiers, les déserteurs DAF aspiraient à diriger l'armée et non à jouer des rôles politiques. La logique du système, plus prégnante dans les trois premiers groupes qui concevaient leur mission comme celle de réorganisateurs de la société, les entraînera dans une autre voie.

Entre ces quatre groupes, l'opposition portait sur les modalités d'unification et de formation des contingents des wilayas. Mais la véritable question posée était de savoir qui, des maquisards ou des militaires de carrière, constituerait le pôle autour duquel se structurerait l'armée.

La dénonciation des DAF comme « agents français » infiltrés dans l'ALN s'inscrivait ainsi dans le contexte d'une lutte pour la pouvoir dans l'armée. Elle concernait un groupe et non des individus déterminés, ce qui montre à l'évidence son caractère polémique. Propagée par les officiers de la base de l'Est et de la wilaya I en 1958, cette accusation constituait à l'origine une réaction contre l'arrogance du commandant Idir qui, après avoir confié les rênes de l'administration militaire au capitaine Zerguini, au capitaine Chabou et à son frère Rabah Idir, s'est évertué à faire courir le bruit d'une prochaine relève des maquisards. Défendus par les colonels Saddek, Ouamrane et Mohammedi, les déserteurs DAF furent pris à partie, au nom d'un patriotisme ombrageux, par les colonels Amouri, Benaouda et Bouglez. Le comité opérationnel militaire (COM) leur fit écho dans sa session du 30 mai 1958 et décida d'intégrer les déserteurs (DAF), « mais sans prendre en considération leur grade d'origine ». La querelle sur l'ordre des préséances était évidente. Après la dissolution du COM, le

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

ministère des Forces armées jugea la résolution du 30 mai nulle et non avenue.

Épisodes dramatiques hier, les luttes que se livraient les groupes d'intérêts dans l'armée m'apparaissent aujourd'hui comme un moment dans la décantation du corps militaire. Je n'oublie pas que ces officiers appartenaient tous à la sphère de l'autorité et qu'ils avaient en commun la défense de leur suprématie sur les civils. Car l'ALN n'a jamais représenté ce qu'elle voulait être : l'organisation spontanée de la population en armes. Tout en prônant l'égalitarisme, l'encadrement s'était très tôt différencié des *djounouds*. Mais si à l'intérieur du pays, les privilèges qu'il s'attribuait étaient maigres, il n'en allait pas toujours de même à l'extérieur pour une petite minorité qui, du haut de la pyramide, gérait sans contrôle aucun les ressources de la résistance, d'où *a contrario* le rayonnement des cadres qui, comme le colonel Tahar Zbiri ou le commandant Ali Mendjli, vivaient avec les *djounouds* et prônaient l'austérité.

À une période où la configuration de la future couche dirigeante était encore incertaine, l'invocation rituelle du respect de la hiérarchie par l'administration militaire m'apparaissait suspecte, dès lors qu'on ne se prononçait pas, au-delà des critères formels de l'ordre bureaucratique, sur l'ordre social et politique qu'on entendait promouvoir. Contrairement à des opinions qu'Idir et Benchérif me prêtèrent, je ne considérais pas les déserteurs DAF comme un tout indifférencié, j'estimais — et je ne pense pas m'être trompé — que c'était parmi eux que l'influence bourgeoise trouverait des points d'appui. Nombre d'entre eux venus de familles caïdales, de militaires de carrière ou de fonctionnaires d'autorité, cultivaient des valeurs élitistes et avaient un mépris profond pour le peuple. Toutefois, l'assertion selon laquelle ils seraient des agents dépêchés par la France pour « noyauter » l'ALN était malveillante et je ne la partageais pas du tout.

Quoi qu'il en soit, les efforts des professionnels de la guerre regroupés autour du commandant Idir pour organiser l'ALN selon leurs principes ne furent pas couronnés de succès. Le plan Idir ne fut pas, comme le pensaient les officiers formés au Moyen-Orient, la cause du mouvement d'insubordination des *djounouds* : le désordre préexistait à la réorganisation

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

prescrite par l'état-major Est. Cependant, la réorganisation provoqua une résurgence brutale des micro-identités et se traduisit par un mouvement protestataire multiforme : refus d'obéissance, désertion, fuite dans les camps de réfugiés, dissidence ouverte et installation d'unités entières dans les montagnes environnantes, ce qui inquiéta les autorités tunisiennes.

La transition vers une armée professionnalisée supposant technicité, discipline et esprit de corps n'était pas mûre, mais la brutalité de certains officiers à l'égard des *djounouds*, comme les capitaines Benchérif et Zerguini, l'ont rendue plus incertaine encore [15]. La dureté de ces derniers et du lieutenant Bouanane n'était pas niable : « Pour un oui, pour un non, le *djoundi* est emprisonné, certains sont fouettés devant l'unité rassemblée », se plaint le lieutenant Abdelaziz Kara, un ex-lycéen au langage franc et direct. Cet officier, qui alliait un tempérament conservateur à une fibre populaire, dénoncera dans un rapport au ministère qu'il m'a remis les corrections physiques comme une manifestation de l'« esprit mercenaire d'officiers n'ayant aucune expérience révolutionnaire [16] ». Kara ne signalait pas les humiliations infligées aux déserteurs (DAF), le commandant Idir giflé par le commandant Ali Mendjli en présence de Krim, le capitaine Abdelhamid Abdelmoumen giflé par le colonel Saïd Mohammedi, les lieutenants Moulay Abdelkader Chabou et Slimane Hoffmann mis sous surveillance de leurs hommes par leur supérieur, le capitaine Abderrahmane Bensalem, etc. Tous ces faits témoignent, d'une certaine façon, de la brutalité des mœurs et du peu de cas qui était fait de la dignité des hommes.

Ainsi donc, la tentative mal pensée et mal conduite de restructurer l'armée au détriment des particularismes et de la routine suscita des haines et des rancunes tenaces. Dans le feu des polémiques, on oublia que l'administration militaire avait, du moins, le souci des conditions matérielles de la lutte (nourriture, habillement, formation, santé, écoles de cadres, etc.) et on en vint à imputer toutes les difficultés au nouveau cours.

---

15. Sur l'autoritarisme des officiers algériens de l'armée française, voir Anthony CLAYTON, *Histoire de l'armée française en Afrique, 1830-1962*, Albin Michel, Paris, 1994.

16. Compte rendu sur la zone frontalière Est, 25 décembre 1959.

www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte تم تنزيل الوثيقة من

Ce sentiment ne tarda pas à se manifester avec une revendication précise : le renvoi du commandant Idir. Toutes les discussions roulaient sur ce sujet. Les critiques formulées contre Krim, Idir, Saïd Mohammedi et les déserteurs (DAF) s'étendirent à Bentobbal et Boussouf.

Une anecdote : j'étais un jour au Kef, où Bentobbal et Boussouf s'étaient rendus pour appuyer Krim en butte au refus d'obéissance des *djounouds* originaires des Nememcha. J'ai assisté à un concours de tir entre les chefs, gagné par le colonel Ali Kafi. Krim, qui tirait au fusil-mitrailleur, rata de peu sa cible. Les balles de Bentobbal se sont perdues dans la nature. Autour de moi, les propos irrévérencieux des *djounouds* qui assistaient à ce spectacle fusaient de toutes parts : « On devrait l'envoyer dans un camp d'instruction, dit l'un d'eux. Les chefs d'abord ! » Un autre racontait une blague : « Parti à la chasse, Bentobbal a tué un lapin du premier coup. Mais quand on l'a ramassé, il n'y avait pas de traces de sang. Le lapin était mort d'une crise cardiaque. » J'étais triste de voir brocarder ainsi le plus estimable des membres du triumvirat.

Acteur en manque de rôle, je suivais les luttes entre partisans et adversaires de Krim à la frontière grâce à Yazid Benyezzar, qu'Ali Kafi m'avait présenté. Lettré en arabe, Yazid Benyezzar appartenait à une famille aisée d'El-Milia, installée à Constantine. Passionné par le renseignement avec une touche prononcée d'amateurisme, il gardait des contacts avec Boussouf et Bentobbal et rendait souvent visite à M'hammed Yazid qu'il avait en estime. Ma maison était devenue la sienne. Il passait s'y restaurer quand l'envie lui prenait. Lorsqu'en décembre 1959 le capitaine Benchérif, désigné au CNRA, se rendra à Tripoli où cet organisme se réunissait, Benyezzar s'attaquera frontalement au pouvoir d'Idir et arrêtera le remplaçant de Benchérif au commandement des frontières. C'en était fait de l'autorité du commandant Idir. Le 9 janvier 1960, Krim le relevait de ses fonctions et nommait le commandant Tahar Zbiri, un homme du 1er novembre, pour le remplacer.

Dans le désordre et la confusion, le plan conçu par l'administration militaire et attribué au commandant Idir traçait une voie pour sortir du chaos. Malheureusement, le remède se

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

révéla pire que le mal. Construction de bureaucrate à tradition martiale, le plan Idir tendait à faire table rase des relais humains. On pouvait fort bien concevoir que des vétérans de la lutte armée gagnés à la cause de l'unification, et ils étaient nombreux, puissent capter et intégrer des forces jusqu'alors cloisonnées. Mais qu'une petite équipe sans enracinement puisse s'engager dans cette voie et réussir paraissait aberrant.

Et pourtant, les problèmes auxquels nous faisions face n'étaient ni nouveaux ni particuliers à notre pays. Ils s'étaient posés ailleurs, avaient suscité des controverses et trouvé des solutions. La révolution de 1789 a connu le problème du brassage des troupes, l'URSS celui des heurts consécutifs au recrutement des officiers tsaristes par Trotski en 1917, la révolution chinoise a vécu et corrigé les déviances d'une armée où dominaient ruraux et déclassés. Ces expériences pouvaient nous être utiles. J'en avais entretenu Krim. « Parles-en à Idir », m'a-t-il dit. C'est ce que j'ai fait. Mais avant de discuter avec lui, j'avais préparé un programme de concert avec Tewfik Bouattoura, son compagnon lors de l'ouverture d'un front saharien à partir de la Libye. Idir se saisit de mon rapport, le glissa dans son secrétaire sans le lire et m'avisa qu'une école de commissaires politiques était à l'étude depuis avril 1959. Il songeait à en confier la direction à Safi Boudissa, un militant du MTLD que la Fédération de France avait envoyé en Tunisie pour le soustraire aux pressions qu'exerçait sur lui la police française, ou encore à Me Amar Bentoumi, qui venait d'arriver à Tunis après sa libération d'un camp d'hébergement.

Dans le tourbillon des bouleversements que nous subissions, deux points peuvent être distingués. Le premier porte sur les acteurs du mouvement contestataire. Ce serait une erreur d'optique de croire que la résistance des *djounouds* et de leurs chefs au brassage était de même nature. Les *djounouds*, déjà éprouvés par les effets de la ligne Morice sur leur moral, se dérobaient aux rapports impersonnels et s'efforçaient de corriger des injustices d'autant plus durement ressenties qu'elles venaient d'éléments étrangers à leur communauté. Leurs chefs, eux, manipulaient leur sentiment communautaire à seule fin d'obtenir la consécration de leur grade et de leur appartenance au corps dirigeant. L'étude de

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

leurs itinéraires montrait que, rompus aux intrigues, ils ne reculaient devant aucun renversement d'alliance et émigraient d'un clan à l'autre, leur seul point fixe étant leur volonté de rester en place.

Face à l'insoumission des *djounouds* et des petits cadres, des officiers qui obéissaient aux ordres manifestèrent leur inquiétude et finirent par mettre en cause la politique d'Idir. Leur réaction correspondait à la conviction selon laquelle les déserteurs (DAF) étaient l'ennemi intérieur, responsable du défaitisme. C'est dans ce contexte, et sans que jamais ces officiers aient constitué un centre fractionnel, que se forma un front informel contre les DAF. Dans la campagne orchestrée oralement à leur détriment, la rumeur et la démagogie n'étaient pas absentes.

À l'image d'autres groupes de l'intelligentsia nés dans le sillage de la colonisation (lycéens, étudiants, enseignants, fonctionnaires, professions libérales), les officiers algériens de l'armée française victimes de discriminations au sein de cette dernière étaient travaillés par des soucis de carrière et aspiraient à se reclasser à l'algérienne. Quelques-uns d'entre eux prirent contact dès la fin de l'année 1956 avec des dirigeants de la Fédération de France, Salah Louanchi et Mohammed Lebjaoui, au nom de 52 officiers signataires d'une lettre au président René Coty [17]. Leurs entretiens, dont j'ai eu connaissance, ne témoignaient pas d'une identification totale aux thèses du nationalisme. Ils s'en rapprochèrent avec prudence et, la répression coloniale aidant, ils finirent par les avaliser. Leur cas ne différait donc pas des autres factions de la petite bourgeoisie élevée dans le sérail colonial, à cette différence près que l'armée était l'ossature de la résistance et le lieu de regroupement privilégié des forces plébéiennes soucieuses de garder entre leurs mains la maîtrise de l'appareil militaire. Le secret qu'entretenait la direction sur les activistes du service de désertion en France ou en Allemagne favorisait toutes les rumeurs, fussent-elles préjudiciables à la cause nationale. Aussi étonnant que cela puisse paraître aujourd'hui, je n'ai pas rencontré à Tunis un seul officier qui ait pris connaissance de l'ouvrage d'Abdelkader Rahmani sur *L'Affaire des officiers algériens*, publié en France début 1959.

17. Cf. Abdelkader RAHMANI, *L'Affaire des officiers algériens*, Seuil, Paris, 1959.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

Il est vrai que je ne fréquentais pas les militaires de carrière qui avaient participé à ses côtés aux démarches auprès des autorités françaises.

Parmi les opposants au plan Idir, Abdelhamid Brahimi et Abderrazak Bouhara avaient une position originale. Ils se gardaient d'enfermer la constitution d'une armée dans un modèle de prêt-à-porter et recommandaient le volontariat pour faire revivre ce mouvement que fut l'adhésion active des *djounouds*. Brider la différenciation au sein de l'armée, freiner les appétits en appelant à l'austérité pour tous à un moment où la corruption des cadres devenait un moyen de pouvoir, tels étaient leurs objectifs. C'est avec eux que je me sentais le plus d'affinités. Leur adhésion à l'idée d'une réforme agraire radicale était sans ambiguïté et, par ailleurs, ils se voulaient hostiles à une force militaire distincte du peuple, une armée permanente de soldats professionnels. Une réserve cependant : ils n'ont à aucun moment envisagé, même sous une forme embryonnaire, des organismes de représentation des *djounouds*. En ce sens, leur rejet d'une armée de type classique restait un mot d'ordre sans véritable portée sociale.

Le second point concerne les tensions au sein de l'appareil militaire. Le personnel dirigeant issu du MTLD n'avait pas, de par son histoire et ses ancrages sociaux, de capacité gestionnaire. Mais à mesure que les problèmes exigeaient des solutions spécialisées, les « techniciens » commençaient à jouer un rôle important. Et contrairement à ce que ne cessait d'affirmer Krim, la technique n'est pas neutre. La machine construite initialement au bénéfice des meneurs d'hommes voyait sa composition se modifier au bénéfice des spécialistes, des ralliés. J'avais vécu ce phénomène dans le MTLD, je l'ai revécu dans le FLN. La contradiction entre la partie populaire et populiste et la partie élitiste et bureaucratique de la résistance ne cessera de marquer l'histoire de l'armée et la lutte pour son commandement.

Les rapports conflictuels qui s'établirent entre les déserteurs de l'armée française et les officiers issus du rang renvoient à la lutte entre les pionniers du mouvement, dépassés par les problèmes à résoudre, et les experts dont les compétences techniques sont indispensables à la conduite de la guerre. Krim a choisi d'utiliser les spécialistes. Pouvait-il sans risques pénaliser des plébéiens qui n'avaient aucune

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

envie de revenir au point de départ ? Ses collaborateurs ont cru nécessaire de le faire et ils ont dû céder la place. Un chef de bataillon, Athmane, originaire des Nememcha, dénonça lors d'une conversation avec moi et en présence du commandant Idir tout déclassement des anciens, et afficha avec une placidité naturelle sa haine des « gens de plume », ces « Ashab stylo », disait-il, « qui accaparaient les places revenant à d'autres ». Athmane avait des services à faire valoir : il s'honorait d'avoir déserté à son retour d'Indochine pour se joindre aux partisans tunisiens — était-ce vrai ? —, refusant de combattre des musulmans même pour de l'argent. Contrairement, disait-il, à des officiers qu'il désignait à la condamnation des *djounouds*. Ainsi fit-il sur un ton réprobateur du capitaine Bencherif, qui l'avait fait arrêter en juin 1959. Averti de cet état d'esprit, le colonel Boumediène, successeur de Krim, comprit que le pouvoir militaire ne pouvait se rétablir en déclassant les anciens et se contenta d'un compromis. Il promut les compétents sans toucher aux acquis des anciens.

Si on veut vraiment comprendre le devenir de l'Algérie, c'est à la formation d'une armée-État qu'il faut se référer. Cette définition seule permet de suivre l'apparente confusion des convulsions algériennes. Nous l'avons mise à nu à la frontière orientale, il nous faut maintenant revenir à la réunion des colonels de l'automne 1959 à Tunis.

La longueur de leurs tractations nous rappelait qu'il était vain de ramener tous les facteurs qui expliquent de nos limites à la colonisation et nous invitait à entamer aussi une lutte contre nous-mêmes. Derrière les remous de la crise, les courants d'idées et les aspirations refoulés, portés par une conscience diffuse, continuaient leur cheminement. La xénophobie et l'antimodernisme populaire côtoyaient dans la méfiance l'élitisme exacerbé des couches éduquées. Le clientélisme, le népotisme et la corruption contrariaient plus qu'ils n'épaulaient le combat national. Civils et militaires, nous étions divisés et nous ne convergions que dans un patriotisme anti-français. Les « habiles », qui évitaient les débats sur nos impasses, tenaient le haut du pavé et nous incitaient à nous taire. Je ne m'y résignais pas.

Alors que les rumeurs sur les divergences entre les colonels mobilisaient, dans les cafés de Tunis, une foule

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

d'informateurs bénévoles, j'ai procédé avec Reda Malek à un examen de la structure politique du FLN et de la dynamique de l'État algérien en formation. Autant nous étions d'accord pour conclure que les structures mises en place dès 1954 ne permettaient pas au FLN de se distinguer de l'ALN, autant nos schémas d'analyse de la révolution divergeaient.

Nous échangions des idées dans une société en effervescence. Les forces militaires, loin d'y constituer encore un corps autonome, replié sur lui-même, étaient une armée populaire. Ses officiers étaient moins privilégiés que d'autres secteurs de l'appareil. Certains d'entre eux étaient sensibles aux idées radicales, mais nos dirigeants n'étaient pas préparés à affronter les effets ravageurs des pesanteurs de la société rurale sur nos appareils militaires. Aucun des dix colonels n'avait par ailleurs un ascendant suffisant pour faire aboutir des débats interminables sur la stratégie de la guerre, alors même qu'ils laissaient à des civils les questions de statuts et de programme [18]. Il leur fallut plus de trois mois pour tomber d'accord sur la composition du CNRA et sur le choix d'une direction du FLN. La première séance s'ouvrit d'ailleurs sur un incident entre Krim et Boumediène [19]. Ce dernier, interprétant à sa manière l'expression « chef de wilaya » mentionnée dans la résolution du GPRA, demanda aux membres du triumvirat de se retirer d'une réunion où ils n'avaient pas titre à siéger… Or Krim, Bentobbal et Boussouf, inspirateurs de cette résolution, ne l'entendaient pas ainsi. Je voyais là le signe annonciateur d'une révolte de ceux qui ne voulaient plus être des « clients ».

La suite fut une pantalonnade. Nous avons vécu des situations invraisemblables. M'hammed Yazid les dédramatisait, boutades à l'appui. L'irréparable faillit arriver le jour où le lieutenant Yazid Benyezzar, en route pour Tunis en compagnie de *djounouds* qu'il ne connaissait pas, surprit une conversation entre eux qui faisait état d'un projet d'arrestation et d'élimination des colonels Boumediène, Kafi et Lotfi, que Krim considérait comme des opposants. Ali Kafi et

18. La commission des statuts avait été confiée à Ben Khedda, avec pour collaborateurs Mabrouk Belhocine et Lamine Khène, et celle du programme à Mohammed Seddik Benyahia, Omar Oussedik, Frantz Fanon et Abderrazak Chentouf.

19. Selon le témoignage que m'en a donné Lakhdar Bentobbal.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

Bentobbal, qui avaient eu vent de cette rumeur, prirent sur eux de faire des démarches auprès de Krim pour le mettre en garde [20]. À suivre le récit qu'Ali Kafi en donne dans ses *Mémoires*, on voit bien qu'il prit très au sérieux cette thèse du complot, ce qui se comprend dans cette période de tension qu'était l'année 1959.

Aujourd'hui, bien des indices laissent supposer qu'il s'agissait en fait de rodomontades de Krim, à des fins tactiques. Isolé au sein du triumvirat et du gouvernement, Krim avait fini par l'être dans son clan, qui estimait qu'il se souciait peu des conséquences de sa conduite. Il dut donc essayer de limiter les concessions et de marchander chaque pas en arrière. Il le fit en associant la menace et la palabre. Des discussions interminables, une dramatisation du conflit accompagnée d'exhibitions ponctuaient chaque recul. Boussouf et Bentobbal avaient compris son jeu et exerçaient sur lui des pressions en suscitant les interventions du colonel Dehilès, des commandants Oussedik, Azzedine, Kaci, Belhocine et l'arbitrage de Ben Khedda, etc. Pendant plus d'une semaine, je vis Bentobbal s'enfermer au siège du cabinet civil avec Krim pour l'amener à composer et en sortir la mine renfrognée. Krim ne cessait de lui poser la question suivante : « Pourquoi préférez-vous Abbas à moi ? »

Fin août, Krim entra dans la voie des concessions en acceptant que le commandant Idir ne fasse pas partie de la commission militaire [21], mais il continua ensuite à défendre la candidature de ses favoris au CNRA. Celle d'Ahmed Boumendjel, à qui Boussouf reprochait de continuer à toucher son indemnité de conseiller de l'Union française, sera à l'origine d'un incident grave. Interpellé sur son obstination à défendre son admission au CNRA, Krim répondit à ses partenaires : « Vous proposez des Arabes, je propose des Kabyles. » La réplique, venant d'un candidat au leadership, n'était ni opportune ni heureuse. C'est aussi à cette époque que j'eus connaissance d'un texte manuscrit de Krim

20. Sur cet épisode, voir mon ouvrage, *Le FLN, mirage et réalité*, *op. cit.*, p. 249. Pour la version qu'en a donné Ali Kafi, voir : Ali Kafi, *Mémoires du président Ali Kafi*, *op. cit.* (version en langue arabe, p. 265-266).

21. Elle comprenait Abdelhafid Boussouf, Saïd Mohammedi, Houari Boumediène et Ahmed Kaïd.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

esquissant l'ébauche d'un gouvernement de militaires faisant la part trop belle à ceux originaires de la wilaya III (Kabylie) ; je me suis abstenu d'en faire état pour éviter de jeter de l'huile sur le feu.

L'objectif auquel Krim ne se résignait pas à renoncer était la présidence du GPRA. Au mois d'octobre 1959, il me fit part de sa décision de porter à la connaissance des Algériens l'« histoire véridique des origines du 1er Novembre ». Après plusieurs entretiens, je fus chargé de rédiger un article qu'il signa. Sa version de la gestation du FLN invalidait la thèse selon laquelle le CRUA était à l'origine de l'insurrection [22]. Dans l'euphorie de découvrir des données nouvelles sur la genèse du FLN, je fus loin de penser que l'intervention de Krim visait en fait à rappeler à ses collègues Bentobbal et Boussouf que, seul membre restant en liberté du « comité des six », il était naturellement le numéro un…

Selon lui, « le conflit interne qui divisait le MTLD et opposait le comité central à Messali [début 1954] rendait aux militants leur liberté. […] Dans le Constantinois, rejetant les deux tendances, vingt-deux maquisards, parmi lesquels les deux ministres actuels Bentobbal et Boussouf, se regroupaient, appelant les militants à se détourner des luttes fratricides et les engageaient à passer à l'action armée. Ils désignèrent Boudiaf pour assurer leur représentation à l'échelle nationale. De même, en Kabylie, vingt-trois chefs de *kasma* s'étaient réunis et adoptaient le mot d'ordre de lutte armée. Moi-même, [je] prenais la direction, avec Ouamrane comme adjoint. Le contact entre les partisans de l'action armée eut lieu début juin à Alger. Six hommes étaient présents : Ben Boulaïd, Didouche, Ben M'hidi, Bitat, Boudiaf et moi-même. Le "comité des six" était né. Il prenait immédiatement la responsabilité historique du déclenchement de la lutte armée, qui devait provoquer au sein du peuple une révolution profonde ».

La parution de l'article dans *El Moudjahid*, à un moment d'âpres conciliabules sur la composition du CNRA, ne fut pas du goût de Bentobbal et Boussouf, qui en reprochèrent la publication à Reda Malek. Quant à moi, Ali Kafi m'invita à ne pas entrer dans le jeu de Krim.

22. Voir *supra*, chapitre 4.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

Toutes ces péripéties mettaient en relief la misère intellectuelle dans l'univers éclaté des bureaucraties du FLN-ALN. Je mesurais mieux les causes de l'exode des éléments éduqués, qui, après avoir combattu à l'intérieur, avaient quitté la frontière et demandé à reprendre des études, hors du Maghreb de préférence. J'eus même le triste privilège de constater, après janvier 1960, que des officiers qui avaient alors condamné ce choix ont fini par suivre cet exemple. Obéir ne suffisait pas, il fallait aussi apprendre à éviter les écueils et ne pas se laisser piéger dans un combat de chefs. Or, sur ce plan, la circonspection n'était pas de trop, car il n'y avait pas de sujet neutre : à moins de se limiter à la politique-propagande, on se déplaçait dans un champ de mines, quel que soit le thème abordé. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai toujours résisté aux sollicitations de Reda Malek, qui me conviait à collaborer à *El Moudjahid*. Je n'y ai écrit qu'une fois un article sur les « Sociétés indigènes de prévoyance » (SIP) et sur la « Caisse d'accession à la propriété rurale » (CAPER).

Début janvier 1960, la réunion des colonels avait pris fin et celle du CNRA, commencée le 16 décembre, était en cours. Je croyais que nous étions au bout de nos peines. Le triumvirat ne concentrait-il pas entre ses mains toute l'autorité ? N'avait-il pas, avec l'aide des colonels de l'ALN, tout prévu, le programme, les statuts du FLN, les institutions provisoires et même la désignation d'un gouvernement restreint[23] ? Ne manquait pour clore la crise que l'accord du CNRA. Or, contrairement à toute attente, celui-ci, s'estimant souverain, refusa d'entériner sans débat les propositions qui lui étaient soumises. Dérouté par une situation imprévue, le triumvirat dut composer. Le débat eut lieu.

Krim, plus que tout autre, fut malmené par les sortants (en particulier Mahmoud Chérif, qui évoqua l'abandon de l'aide à la résistance intérieure) comme par les rentrants (les commandants Ali Mendjli et Ahmed Kaïd). Krim dut faire amende honorable et se défendre d'avoir voulu confier les rênes de l'armée aux déserteurs (DAF) : « Le besoin pressant de techniciens se faisant sentir, il a été fait appel à des officiers

23. Ce gouvernement, composé de Krim, Bentobbal, Boussouf, Ben Khedda et Oussedik, était également considéré comme la direction du FLN.

www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte تم تنزيل الوثيقة من

déserteurs algériens, et non à des techniciens étrangers, pour assurer cette tâche [24]. »

Un événement inattendu aurait pu venir à son secours : la révolte du capitaine Zoubir contre l'état-major Ouest, qui déstabilisera Boussouf et Boumediène. Responsable de la région de Tlemcen, Zoubir, après de vains appels pour obtenir des armes, s'était résolu à quitter son poste et à mettre en cause l'« incapacité » d'une direction impuissante à satisfaire ses demandes [25]. Mais Krim n'était plus en mesure d'exploiter la chose et, après bien des péripéties, il se résoudra à perdre le contrôle du ministère des Forces armées. Une formule ingénieuse lui permettra toutefois d'y garder un pied : la création d'un « comité interministériel de la guerre » (CIG), où il figurera aux côtés de Boussouf et Bentobbal. Ce nouvel organisme superviserait un état-major général qui, croyions-nous, dirigerait toute l'armée. Or, on ne lui avait laissé que la responsabilité de l'armée des frontières, celle des wilayas restant du ressort du CIG.

Le président Ferhat Abbas fut reconduit dans ses fonctions. Ben Khedda s'était retiré, persuadé qu'on ne s'était pas attaqué aux racines de la crise. Sollicité pour diriger l'état-major, malgré les réserves de Krim, vice-président du gouvernement et nouveau ministre des Affaires extérieures, le colonel Boumediène mettra une condition à son acceptation : choisir lui-même ses collaborateurs. Les heureux élus appartenaient aux wilayas II (commandant Mendjli), IV (commandant Azzedine) et V (commandant Slimane). Le lieutenant Yazid Benyezzar me donnera une interprétation machiavélique des choix du colonel Boumediène : « Il a pris deux hommes dont il était sûr et qu'on ne pourrait pas manipuler, et un troisième, le commandant Azzedine, qu'il pourrait fragiliser si nécessaire car on pourrait toujours lui reprocher l'appel à la reddition qu'il avait fait lors de son arrestation par l'armée française. » Je restai sans voix devant de tels propos tenus avec le sourire.

---

24. Amar Hamdani, *Krim Belkacem, le lion des Djebel*, Balland, Paris, 1973. Document n° 8, rapport au CNRA, p. 318.

25. Après la réunion du CNRA, la résolution du conflit sera confiée à Bentobbal et Mohammedi.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

Nous sortions à peine d'une épreuve — la réunion du CNRA avait pris fin le 16 janvier — qu'en advint une autre. L'actualité ne nous laissait aucun répit : le 24 janvier 1960, les activistes pieds-noirs adversaires du général de Gaulle organisaient une insurrection à Alger, dirigée par Pierre Lagaillarde et Jo Ortiz — c'était la « semaine des barricades ». Elle n'avait certes pas l'ampleur du 13 mai, mais les hésitations du commandement militaire et des autorités civiles à s'y opposer frontalement, la faiblesse des réactions en France, tout cela sonnait comme un avertissement.

Les commentaires sur cet événement m'angoissèrent. La direction du FLN ne s'interrogeait pas sur la politique qui avait favorisé la prépondérance du lobby ultra et sa fusion avec l'armée française, et se contentait d'envisager, dans ses déclarations, la question que posait l'existence de la minorité européenne. Les positions extrémistes des ultras européens et l'absence de sérieux du triumvirat sur des problèmes qui engageaient l'avenir de l'Algérie firent que, pour la première fois, je me surpris à douter de la coexistence entre Algériens et Européens. Cette coexistence ne semblait préoccuper qu'une mince frange de mes compatriotes, des citadins en général, anciens membres du MTLD, de l'UDMA ou du PCA. Tout conspirait contre elle et je pensais avec tristesse à nos camarades de l'UEAP, déserteurs comme Claude Sixou, détenus politiques comme Colette Grégoire (Anna Greki) ou Jean-Claude Melki, qui venaient de rejoindre Tunis après leur libération.

C'est à cette époque que l'état-major entreprit le transfert à la frontière de certaines administrations et la chasse aux déserteurs. Ce fut l'affolement général. Un officier, originaire de Tébessa, me demanda d'intervenir auprès de Krim pour être affecté au ministère des Affaires extérieures. Krim, qui ne l'aimait pas, refusa net.

J'étais en compagnie de mon oncle Salah Kafi quand j'ai donné à cet officier la réponse de Krim. Militant du MTLD, Salah s'était engagé tôt dans la résistance (en décembre 1954, Mohammed Kadid — futur maire de Skikda — avait déposé dans le salon de coiffure où Salah travaillait les premières armes ramassées au profit des maquisards ; après son arrestation, mon frère Mahmoud les changea de place, avant d'être arrêté à son tour). Collaborateur du lieutenant

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

Bouanane au camp de Mellègue, Salah choisit de retraverser la ligne Morice et de retrouver ses anciens camarades. Il mourra avant d'arriver à destination. En apprenant sa mort, j'ai connu la dépression de l'activiste, cette dépression qui se soigne par le redoublement d'activité. J'ai pensé à ma grand-mère maternelle Ma Kheira Hassani, qui avait perdu son père et son frère en mai 1945, puis ses deux fils Salah et Rachid après 1954. Pour l'avoir connue de près, je savais que la force de rêver l'aiderait à vivre. Aujourd'hui sans doute, mais demain ? Je pressentais que, dans l'avenir, la mort des siens lui apparaîtrait comme une défaite personnelle. D'y penser, j'avais mal.

Le 5 février 1960, j'ai été convié à une réunion de cadres par le ministre de l'Intérieur, Lakhdar Bentobbal. Son exposé a porté en partie sur le problème de l'assimilation politique de l'écrasante majorité des adhérents du FLN-ALN qui, poussés vers ce mouvement par des motivations diverses difficiles à cerner ou par arrivisme, lui semblaient peu fiables. C'était un acte d'accusation contre une base sociale à laquelle la direction, faute de choix de société, était incapable de donner la cohésion nécessaire. Restaient la répression et l'épuration pour en maintenir l'unité. Bentobbal, qui était convaincu que le peuple algérien était « davantage porté vers l'anarchie que vers la discipline » et devait être gouverné d'une main de fer, n'hésita pas à évoquer ces moyens. Il exprimait ainsi la crainte paranoïaque d'une direction tourmentée par son incapacité à dominer la vague révolutionnaire qu'elle avait déclenchée.

Je me rappelais, en l'écoutant, l'analyse des révoltes paysannes du XVIe siècle en Allemagne que faisait Engels à l'époque des révolutions européennes de 1848. J'en connaissais de mémoire certains passages et notamment celui-ci : « La pire des choses qui puisse arriver au chef d'un parti extrémiste est de se trouver forcé de prendre le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas mûr pour la direction de la classe qu'il représente, ni encore pour mettre en application les mesures qu'exige la direction par cette classe. Ce qu'il peut faire dans ce cas ne dépend pas de sa volonté. » Si l'analyse marxienne des classes n'était pas entièrement opératoire dans les conditions algériennes, l'idée que les représentants de ces classes populaires ne pouvaient gérer la

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

résistance à leur profit me paraissait applicable à notre situation.

On se souvient du débat engagé par les messalistes et les centralistes en novembre 1954 contre l'impatience des activistes : les premiers voulaient d'abord mettre de l'ordre dans le mouvement avant d'envisager la lutte armée, les autres demandaient un délai pour mettre le parti en état de l'assumer. Grâce à leur volontarisme, les activistes l'ont emporté et ont pris le pouvoir sans partage. Mais une fois l'impulsion donnée, il fut possible de se rendre compte que les données socio-politiques à même d'assurer une révolution féconde faisaient défaut : d'un côté, le contexte social offrait un climat favorable à une grande épopée, mais, de l'autre, la résistance, par son matériau rural, s'est faite avec un héritage intellectuel et culturel peu favorable à la modernité et à la démocratie.

J'ai quitté la réunion avec la conviction que les réponses données par le CNRA aux problèmes de l'Algérie n'étaient pas à la mesure des nécessités. Le « scénario de sortie de crise » retenu avait un caractère strictement politique et négligeait les racines sociales et culturelles de nos conflits internes. Ce n'est donc pas un hasard si Bentobbal n'a jamais évoqué, durant la réunion, le programme adopté par le CNRA, montrant ainsi le caractère purement rhétorique de ce dernier.

Je me souviens qu'Omar Oussedik, un de ses rédacteurs, qui me l'avait communiqué, se félicitait avec Frantz Fanon que le CNRA ait admis que la libération nationale et la révolution sociale et économique formaient un tout et que la paysannerie ait été reconnue comme la force dirigeante de la révolution. Je m'étais alors contenté de leur dire, avec un sourire ironique et désabusé, qu'ils vivaient dans l'illusion et projetaient leurs désirs politiques et des considérations stratégiques sur un monde rural dont ils se masquaient la nature sociologique. Oussedik a ri, Fanon a fait une moue significative, qui montrait combien il jugeait de peu d'intérêt ce qui lui paraissait venir d'un marxisme orthodoxe.

L'idée affirmée dans le programme que la paysannerie renfermait en elle des « forces inépuisables » avait inspiré ma réaction. Cette appréciation était en contradiction flagrante avec la réalité. D'une part, le dol subi par le monde rural avait désarticulé ses forces ; de 1954 à 1960, trois millions de paysans ont été déracinés. D'autre part, les cadres du FLN

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

issus des campagnes n'avaient pour la plupart rien à voir avec le travail de la terre et savaient par expérience que leur promotion à la direction de l'État dépendait d'appareils bureaucratiques forgés sur la base de l'expropriation politique du peuple. Un chef de bataillon dont j'ai déjà parlé, Halfaya Athmane, m'a dit ainsi sans détour : « Pourquoi veux-tu me faire courir après les chèvres et garder le bureau pour toi ? »

Les idées de Fanon avaient la vertu de nous inviter à revoir nos instruments d'analyse, mais c'était à ceux d'entre nous qui s'étaient frottés au FLN et au monde rural d'en décoder sereinement le côté illusoire.

Krim, de retour à Tunis après la réunion du CNRA au Caire, me demanda si je voulais bien le suivre aux Affaires extérieures. J'acceptai. Je pensais en effet qu'il était pratiquement impossible de changer cette armée de l'intérieur. Nous avons discuté des tâches qui nous attendaient et des cadres à recruter. La nomination du secrétaire général du ministère dépendait du gouvernement, qui avait désigné Saad Dahlab. Krim m'invita ensuite à lui proposer un secrétaire général adjoint. Je fus surpris : j'avais quitté en décembre un ministre distant et méfiant et je retrouvais un homme coopératif, souriant et amène ; il me donnait l'impression d'être débarrassé d'un fardeau trop lourd pour lui.

Mon choix s'arrêta sur Mabrouk Belhocine. Mon amitié pour lui a joué, mais je savais aussi que le régionalisme sur lequel Krim avait misé pour s'élever au sommet de la pyramide continuerait à l'animer. Avec Mabrouk Belhocine, j'avais la conviction que les critères politiques et idéologiques viendraient contenir le régionalisme chaque fois qu'il toucherait à l'idéal national. Krim l'agréa.

Son clan se recomposa autour du ministère des Affaires extérieures, qui accueillit les hommes les plus en vue. Le colonel Ouamrane (des accusations concernant sa vie privée avaient servi de prétexte à sa marginalisation politique) fut nommé à Ankara, le commandant Kaci à Tunis (avec pour adjoint Arezki Bouzida), le commandant Omar Oussedik à Conakry, le commandant Idir [26] à Karachi, le lieutenant Boualem Oussedik à Bamako. D'autres officiers seront

26. Lequel ne rejoindra pas son poste et vivra au Caire jusqu'à son retour en Algérie.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

affectés à diverses missions. Évincé de la direction de l'armée, le « clan Krim » voyait lui échapper le rôle qu'il avait rêvé de tenir dans la formation de l'État-armée, provoquant frustration et ressentiment chez les élites de la wilaya III. La volonté de revanche de ses adversaires à la frontière ne fera que les accentuer.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:04 - © La Découverte

D

10

Chronique égyptienne

J'ai quitté Tunis pour l'Égypte trois semaines après la réunion du CNRA. Krim m'avait avisé que, en vertu de la politique d'austérité et de compression des dépenses, il avait décidé qu'avec Djenett et Mona je gagnerais Le Caire par la route, dans sa voiture, en compagnie de son chauffeur Amar Guerram. Les autres collaborateurs prendraient l'avion. Il me présentait cela, sans ironie, comme une faveur. Drôle de faveur ! J'opinai du chef. À quoi cela aurait-il servi de lui faire remarquer qu'avec une femme et une enfant le voyage par la route serait épuisant ? Quant à son respect des mesures d'économie, je savais bien, après quelques mois passés en Tunisie, que les « chefs historiques » ne se trouvaient jamais obligés de se soumettre aux décisions qu'ils prenaient ; qu'il y avait, pour les déplacements, une hiérarchie : la piétaille partait en convois collectifs par la route, les privilégiés avaient droit à l'avion. M'offrir une voiture particulière, c'était la politique du verre à moitié plein (ou à moitié vide). Supérieur au « vulgaire militant », je ne pouvais tout de même pas me confondre avec les élites. On me le rappelait.

Le voyage fut éprouvant, avec des haltes à Tripoli, à Benghazi et Derna en Cyrénaïque. Je garde encore le souvenir du transit à Tripoli. Nous nous sommes restaurés dans une gargote qui ne payait pas de mine. Elle était fréquentée par des

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

fonctionnaires qui, ayant deviné à notre accent que nous étions algériens, nous ont assurés de leur admiration pour notre pays et notre combat ; et ils ont payé notre écot. Je mesurais une fois de plus l'extraordinaire image de notre lutte auprès des peuples frères.

La spécialité de la gargote était un plat de pâtes fraîches au poulet, d'excellente facture. Après le repas, nous nous sommes dirigés vers un relais des convoyeurs d'armes pour y dormir. C'était un endroit mal entretenu, sans hygiène. Les paillasses sentaient mauvais. Nous n'eûmes pas une nuit reposante, la chambre était infestée de puces. À peine assoupis, nous nous sommes réveillés. J'ai allumé la lumière, je me suis assis, j'ai pris Mona sur mes genoux et je suis resté éveillé jusqu'au petit matin.

Nous avons repris la route très tôt, après nous être aspergés d'eau à une fontaine dressée au milieu de la cour. Nous avons dormi dans la voiture. Au réveil, j'ai pu admirer une variété étonnante de paysages. Nous sommes passés des zones verdoyantes de Djebel Al-Akhdar à l'ocre du désert. Des carcasses d'engins militaires nous rappelaient que ce désert libyen avait été le théâtre de grandes batailles entre les troupes du maréchal Rommel et celles du général Montgomery durant la Seconde Guerre mondiale.

Les formalités administratives à la frontière égypto-libyenne furent rapides. Après le poste douanier de Selloum, j'ai pu vérifier l'exactitude des dires d'Ibn Khaldoun sur les différences entre les populations issues du monde berbère et celles du Proche-Orient, concernant l'habillement et le mode de consommation : plus de couscous, mais du riz ; plus de burnous, mais des *galabiyya* ; plus de crânes rasés.

Après une courte halte à Marsa-Matrouh, où le ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG) disposait d'une base logistique, nous nous sommes rendus directement au Caire. En traversant la ville au milieu d'une circulation folle, je découvrais une métropole aux multiples visages. Les siècles s'y mêlaient dans le désordre… On nous avait réservé une chambre dans un hôtel situé au centre-ville, non loin du siège du GPRA, à Garden-City, un quartier jouxtant le cours du Nil. Nous n'allions pas l'occuper longtemps. Nous la partagions avec une tribu de punaises qui, avec entêtement, nous livraient des assauts répétés afin de sucer notre sang.

D
© La Découverte - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - جامعة تلمسان - www.cairn.info تم تنزيل الوثيقة من

Ceux-là mêmes qui étaient venus en avion et avaient logé dans un bel hôtel de Tripoli m'expliqueront, alors que je racontais mes déboires, que m'arrêter à de tels détails était une attitude de « bourgeois ». Ces professeurs d'une vertu populaire exclusivement à l'usage d'autrui ne voyaient dans leur attitude aucune contradiction. Je ne pus m'empêcher de leur faire remarquer que leur jugement était méprisant pour le peuple puisque, selon eux, de telles conditions devaient lui être naturelles et que lui ne s'en plaindrait pas.

L'ancien secrétaire général du MTLD, Hocine Lahouel, que j'avais retrouvé à mon arrivée, nous dénichera une chambre à louer chez une vieille dame d'origine grecque dans la rue Abdel-Khalek-Sarwat, où le Bureau du Maghreb arabe avait eu autrefois son siège. Hocine Lahouel s'était volontairement retiré de la vie politique. Son jugement sur Boudiaf et Ben Bella était sévère. Il leur reprochait d'avoir lancé l'insurrection d'une façon improvisée et d'avoir introduit dans le nationalisme une mentalité de règlements de comptes. Lahouel m'avait raconté qu'au début de son séjour au Caire les *Moukhabarat* égyptiens (services de renseignement) l'avaient fiché comme communiste. Le service de la censure du courrier avait trouvé dans une de ses lettres le sigle CC (comité central), l'avait traduit par « comité communiste » et avait refermé la lettre, mais en oubliant malencontreusement sa fiche d'analyse à l'intérieur ! Grâce à Lahouel, je pourrai reconstituer les premiers pas du FLN à l'extérieur. Son témoignage m'a été d'une grande utilité pour comprendre les rapports entre les chefs. Sa distance prise à l'égard de l'appareil l'avait rendu très lucide.

La passation de pouvoir entre l'ancien personnel du ministère des Affaires extérieures et le nouveau s'opéra rapidement et sans secousse. L'administration, totalement renouvelée, provenait dans son intégralité du ministère des Forces armées. Il n'y manquait que le commandant Idir, nommé comme je l'ai dit chef de mission à Karachi (Pakistan) mais qui refusera de rejoindre son poste et restera sans affectation au Caire. Nous étions quelques-uns, issus du MTLD, à avoir expérimenté les univers les plus variés (la campagne, la ville, le monde européen) et à nous être intéressés aux problèmes mondiaux et à la politique internationale. Nous

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

partagions tous le sentiment que nous étions devant un avenir que nous désirions forger nous-mêmes, mais nous savions aussi que notre action s'exerçait dans des limites étroites. Ce qui dépendait de nous, c'était l'appréciation de la conjoncture. Quant aux principes à la base de la politique extérieure, nous les héritions du MTLD.

Passons rapidement en revue la séquence d'événements qui leur a donné naissance avant de planter le décor diplomatique et de restituer mon rôle propre. La convergence entre forces internes et forces externes faisait partie de l'ABC des militants populistes. Contrairement aux positions de Ferhat Abbas et du PCA, nous avons toujours cherché, avant novembre 1954, à empêcher que la question nationale soit enfermée dans le seul tête-à-tête avec la France. Nous avions fondé de grands espoirs sur l'alliance avec la gauche française, mais l'expérience de notre mouvement l'avait convaincue que la passivité du mouvement ouvrier à l'égard de l'Algérie reposait sur un divorce qui n'était pas de pure conjoncture, mais bien sociologique.

C'est dès la rupture avec le Front populaire, en 1937, que notre parti tournera son regard vers le Proche-Orient islamo-arabe, tout en prônant une alliance des peuples sous domination coloniale dans un large front anti-impérialiste. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, Messali Hadj s'en tiendra à l'idée d'une troisième voie entre le communisme et les pays impérialistes comme la France et le Royaume-Uni, alors aux prises avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. Tout en condamnant les nationalistes attirés par l'axe Berlin-Rome, il refusera de soutenir la guerre des Alliés tant que la question de l'émancipation des colonies serait éludée : soutenir les démocraties alors même que celles-ci refusaient cette même expression démocratique au peuple algérien lui paraissait un marché de dupes. On peut contester une telle analyse, mais on devrait surtout apprécier que Messali n'ait pas adopté le vieux dicton « Les ennemis de mes ennemis sont mes amis » et n'ait jamais composé avec l'Axe.

Après la défaite allemande, la question des alliances, vitale pour le nationalisme algérien, se posera dans un contexte nouveau. La collaboration pendant la guerre entre les quatre Grands (France, Royaume-Uni, États-Unis et URSS) ne résiste pas longtemps aux contradictions et aux tensions entre

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

le monde occidental et l'URSS. Au système polycentrique dans les relations internationales, se substitue un monde bipolaire. Il s'ensuit la désintégration, dès 1949, d'organisations comme la Fédération syndicale mondiale (FSM), l'Union internationale des étudiants (UIE), etc., et la constitution de deux blocs. C'est le temps de la guerre froide. Elle coïncide avec l'accession d'États nouveaux à l'indépendance. Appelés à définir leur orientation internationale, leur régime politique et leur voie de développement économique, la plupart d'entre eux refusent de se ranger du côté de l'Occident ou du bloc communiste et affirment leur non-engagement. Après de multiples rencontres, que le PPA, neutraliste avant l'apparition du mot, suit de très près, les États asiatiques convoquent une conférence à Bandoeng, en Indonésie, en avril 1955.

Contrairement à une idée reçue, Bandoeng n'a pas été une manifestation des « non-alignés ». Y ont participé des États liés à l'Occident, dans le cadre de l'OTAN, du Commonwealth, de l'OTASE et du pacte de Bagdad ; des États communistes et des États non alignés (Inde, Indonésie, Cambodge, Birmanie, Égypte). Dans la délégation maghrébine, dirigée par Salah Ben Youssef, nos représentants, Hocine Aït-Ahmed et M'hammed Yazid, s'y feront entendre. La conférence appuiera le droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes et pressera le gouvernement français d'aboutir sans détour à une solution pacifique de cette question.

Bandoeng exercera une influence durable sur les luttes des peuples dépendants et donc du nôtre. En inscrivant, dans la continuité de la tradition forgée par le PPA, la question algérienne dans une perspective mondiale, le FLN parviendra à donner à la révolution nationaliste un rayonnement exceptionnel. À tous les niveaux du système mondial, la conjoncture, malgré la guerre froide, lui permettra de mettre la diplomatie française le dos au mur. Et c'est ainsi que la tentative de présenter la guerre d'indépendance algérienne comme l'expression d'un « complot communiste et nassérien » n'aura pas l'écho espéré en Occident.

L'anticolonialisme fait partie de l'imaginaire américain, aux yeux duquel la guerre d'indépendance contre les Anglais qui vit naître les États-Unis était une guerre de libération. Mais dans la question du Maghreb, Washington était

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

handicapé par rapport à l'« anti-impérialisme » affiché des Soviétiques, du fait de l'alliance des États-Unis avec la France. L'inclusion de la zone nord-africaine dans le Pacte atlantique obligeait, par ailleurs, l'Amérique à ne pas s'identifier sans réserve aux intérêts français. Je constatais cela, mais, dans ma rigueur dogmatique d'alors, j'avais tendance à n'y voir qu'une stratégie de façade du camp occidental. Je modifierai mon approche au contact de Yazid, qui attirera mon attention sur divers points. Il me fera remarquer que, contrairement à l'Amérique latine, le Maghreb n'appartenait pas au domaine de l'immédiate périphérie nord-américaine et que la stratégie internationale des États-Unis était déterminée par plusieurs forces : les appareils militaires, les groupes d'intérêts économiques et le Département d'État. L'absence, pour eux, d'intérêts économiques significatifs au Maghreb et la faiblesse des partis communistes locaux faisaient que, en période de crise et de menace d'une extension de la guerre à la Tunisie et au Maroc, le poids du Département d'État, sensible à la dimension régionale du conflit franco-algérien, devait prévaloir sur celui des autres groupes. Or, au Maghreb, le Département d'État craignait davantage l'influence nassérienne comme force de déstabilisation que le communisme.

Quant aux Soviétiques, considérant, du fait de l'importance du PCF, que la France était un maillon faible de l'Alliance atlantique, et menant donc une politique visant à la dissocier des États-Unis, leur stratégie était en harmonie avec celle du PCF à l'égard de l'Algérie : affirmer leur accord pour une internationalisation de la question des colonies françaises, mais s'opposer, dans le même temps, à l'internationalisation de sa solution, de crainte de voir les États-Unis se substituer à la France.

Dans le reste du monde, ailleurs qu'en Occident et que dans les pays de l'Est, nous avons bénéficié de la radicalisation des mouvements anti-impérialistes — qui aboutira dans les années soixante à la création de la Tricontinentale. Au Proche-Orient et au Maghreb, la solidarité avec l'Algérie est devenue alors un thème essentiel de la vie politique. Pour chacun des gouvernements arabes, elle était le levier le plus commode pour faire avancer sa cause propre et faire jouer en sa faveur le nationalisme de sa population et celui de ses voisins. Tout candidat au leadership dans l'ensemble du monde arabe avait

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

intérêt à adopter une position militante contre la France sur la question algérienne. La compétition était particulièrement vive entre le bourguibisme, le nassérisme et l'islamisme d'État saoudien. Même scénario en Afrique opposant le Ghana de N'Krumah, la Guinée de Sékou Touré, le Mali de Modibo Keïta aux États liés à la France, et, en Amérique latine, les partisans de Fidel Castro aux soutiens de la France.

Nous évoluions donc dans un entrelacs de contradictions qui renforçaient notre position face à la France. Notre volonté de non-alignement était réelle et n'épargnait aucune sensibilité. L'impatience américaine face à la crispation française après le bombardement, le 8 février 1958, du village tunisien de Sakiet Sidi-Youssef par l'aviation française et l'offre anglo-américaine de bons offices, le 22 février, rassuraient les partisans d'un Maghreb tourné vers l'Occident. Il faut donc comprendre que notre « chantage à l'Est », après le CNRA de décembre 1959-janvier 1960, visait surtout à obtenir une solidarité plus accentuée de la Tunisie et du Maroc et à susciter une inflexion de la politique des États-Unis.

Cet intérêt pour le bloc communiste, les chefs militaires y avaient songé depuis longtemps. Dès 1957, le colonel Saïd Mohammedi l'avait préconisé au CCE, mais Abbane le jugeait alors prématuré. L'option de Mohammedi, d'un anticommunisme farouche par conviction religieuse, me confirma dans l'idée que les choix d'alliances ne s'opéraient pas en fonction d'idéologies mais selon des conceptions stratégiques et pragmatiques…

En 1960, les grandes orientations diplomatiques étaient donc tracées. Restait à mettre en œuvre, et vite, notre politique à l'égard du bloc communiste (une conférence au sommet des Grands était prévue pour le mois de mai). Il avait semblé naturel que, familiarisé avec ces questions, j'en sois un des responsables. Et, effectivement, lors de la répartition des tâches, on me confia la responsabilité du département « pays de l'Est ». Mais je n'ai pas accueilli ma nomination avec joie et je m'en suis ouvert à Saad Dahlab. Il y avait plusieurs raisons à ma réserve. D'abord, on se souvient qu'une cabale montée contre moi au ministère des Forces armées tendait à me faire passer pour un agent communiste ; des attaques médiocres de ce genre me visaient périodiquement.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

Par ailleurs, nos relations avec la République démocratique allemande traversaient une crise. Le gouvernement de celle-ci avait fourni au Croissant rouge algérien, à l'UGEMA et à l'UGTA une aide multiforme : prise en charge de blessés, formation syndicale, vivres aux réfugiés, bourses aux étudiants… Ce concours n'avait pas été le fruit d'accords à un haut niveau. Mais il favorisera le développement d'une colonie algérienne en RDA qui tendra à devenir source de nombreuses frictions : le FLN se considérait en effet comme le seul représentant de l'Algérie et déniait à quiconque le droit de s'organiser hors de lui ; or, la RDA abritait le PCA, lequel cherchait à recruter des militants. M'hammed Hadj Yala, que le ministère des Affaires extérieures avait dépêché dans les pays de l'Est avant mon entrée en fonction, estimait que les choses se passaient comme si un vaste plan avait été minutieusement mis au point pour attirer le maximum d'Algériens en RDA et les confier au PCA. Lors d'une discussion que j'ai eue avec lui, il fit état de recrutement d'étudiants par les services de sécurité est-allemands, de privilèges accordés aux militants communistes, de protection des étudiants réticents rappelés par l'UGEMA pour des raisons politiques et autres.

Ma position était tout sauf simple. En 1956, en effet, j'avais pris position pour la dissolution du PCA et pour son intégration au FLN, convaincu que mon passé constituait une garantie de meilleure diffusion des idées socialistes, et c'est dans cet état d'esprit que, Abdelaziz Benmiloud et moi, nous avions pris contact avec ses militants en France, notamment les syndicalistes. Mais il en allait cette fois tout autrement : ce n'était pas la même chose de militer, comme nous l'avions fait, pour persuader les militants communistes — par ailleurs libres de leur choix — d'entrer au FLN, et de me trouver, comme cela risquait de découler de mes nouvelles fonctions, dans la situation d'avoir à défendre administrativement et autoritairement le monopole du FLN. Je n'en avais nulle envie. Je savais, par ailleurs, que les heurts avec le président de l'UGEMA Messaoud Aït Chaâlal seraient inévitables.

Dahlab essaya de me rassurer : « Je te couvrirai, me dit-il. Tu connais la doctrine communiste et sa dialectique. Mieux que tout autre, tu sauras en discuter, convaincre, plaider notre apport à l'affaiblissement du camp occidental et sauver notre ouverture à l'Est… Du reste, tu ne seras pas tout seul. Tu as

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

Belhocine à tes côtés. » C'était vrai, je pouvais compter sur Belhocine, mais je me promis de ne traiter aucun dossier sans y impliquer l'UGEMA.

Krim et le cabinet, qui prenaient les principales décisions, cherchaient des solutions à un problème pressant : comment éviter que la conférence au sommet des Grands s'aligne sur les positions du général de Gaulle ? Comment amener l'URSS à soutenir notre démarche sur la question de l'autodétermination ? Tous les départements furent appelés à réfléchir sur le sujet. Un activisme sans rivages s'empara de nous. Une pluie de projets, d'ordres et de rapports déferla sur le ministère. J'étais, avec Hassan Aziz, responsable du département « Occident » (Bouattoura étant celui du département « Afrique-Asie »), un des plus sollicités. Il nous fallait obtenir une invitation de l'URSS. Une démarche en ce sens fut faite auprès de l'ambassade de Chine.

J'estimais, dans cette perspective, que l'apurement du contentieux avec la RDA urgeait. Je savais bien qu'il prendrait du temps, mais encore fallait-il l'initier. Le président Abbas avait demandé au gouvernement de la RDA la reconnaissance du GPRA et l'échange de missions économiques, moyen pour nous d'éviter l'établissement de relations diplomatiques que visait la RDA. Ce que le GPRA ne pouvait se résoudre à accorder, non seulement parce que le problème allemand était un point névralgique de la guerre froide, mais aussi parce que l'Allemagne fédérale avait, pour notre Fédération de France, une importance stratégique : elle était un lieu de transit pour les militants recherchés en France, sa direction y était installée ainsi qu'un service de désertion chargé de suivre et de recruter les officiers algériens cantonnés dans les bases françaises. Il était donc possible d'expliquer à la RDA, qui n'appréciait pas que nous entretenions des rapports privilégiés avec le parti social-démocrate ouest-allemand (SPD), qu'elle nous demandait un sacrifice préjudiciable à la poursuite de la guerre ; et qui de surcroît apporterait de l'eau au moulin des militaires français, lesquels défendaient la thèse que notre lutte s'inscrivait dans la stratégie mondiale de subversion communiste.

Cependant, on ne fit rien du tout et on se contenta de ne pas répondre à la proposition de la RDA, tout en continuant à

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

bénéficier de son aide et sans nous soucier des répercussions éventuelles que cela pouvait avoir sur l'attitude de l'URSS à la porte de qui nous frappions. Dans une note à Krim, j'attirai son attention sur le manque de courtoisie à l'égard des autorités de RDA : cette entorse aux convenances dans les rapports entre gouvernements m'apparaissait d'autant plus grave qu'au moment même où nous ne prenions pas la peine de répondre à la RDA, nous acceptions d'elle des bourses accordées aux étudiants. Krim convint que face à un État qui disposait de moyens de pression, et qui ne se gênait pas pour les mettre en œuvre en contestant l'autorité du GPRA dans la colonie algérienne, nous nous devions d'agir autrement et répondre au courrier de la RDA en réitérant la proposition d'un échange de missions économiques et l'installation à Berlin d'une représentation algérienne.

J'eus sur ce sujet un entretien avec le vice-ministre est-allemand des Affaires extérieures, M. Schwab, de passage au Caire. Il se montra partisan intransigeant de l'établissement de relations diplomatiques interétatiques, avant de tempérer son attitude lorsque je lui montrai qu'il se pouvait que leur intention soit de nous impliquer dans la guerre froide, ce qui aurait pour conséquence de renforcer contre nous la coalition des Occidentaux. Ces arguments, ironie de l'histoire qui me les faisait retourner contre la RDA, je les avais empruntés à un dirigeant du PCUS, Mikhaïl Souslov, lequel, lors d'un entretien a Moscou le 13 octobre 1959 avec Ben Khedda, alors ministre des Affaires sociales, les avait utilisés pour rejeter notre demande de reconnaissance du GPRA et de livraison d'armes sophistiquées.

Était-ce dû à une contre-pression soviétique pour nous faire accepter son propre refus de reconnaître le GPRA, toujours est-il que le vice-ministre allemand abandonna son attitude intransigeante et devint plus ouvert à la conciliation. Notre contentieux avec la RDA sera en principe apuré en juin 1960, à la suite d'une mission dirigée par Aït Chaâlal. Mais dans les faits, la RDA ne cédera pas grand-chose. Le représentant que nous enverrons à Berlin, Ahmed Kroun, connaîtra les pires difficultés dans l'exercice de ses fonctions et, au lendemain de notre indépendance, les étudiants communistes formés en RDA prendront une part importante dans la conquête du mouvement syndical étudiant par le PCA.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

Si les calomnies faisant de moi une sorte de sous-marin communiste étaient sans aucun fondement, il reste que je n'ai jamais séparé l'idée que je me faisais de l'évolution de mon pays de celle du socialisme. Aussi n'ai-je pas été indifférent aux problèmes que soulevèrent alors les révoltes ouvrières en RDA, en Hongrie et en Pologne. J'y voyais une façon nouvelle de poser la question du contenu du socialisme et de ses formes qui libérait de la conception étatiste, dominante alors, et qui mettrait fin au rôle de guide du mouvement ouvrier que s'était arrogé l'URSS. Mon esprit évoluait avec les événements et je me sentais plus audacieux dans l'évaluation des choses et dans les remises en question qui s'imposaient. J'approfondissais aussi ma réflexion jamais interrompue sur le gel bureaucratique qui menaçait toute révolution.

La reconnaissance du GPRA par les États communistes d'Asie m'interpellait. S'agissait-il d'une divergence entre Chinois et Soviétiques ou d'un partage des rôles ? En mars 1960, c'est cette dernière hypothèse que je retins. Pourquoi ? Alors que nous demandions à la Chine populaire de plaider en notre faveur pour que nous soyons invités en URSS, voilà que c'était la Chine qui nous invitait. Qu'en conclure ? Que l'URSS ne voulait pas se compromettre avec nous avant la conférence au sommet et qu'elle laissait le soin à la Chine d'être notre interlocuteur ? Qu'une rencontre avec les Russes demeurait possible lors de l'escale à Moscou ? Dans la perspective où cette dernière hypothèse était la bonne, je préparai le dossier du voyage de la délégation gouvernementale en Chine, dont je devais faire partie avant que le destin n'en décide autrement.

Ce travail terminé, Dahlab me confia la synthèse des rapports des sections sur la politique extérieure du GPRA. Puis, muni d'un ordre de mission signé par Krim, je partis à Ghardimaou, en Tunisie, pour discuter avec l'état-major de l'ALN des questions à soumettre aux dirigeants chinois dans le domaine de l'armement, de la formation des hommes, etc. On était en avril. À mon arrivée, j'ai remis mon ordre de mission au commandant Ali Mendjli. Ensemble nous avons évoqué les souvenirs de nos luttes passées dans la région de

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

Skikda. Il voulait savoir ce qu'étaient devenus les élèves du Lycée Luciani originaires d'Azzaba (Jemmapes), et notamment Ahcène Rahem et Abdelhamid Maatallah. J'ai compris qu'il aurait aimé les avoir auprès de lui. Nous devions nous revoir plus tard.

Entre-temps, j'avais rencontré sur mon chemin deux officiers que je connaissais, Yazid Benyezzar et Abdelhamid Brahimi. Nous avons bavardé, échangeant des considérations sur les résultats du CNRA. Je leur ai fait part de mes interrogations sur la viabilité des remaniements opérés dans l'organisation, en soulignant mon accord avec les réserves faites par Ben Khedda sur les chances d'un changement des méthodes de direction et des mœurs politiques. J'ai évoqué avec eux la discussion que j'avais eue au Caire avec Hocine Lahouel sur la nature du FLN. Krim lui avait demandé d'accepter de représenter le GPRA en Amérique latine. Lahouel déclina l'offre par une boutade : « Quand l'âne se trouve sur la pente, il ne regarde pas derrière lui. » Il estimait, en fait, que les chefs historiques du FLN bloquaient toute évolution en profondeur et que, à la fin, la crise dévorerait le mouvement comme elle avait dévoré le MTLD. Mais il se disait prêt à reprendre une activité s'il s'avérait que les cadres et les militants étaient considérés sur un pied d'égalité et pouvaient influer sur les décisions et sur le système politique.

Les changements que j'ai alors pu observer aux frontières m'ont impressionné. J'y ai vu décliner le jeu des groupes antagonistes dont l'autorité était fondée sur le recrutement et la promotion d'amis personnels. A. Brahimi, qui figurait au bureau technique aux côtés d'ex-officiers de l'armée française (Zerguini, Boutella, etc.), m'instruisit des efforts entrepris pour former une armée opérationnelle.

J'attendais que les membres de l'état-major me fixent un rendez-vous. Comme ils ne semblaient pas pressés, je suis allé à leur recherche. Enfin, dans un bureau, je rencontrai le colonel Houari Boumediène et le commandant Ali Mendjli en compagnie d'officiers de la wilaya II : le colonel Ali Kafi, le commandant Lamine Khène, le capitaine Hachemi Hadjérès et le lieutenant Mohammed Attaïlia. Ce dernier, dans le rôle de boute-en-train qu'il affectionnait, racontait à sa façon des épisodes de maquis et de coups de main. Boumediène riait aux

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

éclats en l'écoutant, mettant sa main devant la bouche selon un geste qui lui était familier.

Vint alors la discussion sur la stratégie politique du GPRA. Je l'avais introduite moi-même pour voir si les chefs militaires avaient une idée claire de ce qu'était la notion de « guerre populaire prolongée » et de ce qu'elle impliquerait dans le rapport au peuple comme dans le domaine des alliances. Je leur dis que Krim en parlait, mais peut-être sans en mesurer toutes les conséquences. Et j'évoquai les problèmes de nos rapports avec la Tunisie et l'attitude de Bourguiba à l'égard de la révolution algérienne. Je m'entendis répondre : « Bourguiba est un grand patriote pour la Tunisie et un ennemi pour nous. » Je n'avais jamais envisagé les choses sous cet angle : pour ma part, je combattais la position de Bourguiba au nom de l'unité du Maghreb et non au nom du nationalisme algérien. Mendjli haussa le ton contre moi, se fit arrogant, voire menaçant. Mais derrière ses paroles humiliantes, on décelait la manifestation d'une revanche sociale. J'ai compris qu'il me fallait mettre un terme à notre échange et je me suis retiré.

J'avais compromis ma mission pour avoir cru à la possibilité d'un échange sur un sujet important et je me demandais comment présenter les choses au ministre. J'appris plus tard que l'incident n'était qu'un prétexte : d'une part, l'état-major ne m'acceptait pas comme interlocuteur et considérait ma mission comme le fruit de la volonté de Krim de les tenir à distance ; d'autre part, Mendjli se vengeait sur moi d'un contentieux qu'il avait avec le colonel Ali Kafi (celui-ci avait demandé au GPRA une enquête sur des propos que Mendjli aurait tenus à des *djounouds*, les invitant à ne pas rentrer en Algérie). J'ignorais cela et j'étais en pleine confusion quand Ali Kafi me rejoignit et m'invita à quitter Ghardimaou au plus vite : l'état-major avait demandé mon arrestation et ma traduction devant un tribunal local. Je partis vers Tunis en compagnie d'un officier, Rachid Mediouni, qui s'y rendait. À mon arrivée, j'appris qu'un message de l'état-major général demandait des sanctions contre moi pour travail fractionnel, dénigrement de responsable et activité de nature à nuire à la révolution en connivence avec Hocine Lahouel. Je compris qu'on vivait dans un monde où tout, jusqu'à des conversations entre amis, pouvait s'inscrire en actes d'accusation…

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

Me revint aussi en mémoire le heurt, lors de la scission du MTLD, entre Lahouel et Mendjli [1]. Le ressentiment perpétuellement ressassé et le désir recuit de vengeance, voilà qui pouvait nourrir toutes les suspicions et toutes les accusations. Ce qui se montrait, c'était combien, derrière les discours impersonnels des dirigeants parlant d'intérêt général, se cachaient des investissements psychologiques complexes et obscurs. Peut-être aurais-je dû pousser plus loin ma réflexion et me dire que Freud pouvait, parfois, être d'une plus grande utilité que Marx. Mais j'avais la tête ailleurs…

Le ministre de l'Intérieur, Bentobbal, me reçut pour m'aviser que des mesures avaient été prises pour que je ne puisse pas quitter la Tunisie. J'étais mis à pied en attendant l'instruction de mon affaire et ma confrontation avec des témoins. Peu décidé à me laisser faire, je résolus sur-le-champ de rédiger un document politique offensif et de le rendre public au risque de brûler tous mes vaisseaux et de m'interdire tout retour en arrière. Cependant un entretien avec Yazid m'en dissuada : « Tu es aussi stupide que tes accusateurs, me dit-il. On a fait des statuts pour permettre à chacun de se défendre. Puisqu'ils ne respectent pas les statuts, appuie-toi sur eux. » Sa stratégie était la bonne et, sur ses conseils, j'optai pour une défense procédurière.

Le 15 avril 1960, j'adressai une lettre à Bentobbal pour attirer son attention sur le vice de forme de l'acte d'accusation utilisé à mon encontre. « La confrontation, écrivais-je, que vous avez décidée aurait dû précéder les décisions prises à mon égard. Une telle diligence signifie la prise en considération de propos rapportés contre moi avant même que la preuve ait été faite de leur véracité. » Et je poursuivais : « Les statuts du FLN n'ont guère été respectés dans cette affaire. L'article 37 y stipule que toute infraction à la discipline commise par un militant ou un responsable est sanctionnée par l'organisme dont il dépend. L'appel en matière disciplinaire n'est possible auprès de l'organisme supérieur qu'en cas de faute grave. Dans le cas me concernant, l'organisme dont je dépends a été dessaisi de l'affaire au profit des échelons supérieurs. On a ainsi présumé la nature de gravité de ma faute.

1. Voir *supra*, chapitre 4.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

Alors qu'il est dit que tous les militants sont égaux au sein du FLN, ma sanction démontre qu'il n'en est rien. »

Je restai plusieurs jours dans l'attente d'une autorisation de Bentobbal me permettant de rejoindre Le Caire. Elle me parvint la veille du départ pour Pékin de la délégation du GPRA (Krim, Boussouf, Francis, Belhocine, Benhabylès…). En mon absence, la direction de mon département avait été assurée par Benhabylès et Belhocine.

Krim me reçut brièvement pour me dire, d'un air très détendu, que mon cas serait examiné à son retour d'Asie. Je ratais un beau voyage, mais je me sentais d'autant plus rassuré sur mon cas qu'autour de moi la solidarité de mes collègues fut sans accroc et manifeste.

Depuis la réunion du CNRA, les esprits avaient évolué. Ce mouvement, auquel nous avions voué notre jeunesse par patriotisme, voulait, coûte que coûte, nous fonctionnariser et faire de nous des techniciens au service des chefs politiques et militaires. Au Caire, je rencontrais des combattants blessés ou marginalisés, aigris, ayant perdu toute foi dans la cause qu'ils servaient ; des étudiants désenchantés qui savaient qu'on se méfiait d'eux parce qu'un jour ils avaient soutenu le nassérisme contre l'islamisme d'État saoudien ; des cadres du FLN qui exprimaient leurs réserves dans des cercles fermés. À y regarder de plus près, je réalisais combien, chez la plupart, l'esprit de soumission prévalait sur l'idéal. On critiquait, certes, mais on faisait avec…

Je me décidai à un coup d'éclat : offrir ma démission. Ce n'était pas, cette fois-ci, dans l'exaltation qui avait présidé au texte-plaidoyer que Yazid m'avait fait retirer. J'étais, alors, pris dans l'ivresse de l'homme seul contre tous. Cette fois-ci, mon geste était mûrement réfléchi et j'avais la tête froide. Il s'agissait d'un acte qui devait rappeler à chacun que mes convictions étaient au fondement de mon engagement depuis le lycée, et que je n'y renonçais pas au profit d'une tranquillité administrative et d'une torpeur de fonctionnaire. J'étais un homme politique. Encore me fallait-il me mettre à l'abri d'éventuelles réactions de l'appareil. Je demandai conseil à Benyoucef Ben Khedda, Hocine Lahouel, le docteur Debaghine. J'obtins aussi l'assurance de Lotfi El Kholi, avocat et critique littéraire égyptien récemment sorti d'un camp et qui

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

dirigeait une rubrique à *Al Ahram*, qu'il me serait possible d'y développer les questions qui, selon moi, se posaient au Maghreb.

Chez le docteur Debaghine, je fis la connaissance du leader tunisien en exil Salah Ben Youssef, qui me promit qu'il interviendrait, avec l'émir Abdelkrim, pour m'éviter tout ennui avec les autorités égyptiennes. Et c'est entouré de toutes ces garanties que j'ai adressé, le 22 mai 1960, la lettre suivante à Krim.

« Monsieur le ministre,

« J'ai l'honneur de vous demander de me décharger des responsabilités que vous m'aviez confiées et d'agréer ma mise en disponibilité.

« Loin de constituer une renonciation à mes obligations de militant de la cause nationale, ma démarche exprime mon refus d'accepter la conception policière de l'action politique qui prévaut au sein du FLN. Par sa nature même, cette conception laisse une large place à la manœuvre et à l'intimidation. L'exploitation faite de l'incident que j'ai eu avec un membre de l'état-major, le frère Ali Mendjli, est révélatrice à cet égard.

« Une discussion sur les problèmes fondamentaux posés par le soulèvement révolutionnaire de notre peuple (nécessité d'une organisation d'avant-garde liée aux combattants et au peuple et dirigeant le pays de l'intérieur, rôle de l'Algérie dans le mouvement arabe pour l'unité et l'indépendance, urgence d'une stratégie politique et militaire embrassant le Maghreb arabe, lutte contre les tendances opportunistes, conditions d'une guerre de longue durée) a été déformée intentionnellement et transformée en dénigrement du CNRA, du gouvernement et du ministre des Affaires extérieures.

« La tendance de certains dirigeants à vouloir fonctionnariser les cadres, à étouffer la discussion et à confondre l'indépendance d'esprit et l'esprit de fraction ne permet ni de délimiter les ennemis intérieurs et extérieurs de la révolution, ni de mesurer la pression qu'ils exercent sur l'appareil dirigeant. Les événements de 1959 ont suffisamment démontré les dangers qui pèsent sur notre pays et, partant, sur une issue heureuse du conflit franco-algérien.

« Aucun militant conscient ne peut ignorer que les causes essentielles de nos difficultés proviennent des conditions

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

objectives dans lesquelles s'accomplit notre révolution : pays inégalement développé laissant place aux particularismes locaux, arriération culturelle des masses populaires, isolement de la révolution au Maghreb arabe et coupure brutale entre les forces vives de la révolution et de l'extérieur.

« En de telles circonstances, mettre l'accent sur le retard énorme des mots d'ordre et de l'éducation politique sur les tâches du mouvement, ne pas admettre que les militants et l'opinion algérienne soient cantonnés dans des rôles de spectateurs, d'instruments ou d'exécutants aveugles, c'est désigner les faiblesses de l'ensemble de l'organisation et non pas celles de telle ou telle personne prise isolément.

« Les convulsions qui secouent notre mouvement de libération ne datent pas de novembre 1954 et sont encore très loin de leur fin. Aussi comprendrez-vous, Monsieur le ministre, qu'aucun militant digne de ce nom ne saurait renoncer à son droit d'appréciation sur une situation qui l'intéresse au même titre que ses dirigeants et dont il est également comptable.

« Saluts patriotiques.

« Mohammed Harbi. »

Je m'exaltais à l'idée de rester fidèle à moi-même et à en prendre le risque. J'étais entré dans la résistance pour que nous devenions, avec mes frères, des hommes libres, et voici que nos dirigeants s'attachaient, au nom même de cette résistance, à nous inculquer la soumission… Je craignais, pour moi, le pire. J'étais très décidé à y faire face, mais la dissidence ouverte me fut évitée. Sur le conseil de Belhocine, Krim s'attacha à dédramatiser l'affaire. Il refusa, conformément aux statuts, de mettre mon sort à la discrétion de l'état-major, lequel avait décidé de me faire passer devant un tribunal militaire. Je crois qu'il sentait que, de façon détournée, l'état-major le visait à travers moi… Personne n'ignorait qu'Ali Mendjli était son plus implacable adversaire — au cours de l'été 1959, n'avait-il pas giflé en sa présence le commandant Idir, son principal collaborateur ?

Le gouvernement semblait, de son côté, très embarrassé. L'affaire était devenue publique : les services psychologiques de l'armée française s'en étaient emparés pour l'exploiter contre nous. Il ne faisait pas de doute qu'ils avaient des relais dans nos rangs, mais, par un nationalisme rigide ou par la

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

volonté de protéger l'appareil contre toute critique, nos services, si efficaces dans la répression de combattants, préféraient taire les ralliements, les défections et leurs effets dans le domaine du renseignement.

Je n'ai pas vécu ma mise à pied comme une sanction ou un isolement. La chance me sourit ; mon retrait m'ouvrit les portes de l'Égypte. Ce pays m'a séduit et conquis. Et depuis, je n'ai cessé de m'en souvenir et d'avoir un intérêt très vif pour tout ce qui s'y passe. J'ai très vite aimé son peuple, sa sagesse et son humour. On m'avait décrit son esprit de tolérance. C'était vrai, mais cela ne l'empêchait pas, parfois, d'avoir des explosions irrationnelles et des mouvements impulsifs de xénophobie. Ainsi, ce jour où, avec Djenett, Hocine Lahouel, Larbi Demaghlatrous et Omar Soukhal, nous avions décidé d'aller au cinéma. Un spectateur s'avisa de ne pas prendre la file et passa devant tout le monde. Protestations véhémentes de Si Larbi, suivies d'échanges peu amènes. « Ce sont des Arméniens ! » cria le resquilleur à la foule en nous désignant. Ce fut la ruée… Soukhal eut une épaule luxée, chacun eut sa part de coups mais nous réussîmes à nous en sortir parce que nos agresseurs prirent enfin conscience que nous étions non pas des Arméniens mais des Algériens. Penauds et déconcertés, ils s'excusèrent : ils avaient été abusés par un provocateur qui s'était éclipsé et qui, d'ailleurs, ajoutaient-ils avec un humour inconscient, devait être arménien… L'idée que, même si nous avions été arméniens, nous aurions été dans notre droit n'effleura personne. La honte qui les tenait était de n'avoir pas vu que « nous étions de la famille ».

De mon séjour en Égypte, j'ai tiré un bénéfice énorme. Je le dois à trois militants avec lesquels j'ai noué, dès mes premiers moments au Caire, des relations d'amitié : Ibrahim Tobbal, Lotfi El Kholi et Lotfallah Soliman.

Le Tunisien Ibrahim Tobbal, lieutenant de Salah Ben Youssef, s'était réfugié au Caire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec d'autres compatriotes du Néo-Destour, Habib Thameur et Youssef Rouissi, poursuivis pour « collusion avec les Allemands ». Il fit preuve à mon égard d'un libéralisme sans rivage et, malgré les divergences d'opinions, ne cessa de me défendre contre les *Moukhabarats*

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

et m'introduisit auprès de tous les dirigeants arabes qui avaient fait du Caire leur capitale et le centre de rayonnement des mouvements d'indépendance.

Par lui, j'ai pu rencontrer les Syriens Salah El Bitar (membre fondateur du Baath) et Akram El Hourani (vice-président de la République arabe unie), le Jordanien Abdallah Rimaoui (ministre des Affaires étrangères de Jordanie dans le gouvernement Naboulsi, en 1956), le Palestinien Georges Habache, le Libyen Salah Abusir… Auprès d'eux, j'ai appris à connaître les différentes sensibilités du nationalisme arabe, ses convergences et ses différences avec le nassérisme.

J'étais à la recherche d'un logement. Alors qu'un jour je m'entretenais avec Mohammed Odeh, journaliste d'*El Goumhouria*, le hasard me fit rencontrer Lotfi El Kholi — avec qui je partagerai ensuite bien des combats anti-impérialistes jusqu'en 1965. Grâce à lui, je trouvai un appartement à Garden-City, immeuble moderne où habitait l'écrivain Louis Awad, un des meilleurs connaisseurs de la pensée politique et sociale en Égypte, et le libraire Lotfallah Soliman. Lotfi El Kholi, comme Lotfallah Soliman, venait à peine d'être élargi de prison, où l'avaient mené ses convictions politiques. Il devait sa libération à l'intervention de Mohammed Hassanein Heykal, directeur du journal *Al Ahram* et proche conseiller du président Nasser ; Lotfi El Kholi y dirigeait désormais une rubrique culturelle avec une pléiade d'intellectuels de grand renom. Il m'introduisit dans deux milieux. D'abord un cercle politique marxisant, réuni autour de Khaled Mohieddine, membre du Conseil de la révolution, rival malheureux de Nasser et qui, au moment de l'éviction du général Mohammed Neguib, fut, pendant vingt-quatre heures, président du Conseil. Ensuite et surtout, le milieu des hommes de lettres, surtout ceux dont la plume et le talent servaient à décrire la misère de leur peuple, dans les campagnes égyptiennes : Tawfik Al Hakim, Abd Al Rahman Al Charqawi et Yusuf Idris. Tawfik Al Hakim m'invita à la représentation d'une de ses pièces, *Al Safka* (La transaction), écrite dans une langue dialectale vivante et savoureuse.

C'était un milieu passionnant que cette élite égyptienne, nourrie de culture occidentale et de culture arabe, marquée par le surréalisme, par le marxisme et par une idée mythique de la France révolutionnaire qui la faisait s'interroger sur le

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

scandale de la politique qu'elle menait en Algérie. Ils étaient, avant tout et très profondément, des nationalistes égyptiens peu sensibles aux thèmes de la nation arabe unie, persuadés de la grandeur de leur patrie et de sa civilisation plusieurs fois millénaire. Je m'amusais à me demander en quoi ils ressemblaient aux intellectuels algériens et en quoi ils en différaient. Avec plus de subtilité, ils avaient la même vanité chauvine et étaient persuadés de la supériorité d'être nés égyptiens.

Dans les années soixante-dix, après que j'ai fui en France, échappant à mon assignation à résidence après des années d'emprisonnement, je me suis rendu à Beyrouth et au Caire pour demander à des intellectuels arabes d'intervenir en faveur de la libération de Ben Bella, alors dans les geôles de Boumediène. J'ai revu Tawfik Al Hakim en présence de Yusuf Idris et de M'hamed Sid Ahmed, un journaliste de gauche. Très illustre auteur et conscient de l'être, Al Hakim venait de faire une déclaration sur l'absence de liberté sous le nassérisme. Je lui demandai d'user de son autorité morale pour interpeller la conscience arabe sur le cas de Ben Bella. Il fut embarrassé, mal à l'aise, puis, après un moment de silence, il me promit d'en parler au président Anouar El Sadate. M'hammed Sid Ahmed, qui avait arrangé notre rendez-vous, me racontera plus tard qu'après mon départ Tawfik Al Hakim lui avait reproché avec véhémence de ne pas l'avoir avisé du but de ma demande d'audience…

Mon troisième guide en Égypte a donc été Lotfallah Soliman. C'était le type même du franc-tireur, rebelle à toute organisation. Autodidacte, il était d'une immense culture et, comme beaucoup d'intellectuels égyptiens, il possédait à la perfection trois langues : le français, l'anglais et, tout naturellement, l'arabe. Passionné, exalté parfois, il était un amoureux de la polémique provocatrice et suscitait souvent le scandale au cours de nos discussions. Contrairement à ses amis de prison formés à l'école du stalinisme et engagés dans un soutien critique au nassérisme, son intelligence s'était nourrie bien plus des œuvres du surréalisme et des enseignements du trotskisme que de la vulgate stalinienne. Il avait pris le parti de l'originalité et de la marginalité dans le groupe. Sa femme, Ginette Basri, tenait salon pour lui. C'était une personne d'une grande beauté et qui savait être une hôtesse avenante et attentionnée. C'est chez eux que j'entendis parler d'un de ses amis

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

(que je rencontrerai plus tard), Ibrahim Amer, marxiste non orthodoxe, influencé par les travaux de Wittfogel sur le despotisme oriental. Contre les interprétations conformes à l'orthodoxie marxiste qui dominait alors en Europe, il s'était fait le théoricien d'un féodalisme oriental spécifique.

Dans ce salon, où nous, Algériens, étions traités avec beaucoup d'égards et d'amitié, j'ai rencontré des correspondants de presse de toutes nationalités. Parmi eux, Jean Lacouture, du *Monde*, que je reverrai souvent, Alex Johannides, de Reuter, et Faïk Dizdarevic, de l'agence yougoslave Tanyoung.

Avec sa connaissance du monde arabe et l'importance des relations qu'il y avait, ainsi qu'avec l'Occident, il était naturel que Lotfallah ait fait de sa maison et de ses réceptions un lieu de rencontres privilégié. Il vivait cette situation avec un grand naturel. Les itinéraires de nos vies se sont souvent confondus ensuite et notre amitié restera grande jusqu'à sa mort, à Paris, où le hasard des exils nous fit habiter tout près l'un de l'autre. Sa femme, toujours souriante et charmante, courageuse dans les épreuves, demeure une amie très chère.

Il n'y avait pas, au Caire, que la chaleur des amitiés. Il y avait la magie de la ville, de ses cafés dans le quartier cosmopolite du Lappas, qui servait de quartier général à Ibrahim Tobbal. On y retrouvait évidemment tout le haut personnel politique arabe, mais aussi des artistes comme Omar Chérif, dont nous avons maintes fois partagé la table, avec Ibrahim. Même à court d'argent, Ibrahim se voulait toujours l'invitant. Aussi disparaissait-il quand il était désargenté et réapparaissait-il dès qu'il pouvait se conduire à nouveau en grand seigneur.

Avec lui, avec Hocine Lahouel, j'ai déambulé dans la ville, à pied, au milieu du grouillement de la foule, du bruit des klaxons et d'une circulation chaotique. Jusqu'au jour où j'ai découvert Istanbul, je n'ai connu aucune cité islamique plus folle et plus vivante, avec des mosquées d'une splendeur extrême et d'autres d'une grande simplicité. Chaque pas nous faisait déambuler dans un espace marqué par l'histoire et les réalisations d'Ibn Tulun, des Fatimides et des Ayoubides. Le soir, on allait manger des brochettes dans le quartier d'Al Azhar : « C'est comme la rue de Tanger », disait Lahouel, nostalgique d'Alger.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

En tout dernier lieu et avant le retour de Chine de Krim, je visitai les pyramides et leurs environs. Cet intérêt tardif était-il dû à mes réticences à jouer au touriste ? À mon peu d'intérêt pour l'Égypte ancienne, celle des pierres et des morts, alors que la vie grouillante des foules me fascinait ? Ou plutôt, était-ce tout simplement le hasard des occasions ? Je ne sais. Mais je devine qu'ici il faudrait que j'écrive un couplet emphatique, semblable à celui de Bonaparte, sur les siècles qui nous contemplent du haut de ces pyramides, ou sur ces sphinx médiateurs mystérieux entre nous et l'ailleurs. Tant pis, j'en priverai le lecteur…

Je fus convié à reprendre mes activités militantes. Notons que ce n'est pas la version du président Abbas, qui, dans ses mémoires, évoque mon histoire avec Mendjli en ces termes : « Un autre intellectuel a failli subir le même sort que le regretté Abbane. Il s'agit de Mohammed Harbi, attaché au cabinet de Krim, ministre des Affaires extérieures. Celui-ci l'accusa de tenir des propos malveillants et subversifs et prit la décision de l'envoyer aux frontières pour être jugé. Nous savions ce que cela voulait dire. Le colonel Kafi m'alerta. J'eus avec Krim un long entretien et je finis par le calmer. Il se contenta d'envoyer Harbi en Afrique noire [2]. »

Certes, j'ignorais beaucoup de choses me concernant, mais il m'apparaît, aujourd'hui encore, que ce récit ne rend pas parfaitement compte de mon contentieux avec l'état-major général, ni, indirectement, de mes rapports avec Krim, ni, enfin, de mon itinéraire dans l'appareil diplomatique. Il m'a semblé que je devais rappeler ce qu'en a dit Abbas mais mes souvenirs plaident tout à fait contre ses affirmations. En effet, à son retour de Chine, Krim m'a demandé de reprendre mes activités en attendant ma comparution devant le conseil de discipline. Mon cas ne se décidait pas au niveau de Krim, mais à celui du gouvernement. Contrairement donc à ce qu'écrit Abbas, je n'ai pas cessé d'exercer diverses fonctions, prenant d'abord en charge l'intérim d'Abdelmalek Benhabylès, resté à Pékin après une opération chirurgicale faite en urgence pour cause d'hémorragie d'un ulcère d'estomac ; ensuite en assurant la direction de l'information à partir de novembre 1960.

2. Ferhat Abbas, *L'Indépendance confisquée*, Flammarion, Paris, 1984, p. 194.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

Je n'ai été avisé de ma nomination comme chef de mission en Guinée qu'au début de l'année 1961.

Entre-temps, j'ai eu à traiter, en collaboration avec Belhocine, deux dossiers concernant le président Abbas à propos de son voyage en Chine en septembre 1960, à la tête d'une délégation gouvernementale composée de Bentobbal, ministre de l'Intérieur, de Mohammed Benyahia, directeur de cabinet à la présidence, et du commandant Lamine Khène. J'ai gardé du traitement de ces dossiers un souvenir précis, parce que le chef du gouvernement n'avait pas pris en considération mon avis sur les limites de l'engagement des pays socialistes dans la guerre d'indépendance : ils étaient hostiles à l'envoi de volontaires et à l'internationalisation de la question algérienne, et nous avions à en tenir compte.

Mao Tsé-toung le dit clairement au président Abbas. Mais celui-ci insista lourdement, allant jusqu'à dire à Mao qu'il devait répondre à nos sollicitations sur ces points, d'autant plus que sa théorie sur la guerre inspirait l'armée française — ce à quoi Mao répondit que sa théorie avait été formulée à l'usage des révolutionnaires et non des contre-révolutionnaires. Notre appel aux volontaires et à l'internationalisation s'inscrivait dans une perspective tactique visant à susciter des pressions occidentales et maghrébines sur la France. Le président Abbas, par son intervention, avait laissé croire au gouvernement chinois que c'était pour nous une perspective stratégique. Le président Mao nous demanda d'écarter ce choix, mais le GPRA refusa et, aux Nations unies, la délégation conduite par Krim en octobre 1960 plaida pour l'internationalisation. Autre inconséquence du président Abbas, lors d'un passage à Budapest, il déclara finalement, contrairement à ce qu'il avait dit au président Mao, que tout cela n'était qu'une attitude purement tactique de notre part. Ce manque de cohérence rejaillissait sur la diplomatie algérienne et nous donnions l'impression de ruser avec nos alliés.

Mon avis sur nos rapports avec la Yougoslavie ne fut pas davantage pris en considération par le président Abbas. Le 13 novembre 1960, l'ambassade de ce pays à Tunis l'avisait que le GPRA était reconnu de fait depuis 1959 : on lui suggérait de l'annoncer publiquement, après quoi un porte-parole yougoslave le confirmerait à Belgrade. Ce scénario me paraissait d'autant plus étrange que les autorités yougoslaves

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

s'étaient toujours ingéniées à considérer notre chef de mission à Belgrade, Messaoud Boukadoum, comme accrédité auprès de l'Alliance socialiste et non auprès du ministre des Affaires étrangères ; et qu'en avril 1960 le vice-président du Conseil Alexandre Rankovic, évoquant la reconnaissance du GPRA, avait souligné « qu'un geste isolé de [la Yougoslavie] dans ce sens n'aurait pas une très grande portée » et que sa diplomatie s'évertuait à tenter d'entraîner avec elle l'Afghanistan, l'Inde, etc. J'ai donc conseillé à Abbas de ne pas prendre en considération la suggestion qui lui était faite [3]. Il ne tint aucun compte de mon analyse. Or, à peine eut-il fait sa déclaration que Belgrade démentait avoir reconnu le GPRA…

C'était sans doute, de leur part, une manœuvre diplomatique destinée à donner des assurances à la France. Un de nos représentants à Belgrade, Hadj Yala, demanda des explications au directeur yougoslave des Affaires d'Afrique du Nord. Sa réponse : « Le mécanisme qui avait été mis au point à Tunis et qui devait mener à la reconnaissance du GPRA a été déclenché trop tôt. Mais rien n'était changé, ce n'était que partie remise. » Je persiste à penser que nous avions été manipulés et que le président Abbas avait fait preuve d'une grande naïveté.

D'une façon générale, la ligne suivie par le FLN était loin de correspondre à la sensibilité de Ferhat Abbas, qu'il s'agisse de la politique extérieure ou de la conduite de la guerre. Comme on le faisait entrer dans des schémas qui ne correspondaient pas à ses vues, sa démarche, plus anticolonialiste que révolutionnaire, manquait de cohérence et d'esprit de suite, sans qu'il en ait une conscience claire. Mais à aucun moment il n'a songé à déroger à la discipline patriotique ou à imaginer une quelconque action critique.

Convoqué fin juillet à Tunis par le gouvernement, qui avait enfin clos l'instruction de la plainte introduite par l'état-major à mon encontre, je quittai Le Caire, accompagné du colonel Amar Benaouda. L'étude de mon cas avait été confiée à un

3. Voir en annexe, p. 401, le fac-similé de ma note à ce sujet du 28 novembre 1960 (et aussi d'une note que j'avais rédigée à la même époque à propos des critiques, justifiées, que nous adressaient les Yougoslaves pour la médiocre formation des combattants algériens blessés qu'ils accueillaient).

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

collaborateur de Boussouf, Abderrahmane Berrouane, dit Safar. Je l'avais connu dans le mouvement étudiant : nous avions fait campagne ensemble auprès des étudiants algériens de Toulouse, lors de la fondation de l'UGEMA en 1955, contre les thèses dont Belaïd Abdesslam était alors le porte-drapeau [4].

Le 25 juillet 1960, je franchis la frontière égypto-libyenne. Le voyage avait été mouvementé. Nous avions roulé en n'effectuant que de rares haltes ici ou là pour nous restaurer. À hauteur de Benghazi, nous échappâmes de peu à un grave accident : de nuit, un chariot, sans lanterne à l'arrière, se trouva sur notre chemin, son conducteur endormi sur un tas de légumes qu'il devait aller vendre en ville. Benaouda l'aperçut trop tard, mais réussit quand même à l'éviter ; l'auto dérapa puis se stabilisa en contrebas, sur un terrain sablonneux d'où nous ne nous dégageâmes qu'à grand-peine. Arrivés au poste de Ben Gardane, une surprise nous attendait. La police refusait mon entrée sur le territoire tunisien, car mon nom figurait sur une liste d'interdits de séjour. J'étais fiché comme partisan de l'extension de la guerre à la Tunisie. Après discussion avec le chef de poste, Benaouda réussit à entrer en communication avec Taïeb Mehri, le ministre de l'Intérieur tunisien, et l'interdiction fut levée, non sans que Benaouda eût donné l'assurance que je me tiendrais tranquille et qu'il s'en portait personnellement garant…

J'ai séjourné six semaines à Tunis dans l'attente d'une convocation du conseil de discipline. Le dénouement était entre les mains du président Abbas et de Boussouf. Mais le calendrier du président était, me dit-on, très chargé : le IVe congrès de l'UGEMA, la visite de la princesse marocaine Lalla Aïcha et d'autres exigences protocolaires absorbaient tout son temps. Quand je rapportai cela à Yazid, il rit et me dit : « Le ministre de l'Intérieur se lève tard l'après-midi ; le président se couche tôt vers 9 heures du soir ; le temps de travail, si tu y inclus les mondanités, en est abrégé d'autant. »

J'ai trouvé l'atmosphère à Tunis encore plus lourde que l'année précédente. L'échec des négociations de Melun (27-29 juin 1960), au cours desquelles les plénipotentiaires du GPRA — Mohammed Benyahia, directeur du cabinet

4. Voir *supra*, chapitre 5.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

d'Abbas, et Ahmed Boumendjel, directeur du ministère de l'Information — apprirent, ébahis, de la bouche de leurs interlocuteurs français les contacts entre les chefs de la wilaya IV, dont le colonel Si Salah, et le général de Gaulle pour une « paix des braves », avait tétanisé nos dirigeants.

Benyahia, avec qui je passai une soirée à écouter Alilou jouer de la *derbouka* chez Suzanne Djabali, en compagnie de Guy Sitbon et Jean Daniel, avait perdu son humour caustique qui lui permettait souvent de répondre à sa façon aux questions qu'on lui posait. Désabusé, il semblait sans ressort. Mais ce n'était qu'une apparence. Il lui restait suffisamment d'énergie pour stigmatiser la vague de panique qui régnait à la présidence.

Je n'ai jamais craint aussi fortement pour l'avenir de notre révolution qu'en cet été 1960. L'angoisse et l'incertitude de l'après-Melun étaient plus profondes à Tunis qu'au Caire, ou aux frontières de l'Est. Cela montrait que la cohorte des éléments fluctuants acquis à la révolution dans les années 1956-1957 y était la plus nombreuse. Commerçants, professions libérales, élus réfugiés à Tunis commençaient à se demander ouvertement s'ils avaient choisi le bon parti.

C'est essentiellement parmi les anciens militants du MTLD, autour de Yazid, Bentobbal et Boussouf, qu'on retrouvait des hommes qui croyaient encore que la paix était possible autrement qu'en se pliant aux conditions françaises. J'avais personnellement des doutes quant à la capacité politique des chefs de l'ALN. Mais je savais qu'il restait les forces combattantes de l'intérieur : éprouvées, morcelées par les offensives des soldats ennemis, elles demeuraient incontournables. Elles manquaient d'armes et de guides ; la mort ne cessait de décimer leurs rangs, mais elles résistaient et elles étaient ce sur quoi se heurtait sans vaincre la puissance militaire française.

Bien des hommes que j'avais connus ou côtoyés depuis 1954, en Algérie ou en France, nous avaient quittés. Les deuils se multipliaient. Les blessés, à l'hôpital Charles-Nicolle, étaient en nombre croissant. Nous étions plusieurs à leur rendre visite, sans toujours les connaître. Parmi ces blessés, se trouvait le lieutenant Mohammed Attaïlia, qui venait de perdre un bras. Je suis allé le voir avec Ali Kafi ; refoulant sa souffrance, il nous a souri comme si de rien n'était. Comment

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

imaginer alors que, cinq ans plus tard à Annaba, le 19 juin 1965, cet homme transformerait son sacrifice et son courage en une volonté de domination et de pouvoir au point de tirer et faire tirer sur des manifestants algériens, lors du coup d'État du colonel Boumediène contre le président Ben Bella ?

L'après-Melun n'a pas eu que des effets négatifs. Ce fut aussi un moment de remise en question de la politique menée à l'égard de la minorité européenne en Algérie et de l'opinion française, sans pour autant aboutir à aucune révision critique du passé. Cependant, je trouvais là quelque chose de rassurant : on pouvait évoquer des erreurs passées sans être forcément désigné d'un doigt accusateur. Malheureusement, ce n'était qu'une tactique. Les articles publiés alors dans *El Moudjahid* sur la minorité européenne, rédigés par Pierre Chaulet, n'exprimaient en réalité que les vues d'une très mince frange de l'appareil. Le déroulement du quatrième congrès de l'UGEMA, avec les joutes auxquelles donna lieu la question de la nationalité algérienne, refléta davantage les arrière-pensées de certains dirigeants.

Lors de ce congrès, mon ami — aujourd'hui disparu — Youssef Fathallah, étudiant en droit délégué des sections du Moyen-Orient, avait soulevé deux questions : la déconfessionalisation du sigle de l'UGEMA et l'inclusion d'étudiants arabophones à la direction. Son intervention recoupait, à quelques détails près, la controverse qui nous avait opposés, cinq ans plus tôt, à Belaïd Abdesslam, Ahmed Taleb, Layachi Yaker et Reda Malek. Mais cette fois, le problème était posé par des nationalistes arabes porteurs d'une culture moderne et engagés dans une lutte contre les Frères musulmans et contre l'islamisme d'État tel que celui, alors unique, de l'Arabie saoudite, et contre la politique des États-Unis.

Contrairement aux étudiants des universités françaises, ceux du Moyen-Orient, qui n'avaient pas de gages à donner sur leur identité, optaient sur le plan linguistique pour le choix de l'arabe comme langue officielle en rejetant toute formulation qui aboutirait à l'amalgame entre islamisation et arabisation. Or l'expression « arabo-islamique », à laquelle Reda Malek, son défenseur d'alors, affirmait en 1955 donner exclusivement une connotation culturelle, contenait une ambiguïté que la pratique ultérieure ne cessera d'aiguiser.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

Parmi ceux qui adhéraient à une telle formule, les uns refusaient de faire de l'islam une simple affaire de conscience : ils exigeaient la réislamisation de l'espace éducatif comme une nécessité absolue, l'apparition d'idéologies nouvelles constituant, selon eux, une menace pour la religion. Les autres voulaient une laïcisation du politique, l'islam n'étant à leurs yeux qu'une arme pour renforcer la résistance morale du peuple contre les menaces du communisme. Ce fut l'argument invoqué pour invalider l'élection d'Alice Cherki comme déléguée des étudiants algériens de RDA. En fait, quelle qu'en soit l'interprétation, la formule obligeait à définir la nationalité et la culture par le seul fait de l'appartenance à la communauté musulmane.

Ce même mois d'août, j'appris le décès de Mustapha Ferroukhi dans un accident d'avion alors qu'il rejoignait son poste d'ambassadeur en Chine. J'en éprouvai une grande peine car c'était un ami d'une qualité rare. Mais, chose étrange — le moyen peut-être de détourner mon chagrin ? —, voilà que j'en vins à me rappeler la récurrence du débat sur nationalité et culture dans notre société, et que je lui avais prêté une brochure intitulée *L'Algérie libre vivra*, un essai de clarification du débat sur le concept de nation en Algérie. C'était l'œuvre de trois intellectuels, Mabrouk Belhocine, Sadek Hadjérès et Yahia Henine [5]. Elle avait été rédigée en 1949, en pleine crise du MTLD. Cette brochure, dont les auteurs furent accusés de « berbéro-matérialisme » par la direction du MTLD, m'avait été remise après la fondation de l'UGEMA par Belhocine. Avec la mort de Ferroukhi, cette étude, qui avait disparu sans avoir connu de diffusion ailleurs que chez quelques initiés, risquait de tomber dans l'oubli. (J'en retrouverai un exemplaire dans les années quatre-vingt, toujours grâce à Belhocine ; M'barek Djilani, ancien trésorier du MTLD, en détenait une copie que je publierai en 1987 [6] avec la conviction intime que la censure de parti dont elle fut victime ne mettait pas un terme à la controverse sur les fondements de la nation algérienne.)

5. Voir *supra*, chapitre 5.
6. *Soual*, n° 6, avril 1987.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

Les occasions de rencontre surprise ne manquèrent pas à Tunis. J'y ai retrouvé M'hammed Ben M'hel qui, après avoir quitté la France, s'était installé au Maroc. Il venait d'être appelé par Yazid pour prendre la direction de l'agence Algérie Presse Service (APS), encore en gestation. Par son intermédiaire, j'ai fait la connaissance d'un journaliste anglais, Gavin Young, plus averti que nombre d'entre nous sur la situation de l'ALN à la frontière algéro-marocaine. C'est lui qui rendit publique, dans *The Observer*, la révolte du capitaine Zoubir et de ses troupes contre le commandement de la wilaya V[7]. Rien n'est plus frustrant ni plus vexant pour un militant que d'apprendre par des étrangers la vie interne de son organisation. Mais comment ne pas y voir un effet de cet esprit de secret, de suspicion et de rivalité propre à une organisation bureaucratique monopolisant le pouvoir ?

J'ai rencontré également, ce mois d'août, l'abbé Robert Davezies, de la Mission de France. J'avais fait sa connaissance en Allemagne, bien après avoir côtoyé, dans des contacts rapides, d'autres prêtres de cette même Mission : Jean Urvias, Bernard Boudouresques, ainsi que des membres de l'équipe de Souk-Ahras, Pierre Mamet et Jobic Kerlan, expulsés de cette ville pour aide au FLN.

Davezies, un « homme parmi les hommes, travaillant avec eux, comme eux », selon ses propres termes, avait publié, une année auparavant, une série de témoignages relatant les itinéraires ayant mené dix-neuf Algériens à adhérer au Front. Il sera arrêté le 29 janvier 1961 à Lyon par les inspecteurs de la DST pour avoir œuvré à un front commun entre « révolutionnaires français et algériens ». Je me souviens qu'au cours de notre conversation j'étais obsédé par la question de savoir si nous voyions la même chose, lui et moi, alors qu'apparemment nous parlions de la même réalité. Rien, en effet, de ce qui avait été mon expérience ne trouvait écho dans son ouvrage.

Je me demande encore aujourd'hui si l'engagement de chrétiens de France à nos côtés, l'adhésion au nationalisme d'Algériens convertis au catholicisme, ne rencontraient pas chez nombre de musulmans, dans leur inconscient collectif, les effets du traumatisme que supportèrent leur foi et leurs traditions du fait du prosélytisme des missionnaires et des

7. Voir chapitre précédent.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

conversions. Plus de trente ans plus tard, l'illusion d'un peuple algérien homogène et le silence fait sur la participation de chrétiens à la révolution algérienne auront sans doute rendu plus faciles les meurtres de chrétiens des années quatre-vingt-dix.

Je quittai Tunis pour Le Caire le 9 septembre 1960, après mon audition par le président Abbas. Boussouf, qui faisait partie avec lui du conseil de discipline, s'était éclipsé en prétextant un rendez-vous urgent, après m'avoir glissé à l'oreille que mon affaire était réglée. « Tu vois, mon fils, me dit Abbas, quand il faut prendre des responsabilités, on me laisse les assumer seul. » J'avais en face de moi un homme fatigué, qui m'a laissé l'impression d'être moins un dirigeant qu'un otage. Il y avait quelque chose comme une apocalypse dans le tableau qu'il me dressa de notre situation face à l'ennemi. Tout était de couleur sombre. La mesquinerie du jeu politique l'agaçait. Il en rendait responsables Ben Tobbal, Krim et Boussouf, et s'en plaignait. Il cita aussi nommément Ben Khedda et Dahlab : « Je sais qu'ils veulent me pousser vers la sortie. »

Évoquant le soutien que j'avais apporté à Ben Khedda[8], il me questionna : « Pourquoi t'opposes-tu à moi, mon fils ? » Il s'enquit de mes origines familiales, croyant — à tort — qu'il avait siégé jadis aux délégations financières[9] avec mon grand-oncle Haouès, et poursuivit : « Tu es un fils de grande famille. Nous sommes avec des gens de sac et de corde. Vivement qu'on rentre en Algérie et qu'on mette le peuple entre eux et nous ! » Pouvait-il comprendre que ce qui m'éloignait de lui, c'était justement ce sentiment de classe qu'il manifestait si naïvement et qui était à l'origine de nos divergences ?

Évoquant l'objet de ma convocation, il parla de « règlements de comptes personnels » et de « légèreté ». Je brûlais de lui demander ce que pouvait bien contenir mon dossier, mais comme la conversation ne tourna ni au blâme ni à la réprimande, je m'en suis abstenu. Je l'ai quitté avec le sentiment que le destin de l'Algérie hésitait. Dans la bataille qui

8. Voir *supra*, chapitre 8.

9. Il s'agissait en réalité du conseil général. De 1898 à 1947, les « délégations financières » étaient une assemblée qui votait le budget de l'Algérie.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

nous opposait à la France, une catastrophe pouvait toujours survenir ; il dépendait de nous d'y succomber ou de la surmonter. Abbas avait raison de se méfier du volontarisme béat et naïf de certains mais, dans la situation difficile qui était la nôtre, la foi dans le rôle essentiel de la volonté était indispensable pour mener à bien notre combat et légitimer tous les sacrifices.

J'ai regagné Le Caire en transitant par Rome plutôt que par Tripoli. J'avais décidé d'y faire une très brève escale, pour éviter les médisances. Chaque fois que j'ai eu l'occasion de passer à Rome, j'ai toujours eu plaisir d'y rencontrer Boulahrouf, notre représentant en Italie. Trop fin, trop subtil pour que sa façon de marquer sa différence fasse de lui un rebelle, il savait provoquer les confidences de nos ministres et flairer l'information qui permettait de mieux décoder les enjeux internes. J'en faisais mon profit à chacune de mes escales italiennes.

C'était la fin de l'été de cette année 1960 et je redécouvrais l'enchantement jamais épuisé du Caire. J'aimais les promenades au bord du Nil avec Djenett et Mona. Je savais que je leur imposais — que les circonstances leur imposaient — une vie décousue, incertaine, sans lieu définitif où jeter une ancre familiale. Envahi par mes engagements politiques, j'ai dû souvent être peu compréhensif à l'égard des problèmes de leur errance. Djenett, dont je ne dirai jamais assez l'élégance qu'elle avait dans ses rapports humains, me permettait d'échapper, en famille, à l'espace glacé des appareils politiques.

Je retrouvais aussi au Caire des amis rassurés sur ma situation, concluant avec optimisme, d'après le sort qui m'était fait, que le temps des enlèvements et des guet-apens était révolu.

J'ai repris mes activités à un moment où la polémique entre communistes soviétiques et chinois avait pris une forme aiguë. Des contacts, au domicile de Lotfallah Soliman, avec le journaliste yougoslave Faïk Dizdarevic et avec le journaliste bulgare Nedelcho Draganov, qui, au Caire, découvrait des lectures interdites chez lui par l'orthodoxie stalinienne, m'en avaient donné une idée avant même que la crise ne devînt publique. Grâce à eux, j'ai pu cerner le terrain du débat que le conseiller de l'ambassade de Chine, M. Li, enrobait

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

dans des exposés convenus sur le modèle chinois, la stratégie rurale forgée après l'échec de la révolution urbaine, l'élaboration d'un modèle révolutionnaire différent, etc.

Je me réjouissais de l'effritement du monolithisme stalinien. Si j'approuvais la ligne chinoise sur le tiers monde, je me démarquais de leur sous-estimation de la puissance militaire américaine, « tigre de papier » selon leurs dires. En fait, jamais je n'ai eu le moindre désir de me trouver partie prenante et engagé dans le maoïsme, alors idéologie en pleine expansion. Je dois dire que les articles de Pierre Souyri sur la Chine dans *Socialisme ou Barbarie* et les attaques chinoises contre le modèle titiste m'ont prémuni contre toute illusion quant à la naissance d'un nouvel internationalisme ou d'une nouvelle Internationale.

Au mois d'octobre 1960, le forcing effectué par notre diplomatie pour amener les pays de l'Est à épouser nos thèses avait atteint son rendement maximum. L'URSS, dont nous voulions arracher la reconnaissance, continuait à se dérober. Mais, le 7 octobre, son président du Conseil, Nikita Khrouchtchev, fit un pas en avant en recevant Krim à New York lors de la session des Nations unies, une rencontre qui fut interprétée comme une reconnaissance *de facto* du GPRA. Quelques mois auparavant, lors de son voyage en France (du 23 mars au 3 avril), le même Khrouchtchev avait pourtant émis une appréciation favorable sur la politique du général de Gaulle, malgré les démarches de la Fédération de France. Ceux qui, comme Abbas ou Bentobbal, avaient mis des espoirs excessifs dans l'ouverture vers l'Est avaient alors ouvertement affiché leur déception.

Nombre de dirigeants, qui désespéraient de l'évolution en notre faveur de la situation sur le terrain militaire, comptaient en effet sur l'action diplomatique pour résoudre notre conflit avec la France. Sachant cela, je craignais que, chaque fois que nos exigences n'étaient pas avalisées dans leur intégralité, on se pressât d'en conclure à un échec ou à un abandon, alors même que nos interlocuteurs faisaient quelques pas dans notre direction. Cette espèce d'intégrisme donnera lieu à bien des malentendus avec des partenaires pourtant bien disposés à notre égard.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

Je quittai mon poste à la section des pays socialistes le 30 novembre 1960 pour la direction du service d'information du ministère, en remplacement d'Abdelmalek Benhabylès, nommé à Tokyo. Mon travail consistait à gérer les rapports avec les agences installées au Caire et avec les journaux égyptiens, ainsi qu'à orienter les émissions de *La Voix des Arabes*, de Radio Le Caire, en direction de l'Algérie. J'avais comme collaborateurs des militants qui, à une exception près (celle de Rabah Turqui, disciple des oulémas), assureront de hautes responsabilités dans l'État algérien indépendant : Brahim Ghaffa (ambassadeur), Adda Benguettat (responsable du FLN), Ali Meftahi (premier directeur du journal *Al Chaab*), Abdelkader Benkaci (ambassadeur), Hacène Rebbani (bâtonnier de l'ordre des avocats), Lamine Bechichi (ministre de l'Information).

Ma nomination n'allait de soi que pour le cabinet ministériel, car elle était conforme aux règles d'une organisation où les attributions de postes se faisaient indépendamment de tout critère codifié. Conséquence normale de ce type de fonctionnement où népotisme et hasard jouaient leur rôle, personne ne pouvait s'empêcher de se poser la question de savoir pourquoi — ou grâce à qui — Untel (en l'occurrence moi) était promu plutôt que lui-même. J'eus ainsi quelques frictions avec Adda Benguettat, vieux militant de l'UDMA. Frictions vite surmontées, qui portaient moins sur l'orientation politique que sur notre travail d'information proprement dit.

Nous manquions de documentation et nous étions souvent embarrassés quand on nous demandait des éclaircissements sur des sujets qui n'avaient pas été portés à notre connaissance ou sur des déclarations de dirigeants qui improvisaient des réponses sans en mesurer l'impact. Notre travail se ressentait de la coupure entre l'intérieur et l'extérieur et de l'irréalisme des responsables militaires, qui ne cessaient d'inventer des accrochages toujours très lourds en pertes humaines pour l'armée française. Nous le savions et en souffrions beaucoup. Saad Dahlab a traduit à merveille notre état d'esprit de l'époque en écrivant dans ses mémoires : « Je fus souvent contraint, dans mes communiqués de guerre, de modérer l'ardeur de mes combattants. Sans ma vigilance, notre équipe aurait certainement réduit l'armée française à néant… Ce qui ne plaisait pas à tout le monde et je faillis avoir une grande

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

histoire avec un commandant de chez nous qui s'occupait de la guerre, alors que je ne m'occupais que de propagande [10]. »

Je fus amené à mieux organiser le travail de l'équipe, d'abord en instaurant des conférences de rédaction pour donner une âme collective à celle-ci. Ensuite en professionnalisant le travail de journaliste. Un accord en ce sens fut conclu avec Hassanein Heykal, d'*Al Ahram* : son journal acceptait de prendre en charge des stagiaires algériens, qui seraient suivis par Lotfi El Kholi. Les animateurs, après notre indépendance, du journal *El Chaab*, Mohammed Belaïd, Mohammed Fodil et Ali Meftahi, ont tous été formés à *Al Ahram*.

Enfin, pour couper court aux articles fantaisistes qui étaient publiés sur l'Algérie, je pris l'initiative de nouer des relations directes avec les responsables des journaux à grand tirage qui formaient l'opinion publique arabe, et plus spécialement avec Ahmed Baha Eddine (*Al Akhbar*), Ihsane Abdelkadous (*Rose el Youssef*) et Kamel Eddine Rifaat (*El Goumhouria*).

Pour faire mieux comprendre dans quelle vision politique d'ensemble nous polémiquions et quelles étaient alors mes idées générales et mes principes, j'évoquerai ce jour où, convié avec Lotfi El Kholi à un débat dont le thème était « la révolution arabe », je fus invité par Kamel Eddine Rifaat à intervenir. L'assistance comprenait nombre d'opposants aux régimes en place dans leur pays, comme Abdallah Rimaoui (Jordanie), Fouad Rikabi (Irak), Clovis Maksoud (Liban)…

J'expliquai que, selon moi, le recours à l'idée de nation n'était pas nécessaire à la réalisation de l'unité des pays arabes. La légitimité du projet restait subordonnée au contrôle des richesses, alors aux mains de capitalistes étrangers, à l'émancipation sociale des classes exploitées et au respect de la personnalité des minorités ethniques et religieuses. Les problèmes qui avaient surgi de l'existence de l'État d'Israël pouvaient trouver une issue dans le cadre d'une fédération socialiste d'États. (Rappelons qu'en 1960-1961 la Cisjordanie et Gaza, qui devaient constituer, selon une décision de l'ONU de 1948, la base d'un État palestinien, étaient entre les mains des États arabes : la Cisjordanie avait été annexée en 1950 par

10. Saad DAHLAB, *Mission accomplie*, Éd. Dahlab, Alger, 1990.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

la Jordanie et Gaza était gérée par l'Égypte depuis l'armistice de février 1949 avec Israël.)

J'ai également voulu montrer que la revendication unitaire ne pouvait ignorer la force des patriotismes territoriaux, comme le montrait la dégradation des rapports entre la République arabe unie (l'Égypte et la Syrie) et l'Irak. On ne pouvait invoquer sans cesse le caractère artificiel des frontières et oublier que toutes les frontières, partout et toujours, avaient d'abord été artificielles avant que l'histoire et le temps ne les inscrivent dans la conscience des gens. Je mis l'accent sur les dynamiques internes et le rejet de l'organisation de la société sur le mode corporatiste. Quant au rôle accordé à l'État dans la gestion du patrimoine nationalisé, il ne pouvait être, même avec la participation des travailleurs, assimilé au socialisme. Je m'appuyai sur le fait que le nassérisme avait opté pour la voie étatiste et j'évoquai une anecdote à ce sujet. Un jour, au café Lappas où j'avais rendez-vous avec Ibrahim Tobbal, je trouvai celui-ci en grande conversation avec un patron égyptien en larmes : son entreprise avait été nationalisée, ses capitaux gelés, et l'annonce en avait été faite un jour férié, ce qui ajoutait à son désarroi puisque, de ce fait, il avait été privé de toute information.

La réponse à mon exposé vint de Clovis Maksoud. Elle était axée sur la primauté du combat contre l'impérialisme et le rejet de toute lutte entre les « composantes de la nation arabe à l'exception des féodaux » (ce terme désignant l'Arabie saoudite et les émirats du Golfe). Je me sentis désarmé devant l'emphase et l'obscurité de cette intervention critique. Clovis Maksoud, qui deviendra plus tard ambassadeur de la Ligue arabe grâce à l'appui de l'Égypte, était un homme de grande culture, qui avait le goût du spectacle et dont, en politique, la préférence allait aux appareils.

Mon sentiment était que les problèmes arabes étaient alors — le sont-ils mieux aujourd'hui ? — abordés avec une grande désinvolture, dans des jeux à peine voilés d'ambitions diverses. Je compris aussi d'où venait cette puissance de conditionnement et d'exaltation du discours nationaliste arabe, mythe mobilisateur où s'exprimaient un vieux fond de religiosité et des comportements ritualistes : la duperie dont ses interprètes avaient été victimes au cours de la Première Guerre mondiale, alors qu'ils avaient cru aux promesses

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

d'indépendance faites par les Anglais et les Français pour les ranger à leurs côtés contre l'Empire ottoman, avait créé un traumatisme tel qu'il les rendait incapables de comprendre la nécessité où ils étaient d'assumer la diversité comme préalable à l'unité. L'existence d'Israël n'était pas la source de leurs divisions, mais sa conséquence.

Avec Abdelaziz Zerdani et Mabrouk Belhocine, qui, tous les deux, avaient visité Gaza, j'ai acquis la conviction que les Palestiniens n'avaient aucun intérêt à laisser leur cause devenir l'enjeu d'une surenchère unitariste et se devaient de la prendre eux-mêmes en main. C'est pourquoi, en 1963, avec Menouar Merrouche et Youssef Fathallah, et l'appui de Mohammed Khider, je serai un de ceux qui obtiendront, contre l'avis de Ben Bella et de l'ambassadeur égyptien Ali Khachaba, l'ouverture d'un bureau du Fatah à Alger, avec comme représentant Abou Meizer, que j'avais connu au Caire. Quelle qu'ait été, depuis, l'évolution du Fatah, je ne l'ai jamais regretté.

J'ai compris également que le discours anti-impérialiste était tout autre chose que ce pour quoi il se donnait : c'était un anti-occidentalisme dont les racines puisaient davantage dans la période historique de 1916 à 1920 que dans le rejet du modèle capitaliste. Le modèle communiste, lui, était plus profond. Quant à la version nassérienne du nationalisme arabe, j'avoue qu'elle n'était pas simple à décoder. Nombre de ses victimes, dont Lotfi El Kholi, se laissaient aller, après les nationalisations de juillet 1961, à un excès d'enthousiasme qui me semblait inconsidéré, espérant que ces mesures ouvraient la voie au socialisme. Peut-être retrouvaient-ils dans le nassérisme, l'écho, même déformé, de l'expérience soviétique ? D'autres, comme Lotfallah Soliman, avaient décelé la signification de mesures qui organisaient un État bureaucratique, mais ils voyaient mal le rôle que le nassérisme jouait dans la modernisation politique de l'ensemble arabe. Personnellement, je retrouvais dans ces démarches les mêmes failles que dans celles du FLN, cette incapacité d'entreprendre une critique réelle de choix lourds de conséquences pour l'avenir : le rejet du pluralisme politique, la conception des rapports entre l'État et l'islam, entre autres.

تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info - جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

Mes opinions politiques, mes réserves sur les analyses des marxistes en vue, me prédisposaient à m'intéresser au mouvement syndical, à la situation des fellahs et au mouvement des idées. J'ai retrouvé en Égypte une donnée caractéristique des pays du tiers monde : l'origine intellectuelle du communisme. Ses représentants peuplaient les camps et les prisons. Ceux d'entre eux qui cherchaient d'autres chemins que les voies prescrites par la sainte chapelle soviétique se prêtaient le plus souvent à des combinaisons factices avec des clans nassériens, ce qui ne faisait cesser en rien la surveillance tatillonne dont ils étaient l'objet de la part des diverses polices. Il faut dire que le terrain culturel était peu favorable aux idéologies nouvelles… D'où des débats sans fin, auxquels je m'associais, sur l'arabisation du marxisme, le rapport à la religion, les voies de l'enracinement. J'ai ainsi connu Muhammed Khaled Khaled, dont certains hommes de gauche attendaient beaucoup. Celui-ci, à partir d'une exégèse coranique, justifiait des mesures auxquelles les communistes égyptiens étaient attachés (réforme agraire et démocratie, entre autres). Il se dédira plus tard…

Les communistes formaient des groupes étroits, chapelles multiples d'une même religion, le marxisme soviétique, mais ils étaient sans aucune influence sur le mouvement syndical. L'histoire de ces groupes était faite de changements de sigles, de fusions et de scissions de toute sorte. Actifs dans le domaine des arts et des lettres ainsi que dans la critique littéraire, ils étaient des pourvoyeurs d'idées bien au-delà de l'espace de leurs sympathisants, wafdistes [11] voire Frères musulmans. J'ai connu, par exemple, le futur architecte du Club des Pins à Alger — la résidence des privilégiés de l'Algérie indépendante —, Mostefa Moussa, qui était de ces wafdistes.

Je n'ai pas fréquenté de Frères musulmans, mais j'ai connu Abdelmalek Odeh, professeur d'université et spécialiste du continent africain, dont le frère, Abdelkader, un des dirigeants des Frères musulmans, avait été exécuté, avec d'autres,

11. Le Wafd était le Rassemblement national égyptien de Saad Zeghloul et Nahas Pacha.

جامعة تلمسان - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte
تم تنزيل الوثيقة من www.cairn.info

à la suite de l'attentat contre Nasser en 1955 à Alexandrie [12]. Je ne suis jamais parvenu à faire parler Odeh de l'Égypte. Ce n'est pas faute d'avoir essayé. Pour mettre un terme à mon harcèlement, il me dit un jour, les yeux mouillés de larmes et la voix étouffée : « Inutile d'insister, je suis un lâche ; j'ai ma famille et celle de mon frère à charge. » Puis il se reprit et ajouta, sibyllin : « Le temps viendra où ils solliciteront Dieu d'avoir pitié de Pharaon. »

Je devais quitter bientôt l'Égypte pour l'Afrique noire. Mais auparavant, plusieurs missions me permirent de voyager dans le monde, d'élargir mon horizon et de mieux en saisir les enchevêtrements d'intérêts et de conflits. De mieux voir l'universalité de phénomènes de bureaucratisation, lesquels n'étaient pas l'apanage de l'Algérie, ni du monde arabe.

12. La renonciation de l'Égypte à sa souveraineté sur le Soudan, par l'accord anglo-égyptien du 12 février 1953 et le traité d'alliance militaire anglo-égyptien de 1954, avait provoqué une forte mobilisation du Wafd, des communistes et des Frères musulmans contre les « officiers libres » emmenés par Nasser, dans l'espoir d'entraîner leur chute.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:05 - © La Découverte

D

11

Chronique africaine

Mon passage au ministère des Affaires extérieures dura près de trois ans (février 1960-octobre 1962). Au cours de cette période, mes responsables me confièrent plusieurs missions. J'ai ainsi représenté le FLN à l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie (OSPAA) [1] et au Congrès mondial de la paix. Fin 1960, je fus nommé chef de la mission du GPRA en Guinée, où je suis resté jusqu'à la fin août 1961. Je m'absentai de ce pays en mai-juin pour participer, en tant qu'expert, aux premières négociations d'Évian avec la France.

Fin août 1961, je fus rappelé au Caire pour participer à la conférence des pays non alignés à Belgrade, du 3 au 6 septembre. Saad Dahlab, le nouveau ministre des Affaires extérieures, qui remplaçait Krim devenu ministre de l'Intérieur, fit de moi son principal collaborateur avec le titre de « coordonnateur de la direction centrale ». Il m'expliqua pourquoi il renonçait à m'attribuer le titre de secrétaire général : « Le titulaire de ce poste est nommé par le gouvernement. Or,

1. Née à la conférence afro-asiatique réunie au Caire (26 décembre 1957-1er janvier 1958), l'OSPAA peut être considérée comme le relais populaire de Bandoeng dont elle adopta les principes. Y étaient représentées des organisations politiques et non des États.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

tu sais bien que ta candidature serait rejetée par Boussouf. Tu seras donc secrétaire général mais sans le titre. »

Les années 1960-1962 furent pour moi une période de formation intensive. La complexité des rapports internationaux m'incita à suivre de plus près le rôle des acteurs et à aller au-delà des faits d'actualité et des *a priori* idéologiques, pour éviter d'être surpris par des logiques diplomatiques trompeuses, notamment dans la course à l'unité arabe, ou africaine, à laquelle se livraient les États.

Je voudrais insister ici sur l'enrichissement que m'a valu la confrontation avec des expériences et des cultures si variées à travers le monde. J'aurais pu m'enfermer dans cette sorte de certitude de soi que confère le nationalisme, mais mon tempérament me prédisposait à m'interroger et à prendre mes distances vis-à-vis de mes propres appartenances. Il y avait en moi à la fois un homme public passionné par l'Histoire et un voyageur ouvert au monde, avide d'en extraire la « substantifique moelle ».

Le message d'expérience et de confiance qui provenait du réveil de l'Afrique et de l'Asie était pour moi, comme pour d'autres, une source d'inspiration. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Contrairement à ce qu'on affirme aujourd'hui au vu de nos tragédies, le messianisme tiers-mondiste n'embrumait pas tous les cerveaux. L'illusion lyrique ne nous avait pas grisés au point de nous faire perdre de vue nos limites ni les conflits potentiels que nos sociétés portaient en elles. La douloureuse histoire du Congo-Léopoldville (Zaïre), le drame de Patrice Lumumba et de nombreux autres étaient pour nous un rappel à l'ordre. Militants marginaux, nous pensions que l'agonie du système colonial ébranlerait les fondements du capitalisme et ouvrirait la voie à une révolution mondiale. À l'opposé des idéologues populistes, nous étions convaincus que la clé de la libération se trouvait dans les pays qui disposaient d'une accumulation de potentiel productif et de richesses suffisantes pour qu'il soit possible de socialiser autre chose que la misère. L'émergence du tiers monde dans les relations internationales était, à nos yeux, un moyen de contribuer au réveil des forces anticapitalistes en Occident et dans les pays de l'Est, et de remettre la révolution mondiale sur les rails.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

De 1960 à 1962, je parcourus l'Europe (Pays-Bas, Italie, Suède, Yougoslavie), l'Asie (Inde) et l'Afrique (Guinée, Ghana, Mali, Nigeria). C'est cependant sur le continent africain que je déployais l'essentiel de mes activités. D'une certaine façon, ce continent m'était plus familier pendant les années soixante que les pays de l'Asie arabe. L'Algérie a une dimension africaine, perceptible par le métissage de ses habitants. Les populations de couleur dans le Sud algérien gardent vivace le souvenir de leurs origines. La vision qu'en ont leurs compatriotes blancs reste marquée par les idées nées de la pratique de l'esclavage, aboli par la colonisation mais encore prégnant. Les préjugés et le racisme dont étaient victimes les Noirs algériens et leurs semblables furent et demeurent l'une de mes préoccupations.

C'est à Paris que s'était faite mon initiation à l'Afrique et à ses problèmes. J'y avais noué des relations avec les militants de la Fédération étudiante d'Afrique noire française (FEANF). Cette organisation œuvrait à la radicalisation du mouvement anticolonialiste. À travers elle, j'ai vécu, en 1950-1951, les remous provoqués par la rupture entre le Rassemblement démocratique africain (RDA) d'Houphouët-Boigny et le PCF au profit d'une alliance avec l'UDSR de François Mitterrand. J'ai été témoin de la naissance des entités territoriales issues du découpage — de la balkanisation, disait-on alors — de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale françaises (loi-cadre Defferre, en 1956). Alors que nos camarades de la FEANF s'étaient divisés entre fédéralistes, panafricains et autonomistes, nous nous demandions, entre Maghrébins, si la création de la Mauritanie n'avait pas pour but, en mettant dans le même territoire d'anciens esclaves et leurs maîtres, de figer la séparation entre nos pays et l'Afrique au sud du Sahara.

De tous les pays du continent, c'est incontestablement le Cameroun qui m'était le plus proche. Au collège Sainte-Barbe, j'avais eu comme condisciple le prince Dika-Akwa, fils d'un souverain traditionnel. J'ai également connu le docteur Félix Roland Moumié. Je partageais leur idéologie anticolonialiste. Leur pays se trouvait, comme le Togo, dans une situation particulière : c'était une ancienne colonie allemande confiée à la tutelle de la France et de la Grande-Bretagne. Avec Ruben Um Nyobé, de l'Union des populations

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

camerounaises (UPC), la lutte avait pris très tôt une coloration nationaliste. Une certaine effervescence y régnait et, en mai 1955, de graves événements s'y étaient produits. J'y voyais une possibilité de convergence avec notre propre lutte. L'Histoire n'a malheureusement pas emprunté ce chemin. Le combat que mena l'UPC fut contenu avant d'être écrasé au terme d'épreuves cruelles et de la disparition d'amis dévoués à leur pays : Félix Moumié, mort empoisonné par les services secrets français, Ernest Ouandié, arrêté et exécuté à Bafoussam en 1972 et Osendé Afana mort les armes à la main.

C'est de Guinée que devait venir l'espoir. Poussé par la dégradation de la situation coloniale consécutive à la victoire du Viêt-nam et à la guerre d'Algérie, et soucieux d'un repli en bon ordre, le général de Gaulle remplaça l'Union française obsolète par la Communauté franco-africaine. De tous les territoires dominés, seule la Guinée refusa cette nouvelle formule en répondant « non » au référendum sur la Communauté, et devint indépendante le 2 octobre 1958.

Avec le Ghana de Kwamé N'Krumah, libre depuis 1957, la Guinée, dirigée par Ahmadou Sékou Touré, ancien secrétaire général de l'Union générale des syndicats d'Afrique noire (UGTAN), devint un pôle d'attraction pour les mouvements de libération et les forces d'opposition des États sous influence française. Notre pays, dont le combat avait accéléré le mouvement d'émancipation en Afrique francophone, y trouva tout naturellement un terrain propice à l'amitié où il réussit, de surcroît, à mettre la diplomatie française en difficulté. C'est du reste dans cet esprit que le GPRA désigna Omar Oussedik pour le représenter à Conakry. Un an plus tard, je lui succédais.

J'avais de la Guinée une image idyllique, brossée par mon prédécesseur et mes amis de la gauche française. J'y arrivai au lendemain d'un complot que les officiels présentaient comme un « complot de syndicalistes et d'éléments d'extraction féodale et anarchiste ». Il y en avait déjà eu un en 1960, qualifié de « complot des intellectuels tarés et des forces décadentes », attribué à un dirigeant de ma connaissance nommé Ibrahima Diallo. Il ne me fallut pas longtemps pour reconnaître dans ces pseudo-complots des manifestations de paranoïa car, dans les faits, Sékou Touré s'attaquait aux militants

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

du Parti démocratique de Guinée (PDG) situés à sa gauche et dont certains, stalinophiles, entretenaient des rapports avec l'ambassadeur soviétique Daniel Solod. Ce dernier « se prenait pour un haut commissaire dans une colonie », selon Sékou Touré qui le fit expulser. On pourrait faire une analogie — mais elle serait superficielle — avec les procès de Moscou. Ceux-ci s'inscrivaient dans un pouvoir dont la colonne vertébrale était l'idéologie, alors qu'en Guinée on n'avait affaire qu'à la folie sanguinaire d'un pouvoir tyrannique qui puisait davantage dans les traditions de notre continent que dans les avatars de la modernité stalinienne.

J'eus le triste privilège d'avoir à rectifier les idées qu'on se faisait au ministère du régime de la Guinée, sans jamais perdre de vue que Sékou Touré restait fidèle, dans les conférences africaines, à son engagement en faveur de la libération des colonies et de la politique de non-alignement. Il fut notre ambassadeur auprès du président Tubman (Libéria) et de Haïlé Sélassié (Éthiopie), et plaida notre cause auprès de ses interlocuteurs africains dont les troupes se battaient aux côtés de la France. Cela ne l'empêchait pas de mettre parfois notre cause en veilleuse quand il l'estimait utile à l'État guinéen.

J'en fis l'expérience lors d'un congrès du PDG, en août 1961. J'y étais invité, mais sans avoir droit à la parole. Étonné, je m'adressai au président de l'Assemblée nationale, Sayfullah Diallo, un Peul qui passait pour être le second de Sékou Touré. « La décision dépend du président, me répondit Diallo. Je vais vous prendre un rendez-vous. » Sékou Touré me reçut pendant une heure environ pour m'expliquer que si on ne me donnait pas la parole, c'était pour ne pas embarrasser ses invités français, Pierre Mendès France et François Mitterrand. La Guinée avait besoin de leur appui. Ces deux hommes constituaient une alternative imminente au pouvoir du général de Gaulle qui voulait mettre la Guinée à genoux. Je contestai les prévisions de Sékou Touré quant à la situation française, car elles ne tenaient pas compte de la transformation de l'échiquier politique d'alors, et je lui proposai un compromis : la lecture aux congressistes d'un message sur l'autodétermination de l'Algérie. Sékou Touré accepta ma proposition avant de me faire avertir par Siaka Touré, l'un de ses parents, qu'il se ravisait. Quelques jours plus tard, nous partions ensemble

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

au Caire pour une réunion du « groupe de Casablanca »[2] qui devait précéder la conférence du mouvement des non-alignés à Belgrade. Sékou Touré admit qu'il aurait « peut-être dû agir autrement ». J'étais face à un pragmatique, un homme à sincérités multiples, à la fois séducteur et cynique.

Mon séjour en Guinée fut de très courte durée, un semestre environ — et encore n'y étais-je pas en permanence. Une anecdote à ce sujet : à mon retour des négociations d'Évian, un agent du service du protocole se présenta à la mission pour me remettre du courrier. Il demanda à voir le chef de la mission algérienne. Je m'avançai vers lui pour prendre le courrier quand le cuisinier Nabi[3] le lui arracha des mains pour le remettre à Djenett, plus connue que moi…

Deux épisodes douloureux marquèrent mon séjour en Guinée. Le premier fut l'assassinat de l'opposant tunisien Salah Ben Youssef le 12 août 1961 à Francfort[4]. Invité au congrès du PDG à Conakry, il m'avait télégraphié la veille ou l'avant-veille afin que j'aille l'accueillir à l'aéroport. Je m'y rendis le jour convenu et — ô surprise — je vis descendre de l'avion, derrière Mendès France et Mitterrand, le ministre tunisien des Affaires étrangères, Mohammed Masmoudi, et le directeur du cabinet du président Bourguiba, Mohammed Fadel. Mon sang se glaça dans mes veines. Je voyais venir l'incident diplomatique avec la Tunisie. Regagnant précipitamment ma voiture, j'épiai les autres arrivants. Point de Salah Ben Youssef. Lâchement soulagé, j'abordai les représentants tunisiens dont la présence n'était pas prévue, puis j'en avisai le ministre guinéen des Affaires étrangères, Louis

2. Ce groupe avait été formé lors de la conférence africaine de Casablanca (4-7 janvier 1961). L'initiative en revenait au Maroc, qui l'avait convoquée afin d'obtenir un soutien diplomatique pour ses revendications sur la Mauritanie. S'y rallièrent l'union Guinée-Ghana-Mali (distante à l'égard des États africains alignés sur la France ou sur le Royaume-Uni), le GPRA, l'Égypte (soucieuse de faire partager aux Africains ses vues sur la question palestinienne) et la Libye.

3. Le siège de la mission et le personnel de service, un cuisinier et un chauffeur, étaient pris en charge par le gouvernement guinéen.

4. Exclu du Néo-Destour par Bourguiba (voir *supra*, chapitre 8), Salah Ben Youssef, en désaccord avec sa politique vis-à-vis de la France, qu'il jugeait trop conciliante, était devenu son principal opposant. Bourguiba décida de le faire assassiner au moment de la crise de Bizerte : le gouvernement tunisien avait demandé à la France d'évacuer cette base militaire, ce qui provoqua, à partir du 20 juillet 1961, un affrontement entre troupes françaises et tunisiennes qui fit de nombreux morts ; et Bourguiba ne voulait pas que Ben Youssef puisse tirer profit de cette crise contre lui.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

Lansana Beavogui. Et, en leur compagnie, je rejoignis, encore tout remué et perplexe, notre mission. Peu après, le protocole prenait en charge les deux Tunisiens, qui furent hébergés à l'Hôtel de France.

Une heure ne s'était pas écoulée que Mohammed Fadel, fébrile, bouleversé, le visage pâle, réapparut à la mission. « Connais-tu la nouvelle ? » me demanda-t-il, haletant, la voix presque étouffée. La tension provoquée par la crise de Bizerte n'était pas encore retombée, et c'est d'abord à ces événements que je pensais quand Fadel m'annonça l'assassinat de Ben Youssef.

« Tout le monde va croire que nous sommes les commanditaires de ce crime, poursuivit-il.

— Qui d'autre, alors ? » ai-je hasardé.

La tête en ébullition, j'imaginais la détresse de sa femme Soufia, si prévenante à l'égard des exilés algériens. Je m'en voulais d'être aussi loin à un moment où ses amis auraient dû être présents pour la réconforter.

Le second épisode fut l'échec de l'union entre la Syrie et l'Égypte. Je me préparais à quitter définitivement Conakry quand tomba la nouvelle d'un coup d'État militaire proclamant l'indépendance de la Syrie, le 28 septembre 1961. En observant la situation faite aux fonctionnaires syriens attachés à l'idéal unitaire — j'en avais un sous les yeux : Nadim Kodmani, conseiller à l'ambassade de la RAU —, j'avais le pressentiment que l'hégémonie égyptienne ne pourrait durer longtemps. Sentimentalement, il m'était pénible d'accepter cette séparation, car je réalisais que l'idée d'union arabe venait de recevoir un coup mortel.

Revenons à mon expérience africaine. La découverte de l'Afrique réelle — et non celle des élites intellectuelles que j'avais rencontrées à Paris — me fit prendre conscience de l'ambiguïté des relations entre le monde arabe et l'Afrique. J'imaginais que l'hypothèque qui pesait sur l'Afrique avait pour origine la traite des esclaves[5] et la condition faite aux Noirs africains. Mais j'oubliais le poids du panafricanisme

5. Soulignons, avec Yves Lacoste, qu'on passe souvent sous silence, par solidarité avec l'Afrique, le fait que ce sont des appareils négriers africains qui ont organisé cette traite (Yves LACOSTE, *Questions de géopolitique*, Le Livre de poche, Paris, 1988, p. 222.)

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

dans sa version originelle, qui limitait le champ de l'africanité aux seules populations noires.

Autre ambiguïté : le rapport à Israël. Alors que nous faisions du sort de la Palestine une question primordiale, bien des dirigeants africains avec qui je m'en suis entretenu tendaient à penser que le sort des juifs était identique à celui des Noirs, les uns et les autres étant victimes du racisme. Ils voyaient aussi dans les juifs des coopérants capables d'apporter aux Africains une aide efficace sur différents plans.

L'appel des diplomates arabes à la solidarité islamique avait rarement, dans les années soixante, l'écho qu'ils en attendaient. Il faut dire qu'ils donnaient souvent l'impression de ne s'intéresser qu'à eux-mêmes. Ainsi, l'Égypte possédait des diplomates de grande qualité, mais ceux que je rencontrais en Guinée ne donnaient pas de leur pays une image attrayante : ils ne comprenaient pas l'originalité de l'islam dans ce pays ni la stricte neutralité de l'État face aux différentes confessions. Ils réduisaient le christianisme à l'histoire de sa pénétration dans les sociétés africaines, sans même se rendre compte que le refus de subordination dans ces sociétés rongeait les Églises de l'intérieur.

En 1960, il était évident que les colonies françaises d'Afrique étaient sur le chemin d'une décolonisation par étapes. Il n'en allait pas de même pour les colonies portugaises, où les forces favorables au changement rodaient encore leurs armes. Dans la capitale guinéenne, on pouvait faire connaissance avec les futurs dirigeants de la Guinée et du Cap-Vert (Amilcar Cabral), de l'Angola (Mario de Andrade et José Eduardo Dos Santos), du Mozambique (Marcelino Dos Santos) et de Goa (Aquino de Bragança). Ces intellectuels avaient mis en place une coordination des mouvements anticolonialistes de l'empire portugais, la CONCP, qui regroupait le MPLA (Angola), le PAIGC (Guinée et Cap-Vert) et l'UDENAMO (pour le Mozambique ; le FRELIMO n'existait pas encore, les organisations dont il est issu n'ayant fusionné qu'en juin 1962). Liés à des partis portugais hostiles à la dictature de Salazar, les intellectuels des colonies portugaises allaient mener un long combat avant de parvenir à leurs fins. Les uns reprenaient le vocabulaire de la lutte des classes, d'autres considéraient que la classe d'avant-garde, c'était la petite bourgeoisie.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

Amilcar Cabral appartenait à cette dernière catégorie. La question de savoir si cette petite bourgeoisie aurait un destin bourgeois ou se mettrait au service des classes populaires ne cessait de le préoccuper. Il ne se résignait pas à l'idée d'une « classe nouvelle » en formation, dont la configuration et la fonction sociale, à mon avis, éclairaient mieux la dynamique politique. Peut-être que les scories idéologiques dont le stalinisme imprégnait le marxisme africain empêchaient une telle analyse de s'imposer.

Avec les dirigeants de la CONCP, je passai des journées mémorables à débattre des mécanismes du pouvoir en Afrique, des tendances réelles des groupements régionaux engagés dans la course à l'unité africaine, le « groupe de Casablanca » et le « groupe de Monrovia »[6]. Nous estimions que si l'on distinguait les États selon un seul critère — leur attitude vis-à-vis de la colonisation —, on favoriserait les interprétations idéologiques qui transfigurent et déforment la réalité et on désorienterait les forces de progrès. La lutte contre le discours des élites sur la nature des États qu'elles dirigeaient était indispensable à nos yeux au regroupement des éléments radicaux du continent.

Indispensable aussi était la lutte contre les schémas réducteurs, dont voici un exemple : fort de l'estime qu'il portait aux forces angolaises engagées contre le salazarisme, Frantz Fanon avait recommandé au ministère de soutenir Roberto Holden, leader du FLNA et représentant, selon Fanon, de la paysannerie, contre le MPLA d'Agostinho Neto, alors emprisonné, que Fanon qualifiait de « représentant du mouvement urbain ». En réalité, le premier s'identifiait aux Bakongos et le second aux Mbundus et aux créoles de Luanda, capitale de l'Angola. Il me fallut rectifier cette erreur.

Dans les mouvements de résistance des colonies portugaises, il existait des tensions entre métis et Noirs, en compétition pour le pouvoir, que je ne percevais pas. À mon tour, je manquais de discernement. Ce furent deux ministres guinéens — Ismaël, le demi-frère de Sékou Touré, et Fodeba Keita, plus connu comme directeur des ballets guinéens que

6. Issu d'une conférence réunie dans la capitale du Libéria en mai 1961. Boycottée par le « groupe de Casablanca », cette conférence révéla une faille entre États francophones et anglophones sur la question algérienne.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

comme homme politique — qui attirèrent mon attention sur l'antagonisme créoles-Noirs dont Amilcar Cabral serait victime. (En janvier 1973, j'étais en résidence surveillée en Algérie quand j'appris la mort tragique de ce dernier, qui m'arracha des larmes de rage. Gérard Prunier dit vrai quand il écrit : « Les Africains ne valent ni plus ni moins que le restant des hommes, et leur demander l'énorme révolution [...] dont leur continent a besoin en exigeant que tout cela se passe proprement et sans violence, c'est faire vraiment bon marché des processus historiques qui se sont déroulés ailleurs [7]. »)

J'ai compris en Afrique combien les schémas idéologiques issus du marxisme et des théories de la modernisation en général étaient lourds d'eurocentrisme. Ils ne tenaient pas compte de la diversité et de la complexité des choses : l'incertitude des entités nationales consécutive à des tracés de frontières arbitraires, la partition des ethnies et leur multiplicité dans le cadre de l'État territorial, le système de patronage, le clientélisme...

En 1960, l'euphorie nationaliste occultait quelque peu tous ces problèmes, mais on les voyait déjà surgir, au Congo et ailleurs. En Tunisie, au Maroc, et plus tard en Algérie, j'ai observé les signes précurseurs de la décomposition des groupes radicaux formés dans les universités françaises et leur ralliement à des directions dont ils avaient combattu l'orientation.

Mais comme la vie ne se réduit pas à sa dimension politique, j'ai aussi connu en Guinée le charme exotique de l'Afrique, avec son côté ludique et, malgré les embarras de la vie quotidienne, une certaine joie de vivre. Je me souviens du jour où, dans l'attente d'un rendez-vous avec le président Sékou Touré, je fus avisé par le service du protocole que le président allait me recevoir... Où ? Dans un bal populaire où se côtoyaient diplomates, ministres, hauts fonctionnaires et gens ordinaires. Triés sur le volet ? Peut-être, mais il aurait fallu être initié pour s'en apercevoir. Je m'y rendis donc avec Djenett. Sékou Touré me souhaita la bienvenue, me mit sa cavalière, Mme Beavogui, dans les bras et entraîna Djenett sur

7. Gérard PRUNIER, « Violence et histoire en Afrique », *Politique africaine*, n° 42, 1991, p. 13-14.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

la piste. Il me présenta ensuite Mmes Camara Bangoura et Camara Loffo, respectivement membre de la direction du PDG et ministre. Je constatai qu'en dépit de la tradition patriarcale les rapports entre les sexes étaient moins rigides que dans les autres sociétés musulmanes…

Ai-je prévu le devenir de l'Afrique, les tyrannies dont elle allait pâtir, les guerres intestines qui la meurtrissent aujourd'hui ? Faut-il considérer la somme de dévouements et de sacrifices des militants anticolonialistes comme une traite payée pour l'accès au pouvoir et à ses privilèges ? Ce serait trop simple, trop injuste. Le destin de la génération des libérateurs devait dépendre de facteurs qu'ils ne maîtrisaient pas. Les multiples écoles issues du marxisme prévoyaient la formation, après les indépendances, d'une nouvelle stratification sociale, d'un nouveau système de domination. Pour se situer par rapport à celui-ci, il fallait en étudier l'émergence et déterminer sa capacité à transformer la société.

Pour ceux qui ont vécu la longue marche de l'Afrique vers son autonomie, il saute aux yeux que l'État est le lieu primordial d'où sont issus les nouveaux maîtres, dont l'arrogance, le style d'autorité, les privilèges rappellent parfois, en pire, ceux du colonisateur. On sait que les sociétés de notre continent, noires ou blanches, négro-africaines ou albo-africaines — comme disait Léopold Sedar Senghor —, devaient affronter la pauvreté et la misère, qu'elles connaîtraient des secousses politiques avant de parvenir au seuil de la stabilité. Personne ne pouvait prévoir les drames et la violence du Rwanda, du Zaïre, du Libéria, de l'Algérie… Il eût fallu, pour les imaginer, se pencher plus sérieusement que nous ne l'avons fait sur ce qui nous a conduits à la servitude, et renégocier les fondements du lien social pour forger de nouveaux équilibres.

Ces deux questions, les mouvements nationalistes les ont éludées. Elles se sont imposées brutalement à nous à l'OSPAA, au moment de l'effondrement du Congo et de l'assassinat de Patrice Lumumba, divulgué le 13 février 1961. Au lieu de parler des Congolais et de leur capacité à prendre en main leur destin, les intervenants choisirent de parler de l'ONU, des Belges et de tous ceux qui se précipitaient au Congo pour en faire le champ de leurs propres ambitions et de

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

leurs luttes. Les causes externes furent abusivement privilégiées, au détriment des causes internes. Le poids et le mode d'intervention du passé dans les luttes entre Congolais étaient évacués des séances publiques. On en parlait, mais en coulisse.

À l'heure où le Congo s'enfonçait dans la catastrophe, des membres du comité exécutif de l'OSPAA commencèrent, avec le leader marocain Mehdi Ben Barka, à réagir aux conséquences, sur les mouvements de libération africains, de la déstabilisation due à la rivalité sino-soviétique. C'est pour lever cette hypothèque, qui paralysait le fonctionnement de l'OSPAA, que s'imposa une idée en germe depuis longtemps : la convergence des trois continents — Afrique, Asie, Amérique — dans la lutte contre l'impérialisme.

Les dirigeants de l'OSPAA ne lui donnaient pas tous la même signification. Ben Barka, qui s'était entretenu, avant le lancement du projet, avec deux éminentes personnalités d'Afrique orientale, toutes deux marxisantes — Odinga Oginga et Oscar Kambona —, estimait qu'en intégrant les réseaux fidélistes d'Amérique latine, plus indépendants, croyait-il, à l'égard de l'URSS et de la Chine, dans un large mouvement, les organisations africaines accroîtraient leur marge de manœuvre. D'accord avec lui sur ce point, je n'ai cessé de lui apporter mon soutien jusqu'à mon emprisonnement en 1965.

Mehdi Ben Barka était mon ami. Notre première rencontre remontait à l'été 1958, à l'ambassade du Maroc à Bonn. Il était alors président de l'Assemblée nationale marocaine. Au moment où je le quittais, il m'entendit dire à son frère Abdelkader que j'allais à Francfort. J'y avais rendez-vous avec Michel Raptis, qui voulait m'entretenir de ses projets avec la Fédération de France [8]. « J'y vais, déclara Ben Barka, je peux t'y déposer. » Au cours du voyage, nous échangeâmes nos vues sur le Maghreb. Il se dit intéressé par mon approche, qui mettait l'accent sur des projets économiques et éducatifs communs. Nous nous revîmes deux ans plus tard au Caire, puis au Liban, où une tournée nous amena à Saïda, à Tripoli et enfin à Mokhtara, chez le leader druze Kamel Joumblatt.

Ensemble, nous nous rendîmes, en mars 1961, à New Delhi, à une réunion du Mouvement de la paix où j'eus un sérieux

8. Il s'agit d'un projet de fabrication de fausse monnaie.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

accrochage avec Ilya Ehrenbourg. L'auteur du *Dégel* avait eu, dans sa réponse à un Africain promaoïste, ce mot malheureux : « L'Union soviétique enlève le pain de sa bouche pour vous le donner. » Il fallut toute l'autorité morale du poète turc Nazim Hikmet pour apaiser ma colère.

Mes échanges avec Ben Barka étaient fréquents. En décembre 1961, il m'invita chez lui à Chambésy, en Suisse[9], et m'associa à l'élaboration de son *Option révolutionnaire au Maroc* (c'est à cette époque que je fis, chez lui, la connaissance de l'historien marocain Abdallah Laroui). Mehdi Ben Barka était un homme d'action et un intellectuel d'une grande agilité d'esprit. Il avait compris une chose qui, sans qu'il s'en aperçoive immédiatement, l'éloigna du personnel politique à l'origine du mouvement nationaliste : son expérience le conduisait à voir les obstacles au changement non pas comme de simples forces d'inertie ou des hommes à éliminer, mais comme des forces sociales organisées. Il avait conscience de la responsabilité qui pesait sur l'intelligentsia et consacra une partie de ses efforts à lui faire combler le fossé existant entre elle et le peuple. Son assassinat, en 1965, a une explication : ce fut la suppression d'une alternative politique. Le Maroc attendait beaucoup de Mehdi. Nous aussi. Un crime nous l'a ravi. Il manque à nos espoirs.

Il me faut maintenant revenir à mon rôle de « coordonnateur » de la direction centrale du ministère des Affaires extérieures. D'une certaine manière, j'inaugurai ma nouvelle fonction à la conférence des non-alignés de Belgrade, début septembre 1961, où je restai quasiment enfermé dans une villa d'hôte en compagnie du président Ben Khedda. Pendant qu'il recevait les délégations étrangères ou s'entretenait avec les chefs d'État, je rédigeais le discours qu'il devait prononcer.

Mabrouk Belhocine avait bien préparé le terrain. Il obtint que nous puissions participer à cette conférence, ce qui ne fut pas facile, et sut mettre en mouvement nos alliances pour surmonter les réticences de l'Inde. Nous étions informés des reconnaissances nouvelles dont allait bénéficier notre

9. Où il s'était exilé en février 1960, suite à l'arrestation de dirigeants de l'UNFP accusés de préparer un complot contre le prince héritier Hassan.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

gouvernement [10] et de l'appui que nous apportaient les non-alignés sur la question de l'appartenance du Sahara à l'Algérie. Notre délégation était imposante par le nombre comme par la qualité des participants. Nos premiers diplomates, Yazid et Benyahia, firent le déplacement. Mais tous les membres de la délégation ne furent pas mis à contribution de la même manière ; Lakhdar Brahimi, par exemple, l'un de nos plus anciens diplomates [11], dont les activités couvraient le Sud-Est asiatique, connut une surcharge de travail.

À la veille d'une difficile partie diplomatique avec la France, les négociations continuaient. Le rôle que jouaient les relations internationales dans l'issue de la guerre apparut avec éclat. Le président Ben Khedda fut traité sur un pied d'égalité avec les autres chefs d'État, qui lui firent un triomphe. Je quittai la Yougoslavie avec un pincement au cœur : de ce pays, je n'ai pratiquement connu que la salle de conférence et l'aéroport, les circonstances ne se prêtant pas au tourisme. Je ne pus me rendre à Sarajevo chez le journaliste Faïk Dizdarevic, comme il m'avait invité à le faire.

La nouvelle direction du ministère se mit en place au mois de septembre 1961. Le service des finances mis à part, elle fut totalement renouvelée. Y entrèrent Abdelmalek Benhabylès, rappelé du Japon ; Lakhdar Brahimi, rappelé d'Indonésie ; et Abdelaziz Zerdani, qui assurait auparavant le secrétariat de Krim. La représentation extérieure fut remaniée, rajeunie et allégée [12]. Sur proposition de Lakhdar Brahimi, notre action diplomatique en Malaisie, à Singapour, en Indonésie et au Japon fut confiée aux comités de solidarité avec l'Algérie et supervisée directement par l'administration centrale. Notre champ de travail n'avait plus la même surface qu'au temps où Krim dirigeait le ministère. Le chef de la diplomatie, Saad Dahlab, suivait les négociations avec la France et ne siégeait

10. Celles du Pakistan, du Cambodge, de la Yougoslavie, de l'Afghanistan et du Ghana.

11. Envoyé par le mouvement étudiant en 1955 pour assister à la conférence de Bandoung, il devait rester en Indonésie jusqu'en 1961.

12. De nouvelles nominations furent soumises au gouvernement, qui les ratifia. Tewfik Bouattoura fut nommé à Accra, Messaoud Aït Chaalal à Beyrouth, Hassan Aziz à Bonn, Chérif Guellal à Londres, M'hammed Yala à Prague, Layachi Yaker à New Delhi, Mohammed Ksouri à Bagdad, Mabrouk Belhocine en Amérique latine. Le gouvernement nomma de son propre chef Ali Kafi au Caire, en remplacement de Tewfik El Madani.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

plus au Caire. Et le plus souvent, nos relations avec nos alliés étaient assurées par les ministres siégeant à Tunis ou à Rabat, où le gouvernement s'était installé quelque temps pour échapper aux pressions tunisiennes sur le tracé des frontières. La fin de la guerre approchant, cette question était en effet devenue une préoccupation majeure. Le décalage entre notre politique et notre attitude officielle sur l'unité du Maghreb posait un problème.

Dans un rapport transmis à Saad Dahlab en avril 1962, j'écrivais : « La solution du problème algérien laisse intacts les problèmes des frontières que nous avons avec le Maroc et la Tunisie. La manière dont a été résolue la question saharienne fait de nous les associés de fait de la France. Il nous faut donc, en utilisant les accords franco-algériens, trouver une formule de participation des deux autres pays maghrébins à l'exploitation des richesses sahariennes. Sans cela, nous contribuerons à renforcer les particularismes nationaux au bénéfice de l'impérialisme français. Le problème de nos relations avec la Tunisie et le Maroc doit être abordé sans délai à la lumière du contentieux frontalier existant, et dans la perspective de l'unification du Maghreb arabe. » Mais au lieu de s'orienter dans la voie de la construction par étapes d'une communauté économique, les directions algériennes, à l'instar de leurs voisins, ont préféré utiliser le contentieux frontalier comme moyen d'affirmation nationaliste et de consolidation d'appareils d'État.

Une conversation avec le ministre marocain des Affaires étrangères, Ahmed Balafrej, en janvier 1962, devait m'édifier sur ce point. Nous avions tous deux participé à une réunion des ministres des Affaires étrangères du « groupe de Casablanca », qui s'était tenue à Accra sous la présidence de Kwamé N'Krumah [13] pour débattre de la réponse à donner au « groupe de Monrovia », lequel proposait une réunion panafricaine, sans le GPRA, à Lagos. D'un commun accord, nous avions décidé de donner une réponse négative au « groupe de Monrovia ». Mais la décision ne fut pas facile à emporter : le représentant du Ghana me semblait hésitant, celui de l'Égypte

13. Y participèrent Ako Adjei (Ghana), Louis Lansana Beavogui (Guinée), Barema Bokoum (Mali) et Mahmoud Fawzi (Égypte), ainsi que moi-même.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

resta silencieux. Figé comme une statue, N'Krumah ne sortit de sa réserve qu'une fois la décision prise.

À Mopti, où le ministre malien nous avait invités, je demandai à Balafrej quelle suite le Maroc entendait donner au protocole d'accord du 30 mai 1960 entre Mohammed V et le GPRA. Il me répondit par une question : « Transigeriez-vous sur l'héritage de vos ancêtres ? — Avec mes frères, oui », dis-je. L'échange s'arrêta là…

En refusant l'enfermement algérien, nous visions à permettre aux États du Maghreb d'éviter une dépendance accrue vis-à-vis des grandes puissances. Malgré les difficultés quotidiennes, nous restions lucides sur les options à long terme.

Le gouvernement algérien ne cédait pas à la facilité uniquement sur le plan politique. Dans la gestion de son personnel, il lui arrivait de ne pas respecter les normes qu'il avait lui-même édictées. Saïd Arab, directeur des services financiers, militant d'une grande rigueur, avait, à l'issue d'un contrôle, trouvé que certains chefs de mission avaient commis des indélicatesses. Nous les portâmes à la connaissance de Saad Dahlab et demandâmes des sanctions : il fallait cesser de recycler indéfiniment les protégés de Boussouf… Mais nous n'avons rien obtenu. Le 15 février 1962, la direction centrale du ministère lui présenta sa démission. Elle ne fut pas acceptée.

À la veille d'un accord avec la France, nous reprochions également à Dahlab de ne pas nous tenir au courant de l'évolution des négociations, comme l'avait fait Krim en mai-juin 1961. Je connaissais, en gros, le dossier — que j'avais recopié à la main — des premières négociations, auxquelles j'avais assisté en tant qu'expert [14]. À dire vrai, nous n'avions pas alors abordé le fond des problèmes. Ma présence me permit en tout cas de situer les divergences au sein de notre délégation.

Je garde en mémoire les propos aigres qu'échangèrent Francis et Dahlab à table : le premier, souple ; le second,

14. La commission des experts était composée de Mohammed Bedjaoui (désigné par la présidence), Yazid Zerhouni et Mohammed Merzoug (MALG), Hassan Aziz et moi-même (Affaires extérieures), Mostefa Belloucif (état-major général). Dahlab m'en avait confié la présidence.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

intransigeant sur la question de l'appartenance du Sahara à l'Algérie ; le pessimisme de Kaïd Ahmed et d'Ali Mendjli, qui espéraient sans doute que la discussion porterait sur le transfert du pouvoir au GPRA ; la panique qui s'empara de nous quand Louis Joxe proposa de s'entretenir en tête à tête avec Krim. Celui-ci, se confiant volontiers à Hassan Aziz, entra dans la chambre d'Aziz, où je me trouvais également à la veille de l'interruption des négociations : « Trouvez une solution, vous les intellectuels, dit-il dans un demi-sourire. Il ne faudrait pas qu'on retourne à Tunis les mains vides. On va y retrouver les vaticinations d'Ouamrane, Sadek et les autres… »

De cette époque lointaine, je garde un souvenir ému. Plus que le cessez-le-feu ou la proclamation de l'indépendance, l'arrivée à Genève ce 18 mai 1961 fut l'un des plus beaux jours de ma vie. Nous étions arrivés à bon port. Comme je l'ai dit à Dahlab, « il n'y aura plus de Melun. Il ne faut pas s'attendre à conclure maintenant, mais nous ne cesserons de revenir à la table des négociations jusqu'à leur conclusion ».

Autre jour de bonheur : le 5 février 1962. Dans un discours radiodiffusé, le général de Gaulle déclarait alors : « Nous approchons de l'objectif qui est le nôtre […]. Réaliser la paix et aider l'Algérie à prendre en main son destin en y aménageant aussitôt l'exécutif provisoire et en nous tenant prêts à reconnaître ce qui ne manquera pas de sortir de l'autodétermination, c'est-à-dire un État souverain et indépendant. » Au Caire, Lotfi El Kholi m'apporta la dépêche qui en faisait état : « C'est fini. Vous avez gagné. Viens ! On va faire la fête ! »

C'était vrai. Les accords d'Évian prévoyaient une période transitoire de six mois (qui sera en fait abrégée, le référendum d'autodétermination ayant lieu le 3 juillet), au cours de laquelle un « exécutif provisoire » doté d'une force armée, la « Force locale », assurerait l'administration de l'Algérie. Le FLN y était présent [15]. Nous avions entre nos mains trois

15. Cet « exécutif provisoire » de douze membres, mis en place le 7 avril, était composé de trois Européens et neuf Algériens, dont cinq membres du FLN, Abderrahmane Farès, Belaïd Abdesslam, Abderrazak Chentouf, Mohammed Benteflifa et le docteur Chawki Mostefaï. Il était présidé par Abderrahmane Farès, lequel n'avait pas toute la confiance du GPRA, car il était l'expression de cette « troisième force » tant décriée par l'ALN. De fait, le président de l'exécutif provisoire se trouvait politiquement sous l'autorité du docteur Chawki Mostefaï.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

atouts : le groupe FLN, les wilayas et l'armée extérieure. Mais l'euphorie de la victoire ne dura pas longtemps. Nos dissensions allaient bientôt éclater au grand jour.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:07 - © La Découverte

D

12

Face à l'implosion du FLN

La libération tant attendue ne s'annonçait pas sous les meilleurs auspices. Alors que la France n'en avait pas encore fini avec la dissidence de ses militaires engagés dans l'OAS (Organisation de l'armée secrète), le GPRA voyait se profiler celle des nôtres. Contrairement aux apparences, le conflit concernait au premier chef les acteurs militarisés : d'un côté, le triumvirat, Krim, Bentobbal, Boussouf ; et, de l'autre, l'état-major général (EMG) aux commandes de l'armée des frontières, en Tunisie. L'enjeu en était, bien évidemment, le pouvoir. Dans ce conflit, les civils n'étaient que des comparses mais, la neutralité n'étant pas tolérée, chacun était appelé à s'aligner sur un clan ou sur un autre sous peine d'être pénalisé par le vainqueur.

Comme dans la crise du MTLD, la compétition entre les chefs militaires, d'abord circonscrite au sommet, gagna progressivement tous les échelons. Elle commença sous le gouvernement Abbas, se durcit au CNRA d'août 1961 qui porta Ben Khedda à la tête du GPRA et aboutit au cours de l'été 1962 à l'implosion du FLN. L'émergence de l'EMG comme faction concurrente du triumvirat a vu le jour à la suite de la fusion entre contingents des wilayas. Cette opération menée tambour battant à l'occasion de la réunion du CNRA de décembre 1959-janvier 1960, en un laps de temps très

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

court, donna la preuve de la capacité de ses chefs à rassembler des forces régionales et à les discipliner.

Un intérêt plus prononcé pour les questions idéologiques et l'organisation de la société future s'affirmait chez les officiers et l'armée prenait conscience de sa fonction de creuset national. Le colonel Boumediène et ses collaborateurs réussirent à l'extérieur ce que le colonel Amirouche avait vainement projeté à l'intérieur. À la recherche d'un modèle, l'EMG chercha, dans le panel des révolutions du tiers monde, une expérience dont le déroulement se serait accompli sous une direction non communiste aux mains d'acteurs politiques militarisés. Cuba incarnait alors cette expérience. La question de savoir si ces acteurs seraient les serviteurs d'un appareil d'État sous l'autorité des civils ou ses maîtres était implicitement tranchée : la présence des civils au sommet était admise à la condition que le rôle prépondérant des militaires ne soit pas remis en cause.

Mais l'essentiel, dans l'immédiat, était de renforcer le rôle de l'armée. Dans les premiers mois de 1961, l'EMG instaura la conscription et enrôla des milliers de réfugiés. Mais il lui fallait aussi des éléments éduqués pour les encadrer et pour étoffer ses services spécialisés. En vertu du principe de l'organisation de l'Algérie en nation belligérante, il demanda au comité interministériel de la guerre (CIG) [1] la mobilisation des étudiants. L'argument avancé était de les soustraire à l'influence du marxisme, du nassérisme et du baathisme… Le ministre des Affaires sociales, Abdelhamid Mehri, dont dépendait l'UGEMA, ne voulait pas céder aux desiderata de l'EMG, mais la Fédération de France vint à son secours. De France, des dizaines d'étudiants furent acheminés vers les frontières. Tout se passa comme si la Fédération de France était une zone de compétence particulière, échappant aux décisions du centre.

Début 1961, l'EMG pouvait, certes, présenter de son action depuis un an un tableau flatteur, grâce à la reprise en main musclée des troupes stationnées aux frontières, qui avaient

1. Instance (dirigée par Bentobbal, Boussouf et Krim) ayant remplacé le ministère des Forces armées au sein du GPRA, suite au CNRA de décembre 1959-janvier 1960 (voir *supra*, chapitre 9).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

gagné en cohésion et en efficacité. Mais qu'en était-il de sa mission de faire entrer en Algérie des troupes et des armes ? Car les combattants de l'intérieur, peu au fait des questions techniques posées par la ligne Morice et succombant devant un ennemi bien armé, s'estimaient sacrifiés et trahis pour des raisons de pouvoir. Les chefs de la wilaya IV (Algérois), tout particulièrement, mettaient en cause les capacités de l'EMG. Théoriquement, le franchissement de la ligne Morice n'était pas insurmontable, mais l'ALN ne disposait pas d'un armement sophistiqué. Aucune puissance n'aurait accepté de le lui livrer et de prendre le risque de déstabiliser l'ensemble de la région. À mon avis, Krim l'avait compris. Mais dans le climat de surenchère qui régnait entre les candidats à la direction de l'armée en 1959, il craignit, s'il l'admettait, de passer pour un défaitiste.

Mais il fallait bien cesser, un jour, de biaiser. L'état-major s'y résolut donc, mais en se présentant vis-à-vis du gouvernement comme le meilleur interprète du projet national. Fin 1960 ou début 1961, après plusieurs tentatives infructueuses de franchissement de la ligne Morice, l'EMG demanda audience au gouvernement pour lui rendre compte de la situation militaire. Son représentant, Ahmed Kaïd, lui en présenta un tableau sombre et mit en question dans son exposé le tabou selon lequel la solution du problème algérien était militaire. Son collègue Ali Mendjli vit-il là un danger pour l'autorité de l'EMG ? Sans doute, puisqu'il revint à la charge le lendemain, après avoir sollicité du gouvernement un second rendez-vous, et à la surprise des membres du gouvernement, il intervint sur un ton arrogant pour les mettre en garde contre toute tentative de prendre prétexte de l'impasse militaire pour « brader l'Algérie ». Un incident s'ensuivit avec Krim, appuyé par d'autres membres du gouvernement, stupéfaits de s'entendre prêter des intentions aussi indignes.

De la part de l'EMG, la tentation était grande de se présenter comme le garant d'une solution honorable et le représentant exclusif de l'armée. Il en revendiqua l'unité et donc l'autorité sur les wilayas de l'intérieur. Mais si le CIG la lui avait concédée, il aurait perdu l'assise même de son pouvoir. Aussi enjoignit-il à l'EMG de rallier le territoire national avant le 31 mars 1961. Les auteurs de cette décision

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

savaient pertinemment qu'elle ne serait pas exécutée : leur intention était seulement de prendre date.

Nous sommes en février-mars 1961 et le CIG ne peut en effet engager une épreuve de force : il a besoin du concours de l'EMG pour entamer des négociations avec la France. Ce dernier feint de croire qu'elles ne mèneront à rien et exige un ordre écrit pour participer aux premiers entretiens d'Évian (mai-juin 1961). On le lui donne. Se cristallise désormais un jeu bipolaire entre deux institutions issues de forces militaires. Pour la première fois, le monopole des chefs historiques du FLN sur la résistance armée est contesté. Depuis l'élimination d'Abbane, ces chefs se sont constitués en club fermé, selon des conceptions qui ne correspondent pas aux impératifs de la formation d'une nation ; et ils considèrent leur fonction comme une partie intégrante de leur patrimoine personnel. J'ai ainsi entendu Bentobbal déclarer, le 5 février 1961, lors d'une conférence aux cadres à Tunis : « Celui qui veut le pouvoir n'a qu'à prendre le fusil pour nous l'enlever[2]. » Abdelhamid Brahimi l'a également entendu tenir ce langage au colonel Boumediène. Comment croire alors que la symbiose entre équipes dirigeantes puisse s'opérer sans soubresauts ni crises ?

Isolé des wilayas, coupé de l'armée extérieure, le CIG ne disposait d'aucune force pour se faire obéir. Son impuissance autorisait donc toutes les audaces pour le harceler et le décrédibiliser. Les prétextes ne manquaient pas. Le 21 juin 1961, quatre jours après l'ajournement des négociations avec la France, un avion de reconnaissance français survole un centre d'instruction de l'ALN installé à Mellègue, en Tunisie. La DCA algérienne ouvre le feu et l'abat. Le pilote s'éjecte et tombe aux mains de l'ALN. Le gouvernement tunisien exige qu'il lui soit remis et pour appuyer sa demande entreprend un blocus des frontières. L'eau est coupée, les convois d'armes et le ravitaillement arrêtés, les mouvements de troupes interdits. Le colonel Boumediène louvoie et tergiverse, avant de céder et d'accuser le gouvernement de lui avoir forcé la

2. Le texte de cette conférence est reproduit dans mon ouvrage *Les Archives de la révolution algérienne*, préface de Charles-Robert Ageron, Éditions Jeune Afrique, Paris, 1981, p. 275-286. Mais la version officielle publiée a été épurée, conformément à une tradition bien ancrée.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

main. Le 15 juillet 1961, les membres de l'EMG offrent leur démission. Dans un Mémoire au président Abbas, ils affirment que le GPRA aurait cédé aux menaces tunisiennes, « au lieu d'accepter comme solution d'extrême limite une épreuve de force [avec les Tunisiens] qui se serait soldée, nous en sommes convaincus, par une sortie honorable [3] »…

Cette rhétorique simpliste s'adressait en fait à l'encadrement d'une armée plus sensible à la geste du combat héroïque qu'à l'efficacité (cette primauté du symbole sur l'efficacité, soulignons-le, était caractéristique d'une vision eschatologique des valeurs à défendre). Le caractère polémique du procès fait au GPRA témoignait à la fois du mépris injustifié dans lequel le tenait l'EMG quant à sa capacité de se faire respecter de l'hôte tunisien et d'un manque évident de sens politique. Depuis 1956, le FLN avait opté, à tort ou à raison, pour une stratégie de combat nationaliste au Maghreb. Ce choix lui avait valu de se faire admettre comme seul représentant de l'Algérie et lui avait procuré des avantages tout en l'isolant d'une opposition tunisienne en lambeaux. Par ailleurs, l'arrogance de ses combattants, qui se conduisaient en Tunisie comme en pays conquis, ne plaidait pas en sa faveur…

Le point le plus important de ce Mémoire ne se situait toutefois pas dans les affirmations péremptoires sur la politique du gouvernement, mais dans l'appel implicite qu'il lançait aux chefs historiques détenus en France contre les dirigeants en exercice, en particulier contre Krim. D'ailleurs, lorsque Bentobbal leur rendra visite fin décembre 1961 pour les entretenir du dossier des négociations et demander leur aval, il apprendra, interloqué, qu'ils avaient reçu avant lui un émissaire de l'état-major, Abdelaziz Bouteflika. L'EMG voulait une alliance avec Boudiaf, peut-être parce que, en tant que coordonnateur du « comité des six », il pouvait se prévaloir d'une légitimité plus grande que celle de Krim, sa bête noire, peut-être aussi parce que le nassérisme de Ben Bella, sur lequel ils se rabattront après le refus de Boudiaf, ne les séduisait pas.

3. *Mémoire de l'état-major général de l'ALN à M. le président du GPRA* (*in* Mohammed HARBI, *Les Archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 322-332).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

La course au pouvoir était ouverte, et elle allait s'accélérer avec la perspective de l'indépendance, enfin ouverte par les accords d'Évian et le cessez-le-feu du 19 mars 1962. Des alliances se nouaient. Lors d'un entretien avec moi en janvier ou février 1962, le secrétaire du président Nasser, Sami Charef, avait attiré mon attention sur la question des alliances entre acteurs du drame algérien : il me posa d'une manière abrupte la question de savoir si, en s'appuyant sur l'état-major, Ben Bella avait des chances de prendre le pouvoir. Quelques jours plus tard, c'est un diplomate yougoslave qui me posa la même question. J'en ai conclu que les chancelleries envisageaient déjà les scénarios de prise du pouvoir en Algérie et l'attitude à avoir à l'égard des prétendants.

Depuis le CNRA d'août 1961 à Tripoli (lors duquel Ferhat Abbas fut remplacé à la tête du GPRA par Benyoucef Ben Khedda), le conflit entre le GPRA et l'EMG avait évolué vers un pouvoir bicéphale [4]. Au cours de ce CNRA, l'EMG avait repris un vieux projet de Ben Khedda, une direction du FLN distincte du GPRA mais installée à la frontière algéro-tunisienne. Leur proposition rejetée par la majorité de l'assemblée, les membres de l'EMG quittèrent la réunion en signe de protestation. Craignant une arrestation en Tunisie, ils se réfugièrent en Allemagne avant de rentrer en Tunisie et de reprendre, alors qu'ils étaient démissionnaires, la direction de l'armée acquise à leurs thèses et gérée en leur absence et à leur profit par leurs collaborateurs.

Désormais, la contestation de l'EMG concernait à la fois le GPRA et le CNRA, conglomérat, selon Ahmed Kaïd, de clientèles sans autonomie à l'égard du gouvernement. « Il importe que le CNRA, écrira-t-il en avril 1962, instance symbolique et purement théorique, admette librement, sans y être forcé un jour ou l'autre par la base, l'incapacité des rouages du sommet à mettre de l'ordre et à mettre la révolution sur les rails [5]. » Je retrouvais le processus que j'avais vécu au cours de la scission du MTLD. La menace d'une

4. Mohammed Harbi, *Le FLN, mirage et réalité*, *op. cit.*, p. 279-297 ; Belaïd Abdesslam, *Le Hasard et l'Histoire*, *op. cit.* ; Ali Haroun, *L'Été de la discorde*, Éditions Casbah, Alger, 2000.

5. Ahmed Kaïd, *Rapport aux membres du CNRA*, 10 avril 1962.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

intervention de la « base » (il faut entendre par là l'EMG) était inscrite en filigrane dans ce texte [6].

Sur toutes les questions — négociations, alliances, etc. —, l'EMG cherchait, sans risque, à contourner le gouvernement sur sa gauche. Contre l'avis de Krim (appuyé par Saïd Mohammedi, il avait demandé au GPRA de sanctionner l'état-major), le GPRA laissa le conflit pourrir pour éviter, selon Ben Khedda, de voir sa représentativité mise en cause par le gouvernement français. Surtout, des sanctions contre l'EMG l'exposaient à un double danger : d'une part, celui d'avoir recours, comme en novembre 1958 lors de la rébellion du colonel Amouri, à l'aide du gouvernement tunisien, alors même que celui-ci revendiquait des rectifications de frontières dans la zone saharienne ; et, d'autre part, celui de demander au gouvernement français de bloquer les frontières et d'empêcher l'armée extérieure d'entrer en Algérie. À l'exception de Krim, aucun membre du gouvernement ne s'y était, par nationalisme, résolu [7].

Quand le cessez-le-feu intervient, les forces de la résistance qui vont s'affronter pour le pouvoir sont déjà en place. Aux factions formées en août 1957 autour des chefs des wilayas du Nord-Constantinois, de l'Oranie et de la Kabylie est donc venue s'ajouter une quatrième faction rassemblée autour de l'EMG. Le corps militaire, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, constitue leur support.

Mais au moment de la signature des accords d'Évian, un seul homme au gouvernement, Belkacem Krim, peut se prévaloir en toute certitude de l'appui de sa wilaya d'origine. Comme on l'a vu, l'état-major en a fait, pour neutraliser Boussouf et Bentobbal en jouant parfois sur leur méfiance à l'égard de Krim, son principal adversaire. L'autorité de Boussouf dans l'appareil, malgré l'extension de son domaine à l'armement en janvier 1960, a diminué au profit de l'état-major qui contrôlait les troupes à la frontière algéro-marocaine, donc

6. Ahmed Kaïd empruntait le terme de « base » à la proclamation du 1er novembre 1954, alors utilisé par les fondateurs du FLN contre Messali et le comité central du MTLD.

7. Ben Bella et Khider accuseront le GPRA d'avoir agi en ce sens. Selon des sources difficiles à vérifier, Krim aurait en effet demandé au gouvernement français la fermeture des frontières, mais Saad Dahlab, lors d'un entretien secret à Rome avec Louis Joxe, aurait nié toute initiative en ce sens.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

l'accès à l'Oranie où l'audience de Ben Bella était grande. Le poids de Bentobbal a également faibli : une grande partie des troupes stationnées à la frontière algéro-tunisienne provenait de l'Est algérien.

Or, ces deux hommes, qui avaient réussi à empêcher Krim de prendre le leadership du FLN en 1959, vont jouer un rôle secondaire : ils ne sont plus en première ligne. Après le 19 mars et la libération des quatre leaders emprisonnés (Aït-Ahmed, Boudiaf, Ben Bella et Khider), les alliances vont se nouer, d'un côté, autour du tandem Ben Bella-Boumediène qui formera l'axe du « groupe de Tlemcen » [8], auquel viendront s'agréger, par ressentiment plus que par choix politique, les anciens leaders de l'UDMA éliminés du pouvoir (le président Abbas, le docteur Francis, Me Boumendjel et la cohorte des anciens détenus inquiets pour leur statut) ; et de l'autre, dans le « groupe de Tizi-Ouzou » autour de Krim et de Boudiaf.

Venons-en maintenant au processus de désintégration du FLN. Comment en apprécier le déroulement ? On a vu que le GPRA a esquivé, deux ans durant, une épreuve de force avec l'EMG. La libération de Ben Bella va le contraindre à livrer bataille malgré lui, cherchant à éviter le pire face à un adversaire décidé.

Ben Bella, lui, veut user ses partenaires dans des escarmouches et adopte une tactique lui permettant d'agir à la fois à l'intérieur du gouvernement et au-dehors. L'état-major, quant à lui, adopte une attitude plutôt frontale et cherche par tous les moyens des alliés dans les wilayas. Telle est du moins l'approche d'Ali Mendjli et d'Ahmed Kaïd. Fin mars 1962, j'ai voyagé avec Ali Mendjli et Boualem Moussaoui (partisan de Ben Bella et futur ambassadeur d'Algérie) dans un avion en provenance du Maroc. J'étais assis à côté de Mendjli. Nous avons discuté pendant tout le voyage de la situation politique. Alors qu'il avait de Boussouf une image positive, il portait sur Ben Bella un jugement sans nuance : « Ce n'est pas, m'a-t-il dit, l'homme de la situation. »

Pourtant, Ben Bella manœuvrait avec habileté. Comme l'état-major, il jetait l'exclusive contre Krim, mais il se disait

8. Ce nom lui a été donné parce que Ben Bella y a établi dès le 11 juillet son quartier général.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

prêt à composer avec Boudiaf : « Qu'il prenne le secrétariat général du parti et moi le gouvernement. » Face à une majorité gouvernementale qui projetait de différer le règlement des divergences dans un congrès en Algérie même, Ben Bella voulait les résoudre avant le retour au pays et il finit par obtenir l'élaboration d'un programme de gouvernement et la convocation du CNRA pour le 27 mai 1962 à Tripoli, en Libye[9]. Si l'accord se réalisa sans difficulté sur le programme, des divergences se firent jour sur la composition du bureau politique qui devait diriger, à travers le FLN, le pays. La session prit fin dans la confusion et sans aucune décision. C'était l'impasse.

Dès lors, chacun mobilisa ses troupes. Krim et Boudiaf se rendirent en Algérie, avec l'accord des autorités françaises (en principe, les accords d'Évian l'interdisaient), pour rameuter les forces hostiles à l'EMG et obtinrent une démarche des dirigeants des wilayas II, III, IV, de la zone autonome d'Alger et de la Fédération de France auprès du GPRA. Leurs chefs se posèrent en dépositaires de la légitimité de la résistance et obtinrent du GPRA la destitution de l'état-major, le 30 juin 1962. Khider démissionna pour protester contre les prétentions des wilayas et partit pour le Maroc, tandis que Ben Bella se réfugia d'abord en Libye puis en Égypte.

Ces événements donnèrent le signal de la désintégration du FLN. On voit que le cliché qui en a fait un parti unique, à l'image des partis communistes, marqué par la loyauté inconditionnelle de ses membres à l'égard d'un pouvoir coercitif fort et centralisé, doté d'une idéologie monolithique, manque de consistance. Il s'agit plutôt d'une structure fondée sur une multiplicité d'organisations quasi autonomes, juxtaposées et reliées à un centre, le CCE d'abord, le GPRA ensuite. L'autorité de ce centre diminue au fur et à mesure que l'on descend du sommet vers la base. La bureaucratie qui gère ces organisations n'est pas régie par des règles abstraites, mais modelées par les relations personnelles. Les allégeances aux chefs de

9. Une commission interministérielle fut désignée pour préparer ce programme. Réunie à Hammamet, en Tunisie, elle était présidée par Ben Bella et composée de Mohammed Benyahia, Mohammed Harbi, Mostefa Lacheraf, Reda Malek, Abdelmalek Temam et M'hammed Yazid. Adopté par le CNRA après amendements dans sa session de mai-juin, il passera à l'histoire sous le nom de « programme de Tripoli » (sur ce point, voir Ali HAROUN, *L'Été de la discorde*, *op. cit.*).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

faction ne sont pas stables et évoluent au gré des circonstances.

Ainsi, lors de la session du CNRA de mai-juin 1962, Me Boumendjel et les colonels Mohammedi Saïd et Mohammed Yazourène s'opposèrent à Krim (lors du vote sur la composition du bureau politique, ils détournèrent les procurations de la Kabylie au profit de Ben Bella…). De même, le directeur de cabinet de Boussouf, Laroussi Khelifa, entraîna les appareils du ministère contre son chef… À cette occasion, les lignes de fracture scindaient aussi les wilayas : deux membres du conseil de la wilaya II rejoignirent Ben Bella ; la wilaya IV fit payer au GPRA la décision de soustraire Alger à son autorité pour l'ériger en zone autonome et la confier aux commandants Azzedine et Oussedik. Etc.

Dans ces conditions, la victoire de l'armée extérieure appuyée par les wilayas I, V et VI ne faisait pas de doute. Le pouvoir « populaire » de la résistance intérieure n'était pas, comme nous le faisaient croire les organigrammes, cette structure pyramidale dont les différents niveaux étaient aux mains de comités appuyés par la population et liés à elle. La pratique de l'ALN, tout au long de la guerre, a en effet consisté à incorporer la société dans ses appareils, ce que préconisaient ses chefs. Cette manière de faire élargissait ses assises, mais uniquement dans la mesure où elle paraissait comme l'instrument de défense d'un peuple contre l'oppression étrangère. Les contradictions internes de la société restaient intactes, d'où la fragilité du lien politique entre l'ALN et les populations qu'elle contrôlait. Pouvait-il en être autrement sans programme concret de transformation de la société ?

Au lendemain du cessez-le-feu, derrière les forces segmentées de la résistance armée, s'agitaient surtout des clientèles en quête de prébendes et sans autre projet que celui de s'approprier, à titre personnel, l'héritage colonial rendu vacant par l'exode européen. Délaissant les campagnes pour affluer vers les villes et les villages de colonisation, gangrenées d'éléments peu recommandables, les « marsiens » [10], les wilayas ont sans doute entravé la mainmise des Algériens

10. Surnom donné aux « combattants » de la vingt-cinquième heure, ralliés au FLN après le cessez-le-feu du 19 mars.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

bénéficiaires de la colonisation sur l'administration, mais elles n'ont pas fait la preuve de leur capacité à maîtriser leurs troupes et à gérer le pays de concert avec le groupe FLN de l'exécutif provisoire. La démagogie, la recherche d'une clientèle et l'absence d'esprit de responsabilité ont, sans aucun doute, favorisé les excès effroyables qui ont marqué cette période : des milliers d'hommes, harkis et autres supplétifs de l'armée française, ou soupçonnés de l'être, furent assassinés, souvent avec sauvagerie par des « marsiens » qui cherchaient par ces actions criminelles à s'inscrire, à retardement, dans le camp des vainqueurs.

Près de quarante ans après, en parler ouvertement, déterminer qui a combattu ces excès et qui les a encouragés ou tolérés, aiderait grandement à neutraliser ceux qui, après avoir prôné une guerre sans merci à un peuple sans défense, cherchent toujours à brouiller la vérité.

Reste que, dès cette époque, les « libérateurs » n'avaient pas tous bonne presse. Un mois après l'indépendance, les rapports entre eux et la population s'étaient déjà dégradés dans certaines régions. C'est que les Algériens voyaient qu'ils n'avaient ni le travail, ni la sécurité, ni la liberté, mais une censure des mœurs (la *hisba*) brutale, les tracasseries aux barrages routiers. Les privilèges des hommes en armes sur les gens ordinaires s'imposaient au regard de tout observateur. Combien de fois, alors, ai-je dû aller au commissariat d'Alger récupérer une ancienne camarade de classe nerveusement ébranlée, qui passait ensuite ses journées choquée, comme dans un état second, sans aucune conscience de ce qui l'entourait ? Il était donc normal que la population vive sa situation comme celle d'une occupation militaire.

Pendant ce temps, la lutte des factions faisait rage. L'UGTA, satellisée par les wilayas jusqu'au cessez-le-feu, tentait de retrouver son autonomie et d'éviter l'irréparable entre les compagnons de lutte de la veille. Mais la décomposition du monde du travail et les liens qu'une partie de ses dirigeants entretenait avec les factions diminuaient la portée des initiatives qu'elle prenait pour peser sur la situation.

C'est donc la force brutale qui va décider du sort du FLN et de l'Algérie. Les mois de juillet et d'août se passent en tractations, en coups de force et enlèvements de ministres (Bentobbal à Constantine, Boudiaf à M'sila, etc.). S'appuyant

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

sur les wilayas des Aurès, de l'Oranie et du Sahara, l'état-major procède à des mouvements de troupe, infiltre partout ses hommes. Ben Bella et Khider d'un côté, Krim et Boudiaf de l'autre, mènent le jeu.

Ben Bella ne contrôle pas ses partisans. Le 25 juillet, en violation d'un accord passé entre lui et le chef de la wilaya II, le colonel Bou Bnider, un de ses partisans, le commandant Larbi Berredjem, occupe Constantine. C'est un défi pour les wilayas III et IV. Que faire ? Entrer dans la guerre civile ou accepter un compromis aux conditions de l'adversaire ? Krim, contre Boudiaf, choisit le second terme de l'alternative et conclut avec Khider, le 2 août, un accord qui donne au bureau politique le pouvoir de préparer les élections à l'Assemblée et de réunir le CNRA. Aït-Ahmed refuse d'en faire partie. Ben Bella supervise l'exécutif provisoire, Ben Alla l'Armée, Bitat le FLN, Boudiaf les Relations extérieures, Saïd Mohammedi l'Éducation nationale, Khider coordonne l'ensemble. Les élections sont fixées au 2 septembre. Mais personne ne pense que le dernier acte de la tragédie va se jouer si simplement. Et, en effet, l'accalmie sera de courte durée. La wilaya IV, qui s'est substituée à la zone autonome dans la capitale, entend faire prévaloir son point de vue sur tout ce qui se passe sur son territoire, et d'abord le droit de dire son mot sur le choix des responsables du FLN et des candidats à la députation. Ses exigences sont conformes à l'accord du 2 août, interprété d'une manière extensive par le bureau politique.

La crise rebondit le 20 août. Le 29, des affrontements ont lieu dans le haut de la Casbah. La population, excédée, descend dans la rue aux cris de : « Sept ans, ça suffit ! » Les protagonistes sont renvoyés dos à dos. Le bureau politique, en difficulté à Alger, reporte les élections et crée des « comités de vigilance » où s'engouffrent indistinctement tous ceux qui ont des comptes à régler avec les wilayas. Les événements s'enchaînent. Boudiaf se désolidarise du bureau politique et démissionne. Ben Bella quitte Alger pour Oran, tandis que Khider se réfugie à l'ambassade d'Égypte. Le 30 août, sur ordre du bureau politique, les troupes de l'EMG se dirigent sur Boghari pour s'ouvrir un chemin vers Alger. Le choc avec les maquisards de la wilaya IV est bref et meurtrier : on relève des centaines de morts sur le terrain. La force de l'armée extérieure fonde le pouvoir du bureau politique qui tourne le dos à

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

l'accord du 2 août, ignore définitivement le GPRA et le CNRA, révise les listes électorales et élimine tous ceux qui ont condamné le massacre — Ben Khedda, Dahlab, Bentobbal, Boussouf, le colonel Salah Bou Bnider, etc. Désormais, il a une Assemblée à sa dévotion. La base véritable du pouvoir, l'armée des frontières, baptisée « Armée nationale populaire », pousse en avant ses propres représentants rangés derrière le colonel Houari Boumediène.

Comment ai-je inscrit mon action dans ce conflit entre l'EMG et le GPRA ? Comme je l'ai fait tout au long de mon itinéraire, je me suis déterminé moins par rapport à des acteurs qu'à des idées, même si, au plan personnel, j'éprouvais une estime particulière pour Ben Khedda, Yazid et Dahlab. N'ayant jamais pris au mot le discours que le FLN tenait sur lui-même, j'avais conscience qu'il ne constituait pas une force cohérente. Des discussions interminables, des marchandages sur la distribution du pouvoir et des conflits de personnes ont jalonné son combat. Depuis la formation du gouvernement Ben Khedda (août 1961), je n'ai pas cessé, en harmonie avec Abdelmalek Benhabylès, d'évaluer les risques de décomposition du mouvement pour me situer. Tous les acteurs de la crise, du moins ceux qui comptaient, l'EMG, Ben Bella, Krim, Boudiaf, Ben Khedda et les chefs de wilaya, accordaient un rôle fondamental à l'État et voulaient se distinguer à la fois du libéralisme et du socialisme. Les antagonismes sociaux n'avaient pas de place dans leur vision. Le mythe de l'égalité les animait tous, mais il était tout entier réactif, dirigé contre les colonisateurs, qu'il s'agisse de la direction de l'État, de l'économie ou de la culture, et sans ouverture réelle sur un projet…

Politiquement, je ne pouvais donc m'identifier à ces acteurs. Chacun d'eux tendait à nous entraîner dans un débat sur la conformité de son attitude aux règles de fonctionnement du FLN. Instruit par la scission du MTLD, je ne me suis pas laissé entraîner sur ce terrain. Les différents comités qui ont présidé à la naissance du FLN — le CRUA, le comité des 22, le comité des six — se sont autoproclamés avant-garde sans se prévaloir d'aucune élection. Certes, le congrès de la Soummam avait tenté de remédier au vide institutionnel qui entachait l'avenir de la résistance armée, mais Krim,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

Bentobbal et Boussouf se sont ensuite imposés contre les règles établies par ce congrès ; et ils les ont violées chaque fois qu'elles faisaient obstacle à leur pouvoir. S'identifiant à la révolution, ils estimaient son salut, c'est-à-dire le leur, supérieur à toute considération de légalité et n'hésitaient pas à se maintenir par des coups de force. On ne peut donc parler de légalité, mais tout au plus de légitimité, entendue, depuis novembre 1954, comme étant légitime quiconque exerçait le pouvoir, qu'il se soit imposé par la force ou qu'il ait été porté à des responsabilités par la cooptation.

Ma position à l'égard de l'état-major était claire et sans ambiguïté. Je me suis opposé à ses conceptions avant même que le conflit entre lui et le GPRA ne prenne mauvaise tournure. Il n'était pas difficile de déceler derrière une phraséologie radicale une démarche autoritaire, hostile à toute expression populaire autonome. La condescendance qu'Ali Mendjli et Ahmed Kaïd exprimaient à l'égard des manifestations urbaines de décembre 1960, lors de discussions que j'ai eues avec eux en mai 1961 [11], m'avait sidéré. Leur préférence allait aux troupes dociles, militarisées, à un parti unique plus autoritaire que l'appareil en place porté, selon eux, au laxisme. Pour Mendjli, l'individu n'avait droit à aucune marge d'autonomie, y compris dans sa vie privée. Le suffrage universel lui apparaissait comme un leurre et le parlementarisme un danger. C'étaient des « sornettes », selon le colonel Boumediène [12].

En un mot, l'EMG envisageait le FLN, après la libération, comme un parti régi selon des principes et une discipline militaires, et exerçant un pouvoir total sur l'État. Sans le dire clairement, il pariait sur une société musulmane homogène. La dynamique de la résistance avait fait émerger sur la scène une majorité rurale et accéléré le « processus d'éloignement de tout ce qui est français ». L'ascension sociale de ses représentants s'est faite dans le cadre de l'armée. Les incertitudes qui pesaient sur le transfert de cette institution en Algérie étaient vivement ressenties par son encadrement. Ces incertitudes augmentaient en intensité au fur et à mesure qu'on se

11. Il s'agit de discussions à bâtons rompus au Bois d'Avault, lors des premières négociations avec la France.

12. Ce terme m'a été rapporté par le colonel Tahar Zbiri. Il date de 1967. Je plaide donc l'anachronisme.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

rapprochait d'une solution et que se faisait jour l'hypothèse d'une dislocation des forces rassemblées d'une manière autoritaire dans le FLN. Mais elles ne pesaient pas d'une manière identique sur les wilayas, qui ne se vivaient pas comme une armée professionnelle et que l'état-major assimilait à des « bandes anarchiques », redoutant leur concurrence comme il redoutait celle de la « Force locale », instrument susceptible, dans la perspective d'une épreuve de force, de donner une assise militaire au GPRA. Héritier du plan Idir qui prévoyait de faire de l'armée extérieure le pivot de l'armée nationale, l'EMG a, en entrant dans la dissidence, paré à ce risque et s'est donné des garanties que le gouvernement ne pouvait lui offrir sans en devenir l'otage.

Avant même le cessez-le-feu, le FLN était donc devenu une fiction qui recouvrait les rivalités d'appareil et les ambitions personnelles. Ses déchirements n'exprimaient pas une crise de direction, comme ne cessait de le répéter le ministre de l'Information M'hammed Yazid, mais celle d'une organisation qui se refusait à admettre les divergences d'intérêt et cultivait l'illusion de les brider en incorporant la société en son sein. Dans cette organisation, nous étions, nous civils, des otages consentants. La nature du mouvement postulait que nous n'avions pas à nous former d'opinion personnelle. La nécessité d'en finir avec le totalitarisme colonial aggravé par la guerre, l'immensité des problèmes à résoudre pour y parvenir, les tensions de la lutte et la répression intérieure contribuaient à empêcher nos critiques de se propager et de se cristalliser en opposition porteuse d'alternative. Dans ces conditions, la résistance à la politique des chefs historiques en place depuis 1957 se cantonnait à de petits cercles et rencontrait peu d'écho auprès d'une masse d'adhérents qui n'avaient connu d'autres pratiques que celles apprises dans le FLN. Des critiques, il y en eut toujours. Elles alimentaient les rivalités entre clientèles et n'aboutissaient pas à un rejet global de la ligne suivie. Dans ces conditions, une opposition efficace ne pouvait naître que dans les forces armées.

Nous étions plusieurs, au ministère des Affaires extérieures, à le prévoir, tout en nous gardant de nous aligner sur les positions de l'état-major, malgré les avances que me fit le commandant Mendjli. Après le 19 mars, nous n'avons pas

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

approuvé la caution que lui apportait Ben Bella, tout en gardant nos distances à l'égard du gouvernement : la politique du tandem Krim-Boudiaf pour faire barrage à Ben Bella menait droit, estimions-nous, à une épreuve de force, préjudiciable à la gestion des problèmes posés par la période de transition. Face aux cliques armées, nous étions impuissants. Nous n'avions qu'un pouvoir, celui d'émettre des suggestions et d'en faire part à ceux qui détenaient le sort du pays entre leurs mains. Au cours d'un entretien avec Dahlab, je lui ai conseillé d'œuvrer auprès de Ben Bella à l'élargissement de l'EMG à des chefs de wilayas. « Il ne m'écoutera pas, il s'est déjà engagé », m'a-t-il répondu. J'ai entrepris une démarche identique auprès de Salah Bou Bnider[13]. J'eus droit à un sourire suivi d'un lourd silence. Le succès de ma proposition était loin d'être garanti, mais j'estimais que nous nous devions d'explorer toutes les voies pour éviter une guerre civile. Beaucoup de choses dépendaient de Ben Bella. Force était donc de se tourner vers lui, quels que soient les jugements portés sur sa personne et sur ses visées. Des jugements qui manquaient souvent de mesure et de sérénité.

Mes rapports avec Ben Bella ont été souvent révisés par mes adversaires politiques à la lumière de notre collaboration après avril 1963[14]. Mes premiers contacts avec lui n'étaient pourtant pas prometteurs. Fin février 1962, après la démission de la direction centrale du ministère des Affaires étrangères, Mme Khider a fait part à Abdelmalek Benhabylès du désir de son mari, alors détenu à Aulnoy, de l'avoir au téléphone. Rendez-vous fut pris. Khider chargea Benhabylès de nous demander de surseoir à notre décision de démissionner. « Nous arrivons bientôt », ajouta-t-il. « Ils cherchent déjà des scribes », me dit Benhabylès sur un ton sarcastique. C'est ainsi que nous avons appris que les négociations tiraient à leur fin. En effet, le 27 février, le CNRA avait, à une majorité écrasante, approuvé les accords. En avril, Ben Bella arrivait au

13. Après le cessez-le-feu, les officiers de l'intérieur pouvaient se rendre en Tunisie. J'ai ainsi connu, au cours de la période transitoire, le commandant Larbi Berredjem, l'un des responsables de la wilaya II, et le colonel Bou Bnider, qui en était le chef depuis 1960 (que j'ai raccompagné un jour à la base française de Bizerte, d'où il s'envolait pour Constantine).

14. J'y reviendrai dans le tome II de mes mémoires, car ce n'est qu'après les décrets de mars 1963 sur l'autogestion que j'ai accepté de travailler aux côtés de Ben Bella.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

Caire en compagnie de Mohammed Khider et Hocine Aït-Ahmed. Nous avons convoqué tous les cadres du ministère pour les recevoir.

Ben Bella prit la parole le premier. « Nous sommes là maintenant, que se passe-t-il ? » Il faisait allusion à la démission de la direction centrale. « Le gouvernement est au fait des problèmes », répondis-je. Il en était le vice-président. Il ne me semblait pas correct de lui faire part de notre contentieux avec Dahlab : il n'avait qu'à le lui demander lui-même. Il insista : « Si Ahmed, lui répondis-je, comme militants, tout le monde nous traite comme des fonctionnaires. » Ben Bella prit ces paroles pour lui. Il se leva et, le visage fermé, quitta la salle. J'étais un peu désemparé. Aït-Ahmed et Khider s'attardèrent un moment et engagèrent la conversation avec les assistants. Khider prit Benhabylès à part. Je l'entendis faire le procès d'Abderrahmane Kiouane, s'étonnant qu'il ait été nommé ambassadeur en Chine, ajoutant : « Moi, je me contenterais d'une ambassade à Rome. » Les propos tenus contre Kiouane me désolaient. Pourquoi s'en prendre à lui, alors qu'il y avait dans l'appareil du FLN une foule d'aigrefins au patriotisme fluctuant qui s'étaient hissés à des postes de premier plan ? Khider oubliait qu'au temps où il avait au Caire des responsabilités, Kiouane avait participé à ses côtés (à Rome, en septembre 1956) à des négociations avec une délégation française mandatée par le président du Conseil Guy Mollet [15].

Jusqu'au mois de juillet 1962, les dissensions au sein du GPRA n'ont pas affecté la marche du ministère des Affaires extérieures. Simplement, son domaine de compétence s'est rétréci comme une peau de chagrin. Les rapports avec la France relevaient de l'exécutif provisoire. Les questions de frontière avec le Maroc aussi. Nous en étions informés. Sans plus. Aucune des factions en présence n'avait de raison particulière de nous entraîner dans son jeu.

En mai, le gouvernement unanime m'avait désigné pour représenter le FLN au deuxième congrès de l'Union nationale des forces populaires (UNFP) qui se tenait à Casablanca

15. La délégation française comprenait Pierre Commin, Pierre Herbaut et Ernest Cazelles, la délégation algérienne, Khider, Yazid et Kiouane.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

(25-27 mai). Les directives sur la conduite à tenir m'ont été données par Ben Bella. Comme je l'ai dit, Mehdi Ben Barka m'avait fait part, en décembre 1961, du rapport qu'il avait préparé à l'intention des congressistes [16]. J'en ai rendu compte à Ben Bella qui m'avait donné son accord pour appuyer ce rapport, connu de nos jours sous le titre *Option révolutionnaire au Maroc*.

Après l'échec du CNRA et la décomposition du GPRA et du CNRA, les choses se compliquent. Au Maroc, Laroussi Khelifa, partisan de l'état-major général, contraint sous la menace le trésorier du GPRA, Mahfoud Aoufi, à lui remettre un chèque d'un milliard de centimes encaissable dans une banque londonienne. Le consul anglais, Mr Christopher Ewart Biggs, nous alerte. Ben Khedda fait opposition. Mais sur les questions politiques, il ne cessera pas d'associer Ben Bella à la gestion des dossiers. Ainsi, lorsque la Tunisie s'adresse à lui pour revendiquer une rectification du tracé frontalier, le 10 juillet, il ne manquera pas de recommander à son émissaire Slim Benghazi de s'en entretenir avec Ben Bella. Je l'accompagnerai à cet effet à Tlemcen, le 26 juillet [17], comme j'avais accompagné, le 16 juillet, les ministres des Affaires étrangères de Guinée, Louis Lansana Beavogui, et du Mali, Barema Bokoum, venus proposer leur médiation [18].

C'est à l'occasion de ces voyages que Ben Bella me demanda de rejoindre le groupe de Tlemcen, en vertu de l'habitude qu'il avait prise de distribuer des postes pour s'attirer l'appui des cadres. Il me dit : « Pourquoi pas toi aux Affaires étrangères et Benhabylès à l'Agriculture ? » Quelque peu interloqué, je n'avais pas réagi. Je me suis contenté de lui faire observer que le rassemblement qu'il présidait tirait à hue

16. Ben Barka rentrera au Maroc pour ce congrès, le 16 mai 1962. À cette occasion, j'ai été témoin, en même temps que Gilles Martinet, Gisèle Halimi et Michel Raptis, des méthodes de la police marocaine : alors que nous nous rendions de Rabat à Casablanca, des voitures nous doublaient et essayaient de nous pousser vers le fossé…

17. J'eus à cette occasion un accrochage avec Ben Bella : comme Ben Khedda m'avait fait part de sa discussion avec Slim Benghazi pour que je puisse en faire état dans le dossier dont j'étais chargé au ministère, j'ai demandé la même chose à Ben Bella, ce qu'il a refusé.

18. Le voyage avec ces deux ministres africains fut éprouvant : malgré un laissez-passer de Ben Khedda et du chef de la wilaya IV, nous eûmes des difficultés avec les *djounouds* qui tenaient les barrages routiers — les propos et les plaisanteries racistes ne nous furent pas épargnés.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

et à dia et que l'EMG était la force qui, le moment venu, tirerait les marrons du feu. Il s'énerva : « Je ne suis pour rien dans ce que le FLN est devenu. Je ne le laisserai pas en l'état, mais il faut d'abord en finir avec ces saletés du GPRA. » « Attends-moi un moment », me dit-il ensuite, rasséréné. Il revint accompagné de Bachir Boumaza : « Dépose-le à Blida. » Boumaza me révéla plus tard qu'il projetait d'enlever les membres du GPRA avec l'aide d'Omar Harraïgue, qui dirigeait à Alger les « Auxiliaires temporaires de l'ordre » (ATO). Je participais sans le savoir à une conspiration…

Quand, le 2 août, le compromis entre les factions intervint, je devins le principal collaborateur de Mohammed Boudiaf, chargé des relations extérieures au bureau politique du FLN, un homme d'ordre qui nous associait à tous les entretiens qu'il avait avec les diplomates étrangers. Il s'était souvenu que lors d'une conversation en avril à Tunis, je l'avais mis en garde contre une alliance avec Krim, qui ne pourrait que le mener à l'impasse, car ce dernier avait contre lui aussi bien l'EMG que Ben Bella (lequel ne pardonnait pas à Krim de l'avoir évincé lors du congrès de la Soummam). Il me le rappela en s'interrogeant à haute voix sur ce qu'il faisait au bureau politique. « Je n'ai rien à faire avec ces gens-là », me dit-il. Il ne tardera d'ailleurs pas à le quitter, sans nous dire au revoir. Il nous enverra toutefois la dotation budgétaire que Khider lui avait remise à l'intention du ministère par l'intermédiaire d'un de ses partisans, Bouzaher Taha Hocine. Mais ni Benhabylès ni moi, qui l'avions connu avant novembre 1954, n'avions investi sur lui nos espoirs dans un changement de cap ou même la revitalisation du FLN : il appartenait à ce groupe d'hommes qui s'attardaient trop aux mesquineries quotidiennes et finissaient par perdre de vue l'essentiel, rendant vains ses efforts et son abnégation.

J'ai revu Boudiaf dans un couloir du gouvernement général, début septembre. Il était venu nous aviser des affrontements entre les troupes alliées à Ben Bella et celles de la wilaya IV. Et sans prendre le soin de nous expliquer sérieusement ce qui se passait, il nous lança à la cantonade : « Bande de bureaucrates ! Pendant que vous racontez là des histoires, il y a des militants qui meurent ! » Et il s'en alla d'un pas alerte, presque en courant. Nous avons alors cherché à nous informer auprès des agences de presse. C'est une journaliste de l'AFP,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

Danièle Eyquem, avec qui j'avais des rapports amicaux, qui nous fit part des heurts entre résistants. J'ai alors réuni les cadres du ministère et, à l'unanimité, nous en avons condamné les responsables. Deux des participants à la réunion s'empressèrent d'en rendre compte au bureau politique lorsqu'il se réinstalla le 4 septembre à Alger. Ils y gagnèrent des postes d'ambassadeurs plus tard. Quant à moi, mon nom disparaissait — avec cinquante autres personnes, ministres du GPRA, membres du CNRA, etc. — de la liste des candidats à la députation.

Ce n'était pas le plus important. L'essentiel, c'était qu'après trois mois d'incertitudes l'Algérie pouvait enfin rompre avec le « malheur généalogique », celui qui l'avait fait entrer dans la résistance armée avec la scission du MTLD et l'en avait fait sortir avec l'implosion du FLN. L'essentiel, c'était aussi que dans la bataille des idées qui avait mis aux prises les différentes sensibilités politiques, je m'étais toujours évertué à défendre les miennes en toute indépendance.

J'avais prévu le danger de la formation d'une classe dominante de caractère bureaucratique dont les affluents proviendraient de l'administration coloniale, de l'encadrement de la résistance et surtout de l'armée. Lors des débats sur le programme du FLN, toute mon énergie visait donc à prôner des solutions qui l'empêcheraient de stabiliser son pouvoir et permettraient aux travailleurs des villes et des champs de s'organiser pour prendre leur destin en main. De ce point de vue, la réforme agraire et la modernisation de l'agriculture constituaient, selon moi, le pivot du changement en Algérie. La réforme agraire devait toucher simultanément la grosse propriété foncière coloniale et nationale, unifier le secteur traditionnel et le secteur moderne, et permettre la sédentarisation de la paysannerie et la stabilisation du monde rural, épuisé et déclassé par son expulsion des zones interdites, son enfermement dans les camps de regroupement ou les camps de réfugiés aux frontières.

L'idée que Frantz Fanon et, avec lui, nombre de dirigeants du FLN dont Ben Bella se faisaient de la paysannerie ne correspondait ni politiquement ni socialement à la réalité de cette classe. L'Algérie, contrairement à la Chine et au

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

Viêt-nam, n'a pas connu de mouvement paysan. La société rurale, largement prolétarisée avant novembre 1954, a été négligée par les partis politiques, en partie à cause de la répression, en partie parce qu'ils assignaient le rôle essentiel aux masses urbaines ; d'ailleurs, le dossier de l'activité politique du nationalisme dans les campagnes était mince. Aussi, sauf dans de rares cas, le FLN-ALN s'y est-il implanté dans des conditions de nette extériorité, en expérimentant une recette éprouvée dans le tiers monde : les ruraux comme infanterie, les « révolutionnaires professionnels » comme force dirigeante. Certes, des ruraux en mal d'ascension sociale, qui savaient lire et écrire, dont quelques aventuriers, ont trouvé place dans les appareils de la Résistance. Mais ceux-ci savaient par expérience que leur promotion dépendait de ces appareils et du respect de leurs normes. C'est parce que j'avais conscience que les discours sur la réforme agraire étaient surtout envisagés comme une technique de conquête du pouvoir que j'en ai fait la pierre de touche de ma réflexion sur l'avenir de l'Algérie.

S'agissant des accords d'Évian, mes réserves tenaient moins au rejet d'un compromis avec la France — qu'avec Abdelmalek Benhabylès et Abdelaziz Zerdani j'estimais indispensable — qu'à leur contenu au plan économique : je n'ai cessé, tout au long des négociations, d'insister auprès de Saad Dahlab sur la nécessité de soustraire la réforme agraire à toute condition politique ou financière. « Comme tu le sais, m'écrit-il le 4 janvier 1962 pour répondre à mes préoccupations, je suis en vadrouille depuis le début de décembre. Je ne suis pas plus avancé qu'avant. J'en suis aux mêmes réflexions que lors d'Évian et de Lugrin [19]. Cependant, il ne m'est pas permis de claquer la porte. D'abord, je ne suis que le porte-parole de l'équipe, ensuite, même si j'avais les "pleins pouvoirs", je ne pourrais raisonnablement pas ne pas épuiser tous les moyens pour essayer d'aboutir à une solution honorable, [...] car tu connais la situation sur tous les plans [20]. » Cette réponse vague et dilatoire signifiait surtout que Dahlab

19. Sur les négociations d'Évian et de Lugrin, voir Reda MALEK, *L'Algérie à Évian. Histoire des négociations secrètes 1956-1962*, Seuil, Paris, 1995.

20. Voir le texte de cette lettre en annexe, p. 408.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

avait besoin de moi au ministère et qu'il voulait donc éviter de me braquer…

En pratique, la direction du FLN refusait de voir que toutes les classes de la société étaient profondément imprégnées de leurs racines paysannes et que, de ce fait, l'absence de priorité donnée à la modernisation du monde rural ne ferait que renforcer les tendances au conservatisme. Je reste convaincu aujourd'hui que si les élites de la petite bourgeoisie urbaine qui constituaient le support social de la conscience nationaliste en avaient tenu compte dans leur pratique et dans leurs projets, l'Algérie indépendante aurait évolué autrement.

Dans ce chapitre sur l'implosion du FLN au cours de l'été 1962, je me suis focalisé sur les instruments du pouvoir, l'armée extérieure et les wilayas, et sur les dirigeants qui se sont appuyés sur ces institutions. Cette focalisation pourrait frustrer de l'attention qu'ils méritaient de nombreux acteurs. Je n'ai pas non plus accordé un grand intérêt à l'élaboration du « programme de Tripoli », parce que les couches mises en mouvement par le FLN se préoccupaient davantage, en 1962, de mobilité sociale que de débats d'idées. Je reviendrai sur ces points avec plus de détails dans le second tome de ces Mémoires, quand je traiterai des premiers pas du régime d'Ahmed Ben Bella et des tensions au sein de la coalition qui l'a porté au pouvoir.

La dernière phase de la guerre d'Algérie représenta une période tendue. Elle était propice aux jeux de l'ombre, qui ébranlèrent ma confiance dans le gouvernement. Je vais évoquer à ce propos des événements vécus. Début 1962, à Tunis, le commandant Omar Oussedik, alors simple membre du CNRA, manifesta le désir de me rencontrer pour me faire part de son analyse de la crise interne. « L'avenir se joue à l'intérieur, me dit-il. Avec Azzedine, j'ai trouvé une filière pour entrer en Algérie et y organiser les militants. Veux-tu être des nôtres ? Azzedine est un homme sûr. Il pense comme nous. Il a lu *Le Capital*. » Sacré Omar ! La manipulation lui collait à la peau. Je suis parti d'un grand éclat de rire. Il a compris ma réaction et fait de même… Malgré cela, aussitôt après le cessez-le-feu, Omar Oussedik me remit une fausse carte nationale d'identité française délivrée par la sous-préfecture de Bordj-Bou-Arreridj et un faux ordre de mission

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

établi au nom d'un gendarme, Redjedal Abdennour Ben Tahar (voir le fac-similé dans le cahier photos).

J'étais intrigué. J'étais certes disposé à rentrer en Algérie pour contribuer, avec d'autres militants, à y organiser le FLN, mais je ne voulais pas y aller les yeux bandés, dans une combine dont des forces obscures tiraient les ficelles. D'une part, une option pareille — celle d'envoyer des hommes à Alger pour y récupérer l'ex-zone autonome au détriment de la wilaya IV, très probablement pour préparer le terrain à Krim —, à un moment où les factions s'épiaient, me semblait d'autant moins heureuse qu'elle n'était secrète que pour ceux qui l'avaient échafaudée. D'autre part, comment ce faux document d'identité avait-il été obtenu, si ce n'est avec la complicité des autorités françaises ? À Tunis, la rumeur d'une connivence du GPRA avec les services français avait circulé parmi les partisans de l'EMG. J'ai donc demandé des explications à Ben Khedda. Il baissa les yeux et me dit d'une manière laconique : « N'y va pas, Mohammed, nous avons besoin de toi ici. »

Les acteurs de cet épisode, au premier rang desquels les commandants Oussedik et Azzedine, se sont toujours abstenus de nous l'expliquer. Ils ont sans doute aucun réussi, en redonnant vie à la zone autonome d'Alger, à préparer la population algéroise à faire face à la terreur de l'OAS. Mais ils ont également accrédité la rumeur d'une collusion entre le GPRA et la France contre l'armée extérieure, ce qui dans un contexte de crise n'arrangeait rien.

Autre épisode trouble, dont j'admets aujourd'hui qu'il fut un « acte éminemment politique »[21] et justifié, l'accord entre le docteur Chawki Mostefaï, chef du groupe FLN au sein de l'exécutif provisoire, et Jean-Jacques Susini, représentant du haut commandement de l'OAS, le 17 juin 1962. Par cet accord, l'OAS acceptait — moyennant l'amnistie de ses militants pour les délits commis après le 19 mars et la participation des Européens à la « Force locale » — de mettre fin à sa politique de « terre brûlée » et d'attentats tous azimuts, qui avait fait plus de 2 000 morts et 5 000 blessés en un an ; depuis le début 1962, alors que l'indépendance de l'Algérie apparaissait clairement inéluctable, le terrorisme de l'OAS s'était fait

21. Selon les termes de Reda Malek dans son livre *L'Algérie à Évian*.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

encore plus meurtrier, suscitant l'exaspération des populations des grandes villes algériennes.

J'assistais à une réunion des chefs d'État du « groupe de Casablanca » au Caire [22] quand ont été rendues publiques la caution apportée par Krim à cet accord, puis sa dénonciation par la zone autonome d'Alger et par Ben Bella. Ces nouvelles semèrent le trouble parmi nous. Je ne suis pas sûr que la relation que donne Reda Malek de la réaction du président Ben Khedda à cette occasion soit conforme aux faits [23]. Selon lui, il n'était pas question pour Ben Khedda de mettre en porte à faux Mostefaï, dont il connaissait la probité et le sens politique. J'ai au contraire le souvenir que, après discussion avec Aït-Ahmed et moi-même, il s'était démarqué nettement de l'appel à la trêve lancé par Mostefaï à l'OAS, malgré les réticences de Saad Dahlab.

Ben Khedda a en effet pris en considération l'attitude ferme d'Aït-Ahmed sur la négociation avec l'OAS, motivée par plusieurs facteurs : la mollesse des réactions françaises à l'égard de l'organisation extrémiste, la crainte de son instrumentalisation pour obtenir des concessions en faveur de la communauté européenne — dont la participation aux forces de sécurité — et enfin le principe même de reconnaître l'OAS comme porte-parole des Européens. Aït-Ahmed allait jusqu'à demander l'internationalisation du contentieux portant sur l'action de l'OAS et nous avait proposé de suggérer aux chefs d'État du « groupe de Casablanca » la « formation d'une délégation auprès de Khrouchtchev et Kennedy en vue d'une pression sur la France ». Dahlab s'y est opposé en nous appelant à tenir compte des difficultés que le général de Gaulle, notre interlocuteur, avait avec son armée, comme nous, nous en avions avec la nôtre.

Il est possible que nous n'ayions pas évalué comme il l'aurait fallu la position gaulliste qui visait à recentrer la politique française et à la libérer du contentieux de la guerre d'Algérie, quel qu'en soit le prix. Nous en restions à une méfiance qui n'était plus fondée. Et la dislocation de l'Algérie, sa « congolisation » que nous soupçonnions de

22. La délégation algérienne comprenait Ben Khedda, Dahlab, Aït-Ahmed, Benhabylès et moi-même, entre autres.

23. Reda Malek, *L'Algérie à Évian*, *op. cit.*, p. 254-261.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

Gaulle de rechercher, c'est nous qui risquions d'en être les auteurs par nos dissensions. Nous étions en fait au bord de la guerre civile : si Krim et le colonel Mohand Ould Hadj, chef de la wilaya III, s'étaient rangés à l'avis de Boudiaf pour riposter le 25 juillet au coup de force contre la wilaya II, la division aurait traversé chacune des wilayas et l'embrasement aurait été généralisé.

Au cours de la crise, le ministère des Affaires extérieures fut considéré comme un havre de sécurité. Des cadres désespérés, qui n'avaient d'autre expérience que celle de la guerre, voulurent y accéder. Je vis défiler dans mon bureau des candidats au recrutement munis de recommandations du colonel Boumediène — Abdelaziz Maoui, Kasdi Merbah, Yazid Zerhouni, entre autres. Le colonel Boumediène me supposait des pouvoirs que je n'avais pas : le recrutement était bloqué, non du fait de ma volonté, mais faute de moyens et de pouvoir.

Les incertitudes du lendemain firent le lit du ressentiment et des haines politiques. Elles pèseront lourdement sur la recomposition des appareils comme sur les rapports futurs entre résistants. Les hommes qui ont mené la guerre ne se connaissaient pas toujours ; et, après le cessez-le-feu, ils se sont rencontrés dans une conjoncture de violence. Les wilayas vaincues enfermèrent leurs adversaires engagés en dehors du territoire algérien dans des préjugés et des stéréotypes qu'elles distillaient comme s'il s'agissait de citoyens venus d'un autre monde. Chacun valorisait son apport et dépréciait celui des autres. C'est au niveau de la Kabylie que la frustration, après l'élimination de Krim et le refus d'Aït-Ahmed de reconnaître la légitimité du nouveau pouvoir, sera la plus grande.

Au moment de la formation du premier gouvernement Ben Bella, le 26 septembre 1962, le pays était dévasté. Il n'y avait pas de forces sociales dans la réalité algérienne sur lesquelles on pouvait compter pour s'engager dans la voie du socialisme. L'administration, à peine réaménagée par l'exécutif provisoire, manquait de crédibilité et demandait à être assainie. Le personnel de la résistance était pour l'essentiel usé et ne songeait qu'à s'établir. La décantation dans l'armée était loin de son terme. Sa recomposition s'effectuait autour de l'armée des frontières, mais les wilayas qui avaient

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

combattu Ben Bella, comme celles qui l'avaient soutenu, gardaient leurs distances à l'égard du chef de l'armée extérieure devenu ministre de la Défense et tenaient leurs cadres bien en main. Les chefs historiques opposés à Ben Bella (Aït-Ahmed, Krim et Boudiaf) ne désarmaient pas. Les deux premiers acceptèrent de participer au jeu parlementaire. Le troisième s'y refusa et créa, le 20 septembre, le Parti de la révolution socialiste (PRS).

D'autres forces étaient en scène : le Parti communiste algérien qui avait réussi, malgré les embûches semées sur son chemin par toutes les factions du FLN, à regrouper ses militants et à faire reparaître *Alger républicain* ; les « oulémas de l'Islam et de la langue arabe » qui dès le 21 août avaient appelé le bureau politique du FLN à condamner la Fédération de France pour avoir prôné une Constitution laïque. Mais les feux de la rampe étaient braqués sur Ben Bella. Sa victoire était celle des forces rurales et bureaucratiques. Dans l'équipe gouvernementale qu'il a réunie autour de lui, Mohammed Khemisti a été nommé ministre des Affaires étrangères. Ancien secrétaire général de l'UGEMA, il avait été mon adversaire dans le mouvement étudiant. En 1957, nous nous étions entretenus quelques jours après son retour d'un voyage au Maroc d'où il était revenu effondré : son frère et celui de Rabah Bitat y avaient été assassinés par des collaborateurs de Boussouf. Je resterai un mois à ses côtés avant de passer la main à Abdelmalek Benhabylès. J'étais enfin libre.

Une conclusion capitale s'impose : l'histoire bégayait. Après l'hémorragie de cadres provoquée par la répression (1954-1956) dans le mouvement national, la défaite militaire des messalistes et des communistes, de nouvelles élites avaient grandi à l'ombre du monopole politique du FLN. L'élimination des classes urbaines au cours de la bataille des villes, les déchirements de la guerre, et pour finir l'action de l'OAS et l'exode massif des Européens, devaient porter un coup fatal à un renouveau en profondeur de l'Algérie.

Le 3 juillet 1962, je rentrai en Algérie préoccupé, dans un pays qui respirait encore la joie de la fin des combats et la fierté de l'indépendance enfin acquise. Je pensais au présent lourd d'incertitudes et aux lendemains gros de conflits internes et de luttes de clans. Mes inquiétudes étaient trop

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

fortes pour que je puisse me réjouir, sans réticence aucune, de ce qui, pourtant, était le résultat d'un long parcours auquel j'avais consacré ma vie. Je me souvenais de mes débuts comme tout jeune nationaliste à El-Arrouch et à Skikda, puis de ma vie d'étudiant militant, enfin de la guerre, de la clandestinité, puis de ce parcours à travers le monde comme représentant de mon pays. Oui, me disais-je, j'avais été fidèle à mes idéaux. Des erreurs parfois, des vilenies jamais.

Je regagnais Skikda, où je retrouvais mes enfants que je n'avais pas vus depuis 1955 et, pour le dernier, Reda, né à Skikda en 1957, pratiquement jamais. Je sentis dans leur difficulté à voir en moi leur père où étaient, pour eux, mon échec et où ma culpabilité. Je les avais privés de mon affection. Il me faudrait leur expliquer. Il me faudrait redonner sa place à ma vie privée et à ma famille maintenant que j'étais de retour au pays. Mais le pourrais-je ?

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:10 - © La Découverte

D

Annexes

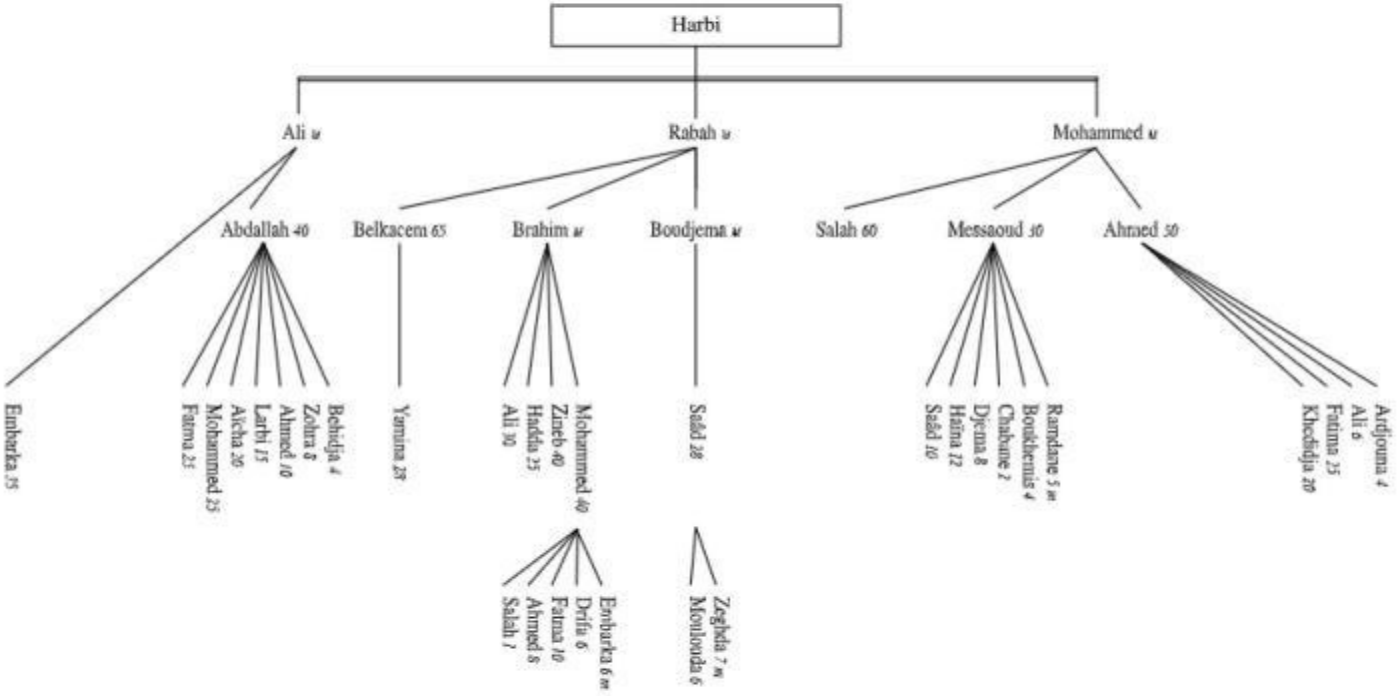
1. Arbres généalogiques des Harbi d'El-Arrouch 384
2. Charte revendicative de l'Union des étudiants algériens de Paris (UEAP, février 1954) 386
3. Procès-verbal de la réunion du CCE en date du 10 juin 1957 388
4. Note manuscrite, non datée, de Mohammed Khider adressée au CCE (« au frère Ouamrane ») après la réunion du CNRA d'août 1957, précédée d'une note des dirigeants du FLN détenus à la prison de la Santé (Hocine Aït-Ahmed, Ahmed Ben Bella, Mohammed Boudiaf et Mohammed Khider) 391
5. Deux notes de Mohammed Harbi à Belkacem Krim concernant les relations avec la Yougoslavie (novembre 1960) 401
6. Lettre de Saad Dahlab à Mohammed Harbi, 29 octobre 1961 408
7. Lettre de Saad Dahlab à Mohammed Harbi, 4 janvier 1962 409

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020
04:11 - © La Découverte

Annexe 1

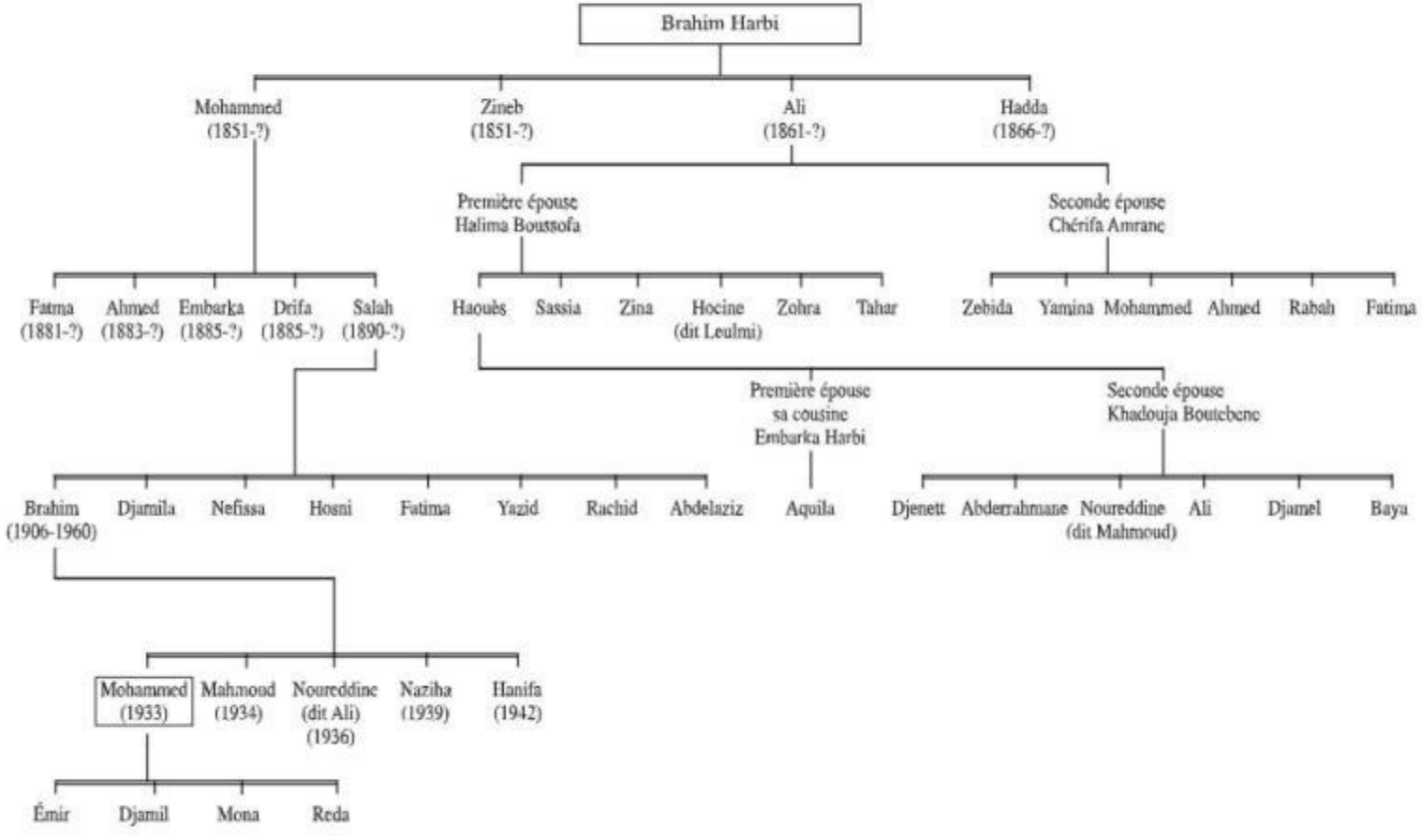
LE CLAN HARBI
(tel qu'établi au recensement de 1891*)



* *Les chiffres correspondent à l'âge en 1891. La lettre M signifie âge indéterminé.*

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020
04:11 - © La Découverte

LA DESCENDANCE DE MOHAMMED ET ALI HARBI (Fils de Brahim)



Annexe 2

Union des Étudiants Algériens de Paris

CHARTE REVENDICATIVE

FÉVRIER 1954

CHARTE REVENDICATIVE

Les Etudiants Algériens de Paris, réunis le Mercredi 3 Février 1954, ont mis au point un programme de lutte en vue de faire aboutir leurs légitimes revendications. Dans une parfaite unité de vue et d'action, ils ont dressé le bilan de leur situation actuelle et ont décidé de travailler plus efficacement à la réalisation de leurs objectifs.

SITUATION

A. **Bourses :**

Originaires de familles humbles et modestes, les Etudiants Algériens devraient tous bénéficier de bourses. Il n'en est rien.

Il y a deux catégories de boursiers :

— ceux qui bénéficient d'un même taux que les boursiers français; le montant de ces bourses s'élève à 160.000 fr. en moyenne;

— ceux qui bénéficient d'une subvention du Gouvernement général de l'Algérie, subvention qui va de 30 à 90.000 fr. par an.

Ainsi les sommes perçues sont nettement inférieures au minimum vital et ne sont payées aux bénéficiaires qu'en Mars-Avril. Bien plus, cette subvention dérisoire ne peut être cumulée avec un prêt d'honneur départemental, lequel donne souvent lieu à des mesures d'exception.

Le montant des bourses est insuffisant et nombreux sont ceux qui travaillent.

Et les études en subissent les conséquences. Ainsi, sur 100 Etudiants Algériens Musulmans, 27 travaillent et quelques-uns ont abandonné leurs études à cause de conditions matérielles déplorables.

B. **Logement :**

Quatre possibilités :

— Chambres d'hôtel, dont le loyer varie entre 6.000 et 12.000 fr. et qui sont situées très loin

Cette situation intolérable peut et doit cesser. L'ampleur et la puissance du mouvement revendicatif, ainsi que la participation de tous, sans aucune distinction, à la lutte sont les garanties de notre victoire.

C. **Repas et Transports :**

Le travail acharné que doivent fournir les Etudiants Algériens et leurs conditions de vie ne leur permettent pas de s'épanouir et de se réaliser pleinement.

L'an dernier, un de nos compatriotes est mort de la tuberculose à l'Hôpital de Bobigny. Actuellement, 5 Etudiants Algériens tuberculeux sont hospitalisés, 15 sont malades et fréquentent le restaurant médico-social.

Pour les vacances, rien n'est prévu, les frais de voyage excessifs ne permettent qu'à peu d'entre nous de rentrer en Algérie et beaucoup ne retournent qu'à la fin de leurs études. Le pécule de retour n'est même pas accordé.

Il importe donc que des solutions efficaces soient apportées à ce problème du repas, afin que les Etudiants Algériens puissent conserver un équilibre physique nécessaire à la bonne poursuite de leurs études.

BUDGET-TYPE

Le revenu moyen de l'Etudiant Algérien (statistiques sur 100 Etudiants) s'élève à 8.500 fr. par mois ! On est loin du minimum vital.

Quel doit donc être le budget-type ?

Chambre .....6.000 fr. × 12 = (On paie la chambre pendant les vacances)	72.000 fr.
Nourriture dans restaurants universitaires	45.000 fr.
Fournitures scolaires et droits universitaires	30.000 fr.
Déplacement .... 1.500 fr. × 10 =	15.000 fr.
Trousseau renouvelable chaque année	40.000 fr.
Voyage aller-retour en Algérie....	30.000 fr.
Compléments aux repas, recommandés par le C.O.P.A.R.	22.500 fr.
Frais divers ....4.000 fr. × 10 =	40.000 fr.
Total	294.500 fr.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

du Quartier Latin, en banlieue parfois. Il faut d'ailleurs des mois pour en trouver une.

— Chambres chez les particuliers. Les conditions sont très variables, mais il faut regretter le racisme qui souvent écarte les Etudiants Algériens de cette solution.

— Chambres dans les maisons communautaires. Elles sont en nombre limité : 600 pour tous les Etudiants Parisiens. Les loyers sont inférieurs aux loyers courants ; mais les chambres, dont l'usage n'était pas prévu pour les Etudiants, sont inconfortables. Souvent elles ne sont pas chauffées, et l'humidité est de règle. Ainsi, il y a des chambres au 32, rue Blondel, à la rue Jean-Beausire, au 37, rue des Petits Carreaux... où le soleil n'entre jamais et la réceptivité à la tuberculose n'en est que plus facilitée.

— Chambres à la Cité Universitaire. Là, les chambres sont confortables et le loyer élevé. L'absence d'un pavillon pour les Etudiants Algériens est regrettable et les statistiques montrent que peu d'Algériens sont logés dans les autres pavillons.

Statistiques sur 100 Etudiants

68 logent en hôtel.
22 dans les Maisons communautaires.
10 à la Cité Universitaire.

Nous demandons seulement des conditions de vie décentes.

REVENDICATIONS GENERALES

A. **Objectifs lointains.**

1. Présalaire ou système de bourses généralisées et démocratiques et dont le montant serait égal au minimum vital.
2. Construction à la Cité Universitaire d'un pavillon.
3. Voyage gratuit tous les ans.
4. Débouchés assurés en Algérie pour tous les Etudiants Algériens.

B. **Objectifs immédiats.**

1. Droit de cumul des bourses et des prêts d'honneur départementaux. Le total perçu n'atteindra que les 3/4 du minimum vital.
2. Pécule aller-retour de 25.000 fr., et réduction de 50 % sur Air-France.
3. Admission d'urgence d'au moins 30 étudiants à la Cité Universitaire. Achat d'un hôtel.

4. Subventions :
   - A l'U.E.A.P. qui aide les Etudiants nécessiteux ;
   - A l'A.E.M.N.A., seul foyer où les Etudiants Algériens ont des plats nationaux.
5. Libre choix de l'Université.
6. Subventions immédiates aux étudiants qui travaillent, et désirant reprendre leurs études.
7. Recul de l'âge limitatif pour la Sécurité Sociale.
8. Accès aux Restaurants universitaires et extension de la Sécurité Sociale aux Elèves Algériens des classes terminales des Lycées.
9. Bénéfice du sursis jusqu'à la fin des études.

Expliquons le sens des trois derniers points. L'Enseignement primaire commençant à l'âge de 7 ans, les conditions défavorables que subissent les Etudiants Algériens font qu'ils arrivent à un âge assez avancé dans l'enseignement supérieur. D'autre part, le nombre des Lycées et Collèges étant très limité, beaucoup d'élèves se trouvent, par ce fait, dans l'obligation de fréquenter les Lycées de France. Leurs conditions ne sont pas plus brillantes que celles des Etudiants.

NOTRE LUTTE REVENDICATIVE

Insuffisante encore jusqu'ici, notre lutte revendicative doit prendre une plus grande ampleur. L'Union des Etudiants Algériens de Paris doit centraliser nos luttes revendicatives, luttes que nous devons porter devant les Etudiants Français dont l'action est solidaire de la nôtre. L'action dans l'Union nous conduira à la réalisation de nos objectifs.

CONCLUSION

Cette Charte n'a abordé que les conditions de vie des Etudiants Algériens. Est-ce à dire que ces derniers restent passifs devant les problèmes de l'Enseignement? Non! Les Etudiants Algériens veulent non seulement travailler, mais aussi enrichir leurs connaissances, développer leurs aptitudes.

Les Etudiants Algériens veulent connaître leur culture nationale et contribuer à son plein développement.

Les Etudiants Algériens veulent que leur soient assurées toutes les conditions matérielles nécessaires pour accéder à la culture et à l'éducation sans aucune discrimination.

Tous ces buts, les Etudiants Algériens de Paris les développeront dans le cadre d'une action nationale.

★

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

Annexe 3

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU C.C.E. EN DATE DU IO JUIN I957.

DECISIONS PRISES :

I°) Convocation du C.N.R.A. Le lieu de réunion sera Le Caire dés l'arrivée des Membres du C.N.R.A. qui se trouvent encore à l'Intérieur.

Le C.C.E. demandera de toute urgence aux Chefs de Willayas et au Chef de la Délégation de lui fournir des rapports sur la situation militaire,politique,sociale....etc.

Le C.C.E. demandera à tous les Membres du C.N.R.A. en prison leurs voeux et suggestions. A cet effet,une lettre individuelle sera adressée à chacun d'entre eux. Cette lettre sera rédigée ainsi : "Une réunion du C.N.R.A. devant se tenir prochainement nous te demandons en tant que Membre du C.N.R.A. de nous transmettre par écrit tes voeux et suggestions concernant les questions d'ordre intérieur e extérieur ainsi que ton point de vue sur d'éventuelles négociations avec la France, et sur toutes les questions que tu jugeras utile de soumettre au C.N.R.A.

2°) Malek est chargé de refaire le projet des Statuts.

3°) Le C.C.E. chargera Yousfi de convoquer Mahsas au Caire pour le I° Juillet.

4°) Cas des Aurés.La constitution du P.C. de la Willaya N° I est ratifiée.Le Colonel Mahmoud est désigné comme Membre titulaire du C.N.R.A.et le Commandant M Laamouri comme Membre suppléant.

5°) Souk Ahras. La constitutions de la Zone de Souk Ahras en Base de ravitaillement est acceptée. Son P.C. est ratifié. Le Colonel Amara est désigné comme Membre suppléant du C.N.R.A.

6°) Cas des prisonniers de Tunis. Le Membre du C.C.E. en mission à Tunis est chargé de procéder au jugement des intéressés.

7°) Le C.C.E. entendra Ferhat ABBAS sur ses rapports avec "Djamma El Islam" et sur les cas de Mrs Boumendjel et Bater.

8°) Le C.C.E. décide de tenir une Conférence de Presse le 5 Juillet au Caire,avec la participation du Dr Lamine,Yazid,Abbas, Ouamrane et des Chefs de Willayas présents à l'Extérieur.Le Dr. Lamine est chargé de la préparation de cette Conférence. Les Membres du C.C.E devront arriver au Caire le 25 Juin.

9°) Le DR. Lamine est confirmé comme Chef de la Délégation. Le Colonel Ouamrane est confirmé comme Chef de la Logistique.Ces deux Eléments relévent individuellement et directement du C.C.E.

.../....

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

IO°) Les Organisations de Tunisie et du Maroc relèvent du C.C.E Cependant sur le plan Diplomatique le Chef de la Délégation en accord avec le C.C.E. aura des rapports avec les Gouvernements Tunisien et Marocain.

X II°) Le C.C.E. décide d'envoyer un nouveau Responsable à la tête de la Fédération de France. Cet élément sera désigné par l'Organisation du Maroc.Il sera porteur d'Instructions trés précises notamment pour : a) Intensifier la lutte armée en éxécuttant les personnalités ultras,en allumant des incendies de forêts,en sabotant les voies de communications et les centres vitaux de [illegible] l'économie française,sans oublier de s'attaquer à la presse "ultra".

b) Lutter contre le M.N.A.,abattre tous les dirrigeants de ce parti. Cas Messali: Messali a manifesté le désir de rejoindre le F.L.N.Notre réponse est la suivante: Messali devra au préalable faire une declaration proclamant la dissolution du M.N.A. et appelant tous les militants à rejoindre le F.L.N. sans aucune conditions.

c) Intensifier la propagande pour neutraliser une parti tout au moins de l'Opinion française.

d) Faire rentrer le maximum d'argent possible.

e) Envoyer les Finances disponibles.

I2°) Le C.C.E. décide d'accorder une [illegible] aide de 25 Millions à Souk Ahras et de 50 Millions aux Aurés. [illegible] prélevé sur la [illegible].

I3°) Le C.C.E. décide d'établir son P.C. à Tétouan.

I4°) Le C.C.E. décide la centralisation de la Presse et de la Propagande intérieure et extérieure du F.L.N. à Tétouan, sous l'Autorité du C.C.E. A l'avenir seul le P.C. de Tétouan est habilité pour répondre [illegible] et de prendre position sur les événements qui se produiront à l'Intérieur du Paye.Les Chefs des différents Bureaux dans les Capitales Etrangéres pourront reprendre et diffuser les Communiqués de Tétouan.

Le C.C.E. décide la suppression de "Resistance Algérienne de Tunis, Tétouan et Paris. A l'avenir seul "EL Moudjahid" Organe [illegible] du F.L.N. sera diffusé à l'Intérieur comme à l'Extérieur de l'Algérie.

I5°) Le Colonel Mabrouk est chargé d'installer dans les plus brefs délais des postes radios dans chaque Willaya.

I6°) Le C.C.E. décide la centralisation de toutes nos Finances

I7°) Le Croissant Rouge Algérien aura pour siége central le Caire. Les Organisations du Croissant Rouge de Tanger et de Tunis dépendront du Caire.Le Croissant Rouge Algérian est placé sous la Direction du Chef de la Délégation.

I8°) Le C.C.E. décide de rappeler [illegible] Colonel Mabrouk où en sont les comptes avec le Dr. Kettib.

.../....

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

19°) Le C.C.E. donne son accord pour l'entrée en Algérie de des journalistes américains.

20°) Allal est mis à la disposition du Chef de la Délégation. Abdel Djallil prendra la place de Allal.

21°) Tunis présentera un projet de décoration.

22°) Le C.C.E. préparera une Directive Générale à adresser à tous les Chefs de Willayas.Cette Directive Générale devra comporter des directives politiques: Gréve I° Novembre,pas de massacre collectifs sous aucun prétexte,pas de décision politique à caractére national par les P.C. des Willayas,rappel des Décision du Congrés du 20 Août (Prisonniers,égorgements...Etc.) Des directives sur les liaisons et renseignements.Entre le P.C. du C.C.E. et les P.C. des Willayas devront fonctionner trois liaisons: postales,radios et Djebels.Les Chefs de Willayas fourniront régulièrement au C.C.E. des rapports politiques ,militaires,social,;; Sur le plan militaire renforcement et coordination des actions , notamment pendant la période de l'O.N.U. Chaque Willaya installera une équipe de presse et éditera un Bulletin d'information et d'éducation.

23°) Le Capitaine des transmissions de la Willaya N° 5 est nommé Commandant .Il relévera lui et son personnel du C.C.E.

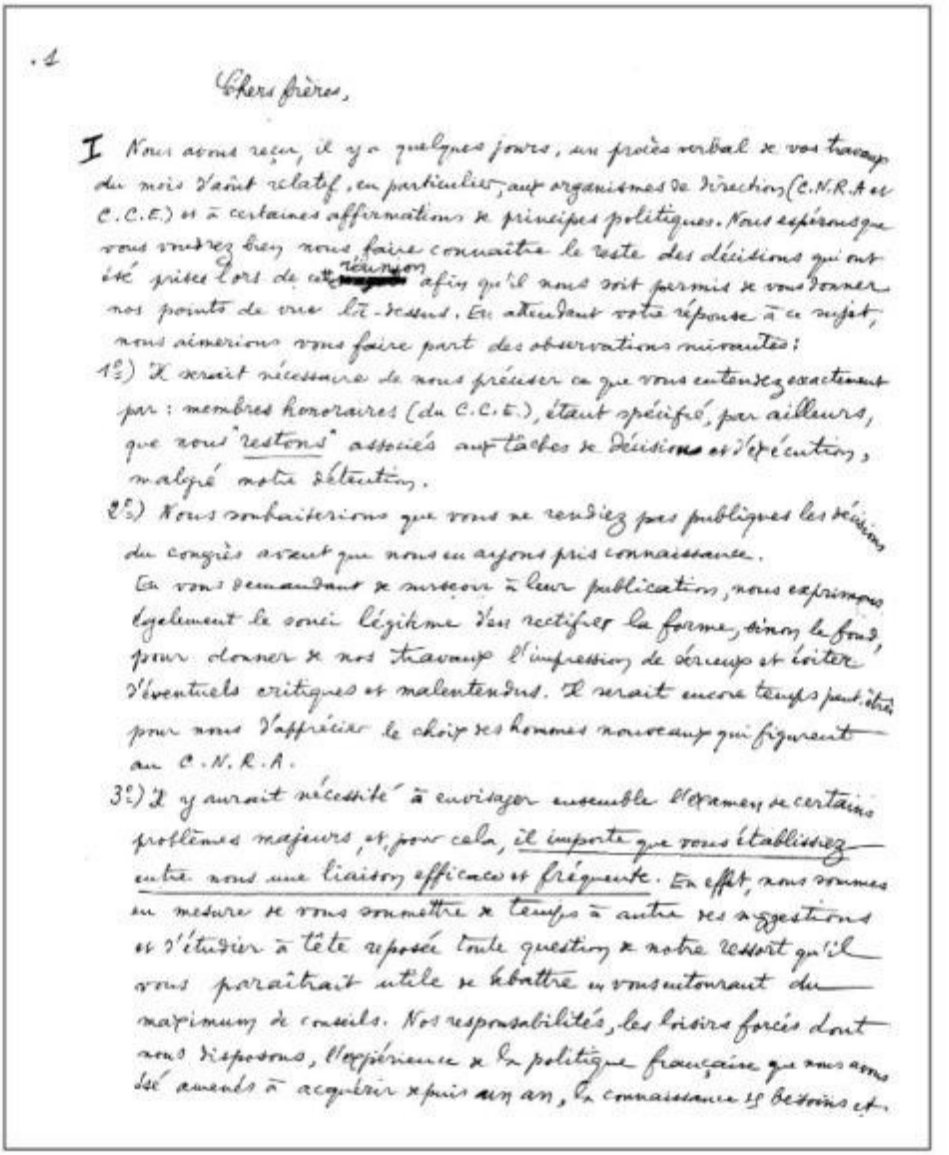
24°) Le C.C.E. décide la création d'une Commission de Presse,d'une Commission Politique, d'une Commission Militaire et d'une Commission Liaison et renseignements.

KRIM DAHLEB BENKHEDDA ABBANE

Destinataires :
Les membres du C.C.E.
- Lamine -
- Mabrouk -
- Ouamrane.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

Annexe 4



.1

Chers frères,

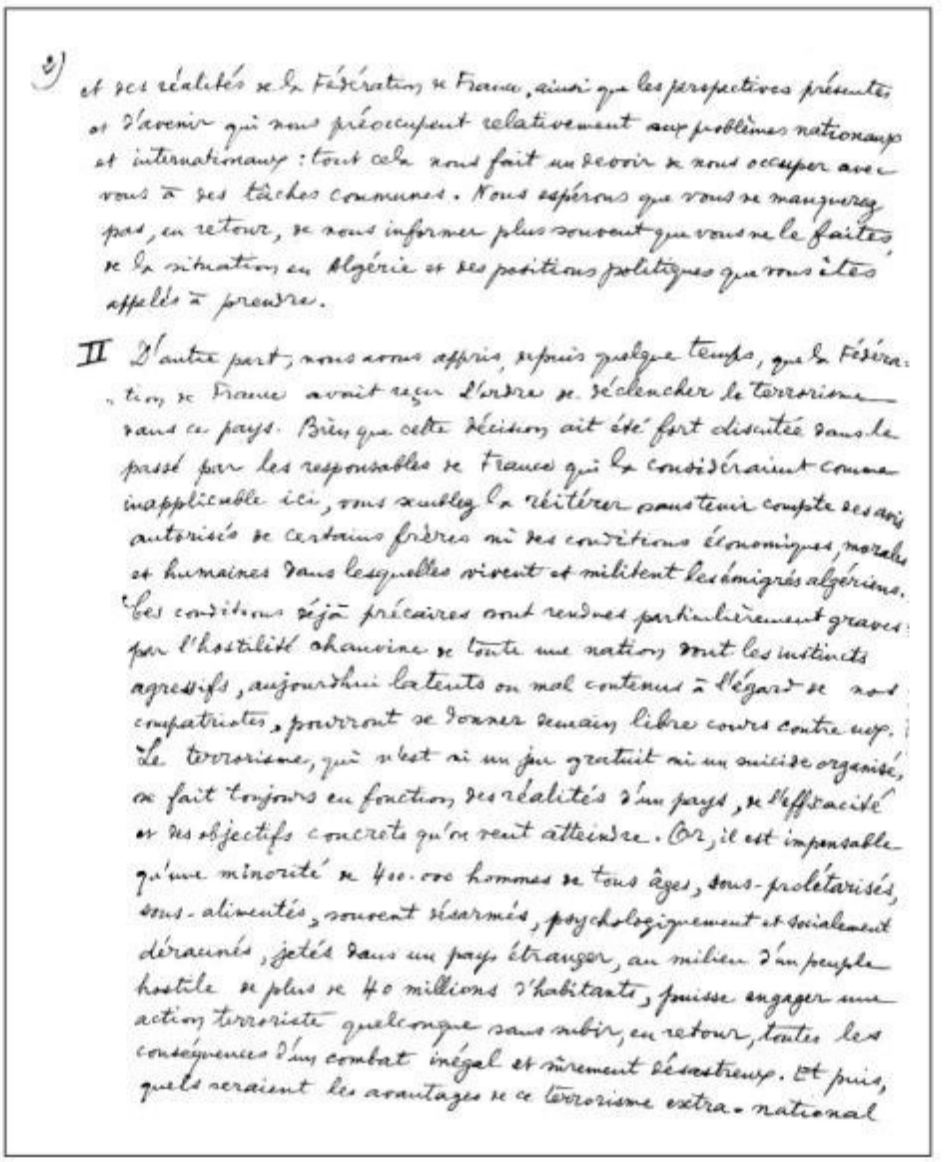
I Nous avons reçu, il y a quelques jours, un procès verbal de vos travaux du mois d'août relatif, en particulier, aux organismes de direction (C.N.R.A et C.C.E.) et à certaines affirmations de principes politiques. Nous espérons que vous voudrez bien nous faire connaître le reste des décisions qui ont été prises lors de cette réunion afin qu'il nous soit permis de vous donner nos points de vue là-dessus. En attendant votre réponse à ce sujet, nous aimerions vous faire part des observations suivantes :

1°) Il serait nécessaire de nous préciser ce que vous entendez exactement par : membres honoraires (du C.C.E.), étant spécifié, par ailleurs, que nous "restons" associés aux tâches de décisions et d'exécution, malgré notre détention.

2°) Nous souhaiterions que vous ne rendiez pas publiques les décisions du congrès avant que nous en ayons pris connaissance.
En vous demandant de surseoir à leur publication, nous exprimons également le souci légitime de les rectifier la forme, sinon le fond, pour donner à nos travaux l'impression de sérieux et éviter d'éventuels critiques et malentendus. Il serait encore temps peut-être pour nous d'apprécier le choix des hommes nouveaux qui figurent au C.N.R.A.

3°) Il y aurait nécessité à envisager ensemble l'examen de certains problèmes majeurs, et pour cela, il importe que vous établissiez entre nous une liaison efficace et fréquente. En effet, nous sommes en mesure de vous soumettre à temps à autre des suggestions et d'étudier à tête reposée toute question de notre ressort qu'il vous paraîtrait utile de débattre en vous entourant du maximum de conseils. Nos responsabilités, les loisirs forcés dont nous disposons, l'expérience de la politique française que nous avons été amenés à acquérir depuis un an, la connaissance des besoins et

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte



et des réalités de la Fédération de France, ainsi que les perspectives présentes et d'avenir qui nous préoccupent relativement aux problèmes nationaux et internationaux : tout cela nous fait un devoir de nous occuper avec vous à des tâches communes. Nous espérons que vous ne manquerez pas, en retour, de nous informer plus souvent que vous ne le faites de la situation en Algérie et des positions politiques que vous êtes appelés à prendre.

II D'autre part, nous avons appris, depuis quelque temps, que la Fédération de France avait reçu l'ordre de déclencher le terrorisme dans ce pays. Bien que cette décision ait été fort discutée dans le passé par les responsables de France qui la considéraient comme inapplicable ici, nous sommes obligés de réitérer sans tenir compte des avis autorisés de certains frères mis des conditions économiques, morales et humaines dans lesquelles vivent et militent les émigrés algériens. Ces conditions déjà précaires sont rendues particulièrement graves par l'hostilité ouverte de toute une nation dont les instincts agressifs, aujourd'hui latents ou mal contenus à l'égard de nos compatriotes, pourront se donner demain libre cours contre nous. Le terrorisme, qui n'est ni un jeu gratuit ni un suicide organisé, se fait toujours en fonction des réalités d'un pays, de l'efficacité et des objectifs concrets qu'on veut atteindre. Or, il est impensable qu'une minorité de 400.000 hommes de tous âges, sous-prolétarisés, sous-alimentés, souvent désarmés, psychologiquement et socialement déracinés, jetés dans un pays étranger, au milieu d'un peuple hostile de plus de 40 millions d'habitants, puisse engager une action terroriste quelconque sans subir, en retour, toutes les conséquences d'un combat inégal et sûrement désastreux. Et puis, quels seraient les avantages de ce terrorisme extra-national

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

3) qui est une véritable gageure? Serions-nous à point acculés à des actions désespérées pour qu'il nous faille porter la guerre en France avec des moyens aussi dérisoires, alors qu'en Algérie 1 million de soldats, de policiers et de miliciens armés jusqu'aux dents, disposant de ressources incalculables et servis par une administration complice ne parviennent pas depuis 3 ans à effrayer ou à vaincre notre peuple? Envisageons maintenant les répercussions d'ordre politique et moral qu'une pareille action pourrait susciter en France et dans le monde. Nous pensons, quant à nous, que l'action militaire de l'A.L.N. de jour en jour plus décisive, jointe à un terrorisme efficace et mesuré qui frapperait des coups retentissants dans certaines villes sans entraîner la liquidation de nos forces vives comme à Alger, nous pensons que cette double action directe propre à l'Algérie, pourrait se compléter en France et partout à l'étranger par un travail politique, de propagande, de formation technique, d'aides de toutes sortes. L'opinion française quoique très lente dans son évolution et pas toujours favorable à notre cause en raison même de son chauvinisme raciste a cependant été ébranlée, depuis le printemps dernier, par les récits de tortures et les crimes commis par l'armée française. Tout cela, ainsi que le marasme économique, les crises ministérielles, les divisions politiques au sein des partis et des groupes sociaux, l'ont amenée et l'amèneront davantage dans un proche avenir à envisager avec faveur une solution qui arrêterait la guerre. Par conviction, mais surtout par lassitude, cette opinion française et les formations qui la représentent mettront un terme, le moment venu, à l'activité catastrophique de leur bonte-feu. Et l'on peut dire que c'est en grande partie grâce aux succès militaires et politiques de l'A.L.N.-F.L.N. et à la résistance opiniâtre du peuple algérien que la France se trouve aujourd'hui devant un bilan économique désastreux et une situation fertile en troubles

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

4) sociaux, en divisions inexpiables, en discrédits flagrants aux yeux de l'opinion internationale. Le pourrissement multiple, nous avons tout intérêt à le hâter par des initiatives audacieuses, des campagnes diplomatiques et de propagande, un surcroît de dynamisme militaire, et non pas à le compromettre par des actions inepties qui auront pour conséquences de détruire en peu de jours le long travail de maturation et de démystification dont nous commençons à percevoir les signes en France et dans le monde relativement au problème algérien. L'une des conséquences du terrorisme en France serait de ressouder les factions dans ce pays qui se déchire de jour en jour de plus, toute perspective de solution négociée serait condamnée à jamais. Le parti de la guerre qui donne les signes de fléchissement retrouverait une adhésion unanime et un regain de chauvinisme belliciste chez un peuple que tout prédisposa actuellement à capituler.

Il ne faut pas oublier que l'exécution d'une personnalité française quelconque sur le sol français serait ressentie fâcheusement par toute l'opinion publique, sans distinction de tendance ou de classe. La psychose serait telle – tout effet de terreur ou d'intimidation étant écarté, vu le nombre infime des Algériens par rapport à la masse énorme des Français – que c'est au contraire la sécurité de nos compatriotes et leurs conditions de vie qui se trouveraient menacées et tragiquement compromises sans aucun profit pour notre cause. Pour des actes beaucoup moins graves et souvent imaginaires, des dizaines de Nord-Africains ont été abattus impunément à la fin de 1944 par des civils français qui les suspectaient de collaboration économique avec les Allemands. Des lynchages contre les nôtres ont été signalés un peu partout en France depuis 1 an. C'était, chaque fois, pourtant, à l'occasion d'attentats dirigés contre des membres M.N.A. En mai ou juin 1956, les rumeurs d'un complot poujadiste étaient

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

5) personnes à la connaissance de la fédération de France selon laquelle des anciens paras projetaient de recruter des chômeurs algériens inorganisés afin de les lancer contre la population française et d'exploiter ensuite de réactions sur une grande échelle. A l'époque, la vigilance de nos militants et une organisation plus solide du Front ont prévenu le danger. Aujourd'hui, ce danger n'est pas éliminé pour autant, mais alors que nos militants sont insuffisamment formés, énervés par les événements et les luttes qui les opposent aux traîtres messalistes, aigris par une sorte de captivité qui les empêche de sortir de France et d'aller se battre en Algérie, le nombre des jeunes fascistes et des anciens soldats retour d'Afrique du Nord augmente dans de très grandes proportions. Il ne déplairait pas à ces voyous abondamment armés et à la recherche du moindre prétexte sérieux, de se lancer dans l'aventure contre les émigrés algériens avec la complicité et les sourires, non seulement de la police, mais de la masse française tout entière. Cela ne veut pas dire que nos compatriotes ne se défendraient pas s'ils étaient attaqués.

Considérez aussi que sur le double plan politique et de la propagande, aucune voix ne s'élèverait plus jamais pour condamner les crimes de l'armée française ou critiquer Lacoste. Le bénéfice moral de notre lutte de libération, de la pureté de notre patriotisme, des répressions cruelles subies par notre peuple, sera perdu en Europe même où l'on comprendra mal que nous ayons recours à de telles pratiques hors d'Algérie. La diplomatie française aura alors plus de poids. Quant à Soustelle ou Lacoste, par exemple, il ne serait pas souhaitable d'en faire des martyrs, ni de fournir l'occasion à leurs partis respectifs de redorer leur blason à bon compte.

Encore une fois, si nous devons entreprendre quelque chose de ce genre,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

6) C'est en Algérie que nous le ferons. Agir autrement c'est méconnaître les réalités de la vie politique française dans ses rapports avec l'opinion publique, son évolution actuelle, ses réflexes, ainsi que la situation générale des Algériens de France. Ces derniers ne sont pas aussi bien préparés, politiquement et matériellement, que leurs compatriotes d'Algérie, à ses tâches de cet ordre. Tout leur fait défaut: le contexte humain indispensable, la sécurité morale sinon matérielle, la formation idéologique et même technique, le stimulant et la confiance qui prouvent légitimement le contact du sol national et la solidarité naturelle. Les Algériens de France ne manquent généralement ni de courage ni d'esprit de sacrifice, mais il ne convient pas de les lancer dans une aventure inutile et sans issue honorable. Il faudrait avant tout s'occuper de leur formation qui a été longtemps négligée, leur donner des responsables hautement qualifiés, aider les volontaires à quitter cet immense ghetto qu'est devenue la France, en leur facilitant le passage des frontières. La Fédération de France, que la simple logique nationaliste et nos principes nous interdisent de considérer comme une wilaya algérienne, pourrait sacrifier d'autres tâches, aussi importantes dans leur genre que celles de l'intérieur. Il y a ici une masse d'hommes jeunes mais souvent frustes, dépaysés par un monde étranger, sans préparation et sans moyens adéquats, qu'on gagnerait à utiliser comme une réserve pour les combats qui se livrent ailleurs. Des réserves semblables devraient être rationnellement constituées et formées en Algérie en vue de l'après-guerre. Faire prospérer économiquement cette émigration qui fait vivre les siens en Algérie et subvient pour une large part aux besoins financiers de la lutte nationale; choisir dans ses rangs, pour les orienter, ses ouvriers qui seraient susceptibles de se perfectionner

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

7) dans différentes techniques, en France et en Europe ; occuper d'autres éléments, qu'on aura formés au préalable, à des missions délicates de sabotage des installations militaires françaises, dans les usines de guerre et les ports d'embarquement de matériel, les instruire dans les méthodes d'infiltration et de noyautage, les préparer aux batailles difficiles du syndicalisme. Pour le reste, la Fédération constituera une base importante de travail politique et de propagande. N'est-il pas surprenant qu'au cours du débat sur la loi-cadre ou pendant l'actuelle crise ministérielle aucun tract, aucune consigne politique opportune ne soient venus révéler à l'opinion française ou occidentale qu'il existe en France un organisme du F.L.N. qui fait parler de lui autrement que par sa lutte contre le M.N.A. ? Pourquoi ce vide politique ? Les militants sont les premiers à en souffrir. L'exemple de l'émigration vietnamienne pendant la guerre d'Indochine devrait nous inspirer. Mais, pour cela il faudra se soucier plus sérieusement du sort de la Fédération de France qui, à certains égards, est franchement tragique. Ses possibilités sont grandes dans le présent et pour l'avenir, mais, ce qu'il y a de certain c'est que le terrorisme leur portera un coup fatal, plongera inutilement dans l'inaction et la misère toute l'émigration algérienne et entraînera à sa suite le crédit que la cause nationale gagne de proche en proche en France et dans le monde.

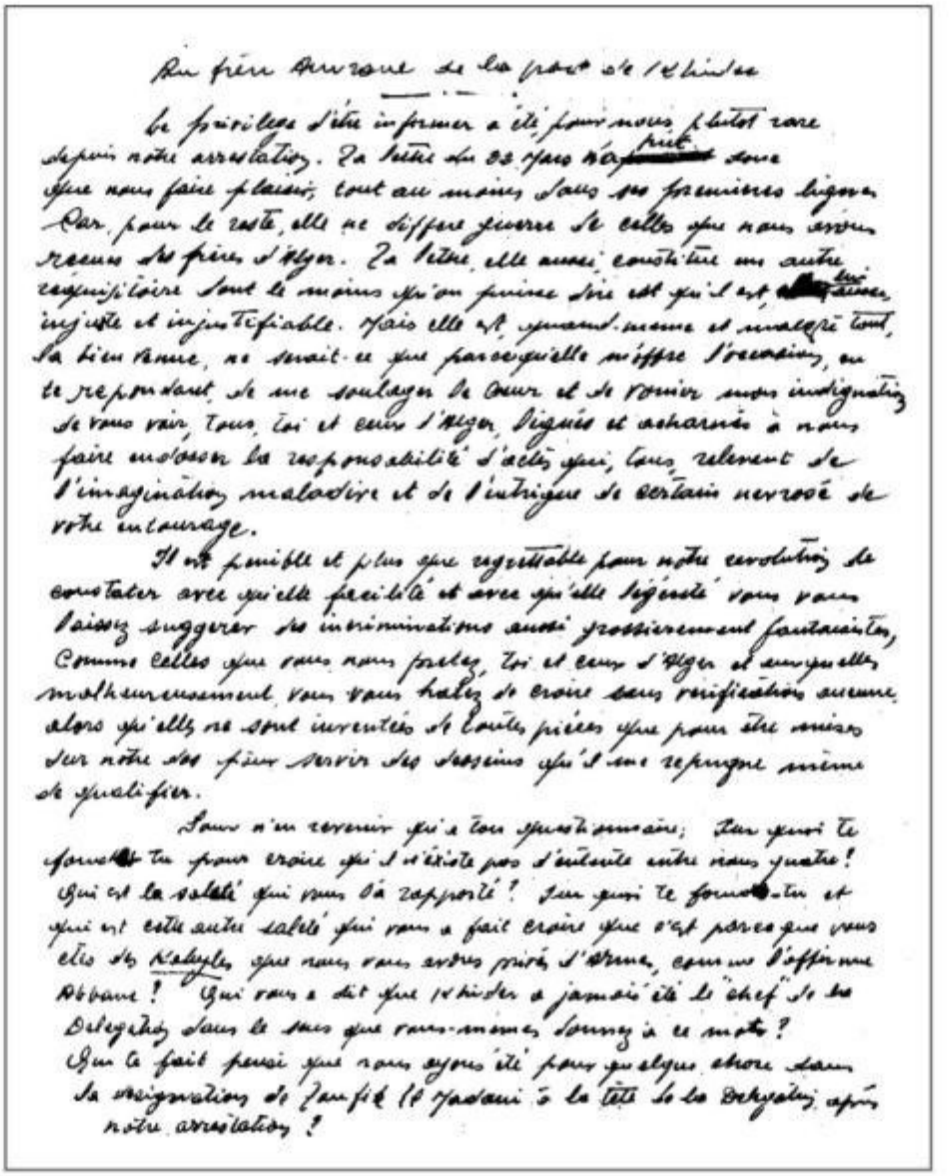
Nous espérons que toutes ces considérations vous amèneront à annuler purement et simplement une décision si grosse de conséquences malheureuses. S'il fallait réunir tout le C.C.E., nous estimons que cela en vaudrait la peine. Par la même occasion vous arrêterez pour cette importante région la ligne politique et les tâches qui cadrent le mieux avec ses réalités propres et les possibilités de ses militants. Nous avons pris sur nous de demander à la Fédération de France de surseoir à l'exécution de votre directive sur le terroris

ocument téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020
04:11 - © La Découverte

8) jusqu'à ce que vous ayez réexaminé cette grave question. Que l'un de vous (le premier qui lira ce rapport) fasse parvenir d'urgence à la Fédération ses instructions provisoires pour lui confirmer ce que nous lui avons dit. En d'autres termes, faites stopper, en attendant, toute action terroriste. Quand vous aurez mûrement débattu le problème en comité élargi, avec, si possible la participation d'un responsable de France, vous donnerez des ordres plus détaillés et définitifs à la Fédération.

Bien fraternellement à vous :

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte



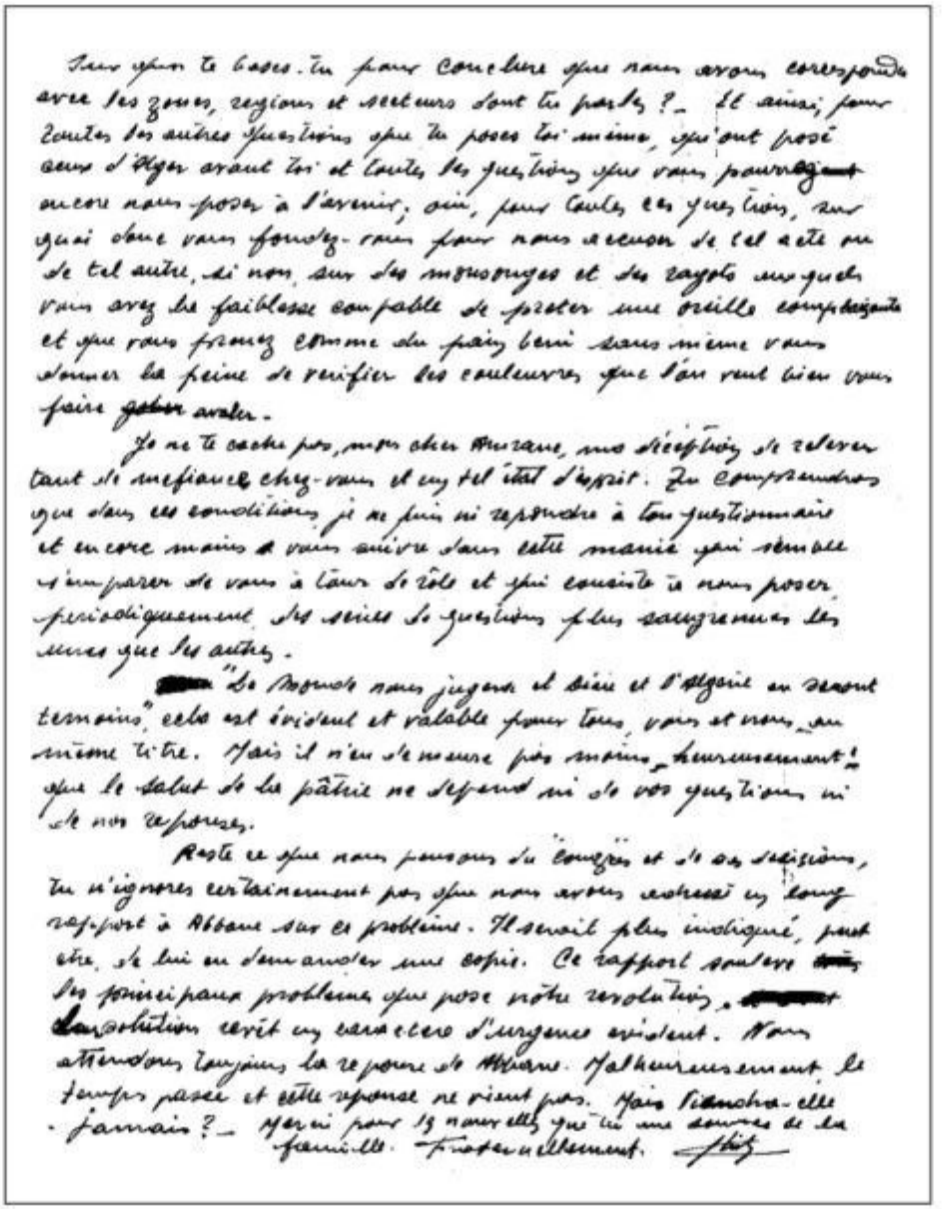
Au frère Amrane de la part de Khider

Le privilège d'être informer a été pour nous plutôt rare depuis notre arrestation. La lettre du 22 mars n'a ~~[illegible]~~ prêt donc que nous faire plaisir, tout au moins dans ses premières lignes. Car, pour le reste, elle ne diffère guère de celles que nous avons reçues des frères d'Alger. La lettre, elle aussi, constitue un autre réquisitoire dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est ~~[illegible]~~ lui aussi injuste et injustifiable. Mais elle est, quand-même et malgré tout, la bienvenue, ne serait-ce que parcequ'elle m'offre l'occasion, en te répondant, de me soulager le cœur et de vomir mon indignation de vous voir, tous, toi et ceux d'Alger, ligués et acharnés à nous faire endosser la responsabilité d'actes qui, tous, relèvent de l'imagination maladive et de l'intrigue de certain nevrosé de votre entourage.

Il est pénible et plus que regrettable pour notre révolution de constater avec qu'elle facilité et avec qu'elle légèreté vous vous laissez suggérer des incriminations aussi grossièrement fantaisistes, comme celles que vous nous prêtez, toi et ceux d'Alger et auxquelles malheureusement vous vous hâtez de croire sans vérification aucune, alors qu'elles ne sont inventées de toutes pièces que pour être mises sur notre dos pour servir des desseins qu'il me répugne même de qualifier.

Pour n'en revenir qu'à ton questionnaire; Sur quoi te fonde-tu pour croire qu'il n'existe pas d'entente entre nous quatre? Qui est la saleté qui vous l'a rapporté? Sur quoi te fonde-tu et qui est cette autre saleté qui vous a fait croire que c'est parce que vous êtes des Kabyles que nous vous avons privés d'Armes, comme l'affirme Abbane? Qui vous a dit que Khider a jamais été le "chef" de la Délégation dans le sens que vous-mêmes donnez à ce mot? Qui te fait pensé que nous ayons été pour quelque chose dans la désignation de Zoufik El Madani à la tête de la Délégation après notre arrestation?

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020
04:11 - © La Découverte



Sur quoi te bases-tu pour conclure que nous avons correspondu avec les zones, régions et secteurs dont tu parles ? – Et ainsi, pour toutes les autres questions que tu poses toi-même, qu'ont posé ceux d'Alger avant toi et toutes les questions que vous pourrez encore nous poser à l'avenir ; oui, pour toutes ces questions, sur quoi donc vous fondez-vous pour nous accuser de tel acte ou de tel autre, si non, sur des mensonges et des ragots auxquels vous avez la faiblesse coupable de prêter une oreille complaisante et que vous prenez comme du pain béni sans même vous donner la peine de vérifier les couleuvres que l'on veut bien vous faire ~~gober~~ avaler.

Je ne te cache pas, mon cher Amrane, ma déception de relever tant de méfiance chez-vous et un tel état d'esprit. Tu comprendras que dans ces conditions je ne puis ni répondre à ton questionnaire et encore moins à vous suivre dans cette manie qui semble s'emparer de vous à tour de rôle et qui consiste à nous poser périodiquement des séries de questions plus saugrenues les unes que les autres.

[redacted] "Le Monde nous jugera et Dieu et l'Algérie en seront témoins", cela est évident et valable pour tous, vous et nous, au même titre. Mais il n'en demeure pas moins, heureusement ! que le salut de la patrie ne dépend ni de vos questions ni de nos réponses.

Reste ce que nous pensons du Congrès et de ses décisions, tu n'ignores certainement pas que nous avons adressé un long rapport à Abbane sur ce problème. Il serait plus indiqué, peut-être, de lui en demander une copie. Ce rapport soulève ~~[illegible]~~ les principaux problèmes que pose notre révolution, [redacted] la solution revêt un caractère d'urgence évident. Nous attendons toujours la réponse de Abbane. Malheureusement, le temps passe et cette réponse ne vient pas. Mais viendra-t-elle jamais ? – Merci pour les nouvelles que tu me donnes de la famille. Fraternellement. [illegible]

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020
04:11 - © La Découverte

Annexe 5

NOTE A MONSIEUR LE MINISTRE

Objet : Démarches yougoslaves sur la question de la reconnaissance.

Le 13 Novembre, notre Chef de Mission à Tunis nous adressait le message suivant : " Ambassadeur Yougoslavie Tunis vient faire communication suivante Président du Conseil Abbas stop, Gouvernement Yougoslave a reconnu GPRA de facto depuis 1959 stop. Cette reconnaissance découle stop primo voyage officiel Abbas à Belgrade stop secondo publication communiqué commun fin cette visite stop en conséquence stop Ambassadeur propose procédure suivante stop porte-parole GPRA annonce que reconnaissance de facto par Gouvernement Yougoslave remonte cette date stop immédiatement après stop porte-parole officiel yougoslave confirmera à Belgrade stop mais ne pas procéder par communiqué stop Ambassadeur suggère par exemple stop que MAE le dise en répondant à questions journalistes stop souci yougoslave stop que cela n'apparaisse pas comme annonce nouvelle afin prouver que reconnaissance yougoslave antérieure à celle URSS."

Pour déterminer une position à l'égard des affirmations et des propositions yougoslaves, il nous faut examiner :

1) Si elles correspondent effectivement à la réalité.
2) Le sens exact de l'attitude yougoslave à la lumière des récents développements du problème algérien.

I. Le problème de la reconnaissance du GPRA et l'attitude yougoslave.

a) Lors de la visite à Belgrade du Président du Conseil le Gouvernement Yougoslave n'a pas reconnu le GPRA. La

.../...

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

publication d'un communiqué commun n'infirme en rien le fait que le Gouvernement Yougoslave n'a pas jugé utile à l'époque de procéder à cette reconnaissance. Au contraire les déclarations du Président Abbas lors de la conférence de Presse qu'il avait donnée le Vendredi 12 Juin à Belgrade le confirmaient. Comme on lui demandait si pendant son séjour il avait examiné avec ses interlocuteurs yougoslaves les possibilités de reconnaissance du GPRA, le Président Abbas a répondu : " Nous avons discuté en principe de beaucoup de choses ".

b) A l'issue du communiqué commun de Juin 1959 et après le rappel de l'Ambassadeur de France à Paris par son Gouvernement ,Mr. Rotila Popovitch, alors Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères a précisé à Mr. Broustra lors de son entrevue avec lui que l'aide au F.L.N. était purement humanitaire et concernait exclusivement les réfugiés, les grands blessés, la prise en charge d'un certain nombre d'Etudiants et d'ouvriers algériens; quant à la reconnaissance du GPRA il lui avait fait savoir qu'elle n'était envisagée dans les circonstances actuelles.

c) Conséquemment à l'ouverture d'un bureau du FLN à Belgrade, les protestations élevées par l'Ambassadeur de France auprès des autorités yougoslaves ont amené celles-ci à demander à notre délégué d'observer une certaine discrétion dans ses activités et aucun responsable des Affaires Etrangères n'avait consenti alors à le recevoir. Malgré certaines faveurs dont jouit jusqu'à ce jour notre délégué, il est considéré actuellement comme accrédité auprès de l'alliance socialiste et non pas auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

d) La délégation du FLN au Congrès de l'Alliance Socialiste a eu le 20 Avril 1960 un entretien avec Mr. Alexandre Frankovitch, Vice-Président du Conseil. Au cours de cet entretien Mr. Frankovitch a admis l'importance de la reconnaissance du GPRA par la Yougoslavie,et il a ajouté : " Un geste isolé de

.../...

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

notre pays dans ce sens n'aurait pas une très grande portée, c'est la raison pour laquelle la diplomatie yougoslave s'emploie, pour le moment, à préparer le terrain pour une éventuelle reconnaissance du GPRA par la Yougoslavie en même temps que par d'autres pays du groupe de Bandoeng (Afghanistan, Inde, Philippines etc...).

Tous ces éléments d'information démontrent sans équivoque aucune que la Yougoslavie n'a pas reconnu même de facto notre gouvernement. Mais alors quel serait le sens de la démarche yougoslave ?

II. Le sens de la démarche yougoslave.

La démarche yougoslave ne peut être comprise que si l'on se réfère aux discussions en cours actuellement au sein du mouvement Communiste, discussions qui portent sur toute une série de problèmes fondamentaux aussi bien tactiques que stratégiques. Parmi les problèmes controversés le rôle de la Révolution des peuples coloniaux et le sens à donner à la dynamique de développement de cette révolution à l'heure actuelle.

1) En reconnaissant le GPRA dès sa naissance la Chine a démontré que le renforcement de la lutte du peuple algérien est plus importante que les tentatives d'accord avec la France gaulliste ou le développement des relations économiques entre elle et les pays impérialistes.

2) En ne le faisant pas l'URSS et la Yougoslavie agissent selon leur situation spécifique et non pas en internationalistes. Aussi sont-ils accusés par les Communistes Chinois de paralyser les mouvements de libération nationale dans les colonies.

3) L'URSS vient de reconnaître le GPRA. Elle n'a pas pour autant modifié ses positions théoriques mais par son geste elle croit avoir enlevé un argument aux Communistes Chinois.

.../...

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

4) La Yougoslavie tente de faire de même, mais sa position est encore plus délicate que celle de l'URSS. Elle ne veut pas être en retard d'une position sur la Chine et l'URSS et n'ignore rien des répercussions de la reconnaissance du GPRA par les pays neutres dont elle dispute l'amitié aux autres pays socialistes. Cependant le total de ses échanges avec la France qui s'établissait à 7 milliards 500 millions en 1955, s'élevait à 15 milliards en 1959 pour atteindre 16 milliards au cours des 9 premiers mois de 1960. La procédure de reconnaissance que la Yougoslavie propose à notre Gouvernement est le résultat de la pression idéologique exercée par les Communistes Chinois de la reconnaissance de l'URSS elle-même conséquence de cette pression et de la tendance yougoslave à préserver ses relations économiques avec la France. L'effet d'une reconnaissance effectuée dans les formes proposées par les yougoslaves n'offre pour notre gouvernement aucun intérêt. Mais bien plus le scénario qui nous est soumis permet aux autorités yougoslaves un échappatoire, peut laisser l'impression d'une reconnaissance extorquée et donnera lieu à de multiples équivoques qui annuleront toute la portée du geste.

Le 28 Novembre 1960

Mohamed HARBI.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

NOTE AU FRERE MINISTRE

Objet : Brochure de la Croix Rouge Yougoslave sur les "blessés algériens en Yougoslavie"

La Croix Rouge Yougoslave vient de publier une brochure sur "les blessés algériens en Yougoslavie". Le texte de cette brochure laisse apparaître certaines critiques formulées indirectement à l'égard de notre organisation. Aussi ai-je cru nécessaire de les porter à votre connaissance afin que les services intéressés par les soins aux blessés de même que l'ensemble de l'organisation entreprennent auprès de nos éléments (Combattants, etc...) le travail de politisation et d'éducation nécessaire et accordent aux combattants blessés l'intérêt qu'ils ont mérité par leurs sacrifices pour notre juste cause. Nos alliés ne jugent pas nos insuffisances à travers notre politique seulement, ils les jugent aussi à travers notre attitude à l'égard de ceux qui ont fait don de leur vie à notre pays.

Dans la brochure dont il est question plus haut les services de la Croix Rouge Yougoslave font les remarques suivantes :

1°) Notre organisation n'a point préparé le départ des blessés

"Cinq années de guerre ont dépouillé ces hommes de tout bien même personnel. Dans cette petite infirmerie provisoire, il semblait que personne n'eut aucun objet de

.../...

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020
04:11 - © La Découverte

valeur, et maintenant tout à coup des problèmes qui insent. Que faut-il exporter avec soi, que faut-il laisser ? Comment faire ses bagages ? A qui remettre l'équipement militaire ?" Page .

2°) Les Combattants blessés n'ont pas été tenus au courant des offerts faits par la Croix Rouge Yougoslave pour venir à notre pays.

"Il souhaita la bienvenue aux camarades. Il leur dit qu'il se réjouissait de leur arrivée, que tous les membres du premier groupe se réjouissaient beaucoup de même.

- Quel premier groupe ? demanda quelqu'un. C'était le tour de Mohamed de s'étonner.

- Vous ne savez donc pas ? Nous sommes soignés ici depuis le mois de Mai de l'année passée". Page 20.

3°) Le manque d'intérêt politique et médical de nos services de santé pour les blessés se reflète nettement dans l'établissement des fiches médicales.

"Tout-on apprendre dans ce protocole général qui est Mohamed S. Sur la feuille de santé individuelle qui était partie de ce protocole il était écrit :"Mohamed S... né en 1942. Blessé en Octobre 1957. Puis deux lignes de texte médical incompréhensible. Ou une autre feuille de santé individuelle pour un autre Mohamed B... né en 1941. Blessé en Juin 1956. Et sur feuille également deux lignes de texte médical. Telles sont les minces données sur les hommes combattants, embarqués en Mai 1959 sur les navires yougoslaves". Page 23 et 24.

4°) Les blessés ignoraient tout du pays qui les prenait en charge et de sa contribution à notre Révolution.

"Pour nous la Yougoslavie était un pays presque inconnu entièrement. Cependant les Yougoslaves avaient entendu parler de l'Algérie. Nous ceux qui étaient venus sur le quai connaissaient notre lutte". Page 24.

.../...

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

5°) Les blessés manquent d'éducation politique.

"Pour Mohamed il était difficile de distinguer l'accessoire du secondaire. Probablement qu'il s'émerveillait tout autant de ceux qui lui apportaient les accessoires pour Ping-Pong ou pour foot-ball, que de ceux que la Croix Rouge chargeait du soin des blessés". Page 25.

6°) Nos blessés ne font pas de distinction entre nos amis et nos ennemis, manquent de confiance en eux-mêmes et ont tendance à expliquer tous les problèmes que pose la vie par la discrimination raciale. C'est ce qu'attestent les incidents que nos éléments ont créé

"Qu'hier, il nous a été difficile de trouver un partenaire pour la querelle sur la discrimination raciale. Ni la jeune fille qui a provoqué le conflit, ni le Directeur ni nos amis, nos meilleurs amis ne nous permirent le moindre reproche à leur égard.

"Nous pouvons nous disputer, a dit le Directeur, nous pouvons même nous battre, mais seulement à cause de l'amour ou à cause du vin. Quant à la race, il fit une mine de mépris". Page 28.

Les conclusions qu'imposent toutes ces remarques sont :

1) L'élévation du niveau politique de nos combattants et aussi des cadres du service de santé.

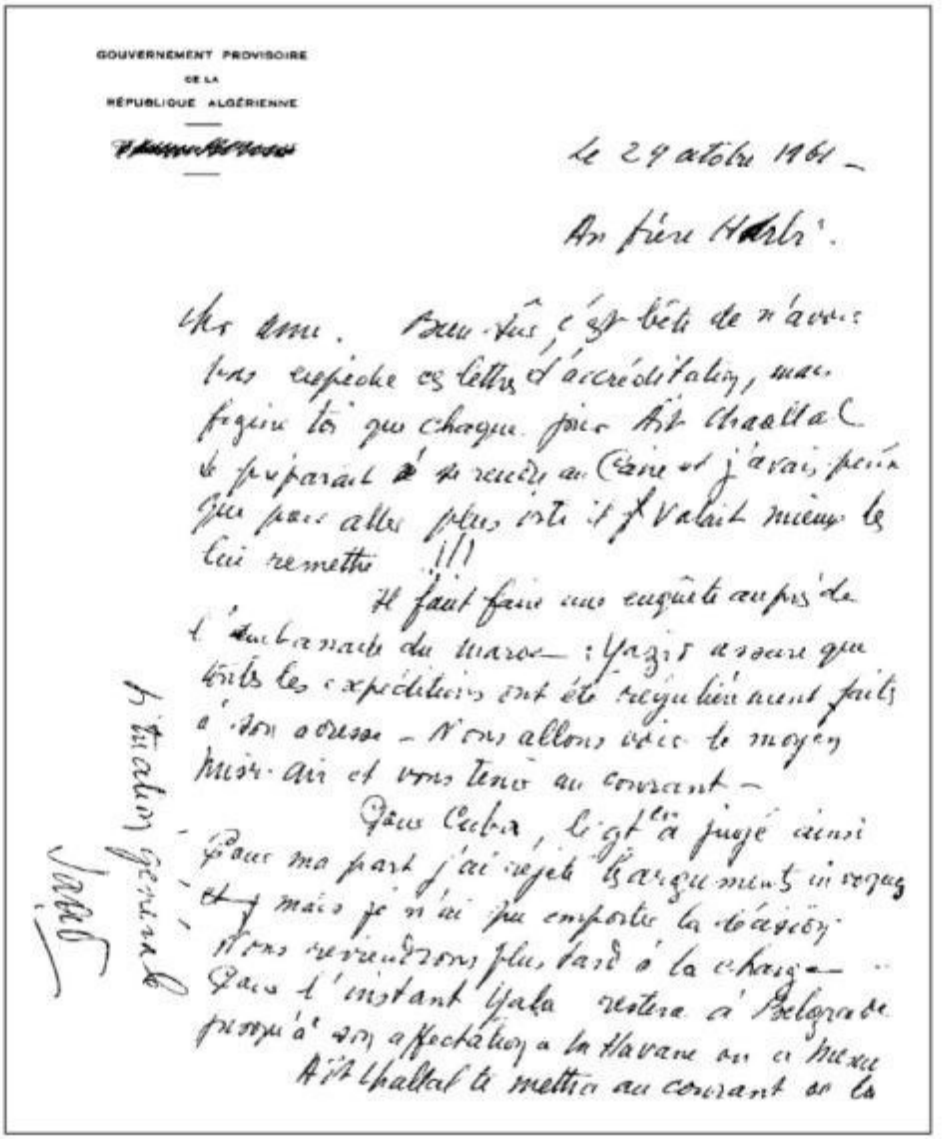
2) La nécessité de donner des informations aux blessés sur la contribution du pays qui les prend en charge à notre Révolution.

3) La nécessité de leur donner des indications concrètes sur le pays où ils se rendent.

4) L'obligation pour les services de santé d'établir des fiches médicales plus sérieuses.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

Annexe 6



GOUVERNEMENT PROVISOIRE
DE LA
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

[redacted]

Le 29 octobre 1961 –

Au frère Harbi.

Mon ami. Bien sûr, c'est bête de n'avoir pas expédié ces lettres d'accréditation, mais figure-toi que chaque jour Aït Chaallal se préparait à se rendre au Caire et j'avais peur que pour aller plus vite il valait mieux les lui remettre !!!

Il faut faire une enquête auprès de l'ambassade du Maroc : Yazid assure que toutes les expéditions ont été régulièrement faites à son adresse – Nous allons voir le moyen Misr-Air et vous tenir au courant –

Pour Cuba, le gt en a jugé ainsi pour ma part j'ai rejeté les arguments invoqués et mais je n'ai pu emporter la décision. Nous reviendrons plus tard à la charge – Pour l'instant Yala restera à Belgrade jusqu'à son affectation à la Havane ou à Mexico

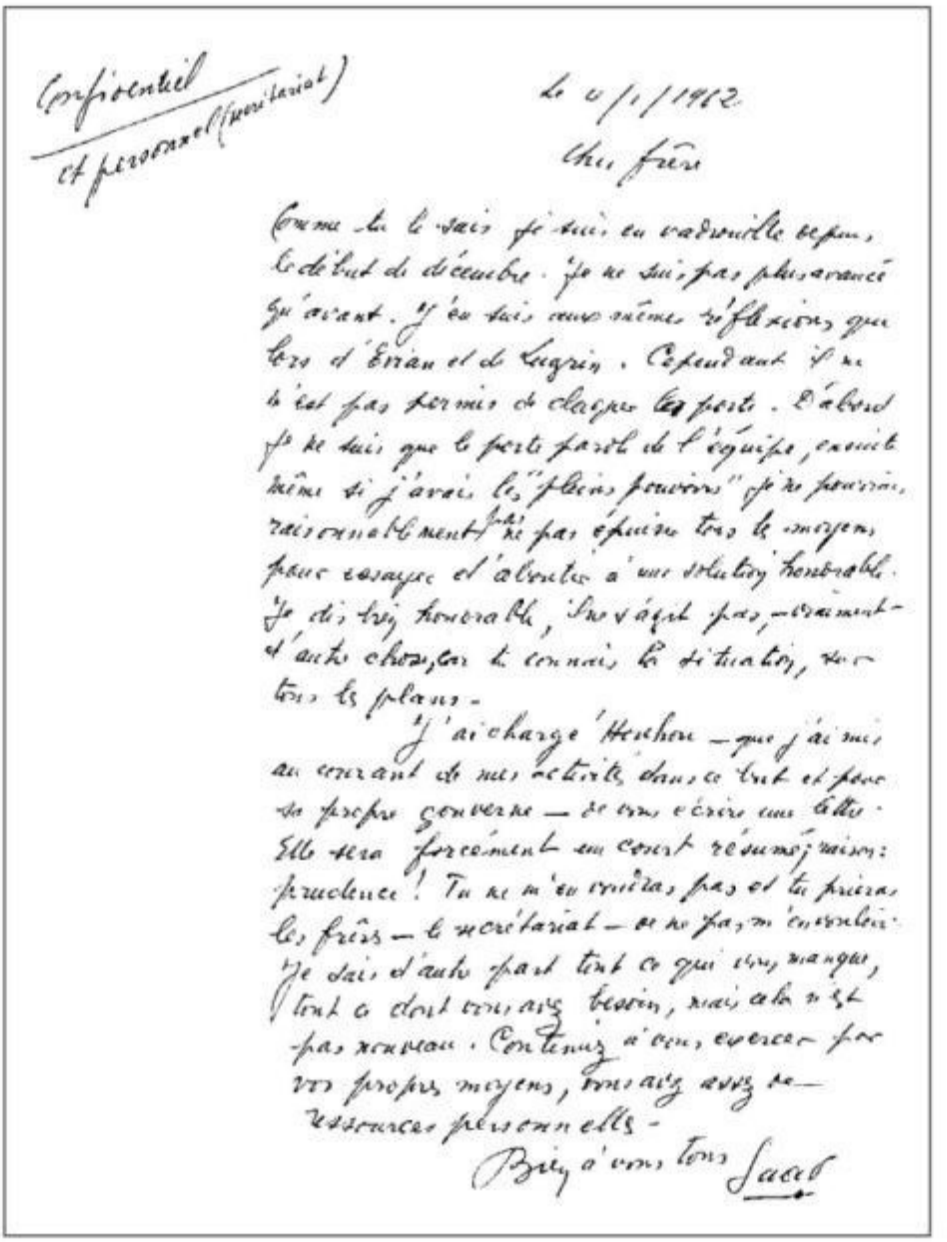
Aït Chaallal te mettra au courant de la

situation générale

Saad

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020
04:11 - © La Découverte

Annexe 7



(confidentiel et personnel (secrétariat))

Le 6/1/1962

Mes frères

Comme tu le sais je suis en vadrouille depuis le début de décembre. Je ne suis pas plus avancé qu'avant. J'en tais aux mêmes réflexions que lors d'Evian et de Lugrin. Cependant il ne m'est pas permis de changer les poste. D'abord je ne suis que le porte parole de l'équipe, aussi même si j'avais les "pleins pouvoirs" je ne pourrais raisonnablement pas épuiser tous les moyens pour essayer d'aboutir à une solution honorable. Je dis très honorable, il ne s'agit pas vraiment d'autre chose, car tu connais la situation, tous les plans -

J'ai chargé Hocher - que j'ai mis au courant de mes activités dans ce but et pour le propre gouverne - de vous écrire une lettre. Elle sera forcément un court résumé; raison: prudence! Tu ne m'en voudras pas et tu prieras les frères - le secrétariat - de ne pas m'en vouloir. Je sais d'avance par tout ce qui vous manque, tout ce dont vous avez besoin, mais cela n'est pas nouveau. Contentez vous, exercez par vos propres moyens, vous avez assez de ressources personnelles -

Bien à vous tous Jacob

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:11 - © La Découverte

D

Index

ABABOU, Hassan, 101, 103
ABADA, Mohammed, 46
ABBANE, Hacène, 256
ABBANE, Ramdane, 75, 148, 153, 154, 189, 196, 197, 216, 219, 238, 242, 243, 256, 262, 265, 266, 306, 321, 359
ABBAS, Allaoua, 40, 91
ABBAS, Ferhat, 10, 17, 44, 49, 76, 78, 79, 94, 119, 145, 161, 234, 264, 265, 266, 294, 303, 308, 321, 322, 323, 324, 329, 360, 361, 363
ABBAS, Nasr-Eddine, 49
ABDA, Mabrouk, 72
ABDALLAH (prince), 101
ABDELKADER, Moulay (lieutenant), 284
ABDELKADOUS, Ihsane, 333
ABDELKRIM (émir), 251, 315
ABDELMOUMEN, Abdelhamid (capitaine), 284
ABDELMOUMEN, Ali, 269
ABDELWAHAB, Mohammed, 55, 244
ABDENNOUR, Ali, 71, 72
ABDESSLAM, Belaïd, 49, 105, 141, 142, 144, 145, 150, 155, 156, 159, 160, 161, 162, 163, 170, 173, 174, 175, 184, 185, 324, 326
ABDOU (cheikh), 42
ABDOUN, Mahmoud, 188
ABENDROTH, Wolfgang, 231
ABID, Saïd (colonel), 278
ABIDI, Hadj Lakhdar, 270
ABUSIR, Salah, 318
AFANA, Osendé, 341
AGGOUN, Ahmed, 281
AÏSSA, Chellouk, 48
AÏSSI, Abdelkader, 248
AÏSSIOU, Akli, 248
AÏSSOUS, Saïd (dit Hadj Ben Othmane), 42, 44, 53
AÏT AHCÈNE, Méziane, 248
AÏT-AHMED, Hocine, 115, 131, 141, 220, 234, 304, 363, 367, 372, 379, 380, 381, 383
AÏT CHAÂLAL, Messaoud, 307, 309
AKOUN, André, 6, 101, 157, 160, 165, 167, 181, 228
ALAIN, Janine, 27
AL CHARQAWI, Abd Al Rahman, 318
AL HAKIM, Tawfik, 318, 319
AL HEDI, Messouak, 103
ALILOU, 325
ALLAHOUM, Abdelmajid, 281
ALLAHOUM, Mohammed, 281
ALLOUCHE, Daniel, 201
ALVERMANN, Ingunn, 230
AMAMRA, Tahar, 92
AMER, Ibrahim, 320
AMIROUCHE (colonel AÏT-HAMOUDA, dit), 262, 271, 274, 357
AMMAR, Khodja, 16
AMOURI, Mohammed (colonel), 253, 273, 274, 280, 282, 362
AMROUCHE, Jean, 269
ANDRADE (DE), Mario, 345

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

AOUECHRIA, Mohammed (commandant), 273, 274
AOUFI, Mahfoud, 373
ARAB, Saïd, 353
ARAGON, Louis, 103, 164
ARBAOUI, Mahmoud (capitaine), 272
ARKOUN, Mohammed, 100, 161
ARNAUD, Georges, 198
ARRABAL, Fernando, 168
ARRUS, René, 85
ATATÜRK, Kemal, 249
ATEK, Ahcène, 89
ATHMANE, Halfaya, 280, 289, 298
ATTAÏLIA, Mohammed (lieutenant), 311, 325
ATTAL, Pierre, 164, 201
ATTOUI, Mahieddine, 79
AWAD, Louis, 318
AZIZ, Hassan, 161, 308, 354
AZZEDINE (commandant), voir : ZERRARI, Rabah.
AZZEM, Slimane, 95
AZZOPARDI, 127

BABEUF, Gracchus, 110
BABOUCHE, Laïdi, 57
BABOUCHE, Youssef, 50
BACCOUCHE, Hedi, 225
BAHA EDDINE, Ahmed, 333
BAHRI, Younès, 41
BAILLOT, Louis, 152
BAKOUNINE, Michel Alexandrovitch, 110, 263
BALAFREJ, Ahmed, 352
BALASKA, Abdallah, 67
BANGOURA, Camara, 348
BARRAT, Robert, 107, 151
BASRI, Ginette, 319
BASTA, Ali, 118
BAYE SALAH, voir : HARBI, Salah.
BAYE SIDI, voir : HARBI, Ahmed.
BEAVOGUI, Louis Lansana, 344, 373
BECHICHI, Lamine, 332
BEDDAÏ, Chérif, 69, 72
BEDJAOUI, Mohammed, 186
BEKKOUCHE, André, 83
BELAÏD, Mohammed, 333
BELAOUANE, Mouloud, 161, 173
BELARBI, Hadj Nasser, 103, 232
BELHADJ, Djilali, 134
BELHOCINE, Mabrouk, 102, 159, 185, 187, 189, 191, 195, 197, 202, 205, 209, 218, 241, 257, 267, 269, 291, 298, 308, 314, 316, 322, 327, 335, 350
BELOUACHRANI, Saïd (dit Omar), 120, 175, 200
BELHOUCHET, Abdallah, 280
BELKHEIR, Larbi, 281
BELLOUNIS, Mohammed, 210, 262
BÉLORGEY, Gérard, 109
BELOUIZDAD, Mohammed, 223
BENABADJI, Rachid, 164
BEN ABOUD, Mehdi, 251
BENAÏSSA, Amir, 98, 100, 104, 105, 108, 118, 141, 240
BEN ALLA, Hadj (commandant), 367
BEN AMMAR, Mondher, 230
BENAOUDA, Amar (colonel), 258, 273, 282, 323, 324
BEN AROUA, Yahia, 66
BENATTIG, Ahmed, 240
BEN BADIS, Abdelhamid (cheikh), 10, 14, 15, 42, 44, 76, 80
BEN BARKA, Mehdi, 252, 349, 350, 373
BEN BELLA, Ahmed, 115, 131, 141, 143, 147, 148, 220, 234, 236, 251, 253, 259, 302, 319, 326, 335, 360, 361, 363, 364, 365, 367, 368, 371, 372, 373, 374, 375, 377, 379, 380, 381, 383
BEN BOULAÏD, Mostefa, 94, 122, 123, 127, 146, 292
BENCHEIKH EL HOCINE, Abbas, 75, 92, 176
BENCHENNOUF, El Hachemi, 149
BENCHÉRIF, Ahmed (capitaine), 259
BENCHIKHA, Mostefa, 72
BENDJEDID, Chadli, 280
BENDJELLOUL, Mohammed Salah (docteur), 10, 15, 17, 41, 43, 44, 45, 51, 52, 79, 80, 119
BENGHAZI, Slim, 300, 324, 373
BENGUETTAT, Mohammed, 119, 332
BENHABYLÈS, Abdelmalek, 38, 104, 110, 125, 127, 142, 145, 155, 180, 188, 265, 314, 321, 332, 351, 368, 371, 372, 373, 374, 376, 381
BEN HADJI, Bachir, 49
BENHAFID, 49
BEN HAMLAOUI, Abderrahmane, 46
BENHIMA, Taïbi, 103
BENJAMIN, Walter, 230
BENKACI, Abdelkader, 332
BEN KEMOUN, Pierre, 201
BEN KHEDDA, Benyoucef, 102, 112, 125, 142, 154, 155, 156, 189, 197, 242, 244, 258, 264, 265, 291, 294, 309, 311, 314, 329, 350, 351, 356, 361, 362, 368, 373, 378, 379
BEN M'BAREK, Azzedine (capitaine), 259
BEN M'HEL, M'hammed, 140, 145, 146, 328
BEN M'HIDI, Larbi, 65, 115, 197, 262, 272, 292
BEN M'RAD, Tewfik, 174
BENMALLEM, Hocine, 280
BENMERZOUG (dit El Habibatni) (cheikh), 15

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

BEN MILI, Hocine (cheikh), 123, 124
BEN YAHMED, Béchir, 251
BENMILOUD, Abdelaziz, 160, 162, 165, 170, 171, 185, 187, 190, 191, 198, 209, 210, 214, 227, 229, 237, 243, 252, 307
BENMILOUD, Khaled, 156, 164
BENMILOUD, Si Khelladi (bachagha), 190, 198
BEN MOHAMMED, Mohammed, 271
BENNABI, Malek, 174
BENNACEUR, Bachir, 35, 69
BENNAÏ, Ouali, 134, 262
BENNIKOUS, Hafidh, 49
BENNIKOUS, Salah, 26, 28
BENNOUNE, Mahfoud, 178
BENOÎT, Henri, 228
BEN OTHMANE, Hadj, voir : AÏSSOUS, Saïd.
BENQUET-CREVAUX, Paul-Dominique, 88
BEN REDOUANE, Salah (dit Boumrah), 47
BEN SALAH, Ahmed, 250
BENSALEM, Abderrahmane (capitaine), 280, 284
BENSALEM, Fodil (dit Noureddine), 182, 187
BENSIAM, Benyoucef, 200
BENTOBBAL, Lakhdar (Si Abdallah), 238, 239, 242, 243, 246, 255, 263, 269, 273, 274, 276, 285, 290, 291, 292, 294, 296, 297, 313, 314, 322, 325, 331, 356, 359, 360, 362, 366, 368, 369
BENTOUMI, Amar, 286
BENYAHIA, Mohammed Seddik, 49, 155, 242, 259, 263, 322, 324, 325, 351
BENYEZZAR, Yazid (lieutenant), 285, 290, 294, 311
BEN YOUSSEF, Mohammed (sultan), 101
BEN YOUSSEF, Salah, 251, 304, 315, 317, 343
BEN YOUSSEF, Soufia, 344
BERQUE, Augustin, 94
BERQUE, Jacques, 183
BERREDJEM, Larbi (commandant), 367
BERROUANE, Abderrahmane (dit Safar), 324
BESSE (devenue Kriegel), Annie, 102
BEY, Salah, 8, 35
BIGGS, Christopher Ewart, 373
BILLOUX, François, 181
BITAT, Rabah, 292, 367, 381
BLACHETTE, Georges, 94
BLOCH, Ernst, 117
BLOCH, Marc, 146
BOKOUM, Barema, 373
BORELLA, François, 174
BORGEAUD, Henri, 95
BOUADJADJ, Zoubir, 125
BOUAFIA, Ghulam, 129
BOUAKOUIR, Salah, 232
BOUALEM, Oubraham, 214, 230
BOUANANE, Djilali (lieutenant), 284, 296
BOUATTOURA, Tewfik, 278, 286, 308
BOUAYED, Rachid, 172
BOUAZIZ, Rabah (dit Saïd), 194, 204, 205, 221, 238, 262
BOU BNIDER, Salah (colonel), 368, 371
BOUCHEBOUBA, Ramdane, 125, 133
BOUCHOUKA, Belkacem, 72
BOUDA, Ahmed, 124, 126
BOUDAOUD, Omar, 187, 194, 203, 204, 205, 207, 212, 215, 217, 221, 222, 223, 227, 229, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 243, 255
BOUDERBA, Ahmed, 276
BOUDIAF, Mohammed, 49, 97, 98, 115, 120, 121, 122, 123, 128, 133, 134, 141, 147, 148, 181, 196, 220, 292, 302, 360, 363, 364, 366, 367, 368, 374, 380, 381, 383
BOUDIAF, Moussa (dit Hamdane), 179, 181, 196
BOUDISSA, Safi, 115, 123, 200, 286
BOUDJERIDA, Amar, 115
BOUDOURESQUES, Bernard, 328
BOUGLEZ, Amara (colonel), 273, 274, 282
BOUGUERRA, Chaabane, 50, 55
BOUHADJA, Mohammed, 50
BOUHADJA, Mokhtar, 69
BOUHARA, Abderrazak (lieutenant), 280, 281, 288
BOUHEDJA, Ali (dit El Felfli), 126
BOUHIRED, Djamila, 198
BOUKADOUM, Bachir, 87
BOUKADOUM, Chaouch Tayeb, 13, 14, 51
BOUKADOUM, Chérif, 45, 58, 60
BOUKADOUM, Messaoud, 15, 50, 51, 52, 99, 129, 323
BOUKADOUM, Rabah, 44
BOUKADOUM, Youssef, 127
BOUKERMA, Aïssa, 72
BOUKHENÈNE, 47
BOUKIKAZ, Amar, 84
BOULAGHLEM, Salah, 92
BOULAHROUF, Tayeb (dit Fadhel), 131, 140, 145, 146, 153, 170, 178, 180, 187, 190, 191, 193, 199, 202, 203, 210, 216, 226, 244, 248, 330
BOULKARTOUS, Zohra, 58
BOULKEROUA, Moussa, 38, 60, 98, 120, 180, 185, 196

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

BOUMAZA, Bachir, 221, 374
BOUMEDIÈNE, Houari, 273, 289, 290, 294, 311, 319, 326, 357, 359, 368, 369, 380
BOUMENDJEL, Ahmed, 79, 148, 149, 196, 202, 203, 254, 261, 269, 291, 325, 363, 365
BOURBOUNE, Mourad, 193
BOURDET, Claude, 146, 151, 216
BOURGÈS-MAUNOURY, Maurice, 220
BOURGUIBA, Habib, 153, 249, 250, 251, 273, 312, 343
BOUSLAMA, Mohammed Salah, 75
BOUSSOUF, Abdelhafid, 84, 92, 115, 203, 234, 242, 243, 260, 263, 269, 272, 274, 285, 290, 291, 292, 294, 314, 324, 325, 329, 339, 353, 356, 362, 363, 365, 368, 369, 381
BOUTEBENE, (Ma) Khadouja, 55
BOUTEFLIKA, Abdelaziz, 360
BOUTELLA, Rabah (lieutenant), 279, 281, 289, 311
BOUZAHER, Hocine, 48, 374
BOUZEMIOUA, Ahcène, 82
BOUZID, Amar, 14
BOUZIDA, Arezki, 256, 261, 298
BOUZIRI, Najib, 103
BOYANCÉ, M. et Mme, 49
BRAGANÇA (DE), Aquino, 345
BRAHIMI, Abdelhamid (lieutenant), 279, 280, 281, 288, 311, 359
BRAHIMI, Lakhdar, 351
BRETON, André, 151
BRIAND, Aristide, 246
BROMBERGER, Serge, 243
BRUGIRARD, Mme, 27, 31, 41
BRUGIRARD, Raoul, 40
BRUNHOFF (DE), Suzanne, 102
BUGEAUD, Thomas (général), 10
BURGELIN, Olivier, 109, 174
BURNHAM, James, 92

CABRAL, Amilcar, 345, 346, 347
CADI, Khelil, 69
CASANOVA, Laurent, 234
CASSOU, Jean, 151
CAZELLES, Ernest, 372
CÉSAIRE, Aimé, 103
CHABBAS, Jeanne, 27, 30, 41, 45, 78
CHABBAS, Louis, 28, 29, 40
CHABOU, Moulay Abdelkrim (capitaine), 281, 282, 284
CHAÏEB, 171, 172
CHAPUIS, Robert, 174
CHAREF, Sami, 361
CHÂTELET, François, 183, 184, 224
CHAULET, Pierre, 145, 184, 254, 260, 326
CHEBINE, 85
CHEBLI, Ahcène, 87, 91
CHELLI, Mahfoud, 71
CHEMETOV, Alexandre, 164
CHENTOUF, Abderrazak, 255
CHERCHALLI, Hadj M'hammed, 150, 187, 188, 189, 209, 227, 229, 244, 249, 254, 257
CHERGUI, Zidi, 120
CHERIET, Abdallah, 254
CHERIET, Ahcène, 69
CHERIET, Omar, 259
CHÉRIF, Mahmoud, 242, 257, 293
CHÉRIF, Omar, 320
CHERKI, Alice, 327
CHEVALLIER, Jacques, 88, 94, 152
CHIQUEL, Suzanne, 68
CHITOUR, Abdelkrim, 100, 161, 188, 229
CIAVALDINI, Jean (docteur), 41, 47
COMMIN, Pierre, 372
COMOLLI, Louis (docteur), 68
COT, Pierre, 210
COTY, René, 199, 287
CUÉNAT, Hélène, 234
CURIEL, Henri, 182, 199

DAHLAB, Saad, 197, 242, 264, 298, 306, 307, 310, 329, 332, 338, 351, 352, 353, 354, 368, 371, 372, 376, 379, 383
DAMERDJI, Oujdi, 200
DANIEL, Jean, 325
DANOS, Jacques, 111
DARRUTY, Henri, 40
DAVEZIES, Robert, 328
DEBAGHINE, Mohammed Lamine (docteur), 51, 99, 129, 234, 235, 314, 315
DECHÉZELLES, Yves, 123
DECUGIS, Cécile, 239
DEHILÈS, Slimane (dit Si Saddek) (colonel), 256, 273, 282, 291, 294, 354
DEKHLI, Bachir, 115
DELMATO, Louis, 40
DEMAGHLATROUS, Larbi, 42, 60, 185, 317
DERDOUR, Djamel, 14, 51, 99
DERNAOUI, Chérif, 72
DEROCHE, Louis, 181, 182
DESCAMPS, Eugène, 201
DETRAZ, Albert, 201
DHÔTEL, André, 167
DIALLO, Ibrahima, 341
DIALLO, Sayfullah, 342
DIDOUCHE, Mourad, 72, 97, 115, 120, 121, 123, 138, 223, 262, 292
DIEB, Hamada, 43
DIKA-AKWA (prince), 340
DIMEGLIO, Henri, 34
DIZDAREVIC, Fayak, 320, 330, 351
DJABALI, Suzanne, 325
DJABALLAH, Majid, 59, 60
DJABALLAH, Saad, 84
DJEBBOUR, Ahmed, 147
DJEBBOUR, Djilali, 99
DJEFFAL, Rabah, 84, 129

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

DJEMAÏ, Mohammed, 71, 72, 87
DJILANI, M'barek, 327
DOS SANTOS, José Eduardo, 345
DOS SANTOS, Marcelino, 345
DOSTOÏEVSKI, Fiodor, 165
DOUM, Ahmed (dit Reda), 181, 195, 196
DRAGANOV, Nedelcho, 330
DRESCH, Jean, 103, 151
DUCHATEAU, Henri (docteur), 183

EGRETAUD, Marcel, 191, 192
EHRENBOURG, Ilya, 350
EL AFGHANI, 42
EL ALAOUI, Moulay Ahmed, 101
EL BITAR, Salah, 318
EL FASSI, Allal, 102, 251, 252
EL-GACI, Salah, 50
EL GHASSIRI, Mohammed (cheikh), 153
EL HABIBATNI, voir : BENMERZOUG.
EL HADDAD, Tahar, 249
EL HOURANI, Akram, 318
EL IBRAHIMI, Bachir (cheikh), 44
EL KHOLI, Lotfi, 314, 317, 318, 333, 335, 354
EL SADATE, Anouar, 319
ENGELS, Friedrich, 117, 296
EYQUEM, Danièle, 375

FADEL, Lakani (cheikh), 53, 80
FADEL, Mohammed, 343, 344
FANON, Frantz, 254, 297, 298, 346, 375
FARÈS, Abderrahmane, 199
FARHI, Fatima Zohra, 226
FATHALLAH, Youssef, 326, 335
FAYDI, Chérif, 244
FEIX, Léon, 108
FERGANI, Mohammed Tahar, 164
FERHAT, Mohammed, 181
FERRAT, Jean, 99
FERROUKHI, Mustapha, 93, 185, 199, 255, 327
FILALI, Abdallah (dit Lekhfif), 97, 112, 116, 118, 119, 121, 213
FODIL, Mohammed, 333
FONDECAVE (frères), 93
FOURIER, Charles, 110
FRACHON, Benoît, 85
FRANCIS, Ahmed (docteur), 151, 161, 194, 204, 218, 234, 264, 265, 269, 314, 353, 363
FRANCIS, Mustapha, 161

GAÏD, Tahar, 105
GAS, Mohammed (dit Hanachi), 72, 82, 83, 84, 85, 92
GATI, Amar, 69
GATI, Mohammed, 91, 166
GAULLE (DE), Charles (général), 130, 234, 263, 265, 266, 267, 268, 295, 308, 325, 331, 341, 342, 354, 379, 380
GEORGES, Pierre, 103
GETTE, Maurice (docteur), 68
GHAFFA, Brahim, 332
GHERBI, Mohammed, 80, 89, 115, 131, 237
GHEZIEL, Abbès, 92
GHYAT, Braham, 277
GOSSELIN, 173
GOUMGHAR, Ali et Christiane, 179
GRAMSCI, Antonio, 208
GRÉGOIRE, Colette (Anna Greki), 295
GUEDROUDJ, Messaoud, 77, 79, 84, 86, 88, 89, 124, 126, 127, 128, 130, 179, 182, 183, 184, 195, 196, 204, 205, 206, 213, 221, 222, 223, 237
GUELLAL, Sadek (capitaine), 259
GUENNAÏZIA, Abdelmalek, 281
GUÉRIN, Daniel, 107, 110, 111, 151, 216
GUERRAM, Amar, 259, 300
GUERRAS, Abderrahmane, 97, 147
GUERROUDJ, Abdelkader, 164
GUETTARI, Amar, 150, 156, 167, 179
GUIGA, Driss, 236
GUILLAUME, James, 111
GUILLEMIN, 168, 169
GUILLOT, Claudine, 145

HACHANI, Brahim (dit Si Mahmoud), 246, 255
HABACHE, Georges, 318
HACHED, Ferhat, 101
HADDAD, Malek, 164, 165
HADJ ALI, Ahmed, 187, 190, 198, 218, 227
HADJ DRISS, Saïd, 144, 245
HADJÉRÈS, Hachemi (capitaine), 311
HADJÉRÈS, Sadek (docteur), 159, 162, 164, 189, 241, 327
HADJ HAMOU, Mohammed, 254
HADJ HAMOU, Youcef, 180, 201
HADJ SAÏD, Chérif, 92
HADJ SAÏD, Mokhtar, 51, 92
HADJ YALA, M'hammed, 307, 323
HALIMI, Gisèle, 216
HAMAÏ, Mohammed (dit commandant Kaci), 256, 291, 298
HAMAÏDIA, Tahar (dit Zoubir) (capitaine), 272
HAMBLI, Ali, 274
HAMDI, Ali, 256
HAMERLAÏNE, Ahmed, 72, 85
HAMOUD, El Hachemi, 122
HAMOUDA, Ould Amar, 262

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

HAMRAKROUA, Hamid, 72
HARBI, (Ma) Sassia, 13, 16, 17, 18, 23
HARBI, Ahmed (dit Baye Sidi), 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 51
HARBI, Ali, 18, 383
HARBI, Aziz, 35
HARBI, Djamil, 175, 248
HARBI, Émir, 118, 166, 175, 248
HARBI, Hanif, 68
HARBI, Haouès, 12, 15, 17, 20, 27, 40, 43, 47, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 58, 68, 87, 89, 329
HARBI, Mona, 248, 300, 301, 330
HARBI, Naziha, 9, 22
HARBI, Noureddine, 22, 89, 92, 167, 176, 245
HARBI, Reda, 248, 382
HARBI, Salah (dit Baye Salah), 17, 18, 44, 47
HARBI, Aïcha Bint Abdallah, 9
HAROUN, Ali (dit Thami), 180, 194, 206, 207, 222, 236, 239, 240, 255
HARRAÏGUE, Omar, 374
HASSAN, Aziz, 232
HASSANI, (Ma) Kheira, 47, 296
HASSANI, (Ma) Zbeida, 48
HASSANI, Abdelkrim, 59, 60
HASSANI, Abderrahmane, 48, 166
HASSANI, Ali, 44, 47
HASSANI, Mohammed Salah, 47
HASSANI, Mostefa, 93
HASSANI, Rachid, 92
HENINE, Yahia, 159, 189, 327
HERBAUT, Pierre, 372
HERREMAN, Philippe, 202
HEYKAL, Mohammed Hassanein, 318, 333
HIKMET, Nazim, 350
HOFFMANN, Slimane, 281, 284
HOLDEN, Roberto, 346
HOUPHOUËT-BOIGNY, Félix, 108, 340
HOUSIAUX, Albert, 109
HUYSMANS, Denis, 98

IBN KHALDOUN, 301
IBN TULUN, 320
IDIR, Mouloud (commandant), 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 277, 278, 279, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 291, 298, 302, 316, 370
IDIR, Rabah, 282
IDRIS, Yusuf, 318, 319
INAL, Ahmed, 103, 105, 112, 143, 152, 160, 161, 162, 188
ISSIAKHEM, M'hammed, 165

JACQUIER, Alain, 17
JACQUIER, Alexis, 34
JAFFRÉ, Jean, 88
JAÏDI, Mohammed, 103
JASPERS, Karl, 231
JEANSON, Francis, 151, 182, 194, 204, 218, 234
JINNAH, Mohammed Ali, 55
JOHANNIDES, Alex, 320
JOUMBLATT, Kamel, 349
JOUSSAUME (docteur), 177
JULIEN, Charles-André, 107, 151, 158
JULLIARD, Jacques, 174
JUNGCLASS, Georg, 230, 236
JUNGCLASS, Lenny, 230, 236

KABRANE, Messaoud, 55, 72, 86
KACI (commandant), voir : HAMAÏ, Mohammed (dit commandant Kaci).
KADDACHE, Mahfoud, 184
KADID, Mohammed, 127, 175, 295
KADOUS, Ihsane Abdel, 333
KAFI, Abdelaziz, 45
KAFI, Ahmed (cheikh), 16
KAFI, Ali, 29, 127, 246, 255, 261, 275, 279, 285, 290, 292, 311, 312, 325
KAFI, Belkacem, 44, 47
KAFI, Chérif, 29
KAFI, Khadidja, 25
KAFI, Mohamed Salah, 35, 72, 295
KAFI, Saïd (cheikh), 15, 24, 25, 42, 44, 46
KAFI, Tayeb, 25
KAÏD, Ahmed, 293, 354, 358, 361, 363, 369
KALLACHE, Abdelkader (docteur), 193
KAMBONA, Oscar, 349
KANAPA (frères), 93
KAOUANE, Rabah, 72
KARA, Abdelaziz (lieutenant), 278, 280, 284
KAROUI, Amor, 58
KASSEM, Naït Mouloud, 230
KÉBAÏLI, Moussa (dit Derradji), 205
KEITA, Fodeba, 346
KERAMANE, Hafid, 230
KERBOUCHE, Abderrahmane, 42
KERBOUCHE, Najib, 92
KERBOUCHE, Saïd (cheikh), 42, 44, 45
KERLAN, Jobic, 328
KESSOUS, Youssef, 67
KETTOUCHE, Youssef, 31
KHACHABA, Ali, 335
KHALED, Muhammed Khaled, 336
KHALEF, Merbah (dit Kasdi Merbah), voir : MERBAH, Kasdi.
KHATIB, Abdelkrim, 251
KHAYAT, Larbi, 42
KHEÏREDDINE, Mohammed (cheikh), 92, 189
KHELAF, Mahieddine (docteur), 201
KHELAF, Salah, 161, 163, 164
KHELIFA, Laroussi, 365, 373
KHELLIL, Sidi, 42

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

KHEMISTI, Mohammed, 381
KHÈNE, Lamine (commandant), 50, 105, 155, 311, 322
KHIDER, Mohammed, 99, 102, 131, 141, 189, 220, 234, 251, 335, 363, 364, 367, 371, 372, 374, 383
KIOUANE, Abderrahmane, 88, 102, 104, 372
KIOUANE, Mourad, 82
KODMANI, Nadim, 344
KOUICEM, Abdelhak, 49, 55, 69, 79
KRIM, Belkacem, 116, 146, 195, 197, 222, 242, 249, 255, 256, 257, 259, 261, 262, 263, 264, 266, 267, 269, 271, 273, 274, 284, 285, 286, 288, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 298, 299, 300, 308, 309, 310, 311, 312, 314, 315, 316, 321, 322, 329, 331, 338, 351, 353, 354, 356, 358, 360, 362, 363, 364, 365, 367, 368, 374, 378, 379, 380, 381, 383
KROUMA, Hamadi, 83, 129
KROUN, Ahmed, 309

LACHERAF, Mostefa, 100, 132
LACOSTE, Robert, 220
LACOUTURE, Jean, 320
LADGHAM, Bahi, 251
LADLANI, Amar (dit Salah, Kaddour, Pedro), 194, 202, 203, 205, 206, 207, 210, 211, 212, 213, 221, 223, 237, 240, 241
LA FOURNIÈRE (DE), Michel, 174
LAGAILLARDE, Pierre, 295
LAGHZAOUI, 198
LA GUARDIA, Olivia, 254, 257
LAHOUEL, Hocine, 86, 112, 124, 129, 131, 134, 140, 141, 142, 302, 311, 312, 313, 314, 317, 320
LAHOUEL, Mohammed, 85, 86
LAKHDARI, Ali, 173, 244
LAKHDARI, Josette, 244
LAKHDARI, Smaïl (docteur), 43, 44
LAKS, Monique, 260, 261
LALLA AÏCHA (princesse), 324
LAMRANI, Abdelhamid, 92
LAMRANI, Laïd, 94
LANZMANN, Jacques, 193
LARABI, Majid, 27, 48
LAROUI, Abdallah, 350
LASSOUED, Tahar, 251
LAZREG, (Ma) Messaouda, 18, 23, 50
LAZREG, Ahcène, 29
LEBJAOUI, Mohammed, 179, 197, 200, 201, 212, 216, 251, 287
LEDERMANN, Émile, 65
LEFEUVRE, René, 112
LEGRÈVE, Pierre (professeur), 214
LEIRIS, Michel, 151
LÉNINE, Vladimir Illitch Oulianov (dit), 92, 109, 110, 153, 172
LENTIN, Albert-Paul, 146, 151, 210
LÉPINE (DE), Édouard, 102
LEPORE, Nicolas, 34, 68
LIECHTI, Alban, 217
LOFFO, Camara, 348
LOTFI, Boudghène Ben Ali (colonel), 264, 270, 290
LOUANCHI, Anne-Marie, 178, 180, 185
LOUANCHI, Mohammed Salah, 145, 180, 181, 184, 185, 186, 191, 197, 199, 200, 209, 219, 287
LOUHA, Hocine, 92
LOUKIL, Majid, 71
LOUNISSI, Hamdane (cheikh), 15
LUMUMBA, Patrice, 339, 348
LUXEMBURG, Rosa, 172, 174

M'BAREK, Azzedine, 252
MAATALLAH, Abdelhamid, 79, 80, 311
MADHI, Mohammed Larbi, 118, 125, 127, 131, 142, 144, 150, 154, 163
MAGHLAOUI, Mohammed (dit Laïfa), 84, 129, 131, 138
MAHSAS, Ahmed (dit Ali), 97, 115, 123, 138, 140, 146, 147, 150, 195, 212, 235
MAÏZA, Salah, 185, 255
MAKHNO, 111
MAKSOUD, Clovis, 333, 334
MALEK (imam), 42
MALEK, Reda, 50, 157, 160, 161, 170, 173, 174, 180, 245, 254, 259, 265, 267, 290, 292, 293, 326, 379
MALEVAL, 131
MALLEY, Simon, 245
MAMET, Pierre, 328
MAMMERI, Mouloud, 100
MANAA, Smaïn (dit Spoutnik), 239, 240, 241
MANDEL, Ernest (dit Germain), 229
MANDOUZE, André, 184
MANGAN, Jerry, 225
MANSOUR, Youssef, 105, 203, 269
MANSOURI, Amara, 237
MAO TSÉ TOUNG, 102, 190, 322
MAOUI, Abdelaziz, 380
MAROC, Mohammed, 97
MARTIN, Henri, 85
MARTINET, Gilles, 146, 151
MARX, Karl, 110, 173, 254, 313
MASMOUDI, Mohammed, 101, 251, 343

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

MASSIGNON, Louis, 107
MAURIAC, François, 107
MAXIMIN, 164
MAZIÈRES, Michel, 260
MECHERI, Cherif, 198
MEDIOUNI, Rachid, 312
MEFTAHI, Ali, 332, 333
MEHDAOUI, Hocine, 200
MEHENNA, 7
MEHRI, Abdelhamid, 104, 185, 357
MEHRI, Hamlaoui, 127, 247
MEHRI, Taïeb, 324
MEIZER, Abou, 335
MELKI, Jean-Claude, 112, 143, 164, 295
MELLAH, Mohammed, 170
MENASRIA, Abdallah, 181, 202, 205
MENDÈS FRANCE, Pierre, 149, 150, 151, 233, 342, 343
MENDJLI, Ali (commandant), 124, 125, 280, 283, 284, 293, 294, 310, 311, 312, 313, 315, 316, 321, 354, 358, 363, 369, 370
MERBAH, Kasdi, 380
MERBAH, Moulay, 133
MERMAZ, Louis, 164
MERROUCHE, Abdallah, 170
MERROUCHE, Menouar, 335
MESSALI HADJ, Ahmed, 10, 38, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 55, 58, 59, 61, 77, 78, 80, 83, 85, 86, 90, 91, 93, 99, 112, 113, 115, 116, 118, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 132, 133, 134, 135, 136, 141, 142, 149, 156, 183, 209, 210, 212, 223, 262, 292, 303
MESSIKH, Bachir, 26
MESTARI, Mohammed, 140
MEZERNA, Ahmed, 99, 141
MIETTE, Roland, 76
MIGNOT, Élie, 152
MITTERRAND, François, 108, 152, 154, 340, 342, 343
MOALLA, Mansour, 105
MOGHLEM, Mostefa, 103
MOHAMMEDI, Saïd (colonel), 256, 257, 266, 273, 277, 279, 282, 284, 285, 306, 362, 365, 367
MOHIEDDINE, Khaled, 318
MOKRANE, Mohammed, 144, 245
MOLLET, Guy, 179, 185, 186, 372
MONETTA, Jacob, 228
MOSTEFAI, Chawki (docteur), 148, 149, 255, 378
MOSTEFAOUI, Ahmed, 200
MOUMIÉ, Félix Roland (docteur), 340
MOUSSA, Mostefa, 336
MOUSSAOUI, Boualem, 363
MOUSSAOUI, Sadek (dit Mahieddine), 254
MOUZARINE, Saïd (dit Salah Mahboubi), 195, 230

NABOULSI, Abdesslam, 318
NAEGELEN, Marcel-Edmond, 192, 222
NAFIR, Mahmoud, 127
NAHAR, Rabah, 200
NAÏT, Tayeb, 170
NAJI, Mohammed (dit Antar), 119
NASSER, Gamal Abd El, 103, 232, 251, 253, 318, 337, 361
NEGUIB, Mohammed (général), 318
NEKKACHE, Mohammed Seghir, 259, 260
NETCHAÏEV, Serge, 263
NETO, Agostinho, 346
NEZZAR, Khaled (général), 279, 281
NOUAOURA, Abdallah (colonel), 273, 274

ODEH, Abdelmalek, 336
ODEH, Mohammed, 318
OGINGA, Odinga, 349
ORTIZ, Jo, 295
OUAGOUAG, Mohammed, 150
OUAMRANE, Amar (colonel), 116, 195, 235, 256, 258, 261, 262, 276, 282, 292, 298, 354, 383
OUANDIÉ, Ernest, 341
OUARTSI, Kemal (lieutenant), 277, 280
OUAZZANA, Claude, 191
OUCHAREF, Ahcène (docteur), 256
OULD AOUDIA, Mokrane, 160
OULD DADA, Mokhtar, 101
OULD HADJ, Mohand (colonel), 380
OULD HAMOUDA, Amar, 262
OULEBSIR, Larbi, 88, 262
OUSSEDIK, Boualem (lieutenant), 298
OUSSEDIK, Omar (commandant), 257, 261, 262, 263, 267, 269, 291, 297, 298, 341, 365, 377, 378
OUZEGANE, Malika, 200

PAIGNON, Gilberte, 98, 118, 175
PÉRÈS, Henri, 26
PÉRILLIER, Louis, 108
PHILIP, André, 145
PHILIPPE, Gérard, 99
POPEREN, Claude, 152
PROUDHON, Pierre-Joseph, 110

RADJEF, Belkacem, 38, 123
RAFA, Abdelmajid, 255
RAHAL, Akli, 227
RAHEM, Ahcène, 78, 311
RAHMANI, Abdelkader (lieutenant), 287
RAMACKERS, Roger, 182, 183, 225

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

RANKOVIC, Alexandre, 323
RAPTIS, Michel (dit Pablo), 228, 229, 349
RAYMOND (cheikh), 164
REBBANI, Hacène, 332
REDA, Rachid, 42
REDJEDAL, Abdennour, 378
RÉFALO, Charlie, 31
REGUI, Djenett, 178, 226, 232, 246, 247, 254, 257, 261, 277, 300, 317, 330, 343, 347
REGUI, Zohra, 178
REVAULT D'ALLONES, Olivier, 183, 184
REYNAUD, Paul, 149
RIFAAT, Kamel Eddine, 333
RIGHI, Hamœïda, 40
RIKABI, Fouad, 333
RIMAOUI, Abdallah, 318, 333
ROCARD, Michel, 109, 151
RODINSON, Maxime, 103
ROUISSI, Youssef, 317
ROUS, Jean, 107, 146, 151

SAADI, Salah, 85
SAADOUN, Mohammed, 140, 253
SABER, Sadek, 161
SADDEK, voir : DEHILÈS, Slimane (dit Si Saddek) (colonel).
SAHLI, Mohammed Chérif, 100, 171, 174, 180, 187, 188
SAHRAOUI, Fadila, 198
SAÏFI, 209
SANTEN, Sal, 237
SAOULI, Omar, 78, 92
SARTRE, Jean-Paul, 194, 234
SATOR, Kaddour, 388
SAVARY, Alain, 107, 151
SAYOUD, Mouloud (dit Mau-Mau), 83, 114, 131
SCHLEGEL, Pierre, 20, 41, 93
SCHWAB, 309
SCHWARZ, Laurent, 151
SEBTI, Redjem, 87
SEGHIR, Mostefaï, 38, 269
SÉKOU TOURÉ, Ahmadou, 306, 341, 342, 346, 347
SÉLASSIÉ, Haïlé, 342
SELLAMI, Ahmed, 100, 164
SÉNAC, Jean, 193
SENGHOR, Léopold Sedar, 348
SERFATY, Abraham, 181
SERGE, Victor, 111
SID ALI, Abdelhamid, 142
SID ALI M'BAREK, Brahim, 200
SIGNORET, Simone, 99
SI LAHCÈNE, Larbi, 281
SI MOHAMMED, Aït (lieutenant), 279
SI SALAH (colonel) (Mohamed ZAMOUM, dit), 325
SITBON, Guy, 325
SIXOU, Joseph (dit Claude), 143, 201, 269, 295
SLIM, Mongi, 251
SLIMANE (commandant), voir : DEHILÈS, Slimane (dit Si Saddek) (commandant).
SMAËLI, Salah Ben Ali, 259, 274
SOHBI, Salah (cheikh), 101
SOLH, Lamia, 101
SOLIMAN, Lotfallah, 317, 318, 319, 330, 335
SOLOD, Daniel, 342
SOUALILI, El Hachemi, 245
SOUAMI, Benaïssa, voir : BENATTIG, Ahmed.
SOUFI, Salah, 280
SOUKHAL, Omar, 317
SOUSLOV, Mikhaïl Andreievitch, 309
SOUSTELLE, Jacques, 149, 150, 189
SOUYRI, Pierre, 78, 82, 86, 88, 111, 331
STALINE, Joseph, 118, 165, 174, 183
STAMBOULI, Boualem, 230
STIBBE, Pierre et Renée, 111, 151, 199
SUBERVIE, Jean, 193
SULTANA, 59
SUSINI, Jean-Jacques, 378

TABOUCHE, Ali, 72
TAHIRI, Mohammed, 103
TAHRAOUI, Djamila, 77, 90
TAÏEB, 105, 324
TALEB, Ahmed, 160, 161, 173, 187, 193, 195, 251, 326
TALEB, Larbi, 274
TARBOUCHE, Mourad, 123, 148, 149, 209
TARMIZ, Hafedh, 250
TCHANG KAÏ-CHEK, 102
TEMAM, Abdelmalek (dit Belkacem), 195, 197, 237
THAALIBI, Tayeb (dit Allal), 255
THAMEUR, Habib, 317
THÉVENIN, Georges, 192
THOREZ, Maurice, 157, 160, 161, 164, 168, 234
TIXIER-VIGNANCOUR, Jean-Louis, 205
TLILI, Ahmed, 250
TOBBAL, Ibrahim, 102, 251, 317, 320, 334
TOCQUEVILLE (DE), Alexis, 8, 11
TOLLET, André, 175
TOUMI, Abdallah, 86, 89
TOURÉ, Siaka, 342
TRACQUI, Albert, 20, 41
TROTSKI, Léon, 110, 174, 183, 286
TUBMAN, 342
TURQUI, Rabah, 332

UMNYOBÉ, Ruben, 340
URVIAS, Jean, 328

VATIN, Jean-Claude, 136
VAUJOUR, Jean, 152
VAUME, Arlette, 182
VAUME, Henri, 182, 236
VERCORS, 199, 210, 218
VERDIER, Robert, 107
VERGÈS, Jacques, 198
VERMEYLEN, Pierre, 214

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

VILAR, Jean, 99
VOLINE, 111

WEHNER, Herbert, 231
WISCHNEWSKI, Hans Jurgen, 231
WITTFOGEL, Karl, 320
WRIGHT, Richard, 190

YACINE, Kateb, 164, 165
YAHIAOUI, Bachir, 26, 42
YAKER, Layachi, 160, 161, 193, 326
YATA, Ali, 181, 196, 217
YAZID, M'hammed (dit Zoubir), 18, 22, 56, 97, 107, 108, 109, 110, 111, 120, 121, 127, 128, 131, 140, 142, 147, 150, 192, 199, 246, 247, 254, 255, 257, 261, 264, 278, 285, 290, 294, 304, 305, 311, 313, 314, 324, 325, 328, 351, 368, 370, 380
YAZOURÈNE, Mohammed (dit Si Saïd) (colonel), 256, 365
YOUNG, Gavin, 328
YOURAS, Abbès, 35, 49

ZAKARIA, Moufdi, 42
ZATOUT, Hocine, 83, 258
ZBAGHDI, Ali, 55
ZBAGHDI, El Hachemi, 27
ZBAGHDI, Mohammed Salah, 44
ZBIRI, Tahar (colonel), 283, 285
ZEGHDOUD, 65
ZERDANI, Abdelaziz, 335, 351, 376
ZERDOUMI, Abbas, 164
ZERGUINI, Mohammed (capitaine), 259, 281, 282, 284, 311
ZERHOUNI, Yazid, 380
ZERRARI, Rabah (dit commandant Azzedine), 257, 291, 294, 365, 377, 378
ZERROUK, Bouzid (dit Kalala, puis Ahcène), 124, 179, 180, 181, 182, 184, 185, 202, 205
ZIGHOUT, Youssef, 50, 91, 115, 127, 258
ZIN EL ABIDINE, Moundji, 120, 204, 205, 206, 212, 213, 221, 222, 223
ZITOUN, Khaled, 71
ZITOUNI, Brahim, 92
ZMERLI, Ahmed, 195
ZMERLI, Selma, 198, 225
ZOUBIR (capitaine), voir : HAMAÏDIA, Tahar (dit Zoubir) (capitaine), 294, 328
ZOUITI, Ali, 130
ZWEIG, Stefan, 230

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:14 - © La Découverte

D

Table

Avant-propos 5
1. Une enfance privilégiée 7
2. Les années d'apprentissage 32
3. D'El-Arrouch à Skikda 62
4. La scission du MTLD 93
5. Du MTLD au FLN 138
6. La Fédération de France du FLN 177
7. Le moment européen 224
8. Au cabinet de Belkacem Krim 249
9. Vers une armée-État 270
10. Chronique égyptienne 300
11. Chronique africaine 338
12. Face à l'implosion du FLN 356
Annexes 383
Index 410

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université de Tlemcen - IP 193.194.76.5 - 05/31/2020 04:16 - © La Découverte

D